Journal

Journal du Grand Conseil du canton de Berne

Session du 19 au 22 janvier 2015

Procès-verbal des délibérations au sens des articles 10 et 11 du Règlement du Grand Conseil

Année 2015 / Cahier 1

www.be.ch/journaldugrandconseil

Chancellerie d'Etat du canton de Berne
ISSN 1662-9299

Table des matières de la session de janvier 2015

Généralités

Allocutions de la présidente 1

2014.RRGR.1248 Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Stefan Costa (PLR) 1

2014.RRGR.1249 Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Michael Köpfli (pvl) 1

Motions d'ordre 33

Urgence des interventions parlementaires 194

Actes législatifs

2013.RRGR.558 Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)
Seconde lecture 117

2014.RRGR.496 Loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) (Modification)
Première lecture 143, 157

Rapports

2013.RRGR.802 Programme gouvernemental de législature 2015 à 2018 ..... 11, 28

2013.RRGR.1161 Stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne 117, 129

Elections

2014.RRGR.1251 Election d'un ou d'une membre pvl de la CGes 27

2014.RRGR.1252 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante PLR de la CIRE 27

2014.RRGR.1253 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante pvl de la CSoc 27

2014.RRGR.1254 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante PLR de la CSéc 27

2014.RRGR.1280 Election d'un juge commerçant ou d'une juge commerçante germanophone du Tribunal de commerce, pour la période jusqu'au 31.12.2016 27

Recours en grâce

2014.POM.298 Recours en grâce n° 3 / 2014 28

2014.PON.299 Recours en grâce n° 4 / 2014 28

Motions

2014.RRGR.623 125-2014 Ammann (Meiringen, PS). Imposition des propriétaires fonciers étrangers
Retirée 172

2014.RRGR.1034 200-2014 Bärtschi (Lützelflüh, UDC). S'attaquer correctement au problème de l'asile 68

2014.RRGR.1142 224-2014 CFor (Zäch, Berthoud). Maintien de l'enseignement du français à l'école primaire en Suisse alémanique 137

2014.RRGR.1154 236-2014 Gasser (Bévilard, PSA). Maintien des droits acquis 139

2014.RRGR.907 179-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Communication transparente et régulière des amendes infligées pour excès de vitesse 73

2014.RRGR.1133 216-2014 Grimm (Berthoud, pvl). Régler la taxe d'eau des grandes centrales hydrauliques 43, 47

2014.RRGR.661 134-2014 Hofmann (Berne, PS). Contrôle systématique des déchets radioactifs 56

2014.RRGR.656 132-2014 Imboden (Berne, Les Verts). Cession de biens-fonds cantonaux aux communes et aux maîtres d'œuvre d'utilité publique
Retirée 50

2014.RRGR.498 102-2014 Imboden (Berne, Les Verts). Création dans le canton de Berne des places nécessaires pour les gens du voyage 163

2014.RRGR.1147 231-2014 Knutti (Weissenburg, UDC). Préciser les critères d'économicité dans la loi sur les soins hospitaliers
Retirée 88

2014.RRGR.660 133-2014 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC). Projet Aarewasser : compensation des surfaces d'assolement perdues 51

2014.RRGR.11123 115-2014 Müller (Orvin, UDC). Bénéficiaires de l'aide sociale récalcitrants : des sanctions plus sévères 103

2014.RRGR.11124 114-2014 Müller (Orvin, UDC). Paiement des cotisations à la CSIAS 99

2014.RRGR.1141 223-2014 PS-JS-PSA (Lüthi, Berthoud). Donner de la cohérence à la politique sociale 84

2014.RRGR.1140 222-2014 PS-JS-PSA (Baltensperger, Zollikofen). Enseignement de la première langue étrangère: mettre fin à la sélection 135

2014.RRGR.11125 141-2014 Rudin (Lyss, pvl). Coopération du canton avec les organisations d'aide et de soins à domicile 108

2014.RRGR.1137 219-2014 Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl). Création d'une inspection des EMS 77

2014.RRGR.608 113-2014 Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl). Fusion des petites paroisses : définition de critères pertinents 167

22014.RRGR.663 137-2014 Seiler (Trubschachen, Les Verts). Dépôt d'une initiative cantonale sur l'assainissement et la remise en état des places de tir
Retirée 58

014.RRGR.625 127-2014 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV). Introduction du mode de répartition biproportionnelle pour l'élection du Grand Conseil 1

2014.RRGR.1150 232-2014 von Kaenel (Villeret, PLR). Mise sur pied d'un programme d'occupation des demandeurs de l'aide sociale 89

2014.RRGR.1151 234-2014 von Kaenel (Villeret, PLR). Prestations circonstancielles dans l'aide sociale ? Plus de transparence ! 96

2014.RRGR.1152 235-2014 von Kaenel (Villeret, PLR). Les forfaits cantonaux pour les collaborateurs spécialisés des services sociaux ne doivent couvrir que les salaires et charges sociales 97

Postulats

2014.RRGR.662 136-2014 Brunner (Hinterkappelen, PS). Assainissement rapide des sites contaminés *Retiré* 59

2014.RRGR.11126 140-2014 Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS). Renforcer l'égalité des chances des enfants face à la santé..... 111

2014.RRGR.606 111-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Partenariat entre le canton de Berne et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne..... 141

2014.RRGR.607 112-2014 Hügli (Bienne, PS). Revenus supplémentaires pour le canton de Berne *Retiré* 173

Affaires traitées en procédure écrite

Questions

2014.RRGR.942 Questions des membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif..... 175

Interpellations

2014.RRGR.664 138-2014 Aeschlimann (Berthoud, PEV). Forage de gaz de schiste à Ruppoldsried ... 182

2014.RRGR.611 121-2014 Aeschlimann (Berthoud, PEV). Regroupement des sites de la HES : qu'en est-il de Berthoud ?..... 189

2014.RRGR.750 148-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Etang de La Noz et grèbe castagneux..... 192

2014.RRGR.1128 211-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Accueil officiel à Moutier de M. Claude Hêche, futur président du Conseil des Etats..... 178

2014.RRGR.857 154-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Entretien et maintien des points de vue le long des routes cantonales 183

2014.RRGR.615 122-2014 Häsler (Burglauenen, Les Verts). Avenir du Musée de Ballenberg 190

2014.RRGR.653 128-2014 Hügli (Bienne, PS). Conséquences de l'utilisation de radium et de son élimination 181

2014.RRGR.11127 123-2014 Lüthi (Berthoud, PS). Protection juridique des bénéficiaires de l'aide sociale 188

2014.RRGR.916 185-2014 Müller (Orvin, UDC). Exécution des peines : évolution des coûts et de la qualité..... 184

2014.RRGR.622 124-2014 Näf (Muri, PS). Directeurs et directrices d'école : égalité salariale 191

2014.RRGR.1065 204-2014 Riem (Iffwil, PBD). Crédit accordé pour la réalisation du projet Tram Region Bern : qu'en sera-t-il ? 179

2014.RRGR.494 100-2014 Rüfenacht (Bienne, Les Verts). Conséquences des changements climatiques dans le canton de Berne 180

Demandes de crédit 2015

Instruction publique

2014.RRGR.917 Autorisation de dépenses pour la formation continue des membres de directions d'école et du corps enseignant en vue de l'introduction du *Lehrplan 21*. Crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2016-2022.....135

Police et affaires militaires

2014.POM.633 Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE) ; prestations de psychiatrie médico-légale au sein des établissements d'exécution des peines et mesures. Crédit d'engagement pluriannuel 2015-2019 / autorisation de dépenses / crédit d'objet 60

2014.POM.637 Police cantonale bernoise ; contrat concernant le contrôle du stationnement en ville de Berne par l'entreprise GSD Gayret Security AG. Autorisation de dépenses ; crédit d'engagement pluriannuel 2015-2019 (crédit d'objet) 65

2014.POM.640 Police cantonale bernoise ; fonctionnement et entretien du système de mobilisation ; autorisation de dépenses ; crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 à 2019 et crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 et 2016 (crédit d'objet).....67

Travaux publics, transports et énergie

2014.RRGR.657 Gestion des immeubles. Crédit d'engagement pluriannuel 34

2014.RRGR.1053 BLS Schifffahrt Berner Oberland - Subvention cantonale pour le remplacement du hangar à bateaux de Thoune. Crédit d'engagement pluriannuel 34

2014.RRGR.677 Université de Berne, Institut de médecine légale (IML) et Département de recherche clinique (DKF). Construction d'un bâtiment Murtenstrasse 20-30, lot B, 1re étape. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation.....35

2014.RRGR.1054 Münsingen / Nouveau centre d'entretien pour l'Office cantonal des ponts et chaussées. Crédit d'engagement pluriannel pour la réalisation 40

Liste des annexes

Lois

N°02 2013.RRGR.558 Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

N°03 RRGR.496 Loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la première lecture

Demandes de crédit

N°01 Demandes de crédit de la session de janvier 2015

Lundi 19 janvier 2015, 13 heures 30 – 16 heures 27

Première séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)
Présents : 156 députés. Excusés : Ruchti Fritz, Zryd Andrea, Zybach Ursula

La présidente. Je vous prie de prendre place. J'aimerais ouvrir la séance. Je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue à cette session janvier 2015. J'espère que vous avez commencé l'année sans trop de problèmes, peut-être avec autant de succès que nos skieurs hier- quand on pense que l'on a eu sept skieurs suisses parmi les douze premiers! Ici, en cette place *(la présidente agite sa cloche),* j'aimerais aussi remercier les organisateurs de ces championnats. Que ce soit Adelboden ou bien à Wengen, le Lauberhorn, les comités d'organisation font un travail énorme pendant toute l'année. Nous avons ici énormément de gens qui aident ces personnes, qui les soutiennent. Nous avons aussi la protection civile, les militaires, et les sponsors. J'aimerais ici vraiment remercier toute personne qui s'engage d'une façon ou d'une autre pour ces championnats. Comme vous le savez, ces courses, pour le canton de Berne, ont aussi un aspect économique qu'il ne faut pas oublier.
Nous passons à la session de janvier. Depuis la session de novembre, nous avons eu un court laps de temps. De ce fait, cette session sera courte, mais je vous rappelle que lundi prochain est encore en réserve. Si c'est possible, ne prenez pas de rendez-vous ce jour-là, il est possible que nous ayons une session à ce moment-là encore. Nous avons trois gros dossiers dans cette session: le programme gouvernemental, la stratégie de la protection du patrimoine, ainsi que la loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie. Sur ces trois thèmes, nous avons de nombreuses propositions et des déclarations de planification. Comme vous avez pu le constater, l'affaire 41 a été retirée. Il en va de même pour l'affaire 13 de M. Seiler Dépôt d'une initiative cantonale sur l'assainissement et la remise en état des places de tir. Cette initiative cantonale a été retirée parce qu'elle n'est pas tout à fait bien formulée.

Affaire 2014.RRGR.1248

Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Stefan Costa (PLR)

Affaire 2014.RRGR.1249

Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Michael Köpfli (pvl)

Délibération groupée

La présidente. J'ouvre donc maintenant cette session de janvier. Nous commençons d'abord par deux assermentations, M. Stefan Costa qui succède à M. Hans Baumberger pour le PLR et M. Michael Köpfli qui succède à Mme Tania Sollberger pour le PVL. J'ai aussi reçu la démission de Mme Sabine Kronenberg, mais malheureusement, son ou sa successeur n'a pas encore été annoncé pour cette session, cette personne commencera seulement à partir du mois de mars. Je prie M. Costa et M. Köpfli d'avancer. Nous allons passer à l'assermentation. Je prie toutes les personnes présentes dans cette salle de se lever pour cette assermentation, les personnes sur les tribunes et la presse également.

Monsieur Stefan Costa prête serment. Monsieur Michael Köpfli fait la promesse.

(Applaudissements)

La présidente. Merci, l'assermentation est terminée, soyez les bienvenus parmi nous *(applaudissements)*. Avant de continuer, j'aimerais féliciter M. Markus Wenger qui a son anniversaire aujourd'hui. M. Wenger, toutes nos félicitations, bravo *(applaudissements)*. Les réjouissances sont finies, nous commençons le travail sérieux.

Affaire 2014.RRGR.625

N° de l'intervention:	127-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.06.2014
Déposée par:	Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV) (porte-parole) Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Cosignataires:	8
N° d'ACE:	1411/2014 du 26 novembre 2014
Direction:	CHA

Introduction du mode de répartition biproportionnelle pour l'élection du Grand Conseil

Le Conseil-exécutif est chargé de créer les bases légales permettant d'introduire le mode de répartition biproportionnelle (méthode Pukelsheim) pour l'élection du Grand Conseil.
Développement
Les cercles électoraux sont très inégaux : le Jura bernois et la Haute-Argovie, les cercles électoraux les plus petits, ont chacun droit à douze sièges, tandis que les cercles électoraux du Mittelland septentrional et de Bienne-Seeland, les plus peuplés, ont droit respectivement à 22 et 26 sièges.
L'actuel système de répartition des sièges selon la méthode Hagenbach-Bischoff peut fausser les résultats dans les cercles électoraux de petite taille par distorsion de la proportionnalité. C'est la raison pour laquelle nous proposons d'introduire la méthode du diviseur doublement proportionnel et de l'arrondi standard (système biproportionnel ou méthode Pukelsheim) pour l'élection du Grand Conseil. Ce

mode de répartition des sièges est le plus juste et il est déjà utilisé dans plusieurs cantons.
Avec ce système, les sièges sont d'abord répartis entre les partis en fonction des parts de suffrages exprimés au niveau cantonal avant d'être distribués dans les cercles électoraux. Ainsi, tous les suffrages exprimés ont exactement le même poids. Aucune crainte de voir son suffrage tomber aux oubliettes parce que le parti pour lequel on a voté n'a remporté aucun siège.
Ce qui est effectivement le cas aujourd'hui dans les petits cerces électoraux, où seules les listes de partis de taille moyenne à grande ont de réelles perspectives de succès électoral. Dans les cercles électoraux du Jura bernois et de Haute-Argovie, avec leurs douze sièges, la clause de barrage se situe ainsi par exemple à 7,7 pour cent. Seuls les partis qui atteignent ce pourcentage sont sûrs de remporter un siège.
Pour compenser en partie les inconvénients et les distorsions du mode de scrutin actuel, il est possible de constituer des apparentements de listes. Lesquels peuvent malheureusement conduire à de nouvelles distorsions, qui à leur tour déforment la volonté des électeurs et électrices et suscitent parfois l'incompréhension. Dans ce contexte, nous mentionnerons la motion 020-2011 (Widmer, Interdiction des apparentements de listes de différents partis - retirée), qui demandait la suppression des apparentements de listes de différents partis.
Il convient d'éliminer les distorsions qui peuvent découler des différences de taille des cercles électoraux et des apparentements de listes en modifiant le mode de répartition des sièges. Le système biproportionnel réduit à un minimum le handicap des petits partis et le nombre de voix sans effet et rend les apparentements de listes superflus. Le fait que ce mode de scrutin soit déjà utilisé dans les cantons de Zurich, d'Argovie, de Schaffhouse et de Nidwald ainsi que dans les villes de Zurich et de Winterthour prouve qu'il fonctionne bien et qu'il est bien accepté.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Remarque liminaire

Ces dernières années, le Conseil-exécutif et le Grand Conseil se sont penchés à deux reprises sur la conception d'un système aussi équitable que possible pour l'élection du Grand Conseil.
Dans sa réponse au postulat 029/2007 (Kast/Löffel; Election du Grand Conseil : application de la méthode biproportionnelle de répartition des sièges), le Conseil-exécutif a examiné le mode de répartition biproportionnelle selon la méthode du double Pukelsheim pour en comparer les avantages et les inconvénients avec ceux de la méthode actuelle, le système « Hagenbach-Bischoff ». Son travail d'analyse l'a conduit à la conclusion qu'il n'y a aucune raison de remplacer le système actuel, qui a donné les preuves de son adéquation. A l'issue des délibérations au Grand Conseil de mars 2007, l'intervention a été retirée.
Dans la réponse à la motion 175/2007 (Kast/Löffel; Application de la méthode biproportionnelle de répartition des sièges à l'élection du Grand Conseil), qui a été déposée ensuite par les mêmes députés, le Conseil-exécutif a dans une large mesure renvoyé à sa réponse au postulat, et le Grand Conseil a rejeté la motion à une nette majorité, par 112 voix contre 27 et 8 abstentions.
Dès lors, le Conseil-exécutif reprend dans ce qui suit différents éléments de ses réponses précédentes.

2. Situation dans le canton de Berne

Depuis 1922, les membres du Grand Conseil sont élus selon le mode proportionnel. Ce système permet aux différentes formations d'être représentées conformément à la part des suffrages exprimés en leur faveur. Le mode proportionnel est conçu selon la méthode fort répandue de « Hagenbach-Bischoff ». La répartition des sièges entre les listes électorales est régie par les articles 83 à 85 de la loi sur les droits politiques (LDP; RSB 141.1).

3. La Constitution fédérale et la jurisprudence

Les cantons bénéficient d'une grande liberté dans la conception de leur système politique. Néanmoins, ils sont tenus de respecter certaines règles énoncées dans le droit fédéral, qui découlent en particulier de l'égalité devant la loi au sens de l'article 8, alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.; RS 101) et de la liberté de vote des citoyens et citoyennes au sens de l'article 34 Cst.
Le système proportionnel ne peut fonctionner parfaitement que dans un cercle électoral unique. Dès lors que l'élection se déroule dans plusieurs cercles électoraux, la réalisation du système proportionnel dépend de différents facteurs, notamment de la taille des cercles électoraux et de la clause de barrage naturelle, qui y est liée. L'idée même de la proportionnelle se réalise d'autant mieux que les cercles électoraux sont grands et que la clause de barrage est basse.
Dans la jurisprudence concernant l'article 34 Cst., qui s'est mise en place progressivement, le Tribunal fédéral a établi à dix pour cent la limite supérieure admissible de la clause de barrage naturelle. Ainsi, une circonscription doit compter au moins neuf mandats.
Dans le canton de Berne, les cercles électoraux répondent à ce critère pour l'élection du Grand Conseil, puisqu'ils comptent entre 12 et 26 mandats. Le découpage des cercles électoraux et la procédure électorale définie selon la méthode « Hagenbach-Bischoff » sont donc conformes aux principes énoncés dans la jurisprudence du Tribunal fédéral.

4. Comparaison entre le système « Hagenbach-Bischoff » et le système biproportionnel ou double Pukelsheim

4.1 Introduction

Dans le système proportionnel, les mandats sont répartis entre les partis en fonction du nombre de suffrages réunis par les listes électorales. Le calcul de la répartition donne pratiquement toujours un nombre avec des décimales et la plupart du temps, il reste des décimales de voix perdues. C'est pourquoi le nombre de sièges auxquels une formation a théoriquement droit doit toujours être arrondi. Les différents systèmes de répartition selon le mode proportionnel se distinguent par les différents modes de calcul pour arrondir. Chaque système présente ses avantages et ses inconvénients. Aucun système ne permet d'exclure entièrement les paradoxes ou les distorsions.
Avec le système proportionnel, chaque parti obtient un nombre de sièges proportionnel aux suffrages exprimés en sa faveur. Alors que le système « Hagenbach-Bischoff » est fondé sur l'idée de la représentativité locale, selon laquelle,

dans la répartition des mandats entre les cercles électoraux, les mandats doivent être portés par le plus grand nombre possible d'électeurs et d'électrices, l'idée à la base du système biproportionnel est celle de l'égalité de poids des suffrages. Selon ce principe, les électeurs et électrices d'un périmètre électoral donné doivent pouvoir exercer la même influence sur la composition du parlement.

4.2 Le système « Hagenbach-Bischoff »

Pour la répartition des sièges entre les listes électorales, le nombre total des suffrages de parti valables recueillis par toutes les listes du cercle électoral est divisé par le nombre des sièges à répartir plus un. Le nombre entier immédiatement supérieur constitue le chiffre de répartition. Chaque liste électorale a droit à autant de sièges que son nombre total de suffrages de parti contient de fois le chiffre de répartition. Les mandats restants sont attribués comme suit: la somme des suffrages de parti obtenus par chaque liste du cercle électoral est divisée par le nombre des sièges obtenus par cette liste, plus un. La liste électorale qui obtient ainsi le quotient le plus élevé a droit au siège supplémentaire. Ce calcul est répété jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis. Chaque groupe de listes est pris en considération comme s'il formait une seule liste électorale. La répartition des sièges entre les groupes de listes se fait dans un deuxième temps.

Ce qui est déterminant dans la répartition des mandats restants selon le système « Hagenbach-Bischoff », c'est que le dernier mandat réparti doit être porté par un nombre plus élevé de suffrages que le premier mandat qu'il n'est plus possible de répartir.

4.3 Avantages du système « Hagenbach-Bischoff »

Un avantage essentiel du système « Hagenbach-Bischoff » réside dans le fait que la répartition des sièges est mathématiquement facile à comprendre, même pour les électeurs et électrices. Le calcul s'effectue sans grands moyens auxiliaires.

De plus, le système est solidement implanté et largement accepté. C'est celui qui est employé lors de l'élection du Conseil national dans la plupart des cantons et au niveau fédéral.

4.4 Inconvénients du système

Le système tend à avantager les grands partis. Selon le rapport de la Chancellerie fédérale du 21 août 2013, « Comparaison des systèmes électoraux proportionnels », les distorsions sont inévitables. Dans la pratique, certains suffrages ont un impact réel sur le résultat et l'issue du scrutin, alors que d'autres n'ont aucun poids. Or c'est en contradiction avec l'idéal de l'égalité des résultats

4.5 Le système biproportionnel ou double Pukelsheim

Le mathématicien Friedrich Pukelsheim a développé pour le canton de Zurich une nouvelle méthode de répartition des mandats en deux temps. Le système appelé double Pukelsheim doit permettre de garantir que la répartition des sièges soit proportionnelle à la force respective des partis même si les cercles électoraux restent de taille différente. Ainsi, la répartition proportionnelle est garantie entre les partis et entre les cercles électoraux. Les apparentements de listes entre partis n'ont ainsi plus de raison d'être.

La répartition des sièges entre les listes et les cercles électoraux a lieu d'abord au niveau supérieur, puis au niveau inférieur. Pour l'essentiel, le calcul se fait comme suit:

Répartition au niveau supérieur: le but est ici de répartir les sièges entre les listes au niveau du canton, indépendamment des cercles électoraux. Cette répartition se fait elle aussi en deux temps. En considération de la différence de taille entre les cercles électoraux et des différences du nombre de suffrages obtenus par les listes dans les cercles électoraux, les suffrages obtenus par une liste doivent être pondérés par le nombre de mandats du cercle électoral avant de pouvoir être additionnés au niveau cantonal. Au niveau du canton, cela donne le nombre total des parts de suffrages exprimés et pour chaque liste, le nombre total de suffrages obtenus.

Ce nombre total de suffrages est divisé dans un deuxième temps par le nombre de mandats de chaque liste. Au niveau cantonal, cela donne le nombre de sièges attribués à chaque liste. Pour ce calcul, on applique la méthode du diviseur doublement proportionnel et de l'arrondi standard. Le nombre total de parts de suffrages d'une liste est divisé par un diviseur déterminé. Le chiffre est ensuite arrondi selon une procédure standard. La répartition au niveau supérieur est ainsi terminée.

Répartition au niveau inférieur: Il s'agit ici de répartir les résultats de la répartition au niveau supérieur entre les cercles électoraux et les listes de chaque cercle électoral. Une fois de plus, on applique un diviseur à arrondi standard. Un diviseur est déterminé pour chaque cercle électoral afin qu'il soit possible de répartir les mandats au sein du cercle électoral. Ensuite, on définit un diviseur de liste afin de répartir les mandats entre les listes du cercle électoral.

Mathématiquement, il existe donc une répartition précise qui réponde aux conditions du système biproportionnel double Pukelsheim. Le résultat de ce calcul biproportionnel montre le nombre exact obtenus par une liste dans un cercle électoral donné.

4.6 Les avantages du double Pukelsheim

Ce système reflète avec précision la volonté des électeurs et électrices dans le canton, et en raison de la clause de barrage naturelle basse, il facilite l'obtention d'un siège au parlement pour les petits partis. Même dans les cercles électoraux de très petite taille et peu homogènes, la répartition des sièges est plus équitable.

Le double Pukelsheim garantit dans toute la mesure du possible l'égalité de résultat des suffrages exprimés. Les suffrages ont pratiquement tous le même poids et le nombre des suffrages perdus est réduit dans toute la mesure du possible, puisque tous les sièges sont répartis en une seule fois au niveau supérieur. Ainsi, les petits partis ont de meilleures chances d'obtenir un mandat quand la répartition est centrale.

4.7 Les inconvénients du système

Le double Pukelsheim est un système mathématiquement complexe. Il est difficile pour les électeurs et électrices de suivre le calcul et de contrôler la répartition des sièges. Il est impossible de calculer les résultats sans l'aide d'un ordinateur.

Alors que dans le système actuel, l'élection se déroule au niveau du cercle électoral, la répartition des sièges entre les partis dans le double Pukelsheim se fait de manière centrale, pour l'ensemble du canton. La proportionnelle entre les partis se traduit très bien au niveau cantonal. Mais il n'est pas possible en revanche de garantir la répartition proportionnelle dans le cercle électoral.

C'est dans la répartition dite contradictoire des sièges que l'on voit un effet particulièrement négatif, en raison du transfert de suffrages d'autres cercles électoraux. La répartition est dite contradictoire parce que dans un cercle électoral donné, une liste qui a obtenu moins de suffrages qu'une autre liste obtient pourtant un siège de plus. Pour les électeurs et électrices, il est très difficile de comprendre ce phénomène.
Un autre inconvénient du système réside dans le fait que dans le système électoral bernois, les mandats ne sont pas partout répartis en proportion du nombre d'habitants. Dans le Jura bernois, il y a ainsi une exception: pour assurer la protection de la minorité, douze mandats lui sont garantis, indépendamment du nombre de ses habitants, alors qu'une répartition véritablement proportionnelle lui en aurait valu huit. Avec le double Pukelsheim, dans le cercle électoral du Jura bernois, la distorsion serait encore plus forte dans que dans d'autres cercles électoraux. Les partis qui ne présentent de liste que dans le Jura bernois seraient en plus mauvaise position que selon le système actuel. Un parti régional, par exemple, qui ne présente de candidatures que dans le Jura bernois y obtient aujourd'hui trois mandats avec 20 pour cent des suffrages, alors qu'avec le double Pukelsheim, il ne pourrait conquérir que deux mandats au maximum puisque sa part totale des suffrages au niveau du canton ne donnerait rien.
A cela s'ajoute que les petits partis ne profitent pas nécessairement du double Pukelsheim. L'apparentement de listes de deux ou trois petits partis peut dans certaines circonstances leur permettre d'obtenir aujourd'hui un siège dans un cercle électoral, alors que ces mêmes petits partis n'y parviendraient plus sous le régime du double Pukelsheim, puisque les apparentements de listes ne sont plus possibles.
Enfin, la clause de barrage plus basse qui va de pair avec le double Pukelsheim entraînerait forcément des discussions à ce sujet. Aussi bien le canton de Zurich que le canton d'Argovie ont défini une clause de barrage en rapport avec leur adoption du double Pukelsheim. Dans le canton de Zurich, un groupe de listes (portant la même dénomination) participe à la répartition des sièges si au moins l'une des listes a obtenu au moins cinq pour cent des suffrages de parti du cercle électoral concerné. Dans le canton d'Argovie, le système est le même mais de plus, un groupe de listes prend également part à la répartition des sièges si la part totale des suffrages obtenus dans le canton correspond à au moins trois pour cent.
L'introduction d'une clause de barrage compromettrait cependant la réalité de l'égalité des résultats voulue avec le changement de système.
5. Comparaison intercantonale
Jusqu'ici, le système du double Pukelsheim a été choisi pour la répartition des mandats dans les cantons de Zurich, d'Argovie et de Schaffhouse. Le 5 octobre 2014, le canton de Zoug a pour la première fois appliqué le double Pukelsheim lors des élections cantonales. Dans le canton de Nidwald, les électeurs et électrices ont approuvé en septembre 2013 l'introduction de ce système.
Dans le canton de Lucerne, au moment de la révision de la constitution, la commission constitutionnelle a rejeté l'idée de l'introduction du double Pukelsheim. Dans les cantons de Soleure et de Saint-Gall, le parlement cantonal a rejeté des interventions déposées dans ce sens. Dans le canton de Thurgovie, c'est une initiative populaire demandant l'introduction du système biproportionnel qui a été rejetée en votation populaire.
Dans le canton de Bâle-Ville, le Grand Conseil a été le premier parlement de Suisse à décider en 2011 l'adoption du système de Sainte-Laguë.
Dans différents cantons, la situation est actuellement celle d'une grande incertitude. Dans le canton de Schwyz, les électeurs et électrices pourront choisir le système électoral aux urnes. Le Conseil d'Etat de ce canton propose en effet l'introduction du double Pukelsheim. Et dans les cantons du Valais, d'Uri, des Grisons et de Fribourg la révision du droit électoral est en discussion.
6. Conclusion
Le Conseil-exécutif reconnaît que le système du double Pukelsheim présente certains avantages. Il constate cependant aussi que les inconvénients, dont certains sont considérables, l'emportent. En effet, les imperfections de la répartition proportionnelle au niveau du cercle électoral, la distorsion particulièrement prononcée dans le cercle électoral du Jura bernois et la difficulté de comprendre le mode de calcul sont autant d'arguments contre le changement de système. On aurait d'ailleurs tort de sous-estimer ce dernier point: la possibilité de comprendre le système électoral est un facteur essentiel de la démocratie directe. Plus les règles du jeu sont compliquées, plus grand est le risque que la légitimité se disloque.
Pour les électeurs et électrices, le système « Hagenbach-Bischoff » est transparent et compréhensible. Il permet de garantir que l'élection selon le mode proportionnel soit équitable et conforme à la Constitution, avec une répartition précise des sièges au niveau régional. Ce système n'a valu au canton de Berne que des expériences positives. Le Conseil-exécutif se propose donc de le garder.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). «Für alle statt für wenige», mit diesem Zitat könnte man das Anliegen unserer Motion zusammenfassen. Auch wenn ich kein Prophet bin, wage ich vorherzusagen, dass heute diejenige «S-Partei», die diesen Slogan verwendet, entscheiden wird, ob dieses Moto in Zukunft auch für Grossratswahlen im Kanton Bern gilt. In der Einleitung ihres Parteiprogramms heisst es: «Unser Fundament sind Solidarität, Gerechtigkeit, […].» usw. Und genau um Solidarität und Gerechtigkeit geht es bei der Diskussion um das Sitzzuteilungsverfahren bei Proporzwahlen. Eigentlich würde man ja meinen, alle Wählerinnen und Wähler, die sich an Grossratswahlen beteiligen, hätten ein Anrecht darauf, dass ihre Stimmen gleich viel gilt, wie die Stimme aller anderen, welche sich die Mühe machen, wählen zu gehen. Bisher ist das im Kanton Bern nicht ganz so. Das heute geltende Sitzzuteilungsverfahren, das vor etwa 100 Jahren vom Schweizer Mathematik- und Physikprofessor Hagenbach-Bischoff entwickelt wurde, wirkt nämlich proporzverzerrend und bevorzugt tendenziell die grösseren Parteien. Die Einführung des Proporzwahlrechts war aber damals eine so grosse und wichtige Errungenschaft, dass man landauf, landab fast 100 Jahre lang mit dieser Ungerechtigkeit ganz gut leben konnte.

Im Wissen um die Bevorzugung der grossen Parteien beim System Hagenbach-Bischoff wurde die Möglichkeit von Listenverbindungen geschaffen. So, dachte man, hätten die kleineren Parteien dann die Möglichkeit, diesen Nachteil etwas auszugleichen. In der Praxis führte dies eher zur Verstärkung der Bevorteilung von grösseren Parteien, weil ja häufig eine grössere Partei mit einer kleineren eine Listenverbindung eingeht. Bei uns in Bern heisst dies seit vielen Jahren, dass die SVP dank der FDP im Seitenwagen, die SP dank den Grünen und die EVP mit freundlicher Unterstützung der EDU in diesem Rat ständig etwas übervertreten sind. Bei jedem Wahlgang führen Listenverbindungen zu heissen Diskussionen und Rechenspielen. Derzeit können Sie dies im Hinblick auf die Nationalratswahlen miterleben.
Listenverbindungen machen die Sitzverteilung für die Wählenden undurchsichtig und sind bei den meisten Parteien nicht wirklich beliebt. Auf Druck des Bundesgerichts hat der Kanton Zürich im Jahr 2007 ein Sitzzuteilungsverfahren eingeführt, das bei den Proporzwahlen für das Kantonsparlament die grösstmögliche Gleichwertigkeit aller abgegebenen Stimmen garantiert und gleichzeitig auch die überparteilichen Listenverbindungen überflüssig macht: der so genannte Doppelte Pukelsheim, der vom deutschen Mathematikprofessor Pukelsheim entwickelt wurde. Alle Wählenden wissen, dass mit diesem Verfahren ihre Stimme gleich viel gilt wie die aller anderen Wählenden. Mittlerweile wählen Zürich – jetzt bald zum dritten Mal –, Aargau, Schaffhausen und neu bald noch weitere Kantone ihr Parlament mit dem System Doppelter Pukelsheim. Auch die Städte Zürich und Winterthur haben dieses Verfahren bereits eingeführt.
In der Antwort der Regierung können Sie zum Verfahren Doppelter Pukelsheim lesen: «Das Verfahren bildet den Wählerwillen gesamtkantonal sehr genau ab. Eine gerechte Sitzzuteilung wird gewährleistet. Der Doppelte Pukelsheim stellt so weit möglich die Erfolgswertgleichheit aller Stimmen sicher. Der Parteienproporz auf Kantonsebene wird sehr gut umgesetzt.» Genau das muss doch für Wahlen eines Kantonsparlaments das Ziel sein, oder? Es scheint eigentlich klar, dass man das gerechteste heute bekannte Sitzzuteilungsverfahren möglichst schnell auch hier in Bern einführen sollte. Aber, hoppla: Die Regierung findet Gegenargumente, die – etwas zurückhaltend ausgedrückt – teilweise etwas ins Lächerliche abgleiten. Es brauche Computer, um nachrechnen zu können, steht in der Antwort. Da reibt man sich die Augen, und ich versuche mir vorzustellen, wie dies letzten März ging, als im ganzen Kanton die Sitzzuteilung des Grossen Rats – so, wie wir heute hier sitzen – von Hand ausgerechnet wurde. Die Regierung sagt auch, die mangelnde Proportionalität von Wahlkreisen sei besonders störend beim System Doppelter Pukelsheim und für Wählende unverständlich. Das steht dreimal in der Antwort; es scheint das wichtigste Argument zu sein. Offenbar ist der Regierung jedoch entgangen, dass beim heute bestehenden System genau dasselbe auch der Fall ist. Ich habe mir verschiedene Beispiele herausgeschrieben; zwei der krasseren nenne ich Ihnen: Im Wahlkreis Thun hat die EVP mit 9,5 Prozent Stimmen zwei Sitze erhalten – das ist mir sehr sympathisch. Die BDP, die 10 Prozent der Stimmen erreicht hat, erhielt nur einen Sitz. Wenn das keine Verzerrung der Proportionalität innerhalb des Wahlkreises ist, dann weiss ich auch nicht, was damit gemeint sein könnte. Als zweites Beispiel nenne ich den Berner Jura. Dort sitzt mein Kollege von der EVP, Herr Gsteiger, mit 4 Prozent Stimmenanteil. Die BDP erreichte im Berner Jura 5,8 Prozent der Stimmen und erhielt keinen Sitz. Diese Verzerrung des WählerInnenwillens in den einzelnen Wahlkreisen ist heute also garantiert grösser, als sie es unter dem System Doppelter Pukelsheim jemals sein könnte.
Und schliesslich wird eben noch der Berner Jura als Problem angeführt. In Tat und Wahrheit ist dies keines. Ich habe dem Staatsschreiber heute noch einen Link geschickt, unter dem er dies anschauen kann. Fazit: Wenn wir garantieren wollen, dass möglichst alle Stimmen gleich viel Wert haben, so bin ich Ihnen dankbar, wenn Sie heute helfen, diese Motion für das System Doppelter Pukelsheim zu überweisen. Das gilt insbesondere auch für jene unter Ihnen, die gerne «für alle statt für wenige» politisieren.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich möchte mit einer sehr allgemeinen Feststellung in meine Wortmeldung einsteigen, und zwar möchte ich alle an Folgendes erinnern: Es ist natürlich nicht so, als würden wir heute Nachmittag hier eine definitive Lösung über die Ausgestaltung unseres Wahlsystems in Stein meisseln. Vielmehr diskutieren wir eine Motion und können damit gewissermassen den Startschuss geben für ein Gesetzgebungsverfahren, das über die bekannten, verschiedenen Stufen ablaufen würde: Antrag der Direktion, Regierungsrat, Vernehmlassungsverfahren, Diskussionen in der Kommission, erste und zweite Lesung hier im Parlament und dann womöglich sogar noch ein Referendum und eine Volksabstimmung. Aus dieser Sicht möchte ich all jenen, die befürchten, der Staat Bern könnte möglicherweise untergehen, wenn man hier diese erste Weichenstellung vornähme, sagen: Kolleginnen und Kollegen, machen wir doch einmal einen ersten kleinen Schritt und prüfen etwas vertiefter, ob hier nicht ein System vorgeschlagen wird, das unter Umständen mehr Gerechtigkeit und Proportionalität hätte und mehr Repräsentativität ermöglichen würde!
Der Vorstoss von Ruedi Löffel von der EVP will eine grössere Proportionalität respektive eine höhere Repräsentativität bei der Zuteilung von Grossratsmandaten erreichen. Ich denke, es ist unbestritten – und es ist auch wichtig, dies einmal festzustellen –, dass das System Doppelter Pukelsheim namentlich bei Sitzverteilungen in mehreren unterschiedlich grossen Wahlkreisen grosse Vorteile hat. Das entnehme ich auch der Regierungsantwort, und es scheint mit gutem Grund unbestritten zu sein, ist es doch einfach eine Tatsache. Das System Doppelter Pukelsheim bringt also eine höhere Repräsentativität, und ich finde, diesen ersten Punkt müssen wir einmal so verbuchen. Vor diesem Hintergrund könnte man sicher einmal sagen: 1:0 für das System Doppelter Pukelsheim.
Das System Hagenbach-Bischoff bietet insbesondere dann Probleme, wenn die Wahlkreise kleiner sind. Darauf wird auch in der Antwort des Regierungsrats hingewiesen. Gemäss Bundesgericht braucht es mindestens 9 Sitze in einem Wahlkreis, damit der Proporzgedanke, der hier angelegt ist und umgesetzt werden muss, im System Hagenbach-Bischoff ausreichend zum Tragen kommt und umgesetzt wird. Das ist also eine bundesgerichtliche Vorgabe. Nun kann man feststellen, dass der Kanton Bern mit seiner

Wahlkreisreform hier einen Schritt in die richtige Richtung getan hat. Die heute bestehenden Berner Wahlkreise umfassen 12 bis 26 Sitze. Allerdings muss man gewissermassen im selben Atemzug feststellen, dass das natürliche Quorum von 7,7 Prozent in den Wahlkreisen mit 12 Mandaten natürlich nach wie vor sehr hoch ist. Wie Ruedi Löffel in seinem Votum nebenbei erwähnt hat, kommt dadurch den Listenverbindungen in diesem System eine sehr hohe Bedeutung zu, und diese führen doch teilweise zu etwas widersinnigen Resultaten oder Zusammensetzungen. Das liegt auch auf der Hand. Ich will hier überhaupt niemandem zu nahe treten, aber wenn ich feststelle, dass beispielsweise die EDU aufgrund von Listenverbindungen mit der glp Mandate gewinnt, während ihr dieser Partei in den meisten Fragen doch relativ weit entfernt steht, dann halte ich das doch eher für eine gewisse Perversion des bestehenden Wahlsystems. Das ist sicher nichts, was man verwenden könnte, um dieses System hier durchwegs zu verteidigen, denn es entspricht nicht unbedingt der Repräsentativität, die diesem System eigentlich innewohnen würde.
Fazit: Auch im Berner System ist es so, dass der Doppelte Pukelsheim Verbesserungen ermöglichen würde. Die Wahlkreisreform hat zwar einen Schritt in die richtige Richtung gemacht, aber Reformbedarf ist nach wie vor vorhanden. Aus dieser Sicht steht es zusammengefasst 2:0 für den Doppelten Pukelsheim.
Nun schauen wir einmal etwas weiter und betrachten, was der Regierungsrat gegen den Systemwechsel vorbringt. So, wie ich die Antwort verstanden habe, lautet das Hauptargument, dass dieses System zu einer noch stärkeren Verzerrung des wahlkreisinternen Proporzes führen würde. Dies insbesondere in Bezug auf den Berner Jura. Damit wird ein wenig suggeriert, ein wirksamer Minderheitenschutz könnte mit dem Wechsel zum System Doppelter Pukelsheim in Frage gestellt werden. Doch hier, Kolleginnen und Kollegen, muss man in aller Deutlichkeit unterstreichen: dem ist nicht so! Der Doppelte Pukelsheim kann auch im Kanton Bern, auch mit dem speziellen Minderheitenschutz für den Berner Jura, problemlos umgesetzt werden. Es gibt dafür mehrere Varianten. Man kann beispielsweise die jurassischen Wählerzahlen gewichten, oder man kann den separaten Wahlkreis Berner Jura beibehalten. *(La présidente signale à l'orateur que son temps de parole est écoulé.)* Ich komme zum Schluss. Man kann also den separaten Wahlkreis Berner Jura beibehalten, das ist sicher nicht in Frage gestellt. Vor diesem Hintergrund empfiehlt Ihnen die Fraktion der Grünen klar, den Vorstoss zu unterstützen. Es ist ein kleiner erster Schritt in die richtige Richtung. Über die Ausgestaltung werden wir noch vertieft diskutieren können.

La présidente. Je vous rappelle que nous sommes en débat libre, c'est un fait, mais ce ne sont que cinq minutes!

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Die FDP lehnt den Vorstoss klar ab. Die Grünen stimmen ihm klar zu, und bei uns ist gerade das Gegenteil der Fall. Dies aus zwei Gründen. Der erste ist mehr formaler Natur. Dieses Thema wurde hier bereits zweimal diskutiert. Im Jahr 2008 war die Diskussion hier im Rat episch. Lesen Sie einmal das Protokoll: Dort wurde an sich alles gesagt, was man dazu sagen kann. Wenn man hier nun ein drittes Mal damit kommt, so darf man schon fast von einer Zwängerei reden. Das Anliegen hatte vor einigen Jahren keine Chance, daher kann man hier bereits formell den Riegel schieben, denn hier wird ja praktisch ein Wiedereintreten beliebt gemacht. Dies zumal sich in den letzten Jahren ja nichts fundamental verändert hat. Wichtig ist, dass wir ein System haben, welches der bundesgerichtlichen Rechtsprechung entspricht.
In der Sache selber ist festzuhalten: Wichtig ist, dass die Proporzwahlen entsprechend der bestehenden Gesetzgebung gewährleistet sind. Natürlich gibt es leichte Verzerrungen. Das ist klar. Sie liegen im Dezimalbereich. Es wäre aber eine Illusion, zu glauben, man könne den Wähleranteil zu 100 Prozent abbilden. Das gibt es einfach nicht. Das hängt teilweise auch mit der Grösse der Wahlkreise zusammen. Man könnte von einem gesetzlich erlaubten Zufall sprechen. Ich kann hier nochmals auf die Aussage von Herrn Bernasconi hinweisen. Er sagte im Jahr 2008, man solle damit aufhören, glauben zu machen, man könne Wähleranteile hundertprozentig abbilden. Und so sehr ich Herrn Löffel auch schätze, so hat er hier doch massiv übertrieben – Weltuntergangsstimmung! Er hat etwa so massiv übertrieben, wie die Börse letztes Wochenende.
Die Antwort der Staatskanzlei ist aus unserer Sicht umfassend nachvollziehbar. Das derzeitige System Hagenbach-Bischoff basiert rein auf den Wahlkreisen. Man kann es mathematisch nachvollziehen. Das System Doppelter Pukelsheim mit seiner Ober- und Unterzuteilung ist einfach etwas komplizierter. Auch hier, wie beim bestehenden System, braucht es natürlich einen Computer, aber das System Doppelter Pukelsheim verstehen Sie nur noch mithilfe einer Excel-Tabelle, und es ist für den Wähler auch nicht unbedingt nachvollziehbar. Hinzu kommt, und das ist für mich als Bieler besonders wichtig, dass wir einen Berner-Jura-Sitz gefährden. Herr Löffel behauptet zwar das Gegenteil, aber es steht jedenfalls in der Antwort und ist für mich nachvollziehbar. Beim Berner Jura könnte es Probleme geben. Damit würden wir also ein neues Problem kreieren. Und ist es denn wirklich sinnvoll, wenn der Grosse Rat gleich in der ersten Sitzung dieses Jahres ein neues Problem kreiert, während es bisher ja an sich gut gelaufen ist? Deshalb: Was sich bewährt hat, soll man nicht unbedingt ändern, wenn es nicht zwingend nötig ist. Die FDP kann gut und gerne auf diesen «Doppelten Pumuckl» verzichten. *(Hilarité)*

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Es gibt immer verschiedene Möglichkeiten, wie man etwas berechnen kann. Am Ende geht es darum, dass man mit dem Proporz die Mandate möglichst gerecht verteilt. Die SVP ist der Meinung, dass die Antwort des Regierungsrats umfassend ist, und dass es nicht nötig ist, dieses Thema alle vier Jahre zu diskutieren. Für die SVP sind zwei Punkte wichtig: Erstens muss die Verständlichkeit der Berechnung auch für den Bürger klar gegeben sein. Zweitens bildet das System Hagenbach-Bischoff die in diesem Kanton vorhandene Regionalität besser ab. Das sind eigentlich die beiden Hauptgründe. Deshalb ist die SVP geschlossen und einstimmig der Meinung, man müsse diese Motion ablehnen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Kurz zusammengefasst geht es für unsere Fraktion um «Gerechtigkeit versus

persönlicher Vorteil» und um nichts anderes. Es resultiert eine gerechtere Zuteilung der Mandate auf die Parteien, und der Wählerwille wird sehr genau abgebildet, Ruedi Löffel hat dies gesagt. Es gehen keine Stimmen verloren. Nach heutigem System gehen unter Umständen viele Stimmen verloren, weil sie zu keiner Listenverbindung gehören.
Mit dem System Doppelter Pukelsheim haben alle Stimmen ziemlich denselben Wert. Es gibt keine Listenverbindungen mit teilweise schwer verständlichen Allianzen mehr. Das heute bestehende System verhindert, dass Partner, die sonst relativ eng miteinander zusammenarbeiten, Listenverbindungen eingehen, weil der stärkere dadurch enorm bevorteilt würde. Wenn man uns hier weismachen will, das neue System wäre dem Bürger schwer zu erklären und schwer nachzuvollziehen, so wäre ich gespannt, ob man hier im Saal oder auch draussen auf der Strasse jemanden fände, der das heute bestehende System direkt aus dem Effeff erklären könnte. Noch zur Erinnerung an die SVP hinsichtlich der letzten Wahlen: Ich glaube kaum, dass Sie einem Frutigländer hätten erklären können, warum euer Kollege mit der vierthöchsten Stimmenanzahl abgewählt worden ist. Ich weiss, warum. Aber dem Volk zu erklären, warum dies so war, das wäre wohl relativ schwierig, zumindest im Frutigland. Es geht ja wirklich nur darum: Wollen Sie diesen Vorteil aus der Hand geben oder nicht? Wenn Sie das nicht wollen, so ist das in Ordnung, aber dann erklären Sie es nicht mit formaljuristischen Argumenten. Sagen Sie einfach, dass Sie auf diesem Vorteil beharren und ihn nicht aus der Hand geben wollen. Alles andere ist eigentlich nicht stichhaltig. Unsere Fraktion wird der Motion zustimmen. Die EVP ist genau diejenige Partei, die in den vergangenen Jahren eigentlich regelmässig und konsequent von uns profitiert hat. Wir rechnen es dem Motionär und der EVP daher hoch an, dass sie bereit sind, dieses Thema hier nochmals zur Sprache zu bringen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Wie angetönt wurde, haben wir diese Frage eines Systemwechsels bei den Grossratswahlen bereits in der vorletzten Legislatur diskutiert. Damals war das Ergebnis eigentlich klar, und alle Argumente, die nun heute wieder angeführt werden, sind schon damals zuhanden des Protokolls geäussert worden. Nichtsdestotrotz erachtet es die BDP als wichtig, dass wir uns auch in einer rollenden Planung immer wieder die Frage stellen, ob unser Wahlsystem für das Parlament im Kanton Bern immer noch den aktuellen Gegebenheiten entspricht und immer noch den Fairnessgedanken untermauert, den wir alle ebenso wie die Verfassung des Kantons Bern verlangen. Das heute bestehende System hat sehr wohl etliche Nachteile. Diese wurden bereits aufgezählt. Der Regierungsrat legt in seiner Motionsantwort diese Nachteile umfassen dar. Es sind grösstenteils dieselben, die er bereits im Jahr 2007 / 2008 bei der Behandlung des entsprechenden Vorstosses erwähnt hat. Insbesondere ist für die BDP die Tatsache wichtig, dass Stimmen, die in einem Wahlkreis an eine Partei gehen, die keinen Sitz erhält, als verloren gelten. Das ist auch für die BDP durchaus etwas, das man ins Auge fassen und bei dem man prüfen sollte, ob man es korrigieren kann. Ein weiterer Nachteil des heutigen Systems, der auch erwähnt wurde, ist der Zwang der Parteien zu Listenverbindungen. Wie Blaise Kropf sehr blumig darstellen konnte, kann dies sehr seltsame Blüten treiben. Diese Nachteile können wir nicht einfach wegdiskutieren. Wir müssen sie in diesem Parlament analysieren und prüfen, ob die Wählergerechtigkeit mit diesem System immer noch gewährleistet ist.
Es wurde aber auch erwähnt, dass das heute bestehende System durchaus Vorteile aufweist. Ein sehr grosser Vorteil ist die Einfachheit der Berechnung für die Behörde, welche die Grossratswahlen auswertet und die Sitzzuteilung ermittelt. Zu einem bedingten Teil ist das heutige System auch für die Bevölkerung nachvollziehbar, wobei ich hier nicht so weit gehen würde, wie der Sprecher der SVP. Er geht davon aus, dass unsere Bürgerinnen und Bürger ebenso wie wir hier im Rat genau wissen, wie diese Berechnungen funktionieren. Ich behaupte, zumindest meinerseits kaum haargenau zu wissen, wie diese Berechnungen und Zuteilungen gemacht werden.
Einen Wechsel des heutigen Systems müssen wir uns sehr gut überlegen. Die BDP hat das auch intensiv getan und stellte sich die Frage, was gemacht werden sollte. Wir sind schlussendlich auch der Meinung, dass sich die Parteienlandschaft im Kanton Bern verändert, und wir wollen mit dem Wahlsystem ein grosses Oberziel erreichen, nämlich die Gerechtigkeit der Wahlen. Gerechtigkeit in dem Sinne, dass letztlich jede Stimme ihre Wirkung entfaltet. Aus diesem Grund empfehlen wir Ihnen diesen Vorstoss zur Annahme.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). In unserer Fraktion wurde der Vorstoss unter dem Stichwort «die Widerkehr aller Dinge» diskutiert. Argumentativ ist dem, was bereits gesagt wurde, eigentlich nicht mehr viel hinzuzufügen. Ruedi Löffel, du hast aus unserem Parteiprogramm zitiert. Ich muss dich aber enttäuschen. Um den Sachverhalt nun zu klären: Wir lehnen diesen Vorstoss einstimmig ab. Damit manifestieren wir, dass die grossen Parteien am selben Strick ziehen *(hilarité)* – das ist doch für einmal auch ein gutes Zeichen. Ich möchte dir nur noch eine kleine Bemerkung mitgeben, Ruedi Löffel. In deiner Argumentation hast du gesagt, beim System Doppelter Pukelsheim wüssten dann alle Wählenden, dass ihre Stimme Gleichheit habe mit allen anderen abgegebenen Stimmen. Ich habe gestern den Versuch gemacht: Eine ganz kleine Minderheit konnte mir im Ansatz erklären, was der Doppelte Pukelsheim überhaupt ist, aber die Details kennt kein Mensch. Deshalb ist auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion der Meinung, das heute bestehende System sei in seiner Einfachheit den Wählenden doch noch besser zu erklären als das, was du in der Motion verlangst **–** auch wenn du jetzt den Kopf schüttelst, Ruedi. Wir empfehlen Ihnen, den Vorstoss abzulehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Es erstaunt ja wirklich nicht, dass die grossen Parteien hier für einmal ein Herz und eine Seele sind. Sie hätten nämlich bei den letzten Wahlen die meisten Sitze verloren; die SP hätte zwei und die SVP drei Sitze weniger erhalten. Deshalb erstaunt es nicht, dass sie hier dagegen sind. Auch die Antwort der Regierung in ihrer derzeitigen Zusammensetzung erstaunt nicht. Sie entspricht der Maxime der bernischen Politik, die ungeachtet dessen, ob von links oder von rechts regiert wird, wie folgt lautet: Erstens, das haben wir noch nie so

gemacht, zweitens, das haben wir schon immer so gemacht, und drittens, da könnte ja jeder kommen! Wenn man aber das Argumentarium anschaut, so hat die Regierung damit wirklich den Vogel abgeschossen, wie Ruedi Löffel dies vorhin auch ganz kurz erwähnte. Sie hat die Nachteile des Systems Doppelter Pukelsheim aufgeführt, und dort steht wortwörtlich: «Man braucht für das Nachrechnen einen Computer.» Ja, mein Gott! Es braucht einen Computer! Und das in der Zeit von Smartphones und Tablets – wo soll man denn da einen Computer finden? Das kann ja nun wirklich kein Argument sein. Daran merkt man, dass der Regierung wohl die Argumente ausgehen.

Wenn man es etwas näher betrachtet, liebe SVPler und SPler, dann hätte es auch für Sie Vorteile. Beispielsweise hat bei der SVP Biel die Landbevölkerung der Stadtbevölkerung einen Sitz gestohlen. Sie hätten nämlich zwei Sitze erreicht und erhielten dadurch nur einen. Voilà, hier hätten Sie doch endlich einmal die Möglichkeit, auch ein wenig in den Städten zu punkten und zu zeigen: Wir machen nicht nur für die Leute auf dem Land Politik, sondern auch für die Leute in der Stadt. Genau das Umgekehrte gilt für die SP. Sie wird immer mehr zu einer Stadtpartei und könnte dadurch, weil die Sitze proportional besser verteilt würden, auch auf dem Land wieder punkten, falls sie dies möchte. Das würde also garantiert helfen. Und noch eine kleine Bemerkung zuhanden der SP: In anderen Kantonen sind die Vertreter der SP ganz vehement für dieses neue Wahlsystem.

Ich fasse zusammen. Für uns ist klar, dass es eine gerechte Lösung geben müsste, und diese ist nur mit dem System Doppelter Pukelsheim möglich. Daher unterstützen wir diese Motion selbstverständlich einstimmig.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion unterstützt die Motion zur Einführung des Systems Doppelter Pukelsheim einstimmig und mit Überzeugung. Wir sind davon überzeugt, der Doppelte Pukelsheim sei das fairste und gerechteste Wahlverfahren für eine Parlamentswahl. Die Regierung führt in ihrer Antwort auf die Motion nur gerade zwei Vorteile des Systems Doppelter Pukelsheim auf. Es gibt aber mindestens sieben gute Gründe, die für die Einführung dieses Wahlverfahrens sprechen. Erstens, Praxistauglichkeit. Die erfolgreiche Anwendung des Doppelten Pukelsheim in den Kantonen Zürich, Aargau, Schaffhausen und Zug hat gezeigt, dass dieses Wahlverfahren in der Praxis bestens funktioniert und auf eine gute Akzeptanz in der betroffenen Bevölkerung stösst. Die Tatsache, dass weitere Kantone den Doppelten Pukelsheim einführen wollen, spricht für die Qualität dieses neuen Wahlverfahrens. Zweitens, Nachvollziehbarkeit. Der Doppelte Pukelsheim ist ein mathematisch völlig logisches und rechnerisch einfach nachprüfbares Verfahren. Für eine Nachprüfung reicht ein normaler Taschenrechner aus. Drittens, Transparenz und Klarheit. Beim Doppelten Pukelsheim – wir haben es gehört **–** braucht es keine Listenverbindungen mehr und es gibt auch keine Restmandatsverteilung. Das schafft Transparenz. Die Wählerinnen und Wähler haben im Gegensatz zum heutigen Verfahren die Garantie, dass die abgegebene Stimme auch wirklich derjenigen Partei zugute kommt, die sie gewählt haben. Die Gefahr, dass Stimmen via Listenverbindungen an andere Parteien gehen, besteht beim Doppelten Pukelsheim nicht.

Viertens, die Abbildungsgenauigkeit. Der Doppelte Pukelsheim führt zu einer gesamtkantonal gerechteren Verteilung und einer besseren Abbildungsgenauigkeit des Wählerwillens. Jede Partei kann einen Sitzanteil erwarten, die ihrem gesamtkantonalen Wähleranteil entspricht. Im heutigen Verfahren, in dem nur das Resultat der jeweiligen Wahlkreise berücksichtigt wird, ist das nicht der Fall. Das aktuelle Wahlverfahren bevorzugt tendenziell eher die grossen Parteien, vor allem bei der Restmandatsverteilung. Nachteile kann es zwar für kleinere Parteien geben, die nicht in allen Wahlkreisen antreten. Weil Grossratswahlen aber letztlich kantonale Wahlen sind, ist es auch gerechtfertigt, die gesamtkantonale Verteilung stärker zu gewichten als die Resultate in den einzelnen Wahlkreisen. Schliesslich soll ja die Partei im Grossen Rat auch die gesamtkantonale Sicht höher gewichten als regionale Befindlichkeiten und Interessen.

Fünftens, Erfolgswertgleichheit. Der Doppelte Pukelsheim erfüllt den zentralen Grundsatz, dass jede Stimme gleich viel zählen soll. Im heutigen Verfahren hat ein Teil der Stimmen gar kein Gewicht; beispielsweise dann, wenn sie für Listen abgegeben werden, die im entsprechenden Wahlkreis gar keine Chance auf einen Sitzgewinn haben. Mit dem Doppelten Pukelsheim hat jede Wählerin und jeder Wähler die Gewissheit, dass die abgegebene Stimme etwas bringt und nicht verloren geht. Auch wenn die gewählte Partei im Wahlkreis selber keinen Sitz erhält, kommt die Stimme zumindest in der gesamtkantonalen Verteilung dieser Partei zugute. Die Attraktivität der Parteien wird damit erhöht.

Sechstens, Wahlkreisarithmetik. Mit dem Doppelten Pukelsheim spielt die Grösse der Wahlkreise für die Erfolgschancen der Parteien keine Rolle mehr. Man könnte sich also in Zukunft die mühsamen und aufreibenden Diskussionen um die Grösse der Wahlkreise sparen. Siebtens, Bereicherung des Grossen Rats. Die Einführung des Doppelten Pukelsheim muss nicht zwingend zur Einführung einer Sperrklausel führen, wie dies die Regierung ausführt. Die Angst vor einer Parteizersplitterung ist unbegründet. Wenn ich richtig gezählt habe, haben wir hier im Grossen Rat zehn verschiedene Parteien. Trotz dieser Vielfalt läuft der Ratsbetrieb aber reibungslos ab. Zusätzliche Parteien hier im Rat wären eine Bereicherung, ein besseres Abbild des Wählerwillens, aber sicher keine Belastung. Und Konkurrenz belebt ja bekanntlich das Geschäft. Zusammengefasst kann ich also festhalten, dass aus unserer Sicht und im Unterschied zur Wertung der Regierung sehr viel für und nur wenig gegen den Doppelten Pukelsheim spricht. Dieses Verfahren führt zu mehr Gerechtigkeit und Chancengleichheit, und der Wählerwille wird besser umgesetzt. *(La présidente demande à l'orateur de conclure.)* Wenn die Mehrheit der grossen Parteien ein besseres und gerechteres Wahlverfahren ablehnen, dann höchstens deshalb, weil sie den Machterhalt höher gewichten.

Philippe Müller, Berne (PLR). Lieber Hannes Zaugg, du hast vorhin wortgewaltig ausgeführt, wie die grossen Parteien alle verlieren würden, wenn der Doppelte Pukelsheim eingeführt würde. Ich bin deshalb nach vorn gekommen; eigentlich wollte ich nichts dazu sagen. Die FDP würde

einen Sitz gewinnen. Das wollte ich hier sagen, bevor dich die Medien so zitieren, weil es eben nicht stimmt, was du gesagt hast. Die FDP ist aus sachlichen Gründen dagegen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Unser Fraktionssprecher hat es kurz gemacht und verwies auf Vorredner. Ich möchte nun doch noch etwas mehr ausführen. Ich möchte zunächst sagen, dass man die Haltung der Berner SP nicht unbedingt mit derjenigen aus einem anderen Kanton vergleichen kann. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir sind im Kanton Bern. Ich bin eigentlich nicht umgezogen, seit ich auf der Welt bin. Trotzdem bin ich in drei Wahlkreisen zur Wahl in den Grossen Rat angetreten. 1998 hatten wir noch Bezirke. Dann haben Sie – bzw. jene unter Ihnen, die damals bereits hier im Rat Einsitz hatten **–** eine Wahlkreisreform vorgenommen. Es handelte sich um die Wahlkreisreform 2006, in der grosse Wahlkreise geschaffen wurden. Beispielsweise war dort der Oberaargau mit Teilen des heutigen Emmentals zusammengefasst. Dann kam 2010 nochmals eine Wahlkreisreform. Und jetzt, liebe Kolleginnen und Kollegen, konnten wir endlich einmal zwei Wahlen in denselben Wahlkreisen durchführen. Diese Wahlkreise hatten auch Auswirkungen auf unsere Partei; so mussten wir zweimal hintereinander unsere Parteistrukturen anpassen. Schon aus diesem Grund finde ich, es brauche jetzt eine gewisse Kontinuität. Deshalb lehne ich persönlich eine weitere Änderung des Wahlmodells für die nächsten Wahlen ab.
Die Vorredner haben es bereits erwähnt: Wir gewichten die regionale Abdeckung des Wählerwillens natürlich höher. Wir wollen also nicht, dass es plötzlich in irgendeinem Wahlkreis auf dem Land eine Veränderung gibt, weil es mit dem neuen System irgendeinen Ausgleich braucht. Da finden wir es richtiger, wenn der regionale Wählerwille abgedeckt wird. Dem Motionär müsste man noch erklären, wie das dann mit einer allfälligen Prozenthürde wäre. Wenn wir keine Prozenthürde einführen würden, brauchte es natürlich einen sehr tiefen Satz, um hier im Rat einen Sitz zu erlangen. Wenn wir dagegen, wie es in manchen Kantonen der Fall ist, beispielsweise eine Hürde von 5 Prozent einbauen, würde es für die kleinsten Parteien vielleicht noch schwieriger, überhaupt in den Grossen Rat zu kommen. Aus all diesen Gründen findet unsere Fraktion es hier wichtig und richtig, Nein zu sagen.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Es kommt wahrscheinlich selten vor, dass ein Mitglied unserer Partei nach vorn kommt, um beinahe dasselbe zu sagen wie der Vorredner von der SP. Deshalb will ich nicht länger werden, sondern nur noch einmal etwas nachdoppeln. Der Punkt ist: Das Versprechen «Jede Stimme zählt» hält eben nicht stand. Man muss ganz klar sagen, überall wo der Doppelte Pukelsheim eingeführt wurde, wurde auch eine Hürde eingeführt. Weshalb dies? Wir haben 160 Grossratssitze. Wenn wir keine Hürde einführten, würde in Prinzip eine Promillezahl ausreichen, um in den Rat zu gelangen. So könnte also eine Kleinstpartei – ich will nicht gerade sagen, eine Juxkandidatur, aber eine wirklich sehr, sehr kleine Gruppierung – einen Sitz ergattern. Und auch das, was Kollega Wüthrich erwähnt hat, die Verwerfungen zwischen den Wahlkreisen, ist richtig. Da muss ich nochmals auf das Votum von Kobi Schwarz zurückkommen. Er hat unseren Kollegen im Oberland erwähnt, der abgewählt wurde. Das würde natürlich noch viel häufiger geschehen. Denn es kann sein, dass eine Partei zwar keine Sitze verliert. Aber weil es zunächst eine Oberzuteilung auf die Wahlkreise gibt und dann erst auf die Parteien, kann es sein, dass man in einem Wahlkreis verliert, indem beispielsweise ein Bisheriger abgewählt wird, während anderswo ein Neuer gewählt wird. Solche Effekte kommen eben auch hinzu. Deshalb sage ich hier ganz klar «njet»!

La présidente. Nous n'avons plus d'intervenant à titre personnel, nous passons donc au chancelier et ensuite au motionnaire. M. le chancelier, c'est à vous.

Christoph Auer, chancelier. Der Regierungsrat beantragt Ihnen die Ablehnung dieser Motion. Ich möchte zunächst eine Vorbemerkung anbringen. Es ist richtig, wie gesagt wurde, dass verschiedene Gemeinwesen, Kantone und Gemeinden, dazu übergegangen sind, das System Doppelter Pukelsheim einzuführen. Der Grund dafür war jedoch, dass die Wahlsysteme dieser Gemeinwesen nicht bundesrechtskonform waren. Sie haben zu kleine Wahlkreise und waren nicht bereit, diese anzupassen. Der Kanton Bern hat diesen Schritt gemacht. Er hat seine Wahlkreise angepasst und ist heute in einer anderen Situation. Der Vergleich mit anderen Kantonen, welche das System Doppelter Pukelsheim eingeführt haben, ist daher so nicht richtig. Wir haben eine andere Ausgangslage.
Zum Votum von Herrn Grossrat Kropf, wir sollten das Gesetzesprojekt doch einmal starten und schauen, was dabei herauskommt. Das ist richtig, aber ich möchte daran erinnern: Die Gesetzgebung über die politischen Rechte wurde gerade erst, vor anderthalb Jahren, geändert. Die Regeln über die Zuteilung nach dem System Hagenbach-Bischoff sind also vor anderthalb Jahren so festgeschrieben worden. Damals gab es keine Diskussion; man hat den Prozess durchgeführt und das Gesetz geändert. Man müsste das Gesetz also nun nach sehr kurzer Zeit erneut öffnen und wieder revidieren. Das ist kein Argument gegen das System, aber doch ein Argument für eine gewisse Beständigkeit.
Nun zum System selbst. Es ist richtig, das System Doppelter Pukelsheim ergibt natürlich eine ideale Repräsentation auf den gesamten Kanton gesehen. Der Erfolgswert der Stimmen im Gesamtkanton ist damit ideal abgebildet. In den einzelnen Wahlkreisen – Herr Grossrat Krähenbühl hat das eben erwähnt **–** entsteht aber eben eine verzerrte Proportionalität, und das ist etwas, was den Wählenden sehr schwer zu erklären ist. Ich habe hier ein Beispiel aus dem Kanton Zürich. Dort hat bei Wahlen im Bezirk Uster eine Partei 14,6 Prozent der Stimmen erreicht und erhielt drei Sitze. Eine andere Partei, die im selben Bezirk 17,3 Prozent erreichte, erhielt nur zwei Mandate. Dies, weil aufgrund des Systems Doppelter Pukelsheim die Wählenden des einen Wahlbezirks Einfluss hatten auf die Sitzzuteilung des anderen Wahlbezirks. Es lässt sich dann eben fast nicht erklären, weshalb in einen Wahlkreis die Wählenden nicht so vertreten sind, wie sie dort gewählt haben.
Letztlich geht es um die Frage, worauf man mehr Gewicht legen möchte. Wir leben in einem heterogenen Kanton mit sehr unterschiedlichen Regionen. Die Region Berner Jura

und die Region Oberland sind nun einmal sehr unterschiedlich. Deshalb ist es sinnvoll, dass die einzelnen Regionen durch ihre Wähler auch im Parlament repräsentiert werden. Wollte man dies nicht, würde man zum System Doppelter Pukelsheim wechseln, und wollte man eine gesamtkantonal ideale Repräsentation, so müsste man eigentlich die Wahlkreise viel grösser gestalten oder idealerweise sogar nur einen einzigen Wahlkreis schaffen. Aber davon spricht ja niemand, weil man eben die unterschiedlichen Regionen berücksichtigen will.

Noch ein Wort zu den Sperrklauseln. Herr Grossrat Krähenbühl hat dies zwar vorhin bereits richtig ausgeführt. In der Antwort der Regierung findet sich die Aussage, eine Sperrklausel sei wahrscheinlich. Wir wissen nicht, wie Sie das Gesetz ausgestalten würden, wenn Sie das System Doppelter Pukelsheim einführen würden; das ist richtig. Vielleicht würden Sie von einer solchen Klausel absehen. Aber die Erfahrungen aller Gemeinwesen, die dieses System eingeführt haben, zeigen, dass eine Sperrklausel festgelegt wird. Wie Herr Krähenbühl ausgeführt hat, läge sonst bei 160 Grossräten die Hürde eben sehr tief. Und bei einer Sperrklausel von 5 Prozent wäre beispielsweise die Partei von Herrn Grossrat Schwarz gar nicht mehr im Grossen Rat vertreten. Das muss man bedenken: Wenn man diesen Systemwechsel vornimmt, nimmt man das möglicherweise in Kauf.

Jetzt möchte ich mich noch rasch gegen die Aussagen der Herren Grossräte Löffel und Zaugg wehren, wonach es etwas lächerlich sei, wenn man den Computer als Argument anführe. Es ist vielleicht nicht so klar zum Ausdruck gekommen, aber ich glaube, man darf dies nicht unterschätzen. Wenn heute bei den Wahlen die Informatik aussteigt, dann können meine Leute dies heute, nach dem System Hagenbach-Bischoff, mit dem Taschenrechner nachrechnen und die Resultate ermitteln. Wenn unter dem System Doppelter Pukelsheim die Informatik aussteigt, dann können wir das effektiv nicht mehr machen. Dann müssen wir warten, bis die Informatik wieder läuft. Nun kann man sagen, im Computerzeitalter sei das ja keine grosse Sache, die Informatik werde ja irgendwann wieder laufen. Aber man muss bei etwas so Wichtigem wie den Wahlen schon die Frage im Auge behalten, ob es sinnvoll wäre, zu einem System überzugehen, bei dem es in einem solchen Fall nicht mehr möglich wäre, die Resultate sur place, mit Hirn und Taschenrechner, zu ermitteln.

Noch ein letzter Punkt. Es ist richtig, dass man die Problematik des Berner Juras mit den garantierten 12 Sitzen mit dem System Doppelter Pukelsheim korrigieren könnte. Herr Grossrat Löffel hat darauf hingewiesen; es gibt verschiedene Vorschläge, wie man dies korrigieren könnte. Aber diese Vorschläge sind auch wieder recht kompliziert. Wir würden damit ein bereits kompliziertes System nochmals komplizierter machen. Beispielsweise könnte man den Wähleranteil mit einem Faktor 1,5 aufrechnen und müsste dann künstlich eine solche Gesamtrechnung mitführen. Oder man würde den Wahlkreis Berner Jura separat nach dem bisherigen System Hagenbach-Bischoff laufen lassen, und den gesamten restlichen Teil des Kantons nach dem System Doppelter Pukelsheim. Das sind relativ komplizierte Ausgestaltungen dieses Systems. Aus Sicht der Regierung sprechen auch diese dagegen, das System nun einzuführen.

Zusammengefasst: Insbesondere auch das Argument der Beständigkeit **–** dass man nun einmal so fortfahren sollte, weil wir ja eben ein bundesrechtskonformes System haben **–** veranlasst die Regierung dazu, Ihnen zu beantragen, die Motion abzulehnen.

La présidente. M. le motionnaire, M. Löffel, c'est à vous, vous avez trois minutes.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Das Argument des Computers ist jetzt nicht besser geworden. Aber vielleicht programmiert ja die Open-Source-Community eine App, die alle auf ihr Handy laden können. Dann können sie es damit ausrechnen, wenn die Informatik aussteigt. Wir sind ein Kantonsparlament, also ist doch das erste Anliegen hinsichtlich der Stimmen, welche die Wählenden abgeben, dass die Stimmen möglichst repräsentativ im Kantonsparlament abgebildet werden. Die Verwerfungen in den Wahlkreisen geschehen heute auch; ich habe Ihnen mehrere Beispiele genannt. Wir erreichten im Berner Jura mit 4 Prozent einen Sitz, die BDP mit 5,8 Prozent erhielt keinen. Und zum Thema erklären: Die SP hat wahrscheinlich bei ihren Leuten nicht nachgefragt, ob sie das System Hagenbach-Bischoff erklären können. Ich frage jetzt auch hier im Rat nicht, wer das kann. Das können in den Parteien ein paar Freaks, und damit hat es sich. Das spielt überhaupt keine Rolle. Wichtig ist aber, dass die Wählerinnen und Wähler das Vertrauen haben, dass alles in Ordnung und so funktioniert, wie es berechnet wird. Das ist beim Doppelten Pukelsheim der Fall, und damit komme ich auch gleich zum Argument von Hubert Klopfenstein. Es hat sich natürlich sehr viel geändert seit meinem ersten Vorstoss. Seither gibt es Anwendungspraxis in mehreren Kantonen, und es funktioniert bestens; in Zürich nun bald zum dritten Mal. Die SVP hat selber gesagt, es müsse möglichst gerecht sein. Weshalb sie dann dagegen ist, spricht für sich. Noch zur SP: Ein Vorteil des Systems Doppelter Pukelsheim wurde noch nicht erwähnt. Die Parteienübergreifenden Listenverbindungen kann man fallenlassen und abschaffen. Das ist richtig, und das ist, wie ich glaube, auch den meisten Ratsmitgliedern hier ein Anliegen. Aber die parteiinternen Verbindungen kann man bestehen lassen, und das ist eine riesengrosse Chance für die Förderung der Jungparteien. Wenn man mit Listen von jungen Parteimitgliedern kommt und sich parteiintern mit diesen verbinden darf – weil das ja einfach zusammengezählt wird –, dann führte dies dazu, dass hier im Rat noch zwei, drei jüngere Leute sitzen würden; vielleicht sogar solche von der FDP. Dazu vielleicht noch eine Ergänzung, Philippe Müller: Mit «grossen Parteien», wart ihr wahrscheinlich gar nicht gemeint, und es wären eben die kleineren Parteien, die profitieren würden *(hilarité).*

Die WählerInnen müssen die Gewissheit haben, dass ihre Stimme ebenso viel zählt, wie die der anderen, und das kann das System Doppelter Pukelsheim garantieren. Dass dann von den grossen Parteien eine Prozenthürde kommt, von denjenigen, die sich sonst «ds Gringweh nid möge gönne» aber sich sofort einig sind, wenn es darum geht, ihre Macht zu erhalten, das ist uns allen klar; das mussten wir nicht in den Vorstoss schreiben.

La présidente. Nous passons au vote sur cette motion, Introduction du mode de répartition biproportionnelle pour l'élection du Grand Conseil. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	52
Non	98
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé cette motion. Nous passons aux affaires du Conseil-exécutif. Nous accueillons la présidente du Conseil-exécutif, Mme Barbara Egger. Bonjour Madame, cela nous fait plaisir que vous soyez parmi nous après votre maladie, j'espère que vous vous sentez un peu mieux. Nous passons donc à l'affaire 4, Programme gouvernemental de législature 2015 à 2018.

Affaire 2013.RRGR.802

Programme gouvernemental de législature 2015 à 2018

La présidente. Je vais vous expliquer comment l'on va procéder. Tout d'abord, M. le président de la Commission de la CIRE, M. Messerli prendra la parole. Puis, nous aurons un débat de fond, chaque groupe aura l'occasion de prendre la parole. Puis, nous passerons au président de la CIRE qui nous présentera les cinq déclarations de planification de cette commission. Puis, nous passerons aux auteurs des déclarations de planification. Puis les groupes pourront s'exprimer sur toutes ces déclarations de planification, sur toutes en bloc. S'il y a des intervenants à titre personnel, ils pourront s'exprimer après. Puis, nous voterons sur ces déclarations de planification, une à une. Nous saurons alors quelles sont les déclarations de planification qui auront été acceptées ou non. Puis, nous discuterons sur le renvoi, avec quel mandat. Donc, les deux députées qui veulent renvoyer, Mme Desarzens et Mme Graber, justifieront le renvoi, puis les groupes pourront s'exprimer sur le renvoi. À la fin, nous accepterons ou nous refuserons ce rapport, s'il n'a pas été renvoyé. Y-a-t-il quelqu'un qui est contre? C'est en ordre, alors nous commençons. M. le président de la Commission, je vous prie de vous annoncer. Les groupes auront cinq minutes, nous sommes en débat libre. M. le président de la Commission, si vous avez besoin d'un tout petit peu plus de temps, vous avez le droit à un petit peu plus, c'est à vous.

Débat général

Walter Messerli, Interlaken (UDC), président de la CIRE. Der Regieplan ist also festgelegt. Zuerst gibt es eine Grundsatzdebatte. Danach diskutieren wir die Planungserklärungen und schliesslich beschliessen wir über die Rückweisungsanträge. Zuerst zur Grundsatzdebatte. Früher hatte die Finanzkommission die Aufgabe, die Richtlinien der Regierungspolitik zu beraten. In den Richtlinien legt der Regierungsrat alle vier Jahre seine Legislaturplanung vor. In den Prioritätenlisten der Geschäftsordnung des Grossen Rats wird die Legislaturplanung in der Kategorie 1 geführt, das heisst, sie hat – ich zitiere: «Hohe politische und strategische Bedeutung für den Kanton/Hoher Koordinationsbedarf». Nach Artikel 47 des Grossratsgesetzes bilden die Richtlinien die Grundlagen für die Ausarbeitung von weiteren Berichten und Planungen des Regierungsrats. Die Kommission SAK hat die Richtlinien analysiert und beurteilt. Dies im Wissen darum, dass es sich dabei um Absichtserklärungen des Regierungsrats für die nächsten vier Jahre handelt. Der Regierungsrat erklärt, wie er in den verschiedenen Politikfeldern Schwerpunkte setzen will. Der SAK kommt also nicht die Aufgabe zu, diese Absichten zu ergänzen oder gar zu ändern. Sie hat sie zu kommentieren und politisch zu würdigen. Sie ist berechtigt, Planungserklärungen zu formulieren und aus ihrer Sicht Schwerpunkte zu setzen. Der Regierungsrat muss die Planungserklärungen, die Schwerpunkte, welche die SAK setzt, nach Artikel 53 des Grossratsgesetzes behandeln.
Gemäss Artikel 30 Absatz 4 des Grossratsgesetzes wurde den Kommissionen die Möglichkeit gegeben, Mitberichte zu den Richtlinien zu verfassen. Diese Stellungnahmen sind im schriftlichen Bericht auszugsweise dargestellt. Ich wiederhole sie daher hier nicht. Aber immerhin haben zwei Kommissionen, nämlich die FiKo und die GSoK, die Rückweisung dieser Richtlinien verlangt. Weshalb wir diesen Anträgen nicht stattgegeben haben, wurde im Bericht begründet. Der Antrag der FiKo – das erwähne ich, weil es einen Schwerpunkt in unseren Planungserklärungen bildet – haben wir abgelehnt, weil der Regierungsrat entsprechende Fragen der Kommission ausführlich beantwortet hat. Man kann davon ausgehen, dass auch nach einer Rückweisung nicht mehr herausgekommen wäre, als die Antworten, die der Regierungsrat auf die Fragen der FiKo gegeben hat. Die FiKo stellte diese Fragen, bevor wir die Antworten bekommen haben. Sie konnte daher gar nicht wissen, was der Regierungsrat zu ihren Fragenkreisen sagt. Der Regierungsrat beabsichtigt nämlich der von der FiKo monierten Ressourcenschwäche mit einer Steuerstrategie begegnen. Darauf komme ich bei der Diskussion der Planungserklärungen nochmals zurück. Wie der Regierungsrat darstellt, kommt diese Steuerstrategie im vierten Quartal 2015 in Grossen Rat zur Beratung, und zwar in Form eines Berichts. In dieselbe Richtung zielen das Innovationsförderungsgesetz, dessen erste Lesung im Januar 2016 vorgesehen ist, sowie das Wirtschaftsförderungsgesetz.
Die GSoK konfrontiert ihrerseits die SAK mit einem ganzen Strauss von Problemen und Fragen, und sie beantragt ebenfalls Rückweisung des Berichts. Da eine Rückweisung gemäss Artikel 52 Absatz 5 des Grossratsgesetzes mit Auflagen versehen werden muss, erachtet die Kommission angesichts der Fülle der ungeklärten Fragen – nach Ansicht der Kommission berechtigte Fragen –das Gefäss eines parlamentarischen Vorstosses für besser geeignet. Das geht jetzt an die Adresse der GSoK: Die Fragen in Form von Interpellationen zu stellen bietet bessere Gewähr, fundierte und gründliche Antworten und Stellungnahmen der zuständigen Direktion zu erreichen. Aber immerhin hat die GSoK trotzdem in Form einer Planungserklärung eine Gesund-

heitsstrategie verlangt. Dasselbe gilt für die Einwände von BiK und BaK, die jedoch keine Anträge auf Rückweisung gestellt haben.
Der Regierungsrat hat 35 Fragen schriftlich beantwortet. Mündlich haben Herr Regierungsrat Rickenbacher in Stellvertretung von Frau Regierungspräsidentin Egger und der Staatsschreiber alle Ergänzungsfragen beantwortet; dies während mehr als einer Stunde. Die Kommission erachtet die Richtlinien schlussendlich als verständlich, in sich schlüssig, und deren Ziele für nachvollziehbar. Die einzelnen Bereiche hat sie gemäss den Kommissionen mehr gewichtet und entsprechende Planungserklärungen verfasst. Es wird oft gesagt, Planungserklärungen seien Papiertiger und nützten schliesslich nichts. Dem ist nicht so, werte Damen und Herren! Ich erinnere an Artikel 53 Absatz 4 des Grossratsgesetzes, wonach Planungserklärungen für den Regierungsrat politisch verbindlich sind. Erfüllt der Regierungsrat die Planungserklärungen nicht, hat er dies dem Grossen Rat gegenüber zu begründen. Die Kommission SAK konzentriert sich bei den Planungserklärungen auf fünf Schlüsselthemen: Visionen, Staatliche Strukturen, Finanz- und Wirtschaftspolitik, Gesundheitspolitik und Sicherheit. Zur Begründung der Planungserklärungen werde ich mich später noch äussern, weil man diese Themengruppen ja entsprechend aufgeteilt hat.

Vania Kohli, Berne (PBD). Sie wissen, ich bin nicht die, welche hier vorn lange Voten hält. Ich werde mich sehr kurz fassen und trotzdem zu allem Stellung nehmen. Es geht um die Richtlinien der Regierung; das möchte ich vorausschicken. Sie liegen uns in gedruckter Form vor, und die Regierung hat sich dazu auch schon öffentlich geäussert. Die BDP finden den Bericht der SAK sehr gut und unterstützt auch die von der SAK eingereichten Planungserklärungen; insbesondere auch diejenige, die heute ersetzt wurde. Die BDP wird mit einer Ausnahme die Anträge auf Rückweisung nicht unterstützen, ebenso wenig die restlichen Planungserklärungen. Diese haben unserer Meinung nach entweder die falsche Flughöhe, oder setzen falsche Signale. Es ist weder zielführend noch entscheidend, lange darüber zu sprechen. Das ist unsere Meinung, denn es sind, wie gesagt, nicht unsere Richtlinien, sondern diejenigen der Regierung.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich werde meine Ausführungen in drei Teile gliedern. Zunächst sage ich etwas zum Thema Kontinuität. Dann sage ich etwas zum Wesen der Regierungsrichtlinien, das mir wichtig erscheint. Und schliesslich werde ich noch kurz etwas Generelles zum Inhalt der Regierungsrichtlinien sagen.
Als Erstes zur Kontinuität. Das Volk hat im Jahr 2006 zum ersten Mal eine rot-grüne Regierung gewählt. Damals waren die Regierungsrichtlinien wahrscheinlich schon etwas neu, weil ihnen erstmals eine rot-grüne Regierung ihren Stempel aufdrücken konnte. Im Jahr 2010 wurde diese Regierung wiederum bestätigt und passte ihre Richtlinien an. Im Jahr 2014 wurde die rot-grüne Regierung im Sinne der Kontinuität erneut durch die Wahl des Berner Volks bestätigt und kann daher mit ihrer Politik fortfahren. Es ist daher auch nicht weiter erstaunlich, dass sich die Richtlinien der Regierungspolitik nun gar nicht sehr neu oder anders präsentieren. Sie sind eine kontinuierliche Weiterführung der letzten acht Jahre, und so soll es nun weitergehen. Klar ist aber auch, dass eine Zusammenarbeit der rot-grünen Regierung mit dem bürgerlichen Parlament nötig ist. Das haben wir in der Sache ausführlich diskutiert. Das Parlament, bzw. die Parlamentsmehrheit, braucht eine gute Zusammenarbeit mit der Regierung, das ist für den gesamten Kanton wichtig. Das hat die SAK erkannt. Das gute Miteinander ist wichtig. Deshalb sind diese Regierungsrichtlinien eigentlich bereits eingemittet und stellen schon fast einen Kompromiss dar. Dies, weil die Regierung weiss, dass sie ihre Geschäfte hier im bürgerlichen Parlament durchbringen muss. Ich kann Ihnen sagen, liebe Kolleginnen und Kollegen, Richtlinien einer rot-grünen Regierung, die einem rot-grünen Parlament gegenüberstünde, sähen schon ein wenig anders aus. Da wäre doch der eine oder andere Pinselstrich anders, als er sich jetzt darstellt. Deshalb sind diese Regierungsrichtlinien in der realen politischen Situation, wie sie sich jetzt darstellt, sicher richtig für diesen Kanton. Die Regierung zeigt offen und ehrlich auf, wie sie in den kommenden vier Jahren politisieren will. Sie will Politik machen für die Bürgerinnen und Bürger, die Menschen in diese Kanton. Denken Sie dabei allein schon an die Sache mit der Prämienverbilligung, die sie nicht ganz so gestalten wollte, wie Sie als Mehrheit hier im Rat es wollten. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist daher unter den gegebenen Umständen zufrieden mit den Regierungsrichtlinien und dankt der Regierung dafür.
Ich komme zum zweiten Punkt, zum Wesen der Richtlinien. Der Kommissionspräsident hat es schon erwähnt, ich möchte es etwas anders ausführen. Wir haben im Kanton Bern Gewaltenteilung. Deshalb soll die Regierung uns hier ihre eigenen Ziele vorstellen. Wir nehmen diese einfach zur Kenntnis. Hier als Parlament, als Legislative, der Regierung dreinreden zu wollen, was sie machen soll, ist doch etwas seltsam. Im Gesetz und sogar in der Verfassung ist vorgesehen, dass wir diese Richtlinien zur Kenntnis nehmen sollen. Ich verweise dazu auch auf den Bericht der SAK. Auch wir halten kritisch fest, dass in diesen Richtlinien nicht alles so gemacht wurde, wie es vom Gesetz her vorgesehen gewesen wäre. Aber man kann sich das ja auch noch dazu denken. Die SAK hat das getan, indem sie im ersten Punkt ihrer Planungserklärungen festhält, dass die Visionen fehlen. Auch unserer Fraktion fehlt beispielsweise eine Priorisierung. Man kann ja nicht alles machen, was in den Richtlinien steht. Sie sollen Absichten darstellen, und es ist für die Regierung nicht verbindlich, irgendetwas davon dann wirklich umzusetzen. Sie zeigen vielmehr, was sich die Regierung zum heutigen Zeitpunkt vornimmt. Wenn dann in den nächsten vier Jahren etwas passiert, muss die Regierung ja reagieren – oder eben: regieren **–** können. Deshalb zeigen die Richtlinien einfach ganz klar die Richtung auf. Zudem muss ich alle, die in einem Gemeinderat Einsitz haben, fragen: Bringen Sie Ihre Richtlinien auch noch irgendwem zur Kenntnis? Wahrscheinlich nicht – höchstens dem Parlament, vielleicht in Worb. Aber ansonsten beschliesst ein Gemeinderat solche Richtlinien und gibt sie dann bekannt. Er kommuniziert sie und zeigt damit, wohin er gehen möchte. Das soll unsere Regierung hier ebenfalls tun. Deshalb soll man nicht darin herumheuen. Man soll vielmehr, wie es die SAK vorschlägt, gewisse Akzente setzen, mehr nicht. Deshalb ist natürlich auch eine Rückweisung für uns nicht opportun.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte es auf ihre Art machen. Wir haben uns bewusst zurückgehalten mit Planungserklärungen. Wir werden Ihnen hier im Parlament Vorstösse mit unseren Ideen liefern. Wir müssen nicht jetzt Planungserklärungen eingeben, denn das hier ist Sache der Regierung. Wir müssen danach mitarbeiten, und daher werden wir Sie seitens unserer Fraktion mit Vorstössen bedienen. Dann wird es auch der richtige Ort sein, um diese Themen zu diskutieren. Es sind eben die Richtlinien des Regierungsrats und nicht die Richtlinien des Kantons Bern insgesamt.
Zum Schluss als dritter Punkt noch etwas zum Inhaltlichen. Das Konzept, das die Regierung ihren Richtlinien zugrunde legt, ist ein sehr gutes Konzept; nämlich die nachhaltige Entwicklung. Diese hat verschiedene Aspekte, in dem man versucht, Umwelt, Gesellschaft und Wirtschaft in Einklang zu bringen. Das eine geht nicht ohne das andere. Deshalb ist dieses Konzept, die Art und Weise, das Normenmodell hinter dem Ganzen, richtigerweise ein Konzept der Nachhaltigkeit. Das unterstützen wir. Die drei Schwerpunkte sind unserer Meinung nach auch gut gewählt. Zum einen die Finanzen. Da halte ich auch fest, dass die Regierung seit 1998 – mit Ausnahme des Jahres 2012 **–** immer schwarze Zahlen geschrieben hat. Und die Regierung möchte damit fortfahren, schwarze Zahlen zu schreiben. Sie will uns eine Steuerstrategie aufzeigen. Sie will auch HRM2 umsetzen, und dieses neue Rechnungslegungsmodell wird in dieser Legislatur sicher auch noch grössere Denkprozesse von uns erfordern. Deshalb ist es wichtig, die Finanzen als Schwerpunkt zu nehmen. Die Raumentwicklung ist ein weiterer Schwerpunkt, der sehr wichtig ist. *(La présidente signale à l'orateur que son temps de parole est écoulé.)* Auch den Bereich Innovation und Investitionen halten wir für einen wichtigen Schwerpunkt. Diese Zeile können wir unterstützen. Insgesamt geht es um die Erhaltung der Lebensgrundlagen und die Sicherung der Lebensqualität. Deshalb schlagen wir Ihnen vor, die Richtlinien zur Kenntnis zu nehmen.

La présidente. M. Wüthrich, je vous ai presque oublié. Heureusement que j'ai un vice-président!

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Als Fraktionspräsidentin der EVP gilt mein Votum ein paar ausgewählten Visionszielen der regierungsrätlichen Richtlinien. Auf die Planungserklärungen wird später unser Kommissionsmitglied, das in der SAK Einsitz hat, eingehen. Unsere wie sicher auch Ihre Parteien geben sich jeweils selber solche Richtlinien – bei uns heisst das Parteiprogramm **–** als Leitschnur für das politische Handeln. Ich bin daher eigentlich der Meinung, dass wir die Richtlinien des Regierungsrats ganz gut an unseren Parteiprogrammen messen können, um festzustellen, ob uns diese genehm sind oder nicht. Wie unsere Parteiprogramme sind die regierungsrätlichen Richtlinien ein Visionspapier. Während der Legislatur lässt sich anschliessend Handeln und Wirken des Regierungsrats an ebendiesen Visionen messen. Sie geben eine Richtung vor, und daraus werden Massnahmen abgeleitet. Angesichts der vielen Planungserklärungen habe ich zwar das Gefühl, einige hier im Saal meinen, die Richtlinien müssten bereits ein Massnahmenkatalog sein.
Im Kontext der weltweiten Finanz-, Wirtschafts- und Sicherheitspolitik ist es für den Regierungsrat sicher eine Herausforderung, immer zum Wohle der gesamten Bevölkerung im Kanton Bern Entscheide zu treffen. Sowohl die Richtlinien wie auch die entsprechenden Planungserklärungen lassen nämlich vieles offen und sind interpretierbar. Wir stellen fest, dass nicht alle im selben Satz dasselbe lesen, dasselbe verstehen oder dasselbe hineininterpretieren. Deshalb ist es mir besonders wichtig, die Regierung im Namen der EVP auf unsere politischen Umsetzungswünsche zu den definierten Zielen und Schwerpunkten aufmerksam zu machen. Das heisst für uns im Folgenden: Nachhaltige Raumentwicklung kann nur realisiert werden, wenn Wachstum nicht um jeden Preis angestrebt wird. Die vorgegebene Richtung in der Raumentwicklung muss deshalb konsequent umgesetzt werden, und die EVP will die weitere Zersiedelung verhindern und gegen innen verdichtete Nutzung möglich machen.
Zweitens, auch Wirtschaftswachstum gibt es bei der EVP nicht um jeden Preis. Genauso wichtig ist uns eine ethische und verantwortungsbewusste Wirtschaft, welche Menschen mit Einschränkungen beschäftigt und sich für die Berufsbildung, den Erhalt der Arbeitsplätze und die Lohngerechtigkeit einsetzt. Die Infrastruktur zu optimieren ist aus der Sicht der EVP nur dann möglich, wenn bei weiteren Investitionen der Langsamverkehr und der ÖV dem motorisierten Individualverkehr vorgezogen werden. Ein sehr wichtiges Thema dieser Richtlinien ist für uns die Sicherung der sozialen Stabilität. Und genau diese gibt es nicht umsonst. Hilfe zur Selbsthilfe, Investitionen in starke und gesunde Familien, frühe Förderung von Kindern und damit die Stärkung ihrer Ressourcen als Armutsprävention haben ihren Preis. Auf keinen Fall darf hier weiter gespart werden, weil sich solche Sparmassnahmen schlussendlich als Bumerang erweisen würden. Wichtig für die soziale Stabilität ist ein gutes und bezahlbares Gesundheitsnetz, das den Menschen und seine Würde von der Geburt bis zum natürlichen Tod achtet. Eine Gesamtsicht in Form einer Gesundheitsstrategie kann dabei nützlich sein. *(La présidente agite sa cloche.)* Die Förderung von Freiwilligenarbeit sowie Integrationsbemühungen die fördern und fordern gehören ebenfalls zur Stabilität des sozialen Friedens. Bei der Schonung der natürlichen Ressourcen und der Weiterführung der fortschrittlichen Energiepolitik geht es der EVP darum, den Energieverbrauch zu senken und die Energieeffizienz zu steigern. Das bedeutet eben, auf emissions- und energiearme Mobilität umzusteigen und die Einschränkungen des Energieverbrauchs nötigenfalls mit Lenkungsabgaben zu erwirken; beispielsweise mit der Besteuerung der Energie statt der Arbeit.
Und die Bildung kann schlussendlich nur dann gestärkt werden, wenn genügend finanzielle Mittel zur Verfügung stehen. Die allgemeine aber auch die grund- und die berufliche Weiterbildung sind zentral für den künftigen Wohlstand in unserem Kanton. Keinesfalls darf hier der Rotstift noch mehr angesetzt werden.
Über das Ganze gesehen stehen die finanziellen Mittel in unserem Kanton immer wieder im Streit zwischen den Steuerzahlern und den Leistungsempfängern. Was wir häufig nicht beachten, ist die Tatsache, dass in der Regel eigentlich beide dieselben sind. Die Forderung nach grösst-

möglicher Leistung zu kleinstmöglichem Preis ist zwar «in», aber nicht immer umsetz- oder wünschbar. Die Steuern für juristische und natürliche Personen zu senken und im Gegenzug Leistungen zu streichen; das geht für die Bevölkerung selten auf. Treffen tut dies häufig diejenigen, die ohnehin bereits nicht mehr so sehr auf der Sonnenseite des Lebens stehen. Die EVP wird daher auch in Zukunft nicht bereit sein, auf Steuersenkungen einzugehen, wenn diese nicht sinnvoll kompensiert werden können. Und keinesfalls dürfen weitere Leistungen im Sozialbereich oder in der Bildung abgebaut oder gar weitere Schulden zulasten kommender Generationen angehäuft werden. Ganz zum Schluss mein Fazit: Bei der Umsetzung Ihrer Richtlinien, werter Regierungsrat, werden wir in den nächsten Jahren wohl das eine oder andere Mal mitreden können. Dabei werden wir auch die Gelegenheit haben, unsere Haltung wieder einzubringen.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Was waren die Erkenntnisse aus dem ASP-Prozess in der vergangenen Legislatur? Der Kanton Bern erbringt seine Dienstleistung an die Bevölkerung in guter Qualität und zu günstigen Bedingungen. Der Kanton Bern hat also kein Ausgaben-, sondern ein Einnahmenproblem. Trotz der Grösse seiner Wirtschaft und der guten Platzierung auf Platz acht hinsichtlich des Bruttoinlandprodukts (BIP) ist der Kanton Bern pro Kopf gesehen aber doch finanzschwach. Das widerspiegelt sich auch im Ressourcenindex, der immer wieder berechnet wird. Dort liegen wir mit 75 Punkten unter dem Durchschnitt von 100 Punkten im schweizerischen Vergleich. Um dies zu verbessern braucht der Kanton eine Strategie, die gezielt Schwerpunkte bei der Stärkung der Ressourcen setzt und gleichzeitig ganzheitliche Betrachtungen nicht aus den Augen verliert. Die vorliegenden Richtlinien der Regierungspolitik, Kolleginnen und Kollegen, erfüllen dies. Sie halten an der Grundmaxime der nachhaltigen Entwicklung und deren drei Dimensionen Wirtschaft, Gesellschaft und Umwelt fest. Sie setzen den Fokus auf die drei ressourcenrelevanten Bereiche Finanzen, Raumentwicklung sowie Investitionen und Innovationsförderung. Wir Grüne unterstützen das ausdrücklich. Die Regierungsrichtlinien decken natürlich nicht die gesamte Regierungsarbeit ab. Das sollen sie auch gar nicht. Vielmehr konzentrieren sie sich eben auf die wesentlichen Schwerpunkte. Wir meinen, diese seien richtig gesetzt. Sie zeigen genau die politischen Schwerpunkte auf, die es in Zukunft für den Kanton Bern zu lösen gilt und auf welche Gewicht gelegt werden muss. Das gilt auch für die neun aufgelisteten Ziele. Die Grünen nehmen die Regierungsrichtlinien denn auch unterstützend zur Kenntnis.
Trotz dieser grundsätzlichen Zustimmung haben wir aber den Eindruck, dass die vorliegenden Richtlinien im Gegensatz zu jenen der letzten Legislatur mit etwas grosser Zurückhaltung erstellt worden sind. Das ist vor dem Hintergrund der drastischen Sparmassnahmen des letzten Jahres auch nicht weiter verwunderlich. Oft fehlen uns konkrete Aussagen. Visionen über die Legislatur hinaus fehlen gänzlich. Die Ausführungen in den verschiedenen Zielformulierungen sind von unterschiedlicher Qualität und Flughöhe. Hier wünschten wir uns, sie wären besser ausgewogen. Konkret hätten wir uns in Anbetracht des neuen Raumplanungsgesetzes und der eingereichten Kulturlandinitiative im Ziel 1 konkretere Aussagen zur Raumplanung, zum Schutz und zum Umgang mit dem Boden gewünscht. Ziel 2, die Stärkung des Ressourcenpotenzials und damit der Wirtschaft ist auch uns Grünen wichtig. Der daraus entstehende Spielraum darf aber nicht in erster Linie für blinde Steuersenkungen verwendet werden. Viel wichtiger ist es, die frei werdenden Mittel für gezielte weitere Verbesserungen der Strukturen der sozialen Sicherheit, für die Gesundheitsversorgung, die Bildung und nicht zuletzt für unser Kantonspersonal einzusetzen. In diesem Sinn unterstützen wir die Erarbeitung einer Steuerstrategie, die auf der Stärkung der Ressourcen basiert und wissenschaftlich abgestützt ist.
Zu Ziel 3, der Infrastruktur. Hier vermissen wir eine zukunftsweisende Aussage zum Langsamverkehr. In Anbetracht der Prognosen über die Zunahme des Individualverkehrs erscheint es uns aus strukturellen Gründen äusserst wichtig, in diesem Bereich konkrete Ziele zu setzen und Projekte vorzuschlagen. Wir haben dazu auch eine Planungserklärung verfasst. Auch die Aussagen zu Ziel 4, soziale Stabilität, erscheinen uns angesichts der Sparmassnahmen recht schmal gehalten zu sein. Wir unterstützen zwar die Aussage der roten Linien. Dort hat man aber darauf verzichtet, konkret anzugeben, wie diese ausgestaltet sein sollen und wo genau sie liegen sollen. *(La présidente signale à l'orateur ques on temps de parole est écoulé.)* Wir danken der SAK für die Ausarbeitung dieses Berichts und unterstützen die Regierungsrichtlinien.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Permettez-moi de lier le débat de fond avec notre proposition de renvoi. Aujourd'hui, nous débattons d'un thème essentiel, le programme gouvernemental de législature 2015-2018 qui nous est soumis avec la proposition d'en prendre connaissance, sans remettre fondamentalement en question son contenu. Il est vrai que beaucoup de décisions que prend le Grand Conseil présentent une dimension plus concrète, un effet plus immédiat, des conséquences juridiques et financières contraignantes, pensons ici aux budgets ou aux crédits que nous accordons. Il n'en demeure pas moins que le programme de législature revêt une importance primordiale. Comme le dit la loi sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration de 1995, le gouvernement cantonal fixe les objectifs et les stratégies de sa politique dans le programme gouvernemental de législature. Ce document ressemble ainsi à une feuille de route, à une déclaration d'intention, portée à la connaissance des médias et accessible sur internet, il montre à l'ensemble de la population quelles grandes trajectoires le Conseil-exécutif entend donner à sa politique, quelles stratégies il entend déployer afin de garantir aux habitantes et aux habitants de notre canton la meilleure qualité de vie possible, quels objectifs devraient être réalisés pour préserver la force et le renom de notre canton au sein de la Confédération. Le programme de législature tel qu'il nous est présenté par le Conseil-exécutif et tel qu'il a été adopté par la Commission des institutions politiques et des relations extérieures est un texte de qualité, il est sans doute le fruit d'une longue réflexion. Son contenu est relativement exhaustif. L'équilibre que le Conseil-exécutif recherche entre les aspirations de la société, les contraintes de l'économie et la nécessité de préserver notre environnement naturel est louable. Il est aussi vrai que la

plupart des membres UDC de la CIRE ont accepté ce programme de législature, de même que les déclarations de planification qui viennent le compléter et l'enrichir.
Toutefois, après un intense débat interne, le groupe parlementaire UDC a décidé de refuser la prise de connaissance du programme gouvernemental de législature avec son contenu actuel et de proposer son renvoi. Cela, pour quatre raisons principales. 1. Même si le programme de législature qui nous est soumis porte le sceau d'un vrai bon sens politique, et celui de la recherche du consensus, certaines affirmations qui y figurent sont trop inspirées par une vision de centre gauche de la société et de l'activité étatique. Ainsi, s'il est louable que notre canton utilise ses prérogatives pour favoriser le développement des énergies renouvelables, on aurait pu, dans ce domaine, souhaiter une meilleure prise en compte des contraintes qui pèsent sur nos entreprises, et de la juste exigence de sauvegarder le pouvoir d'achat de notre population. 2. Cette coloration politique trop unilatérale à notre goût se manifeste aussi par l'absence de certains objectifs et de certains accents politiques que le groupe UDC juge importants. Ainsi, nous souhaitons que soient mentionnées dans le programme l'amélioration des conditions-cadres de l'économie par une réduction des prescriptions bureaucratiques, une meilleure fluidité du trafic et la possibilité de réduire des prestations sociales en cas d'abus manifeste. 3. La CIRE a accepté de compléter le programme de législature de plusieurs déclarations de planification. Notre groupe souhaite que ces déclarations soient intégrées dans le programme et qu'elles y figurent ainsi, au même titre que les autres objectifs et stratégies du gouvernement. 4. Deux commissions, celle des finances et celle de la santé et des affaires sociales proposent le renvoi du programme dans son intégralité pour des motifs que nous partageons substantiellement et qui par conséquent justifient le renvoi. Par ailleurs, n'oublions pas que d'autres commissions ont exprimé leur déception face au programme.
En conclusion, le groupe UDC propose le renvoi du programme au Conseil-exécutif avec pour mandat de respecter les exigences formulées dans les cinq déclarations de planification de la CIRE et dans les déclarations de planification de notre parti. Déclarations que nous avons brièvement mentionnées et qui seront discutées plus tard.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Die EDU-Fraktion nimmt die Richtlinien der Regierung zur Kenntnis. Es wurde bereits verschiedentlich gesagt: Es handelt sich um Richtlinien der Regierung, nicht um Richtlinien des Grossen Rats. Wir finden, das sei eine wesentliche Feststellung. Wir nehmen auch alle Planungserklärungen und die dargelegten Meinungsäusserungen zur Kenntnis. Aber wir fragen uns schon, ob diese ganze Geschichte nicht etwas überufert. In Prinzip führen wir schon fast Einzeldebatten über gewisse Themen. Da muss ich mich ehrlicherweise auch einmal in die Rolle der Regierung versetzen und mich fragen, was das soll. Oder auch als Gemeinderat müsste ich Ihnen die Frage stellen: Wessen Richtlinien sind es denn, die der Exekutive oder die der Legislative? Wir können hier nun auch mit diesen Planungserklärungen eine Riesendiskussion vom Stapel lassen, aber dabei wird aus unserer Sicht tatsächlich nicht viel Neues herauskommen zu dem, was uns die Regierung darlegt. Was wir aber tun können und was in unserer Verantwortung liegt, ist, diese Regierungsrichtlinien und deren Inhalt im Blick zu behalten und auch immer wieder die Richtung zu kontrollieren, um dies einmal so zu sagen. Wie bereits gesagt wurde, können wir mit den Instrumenten, die uns zur Verfügung stehen, mit Motionen, Postulaten, Anträgen und so weiter, immer wieder Einfluss nehmen. Dies aber ganz gezielt auf bestimmte Themen hin. Auf diese Weise können wir dann auch eine breite Auslegeordnung machen und so zu einem Konsens kommen. Entschuldigen Sie, aber hier entsteht nun plötzlich ein «Jekami» über diese Regierungsrichtlinien, wie wir es so noch nie erlebt haben! Vielleicht liegt dies auch an der neuen Situation, weil die SAK dies beraten hat. Das wird vielleicht in der nächsten Legislatur bereits wieder etwas anders aussehen.
Die EDU-Fraktion hat folgende Haltung: Wir lehnen die Rückweisung dieser Regierungsrichtlinien ab. Die einzelnen Planungserklärungen nehmen wir zur Kenntnis. Auch wir sind nicht mit allem so einverstanden, wie es die Regierung vorsieht. Auch wir sehen verschiedene Dinge anders. Dazu nur ein Stichwort: Tourismus. Aus unserer Sicht wird der Tourismus nirgends erwähnt. Aber wir werden zu diesen Planungserklärungen nichts mehr sagen. Und wir werden uns aus der dargelegten Haltung heraus bei den Abstimmungen darüber der Stimme enthalten, obschon das sonst nicht unsere Art ist. Aber wir sind der Meinung, das seien die Richtlinien der Regierung, und aus dieser Sicht muss Sie diese verantworten. Wir haben dann später die andere Verantwortung; wir werden einwirken können, und das wollen wir auch.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die Regierungsrichtlinien sind Legislaturleitlinien des Regierungsrats. Die SAK hat sie auch als solche behandelt. Sie hat eine klare Abgrenzung zwischen Regierung und Grossem Rat gemacht. 2010 hat sich die FiKo genau gleich geäussert. Sie hat uns die Regierungsleitlinien 2011–2014 **–** festgehalten auf einer Seite **–** überwiesen, und zwar ohne Planungserklärungen und Anträge. Gemäss Tagblatt des Grossen Rats von November 2010 hat der Grosse Rat am Ende der Debatte den Bericht ohne Abstimmung zur Kenntnis genommen.
Der Regierungsrat gliedert auch den vorliegenden Bericht in Ausgangslage und zu erreichende Ziele. Irritierend ist, dass die Ausgangslage negativ beschrieben ist. Das heisst, es wird festgehalten, was der Kanton alles nicht kann und nicht ist und wo seine Schwächen liegen. Es fehlen aber Hinweise auf seine Stärken, und auch die Vision fehlt, obwohl diese gesetzlich vorgeschrieben wäre. Die drei grossen Schwerpunkte, welche die Regierung gesetzt hat, erachtet die FDP-Fraktion als richtig. Insbesondere begrüsst sie, dass der Regierungsrat in dieser Legislatur eine Steuerstrategie erarbeiten will, dass er die Raumentwicklung als Schwerpunkt nehmen will und dass er in die Grossprojekte Bildung und Verkehr investieren will. Wir erachten es als zwingend, dass eine echte Steuerstrategie entwickelt wird. Dies, damit juristische Personen interessiert sind im Kanton Bern vermehrt Arbeitsplätze zu schaffen, und es attraktiver wird, im Kanton Bern nicht nur zu arbeiten, sondern auch zu wohnen. Der Kanton muss nicht den grössten Finanzplatz der Schweiz haben. Er muss auch nicht die meisten Arbeitsplätze in der Chemie haben. Er soll vielmehr weiterhin

auf seine Cluster setzen, die in ihrer Vielfalt unter anderem den Medizinalstandort Bern stärken und darüber hinaus wichtige, hochwertige Exportprodukte herstellen. Die Totalrevision des Grossratsgesetzes hat nicht nur den Prozess geändert, sondern im Vergleich mit dem Jahr 2010 auch das Resultat nach der Vorbereitungsphase. Neu ist die SAK für die Vorberatung zuständig, und die anderen Kommissionen können Mitberichte zuhanden der SAK verfassen. Die FDP begrüsst diesen Prozess sehr, hat er doch ermöglicht, dass die neuen Fachkommissionen sich mit den Legislaturzielen ihres Zuständigkeitsbereichs genauer auseinandersetzen konnten. Die FDP dankt der SAK für den konzisen Bericht und dafür, dass die Hauptpunkte der Mitberichte darin abgebildet werden; das heisst, auch die Rückweisungsanträge der FiKo und der GSoK sowie die Kritik der BaK. Die FDP begrüsst, dass die SAK in ihren Planungserklärungen die Anliegen der Fachkommissionen aufgenommen hat. Zu den einzelnen Anträgen werde ich später Stellung nehmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Richtlinien sind kein Mistzetter. Richtlinien sind nicht etwas, bei dem jeder irgendwo seinen Mist erkennen muss und ihn dann möglichst flächendeckend auch überall wieder zeigen kann. Richtlinien sind aber auch keine Tramschienen, die ganz klar aufzeigen sollen: Hier müsst ihr fahren, ihr könnt nur vorwärts oder rückwärts fahren und alles andere ist nicht möglich. Höchstens noch ein Stillstand wäre möglich. Richtlinien sollen Ziele und Schwerpunkte setzen. Und zwar sollen sie die Ziele und Schwerpunkte derjenigen Regierung festlegen, welche eben jetzt vom Volk gewählt ist. Sie sollen die Aufgaben abbilden, die das Volk dieser Regierung erteilt hat. Es ist nun einmal so, dass sich die Schwerpunkte der Regierung vielleicht zweitweise von denjenigen unterscheiden, die wir als Parlamentarier oder als Interessenvertreter irgendeiner speziellen Wählerschicht festlegen würden. Deshalb ist es für uns als Partei undenkbar, die Richtlinien dieser Regierung zurückzuweisen und eine Zusatzschlaufe machen zu lassen, nur um zu beweisen, dass wir die Macht dazu haben. Keine Angst, ich gebrauche das Wort von heute Morgen nicht mehr. Wir sind also gegen ein solches Schattenboxen – ich glaube, wir hatten uns schliesslich auf dieses Wort geeinigt. Wir sind gegen dieses Schattenboxen, mit dem das Parlament zeigen will, dass es die Macht hat. Deshalb werden wir diese Richtlinien sicher nicht zurückweisen.
Die Ziele und Schwerpunkte, die von der Regierung gewählt wurden, finden wir an und für sich gut; wir können mit diesen leben. Auch wir hätten vielleicht Gewisses anders gewählt. Aber gerade das Dreibein Ökonomie, Ökologie und Gesellschaft, also die nachhaltige Entwicklung, könnte durchaus aus dem Parteiprogramm der glp abgeschrieben worden sein. Das begrüssen wir natürlich durchaus. Wir finden, die Ausgangslage sei gut analysiert worden. Wahrscheinlich hätten wir auch gewisse andere Schwerpunkte gewählt, insbesondere hinsichtlich der Steuer- und Finanzstrategie. Aber dazu gibt es dann ja noch Planungserklärungen. Zudem können wir ja auch mit unserer seriösen Arbeit im Parlament noch entsprechende Schwerpunkte setzen. Ansonsten können wir die Schwerpunkte eigentlich alle unterschreiben. Die glp-Fraktion dankt für die Richtlinien und dankt auch der SAK für ihre Arbeit. Der Bericht und die vorgeschlagenen Planungserklärungen beweisen, dass das neue System mit den Sachbereichskommissionen auf einem guten Weg ist. Dies zeigt auch auf, dass Parlament und Regierung künftig vielleicht etwas besser werden zusammenarbeiten können, als dies in den letzten paar Jahren der Fall war.

Barbara Egger-Jenzer, présidente du Conseil-exécutif. Immer zu Beginn der Legislaturperiode legt der Regierungsrat die Strategien seiner Politik in den Regierungsrichtlinien fest. Das so genannte Legislaturprogramm gibt Aufschluss über die grundsätzlichen Absichten, von welchen sich der Regierungsrat während einer Legislaturperiode leiten lässt. Es gibt Aufschluss über die Ziele, die Aufgaben und die dafür benötigten Ressourcen sowie über die geplanten Massnahmen zur Umsetzung dieser Ziele. Die Richtlinien werden mit dem Aufgaben- und Finanzplan, dem kantonalen Richtplan und den wesentlichen Sachplanungen abgestimmt. Beim Verfassen dieses Berichts hat sich der Regierungsrat an den folgenden Grundsätzen orientiert: Der Bericht wird innerhalb der bestehenden Strukturen und mit den vorhandenen Personalressourcen erarbeitet, und **–** was ich für nicht ganz unwesentlich halte **–** er soll sich auf das Wesentliche beschränken. Er konzentriert sich auf wenige gesamtstaatliche Themen aus sämtlichen Politikbereichen. Auf die Definition von messbaren Grössen und Indikatoren wird, wie auch schon in früheren Jahren, verzichtet.
Die Grundmaxime der Regierungspolitik ist und bleibt die nachhaltige Entwicklung des Kantons Bern. Dahinter versteckt sich etwas sehr Wichtiges: unsere Zukunft und **–** noch wichtiger **–** die Zukunft kommender Generationen. Der Regierungsrat will unter dem Dach der nachhaltigen Entwicklung innerhalb der drei Dimensionen Umwelt, Gesellschaft und Wirtschaft in den kommenden Jahren mit neun konkreten Zielen Akzente setzen. Dies insbesondere dort, wo für das langfristige Erhalten der Lebensgrundlagen sowie zur Sicherung einer möglichst hohen Lebensqualität für die heutige wie für künftige Generationen besonderer Handlungsbedarf besteht. Die neun Ziele für die Legislatur 2015**–**2018 überschneiden sich in verschiedenen Bereichen mit den Schwerpunkten, die wir vor vier respektive vor acht Jahren definiert haben. Das ist bewusst so und bewirkt eben auch Kontinuität. Hinzu kommt, dass die Kompetenzen und Aufgabenfelder des Kantons weitgehend und immer mehr durch die Bundespolitik definiert und vorgegeben werden.
Wo knüpfen wir an die bisherigen Programme an? Der Kanton Bern soll als Wirtschaftsstandort noch stärker werden. Wir wollen unsere fortschrittliche Energiepolitik und unser gutes Bildungssystem weiterführen. Wir müssen der Umwelt weiterhin und noch verstärkt Sorge tragen. Um alle diese Ziele umsetzen zu können, muss der Finanzhaushalt im Lot sein. Trotz der Kontinuität will der Regierungsrat Akzente für die Zukunft setzen. Deshalb fokussiert die Regierung ihre Arbeit auf die folgenden drei Schwerpunkte. Erstens, Finanzen: Bern braucht einen soliden Rechnungsabschluss. Dies gibt uns etwas Spielraum um steuerlich attraktiv werden zu können. Eine entsprechende Steuerstrategie wird voraussichtlich in der zweiten Jahreshälfte dieses Jahres vorliegen. Sie wird die politischen Spannungsfelder berücksichtigen müssen, die sich aus den sich konkurrenzierenden

kantonalen Zielen ergeben: Schuldenabbau, angemessene kantonale Leistungen, Investitionen, konkurrenzfähige Löhne.
Zweitens, Raumentwicklung: Einen weiteren politischen Schwerpunkt bildet die Raumentwicklung. Hier sind wir nicht alleine betroffen. Die zunehmende Be- und Zersiedelung, und der damit verbundene Bodenverbrauch stellt auch Andere vor grosse Herausforderungen. Das gilt auch für die Gemeinden, denn sie verfügen über weitreichende Kompetenzen auf dem Gebiet der Raumordnung. Wir müssen stärker nach innen verdichten und das Terrain an gut erschlossenen Lagen konzentriert entwickeln. Der Regierungsrat wird dieses Dossier in enger Zusammenarbeit mit den Gemeinden vorantreiben.
Drittens, Investitionen und Innovationsförderung: Das ist ein weiterer Schwerpunkt unserer politischen Arbeit. Investitionen und Innovationen sind entscheidend für die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons. Dabei geht es nicht nur um Verkehr und Energie, sondern auch um unsere Zukunft als Bildungsstandort. Der Kanton spielt im Wirtschaftsbereich mit seinen Investitionen und seiner Innovationsförderung eine wichtige Rolle. Er ist eine treibende Kraft. Dies beispielsweise beim geplanten Berner Tiefbahnhof, beim Bau des Campus Biel, der Berner Fachhochschule oder beim neuen Nationalen Kompetenzzentrum für Translationale Medizin. Der Kanton Bern soll auch hier in Zukunft eine treibende Kraft sein. Die neun in den Richtlinien definierten Ziele unterstützen die übergeordnete Stossrichtung. Wir wollen die Ziele über konkrete Massnahmen erreichen.
Mit Blick auf die Planungserklärungen, auf die ich später eingehen werde, möchte ich nochmals Folgendes betonen: Die Richtlinien der Regierungspolitik müssen die richtige Flughöhe haben. Der Regierungsrat hat sie deshalb in der Form eines übergreifenden strategischen Papiers konzipiert. Sie sind unser Kompass, und sie dienen als roter Faden für unsere politische Arbeit. Richtlinien haben, wie es der Name auch sagt, deshalb eben auch gar keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Der Fokus liegt auf den übergeordneten Bereichen des staatlichen Handelns und Wirkens. Die Detailarbeit folgt dann im Rahmen des Gesetzgebungsprozesses gemeinsam mit dem Grossen Rat. Ich danke Ihnen, wenn Sie die Richtlinien der Regierungspolitik unterstützen.

Déclaration de planification de la CIRE (Messerli, Interlaken)
1. Le programme gouvernemental de la prochaine législature exposera dans un chapitre la vision du gouvernement de l'avenir ultérieur à la législature, compte tenu des enjeux démographiques.

Déclaration de planification de la CIRE (Messerli, Interlaken)
2. *Objectif 1 :* Pour renforcer les performances régionales et cantonales et la coopération entre la ville et la campagne, il faut développer une stratégie de la coopération régionale future dans le canton de Berne. Les compétences et domaines d'action des conférences régionales et les régions sans conférence régionale y seront traités en détail. Une solution doit être proposée d'ici à la fin de la législature. Les fusions de communes et les différentes formes de la coopération régionale doivent être traitées de manière plus précise dans la stratégie.

Déclaration de planification UDC (Augstburger / Rufener)
Objectif 1 : Pour renforcer les performances régionales et cantonales et la coopération entre la ville et la campagne, il faut développer une stratégie de la coopération régionale future dans le canton de Berne. Les perspectives de développement des différentes régions et de leurs centres y seront mises en évidence. Les compétences, les domaines d'action, la taille et la structure des conférences régionales et les régions sans conférence régionale y seront traités en détail. Une solution doit être proposée d'ici à la fin de la législature. Les fusions de communes et les différentes formes de la coopération régionale doivent être traitées de manière plus précise dans la stratégie.

Déclaration de planification de la CIRE (Messerli, Interlaken)
3. *Objectif 2 :* Le Conseil-exécutif est chargé de définir sa politique financière de manière à ménager une marge pour des mesures fiscales ciblées qui contribueront à renforcer à long terme le potentiel de ressources du canton. Cet objectif doit également s'exprimer dans la stratégie fiscale du canton et être coordonné avec la stratégie économique 2025.

Déclaration de planification UDC (Graber, La Neuveville)
Objectif 2, mesures : Les autorités cantonales s'attachent à améliorer les conditions générales de l'économie. Elles veillent en particulier à éviter toute inflation de prescriptions bureaucratiques pour ne pas freiner la créativité et l'initiative des acteurs de l'économie.

Déclaration de planification UDC (Graber, La Neuveville)
Objectif 3 : Les autorités cantonales veillent à garantir le flux de trafic[1].

Déclaration de planification Les Verts (Rüfenacht, Bienne)
Objectif 3 : Le Conseil-exécutif crée les conditions et prend les mesures nécessaires pour que la part du trafic lent (piétons et vélos) augmente nettement dans la répartition modale. Il planifiera et réalisera à cette fin d'importantes améliorations des infrastructures de trafic lent, notamment des voies pour les vélos et des installations de type bike-and-ride.

Déclaration de planification de la CIRE (Messerli, Interlaken)
4. *Objectif 4 :* Pour garantir la stabilité sociale, il faut une nouvelle stratégie de la santé qui définisse l'évolution future des soins et les étapes de la promotion de la santé et de la prévention.

Déclaration de planification UDC (Studer, Köniz)
Objectif 4 : La ligne rouge peut être franchie lorsque les coupes dans les prestations sont ordonnées à titre de sanction.

Déclaration de planification de la CIRE (Messerli, Interlaken)
5. *Objectif 8 :* Pour la révision et l'optimisation des structures et de l'organisation de la Police cantonale, les effectifs nécessaires de police en uniforme doivent être clarifiés et le cas échéant adaptés.

[1] NDR : Madame Graber veut en fait parler de « fluidité du trafic ». Elle le précisera en cours de débat.

La présidente. Je donne donc la parole au président de la Commission, qui justifie les cinq déclarations de la CIRE. Il m'a aussi annoncé qu'il aimerait tout de suite s'exprimer et donner l'opinion de cette Commission sur les quatre autres déclarations de planification. M. le président, c'est à vous. J'aimerais que les auteurs des différentes déclarations de planification, M. Augstburger, Mme Graber, les Verts et M. Studer, s'annoncent pour justifier leurs déclarations de planification. M. le président, c'est à vous.

Walter Messerli, Interlaken (UDC), président de la CIRE. Ich erwähne und betone – und ich möchte Ihnen das nochmals in den Kopf eingravieren –, was in Artikel 53 Absatz 4 und 5 des Grossratsgesetzes steht: «Die Planungserklärungen sind für den Regierungsrat politisch verbindlich. Erfüllt der Regierungsrat eine Planungserklärung nicht, hat er dies dem Grossen Rat gegenüber zu begründen. Der Regierungsrat informiert im Geschäftsbericht über den Stand der Umsetzung der Planungserklärungen.» So steht es im Gesetz. Das heisst aber automatisch auch, dass Planungserklärungen für den Regierungsrat verifizierbar und umsetzbar sein müssen. Diese beiden Begriffe möchte ich vor allem dann in Erinnerung rufen, wenn es darum geht, neue Planungserklärungen zu beurteilen, zu denen ich nachher Stellung nehmen werde. Ich äussere mich gemäss der Reihenfolge auf dem vorliegenden Papier, Version 2, und nehme zu allen neun Planungserklärungen Stellung.

Zur Planungserklärung 1 der SAK. Eine Legislaturperiode dauert freilich vier Jahre. Aber etliche Absichten und Planungen zielen ja über diese Zeitspanne hinaus und gelten selbstverständlich auch für weitere Jahre. Darum verlangt Artikel 2a Absatz 1 Buchstabe f des Organisationsgesetzes des Regierungsrats und der Verwaltung, dass der Regierungsrat über die Legislaturperiode hinaus Visionen entwickelt und sich Fragen dazu stellt, wo sich dieser Kanton über vier Jahre hinaus positioniert. Diese Visionen fehlen uns, weshalb wir die Planungserklärung 1 verfasst haben.

Zur Planungserklärung Ziffer 2 zu Ziel 1. Dazu liegen zwei Planungserklärungen vor, die praktisch identisch lauten. Aber in der Mitte der Planungserklärung Augstburger und Rufener steht noch etwas anderes. Ich werde Ihnen dies nicht vorbeten und die Differenzierungen erläutern. Die SAK hat heute Morgen beschlossen, ihre eigene Planungserklärung Ziffer 2 zu Ziel 1 zugunsten der Planungserklärung SVP, Augstburger und Rufener, zurückzuziehen. Das heisst also, die zweite Formulierung gilt. Sie betrifft die staatlichen Strukturen, namentlich die Problematiken der Regionalkonferenzen und der Gemeindezusammenschlüsse. Diese sind nach Auffassung der SAK vertieft zu analysieren und zu hinterfragen. Es ist nämlich unbefriedigend und stossend, dass es nach wie vor Regionen ohne Regionalkonferenzen gibt. Für Thun-Oberland-West und Oberaargau sowie für Biel/Bienne-Seeland ist dies ungelöst. Zudem haben bestehende Regionalkonferenzen ein Majorisierungs- und Legitimationsproblem, vor allem bezüglich ihrer Grösse. Bevor der Kanton ihnen mehr Aufgaben zuweist, sind nach unserer Auffassung die Strukturen der Regionalkonferenzen zu hinterfragen und dringend einer Lösung zuzuführen. Die SAK verband die Planungserklärung sogar mit einer Dringlichkeit und legte einen Zeithorizont fest. Gerade weil die Regionalkonferenzen nicht so funktionieren, wie wir das alle gehofft hatten, sind nach Ansicht der Kommission aber auch Gemeindezusammenschlüsse und Zusammenarbeitsmodelle mit geeigneten Mitteln und Rahmenbedingungen zu fördern und zu unterstützen. Mit Zusammenarbeitsmodellen meint die SAK aber auch die Zusammenarbeit vor allem bei den Bauverwaltungen in den Gemeinden, den Finanzverwaltungen und den Verwaltungen generell. Wir wissen alle, dass dort gewisse Königreiche bestehen, die man nun einmal aufbrechen muss. Aber gewisse Leute, welche diese Königreiche leiten und beherrschen, haben dann eben Mühe mit Zusammenarbeitsmodellen mit anderen Gemeinden.

Die Planungserklärung Ziffer 3 behandelt die wirtschaftspolitische Frage. Die SAK hinterfragt das Ressourcenpotenzial des Kantons. Der Kanton ist ressourcenschwach, das wissen wir. Er weist ein niedriges, unterdurchschnittliches Ressourcenpotenzial auf und steht an fünfter Stelle aller Kantone nach den Kantonen Glarus, Wallis, Jura und Uri. Er hängt am Tropf der ressourcenstarken Kantone. Das ist nichts Neues. Bern erhält ja über eine Million Franken aus dem Lastenausgleich. Die SAK hat die Ressourcenschwäche analysiert, und das Ressourcenpotenzial besteht vor allem aus dem steuerbaren Einkommen, dem Vermögen der Einwohner und dem steuerbaren Gewinn von Unternehmungen. Hauptgründe dieser Ressourcenschwäche ortet die SAK in der Verwaltungslastigkeit des Kantons und in der positiven Pendlerbilanz. Das ist ebenfalls nichts Neues, und wir haben es nicht erfunden. Vielmehr haben wir es hier in diesem Saal auch bereits vom stellvertretenden Generalsekretär der Finanzdirektion gehört. Die positive Pendlerbilanz, das heisst, dass mehr Leute in den Kanton Bern pendeln als hinaus, wird mit dem bevorstehenden 15-Minuten-Takt zwischen Zürich und Bern noch zunehmen. Wir wissen, dass auch Züge aus dem Wallis und von Freiburg kommen, voll mit Leuten, die hier arbeiten und dort Steuern bezahlen. Der Regierungsrat prognostiziert selber eine Verkehrsleistungszunahme in den nächsten 15 Jahren, eine Steigerung um 50 Prozent. Gemäss dem von der Kommission befragten Experten sei das Hauptproblem des Kantons kein Stadt-Land-Graben, sondern eine Wachstumsskepsis. Die Agglomeration Bern weise schweizweit das grösste Missverhältnis zwischen Arbeitsplatz- und Bevölkerungswachstum auf. Es entstünden also mehr Arbeitsplätze, als die Bevölkerung wachse. Das Pendlerwesen verursache hohe Verkehrsbelastungen und empfindliche Steuerausfälle. Das ist ja jedem klar. In diesem Zusammenhang ist die Siedlungs- und Verkehrspolitik zu hinterfragen und eine Steuerstrategie zu entwickeln, die geeignet ist, das Ressourcenpotenzial des Kantons zu stärken. Das haben wir unten auf dem Papier unter Ziffer 2 zum Ziel 2 so zu formulieren versucht.

Ich komme zur zweiten Seite des Papiers. Hier mache ich es kürzer. Zur Planungserklärung der SVP, Graber. Ich erinnere nochmals daran: Planungserklärungen müssen verifizierbar und umsetzbar sein. Wir haben diese Planungserklärungen heute Morgen diskutiert, aber natürlich nicht à fond, wie sie es eigentlich verdient hätten. Wir halten Folgendes fest: Die Kommission hat der Planungserklärung SVP, Graber, La Neuveville, mit 8 Ja-Stimmen, 6 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen zugestimmt. Bei der zweiten Planungserklärung der SVP, Graber, La Neuveville, haben wir eben ein Verifizierungs- und Umsetzungsproblem. Diese

haben wir mit 2 Ja-Stimmen, 12 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen abgelehnt. Der Planungserklärung Grüne, Rüfenacht, zu Ziel 3 haben wir mit 11 Ja-Stimmen ohne Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen zugestimmt. Dann zum Ziel 4, zu dem wieder eine Planungserklärung der SAK vorliegt. Sie fliesst aus der Stellungnahme der GSoK heraus. Die Gesundheitsstrategie hatte man schon vor vier Jahren gefordert. Sie wurde auch in Aussicht gestellt, aber der Regierungsrat hat dies nicht durchgeführt; angeblich mangels Ressourcen. Die Gesundheitsstrategie hat die künftige Gesundheitsversorgung und die Schritte zur Gesundheitsförderung und der Gesundheitsprävention zu definieren. Es ist zu erwarten, dass in der Strategie auch die Schnittstelle zwischen Gesundheit und Wirtschaft sowie die gesundheitspolitische Bedeutung des Kantons dargestellt wird. Deshalb die Planungserklärung zu Ziffer 4.
Zur Planungserklärung SVP, Studer, bezüglich der roten Linien. Diese haben wir mit 11 Nein-Stimmen, 5 Ja-Stimmen ohne Enthaltungen abgelehnt. Und schliesslich noch zur letzten Planungserklärung der SAK. Sie betrifft die Sicherheitsproblematik des Kantons. Der Bericht Lobenar (Lohnunterschiede, Bestandserhöhung, Nachtarbeit, Richtpositionsüberprüfung) aus dem Jahr 2009 ist betreffend die Bestandserhöhung immer noch gültig. Der Kommission ist auch bekannt, dass die Revision des Polizeigesetzes ansteht und im Rahmen dieses Gesetzes die organisatorischen Strukturen überprüft und optimiert werden. Wer heute bei dem Anlass unten in der Rathaushalle dabei war, hat festgestellt, dass genau dieses Problem in der Regelung des Polizeigesetzes ansteht. Das wussten wir zuvor natürlich noch nicht so detailliert. Die Planungserklärung Ziffer 5 der SAK will daher den Regierungsrat dazu anhalten, den Bestand der uniformierten Polizei anzustossen und zu überprüfen, wie dies im Rahmen des Polizeigesetzes ja auch vorgesehen ist, wie wir heute vernommen haben. Damit habe ich alle Planungserklärungen kurz behandelt, und ich nehme an, dass sich die eine oder andere Fraktion vielleicht kürzer fassen kann, weil sie bereits zu den Planungserklärungen Stellung genommen hat. Aber ich will Ihnen natürlich nicht das Wort abschneiden.

La présidente. Nous passons donc aux auteurs des déclarations de planification. D'abord M. Augstburger pour l'UDC puis nous passerons à Mme Graber. M. Augstburger, vous pouvez justifier votre déclaration de planification, c'est à vous.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Zur Planungserklärung zu Ziel 1, nachhaltige Raumentwicklung fördern, hat der Kommissionspräsident der SAK bereits einiges gesagt. Ich kann mich dazu also kurz fassen. Grundsätzlich beinhalten die Regierungsrichtlinien alle Aussagen zu den Gemeindefusionen, wie sie im Moment gesetzlich möglich sind. Auch die Aussage, dass man auf freiwillige Gemeindefusionen setzt, entspricht diesen Grundlagen und ist zu begrüssen. Die künftige Organisation im Kanton erscheint aber auch der SVP, wie auch der SAK, als zu wichtig, als dass man hierim Rahmen der Regierungsrichtlinien keinen Hinweis, verbunden mit einem Auftrag, machen wollte. Dies insbesondere zu den Regionalkonferenzen, aber auch weitere verschiedene Zusammenarbeitsformen sind zu prüfen, wie dies in den verschiedenen Planungserklärungen der SAK ja bereits enthalten ist. Die SVP unterstützt, wie bereits erwähnt, die ursprünglichen Planungserklärungen der SAK. In diesem Ziel hatte sie aber noch in zwei Punkten Ergänzungen, die sie etwas präziser formuliert haben möchte. Erstens sollen zum Thema Stadt-Land die Entwicklungschancen in den einzelnen Regionen und ihren Zentren aufgezeigt werden. Darin sollen auch Grenzen und Schnittstellen zu den anderen Kantonen enthalten sein, wo dies die Regionen betrifft. Zweitens ist bei den Regionalkonferenzen zu prüfen, ob deren Grösse und Struktur den Bedürfnissen der Bevölkerung entsprechen und im Einklang mit einer effizienten Verwaltungsführung stehen. In diesem Punkt liegt der Fokus vor allem auf der Regionalkonferenz Bern-Mittelland. Diese wurde schon im Jahr 2010 durch eine Motion Müller thematisiert. Die Regierung wies damals in der Antwort auf diese Motion bereits bei der Entstehung der Regionalkonferenzen darauf hin, dass auch sie die Regionalkonferenz Bern-Mittelland in dieser Grösse als problematisch erachte. Die Motion wurde damals durch den Grossen Rat zur Überprüfung als Postulat überwiesen. Es wäre also nichts als konsequent, wenn die Regionalkonferenz Bern-Mittelland, die mehrfach als Grossregionalkonferenz tituliert wurde, nach ein paar Jahren Erfahrung nochmals einer Strukturüberprüfung unterzogen würde. Ich bitte Sie, dieser Planungserklärung, die in weitesten Teilen derjenigen der SAK entspricht, zuzustimmen. *(La présidente agite sa cloche.)* Wie Sie vorhin vom Präsidenten der SAK gehört haben, hat unsere Planungserklärung nun ja diejenige der SAK ersetzt.

La présidente. M. le président de la Commission M. Messerli a encore une correction à faire. Monsieur, c'est à vous.

Walter Messerli, Interlaken (UDC), président de la CIRE. Wie Sie sehen, sind die Mitglieder der SAK aufmerksam. Ich habe auch nichts anderes erwartet. Ich habe bei den Planungserklärungen, die auf der zweiten Seite aufgeführt sind, nicht alle Abstimmungsresultate richtig wiedergegeben. Für den Fall, dass Sie das gerne aufschreiben möchten, wiederhole ich die Resultate. Bitte sagen Sie sofort, wenn etwas nicht stimmt. Erste Planungserklärung der SVP, Graber, La Neuveville: 6 Ja-Stimmen, 8 Nein-Stimmen, 2 Enthaltungen. Zweite Planungserklärung SVP, Graber, La Neuveville: 2 Ja-Stimmen, 12 Nein-Stimmen, 2 Enthaltungen. Planungserklärung Grüne, Rüfenacht: 0 Ja-Stimmen, 11 Nein-Stimmen, 5 Enthaltungen. Und schliesslich die Planungserklärung SVP, Studer: 5 Ja-Stimmen, 11 Nein-Stimmen, 0 Enthaltungen.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Je souhaite que soit acceptée sous forme de déclaration de planification la volonté politique de mon parti que le Conseil-exécutif retienne parmi ses objectifs pour la législature 2015–2018 la nécessité d'améliorer les conditions générales de l'économie. Nous souhaitons en particulier que les autorités cantonales veillent à éviter toute inflation de prescriptions bureaucratiques, pour ne pas freiner la créativité et l'initiative des acteurs de l'économie. Qu'on le veuille ou non, qu'on le déplore ou non, le pouvoir d'achat de notre population, la qualité de vie des habitants de notre canton, mais aussi

l'équilibre des finances publiques et la solidité de l'Etat dépendent dans une très large mesure de la santé de notre économie, de sa compétitivité, de la multiplication de ses initiatives, de sa capacité à produire des biens et des services de qualité, et de ses possibilités de distribuer des revenus suffisants aux travailleurs qui la font vivre, et à ses pourvoyeurs de capitaux. Les performances de l'économie sont fortement tributaires des conditions-cadres qui prévalent dans les pays ou les régions dans lesquelles elles déploient ces activités. Parmi celles-ci figure évidemment la qualité du système de formation, la qualité des infrastructures, la sécurité juridique, le respect des contrats, la stabilité politique, mais aussi, et dans une large mesure, l'absence de contraintes bureaucratiques et administratives excessives. Une étude de l'USAM, parue en mai 2010, intitulée «La mesure des coûts de la réglementation pour les PME suisses» estime ainsi le coût des charges bureaucratiques à quelque cinquante milliards de francs. Soit près de dix pour cent du PIB de l'époque. Personne ne saurait nier que les contraintes législatives, bureaucratiques et administratives qui pèsent sur les entreprises ne cessent de croître. C'est une tendance regrettable qu'il convient d'endiguer. Ce sont ces réalités, le souci de préserver la santé de notre économie cantonale et le niveau de vie de notre population qui m'ont incitée à déposer au nom de notre groupe la déclaration de planification dont nous débattons. Je souhaite ajouter encore qu'avec l'abandon de la défense du cours plancher franc suisse - euro par la BNS, notre économie va au-devant de temps difficiles et nous devons dégager un maximum de marges de manœuvre, et cela passera aussi par un combat contre l'inflation législative, bureaucratique et administrative qui étouffe l'économie. *(L'oratrice s'interrompt pour demander à la présidente si elle doit aussi développer sa deuxième déclaration de planification.)*

La présidente. Oui, vous pouvez continuer pour votre deuxième déclaration de planification.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Je souhaite que soit acceptée sous forme de déclaration de planification la volonté politique de mon parti que le Conseil-exécutif retienne la nécessité de garantir la fluidité du trafic parmi ses objectifs pour la législature 2015-2018. Au-delà de cette requête formelle, j'exprime ici la demande politique que les décisions politiques de notre gouvernement intègrent aussi cet impératif dans ses actions politiques et dans ses décisions. Comprenez-moi bien, il ne s'agit pas ici d'opposer le trafic privé aux transports publics. Notre population, pour sa qualité de vie, et nos entreprises, pour leur compétitivité, ont besoin aussi bien de transports en commun bien organisés et performants que d'infrastructures qui permettent une bonne fluidité du trafic. N'oublions pas non plus que notre branche touristique va fortement souffrir de l'appréciation du franc suisse sur le marché des changes. Si en plus, l'accès à nos remarquables stations touristiques continue à être fortement entravé pour les personnes qui s'y rendent en voiture, la demande pour les prestations touristiques de notre canton s'amenuisera encore davantage. Or, force est de constater que ces dernières années, les transports en commun ont connu un meilleur développement et une plus grande attention des pouvoirs publics. Le moment nous semble venu de procéder à un rééquilibrage entre ces deux modes de transports. Un rééquilibrage dont nous ne voulons en aucun cas qu'il conduise à une réduction de l'offre en transports communs. Cela nous semble d'autant plus nécessaire que nos routes sont de plus en plus engorgées. Les embouteillages sur nos routes et nos autoroutes ne cessent de s'amplifier. Dans une interpellation que j'ai déposée au printemps 2014, je mentionnais déjà une étude du Crédit suisse qui classait les agglomérations de Berne, de Berthoud et de Bienne aux quatrième, onzième et douzième rangs des endroits les plus embouteillés de Suisse. Chacun sait aussi qu'il est presque impossible, par exemple, entre 16h30 et 19 heures, aussi bien durant les jours ouvrables que durant les week-ends, d'emprunter l'autoroute Berne-Zurich sans se retrouver dans des bouchons. Ce sont toutes ces réalités fâcheuses et préjudiciables à notre population et à notre économie qui m'ont incitée à déposer cette déclaration de planification au nom de notre groupe.
Maintenant, juste deux mots par rapport aux propos du président de la Commission CIRE Walter Messerli concernant ma proposition de groupe, à propos de la fluidité du trafic. Il considère qu'il s'agit ici d'un objectif général qui n'est pas assez mesurable, mais une déclaration de planification ne doit-elle pas avoir la même nature que les lignes directrices qu'elle complète? C'est-à-dire, fixer des priorités et des objectifs généraux? Barbara Egger-Jenzer a dit tout à l'heure que les lignes directrices de la politique gouvernementale devaient se limiter à l'essentiel et que l'on renonçait à mentionner des indicateurs et des objectifs mesurables. En outre, je ne vois pas en quoi cette proposition est plus générale que d'autres contenues dans les lignes directrices qui concernent par exemple les ressources naturelles ou les modes de coopération régionale. Je vous prie d'accepter cette déclaration de planification.

La présidente. Pour la déclaration de planification des Verts, Mme Rüfenacht.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Zuerst eine Vorbemerkung: Es ist sehr schade, die erste Variante der Planungserklärung seitens der SAK hat mir viel besser gefallen. In unserer Planungserklärung fordern wir, dass der Regierungsrat in dieser Legislatur die Voraussetzungen schaffen und die nötigen Massnahmen ergreifen soll, um eine deutliche Verschiebung des Modal Split (Verteilung des Transportaufkommens auf verschiedene Verkehrsmittel) zugunsten des Fuss- und Veloverkehrs zu erreichen. Weder in Ziel 1, nachhaltige Raumentwicklung fördern, noch im Ziel 3, Infrastruktur trotz schwieriger Finanzlage optimieren, steht eine Massnahmen zur Förderung des Langsamverkehrs. Gestreift, aber nicht namentlich erwähnt wird dieser knapp bei der Massnahme Umsetzung und Aktualisierung der Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepte sowie der Agglomerationsprogramme Verkehr und Siedlung. Dabei sollte heute eine moderne Verkehrspolitik darauf zielen, den Langsamverkehr wo überall möglich zu fördern. Die Verkehrswege sollten auf Fuss- und Veloverkehr ausgerichtet und wo nötig durch den öffentlichen Verkehr ergänzt werden. Über 40 Prozent der Wege betragen heute weniger als 5 Kilometer. Diese kurzen Wege sollen in Zukunft grossmehrheitlich mit dem Fahrrad oder bei kleineren Strecken

zu Fuss erfolgen. Dafür braucht es eine konsequente Förderung der Infrastruktur für den Langsamverkehr. Die Vorteile kennt ihr wahrscheinlich alle, ich nenne nur einige davon: Die Infrastruktur für Langsamverkehr ist unvergleichbar günstiger als der MIV oder der ÖV. Die Bewegung fördert die Gesundheit und lässt die Gesundheitskosten senken. Langsamverkehr führt zu mehr individueller Freiheit. Langsamverkehr ist nicht abhängig von Energieimporten, und Langsamverkehr führt zu keiner Umweltbelastung. Es gibt nur Vorteile, wenn eine Gesellschaft den Langsamverkehr zu Lasten des ÖV und des MIV mehr nutzt. Der Kanton Bern soll mit einer konsequenten Förderung dazu beitragen. Dieses Ziel erachten die Grünen als elementar, daher gehört es in die Regierungsrichtlinien. Das fordern wir mit unserer Planungserklärung. Ich bitte euch, unsere vernünftige Forderung zu unterstützen.

La présidente. Nous passons donc à la déclaration de planification de l'UDC, M. Studer. Après, il y a les groupes. J'aimerais bien que les groupes s'annoncent pour s'exprimer sur toutes les déclarations de planification. M. Studer, c'est à vous.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Als Exekutivmitglied ist mir bewusst, was Legislaturrichtlinien sind. Das muss man mir nicht sagen. Ich habe die Möglichkeit, diese zur Kenntnis zu nehmen. Ich habe aber auch die Möglichkeit, sie nicht zur Kenntnis nehmen zu wollen. Und wenn ich sie nicht zur Kenntnis nehmen will, wo sonst wenn nicht hier, wo ich eine Planungserklärung einbringen kann, habe ich die Möglichkeit, noch etwas dazu zu sagen. Im Lead zu Ziel 4 heisst es, in der Gesundheits-, Bildungs- und Sozialpolitik definiere der Regierungsrat rote Linien, die nicht unterschritten werden dürften. Liebe Frau Regierungspräsidentin, ich habe Ihnen vorhin gut zugehört. Sie sagten, das seien Leitlinien. Das hier ist aber eine ganz klare Aussage und hat mit einer Leitline eigentlich nichts mehr zu tun. Ich habe Ihnen noch weiter zugehört, Frau Regierungspräsidentin, und Sie sagten zudem: Ich bitte Sie, liebe Ratsleute, uns zu unterstützen. Also, eine Unterstützung heisst, das zu machen, was Sie wollen. Es bedeutet nicht, uns nur auf unsere Vorstösse und parlamentarischen Instrumente zu verweisen. Eigentlich – und das ist verständlich, das kann ich als Exekutivmitglied auch nachvollziehen – wollen Sie uns hier sagen, woher der Wind wehen soll in den nächsten vier Jahren. Ich muss Ihnen sagen, mir ist das tatsächlich zu eng. Es ist mir zu eng, wenn Sie sagen, die roten Linien dürften nicht unterschritten werden. Wir werden in der Sozialhilfe demnächst konsolidieren. Wir werden die Sozialhilfegesetzesrevision vornehmen, und dort muss es absolut möglich sein, dass man auch unter die roten Linien schaut. Aber ich habe jetzt gut zugehört, und ich hörte auch, was die SAK sagte. Und ich habe eben auch der Frau Regierungspräsidentin zugehört und mir das auch aufgeschrieben. Es macht daher keinen Sinn, hier nun einfach «ds bööggele». Ich kann auch gut ohne diesen Planungsbeschluss leben. Ich werde in Zukunft meine politischen Instrumente nutzen und ziehe meine Planungserklärung zurück.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Ich mache es kurz. Die FDP nimmt alle Planungserklärungen der SAK an, auch jene, die nun in die Planungserklärung SVP, Augstburger und Rufener, gewandelt wurde. Die einzige der neuen Planungserklärungen, die wir annehmen, ist jene der SVP von Frau Graber, in der es um den administrativen Aufwand geht. Die Regierungspräsidentin hat richtigerweise darauf hingewiesen, dass diese Planungserklärung für Leitlinien die falsche Flughöhe haben könnte. Aber da dies halt auch ein sehr wichtiges Anliegen im Parteiprogramm der FDP ist, machen wir eine Ausnahme und stimmen dieser Planungserklärung zu.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Noch kurz etwas zum Thema Visionen. Ich habe beinahe selber schon Visionen. Ich bin froh, konnte man das nun ein wenig heruntertempieren. Ich habe nämlich nachgesehen, welche Visionen andere Parteien haben. Bei der FDP habe ich gesehen, dass die letzte Vision irgendein Arbeitspapier von 2011 ist. Bei der SVP heisst es, man wolle sich für «die schweizerischen Traditionen und den Erhalt der bernischen Vielfalt» engagieren. Ob das visionär ist, weiss ich nicht, deshalb bin ich wirklich froh, haben wir nun wieder den Boden gefunden. Ich komme zu den Planungserklärungen der SAK. Wir unterstützen diese mit einer Ausnahme, auf die ich noch zu sprechen kommen werde. Wir unterstützen auch die Planungserklärung SVP, Augstburger und Rufener, die jene der SAK ersetzt. Die Planungserklärung 3 der SAK zu Ziel 2, die ganze Steuergeschichte, unterstützen wir nicht. Wir sind der Meinung, dass die ganze Wirtschaftsstandortförderung in diesem Papier bereits gut enthalten ist. Es ist ja auch so, dass die steuerstrategische Positionierung bereits Teil der Wirtschaftsstrategie ist. Ich erwarte daher eigentlich schon länger etwas Gescheites dazu aus der zuständigen Finanzdirektion. Ich weiss nicht, was dort gemacht wird. Aber auch dort ist eigentlich alles aufgegleist. Wir müssen jetzt arbeiten und nicht noch Planungserklärungen beantworten. Bezüglich der gesunden Finanzen haben wir, wie ich glaube, keine Differenzen. Es sei denn, Sie verstehen unter dieser Planungserklärung Steuersenkungen. Das haben wir hier schon oft diskutiert. Deshalb lehnen wir die Planungserklärung Ziffer 3 zu Ziel 2 ab. Die Planungserklärung SVP, Graber, La Neuveville, zu Ziel 2 lehnen wir ebenfalls ab. Ich bin froh, wurde die Planungserklärung SVP, Studer, zurückgezogen. Zu den beiden, die nun noch übrig sind, von Frau Graber und von Frau Rüfenacht, wird nachher eine Einzelsprecherin von uns noch kurz unsere Position und die Argumente erläutern. Damit habe ich geschlossen.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Zu den Planungserklärungen der SAK. Ich habe das schon im vorangegangenen Votum gesagt: Wir haben die Visionen über die Legislatur hinaus eigentlich verpasst. Deshalb können wir diese Planungserklärung auch unterstützen. Insbesondere der Einbezug der demografischen Entwicklung erscheint uns sehr wichtig. Zur Planungserklärung 2 der SAK. Dort legen wir klar Wert darauf, dass zwischen Stadt und Land ein gutes Verhältnis besteht und man die Strukturen verbessern und lebensfähig machen kann. Damit soll man in den Regionalkonferenzen und in der Zusammenarbeit in den Gemeinden – in welcher Form dies auch immer geschieht – einige Schritte weiterkommen. Wir unterstützen diese Planungserklärung grossmehrheitlich. Zur Planungs-

erklärung 3. Wie gesagt, sind die Ressourcenpotenziale sehr wichtig. Wir müssen mit allen Mitteln versuchen, diese zu stärken. Eines davon ist sicher die vorgesehene Steuerstrategie. Diese ist vorgesehen und, wie wir gehört haben, bereits aufgegleist. Wie ich vorhin sagte, darf dies aber nicht dazu führen, dass man einfach blinde Steuersenkungen macht. Vielmehr sollen die frei werdenden Mittel wirklich gezielt in Strukturverbesserungen, in die soziale Sicherheit, in die Gesundheitsversorgung und in die Bildung investiert sowie zugunsten des Personals eingesetzt werden. So können wir Strukturen verbessern und bekommen schlussendlich auch wieder etwas zurück. Diese Planungserklärung wird von uns mehrheitlich unterstützt. Die Planungserklärung 4 der SAK zur Gesundheitsstrategie, unterstützen wir ebenfalls vorbehaltlos. Gegenüber der Planungserklärung 5, zum Thema Polizeietat überprüfen, gibt es gewisse Bedenken. Wir sind der Meinung, das habe vielleicht nicht erste Priorität. Deshalb werden sich die Grünen dort mehrheitlich der Stimme enthalten.
Zu den Planungserklärungen der SVP, Graber, La Neuveville: Diese lehnen wir alle konsequent ab. Die Planungserklärung SVP, Studer, wurde ja zurückgezogen. Und in die Planungserklärung SVP, Augstburger und Rufener, ist ja nun die entsprechende Planungserklärung der SAK eingeflossen. Mit dieser Formulierung sind wir zwar nun nicht mehr hundertprozentig einverstanden, aber auch diese werden wir grossmehrheitlich unterstützen. Was wir Ihnen sicher nochmals ganz klar empfehlen möchten, ist die Unterstützung der Planungserklärung der Grünen von Frau Rüfenacht. Ich habe das vorhin auch schon gesagt. Die Entwicklung im Bereich Mobilität wird in den nächsten Jahren sehr stark sein. Eine Zunahme von über 50 Prozent ist prognostiziert. Was gibt es da Besseres, als zu versuchen, einen möglichst einfachen, sanften Verkehr zu haben? Mit der Förderung des Fuss- und Veloverkehrs haben wir dort sicher Möglichkeiten, Mobilität zu garantieren, aber ohne riesige Investitionen. Auch umweltmässig werden wir mit dieser Planungserklärung, mit solchen Konzepten, sicher besser fahren. Auch das dient dazu, die Strukturen zu verbessern. Ich bitte Sie also, dieser Planungserklärung zuzustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Die glp-Fraktion nimmt sämtliche Planungserklärungen der SAK an. Dies gilt auch für die Planungserklärung SVP, Augstburger und Rufener, welche diejenige der SAK ersetzt hat. Zur dritten Planungserklärung zu Ziel 2. Michael, du hast vorhin gesagt, man sollte nicht damit Zeit verlieren, diese zu beantworten. Meines Wissens muss man Planungserklärungen nicht beantworten. Damit verliert man also auch keine Zeit, deshalb können wir auch diese Planungserklärung sehr gut annehmen. Wie die SAK lehnen wir die Planungserklärungen SVP, Graber, La Neuveville, ab. Eine grosse Mehrheit der SAK hat ja auch die zweite Planungserklärung von Frau Graber, bei der es um den Verkehrsfluss geht, abgelehnt. Das tun wir ebenfalls. Die Planungserklärung der Grünen, Rüfenacht, könnten wir an und für sich befürworten, nur finden wir, es sei hier der falsche Ort, wenn man dieses Anliegen hier in die Richtlinien einbringen will. Bringen Sie eine Motion, dann sind wir wieder mit dabei, wobei es vielleicht dennoch ein paar Stimmen aus der glp für diese Planungserklärung geben wird. Die letzte Planungserklärung wurde zurückgezogen, und wie ich bereits sagte, stimmen wir allen Planungserklärung der SAK zu.

La présidente. Y-a-t-il encore des groupes qui veulent s'annoncer? – Si c'est le cas, annoncez-vous, Mme Graber a la parole pour l'UDC.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Au nom du groupe UDC, je vous donne la prise de position de notre groupe au sujet des déclarations de planification telles qu'elles figurent dans le document version 2, après le retrait de la proposition Studer. Nous approuvons toutes les déclarations de planification élaborées et décidées par la CIRE. Toutes ces propositions portent le sceau du bon sens et d'une souhaitable réalisation. Pour ce qui est de mes propres déclarations de planification sur la nécessité de réduire l'inflation bureaucratique et sur la fluidité du trafic, je me suis déjà exprimée à leur sujet. Notre groupe refusera la déclaration de planification déposée au nom du groupe des Verts par notre collègue Rüfenacht. Nous estimons que notre canton a déjà fait beaucoup dans ce domaine et que de trop nombreux pas supplémentaires en la matière ne pourraient qu'engorger encore davantage le trafic dans nos agglomérations et conduire à davantage d'accidents de la circulation. De surcroît, elle risque d'entraîner des coûts considérables pour un résultat mitigé.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Ich kann es kurz machen. Die EVP-Fraktion unterstützt alle Planungserklärungen der SAK und auch die zweite Planungserklärung in der Version Augstburger und Rufener. Einzig die Planungserklärung 3 der SAK gab in unserer Fraktion einiges zu reden. Wenn sich der Kanton Bern im gesamtschweizerischen Vergleich überdurchschnittlich entwickeln und attraktiver werden will, braucht es unter anderem gezielte steuerliche Massnahmen. So weit, so gut, aber vielleicht auch im Unterschied zur Ratsmehrheit verstehen wir von der EVP unter gezielten steuerlichen Massnahmen nicht zwangsläufig nur Steuersenkungen; schon gar nicht, wenn diese auf Kosten einer Neuverschuldung und zu Lasten der nächsten Generation gehen. Es kann sein, dass in einzelnen Bereichen sogar Steuererhöhungen nötig sind, um dafür in einem anderen Bereich Entlastungen realisieren zu können. Ein gutes Beispiel sind die geplanten tieferen Fahrkostenabzüge. Damit soll nicht nur mehr Geld in die Staatskasse fliessen, sondern es sollen zugleich Anreize geschaffen werden, um Wohn- und Arbeitsort wieder näher zueinander zu führen. Die teure, staatlich subventionierte Mobilität soll begrenzt und die Kosten für die Aufwendungen der Verkehrsinfrastruktur sollen verringert werden. Die Leute sollen vermehrt im Kanton Bern wohnen und arbeiten. Das stärkt das Ressourcenpotenzial des Kantons. In diesem Sinne und in dieser Leseart unterstützt die EVP-Fraktion die Planungserklärung 3 mehrheitlich. Was die übrigen Planungserklärungen anbelangt, so lehnen wir diese alle ab. Die Planungserklärungen SVP, Graber, und jene der Grünen lehnen wir ab, weil wir das Gefühl haben, sie passten nicht in diese Richtlinien oder hätten ganz einfach die Flughöhe verfehlt.

Samantha Dunning, Bienne (PS). Je suis d'avis qu'il faut refuser la déclaration de planification de Mme Graber qui

concerne le troisième objectif, c'est-à-dire de garantir le flux de trafic, car je considère que ce n'est pas ici le bon endroit pour discuter de cela. D'ailleurs, le groupe PS-JS-PSA est du même avis. Rappelons-le, nous sommes là à un niveau stratégique de la politique gouvernementale. De plus, si l'on accepte cette proposition, cela risquerait d'impliquer des frais faramineux. Wer zahlt das? Et encore, comment le gouvernement est-il sensé agir afin de garantir qu'il n'y ait plus aucun bouchon sur les routes du canton de Berne à tout moment de la journée? Nous sommes aussi de cet avis en ce qui concerne la déclaration de planification de Mme Rüfenacht. Cependant, puisque le développement du trafic lent est également un objectif de notre parti, la majorité du groupe PS-JS-PSA, dont moi-même, ne refusera pas cette déclaration, mais s'abstiendra.

La présidente. M. Schlup s'est encore annoncé, y-a-t-il encore quelqu'un qui aimerait venir s'exprimer à titre personnel? – Sinon, je clos la liste.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Es wurde schon ein paar Mal gesagt: Richtlinien zeigen eigentlich den Weg in die Zukunft auf und worauf das Schwergewicht gelegt werden soll. Nun ist natürlich das Schwergewicht, was wichtig ist und was nicht, ein dehnbarer Begriff. Aber ein Bereich, der 190 000 Hektaren oder einen Drittel unserer Fläche bewirtschaftet oder betreut, der mit den vor- und nachgelagerten Betrieben gegen 100 000 konjunkturunabhängige Arbeitsplätzen sichert, der der grösste Nahrungsmittelproduzent und Gemüsegarten der Schweiz ist und auch die sinnvolle Nutzung und den Erhalt der natürlichen Ressourcen sichert – ist das denn kein Schwergewicht? Da erstaunt es mich schon etwas, dass zwar zum Beispiel die Biodiversität, die Landschaftspflege oder Rad- und Fusswege **–** die sicher auch wichtig sind **–** in den Richtlinien enthalten sind, während aber von der Landwirtschaft eigentlich nichts darin geschrieben wird. Zudem betreut oder erhält die Landwirtschaft eigentlich auch sehr wichtige Traditionen und Kultur. Ich erwähne hier als Beispiele nur das Schwingen, die Trachten, das Hornussen und das Vereinsleben, die doch für die Berner Bevölkerung sehr wichtige Themen sind. Zudem fördert sie die dezentrale Besiedelung und den ländlichen Raum. Das ist in unserem Kanton auch sehr wichtig. Dadurch ist sie natürlich auch ein ganz wichtiger Partner für einen anderen wichtigen Bereich, der hier auch sehr wenig erwähnt worden ist; nämlich den Tourismus. Daher bin ich schon etwas enttäuscht von diesem Bericht. Ich wollte zwar keine Planungserklärung machen, aber dies zumindest kund tun. Ich muss fast ein wenig davon ausgehen oder mich fragen, ob der Regierungsrat den Kanton Bern wohl gut genug kennt, wenn er diese in meinen Augen wichtigen Sachen ein wenig vergessen hat.

La présidente. Encore M. Rüegsegger et la liste est close. – Excusez-,moi, je vous interrompu, vous pouvez annoncer encore une fois M. Rüegsegger? C'est à vous.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (UDC). Erfreulicherweise wird der Kanton Bern als grösster Agrarkanton bereits in der Ausgangslage der Regierungsrichtlinien erwähnt. Mir ist bewusst, dass wir als landwirtschaftliche Bevölkerung im Kanton noch 5 Prozent ausmachen. Aber nicht nur produzieren 11 500 Bauernfamilien nach ökologischem Leistungsnachweis und fördern die Biodiversität, sondern sie produzieren auch unter schonender Nutzung von Pflanzen und Tieren, Boden und Natur hochwertige Lebensmittel für uns alle. Dazu gehören auch die vor- und nachgelagerten Betriebe; Verarbeiter von Fleisch, Milch, Getreide und Gemüse im Kanton Bern, sprich: Industrie, Gewerbe und KMU. Ebenfalls dazu gehören würde die Eigentumsgarantie im Bereich Raumplanung, die ebenfalls nicht explizit erwähnt ist. Alle diese Punkte fehlen in diesen Regierungsrichtlinien und gehören doch eigentlich zu den Stärken unseres Kantons Bern. Man kann nun sagen, diese Punkte seien alle in der Wirtschaftsstrategie 2025 abgebildet. Da fehlt mir etwas der Glaube, wenn man sieht, wie diese Richtlinien bzw. die Strategie zustande gekommen ist und wer sie dann wird umsetzen dürfen oder müssen. Für mich als Präsident des Berner Bauernverbands Lobag gibt es für uns nur eines: Wir müssen zusammen besser werden und gemeinsam Ziele definieren, damit wir diese Stärken als Stärken ausleben und weiter daran arbeiten können.

Barbara Egger-Jenzer, présidente du Conseil-exécutif. Ich nehme zu den einzelnen Planungserklärungen Stellung, und zwar in der Reihenfolge, wie sie auf dem entsprechenden Papier, Version zwei, aufgeführt sind. Zur Planungserklärung 1 der SAK. Der Regierungsrat unterstützt dieses Anliegen. Er hat bereits Arbeiten eingeleitet, um für den Kanton Bern – unter Berücksichtigung der gesellschaftlichen Entwicklungen – langfristige Visionen entwickeln zu können. Zur Planungserklärung 2 zu Ziel 1, die ja nun zur Planungserklärung SVP wurde, möchte ich Folgendes ausführen: Ein starker Kanton basiert auf leistungsfähigen Gemeinden und Regionen, darin sind wir uns einig. Dieser Grundsatz hat bereits die Arbeiten bei der Entwicklung der Strategie Gemeinden geprägt. Aus dieser Strategie Gemeinen ist dann einerseits die Fusionsförderungsstrategie hervorgegangen und anderseits die Strategie für Agglomerationen und regionale Zusammenarbeit, kurz SARZ. Man hat dies also in diesen beiden Strategien weiterentwickelt. Beide Strategien sind auf Verfassungsstufe verankert und haben somit ihre Legitimation auf höchstmöglichem Niveau. Erst im September 2012 hat das Volk der Optimierung der Förderung von Gemeindezusammenschlüssen zugestimmt und somit eigentlich grünes Licht gegeben für die Weiterentwicklung der Fusionsstrategie. Im jetzigen Zeitpunkt eine neue Strategie in die Regierungspolitik aufzunehmen, ist aus der Sicht der Regierung nicht angezeigt. Ich möchte in diesem Zusammenhang auch auf die Interpellation 015-2014, Berger, hinweisen, mit dem Titel «Teure Strategie». Darin wurde der Regierungsrat ziemlich scharf kritisiert, er erarbeite laufend neue teure Strategien – und eigentlich finden wir das nicht nötig.
Im Rahmen der erwähnten Strategie SARZ sind die Grundlagen für die Einführung von Regionalkonferenzen zur verbindlichen Zusammenarbeit der Gemeinden in wichtigen regionalen Fragen geschaffen worden. Drei Regionalkonferenzen sind heute eingeführt, und im Moment ist einiges im Fluss. Aber – und da ermahne ich Sie wirklich – wir dürfen

jetzt nicht politisch übersteuern. Sobald die Erkenntnisse aus den betroffenen Regionen vorliegen, wird die geplante Evaluation SARZ unverzüglich gestartet. Erst damit werden wir den Optimierungsbedarf bei der Ausgestaltung des Regionalkonferenzenmodells kennen. Bei dieser Ausgangslage braucht es nach Auffassung der Regierung keine neuen Strategien. Stattdessen wird die Regierung die bestehenden konsequent weiterverfolgen und dabei sowohl die regionale Zusammenarbeit als auch die Gemeindefusionen weiterentwickeln, um damit die Leistungsfähigkeit der Gemeinden im gesamtkantonalen Kontext stärken zu können. Aus diesem Grund bitte ich Sie, die Planungserklärung SVP, Augstburger und Rufener, abzulehnen.

Nun komme ich zur Planungserklärung 3 zu Ziel 2 der SAK. Die Arbeiten zur Entwicklung einer Steuerstrategie für den Kanton Bern laufen in der Finanzdirektion sehr intensiv. Im Moment werden auf der Basis breit angelegter ökonometrischer Berechnungen von unabhängigen Experten mögliche Szenarien und Handlungsoptionen mitsamt einer Beurteilung ihrer möglichen Auswirkungen auf die Steuererträge erarbeitet. Der Grosse Rat soll nach aktueller Planung im letzten Quartal dieses Jahres mit dem Bericht des Regierungsrats zur Steuerstrategie befasst werden. Von grosser Bedeutung in Bezug auf den finanziellen Handlungsspielraum für Steuerentlastungen werden auch Entscheide auf Bundesebene sowie demografische und wirtschaftliche Entwicklungen sein. Auch die Ergebnisse der laufenden Steuergesetzrevision betreffend die Begrenzung des Fahrkostenabzugs, die Ausschüttungen der Nationalbank und die Entwicklung der grossen Kostenblöcke Bildung, Gesundheit und Soziales müssen in diese Überlegungen einfliessen. Der Regierungsrat wird sich zu diesen Fragen im Bericht zum Voranschlag 2016 und dem Aufgaben- und Finanzplan 2017–2019 äussern können. In diesem Sinn kann der Regierungsrat dieser Planungserklärung zustimmen.

Ich komme zur Planungserklärung SVP, Graber, La Neuveville, zu Ziel 2. Eine Vereinfachung der administrativen Belastungen und die Vermeidung bürokratischer Vorschriften stellen eine Daueraufgabe dar und beschäftigen auch den Grossen Rat immer wieder. Letztmals hat er sich in der Novembersession 2011 bei der Behandlung der Motion 035-2011, Eberhart, «Berner Gewerbebetriebe von unnötigen Regulierungen entlasten» damit befasst. Diese Motion wurde inzwischen erfüllt und konnte abgeschrieben werden. Der Kanton Bern hat als erster Kanton die verbindlichen Richtlinien eingeführt, dass bei rechtsetzungsvorhaben die Auswirkungen auf die Volkswirtschaft sorgfältig geprüft werden. Dazu gehört auch der administrative Zusatzaufwand für die Wirtschaft. Und schlussendlich haben wir in der Wirtschaftsstrategie 2025 dem Anliegen mit dem Ziel «Verständlich und bürgernah handeln» mit drei Bereichszielen Rechnung getragen. Der Regierungsrat tut also eigentlich bereits das, was verlangt wird. In diesem Sinne ist der Regierungsrat bereit, diese Planungserklärung anzunehmen.

Zur Planungserklärung SVP, Graber, La Neuveville, zu Ziel 3. Dort muss ich ganz ehrlich sagen, dass es etwas schwierig war, dies zu verstehen. Ich verstehe es noch immer nicht ganz. Erwähnt wird «der Verkehrsfluss» – vielleicht müsste man da noch ausführen, welcher Verkehrsfluss denn genau gemeint ist, der immer gewährleistet sein sollte. *(Hilarité)*

Ziel 3 in den Regierungsrichtlinien befasst sich generell mit der Infrastrukturqualität und nicht ausschliesslich mit der Verkehrsinfrastruktur. Es geht hier also nicht nur um den Bereich Verkehr, sondern um die Qualität der gesamten Infrastruktur. Der Regierungsrat hat seine Ziele für den Bereich Verkehr im Rahmen der Gesamtmobilitätsstrategie festgehalten, und an diese hält sich der Regierungsrat mit seinen Projekten seit Jahren. Wichtige Elemente der Gesamtmobilitätsstrategie sind die Sicherung und der gezielte Ausbau der Erreichbarkeit sowie die Aufrechterhaltung der Leistungsfähigkeit der Verkehrsnetze. Damit ist eigentlich das Anliegen der Planungserklärung erfüllt, wenn es um den Verkehrsbereich geht. Anpassungen bei der Verkehrsinfrastruktur sind aber nur eines von mehreren Mitteln, um den Verkehrsfluss gewährleisten zu können. Weitere Mittel sind beispielsweise die Förderung des öffentlichen Verkehrs und des Langsamverkehrs oder die Umsetzung von Verkehrsmanagement-Massnahmen. Nach Ansicht der Regierung hat diese Planungserklärung nicht die richtige Flughöhe, und ich bitte Sie daher, sie abzulehnen. Dies umso mehr, als wir nicht genau wüssten, wie wir dies umsetzen müssten.

Zur Planungserklärung Grüne, Rüfenacht, zu Ziel 3. Hier ist der Regierungsrat ebenfalls der Meinung, dass man diese Planungserklärung ablehnen muss, und zwar auch hier deshalb, weil sie nicht die richtige Flughöhe hat. Wir haben eine Interpellation 223-2013, SP-JUSO-PSA, Müller, zum Ausbau oder Neubau von Velo-Schnellstrassen respektive Velobahnen erhalten. Die Motion wurde abgelehnt, und der Regierungsrat hat dies entsprechend begründet. Es kann deshalb nicht sein, dass wir dasselbe Anliegen, das als Motion abgelehnt wurde, nun in die Regierungsrichtlinien aufnehmen. Der Regierungsrat fördert den Langsamverkehr bei jedem Projekt; sei es nun ein ÖV-Projekt – ich erinnere an den Bahnhof Bern – oder sei es ein Strassenprojekt – hier erinnere ich an den Bypass Thun-Nord. Der Langsamverkehr wird ganz speziell behandelt und es werden Massnahmen ergriffen, um ihn zu fördern. Ich bitte Sie aus diesem Grund, die Planungserklärung abzulehnen.

Zur Planungserklärung der SAK zu Ziel 4. Wie ich bereits eingangs erwähnt habe, wird nicht jedes Tätigkeitsfeld des Regierungsrats in den Richtlinien erwähnt. Das bedeutet aber nicht, dass die nicht aufgeführten Bereiche vernachlässigt werden. Es versteht sich von selbst, dass die Gesundheitspolitik einer Strategie folgt. Bisher ist dies anhand verschiedener bestehender Teilstrategien erfolgt. Ich denke hier an die Versorgungsplanung im Spital- und Pflegebereich, den Bericht der Hausarztmedizin oder das Suchthilfekonzept. Diese Teilstrategien wurden aber bisher nicht unter einem gemeinsamen Dach zusammengefasst. Der Planungserklärung zu Ziel 4 kann aus diesem Grund zugestimmt werden. Es muss keine neue Strategie erarbeitet werden, sondern man kann die bestehenden unter einem Dach zusammenfassen.

Schliesslich noch zur Planungserklärung 5 zu Ziel 8. Der Regierungsrat unterstützt auch diese Planungserklärung im Rahmen der geplanten Überprüfung und Optimierung der organisatorischen Strukturen der Kantonspolizei wird auch der notwendige Personalbestand der Kantonspolizei geklärt und aufgrund des Leistungsumfangs angepasst. Die Erhöhung der uniformierten Polizeipräsenz bleibt ein mittelfristiges Ziel der Regierung. Das Vorgehen steht in Zusammen-

hang mit den laufenden Arbeiten zur Totalrevision des Polizeigesetzes und muss die finanziellen Möglichkeiten des Kantons berücksichtigen. Nachdem die für die nächsten Jahre geplante Bestandeserhöhung der uniformierten Polizei aufgrund der ASP gestrichen wurde, kann eine wirksame und nachhaltige Erhöhung der uniformierten Polizeipräsenz voraussichtlich erst wieder gegen Ende der Legislatur angestrebt werden.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Très, très rapidement, je voudrais dire que j'ai toujours envisagé la fluidité du trafic et pas une espèce de flux dont personne effectivement ne comprendrait de quoi on parle. Il s'agit donc bien de fluidité du trafic en général sur le territoire du canton de Berne, et il y a eu une erreur de traduction quelque part; si j'en suis responsable, j'en suis désolée, mais j'ai toujours parlé de fluidité du trafic, merci.

La présidente. Merci de cette précision. Nous passons au vote sur les déclarations de planification, oui ou non. Et quand nous aurons le résultat, nous discuterons sur le renvoi. Donc, il nous reste huit déclarations de planification, et c'est soit oui soit non, il n'y a pas une contre l'autre. Je commence par la première déclaration de planification de la CIRE, M. Messerli, la première déclaration, ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 1 de la CIRE)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	138
Non	2
Abstentions	6

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration. La deuxième déclaration de la CIRE a donc été retirée, et incluse dans la déclaration de planification de l'UDC Augstburger Rufener et de la CIRE aussi. Ceux qui acceptent cette déclaration UDC Augstburger Rufener CIRE objectif 1 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (déclaration de planification UDC, Augstburger et Rufener / CIRE concernant l'objectif 1)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	125
Non	14
Abstentions	9

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à l'objectif 2, déclaration de planification de la CIRE. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 2 de la CIRE concernant l'objectif 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	109
Non	26
Abstentions	13

La présidente. Là aussi, vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à la déclaration de planification sur l'objectif 2 de l'UDC Graber. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (déclaration de planification UDC, Graber, La Neuveville concernant l'objectif 2)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	62
Non	78
Abstentions	7

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration. Nous passons à la deuxième déclaration de planification UDC Graber sur l'objectif 3. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification UDC, Graber, La Neuveville concernant l'objectif 3)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	43
Non	88
Abstentions	15

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration. Nous passons à l'objectif 3, déclaration de planification des Verts, Mme Rüfenacht. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification Les Verts, Rüfenacht concernant l'objectif 3)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	37
Non	87
Abstentions	24

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration. Nous passons à l'objectif 4, déclaration de planification de la CIRE Messerli. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 4 de la CIRE concernant l'objectif 4)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	135
Non	2
Abstentions	10

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration. La déclaration UDC Studer a été retirée, nous passons donc au vote sur l'objectif 8 de la déclaration de planification de la Commission CIRE. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 5 de la CIRE concernant l'objectif 8))

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	120
Non	11
Abstentions	15

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration. Si mes calculs sont justes, vous n'avez accepté en fait que les déclarations de planification de la CIRE. Nous passons donc maintenant au renvoi. Est-ce que le temps suffit pour la proposition de renvoi? – Non, il faut qu'ils justifient la proposition de renvoi. La séance est close, demain matin, nous commencerons tout de suite par la proposition de renvoi.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 27.

Les rédactrices :
Catherine Graf Lutz (f)
Claudine Blum (d)

Mardi 20 janvier 2015, 9 heures – 11 heures 47

Deuxième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)
Présents : 155 députés. Excusés : Aebersold Michael, Giauque Beat, Sancar Hasim, Siegenthaler Peter

Affaire 2014.RRGR.1251

Election d'un ou d'une membre pvl de la CGes

Affaire 2014.RRGR.1252

Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante PLR de la CIRE

Affaire 2014.RRGR.1253

Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante pvl de la CSoc

Affaire 2014.RRGR.1254

Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante PLR de la CSéc

Affaire 2014.RRGR.1280

Election d'un juge commerçant ou d'une juge commerçante germanophone du Tribunal de commerce, pour la période jusqu'au 31.12.2016

Délibération groupée

La présidente. Je vous prie de prendre place. La séance est ouverte. Nous passons ce matin aux élections, c'est-à-dire les affaires 42 à 46, puis nous prendrons les recours en grâce, affaires 47 et 48. On va commencer d'abord par l'affaire 42, Election d'un membre pvl de la Commission de gestion. Est-ce que quelqu'un du pvl aimerait prendre la parole? Ce n'est pas le cas. 43, Election d'un membre-suppléant du PLR pour la Commission de la CIRE, quelqu'un du PLR aimerait-il prendre la parole? – Ce n'est pas le cas. Affaire 44, Election d'un membre-suppléant pvl pour la Commission sociale? Non plus. Affaire 45, Election d'un membre-suppléant PLR de la Commission de la sécurité? Est-ce que vous voulez prendre la parole? – Non plus. Maintenant c'est à vous M. le porte-parole de la Commission de la justice pour l'élection d'un juge commerçant ou d'une juge commerçante germanophone du Tribunal de commerce pour la période jusqu'au 31.12.2016, M. Klopfenstein, vous avez la parole.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR), rapporteur de la CJus. Der Ausschuss IV der JuKo kann folgende Wahlempfehlung abgeben: Diese Wahl ist vielleicht nicht spektakulär, aber nicht minder wichtig. Die umfassenden Richterwahlen werden wir im März dieses Jahres vornehmen. Heute geht es um die Ergänzungswahl eines Fachrichters für das Handelsgericht. Dieses Gericht ist vermutlich die einzige Instanz im Kanton Bern für wichtige Streitigkeiten. Leider ist der Vorgänger Jürg Wirz im November verstorben, weshalb wir eine Ersatzwahl für die Periode bis Ende 2016 vornehmen müssen. Der Volkswirtschaftskommission des Kantons Bern obliegt ein Vorschlagsrecht. Es gilt nicht der Parteienproporz. Gestützt auf besagtes Vorschlagsrecht empfiehlt Ihnen der Wahlausschuss IV der JuKo Matthias Kiener zur Wahl. Er ist ein Berner Wirtschaftsprüfer und wird ebenfalls vom Handelsgerichtspräsidenten Georges Greiner bestens empfohlen. Deshalb empfiehlt Ihnen der Wahlausschuss IV Matthias Kiener zur Wahl.

La présidente. Y-a-t-il quelqu'un qui aimerait encore prendre la parole? – Ce n'est pas le cas, donc nous passons tout de suite aux élections. Les noms des candidats sont sur les bulletins, je vous prierais de distribuer les enveloppes, tous les bulletins sont dans la même enveloppe.

Les scrutateurs et les scrutatrices distribuent les enveloppes avec les bulletins. Après le dépouillement, la présidente communique le résultat des élections.

Affaire 2014.RRGR.1251 Election d'un ou d'une membre pvl de la CGes

Bulletins distribués : 127, bulletins rentrés : 126, dont 2 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 124, majorité absolue : 62. Est élu :

Martin Egger par 121 voix

(Applaudissements)

Affaire 2014.RRGR.1252 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante PLR de la CIRE

Bulletins distribués : 127, bulletins rentrés : 126, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 125, majorité absolue : 63. Est élu :

Stefan Costa par 124 voix

(Applaudissements)

Affaire 2014.RRGR.1253 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante pvl de la CSoc

Bulletins distribués : 127, bulletins rentrés : 126, dont 16 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 108, majorité absolue : 55. Est élue :

Franziska Schöni-Affolter par 108 voix

(Applaudissements)

Affaire 2014.RRGR.1254 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante PLR de la CSéc

Bulletins distribués : 127, bulletins rentrés : 126, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 124, majorité absolue : 63. Est élu :

Stefan Costa par 124 voix

(Applaudissements)

Affaire 2014.RRGR.1280 Election d'un juge commerçant ou d'une juge-commerçante germanophone du Tribunal de commerce, pour la période jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 143, bulletins rentrés : 143, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 143, majorité absolue : 72. Est élu :

Matthias Kiener par 143 voix

(Applaudissements)

Affaire 2014.POM.298

Recours en grâce n° 3 / 2014

Affaire 2014.POM.299

Recours en grâce n° 4 / 2014

Délibération groupée

La présidente. Les scrutatrices et les scrutateurs peuvent aller faire leurs comptes et nous continuons avec l'affaire 47. Mme Junker aurait la parole pour la Commission de la justice, mais elle dit que ce n'est pas obligatoire. Quelqu'un aimerait-il prendre la parole pour les affaires 47 et 48, on prend les deux affaires en même temps. Est-ce que quelqu'un aimerait prendre la parole? – Vous voulez prendre la parole Madame? – Alors annoncez-vous, c'est à vous. Mme Junker pour la Commission de la justice.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (PS), rapporteuse de la CJus. Frau Präsidentin, sehr geehrte Damen und Herren. *(La présidente interrompt l'oratrice pour lui rappeler que l'identité des recourants et recourantes ne doit pas être révélée.)* Die JuKo hat an ihrer Sitzung vom 10. Dezember 2014 die Begnadigungsgesuche Nummer 3 und 4 besprochen und beschlossen, beide Gesuche abzuweisen. Wir bitten Sie, unseren Antrag auf Abweisung zu unterstützen.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Die Grünen werden den beiden vorliegenden Begnadigungsgesuchen mehrheitlich zustimmen. Mit dieser Haltung wollen wir zum Ausdruck bringen, dass wir mit dem unbefriedigenden System nicht zufrieden sind. Konkret geht es um Asylsuchende, die sich illegal in unserem Kanton aufhalten. Es sind vor allem jene, mit deren Herkunftsstaaten keine Verträge bestehen, sodass diese Leute nicht zurückgeschafft werden könnten. Sie werden also aufgegriffen, bestraft und sitzen ihre Freiheitsstrafen in einem Regionalgefängnis ab. Dieses Spiel wiederholt sich mehrere Male, bis irgendwann eine Härtefallbewilligung erteilt wird und die betreffenden Leute doch bleiben dürfen. Geschätzte Anwesende, dies kostet sehr viel Geld. Das System ist absurd. Dennoch sind wir uns der Problematik einer Zustimmung zu Begnadigungsgesuchen durchaus bewusst. Das heutige System ist aber nicht zielführend, und darüber wurde nie nachgedacht. Es ist klar, dass dies keine kantonale, sondern eine Angelegenheit des Bundes ist. Angesichts der Weltlage müssen wir in Zukunft mit noch mehr Flüchtlingen und weiteren solchen Gesuchen rechnen. Es ist sinnvoll, dieses System zu überdenken. In diesem Sinn überlegen wir uns, eine Standesinitiative einzureichen.

La présidente. Nous passons au vote sur l'affaire 47, Recours en grâce n°3. Ceux qui acceptent le recours en grâce votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (recours en grâce n° 3/2014)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	21
Non	108
Abstentions	14

La présidente. Vous avez refusé ce recours en grâce. Nous passons à l'affaire 48, Recours en grâce n°4. Ceux qui acceptent ce recours votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (recours en grâce n° 4/2014)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	23
Non	103
Abstentions	18

La présidente. Vous avez refusé ce recours en grâce.

Affaire 2013.RRGR.802

Programme gouvernemental de législature 2015 à 2018

Suite

Proposition PLR (Desarzens-Wunderlin, Boll)
Renvoi au Conseil-exécutif avec pour mandat de respecter les exigences formulées dans les cinq déclarations de planification de la CIRE et de représenter ensuite le programme de législature au Grand Conseil.

Proposition UDC (Graber, La Neuveville)
Renvoi au Conseil-exécutif avec pour mandat de respecter les exigences formulées dans les cinq déclarations de plani-

fication de la CIRE et dans les déclarations de planification ci-après et de représenter ensuite le programme de législature au Grand Conseil.
Objectif 1 : Pour renforcer les performances régionales et cantonales et la coopération entre la ville et la campagne, il faut développer une stratégie de la coopération régionale future dans le canton de Berne. Les perspectives de développement des différentes régions et de leurs centres y seront mises en évidence. Les compétences, les domaines d'action, la taille et la structure des conférences régionales et les régions sans conférence régionale y seront traités en détail. Une solution doit être proposée d'ici à la fin de la législature. Les fusions de communes et les différentes formes de la coopération régionale doivent être traitées de manière plus précise dans la stratégie.
Objectif 2, mesures : Les autorités cantonales s'attachent à améliorer les conditions générales de l'économie. Elles veillent en particulier à éviter toute inflation de prescriptions bureaucratiques pour ne pas freiner la créativité et l'initiative des acteurs de l'économie.
Objectif 3 : Les autorités cantonales veillent à garantir la fluidité du trafic.
Objectif 4 : La ligne rouge peut être franchie lorsque les coupes dans les prestations sont ordonnées à titre de sanction.

La présidente. Nous revenons à notre programme gouvernemental de législature, pas le nôtre, pardon, celui du Conseil-exécutif. Nous avons sur la table deux renvois de ce programme, je demanderais à Mme Desarzens puis à Mme Graber de justifier leur renvoi. Je n'aimerais plus discuter maintenant sur le renvoi. Veuillez donner aussi tout de suite votre position et indiquer comment vous allez voter si vous acceptez de prendre connaissance de ce rapport ou non. C'est d'accord? *(Monsieur Haas demande s'il peut s'annoncer comme orateur individuel.)* – Oui, M. Haas, vous pouvez discuter en tant qu'intervenant à titre personnel. Bon, Mme Desarzens, c'est à vous s'il vous plaît.
En attendant l'arrivée de la présidente du Conseil-exécutif, je pourrais encore vous donner deux, trois informations. Comme vous avez pu le constater, nous n'avons aucune intervention concernant la Direction de l'économie publique. Donc, M. Rickenbacher ne sera pas présent cette session. En ce qui concerne la Direction des finances, nous avions deux interventions, deux motions, et toutes les deux ont été retirées, donc Mme Simon ne sera pas non plus présente à cette session, puisque nous n'avons aucune intervention qui concerne la Direction des finances. Bonjour Mme la présidente du Conseil-exécutif. En attendant l'arrivée de la présidente du Conseil-exécutif, je pourrais encore vous donner deux, trois informations. Comme vous avez pu le constater, nous n'avons aucune intervention concernant la Direction de l'économie publique. Donc, M. Rickenbacher ne sera pas présent cette session. En ce qui concerne la Direction des finances, nous avions deux interventions, deux motions, et toutes les deux ont été retirées, donc Mme Simon ne sera pas non plus présente à cette session, puisque nous n'avons aucune intervention qui concerne la Direction des finances. Bonjour Mme la présidente du Conseil-exécutif.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die FDP hat einen Rückweisungsantrag gestellt unter der Annahme, dass die Planungserklärungen umzusetzen sind. Unser Ziel ist es, dass die Planungserklärungen integraler Bestandteil des Berichts werden und nicht – wie im Gesetz vorgesehen – lediglich vorangestellt würden. Weshalb wollen wir dies? Lesen Sie die gestern gut angenommene Planungserklärung 1. Sie verlangt, eine Vision in die Richtlinien aufzunehmen. Wie soll man eine Vision darstellen, wenn sie nur ausserhalb des Berichtstextes erwähnt wird? Die SAK hat es richtig gemacht, indem sie sich dagegen ausgesprochen hat, dem Regierungsrat in seinen Bericht hineinzureden. Dennoch erwartet die SAK, dass die Vision Bestandteil der nächsten Regierungsrichtlinien sein wird. Die FDP stellt sich auf den Standpunkt, dass der Auftrag des Gesetzes nicht erfüllt ist. Deshalb möchten wir, dass die Planungserklärung 1 integraler Bestandteil des Berichts wird und somit auch alle anderen, gestern angenommenen Planungserklärungen. Weil sich die Grossratspräsidentin nicht geäussert hat, bin ich nicht sicher, ob der Antrag der SVP noch steht. Falls dieser Antrag aufrechterhalten wird, lehnt ihn die FDP ab.

La présidente. Maintenant, nous avons la proposition de renvoi de l'UDC, Mme Graber a la parole, et après, je prierai les groupes de s'annoncer.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Tout d'abord, je voudrais dire que je regrette vivement que notre déclaration de planification sur l'inflation législative, administrative et bureaucratique n'ait pas été acceptée. Elle n'était pas de nature idéologique, elle visait uniquement le bien de notre canton et de ses acteurs, et finalement, elle était soutenue par le Conseil-exécutif lui-même, et vous ne l'avez pas acceptée. S'agissant de notre proposition de renvoi du programme gouvernemental de législature, j'en ai indiqué les motifs hier. Je voudrais simplement rappeler ici un argument qui me semble important. Les déclarations de planification que nous avons adoptées auront davantage de poids et de force si elles sont intégrées directement dans le programme gouvernemental. De plus, ce dernier sera caractérisé par davantage de cohérence et d'équilibre, ainsi que par un plus grand consensus. Ensuite, je tiens à souligner que notre proposition de renvoi ne constitue absolument pas un acte de défiance. Il ne s'agit pas de renvoyer pour renvoyer. Notre proposition s'inscrit dans une logique constructive, puisqu'elle est assortie de charges, c'est-à-dire des déclarations de planification que nous avons acceptées. Finalement, je vous communique que mon groupe retire sa proposition de renvoi en faveur de celle du groupe PLR que je vous invite à soutenir.

La présidente. Nous l'avons bien entendu, nous n'avons plus qu'une proposition de renvoi, et je donne la parole au président de la Commission, M. Messerli, c'est à vous.

Walter Messerli, Interlaken (UDC), président de la CIRE. Die Antragsteller bzw. die Antragstellerin verlangt die Rückweisung der Regierungsrichtlinien mit der Auflage, die in den Planungserklärungen formulierten Forderungen zu erfüllen und den Bericht erneut vorzulegen. Damit bringt sie

vorab zum Ausdruck, dass die fünf Planungserklärungen der Kommission in die richtige Richtung gehen und unterstützungswürdig sind. Die Kommission hat die Rückweisung vor rund drei Wochen mit 14 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Gestern hat sie die Rückweisung mit 12 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt. Der Entscheid der SAK basiert auf zweieinhalb Gründen. *(Hilarité)* Zum ersten ganzen Grund, der praktischen Durchführung: Die Planungserklärung der FDP lautet wie folgt: «Die Regierungsrichtlinien werden an den Regierungsrat zurückgewiesen mit der Auflage, die in den 5 Planungserklärungen der SAK formulierten Forderungen zu erfüllen und den Bericht erneut vorzulegen.» Ist man angesichts einer solchen Formulierung irritiert, konsultiert man normalerweise den französischen Text. Letzterer beseitigt definitiv jegliche Irritation; er lautet wie folgt: «Renvoi au Conseil-exécutif avec pour mandat de respecter les exigences formulées dans les cinq déclarations de planification de la CIRE et de représenter ensuite le programme de législature au Grand Conseil.» Wer mir nun noch sagt, dass dies logisch und realistisch machbar sei, den frage ich, in welchem Verhältnis die Auflagen zu den Planungserklärungen stehen bzw. ob diese nicht verwechselt werden. Dieser Antrag ist praktisch undurchführbar, zumal eine Verwechslung zwischen Auflage und Planungserklärung entsteht. Würde die im Antrag beinhaltete Auflage wörtlich umgesetzt, müsste der Regierungsrat die Legislaturplanung erst in etwa zwei bis drei Jahren nach Erfüllung der Planungserklärung neu erstellen, wenn überhaupt.

Der zweite Hauptgrund ist politischer Natur: Die Kommission stellt sich die grundlegende Frage, wie wir den Kanton angesichts der bekannten Probleme weiterbringen. Es geht nicht darum, den Ball zurück an die Regierung zu spielen, sondern darum, proaktiv zu handeln, wie dies mit den Planungserklärungen getan wurde. Es ist hocherfreulich, dass die Mitglieder einer Kommission einen Teil ihres parteipolitischen Credos und ihrer Observanzen hinterfragt und bei zentralen Fragen im Sinn des Gesamtinteresses des Kantons Stellung bezogen haben. Der Sprechende nimmt sich nicht davon aus. Die Abstimmungsergebnisse und die Rückweisung habe ich erwähnt. Die Planungserklärungen, auf welche sich meine Bemerkungen beziehen, sind bekanntlich allesamt einstimmig angenommen worden. Dies, obwohl man in zentralen Bereichen nicht überall einverstanden war. Mit einer Rückweisung der Richtlinien erreichen wir überhaupt nichts, sondern kämen auf Feld eins zurück. Nach einer erneuten Überarbeitung durch alle involvierten Direktionen – wie von den Antragstellern gefordert – werden wir gleich weit sein wie zuvor. Schliesslich geht es um eine Kenntnisnahme des vorliegenden Berichts. Ich sage es deutlich: Es handelt sich um eine Kenntnisnahme der Richtlinien und nicht um eine Zustimmung. Die Kommission verspricht sich über den Weg der angenommenen Planungserklärungen bedeutend mehr. Ich sage es nochmals, verzichte aber darauf Ihnen Artikel 53 des Grossratsgesetzes (GRG) vorzubeten: Die Planungserklärungen sind nicht für die Katze, sie landen nicht in der Schublade, wie viele von Ihnen meinen. Sie binden den Regierungsrat politisch und fordern ihn zum Handeln auf.

Dies sind die beiden Hauptgründe. Nun noch zum halben Grund: Der Bericht beinhaltet Absichten und Richtlinien der Regierung für die nächsten vier Jahre. Dieser Bericht ist nicht wie andere, mit welchen wir hier oft mit Fakten konfrontiert werden. Es handelt sich um Absichtserklärungen der Regierung. Die Frage ist eben doch, ob ein Parlament dem Regierungsrat vorschreiben kann, andere Absichten zu haben. Damit stellt sich allen Ernstes die Frage, ob solche Regierungsrichtlinien denn überhaupt möglich sind. Auch diese Möglichkeit verifiziert sich natürlich, wenn man zurückgeht, über den Zaun zum Bund blickt und sieht, wie die eidgenössischen Räte solche Berichte behandeln. Auch diese haben sich alle vier Jahre mit Legislaturplanungen auseinanderzusetzen. In der Tat ist es so, dass die staatspolitische Kommission des Nationalrats in der letzten Wintersession einen Revisionsvorschlag zur Änderung des Parlamentsgesetzes (ParlG) – namentlich von Artikel 75 Absatz 4 – mit folgendem Wortlaut vorgeschlagen hat: «Der Entwurf über die Legislaturplanung kann nicht zurückgewiesen werden.» Der Nationalrat hat diesem Antrag am 10. Dezember 2014 zugestimmt. Man zweifelt nicht daran, dass auch der Ständerat diesem Antrag zustimmen würde. Nun ist es so – und deshalb spreche ich von einem halben Grund –, dass Bundesrecht hier nicht kantonales Recht bricht, wie dies in anderen Rechtsbereichen der Fall ist. Hier geht es um Verfahrensfragen von Parlamenten. Man kann sagen, dass die Fragwürdigkeit der Rückweisungsmöglichkeit materieller Natur ist. Dies, weil eine Rückweisung eines solchen Berichts nicht möglich ist. Dennoch bedarf es auch einer formellen Gesetzgebung, und diese besteht im Kanton Bern noch nicht. Es bedarf einer Norm im Grossratsgesetz, welche klar besagt, dass derartige Berichte nicht zurückgewiesen werden können. Ich sage dies zuhanden des Generalsekretärs, damit das Fehlen einer formellen Gesetzgebung in diesem Bereich auf der Pendenzenliste geführt wird. Letztere wird übrigens vom Generalsekretär als «Watchlist» bezeichnet. Dies, damit dieser Punkt bei der nächsten Revision des GRG aufgenommen wird und bei der nächsten Beratung der Legislaturziele des Regierungsrats Klarheit in Bezug auf Rückweisungen herrscht. Damit beantrage ich Ihnen namens der Kommission, den Rückweisungsantrag abzulehnen, vom Bericht Kenntnis zu nehmen und die Planungserklärungen – wie gestern beschlossen – begleitend mitzuliefern.

La présidente. Je le rappelle, malheureusement en allemand parce que je n'ai pas le texte en français, dans la Constitution, il est marqué à l'article 75, «Der Grosse Rat behandelt den Bericht über die Richtlinien der Regierungspolitik […]». C'est donc vraiment à nous de faire ce travail. M. Wüthrich, vous avez la parole.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wir schliessen jetzt noch eine Runde an das gestern Diskutierte an. Wir diskutieren nun einmal über die Rückweisung, obwohl eine solche – wie vom Kommissionspräsidenten erwähnt – im Kontext des vorliegenden Berichts nicht ganz opportun wäre. Ich habe gestern auch schon darauf hingewiesen, dass es sich um die Richtlinien der Regierung bzw. das Legislaturprogramm der Exekutive dieses Kantons handelt. Eine Rückweisung seitens des Parlaments wäre daher eigenartig. Schon nur aus diesem Grund wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion dem Rückweisungsantrag klar nicht zustimmen. Wir sind der Meinung, dass die überwiesenen Planungserklärungen

ausreichen, zumal sie nach unserem Grossratsgesetz für den Regierungsrat politisch verbindlich sind. Ein Integrieren der Planungserklärungen in den Bericht, wie von der FDP-Sprecherin aufgrund der höheren Verbindlichkeit gefordert, ist nicht nötig. Die Planungserklärungen sind ausreichend. So haben wir es bereits bei mehreren Berichten gehandhabt. Hier eine neue Art der Behandlung bzw. eine Art von Strafaufgaben für die Regierung einzuführen, halten wir für falsch. Schauen wir gemeinsam vorwärts und arbeiten wir gemeinsam! Wir haben die Planungserklärungen beschlossen, und diese sind politisch verbindlich. Es nutzt nichts, diese noch in den Bericht zu schreiben, zumal wir sie verabschiedet haben und sie von der Regierung zur Kenntnis genommen werden. Was die Planungserklärungen für die Regierungsrichtlinien und für die Arbeit der Regierung bedeuten, wird sicher nochmals im Regierungsrat diskutiert. Soweit zum Formellen.
Aus politischer Sicht muss ich Ihnen sagen, Kolleginnen und Kollegen, dass die Wahlen vorbei sind und das bernische Volk eine rot-grüne Regierung gewählt hat. Das Volk hat sieben Personen direkt gewählt. Mit Blick auf den Vergleich mit der Bundesebene wäre es einzig auf Bundesebene logisch, die Regierungsrichtlinien zurückzuweisen, zumal das eidgenössische Parlament den Bundesrat wählt. Im Kanton Bern ist es aber das Volk, welches die Exekutive wählt! Kolleginnen und Kollegen, akzeptieren wir doch das Wahlresultat! Sie haben das Resultat gestern schriftlich erhalten und können es nachlesen. Insofern muss ich Ihnen einfach in Erinnerung rufen, dass die Wahlen vorbei sind. Lassen Sie uns miteinander arbeiten, damit es gemeinsam vorwärts geht mit dem Kanton Bern.
Inhaltlich ist zuhanden der FDP und des Handels- und Industrievereins des Kantons Bern (HIV) usw. zu sagen, dass die Legislaturziele der Regierung sehr viele auch für die Wirtschaft wichtige Ziele beinhalten. Wenn Sie die Grafik der neun Ziele anschauen, sind sechs der Wirtschaft gewidmet. Die rot-grüne Regierung hat unter anderem sogar geschrieben, was sie mit der Steuerstrategie erreichen will. Sie will Spielraum für Privatpersonen und Unternehmen schaffen, damit der Kanton Bern attraktiver wird. Dies ist auf Seite 7 nachzulesen. Wir brauchen hier kein Theater aufzuführen, damit an der HIV-Generalversammlung wieder gesagt werden kann, wie man auf die rot-grüne Regierung eingedroschen hat. Lassen wir die Schaumschlägerei und arbeiten zusammen, indem wir ein neues Kapitel aufschlagen. Versuchen wir, das Beste für den Kanton Bern herauszuholen. Beginnen wir damit, indem wir den Rückweisungsantrag deutlich ablehnen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Vorab zu Adrian Wüthrich: Ich politisiere hier als FDP-Grossrat. Ich bitte dich, dies zur Kenntnis zu nehmen. Andernfalls werde ich beim nächsten Mal auch zuerst deine verschiedenen Engagements zitieren. Einleitend möchte ich die Rückweisung leicht modifizieren. Dies, weil wir zu Ziel 1 einen Antrag Augstburger angenommen haben. Diesbezüglich handelt es sich nicht mehr um eine Planungserklärung der SAK, sondern – nach einem Austausch – um eine der SVP. In diesem Sinn bezieht sich unser Antrag auch auf diese Planungserklärung. Soweit zur Modifikation. Nun möchte ich etwas zum Verfahren sagen. Die Planungserklärungen sind textlich als Auflagen gemeint und nicht als Planungserklärungen, genauso wie es hier steht. Zwischen einer Planungserklärung und einer Auflage besteht im Rahmen des Rückweisungsantrags ein Unterschied, wobei der Text übernommen wurde. Kurz zu Grossrat Messerli. Er hat gestern gesagt, die Planungserklärungen müssten verifizierbar und umsetzbar sein. In der ersten Planungserklärung der SAK, welche inhaltlich gut ist und die auch ich nicht kritisieren will, steht, es sei «etwas einzufügen». In der zweiten Planungserklärung ist die Rede von «präzisier auszuführen». Und in der vierten Planungserklärung steht, man soll eine Ergänzung in Form einer Strategie vornehmen. Angesichts dessen frage ich Sie, wie man dies umsetzt, ohne den Bericht mindestens teilweise neu zu schreiben. Um einen Bericht teilweise neu zu schreiben, ist eben eine Rückweisung notwendig. Ich erinnere Sie daran, dass Herr Messerli in der letzten Session selber einen Rückweisungsantrag zum Bericht betreffend die Mietzinse eingereicht hatte. Dies, weil er der Meinung war, der Bericht müsse wesentlich ergänzt werden. So verhält es sich auch bei diesem Geschäft. Deshalb ist es notwendig, den Bericht zurückzuweisen. Soweit zur Ergänzung.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die EVP erachtet die Rückweisung als nicht zielführend. Schliesslich handelt es sich um die Regierungsrichtlinien der Regierung und nicht um ein gemeinsames Legislaturprogramm von Regierung und Parlament. Die Flughöhe der Richtlinien – wir haben es bereits verschiedentlich gehört – ist relativ hoch. Wenn es um die Konkretisierung einzelner Ziele und Massnahmen geht, können wir als Parlament ohnehin mitsprechen bzw. mitentscheiden. Mit den Planungserklärungen, welche wir gestern mit grossem Mehr verabschiedet haben, setzt das Parlament genügend eigene Schwerpunkte und erteilt auch der Regierung klare und verbindliche Aufträge.
Der Rückweisungsantrag der FDP – unterstützt von der SVP – macht keinen Sinn. Bis die im Rückweisungsantrag vorgegebenen Auflagen seitens der Regierung erfüllt werden können, wird die Legislaturperiode beinahe zu Ende sein. Damit würde die Regierung Ende der Legislaturperiode Richtlinien vorlegen, während sie wieder daran ist, neue Richtlinien für die übernächste Legislaturperiode vorzubereiten. Das macht einfach keinen Sinn! Die EVP unterstützt die Machtspiele von Seiten der FDP und SVP gegen die Regierung nicht. Das Ziel muss es sein, den Kanton vorwärts zu bringen. Dies haben wir mehrmals während dieser Debatte gehört. Dieses Ziel können wir nur erreichen, wenn Parlament und Regierung konstruktiv zusammenarbeiten.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Wir Grünen sind eigentlich auch dafür, dass die Regierungsrichtlinien möglichst breit getragen werden. Deshalb sind wir grundsätzlich dafür, dass es sich um ein Dokument handeln sollte, hinter das sich alle stellen können. Die Dinge breit abzustützen, entspricht denn auch dem Prinzip des Systems der nachhaltigen Entwicklung. Es gibt einen Bericht über den Zustand des Kantons Bern nach den Kriterien der nachhaltigen Entwicklung. Seitens der Kommission haben wir einen Bericht erhalten, der anhand der vielen Indikatoren einen Vergleich macht. Wir können feststellen, dass wir uns auf einem guten Weg befinden. Dieser Bericht zieht zudem den Vergleich mit 19 oder 20 anderen Kantonen. Wir können also davon aus-

gehen, dass wir uns mit den Richtlinien auf einem guten Weg befinden. Natürlich wäre es schön, wenn das Parlament zu 100 Prozent dahinterstünde. Das ist offenbar nicht zu 100 Prozent der Fall, ist aber auch nicht notwendig. Aus diesem Grund hat sich die SAK entschieden, Planungserklärungen einzureichen, um mit diesen gewisse Schwerpunkte zu definieren. Ich muss in diesem Zusammenhang auf Artikel 53 Absatz 4 und 5 des Grossratsgesetzes (GRG) verweisen: «[4] Sie sind für den Regierungsrat politisch verbindlich. [5] Erfüllt der Regierungsrat eine Planungserklärung nicht, hat er dies dem Grossen Rat gegenüber zu begründen.» Wie Sie sehen, sind Planungserklärungen verpflichtend; sie sind nicht lediglich von uns geäusserte Wünsche. Der Regierungsrat soll die Planungserklärungen wirklich umsetzen. Dies genügt uns Grünen.
Somit können wir die Regierungsrichtlinien zur Kenntnis nehmen und sind gegen eine Rückweisung. Weshalb? Einerseits hat der Kommissionpräsident die sprachlich schon gar nicht korrekte Umsetzung erwähnt. Die Planungserklärungen könnten gar nicht richtig erfüllt werden. Die Regierungsrichtlinien sollen wieder vorgelegt werden, wenn die Anliegen umgesetzt sind, was allerdings zeitlich nicht möglich ist. Zudem möchte ich daran erinnern, dass Anne-Caroline Graber gestern einen Antrag hinsichtlich weniger Bürokratie gestellt hat, wonach keine Inflation administrativer und bürokratischer Vorschriften ausgelöst werden soll usw. Mit einer Rückweisung provozieren wir aber genau das, indem wir Mehraufwand generieren und eine Situation schaffen, in der die ganze Geschichte wieder von uns behandelt werden muss. Damit würde das Handeln verzögert. Allerdings wollen wir genau dies nicht! Wir wollen im Kanton Bern handlungsfähig bleiben, die Aufgaben angehen und vorwärts arbeiten. Wie bereits mehrfach erwähnt, handelt es sich bei den Regierungsrichtlinien um eine Absichtserklärung und nicht um einen starren Gesetzestext.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Antonio Bauen hat den Anfang meines Votums gleich vorweggenommen. Ich finde es wirklich spannend, dass sich genau diejenigen Parteien, die gestern administrative Leerläufe verhindern wollten, jetzt für eine Zusatzrunde aussprechen bzw. einen administrativen Leerlauf anstreben, der nur kostet und nichts bringt. Für mich sind dies reine Machtspiele. Ich habe gestern in der Kommission relativ markige Worte benutzt, verzichte aber darauf, diese zu wiederholen. Sie würden sich schlecht machen, würden sie wortwörtlich protokolliert. Noch ein Wort zu Adrian Haas, der Antonio Bauen ausgerechnet vorhin nicht zugehört hat. Wie von Antonio Bauen erwähnt, kann man die Ergänzungen in den Geschäftsbericht aufnehmen. Das weisst du genau! Deshalb brauchen die Planungserklärungen nicht in den Bericht des Regierungsrats aufgenommen zu werden. Dies erinnert mich an die Frage, weshalb sich ein Hund am eigenen Schwanz leckt. Die Antwort lautet: Weil er es kann! *(Hilarité)* Es gibt keinen anderen Grund. Hier geht es darum, dass Sie auf die bürgerliche Mehrheit spekulieren und eine Zusatzrunde erzwingen wollen. Ich spekuliere nicht darauf, sondern hoffe auf die bürgerliche Vernunft! Lehnen Sie den Rückweisungsantrag ab!

Vania Kohli, Berne (PBD). Wahrscheinlich wissen Sie, wie ungerne ich mich wiederhole. Dies ist denn auch nicht die Art der BDP. Damit nicht ganz vergessen geht, was wir gestern zu den gesamten Richtlinien gesagt haben, fasse ich es an dieser Stelle zusammen: «Reculer pour mieux sauter» mag zwar in gewissen Dingen eine gute Taktik sein. Liebe Freisinnige und liebe SVP, dies ist aber definitiv nicht der Moment dazu! Die BDP wird den Rückweisungsantrag nicht unterstützen. Sie ist zuversichtlich, dass die Regierung die gestern überwiesenen Planungserklärungen ernst nimmt und umsetzen wird. Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag abzulehnen.

La présidente. M. Bhend a la parole à titre personnel.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich nehme es vorweg: Ich finde die vorliegenden Regierungsrichtlinien enttäuschend. Dies, weil sie nicht einmal die formalen Kriterien nach Artikel 2a des Organisationsgesetzes erfüllen. Es fehlt die Erwähnung der wesentlichen neuen Aufgaben und der dazu benötigten Ressourcen. Weiter fehlt ebenfalls eine Priorisierung nach Dringlichkeit dieser Richtlinien, von Visionen über die Legislaturperiode hinaus ganz zu schweigen. Ich gebe aber zu, dass dies nicht ganz so einfach ist. Wenn es die Aufgabe des Parlaments ist, über die Einhaltung des Organisationsgesetzes zu wachen, müssten die Richtlinien eigentlich zurückgewiesen werden. Trotzdem verzichte ich auf diese Rückweisung, zumal die Regierung selber für ihre Ansichten und Aufgaben und das, was sie erreichen will, zuständig ist. Zu Kollega Messerli möchte ich Folgendes sagen: Wenn man jetzt schon einmal die Überarbeitung anschaut, dahingehend, ob eine Rückweisung überhaupt sinnvoll ist oder nicht, müsste man auch darüber diskutieren, ob es noch Sinn macht, Planungserklärungen zu den Richtlinien einzureichen. Grundsätzlich muss man sich überlegen, ob die Regierungsrichtlinien dem Parlament vorgelegt gehören, ob dies Sinn macht oder ob man gescheiter wird und in Zukunft darauf verzichtet. Dies, weil die Regierung ihre Ansichten der Öffentlichkeit kundtun kann. Die Richtlinien sind dann so gut wie die Regierung und deren Zusammenarbeit. Das Parlament würde hingegen sein eigenes Programm machen.

La présidente. Madame Stucki a la parole à titre personnel.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Diese Diskussion erstaunt mich doch einigermassen. Richtlinien des Regierungsrats haben wir nicht abzuändern oder etwas in diese hineinzuschreiben. Es sind die Richtlinien und Ideen des Regierungsrats für die nächste Legislaturperiode. Wir können unsere Haltung – positiv oder negativ – dazu äussern oder unsere Enttäuschung ausdrücken. Das ist alles in Ordnung. Insofern erstaunen mich Ihre Anträge. Ich habe bereits gestern sämtliche Anträge und Planungserklärungen abgelehnt. Es ist nicht an uns, hierzu Planungserklärungen einzugeben. Bedenken Sie, wie Sie jeweils reagieren, wenn der Regierungsrat uns etwas vorschreiben will!

Barbara Egger-Jenzer, présidente du Conseil-exécutif. Werte Grossrätinnen und Grossräte, ich kann mich kurz fassen. Dem Votum des Präsidenten der SAK, Walter Messerli, ist nichts beizufügen. Ich bitte Sie, sich dieses nochmals in Erinnerung zu rufen. Es betrifft insbesondere den von ihm dargelegten Punkt 1 bzw. was es in der Praxis hiesse, wenn wir die Planungserklärungen zu Auflagen machen würden. Wenn wir diese erfüllen müssten, hätten wir die Regierungsrichtlinien wohl erst in der nächsten Legislaturperiode. Ich kann Ihnen dies anhand der Planungserklärung betreffend die Polizei- und Militärdirektion aufzeigen. Wie ich Ihnen gestern dargelegt habe, können wir besagte Planungserklärung erst Ende der Legislaturperiode erfüllen. Zuerst müssten wir also die Planungserklärung erfüllen, bevor wir die neuen Richtlinien vorlegen könnten, und das wäre dann eben Ende Legislatur. Alleine dies zeigt, dass es nicht praktikabel ist, wenn Sie das parlamentarische Instrument der Planungserklärung plötzlich zur Auflage umfunktionieren. Ich bitte Sie daher – und vor allem auch gestützt auf das Votum des Kommissionspräsidenten –, den Rückweisungsantrag abzulehnen.

La présidente. Je pense que tout a été dit. M. le président de la Commission a demandé la parole après les votes, on va donc passer aux votes. Tout d'abord, nous allons voter sur la proposition de renvoi du PLR, cette proposition de renvoi, attachée avec les cinq déclarations de planification dont une qui a été reprise par la Commission, la déclaration de planification de l'UDC. Après, nous passons au vote sur la prise de connaissance. Donc, tout d'abord, ceux qui acceptent le renvoi votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition de renvoi PLR)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	51
Non	87
Abstentions	9

La présidente. Vous avez refusé le renvoi. Maintenant, nous pouvons passer à la prise de connaissance. Ceux et celles qui acceptent la prise de connaissance du rapport, avec les cinq déclarations de la Commission, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :	
Prise de connaissance	
Oui	102
Non	28
Abstentions	18

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance. Mme la présidente reste avec nous, nous allons tout de suite passer à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. M. le président, je vous prie de rester là parce que j'aurai encore des informations et nous avons tout de suite un vote à faire. M. le président de la Commission, vous pouvez prendre la parole, vous pouvez l'enclencher?

Walter Messerli, Interlaken (UDC), président de la CIRE. Ich danke Ihnen namens der Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen für das durch Ihre Stimmabgabe ausgedrückte Vertrauen. Dieses verleiht uns neuen Schub für die Fortsetzung. Wir sind seit Mitte des vergangenen Jahres gut gestartet, und die Kommission bereitet mir auf Berndeutsch gesagt «Fröödd». Ich danke den Kommissionsmitgliedern für ihr Engagement. Ebenso danke ich für das Engagement von Kommissionssekretärin Céline Baumgartner sowie der Protokollführerin Sara Ferraro. Das Protokoll war nämlich entscheidend wichtig, damit wir überhaupt über das Neujahr über die Runde gekommen sind und uns für heute vorbereiten konnten. Am Schluss unseres Berichts haben wir geschrieben, dass die Fristen in Zukunft nicht mehr so eng ausfallen dürfen, weil ansonsten die Seriosität der Arbeit leidet.
Schliesslich nehme ich Bezug auf eine gestern von einem Grossratsmitglied gestellte Frage. Dieser zufolge sei das grösste Stück der SAK nun vorüber. Die Frage lautete, was die SAK nun zu tun habe. Diese Frage ist durchaus berechtigt. Wie Sie wissen, ist die SAK nicht unbedingt eine Kommission, die sich mit den laufenden Tagesgeschäften befasst. Sie ist kein «Tick», «Trick» oder «Track» bzw. weder eine BaK, BiK, GSoK noch eine SiK und ebenso wenig eine Aufsichtskommission. Die SAK ist eine spezielle Kommission. Aber keine Angst, wir haben noch grosse Stücke zu bearbeiten. Dies, obwohl wir hier im Parlament nicht derart oft zur Darstellung kommen. Ich verweise darauf, dass wir an der Revision der Kantonsverfassung mit sieben Teilthemen arbeiten. Zudem steht – sobald dies fällig ist – die Redaktion des Abstimmungsbüchleins an. Auch wissen wir, dass die «Kulturlandinitiative» und die «Spitalstandortinitiative» kommen werden. Weiter gibt es Aussenbeziehungsberichte. Vergessen Sie schliesslich nicht, was in Sachen Verhältnis zwischen Kirche und Staat auf uns zukommt. Angesichts dessen sind wir nicht arbeitslos. Unsere Arbeit ist aber tiefgreifender Natur und nicht dermassen medien- und parlamentlastig wie dies bei den anderen Kommissionen, die sich mit dem laufenden Tagesgeschäft befassen, der Fall ist. Vielen Dank.

Motion d'ordre

Affaire 2014.RRGR.677 Université de Berne, Institut de médecine légale (IML) et Département de recherche clinique (DKF). Construction d'un bâtiment Murtenstrasse 20-30, lot B, 1re étape. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

Proposition Les Verts (Machado Rebmann, Berne)
Débat libre

La présidente. Nous passons à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Tout d'abord, nous avons ici pour l'affaire 7, Université de Berne, Institut de médecine légale et Département de recherche clinique, une

proposition d'amendement. J'ai aussi reçu ce matin sur la table une proposition de renvoi, mais tout de suite, nous allons voter sur la motion d'ordre des Verts, c'est-à-dire d'avoir, au lieu d'un débat réduit, un débat libre. Les Verts ont demandé un débat libre pour l'affaire 7, et nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent la proposition des Verts, un débat libre, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (motion d'ordre Les Verts)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	68
Non	71
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé le débat libre. Je vous demande un petit peu d'attention. J'aimerais aussi vous informer que dans la Direction des travaux publics, l'affaire 10 a été retirée, ainsi que les affaires 13 et 14.

Affaire 2014.RRGR.657

Gestion des immeubles. Crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 01, ACE 1287/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire 5, Gestion des immeubles. Crédit d'engagement pluriannuel. Nous sommes en débat libre, c'est un arrêté qui est soumis à la votation populaire facultative, un crédit à approuver de 3 350 000 francs. M. Pfister, vous pouvez prendre la parole si vous voulez.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), rapporteur de la CFin. Mir ist klar, dass der Kredit in der Höhe von 3,35 Mio. Franken für die Bewirtschaftung der Immobilien sicher nicht bestritten ist. Dennoch möchte ich zwei, drei Punkte erwähnen. Es macht Sinn, dass das Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG) die Kantonsliegenschaften und das Bauland professionell bewirtschaften kann. Bisher war dies nur mühsam möglich. Das neue EDV-Programm wird dem AGG erlauben, anders zu arbeiten. Das AGG erhält dann auch die Möglichkeit, den Direktionen aufzuzeigen, welche Miete sie für die von ihnen genutzten Liegenschaften bezahlen müssten, wenn diese nicht dem Kanton gehörten. Wenn die Direktionen den Mietwert ihrer Liegenschaften kennen würden, würden sie sich eher überlegen, ob sie so viele Büroräume benötigen und ob sie am richtigen Ort sind. Davon bin ich persönlich überzeugt. Bei der Vorbereitung dieses Geschäfts hat die Vertreterin des AGG klar gesagt, dass die Möglichkeit, den Direktionen die Kosten der Liegenschaften aufzuzeigen, bestehe. Es gab einmal einen Vorstoss, der die Raumkostenberechnung weitergeben wollte. Die Baudirektorin, die früher positiv eingestellt war, sagte aber, dass es vom Aufwand her nichts brächte. Damit habe ich kein Problem. Wichtig ist, dass die Fraktionen sowie die Grossrätinnen und Grossräte wissen, dass die Möglichkeit besteht, die Kosten auszuweisen. Im Vorfeld wollte man noch einen Zusatzantrag stellen, wonach die Kosten ausgewiesen werden müssen. Mit dem EDV-Programm, welches das AGG anschafft, wird es möglich sein, die Kosten auszuweisen. Es wurde bereits einmal ein Programm zur Projektbewirtschaftung im Hoch- und Tiefbau angeschafft. Diesbezüglich haben wir gute Rückmeldungen erhalten, dahingehend, dass die Bewirtschaftung heute sehr gut möglich und man immer über den Stand der Baukosten im Bild sei. Dies ist auch bei den Liegenschaften notwendig. Aus diesem Grund möchte ich Sie bitten, dem vorliegenden Kredit zuzustimmen.

La présidente. Quelqu'un aimerait-il encore prendre la parole? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc tout de suite au vote sur l'affaire 5, Gestion des immeubles, Demande de crédit, 3 350 000 francs et cet arrêté qui est soumis à la votation populaire facultative. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	125
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.1053

BLS Schifffahrt Berner Oberland - Subvention cantonale pour le remplacement du hangar à bateaux de Thoune. Crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 01, ACE 1259/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire 6, BLS Schifffahrt Berner Oberland – Subvention cantonale pour le remplacement du hangar à bateaux de Thoune. Crédit d'engagement pluriannuel. Est-ce que ici M. Rüfenacht veut prendre la parole? – Ce n'est pas le cas. Y-a-t-il quelqu'un qui aimerait prendre la parole? – Non. Nous passons donc au vote. Je vous rappelle que ce crédit est aussi soumis à la votation populaire facultative, au référendum financier. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	124
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.677

Université de Berne, Institut de médecine légale (IML) et Département de recherche clinique (DKF). Construction d'un bâtiment Murtenstrasse 20-30, lot B, 1re étape. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

Annexe 01, ACE 1286/2014

Proposition Machado Rebmann, Berne (Les Verts)
Renvoi de l'affaire avec pour mandat de créer une infrastructure de recherche clinique alternative se substituant aux expériences sur les animaux et de renoncer à l'aménagement des trois sous-sols devant accueillir les animaux.

La présidente. Nous passons à l'affaire 7, ici, nous avons une proposition d'amendement et une proposition de renvoi. Mme Machado Rebmann, je vous prie de venir justifier votre renvoi de l'affaire et vous avez deux minutes, nous sommes toujours en débat réduit.

Simone Machado Rebmann, Berne (Les Verts). Wir sind ein Parlament. Dieser Begriff kommt vom dem Altfranzösischen «parlement», was «Gespräch», «Unterredung», «Erörterung» bedeutet. Es sollen 141,5 Mio. Franken verbaut werden, ohne dass diese einen direkten Beitrag an die Gesundheitsversorgung wären. Davon sollen 1000 m^2 bzw. 8 Mio. Franken für die Infrastruktur für die Tierhaltung für Tierversuche verbaut werden. Hier braucht es ein «parlement»! Gestern ging eine Petition mit 3165 in drei Tagen gesammelten Unterschriften ein. Dieses Geschäft hat also Referendumspotenzial. Wir bewegen uns in einem Dreieck zwischen den wirtschaftlichen Interessen, dem gesellschaftlich geforderten Tierwohl und der Forschungsfreiheit. Deshalb möchte ich mittels meines Rückweisungsantrags über dieses Geschäft diskutieren.

La présidente. Je demande aux groupes de s'annoncer, nous parlons pour l'instant du renvoi, nous prendrons après la proposition d'amendement de M. Hofmann. M. Guggisberg pour l'UDC, c'est à vous.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Wie Sie dem Vortrag entnehmen können, ist das Departement für Klinische Forschung heute auf elf Standorten verteilt. Mit dem Neubau würden die Standorte auf sechs reduziert, was dringend notwendig ist. Die Forschung benötigt grössere Räume. Der Bedarf nach mehr Platz ist ebenfalls ausgewiesen. Bei diesem Rückweisungsantrag ist wichtig zu wissen, dass der Tierschutz im Rahmen der Projektierung einbezogen wurde. Der Tierschutz hat dem Projekt in der heute vorliegenden Form zugestimmt. Damit besteht auch aus unserer Sicht kein Anlass, um an dieser Stelle eine Grundsatzdiskussion über den Tierschutz vom Zaun zu brechen. Wir werden den Rückweisungsantrag einstimmig ablehnen.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC), rapporteur de la CIAT. Auch die BaK hat ausführlich über dieses Geschäft diskutiert, ebenso über die Tierversuche. Wir haben diesen Aspekt gründlich geprüft, indem wir eine Ad-hoc-Gruppe, bestehend aus Ueli Frutiger und Ursula Brunner, gebildet haben. Wir haben dieses Geschäft gut untersucht. Wir sind seitens der BaK ebenfalls der Meinung, dass die Tierversuche nichts mit dem vorliegenden Baugeschäft zu tun haben. Klar, ich habe Verständnis, dass nicht alle Leute über Tierversuche erfreut sind. Denken wir aber an unsere Universität und unsere Forschung – ohne Tierversuche, ginge es wahrscheinlich nicht. In bin der Meinung, dass dieses Bauprojekt – um unseren Kanton Bern und unsere Forschung weiterzubringen – ein Muss und nicht zu vermeiden ist. Seitens der Universität haben wir Informationen erhalten und erfahren, dass für die klinischen Versuche Mäuse benötigt werden und dass die Universität ohne diese Versuche nicht arbeiten kann. Dies muss man klar sehen. Darüber haben wir auch in der BaK diskutiert. Gestern haben wir nochmals darüber gesprochen und eigentlich einstimmig befunden, dass wir im Zusammenhang mit diesem Geschäft nicht auf das Thema Tierversuche eingehen möchten. Das tun wir auch nicht. Ich komme später nochmals auf das Thema zurück. Die BaK ist allerdings einstimmig der Meinung, dass der Rückweisungsantrag nicht unterstützt werden sollte, zumal er nichts mit dem Bau zu tun hat.

La présidente. Je vous informe que la pétition concernant «Stoppt die Tierversuche und den weiteren Ausbau des Labors Uni Bern» est placée sur la table dehors, vous pouvez aller la voir ou la lire si vous le voulez. Mme Mühlheim pour le pvl, vous avez la parole.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Auch für die glp ist klar, dass wir für einen starken Medizinalstandort Bern einstehen. Wenn wir diese Zielsetzung in die Tat umsetzen wollen, brauchen wir diesen Neubau. Insofern verstehen wir nicht, wie man ein Bauvorhaben mit dem Tierschutz kombinieren kann. Man kann sagen, dass man den Sack schlägt, aber den Esel meint. Wenn man mit dem Tierschutzgesetz nicht einverstanden ist, so ist dieses auf Bundesebene zu revidieren, aber nicht auf dieser Stufe ein Bauvorhaben zu bekämpfen, welches den Tierschutz klar definiert und einhält. Nicht zuletzt ist es mit dem grossen Neubau möglich, dass alle wichtigen Hygienevorschriften – auch im Tierschutzbereich – umgesetzt werden können. Das Bauprojekt fördert den Tierschutz und läuft diesem nicht zuwider. Aus diesem Grund wird die glp-Fraktion den Rückweisungsantrag einstimmig ablehnen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die BDP-Fraktion ist grundsätzlich immer der Meinung, dass man Vorlagen möglichst breit diskutieren können soll. Mit dem Rückweisungsantrag wird eigentlich nur die Diskussion über den Tierschutz aktiviert und nichts anderes. Der Tierschutz hat aus unserer Sicht nichts mit diesem Geschäft zu tun. Die BaK hat bereits vertieft abgeklärt, ob der Bau einer solchen Anlage, um Versuchstiere zu halten bzw. auch für die Forschung nötig ist. Beides wurde bestätigt. Aus diesen Gründen lehnt die BDP-Fraktion den vorliegenden Rückweisungsantrag ab.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Ich äussere mich hier nur zum Rückweisungsantrag. Inhaltlich kann ich mich eigentlich meinen Vorrednern anschliessen. Die Grünen

sind zwar Tierversuchen gegenüber sehr kritisch eingestellt. Für die Mehrheit unserer Fraktion ist dies aber der falsche Ort, um diese Thematik zu behandeln. Die grosse Mehrheit der Grünen wird den Rückweisungsantrag daher ablehnen.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Ich fasse mich kurz. Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist der Meinung, dass man den vorliegenden Baukredit nicht mit der Diskussion über Tierversuche zu verhindern versuchen sollte. Darum kann es auf keinen Fall gehen. Ich war auch in der Gruppe tätig, die nähere Abklärungen getroffen hat. Wir haben die Frage nach dem Tierschutz klar gestellt. Die so genannten «Mäuse-Hotels», welche eingerichtet werden, sind – wie uns versichert wurde – tierschutzkonform. Ich sehe keinen Grund, weshalb ich dies nicht glauben sollte. Noch ein Hinweis an die Antragstellerin: Im ganzen Gebäude wird kein einziger Tierversuch durchgeführt! Sie müssen dies richtig darstellen und nicht etwas sagen, das nicht stimmt. Es werden – eben aus hygienischen Gründen – nur Zuchten betrieben. Die beiden Bereiche werden getrennt, damit es sauber läuft. Dies dient letztendlich den Tieren. Ich bitte Sie, diesen Antrag klar abzulehnen.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Auch für die EVP-Fraktion ist – ähnlich wie für die Vorredner – klar, dass bei diesem Projekt durchaus ein Zusammenhang zu den ethischen Fragen in Bezug auf Tierversuche hergestellt werden kann. Wir lehnen es jedoch ab, diese Frage ausserhalb eines grösseren Kontexts an einem Bauprojekt aufzuhängen. Dies wäre etwa vergleichbar wie wenn wir bei einer Vorlage für einen Schulhausneubau eine Grundsatzdiskussion über den Lehrplan 21 führen würden. Die thematische Frage nach Tierversuchen müssten wir an anderer Stelle bzw. grundsätzlicher und nicht auf dieses Projekt bezogen führen.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Ich kann mich kurz fassen. Auch die FDP wird den Antrag ablehnen. Für uns wäre es absolut unseriös, ein gut vorbereitetes Baugeschäft in dieser Grössenordnung zurückzuweisen. Dies würde inakzeptable zeitliche Verzögerungen nach sich ziehen. Wird die Planung auf den Kopf gestellt, führt dies zu nicht abschätzbaren Kostenfolgen. Für uns ist es sogar ein Stück weit unredlich, mittels einer Rückweisung eine Plattform zur Diskussion über Tierversuche zu erhalten. Dies umso mehr, als die Tierschutzbestimmungen im Rahmen dieses Bauprojekts – wie erwähnt – eingehalten werden. Nochmals: Die FDP wird den Rückweisungsantrag ablehnen.

La présidente. Je n'ai plus d'intervenants pour les groupes, Mme la directrice, vous avez la parole.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Es wurde bereits von allen Rednerinnen und Rednern erwähnt: Dieses Bauprojekt ist der komplett falsche Adressat, um über Tierversuche zu sprechen. Ich sage in aller Deutlichkeit nochmals, was Grossrätin Brunner bereits erwähnt hat: In den Räumen Insel Nord werden keine Tierversuche durchgeführt. Es geht lediglich um eine Zentralisierung der Tierzucht und somit um eine saubere Trennung zwischen Experimenten und Zucht. Auf diese Weise werden die Tierbestände besser vor Kontaminationen gestützt, was eben hilft, die Anzahl Tiere pro Versuch zu reduzieren. Dieses Projekt ist also der völlig falsche Adressat. Im Übrigen bestehen auch in Bezug auf die Zucht zahlreiche Vorschriften. Ich verzichte darauf, Ihnen diese vorzulesen, zumal sie eine halbe Seite füllen. Vor allem müssen die eidgenössischen Gesetze und Verordnungen eingehalten werden. Sie werden auch alle eingehalten, da dies immer wieder kontrolliert wird. Die Universität Bern ist in Bezug auf Tierversuche sehr fortschrittlich. Aber darüber werden Sie von einem anderen Regierungsrat etwas hören. Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag abzulehnen.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux et celles qui acceptent ce renvoi votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition de renvoi Machado Rebmann)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	4
Non	119
Abstentions	5

La présidente. Vous avez refusé le renvoi.

Proposition PS (Hofmann, Berne)
Les places de stationnement seront louées à la valeur de rendement brute usuelle pour les immeubles, 100 pour cent correspondant aux coûts d'aménagement des places de stationnement, soit 9,7 millions de francs.

La présidente. Nous passons à la proposition d'amendement du PS. M. Hofmann, vous avez la parole.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die zwei untersten Geschosse des Projekts Murtenstrasse dienen ausschliesslich dem Parkieren. In der BaK wurde gefragt, wie teuer die beiden Untergeschosse zu stehen kommen. Die Antwort lautete 9,7 Mio. Franken. Dieser Betrag steht auch im Antrag. Im Vortrag steht, dass dieser Summe Parkgebühren von 189 000 Franken entgegenstehen. Rechnet man dies aus, kommt man auf eine Bruttorendite von 2 Prozent. Es dürfte auch unter den Bürgerlichen niemanden geben, der 9,7 Mio. Franken für eine Bruttorendite von 2 Prozent investieren würde. Die Rechnung von 189 000 Franken pro Jahr ergibt, dass pro Monat 150 Franken pro Parkplatz eingenommen werden müssen. Eigentlich haben wir damit Verhältnisse, die an das Stadttheater erinnern. Wie Sie wissen, bezahlt der Staat – wenn man eine Eintrittskarte für das Stadttheater kauft – ein Mehrfaches dazu. Dies ist auch hier, beim Parkieren, der Fall. Wenn Sie 150 Franken pro Parkplatz bezahlen, gibt der Staat 300 Franken dazu, sodass man auf eine bei Liegenschaften übliche Bruttorendite von 6 Prozent kommt. Das wären also Stadttheater-Verhältnisse. Es wurden Befürchtungen laut, wonach eine Bruttorendite von 6 Prozent zu teuren Parkplätzen führten, welche dann gar nicht benutzt würden. Ich habe dies abgeklärt. Das Mietrecht verlangt eine Bruttorendite von 4 Prozent. Damit kämen wir auf eine Parkplatzgebühr von

300 Franken pro Monat, was nicht dermassen teuer ist. Ich habe auch bei der Stadt Bern Abklärungen getroffen. Ich sehe, die Redezeit ist schon abgelaufen. *(La présidente le confirme.)*

Hugo Kummer, Berthoud (UDC), rapporteur de la CIAT. Der Antrag von Res Hofmann lag uns an den BaK-Sitzungen nicht vor. *(La présidente agite sa cloche.)* Wir haben ihn seitens der BaK gestern während der Mittagspause diskutiert. Die Kommissionsmehrheit teilt die Meinung von Res Hofmann nicht ganz. Wir gehen – entsprechend der Vorlage – davon aus, dass es sich um «marktübliche Preise» handelt. Das Insel-Parking wird mit dem Neubau verbunden sein. Insofern gehen wir von den gleichen Preisen aus, wie sie das Insel-Parking macht. Wir können nicht für die linke und die rechte Seite unterschiedliche Preise verlangen. Wir haben gestern nochmals nachgefragt und erfahren, dass im Inselspital ein ganzer Tag Parkieren 28 Franken kostet. Rechnet man diesen Betrag auf einen Monat hoch, kommt man nicht auf 150 Franken, sondern auf einen wesentlich höheren Betrag. Klar, es handelt sich zwar um eine Monatskarte. Ich gehe aber davon aus, dass diese im Bereich von rund 400 Franken liegen wird. Damit wären wir bei den von Res Hofmann angestrebten 6 Prozent. Bei 150 Franken sehe ich es nicht. Wir können keinen Markt-Dumpingpreis machen. Dennoch müssen wir diese Parkplätze bauen und können uns diese nicht wegdenken. Die BaK war mit 11 zu 6 Stimmen der Meinung, dass der Antrag von Res Hofmann nicht zu gewähren sei.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Aus unserer Sicht hat der Antrag Hofmann mit dem Kreditbeschluss über 141 Mio. Franken nicht viel zu tun. Die Frage der Parkplätze, deren Anzahl und Bewirtschaftung war Res Hofmann bereits während den Kommissionssitzungen ein Dorn im Auge. Die vom Berner Volk bewilligte Überbauungsordnung gibt uns jedoch die Anzahl zu bauender Parkplätze vor. Daran lässt sich nicht schrauben. Der Regierungsrat legt auf Seite 12 des Vortrags dar, dass die Parkplätze «voraussichtlich» für 150 Franken pro Monat vermietet werden sollen. Dies vor allem an das Insel-Parking sowie an Leute, die im neuen Gebäude arbeiten werden. Die Verhandlungen sind diesbezüglich noch weiterzuführen und noch nicht abgeschlossen. Aus unserer Sicht ist das AGG näher dran und weiss, zu welchen Preisen solche Parkplätze vermietet werden können. Deshalb haben wir Vertrauen in das AGG, dahingehend, dass es die Verhandlungen richtig führen wird. Die BDP-Fraktion lehnt den Antrag Hofmann ab.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Ich äussere mich gleichwohl kurz zum Geschäft. Schliesslich geht es um 141 Mio. Franken. Wir diskutieren hier über ein für den Kanton Bern sehr wichtiges Geschäft. Die Medizinaltechnik ist ein zentrales Standbein der Berner Wirtschaft und dies unter anderem wegen der Nähe zur Forschung. Sowohl das Institut für Rechtsmedizin als auch das Departement für Klinische Forschung benötigen eine zeitgemässe Infrastruktur, um ihre führende Position im hart umkämpften Markt zu halten. Der Neubau an der Murtenstrasse soll für die nötige Infrastruktur eine wichtige Grundlage bringen. Denn die heute bestehenden Infrastrukturen sind zu klein und veraltet. Zudem entsprechen sie bei Weitem nicht dem aktuellen Standard. Der Bedarf ist somit für die Grünen unbestritten. Dennoch haben wir einige Aspekte in der Fraktion diskutiert. Zuerst zum Verkehr – und damit komme ich gleich auf den Antrag zu sprechen: Das Inselspital hat gemäss dem Abstimmungsvortrag zur Überbauungsordnung ein Mobilitätkonzept zu erarbeiten. Eine Frage hierzu: Liegt dieses bereits vor?
Der Bau von 105 Parkplätzen hat auch bei uns zu Diskussionen geführt. Wir sind der Meinung, dass an dieser Lage mit den bestehenden Parkplätzen auf dem Areal nicht dermassen viele zusätzliche Parkplätze nötig wären. Das Volk hat aber die raumplanerischen Grundlagen mit der Überbauungsordnung genehmigt und damit die Anzahl an Parkplätzen festgelegt. Dazu können wir heute nichts mehr sagen.
Nun zum Antrag Hofmann: Die Parkplätze sollen zu einem maximalen Preis vermietet werden, zu dem sie noch beansprucht werden. Denn ein leeres Parking mit sehr hohen Gebühren bringt unseres Erachtens nichts. Aus diesem Grund lehnt die Mehrheit der Grünen den Antrag Hofmann ab. Dies, obwohl es uns sehr widerstrebt, dass der Kanton Parkplätze querfinanziert. Wir haben aber keine andere Wahl, weil die Anzahl an Parkplätzen festgelegt ist. Noch zum Schluss ein Lob: Selbstverständlich begrüssen wir die angestrebten Energie-Standards.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Auch die FDP lehnt den Antrag ab. Wir gehen mit dem Antragsteller einig, dass es nicht zu einer Quersubventionierung über das Gebäude zur Einstellhalle kommen sollte. Ebenso wenig sollte der Kanton verdeckt irgendwelche Parkplatzgebühren quersubventionieren. Im vorliegenden Fall ist es aber heikel, eine Rendite an die Investitionen zu koppeln. Das Parkhaus erfordert relativ hohe Investitionen – wir sprechen von 9,7 Mio. Franken. Wir haben ziemlich aufwändige Baugrubensicherungen mit Fallende usw. In diesem Fall ist es auch schwierig, die Kosten genau zu beziffern, die Grenze zum übrigen Baukörper zu ziehen und zu definieren, was noch zur Einstellhalle gehört und was nicht. Wie gesagt ist es aus unserer Sicht heikel, eine Rendite an die Investitionen zu koppeln. Selbstverständlich besteht auch unsere Forderung darin, dass das AGG bzw. die BVE darauf achtet, dass marktübliche Parkgebühren verlangt werden. Ob man die Investitionen tatsächlich im Rahmen der vom Antragsteller erwähnten Rendite abdecken kann, bezweifeln wir. Wir vertrauen auf das Wirken des AGG und hoffen, dass es marktübliche Parkgebühren einfordern wird. Die FDP wird den Antrag Hofmann ablehnen.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Bei der Frage der Parkplätze muss man zuerst festhalten, dass die im Projekt enthaltenen Parkplätze in der Überbauungsordnung Murtenstrasse 10 bis 66 vorgesehen sind. Dies ist dem Antragsteller ebenfalls bekannt. Nun versucht er quasi über die Hintertüre, die Parkplätze unattraktiv zu machen. Der Preis von 150 Franken pro Parkplatz ist in der Stadt Bern marktüblich. Ausgehend von den ins Feld geführten 9,7 Mio. Franken und ausgehend von einem Bruttoertragswert von 5 bis 7 Prozent – dieser dürfte langfristig zu erwarten sein –, kämen wir auf einen Preis von zwischen 385 und 540 Fran-

ken. Dieser Preis ist gegenüber den marktüblichen 150 Franken klar nicht konkurrenzfähig. Sogar mit den von Res Hofmann erwähnten 4 Prozent kommt man auf 307 Franken, d. h. auf das Doppelte des marktüblichen Preises. Was würde passieren, wenn man diesem Antrag zustimmte? Die Parkplätze würden gebaut, aber nicht benutzt. Sie würden leer stehen. Ich weiss nicht genau, was beabsichtigt wird. Vielleicht sollen die Parkplätze später für Fahrräder dienen. Aber dafür sind sie nicht geeignet, zumal wohl niemand sein Fahrrad im vierten oder fünften Untergeschoss parkieren will. Wir lehnen den Antrag Hofmann einstimmig ab.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Nachdem Daphné Rüfenacht etwas zur Bedeutung dieses Baus gesagt hat, erlaube ich mir, eine persönliche Stellungnahme zur Architektur dieses Gebäudes abzugeben. Ich freue mich über dieses Gebäude. Ich halte es für einen gelungenen Wurf. Es überzeugt städtebaulich wie ästhetisch, weist einen hohen Nutzwert aus und entspricht dem, was es braucht. Wie gesagt, ein gelungener Wurf. Das Gebäude ist notwendig, weil es einem tatsächlichen Bedarf entspricht. Die Mitarbeitenden der BVE haben hervorragende Arbeit geleistet. Sie haben uns sehr gut dokumentiert. Wir hatten auch das Modell in der BaK-Sitzung und konnten uns davon überzeugen, dass dieses Gebäude wirklich ästhetisch, aber ebenso praktisch sein wird. Deshalb stimmt die SP-JUSO-PSA-Fraktion dem Ausführungskredit von rund 140 Mio. Franken vorbehaltlos zu. Einziger Wehrmutstropfen sind die Parkplätze. Dies haben Sie bereits gehört. Wir möchten darauf hinweisen, dass es nicht Aufgabe des Kantons sein kann, indirekt über hohe, wegen des Baugrundes anfallender Baukosten, Parkplätze zu subventionieren. Wir möchten ein Zeichen setzen und gehen davon aus, dass diese Diskussion bereits aufgezeigt hat, dass wir das Thema Parkplätze in unseren Debatten künftig achtsamer behandeln werden.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich möchte dort anknüpfen, wo Ursula Brunner aufgehört hat. Die Tatsache, dass die Parkdecks im vierten und fünften Untergeschoss bei diesem Projekt am meisten zu reden geben, sprechen eigentlich für das Projekt. Es wurde gute Arbeit geleistet; das Projekt überzeugt architektonisch und städtebaulich. Eigentlich geht es bei den Parkdecks um zwei Missverhältnisse, von denen wir schon gehört haben. Diese lassen sich auch nicht in Abrede stellen. Ein Missverhältnis besteht zwischen dem Platzbedarf und den geplanten Parkplätzen einerseits. Anderseits besteht ein Missverhältnis zwischen den Mieterträgen für die Parkplätze und den Erstellungskosten. Die Erstellungskosten sind höher. Weshalb? Der Grund dafür ist, dass weiter unten gegraben und gebaut werden muss. Es geht darum – und deshalb unterstützen wir den Änderungsantrag Hofmann –, Parkplätze an dieser guten Lage nicht vergünstigt abzugeben. Umgekehrt mietet der Kanton – ich erinnere an andere Vorlagen – Nebennutzflächen hinzu. Sollten die Parkplätze, weil sie zu teuer sind, nicht vermietet werden, könnte man diese durchaus als Raumreserve in Betracht ziehen.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Es ist tatsächlich etwas seltsam, dass wir über Parkplätze sprechen. Immerhin geht es um einen Bau im Betrag von 141 Mio. Franken. Zudem ist es für den Kanton ausserordentlich wichtig, dieses Gebäude den Nutzenden – der Universität Bern – zur Verfügung zu stellen. Nun gut, so spreche ich halt auch über Parkplätze. Die bestrittenen Parkplätze müssen wir gestützt auf die Überbauungsordnung der Stadt Bern erstellen. Letztere wurde mit über 91 Prozent Zustimmung angenommen. Deshalb haben wir keine andere Wahl, sondern müssen die 105 Parkplätze zur Verfügung stellen. Konkret werden diese grösstenteils als Erweiterung des bestehenden Insel-Parkings erstellt. Dies ist insofern auch sinnvoll, als die bereits bestehenden Ein- und Ausfahrten genutzt werden können. Die Parkplätze machen auch für die Nutzenden Sinn. Dies, weil viele Spitalkunden nicht genügend mobil sind, um mit dem öffentlichen Verkehr anzureisen. Im Übrigen ist dieser gerade auf diesem Zweig unglaublich überlastet. Diese Leute sind deshalb dringend auf Parkplätze angewiesen. Das Inselspital wird diese Parkplätze für uns bewirtschaften. Auch hier werden wir klar für die bestmöglichsten Erträge für den Kanton sorgen.
Aufgrund der Überbauungsordnung erstellen wir zwei Arten von Parkplätzen, einerseits die so genannt kantonalen Parkplätze. Diese benötigen wir für die Verwaltungsangestellten. Sie werden als Dauerparkplätze an die Nutzenden vermietet und richten sich nach der Parkplatzverordnung des Kantons. Letztere gilt ebenfalls beispielsweise für Schulhäuser bzw. für alle kantonalen Gebäude. Für diese Parkplätze werden wir gemäss Verordnung 150 Franken pro Parkplatz verlangen. Die übrigen Parkplätze werden wir zu den marktüblichen Leistungen zur Bewirtschaftung an das Inselspital übergeben. Das Inselspital wird die gleichen marktüblichen Bedingungen stellen, wie sie bereits heute im Insel-Parking vorhanden sind. Aus Erfahrung kann ich Ihnen sagen, dass es sehr teuer ist, einen ganzen oder einen halben Tag im Insel-Parking zu parkieren. Sie können auch meinen Mann fragen, der einige Male einen ganzen Tag dort parkieren musste. Er hat gesagt, dass es ihn beinahe ruiniert hätte. *(Hilarité)* Nein, ich glaube das natürlich nicht! Es ist aber effektiv so, dass kaum ein Pendler oder eine Pendlerin das Auto einen ganzen Tag im Insel-Parking parkiert, weil es teuer ist. Den Antrag von Grossrat Hofmann können wir allerdings nicht erfüllen, weil er eine Mischrechnung macht. Es gibt Parkplätze für 150 Franken und Parkplätze, welche wir zu den marktüblichen Bedingungen an das Inselspital übergeben werden. Ich bitte Sie dringend, den Antrag Hofmann abzulehnen. Dieser ist unsinnig und geht nicht auf. Ich bitte Sie, diesem für den Kanton wichtigen Projekt zuzustimmen.

La présidente. Nous allons donc voter sur cette proposition d'amendement du PS. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition PS)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	19
Non	113
Abstentions	12

La présidente. Vous avez refusé cette proposition d'amendement. Maintenant, le porte-parole de la Commission a demandé la parole, M. Kummer, c'est à vous. Vous avez deux minutes.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC), rapporteur de la CIAT. Nun haben wir bereits sehr rege über das Geschäft diskutiert. Jetzt geht es um das Hauptgeschäft, um den mehrjährigen Investitionskredit. Auch für die BaK war dies ein grosses Geschäft, welchem wir – aus diesem Grund – grosse Beachtung geschenkt haben. Wir haben – wie vorhin erwähnt – eine kleinere Gruppe eingesetzt, zumal es immerhin um 141,5 Mio. Franken geht. Dieser Gruppe haben Ursula Brunner und Ueli Frutiger angehört. Wir haben uns diesem Geschäft intensiv angenommen. Dies, weil es für uns wichtig ist, wie es weitergehen wird. Es geht um das Institut für Rechtsmedizin (IRM) und das Departement Klinische Forschung (DKF). Wir müssen klar sehen, dass es jetzt um die erste Etappe geht. Weitere Etappen sind vorgesehen. Heute sprechen wir aber über die erste Etappe des Neubauprojekts.
Der prioritäre Neubau an der Murtenstrasse liegt direkt im Perimeter des Insel-Areals. An der Murtenstrasse 20 bis 30 sollen der Labor-Neubau für das IRM und das DFK für die Universität Bern realisiert werden. Das IRM ist heute auf sieben Standorte in der Stadt Bern verteilt, und der Hauptsitz befindet sich an der Bühlstrasse 20 in Bern. Das achtzigjährige Gebäude befindet sich in einem schlechten baulichen Zustand. Auch der Standard der Labors und die Arbeitsplätze entsprechen heute leider nicht mehr den aktuellen Anforderungen. Ein Ausbau am bisherigen Hauptstandort ist schlichtweg nicht mehr möglich. Eine Standortkonzentration ist in diesem Fall zwingend notwendig. Das DKF ist heute auf elf Standorte verteilt. Auch hier entsprechen die heutigen Anforderungen bezüglich der Flächen den Ausbaustandards leider nicht mehr. Mit dem geplanten Neubau werden die notwendigen zusätzlichen Laboreinrichtung und Flächen für die Tierhaltungskapazitäten enorm verbessert.
Die Überbauungsordnung (UeO) Murtenstrasse 10–66, Bern, aus dem Jahr 2009 legt die Rahmenbedingungen klar fest: der Perimeter Insel Nord soll langfristig in Etappen städtebaulich verdichtet werden. Die notwendigen Landsicherungen durch den Kanton sind bereits abgeschlossen. Der Regierungsrat, aber auch der Grosse Rat – wir haben dieses Geschäft bereits einmal hier behandelt – hat bereits Liegenschaftskäufe an der Murtenstrasse 20, 24, 30, 32 und 34a gesichert, bewilligt und gekauft. Die Kaufverträge für die restlichen drei Parzellen der Inselstiftung sind unter dem Vorbehalt des Ausführungskredits unterzeichnet. Die Kaufkosten der drei Parzellen sind mit 2,268 Mio. Franken im vorliegenden Kredit enthalten. Auch die Preise für die drei Liegenschaften sind in Bern üblich. Auch dies haben wir angeschaut. Am 8. Juni 2010 hat der Grosse Rat einen Projektierungskredit von 7,25 Mio. Franken bewilligt und damit dem Bedarf des neuen Baus an der Murtenstrasse grundsätzlich zugestimmt. Nun geht es um den Ausführungskredit von 141,5 Mio. Franken abzüglich der Planungs- und Liegenschaftskäufe der Vorprojektkosten von rund 12,742 Mio. Franken. Der Bedarfsnachweis ist klar erbracht. In den letzten zwanzig Jahren hat man an den sieben Standorten der Rechtsmedizin in Provisoren auf 3400 m^2 gearbeitet. Neu soll man Gesamtnutzungsflächen von 4200 m^2 an einem Standort erhalten. Im DKF wird heute auf einer Fläche von 10 000 m^2 an elf Standorten gearbeitet. Neu sollte man eine Gesamtnutzungsfläche von 13 000 m^2 erhalten, sodass sich das Ganze auf sechs Standorte reduziert.
Wie gesagt haben wir eine kleine Ad-hoc-Gruppe eingesetzt und bereits damals über 20 Fragen an die BVE eingereicht. Diese wurden uns sauber und gut beantwortet. Am 28. November hatten wir eine Zusammenkunft direkt an der Murtenstrasse, wo wir das Projekt besichtigen konnten. Es waren sehr gute Auskunftspersonen anwesend. Wir verlangten damals auch den Masterplan, der uns dann vorgelegt wurde. Der Masterplan umfasst die Planung des Inselareals bis zum Jahr 2060. Wir wurden klar informiert. Jetzt zu einigen vielleicht auch für Sie wichtigen Details, über welche wir auf unsere Fragen hin orientiert wurden: Es geht um fünf Unter- und um sechs Obergeschosse. Vorhin haben wir ausführlich über die 106 Parkplätze gesprochen. Diese sind erforderlich und mit dem Insel-Parking im Rahmen einer modularen Erweiterung verbunden. Dies ist längs- und hochseitig absolut möglich. Dementsprechend ist der Bau geplant; er wird auch so gebaut werden.
Weshalb wird nun in Etappen vorgegangen, zumal wir eine Etappe bevorzugt hätten? Es dürfte Ihnen allen klar sein, dass die finanziellen Mittel nicht für eine Etappe ausreichen. Der Bau wird erdbebensicher erstellt. Im Baugrund müssen sehr grosse Investitionen mit Pfählen gemacht werden. Dies, weil auf der einen Seite die Bahn und auf der anderen Seite die Strasse verläuft. So entstehen natürlich wesentliche Mehrkosten, welche nicht wegzudenken sind. Eine Publikumsnutzung im Parterre – dies steht auch in der UeO – ist auch nicht wegzudenken. Es handelt sich um einen Minergie-P-Eco-Bau. Der Totalunternehmer (TU) ist bereits gegeben. Er verfügt über grosse Erfahrungen mit solchen Bauten. Wir haben auch geprüft, ob die Verbindung sogar unterirdisch vom Parking in das Inselspital möglich ist. Von der Seite des Parkings ist dies möglich, jedoch stösst man Richtung Insel auf Wände, sodass man nicht weiterkommt. Deshalb ist eine solche Verbindung nicht möglich. Dort bereitet auch die Bauinstallation ein grosses Problem, hat man doch an diesem Standort sehr wenig Platz. Das Baugesuch ist soweit fertiggestellt und zur Publikation bereit. Das IRM benötigt nur kleinere Räume für die DNS-Untersuchungen. Zudem bedingt dies – wie wir uns belehren liessen – separate Eingänge, einerseits für Leichen, anderseits für die DNS-Untersuchungen. Dies zwingt auch zu Mehrkosten. Der Laborstandard ist hier eingehalten. Der Bau kann später mit wenig Aufwand – wenn es sein muss – auch anders genutzt werden. Im Innern ist alles eingebaut.
Die Forschung benötigt – im Gegensatz zum IRM – grössere Räume für die Tierhaltung. Voraussichtlich wird es sich – wie erwähnt – um Mäuse handeln. Frau Egger hat es klar gesagt: Es geht hier primär um die Zucht. Ebenso ausdrücklich angesprochen haben wir, dass der Tierschutz das Projekt geprüft und dieses akzeptiert hat. Um es nochmals zu sagen: Es geht um die Medizin und nicht um Tierversuche für Kosmetika. Auch nach Aussagen von Spezialisten sollte es zu keinen Änderungen mehr kommen. Der Bau sollte so realisiert werden, wie es aktuell geplant und vorgesehen ist.

Die Reserven sind in Takt. Diesbezüglich werden wir seitens der BaK sicher noch ein Auge darauf halten müssen, um eine ständige Überwachung mit dem AGG zu gewährleisten. Die Situation des IRM ist heute nicht mehr tragbar und nicht mehr zulässig.
Zum Schluss: Kann dieses Geschäft nicht verwirklicht werden, bedeutet dies einen sehr grossen Dämpfer für unsere Forschung, aber auch für unsere Medizin. Damit würde der Kanton Bern einen enorm grossen Rückschritt machen, und es würde aus unserer Sicht mit Sicherheit eine Verlagerung in andere Kantone stattfinden. Das wollen wir sicher nicht! Wir wollen den Kanton Bern vorwärts bringen. Das vorliegende Bauprojekt soll die Zukunft sein. Natürlich handelt es sich um sehr viel Geld. Wenn wir unseren Kanton und unsere Medizin in der Stadt Bern weiterbringen wollen, müssen wir dieses Geschäft klar unterstützen. Die BaK hat sich einstimmig dafür ausgesprochen, das Geschäft in der vorliegenden Form zu überweisen. Ich möchte an dieser Stelle nochmals allen, die am Geschäft mitgearbeitet haben, herzlich danken. Dieser Dank richtet sich auch an die Auskunftspersonen, die uns direkt vor Ort zur Verfügung gestanden haben, aber auch an das Sekretariat. Dieses Projekt ist sehr gut. Es geht um Vieles, aber auch um die Zukunft.

La présidente. Y-a-t-il encore des intervenants de groupes qui veulent s'annoncer pour le crédit en lui-même? – Ce n'est pas le cas, Mme la directrice des travaux publics, c'est à vous. – Non plus. Nous passons donc tout de suite au vote. Je rappelle que c'est l'affaire 7, Université de Berne, Institut de médecine légale et Département de recherche clinique. Construction d'un bâtiment Murtenstrasse 20-30. C'est un crédit d'engagement pluriannuel et il est soumis au référendum financier facultatif et le montant est de 141 578 000 francs. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	139
Non	0
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.1054

Münsingen / Nouveau centre d'entretien pour l'Office cantonal des ponts et chaussées. Crédit d'engagement pluriannel pour la réalisation

Annexe 01, ACE 1260/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire 8, Münsingen / Nouveau centre d'entretien pour l'Office cantonal des ponts et chaussées. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation. C'est un crédit de 9 480 000 francs et M. Marti a la parole pour la Commission, vous avez deux minutes, ou un petit peu plus

Willy Marti, Kallnach (UDC), rapporteur de la CIAT. Als BaK-Sprecher möchte ich ein paar kurze Worte zu diesem Geschäft sagen. Es geht um eine massgebende Kreditsumme von 10,5 Mio. Franken. Darüber haben wir in der BaK gesprochen und sehen es ein Stück weit auch so. Die Zusammenlegung ist unbestritten. Sie dient sicher der Sache und den Betriebsabläufen, sodass diese wirtschaftlicher sein werden. Wie es zu diesem Geschäft gekommen ist, hat doch etwas zu denken gegeben. Grundsätzlich wurde ein Wettbewerb durchgeführt. Den Vorgaben zufolge wurde ein «kostengünstiges und effizientes Projekt» gesucht. Damals war die Rede von Kosten im Betrag von 6,5 Mio. Franken, wobei der Minergie-P-Eco-Standard für beheizte Räume eine Anforderung war und ebenso die Berücksichtigung einfacher Betriebsabläufe. Nebst vielem Weiteren wurde ein umfassendes Bauprogramm gefordert. 24 Teilnehmer haben an diesem Wettbewerb mitgemacht. Eine hochkarätige Jury hat schliesslich ein Projekt gewählt. Danach wurde ein Projektierungskredit von 970 000 Franken gesprochen. Es war die Rede von Kosten im Betrag von 8 Mio. Franken. Nun beträgt der Ausführungskredit 9,48 Mio. Franken, wenn der Projektierungskredit abgezogen wird. Dazu ist zu sagen, dass der Wettbewerb 370 000 Franken gekostet hat. Diese Kosten sind hier noch nicht eingerechnet. Dieser Wettbewerb kostet natürlich etwas. Eine hochkarätige Jury hatte Vorgaben im Umfang von 42 Seiten aufgelistet. Die Jury musste dann 24 Projekte beurteilen. Die Ergebnisse hat sie in einem 78-seitigen Bericht zusammengefasst. Dies kostet natürlich Geld. Ich weiss nicht, ob ein zweit- oder drittplatzierter Teilnehmer auch noch mit Geld honoriert wurde. Wie gesagt kommen diese Kosten noch hinzu. Sie werden aus einem separaten Konto finanziert. Ich bin überzeugt – und wir haben dies so in der BaK besprochen –, dass ein Privatunternehmer, der das Geld in einer Konkurrenzsituation mit Arbeit verdienen muss, sich kein solches Projekt leistet. Er dürfte nicht bereit sein, so viel Geld aufzunehmen für einen Betrieb mit diesen Leistungen. Das Bauprogramm müsste sicher gestrafft werden. Dies gilt für den Minergie-P-Eco-Standard für Werkstatt, Magazin, Lager und den Waschraum, der grosse Tore hat, die auch geöffnet werden. Für diese Arbeitsräume würden auch Temperaturen zwischen 8 und 12 Grad Celsius ausreichen.
Seien wir ehrlich: Die Kunst am Bau dient bei einem solchen Projekt, welches keine Besucherströme hat, vor allem den Künstlern selber. Wenn es denn sein müsste, müssten diese Kosten aus einem anderen Fonds – einem Kulturfonds – bezahlt werden. Ebenfalls störend ist die Antwort auf die enormen Planungskosten. Dieser zufolge seien 16,3 Prozent normal. Darüber müsste man sich Gedanken machen. In der BaK haben wir abgestimmt, mit dem Ergebnis von 11 Ja- zu 2 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen. Die nicht zustimmenden Meinungen kamen sicher wegen des Preises zustande. Die Konzentration der drei Standorte ist sicher richtig. Die BaK ist der Meinung, dass – wenn wir noch Korrekturen machen oder etwas ändern möchten – wahrscheinlich nicht Geld gespart werden könnte, zumal der Wettbewerb bereits durchgeführt und der Sieger erkoren ist. Dieser will nun bauen. Seitens der BaK werden wir uns

speziell Gedanken darüber machen müssen, ob wir in Zukunft solche Bauten bezahlen können. Ich habe gehört, ein Werkhof für Loveresse befinde sich wieder in der Pipeline, wobei der Bund mit von der Partie wäre. Wie gesagt sieht die BaK ein, dass das Projekt nicht blockiert werden kann. Deshalb stehen wir dafür ein und empfehlen Ihnen, dem Kredit zuzustimmen.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Dieses Bauprojekt ist die Folge der Reorganisation des Strasseninspektorats Mittelland-Ost. Ein Neubau ist zwingend notwendig. Die BDP unterstützt die Reorganisation sowie natürlich das Projekt. Dieses ist zweckmässig, qualitativ und architektonisch gut. Wie Sie eben vom Kommissionssprecher gehört haben, gibt es dennoch Kritik in Bezug auf die Kosten. 10,5 Mio. Franken, das ist ein grosser Betrag für diesen Werkhof. Die gewählten Standards sind sehr hoch. Ich behaupte, dass ein solcher Zweckbau günstiger erstellt werden könnte und dies ohne Einbussen bei der Zweckmässigkeit, der Bauqualität und der Ästhetik. Ich glaube nicht, dass der eventuell teure Beton aus dem Aaretal schuld daran sein könnte. Ein separates Betriebsgebäude kostet für sechs Arbeitsplätze, einen Aufenthaltsraum, eine Garderobe sowie inklusive Haustechnik 2,5 Mio. Franken. *(La présidente agite sa cloche.)* Ist wirklich ein separates Gebäude notwendig? Weshalb wurde kein partielles Obergeschoss in Betracht gezogen? Eingeschossigkeit ist nach wie vor in Mode.
Die Planungskosten bewegen sich im üblichen Rahmen. In diesem Bereich muss aus unserer Sicht der übliche Rahmen etwas unterschritten werden und zwar ohne schlechtere Architektur, Detailplanung oder ungenügende Bauleitung. 16,3 Prozent an Planungskosten zuzüglich Mehrwertsteuer für ein reines Zweckgebäude sind viel. Hinzu kommen die Wettbewerbskosten von 370 000 Franken. Zusammengezählt ergibt dies über 20 Prozent. Es handelt sich nicht um ein denkmalgeschütztes Haus mit aufwändiger detailgetreuer Renovierung. Die Planung darf nicht derart viel kosten. Nun zu den Baustandards: Für einen Kanton mit knappen Finanzen und unterdurchschnittlicher Wirtschaftskraft bewegen sich aus unserer Sicht viele Objekte oberhalb des Limits. Wir sind nicht Zürich oder Zug. Deshalb sind die Bau- und Planungskosten entsprechend zu handhaben und an unsere bescheideneren Verhältnisse anzupassen.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (UDC). Für die SVP-Fraktion ist die Notwendigkeit dieses Zweckbaus unbestritten. Die Wahl des zentral gelegenen Standorts sowie die Reduktion von drei Standorten auf einen erachten wir als positiv. Dass der Neubau zu Mehreinnahmen führen soll, bezweifeln wir. In Zukunft sehen wir es nicht, dass ein Wettbewerb derart viel kostet. Dies ist unnötig. Ebenfalls stellt sich die Frage, ob der gewählte Energie-Standard für einen solchen Zweckbau notwendig ist. Die Planungskosten und die Kostenentwicklung während der Planung sind weitere Punkte, die wir kritisieren. Dies gilt ebenfalls für die Photovoltaik-Anlage, die aus unserer Sicht nachträglich und unnötigerweise geplant ist. Die SVP wird dieses Geschäft nicht bestreiten. Wir stellen uns aber die künftige Planung solcher Bauvorhaben anders vor, mit anderen Standards. Der nächste Werkhof in Loveresse lässt grüssen.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Auch die EVP-Fraktion anerkennt, dass die BVE auf städtebauliche und architektonische Qualitäten Wert legt. Der Kanton hat eine Vorbildfunktion, und die Gesellschaft muss noch lange Zeit mit den geplanten oder ungeplanten Tatorten leben. Insofern – dies vielleicht zuhanden von Willy Marti – führen auch sehr viele private Investoren Wettbewerbe durch. Dies, damit sie viele – gerade auch – finanzielle Optionen zur Auswahl erhalten. Noch etwas Grundsätzliches: Wir winken während dieser Minuten weit über 100 Mio. Franken durch. Wenn wir diese grossen Ausgaben fast wortlos tätigen, setzt dies ein enormes Vertrauen in die Vorarbeiten seitens der Regierung und der Kommissionen voraus. Das neue System mit der BaK überzeugt und hat das Potenzial für mehr fachliche Relevanz. Wenn die Projekte von der Kommission behandelt werden, ist der Mist oft bereits geführt. Bei einer TU-Offerte – wie eben gehabt – kann kaum eine Schraube geändert werden, ohne dass überproportionale Mehrkosten entstehen. So kann schon gar nicht ein Parkdeck oder ein Untergeschoss weggelassen werden. Mein Fazit ist daher Folgendes: Solche Grossprojekte müssen unter dem neuen System unbedingt früher in den Sachbereichskommissionen behandelt werden, ähnlich, wie in der Privatwirtschaft, wo Unternehmungen, Geschäftsleitungen und Verwaltungsräte zu einem früheren Zeitpunkt Einfluss nehmen können, um Auflagen oder Kostenzielvorgaben zu machen.

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich spreche als Vertreter von Daniel Trüssel, der bis vor zwei Minuten an einer Sitzung teilgenommen hat. Nun hat ihm die Zeit noch gereicht, um anwesend zu sein. Weil ich mich bereits als Redner angemeldet habe, müssen Sie nun mit seinem Substitut, das nicht so viel davon versteht, Vorlieb nehmen. Das Projekt präsentiert sich gut und durchdacht, was wir ästimieren. Auch der Bedarf ist unumstritten. Zudem ist es sinnvoll, die Standorte zusammenzulegen. Allerdings zeugt es von wenig Fingerspitzengefühl, ein einstöckiges Gebäude mit einem separaten Bürowürfel hinzustellen. Man braucht der International School nicht gleich «jede Seich» nachzuahmen. Auch hier ist der Einfluss der BaK – genauso wie eigentlich auch beim vorangegangenen Geschäft – aus Sicht unseres Vertreters minim. Martin Aeschlimann hat dies vorhin bereits erwähnt. Wir möchten nun in dieselbe Kerbe schlagen. Das Risiko besteht, dass eine Sachbereichskommission zu einer reinen «Nick»-Kommission mutiert. Dieser Entwicklung muss wirklich vorgebeugt werden. Wenngleich diese 10 Mio. Franken eine stolze Summe sind, um – salopp gesagt – ein paar Autos unterzustellen, stimmt die glp dem vorliegenden Kredit zu, wenn auch zum Teil murrend. Dies wären dann die grünen Lichtlein, die leicht blinken.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Die SP-Fraktion unterstützt diesen Kredit ebenfalls. Der Bedarf ist klar gegeben. Man kann und muss davon ausgehen, dass die alten Werkhöfe

ersetzt werden müssen. Drei Standorte auf einen zu konzentrieren, schafft Synergienpotenzial und führt zu einer Effizienzsteigerung. Zur Frage des Wettbewerbs: Die Lage an der Bernstrasse zwischen Rüfenacht und Münsingen ist aus unserer Sicht doch recht prominent. Wir sind der Auffassung, dass der Kanton Bern, wenn er selber baut, in Bezug auf Städtebau und Architektur eine gewisse Verantwortung trägt. Dies ist auch dann der Fall, wenn es um einen Werkhof geht. Es sollen prägnante Projekte realisiert werden. Solche Projekte sind möglich, wenn man Wettbewerbe durchführt. Diese kann man auch dann durchführen, wenn es darum geht, vor allem im Betrieb zu effizienten, kostengünstigen Projekten zu kommen. Diese zwei Gründe haben dazu geführt, dass wir der Auffassung sind, dass die Durchführung eines Architekturwettbewerbs in diesem Fall richtig war. Von Seiten der BDP und der SVP wird moniert, dass dies zu teuer sei. Wir haben diesen Punkt angeschaut. Für den Wettbewerb wurden Kostenvorgaben gemacht. Diese konnten im Grossen und Ganzen, was die Baukostenpläne (BKP) 1 bis 5 anbelangt, eingehalten werden. Wir sind der Meinung, dass diese Kosten zwar doch ansehnlich, aber für uns vertretbar sind. So kann auch ein Minergie-Eco-Bau erreicht werden.
Noch ein letztes Wort zur Kunst am Bau: Vielleicht wird der Werkhof nicht sehr viele Besucher haben. Aber – wie gesagt – steht er an einer viel befahrenen Strasse. Die Kunst am Bau ist ein Arbeitstitel. Die Kunst kann auf diesem Areal so installiert werden, dass sie für doch sehr viele Automobilisten eine Augenweide sein dürfte. Dies macht unserer Auffassung nach auch Sinn.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Dieses Kreditgeschäft ist auch für die FDP unbestritten. Die Zusammenführung der Standorte macht Sinn. Auch ist der für die Zusammenlegung gewählte Standort in Münsingen nachvollziehbar. So verfügt der Kanton dort bereits über die nötigen Landreserven. Wir sind überzeugt, dass mit dem Zusammenschluss gewisse Synergien genutzt, Doppelspurigkeiten vermieden und Abläufe sicher optimiert werden können. Trotzdem gibt es auch für uns gewisse Wermutstropfen. Ich schlage diesbezüglich in dieselbe Kerbe wie meine Vorredner. Auch wir stellen uns die Frage, ob für diesen Werkhof wirklich ein Architekturwettbewerb nötig gewesen war. Uns ist bewusst, dass ein Architekturwettbewerb in vielen Projekten gute und intelligente Lösungen hervorbringen kann, die auch aus ökonomischer Sicht für die Erstellungs-, Betriebs- und Unterhaltskosten eines Bauwerks entscheidend sein können. Trotzdem ist für uns das Kosten-Nutzen-Verhältnis hier schwer erkennbar. Wir haben gehört, dass dieser Wettbewerb ungefähr 370 000 Franken gekostet hat. Wenn man weiss, dass erste Schätzungen von Gesamtanlagekosten von 8 Mio. Franken ausgegangen sind und wir heute über 9,4 Mio. Franken sprechen, macht sich ein etwas ungutes Gefühl im Bauch breit. Vielleicht wird man so auch den Verdacht nicht los, dass ein solcher Architekturwettbewerb in gewissen Situationen kostentreibend wirken kann. Zudem darf man nicht vergessen, dass ein Architekturwettbewerb gewisse Sachzwänge und Fesseln mit sich bringt. Als Bauherr kann man danach nicht mehr machen, was man will. Soweit zum Wermutstropfen. Nichtsdestotrotz wird die FDP dem vorliegenden Kredit zustimmen.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Als letzte Fraktionssprecherin verzichte ich an dieser Stelle darauf, das Projekt nochmals darzulegen. *(La présidente agite sa cloche.)* Die Konzentration ermöglicht einen effizienten Einsatz aller Ressourcen, vom Personal, über die Maschinen, Werkzeuge und Geräte. Aus diesem Grund begrüssen wir die Konzentration der drei Standorte. Selbstverständlich – und dies unterstreiche ich – freuen wir uns über den angestrebten Energie-Standard. Die Energie-Standardanforderungen von Minergie-P-Eco sind von der Nutzung abhängig. Bei einem Werkhof oder einer Halle wird nicht der gleiche Standard verlangt wie für ein Einfamilienhaus. Ebenfalls begrüssen wir, dass die Konzentration keinen zusätzlichen Stellenabbau zur Folge hat. Das Tiefbauamt hat in diesem Bereich bereits Anfang 2014 um eine Stelle reduziert. Der Verkauf der Parzellen in Worb, die für eine Renaturierung benötigt werden, begrüssen wir selbstverständlich, ebenso den angestrebten Verkauf in Oberdiessbach. Kritik üben wir einzig daran, dass keine dichtere Planung vorgenommen wurde. Aus unserer Sicht hätte das so genannte Betriebsgebäude – um Kulturland zu schonen – durchaus auf der Halle geplant werden können. Trotzdem werden die Grünen dem vorliegenden Ausführungskredit von 9,5 Mio. Franken zustimmen.

Barbara Egger-Jenzer, Bau-, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Dass das Strasseninspektorat Mittelland-Ost einen neuen Werkhof in Münsingen benötigt, ist – so schliesse ich mindestens aus der Debatte – nicht bestritten. Darüber bin ich froh, zumal wir dieses Projekt wegen Sparpaketen seit Jahren immer wieder nach hinten verschoben haben. Ich war der Meinung, dass man zuerst bei sich selber sparen muss, und schliesslich sind wir – die BVE und das Tiefbauamt (TBA) – die Nutzenden. Daher bin ich froh, wenn wir den Werkhof endlich – und nun ist es dringend – realisieren können. Wie bereits erwähnt, erlaubt die Konzentration an einem Standort eine grosse Vereinfachung der betrieblichen Abläufe. Damit können auch die Betriebskosten massgeblich reduziert werden. Schliesslich geht es ans Portemonnaie! Ihrerseits wurden bereits in der Kommission verschiedene kritische Fragen zum Planungsprozess und zum Projekt gestellt. Das verstehe ich gut. Auch wir hinterfragen uns immer wieder, ob wir wirklich den wirtschaftlichsten Planungsprozess wählen und ob Projekte nicht auch kostengünstiger realisiert werden können. Dies sind Standardfragen in meiner Direktion. Die Antworten fallen – wie oft im Leben – auch beim Bauen nicht so einfach aus. Eins-zu-eins-Vergleiche sind nie möglich. *(La présidente agite sa cloche.)* Es lassen sich nie zwei Projekte absolut vergleichen, sodass man eindeutig sagen könnte, welche Vorgehensweise oder Projektlösung klar die bessere ist. Wir bleiben aber dran – das verspreche ich Ihnen! Wir werten laufend aus und lassen unsere Erfahrungen jeweils in die neuen Projekte einfliessen.
Was bedeutet dies in Bezug auf das Projekt Werkhof Münsingen? Das heisst, dass unsere Fachleute auch hier denjenigen Planungsprozess und dasjenige Projekt gewählt haben, das uns den wirtschaftlichsten Projekterfolg verspricht. Dabei darf es nicht darum gehen, möglichst rasch und kostengünstig vorzugehen, basiert doch der kantonale

Hochbau auf dem Lebenszyklusansatz: Wir wollen nachhaltige Lösungen, welche nicht nur in der Ausführung, sondern auch in Betrieb und Unterhalt möglichst wirtschaftlich sind. Erfahrungsgemäss lohnt sich dies über die Jahre in jeder Hinsicht – dies nicht nur finanziell, sondern ebenso ökologisch.
Kurz zu den Kritikpunkten Solaranlage und Minergie-P-Eco-Standard: Liebe Grossrätinnen und Grossräte, das ist im Energiegesetz vorgegeben. Auch Kunst am Bau ist gesetzlich vorgegeben, und damit gehen wir bereits sehr restriktiv um. Dies habe ich Ihnen schon vor ein paar Jahren in diesem Saal versprochen. Seither schöpfen wir nie den ganzen nach Gesetz möglichen Betrag aus. Zur Kritik, dass das Gebäude nur einstöckig sei: Dies ist in der Überbauungsordnung der Gemeinde so vorgesehen und lässt sich nicht von uns ändern. Natürlich dürfen die Kosten nie unnötig hoch ausfallen. Das ist hier auch nicht der Fall. Das Projekt beinhaltet nichts Überteuerndes oder Luxuriöses. So werden beispielsweise die Einstellhallen nur im Rohbau ausgebaut. Ich bitte Sie zur Kenntnis zu nehmen, dass die Kosten für den Werkhof Münsingen ausserdem unterhalb der Standard-Investitionskosten und somit im üblichen Rahmen liegen. Dank des neuen Werkhofs werden wir zwei bisherige Liegenschaften des Strasseninspektorats Mittelland-Ost verkaufen und mit den neuen Betriebsabläufen – wie eben erwähnt – dauerhaft Kosten einsparen können. Ich bitte Sie, dem Kredit zuzustimmen.

La présidente. Nous passons donc au vote. Ceux ou celles qui acceptent ce crédit de 9 480 000 francs votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	124
Non	15
Abstentions	7

La présidente. Vous avez accepté ce crédit. Nous avons encore sur la tribune la visite de la classe Fotofach der Schule für Gestaltung, et sa professeure est Mme Corinne Pfister. Mesdames et Messieurs, soyez les bienvenus ainsi qu'à notre ancien collègue, Carlo Kilchherr.

Affaire 2014.RRGR.1133

N° de l'intervention:	216-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	Grimm (Berthoud, pvl) (porte-parole) Aeschlimann (Berthoud, PEV) Bauen (Münsingen, Les Verts) Etter (Treiten, PBD) Müller (Langenthal, PS) Sommer (Wynigen, PLR) Ruchti (Seewil, UDC) Zaugg-Graf (Uetendorf, pvl)
Cosignataires:	14
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1529/2014 du 7 décembre 2014
Direction:	TTE

Régler la taxe d'eau des grandes centrales hydrauliques

Le Conseil-exécutif est chargé
1. de renoncer à l'augmentation de la taxe d'eau des grandes centrales hydrauliques telle que prévue par la Confédération.
2. de réduire temporairement ou de reporter au 1er janvier 2015 le prélèvement de la taxe d'eau des grandes centrales hydrauliques dont la construction est autorisée mais non encore commencée ou qui en est encore à la phase d'étude.
3. d'adapter la loi cantonale sur l'utilisation des eaux (LUE).

Développement
En raison de certains défauts du marché de l'électricité européen, notamment le coût peu élevé des certificats de CO_2 ou le fait que le prix du courant soit déterminé sur la base des coûts de fonctionnement et non sur les coûts de production dans leur totalité, les prix de l'électricité sont en baisse. Le résultat, c'est qu'il est toujours plus difficile de financer les centrales de production, de quelque nature qu'elles soient.
Pour l'heure, différents projets de production d'énergie sont gelés. Les centrales hydrauliques, surtout les centrales à accumulation et les ouvrages d'accumulation par pompage, sont à bien des égards les partenaires idéaux des énergies renouvelables comme le soleil et le vent. Les moyens d'accumulation et de régulation de la force hydraulique rendent la transition énergétique possible. Alors que les petites centrales hydrauliques, les éoliennes et les installations solaires peuvent être financées par la RPC, ce n'est pas le cas des grandes centrales hydrauliques. Les coûts d'exploitation des centrales augmentent artificiellement du fait de la taxe d'eau.
L'augmentation prévue joue plutôt sur le principe des petits ruisseaux qui font les grandes rivières. Car contrairement à ce qui est le cas des grandes centrales hydrauliques, les petites centrales d'un mégawatt ou moins en sont exemptées.
C'est à l'article 49, alinéa 1 de la loi sur les forces hydrauliques (LFH) que la Confédération fixe le maximum de la taxe d'eau, ou redevance hydraulique. A compter du 1er janvier 2015, la taxe peut être augmentée de 10 pour cent sans dépasser pour autant les 110 francs par kilowatt de puissance brute moyenne, ou kilowatt théorique, d'ici à la fin 2019. Or, la souveraineté en matière d'approvisionnement en eau appartient aux cantons. Le canton de Berne est habilité à corriger la taxe d'eau à la baisse. Selon l'article 35, alinéa 2 de la loi cantonale sur l'utilisation des eaux (LUE), la taxe d'eau s'élève à 100 pour cent du taux maximal par kilowatt de puissance brute moyenne au sens du droit fédéral.
S'agissant des grandes centrales hydrauliques, celles du présent et celles du futur, il faut renoncer à cette augmentation. Pour ce qui est des centrales nouvelles, il faut prévoir une réduction temporaire ou un report de la taxe d'eau. Il

faut donc adapter la loi cantonale sur l'utilisation des eaux pour le permettre.
A elle seule, BKW verse au canton de Berne plus de 21 millions de francs par an en taxe d'eau, la KWO en verse environ 23,6 millions de francs. En tout et pour tout, le canton de Berne encaisse donc environ 45 millions de francs en taxe d'eau par année.
La mise en œuvre de la motion ne causerait pas de manque à gagner au canton de Berne. Les centrales existantes versent la taxe d'eau sur la base actuelle (100 francs par kilowatt de puissance brute) jusqu'à fin 2014. Si toutefois la taxe est relevée dans la mesure prévue, bon nombre de projets risquent de n'être pas réalisés. L'approvisionnement en courant dépendra donc dans une plus grande mesure du charbon, du gaz et du nucléaire, ce qui est en contradiction avec la stratégie énergétique cantonale et avec la stratégie énergétique 2050 de la Confédération.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le canton de Berne, les exploitants d'installations de force hydraulique doivent s'acquitter d'une taxe d'eau dès que la puissance de leur installation excède un mégawatt. Et conformément à l'article 35 de la loi sur l'utilisation des eaux (LUE), pour une puissance supérieure à deux mégawatts, la taxe s'élève à 100 pour cent du taux maximal par kilowatt de puissance au sens du droit fédéral. Le taux maximal par kilowatt de puissance en vigueur actuellement est de 100 francs, et passera à 110 francs au 1er janvier 2015 suite à l'augmentation prévue. Les revenus provenant de la taxe d'eau se montent à 44,5 millions de francs par an dans le canton de Berne. Dix pour cent de ce montant vient alimenter le Fonds cantonal pour la régénération des eaux et à peine un pour cent est versé à la Confédération afin de garantir le versement de montants compensatoires au sens de l'article 22 de la loi fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques. Concernant l'octroi de concessions pour de nouvelles installations ou le renouvellement de concessions d'installations existantes, le canton de Berne perçoit par ailleurs une redevance unique qui, selon l'article 10 du décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE), correspond au double de la taxe annuelle.
Le Conseil-exécutif connaît les difficultés auxquelles doivent actuellement faire face les exploitants de grandes centrales hydrauliques sur le marché libéralisé de l'électricité vu le faible niveau des prix. Les coûts de production des grandes centrales, qui sont de l'ordre de six centimes par kWh, sont supérieurs au prix de l'électricité sur le marché européen, qui n'a jamais été aussi bas. Le niveau peu élevé des prix sur le marché européen est dû à une surproduction, ce qui, entre autres, compromet fortement la rentabilité de projets d'investissement et crée un climat défavorable pour investir dans de nouveaux grands projets. C'est la raison pour laquelle les décisions d'investissement sont actuellement suspendues dans toute la Suisse. Sont concernés également de grands projets de KWO, bien que le Grand Conseil ait déjà octroyé les concessions.
En Suisse, nul ne conteste l'importance de la force hydraulique et en particulier de projets de grandes centrales hydrauliques. La force hydraulique a toujours joué un rôle important dans l'approvisionnement en énergie du pays et continuera à le faire lors de la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération. Au niveau fédéral, la situation actuellement difficile pour les grandes centrales hydrauliques a été reconnue et des mesures correspondantes ont déjà été amorcées ou décidées en conséquence. Lors de la session d'hiver 2014, le Conseil national a ainsi décidé, dans le cadre des délibérations sur la Stratégie énergétique 2050, qu'il y avait dorénavant lieu de promouvoir les grandes centrales d'une puissance supérieure à 10 MW, grâce à une contribution d'investissement allant jusqu'à 40 pour cent des coûts. Les contributions concernent aussi bien les nouvelles installations que les agrandissements et rénovations notables, mais pas les centrales à accumulation par pompage. Si le Conseil des Etats emboîte le pas au Conseil national concernant les contributions, il sera possible d'aborder efficacement le problème au moyen de mesures fédérales appropriées.
Le Conseil-exécutif reconnaît l'importance de la force hydraulique dans la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 et de la stratégie énergétique cantonale. Dans la mesure de ses possibilités, le canton crée des incitations à investir dans des projets de grandes centrales. Le canton de Berne est notamment le seul canton de Suisse à avoir l'expérience des conventions d'amortissement, un instrument qui garantit aux exploitants de grandes centrales hydrauliques une protection à long terme des investissements pendant toute la durée de la concession. Concernant l'actuelle impasse en matière d'investissements dans les grandes centrales hydrauliques, le Conseil-exécutif est cependant d'avis qu'une solution fédérale permettra d'obtenir de meilleurs résultats que des mesures cantonales, telles que celles demandées dans la présente motion. Pour ces motifs et aussi pour des raisons financières, le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Je ne vais pas vous faire cadeau des quinze minutes parce que nous avons presque deux heures et demie de retard. Nous passons donc à l'affaire 9, M. Grimm, c'est une motion, nous serons en débat libre, Régler la taxe d'eau des grandes centrales hydrauliques. Monsieur, vous ne vous êtes pas annoncé. Monsieur, c'est à vous.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Vor wenigen Jahren gingen noch alle davon aus, dass der Strompreis in Zukunft massiv anziehen wird. Viele meinten, einer Stromlücke entgegenzugehen. Einige kämpfen immer noch vehement dagegen, dass nicht jedem Bächlein ein Stauwehr verpasst wird. Das ist auch richtig. In vielen Themen des Energiebereichs gingen die Meinungen stark auseinander. Allerdings sind wir uns darin einig, dass die Wasserkraft die wichtigste Energiequelle des Kantons Bern ist und bleibt. Ich möchte drei Punkte aus der damals von uns beschlossenen Energiestrategie des Jahres 2006 zitieren. Erstens beschlossen wir «eine verstärkte Nutzung von Wasserkraftwerken». Zweitens: «Die Wasserkraftnutzung ist zu erhöhen». Der nächste Punkt ist entscheidend und lautet wie folgt: «Ziel ist, dass mindestens 80 Prozent des im Jahr 2035 im Kanton Bern benötigten Stroms aus erneuerbaren Energiequellen inklusive Wasserkraft stammen». Damals waren es 60 Pro-

zent, was sich bis heute nicht gross verändert hat. Setzen wir nun Artikel 49 Absatz 1 des Wassernutzungsgesetzes (WNG) konsequent um, gefährden wir die von uns vor acht Jahren beschlossenen Grundsätze. 100 Prozent des vom Bund als Höchstsatz festgelegten Wasserzinses bewirken eine weitere starke Erhöhung der gesamten Gestehungskosten und verhindern den wirtschaftlichen Betrieb eines Grosswasserkraftwerks immer mehr. Wollen wir 80 Prozent des im Kanton benötigten Stroms aus erneuerbaren Energiequellen bereitstellen, verlangt dies von uns, alles daranzusetzen, dass nicht zu viel billiger Strom aus dem nahen Ausland importiert wird. Mit einem massiven Preiszerfall des Erdöls und mit der letztwöchigen Hiobsbotschaft betreffend den Euro-Kurs werden die Kraftwerkebetreiber direkt dazu eingeladen, wenn betriebswirtschaftlich nicht sogar dazu gezwungen, ins Ausland auf Einkaufstour zu gehen. Die Belastung der Wasserkraftgestehungskosten durch den Wasserzins ist erheblich und wird mit der Erhöhung auf 1,65 Rappen, die per 1. Januar dieses Jahres bereits läuft, ansteigen. Die Produktionskosten betragen im Moment zwischen 5 bis 6 Rappen. Die Wasserzinse machen einen Viertel bis zu einem Drittel der ganzen Gestehungskosten aus. Zudem beträgt der Strompreis am Markt 4 Rappen. Dies sind Fakten.

Der Markt hat nicht so reagiert wie die meisten von uns gedacht haben. Mit dieser Motion haben wir es aber in der Hand, etwas Gegensteuer zu geben. Wir wissen, dass der Nationalrat im Herbst beschlossen oder zumindest bekundet hat, dass er in Zukunft Grosswasserkraftwerke unterstützen möchte. Dies ist ein guter Grundsatz. Allerdings glaube ich erst dann daran, wenn auch der Ständerat Ja dazu gesagt hat. Wir können die Weichen nicht erst stellen, wenn auf Bundesebene alles bereit ist, zumal dies noch sehr lange dauern kann. Von den Unterstützungsgeldern ausgenommen sind Pumpspeicherkraftwerke. Dass Pumpspeicherkraftwerke nicht am effizientesten sind, ist uns allen klar. Sie benötigen eben Energie, um das Wasser hochzupumpen. Aber genau darin liegt die Stärke eines Pumpspeicherkraftwerks: Energie und Wasser können nämlich genau dann genutzt werden, wenn die Energie benötigt wird. Schliesslich können wir so eine Versorgungssicherheit garantieren.

Im Moment befindet sich der Strompreis – wie in der Motion klar dargelegt – durch verschiedene Konstruktionsmängel auf dem europäischen Strommarkt auf dem Sinkflug. Damit der zeitweise grosse Stromüberfluss – hautsächlich gewonnen aus Wind- und Solarenergie – optimal ausgenutzt werden kann, sind Pumpspeicherkraftwerke ein idealer Partner der erneuerbaren Energien. Sie bilden eine Batterie für Strom. Damit haben wir einen wirtschaftlichen Trumpf, den wir auch behalten müssen. Wir – der Kanton Bern – müssen den Erhalt, den Ausbau und die Weiterentwicklung dieser Art von Kraftwerken fördern und nicht mit einer Zinserhöhung um 10 Prozent behindern oder sogar verhindern. Die Projekte Grimsel 3 und allenfalls auch Grimsel 1E könnten nicht von Subventionen des Bundes profitieren und wären durch die angesagten Zinserhöhungen im höchsten Mass gefährdet. Die hier vor langer und auch vor kürzerer Zeit gemachten Lippenbekenntnisse reichen nicht aus; sie müssen nun umgesetzt werden. Die Legislaturziele des Regierungsrats – diese haben wir soeben verabschiedet – besagen in Ziel 6, dass die fortschrittliche Energiepolitik weiterzuführen sei. Zudem enthalten Sie auch eine andere Aussage, nämlich: «Der Energieimport reduziert die Kaufkraft der Berner Wirtschaft um jährlich rund 2 Milliarden Franken.»

Ich bin Fraktionssprecher der glp. Ist es in Ordnung, wenn ich gleich mit dem Fraktionsvotum weitermache? *(La présidente répond par l'affirmative.)* Danke. Der Energieimport reduziert die Kaufkraft der Berner Wirtschaft um jährlich 2 Mio. Franken. Klar, dies ist nicht nur Strom. Das ist völlig klar. Dennoch wird die Kaufkraft reduziert. Verstärken wir diesen Effekt zusätzlich mit den beschlossenen Massnahmen, dürfte dies für unseren Kanton wahrscheinlich sehr schlecht sein.

Ich komme kurz auf die Ziffern 1 bis 3 zu sprechen. Ziffer 1 will nichts anderes, als die Wasserzinse wie bisher zu belassen bzw. diese nicht zu erhöhen. Ziffer 2 soll die Möglichkeiten schaffen, dass bewilligte, aber noch nicht gebaute und projektierte Grosswasserkraftwerke während einer befristeten Zeitspanne reduziert oder ganz ausgesetzt werden können. Ziffer 3 ist eine logische Folge. Wir müssen das WNG anpassen.

Ich komme zu meinem Fazit: Mit der Annahme dieser Motion bewirken wir, dass in Zukunft aus unseren Steckdosen immer weniger billiger ausländischer Kohlen-, Gas- und Atomstrom fliessen wird. Damit werden wir vom Ausland unabhängig, während wir die Wertschöpfung so gut wie möglich im Kanton behalten. Noch zu Ziffer 3: Dem Kanton entgeht durch die Annahme der Motion kein einziges «Fränkli». Ich betone: Wir werden kein einziges «Fränkli» weniger haben, sondern wir werden einfach nicht mehr haben. Aber mittel- bis langfristig – weil wir eben einen kleinen Teil daran leisten und nicht verhindern, dass neue Kraftwerke gebaut werden können – kann dies sogar zu Mehreinnahmen führen. Zum letzten, für mich ganz wesentlichen Punkt, den wir nicht vergessen dürfen: Der Kanton ist an einigen Grosskraft-Wasserkraftwerken beteiligt und zwar zu mehr als 50 Prozent. Mit der Erhöhung der Wasserzinsen knebeln wir also die eigenen Betriebe. Wollen wir dies, ist diese Motion abzulehnen. Andernfalls bitte ich Sie, die Motion in all ihren Ziffern anzunehmen.

La présidente. Que ce soit clair, maintenant j'aimerais que les groupes s'annoncent, nous avons eu un motionnaire, maintenant, vu que nous sommes en débat libre, j'aimerais avoir les groupes et les comotionnaires viennent après, en même temps que les intervenants à titre personnel et les comotionnaires n'ont que trois minutes. M. Etter, c'est à vous pour le PBD. Je vous en prie.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ich habe die komfortable Situation, sowohl als Mitmotionär als auch als Fraktionssprecher zu sprechen. Dies, weil die Meinungen identisch sind. Die BDP hatte als erste bürgerliche Partei den Ausstieg aus der Atomenergie gefordert. Sie steht auch weiterhin zur Energiewende und unterstützt die vorliegende Motion einstimmig. In dieser geht es nicht in erster Linie um eine finanzpolitische Frage. Die 4,5 Mio. Franken, um welche es gehen würde, täten unserem «Staatskässeli» sicher gut. Ich bin aber auch überzeugt, dass die Energieproduzenten dies verkraften könnten. Bei dieser Motion geht es vielmehr um eine energiepolitische Frage bzw. darum, wie das bernische

Parlament vier Jahre nach Fukushima zur Energiewende steht. Bekanntlich dauert das Gedächtnis eines Politikers oder einer Politikerin etwa vier Jahre. Bei dieser Motion wird sich zeigen, ob die vor vier Jahren in der Energiedebatte nach Fukushima getroffenen Aussagen nur politische Effekthascherei waren oder wem es heute noch ernst ist mit der Energiewende! Dies ist keine Frage von Ideologien oder Parteizugehörigkeiten; es geht vielmehr um ein Signal nach aussen. Die Kernfrage dieser Motion stellt sich wie folgt: Ist es diesem Parlament ernst mit der Energiewende oder stehen rein ökonomische Überlegungen im Vordergrund? Wir befinden uns im Kanton Bern nicht auf einer Insel der Glückseligkeit! Wir sind national und international vernetzt. Wir wissen alle, dass sich der Strommarkt in Europa während der letzten Monate sehr stark verändert hat. Die Strompreise sind zusammengebrochen. Christoph Grimm hat es bereits erwähnt: Jeder Stromproduzent legt heute bei der Wasserkraft 1,5 bis 2 Rappen pro Kilowattstunde drauf. Anders ausgedrückt wäre es günstiger, die Wasserkraftwerke vorübergehend stillzulegen und schmutzigen Strom aus Atomkraft- oder aus Kohlenkraftwerken zu importieren. Gerade deshalb, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ist das Signal, welches wir zur vorliegenden Motion aussenden, entscheidend! Soll unsere Energieunternehmung BKW mit ihren Tochtergesellschaften auch weiterhin zur einheimischen, erneuerbaren und umweltschonenden Stromproduktion aus Wasserkraft stehen? Oder soll sie sich rein marktwirtschaftlich ausrichten und den Strom dort beziehen, wo er – ungeachtet, wie er produziert wird – am billigsten ist? Angesichts dessen ist das von uns mit dieser Motion ausgesendete Signal von grosser Bedeutung.
Ich komme zum Fazit. Die Vergangenheit hat der Atomenergie gehört; die Gegenwart ist von der Energiewende geprägt, und die Zukunft gehört der einheimischen, erneuerbaren ökologischen Wasserenergie. Wer die Energiewende weiterhin unterstützt, wem es damit ernst ist und wer zur einheimischen, erneuerbaren Wasserkraft steht, unterstützt diese Motion. Wir empfehlen Ihnen, dieser Motion zuzustimmen.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die Grünen debattieren immer heftig, wenn es um den Ausbau der Wasserkraft geht. Einerseits ist die Wasserkraft schliesslich die massgebende erneuerbare Energie in unserem Land. Anderseits wollen wir die Wasserkraft tatsächlich noch weiter ausbauen und dafür weitere Bäche trockenlegen, wenngleich wir aus diesem Rest nicht mehr viel Strom produzieren können? Aus diesem Grund sind die Schutz-Nutzen-Überlegungen für die Grünen immer wichtig. Die Grünen unterstützen die Wassernutzungsstrategie, welche die Grundlage für die Schutz-Nutzen-Überlegungen bildet. Diese Grundlage ist den Grünen wichtig. Aus diesem Grund stimmt die Fraktion nicht einheitlich über den vorliegenden Vorstoss ab.
Ich komme zu Ziffer 1 des Vorstosses: Die bestehenden Grosswasserkraftwerke haben eigentlich nicht Mühe, im liberalisierten Strommarkt zu produzieren. Sie produzieren nämlich sehr günstig zu ungefähr 3 Rappen pro Kilowattstunde und nicht zu 6 Rappen, wie es in der Antwort des Regierungsrats geschrieben steht. Jammern ist eigentlich bei den bestehenden Wasserkraftwerken nicht am Platz. Sie produzieren günstig. Nur die AKW produzieren viel zu teuer. Auch die KWO verdient mit ihren bestehenden Kraftwerken gut. Deshalb ist es nicht nötig, auf eine Erhöhung des Wasserzinses zu verzichten. Dennoch wären die zusätzlichen rund 4 Mio. Franken kein zusätzlicher Verlust, würde der Kanton darauf verzichten. Zwar wäre dies für die Äufnung des Renaturierungsfonds schmerzlich, aber dennoch verkraftbar. Ungefähr die Hälfte der Grünen stimmt Ziffer 1 zu. Die andere Hälfte der Fraktion lehnt sie ab.
Zu Ziffer 2: Das Umfeld für neue Wasserkraftwerke ist tatsächlich schwierig. Das ist eine etwas andere Geschichte. Darauf hat der Nationalrat letzten Dezember bereits reagiert. Die Forderung von Ziffer 2 ist daher etwas überholt. Das neue Energiegesetz auf Bundesebene sieht vor, dass die kostendeckende Einspeisevergütung (KEV) von 1,5 und 2,3 Rappen erhöht wird und dass der Fonds 0,1 Rappen für grosse, neue Wasserkraftwerke – also für Wasserkraftwerke, die mehr als 10 Megawatt produzieren – reserviert wird. Für die nächsten zehn Jahre können grosse Wasserkraftwerke von dieser Unterstützung profitieren. Ich nehme an, dass der Ständerat dem Nationalrat folgen und das neue Energiegesetz verabschieden wird. Auch die KWO könnte beim Ausbau davon profitieren und ihre neuen Projekte mit Unterstützung der KEV realisieren. Die Mehrheit der grünen Fraktion sieht deshalb nicht ein, weshalb der Kanton den Wasserzins reduzieren oder sogar aussetzen sollte. Dies würde sich katastrophal auf den Renaturierungsfonds auswirken, aber ebenso auf die Umsetzung von Massnahmen, welche der Bund mit seiner Agrarpolitik und seiner Biodiversitätsstrategie fordert. Wir hätten nicht genügend Mittel für all diese Massnahmen. Diesbezüglich hilft der Renaturierungsfonds immer mit. Auf dieses Geld können der Kanton und die Gemeinden nicht verzichten. Die Mehrheit der Grünen lehnt deshalb Ziffer 2 der Motion ab. Bei Ziffer 3 werden wir entsprechend abstimmen wie bei den beiden vorangehenden Ziffern, je nachdem, ob man sie annimmt oder ablehnt. Ziffer 3 ist eine Folge davon.

La présidente. Nous arrivons donc à la fin des débats pour ce matin, je vous souhaite à tous un bon après-midi et bon appétit. Demain matin, nous continuerons avec les groupes, Mme la présidente du Conseil-exécutif, à vous aussi, bon après-midi, la séance est close, merci.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 47.

Les rédactrices :
Catherine Graf Lutz (f)
Eva Schmid (d)

Mercredi 21 janvier 2015, 9 heures – 11 heures 51

Troisième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)
Présents : 154 députés. Excusés : Aebersold Michael, Blank Andreas, Giauque Beat, Hamdaoui Mohamed, Hügli Daniel

Affaire 2014.RRGR.1133

Motion 216-2014 Grimm (Berthoud, pvl). Régler la taxe d'eau des grandes centrales hydrauliques

Suite

La présidente. J'aimerais commencer la séance, je vous prie de prendre place. La séance du mercredi 21 janvier 2015 est ouverte. Les groupes peuvent s'annoncer pour l'affaire 9, motion de M. Grimm. Deux groupes se sont déjà exprimés. J'aimerais encore donner deux informations. *(La présidente agite sa cloche.)* J'aimerais vous donner une information importante. Ce n'est même pas une information, c'est un ordre! Si vous retirez des interventions, je vous prie de le faire par écrit au guichet ainsi qu'à moi-même. Pour l'instant, il n'y a pas d'ordre, certains vont chez le vice-président, d'autres viennent vers moi, il y en a qui annoncent cela au guichet. Alors, je vous demande d'envoyer par écrit si vous retirez une intervention, de l'annoncer au guichet et à la présidente en ce moment et plus tard au président. Comme je vous l'ai donc dit, nous étions à l'affaire 9. Je n'ai toujours pas de groupe. Plus personne ne veut s'annoncer? – Pour l'UDC M. Messerli.

Walter Messerli, Interlaken (UDC). Die SVP stimmt dieser Motion relativ stark zu. Es mag die eine oder andere Enthaltung geben, aber man kann doch sagen grossmehrheitlich. Meine Sessionsredezeit – wenn es eine solche im Parlamentsgesetz geben würde, hätte ich im Grunde bereits aufgebraucht. Daher fasse ich mich kurz. Die SVP stimmt der Begründung des Motionärs, Christoph Grimm, vollumfänglich zu. Wie wir wissen, können die Betriebskosten der Grosswasserkraftwerke durch die Höhe des Wasserzinses gehoben oder gesenkt werden. Hier im Grossen Rat ist allen klar, dass es in erster Linie um die Kraftwerke Oberhasli AG (KWO) geht. Mit dieser Motion können wir kaum grosse Energiepolitik betreiben. Wir können auch kaum Einfluss auf die Entwicklung in den Strompreisen nehmen. Diese sind im europäischen Markt ja zusammengebrochen, und das ist für die Kraftwerke und für die Energieunternehmungen bitter.
Wie wir wissen, können die verschiedenen hängigen Wasserkraftprojekte aus wirtschaftlichen Gründen nicht ausgeführt werden und sind sistiert. Zudem wissen wir, dass sich die Energiewende hin zu erneuerbarer Energie ohne Wasserkraftwerke nicht umsetzen lässt. Sonne, Wind und Sparen reichen nicht aus! Diese Motion ist ein kleines Schräubchen, ein kleines Rädchen, das vielleicht ein Zeichen setzt und ein bisschen Goodwill verströmt. Wie der Präsident des Verwaltungsrats der BKW, Urs Gasche, hier unten im Ratssaal anlässlich einer Branchenveranstaltung während der letzten Session gesagt hat, sind die Strom produzierenden Unternehmungen in ihrer Existenz bedroht. Das betrifft natürlich die BKW und die KWO, denn die BKW ist an der KWO ja zu 50 Prozent beteiligt. Deshalb kann mit dieser Motion ein kleines Zeichen gesetzt werden. Daher beantragt Ihnen die SVP die Zustimmung zu dieser Motion.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). *(La présidente agite sa cloche.)* Die EDU-Fraktion will nicht, dass die Wasserkraftwerke noch mehr behindert werden. Durch die Erhöhung der Wasserzinsen besteht die Gefahr, dass die Nutzung der Wasserkraft nicht mehr ausgebaut wird und sehr viel Wasser aus unserem Kanton abfliesst, ohne Strom zu produzieren. Wir von der EDU stimmen dieser Motion in allen Punkten zu.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Ich nehme es gerade vorweg (*la présidente agite sa cloche)*: Die FDP-Fraktion stimmt diesem Vorstoss grossmehrheitlich nicht zu. Uns aber deshalb zu unterstellen, wir seien gegen den Ausbau der einheimischen Wasserkraft und wir würden erneuerbare Energien nicht unterstützen, sondern uns gegen die Energiestrategie des Bundes stellen und die heutige, schwierige Situation auf dem Strommarkt verkennen, greift viel zu kurz.
Weshalb greift das zu kurz? Ich teile die Euphorie für die Veränderung durch erneuerbare Energien durchaus. Aber hier gibt es ein Missverhältnis zwischen der Wirkung dieser Massnahmen – die finanziell für das Unternehmen BKW AG zugestandenermassen sehr gering ist – und anderen Massnahmen, die wir gerade im Rahmen der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) beschlossen haben und die für die Betroffenen Grosswirkung haben. Die ASP-Diskussionen sind in unserer Fraktion intensiv in Erinnerung. Damals haben wir teilweise einschneidende Sparmassnahmen beschlossen. Und wir haben sie, im Zusammenhang mit dem Budget 2015, hier im Grossen Rat noch einmal unterstrichen. Ich erinnere an die Streichung der Verbilligung der Krankenkassenprämien und an die Kürzungen bei der Spitex, über deren Auswirkungen wir gestern in der Zeitung lesen konnten. Aber auch die Kürzungen im Bildungsbereich sind wesentlich usw., usw.
In Zusammenhang mit der ASP haben wir auch Mehreinnahmen beschlossen. Ich erinnere an die neuen Wasserzinsen, welche Liegenschaftsbesitzer mit einer Wärmepumpe im Grundwasser bezahlen müssen. All die Betroffenen werden wohl zu Recht fragen, weshalb man einem Konzern wie der BKW AG Zinsen erlässt, ihnen aber nichts schenkt. Das wird wohl nicht so einfach zu erklären sein, zumal die Motionäre gestern selbst gesagt haben, dass die betroffenen Firmen die gesetzlich vorgegebene Zinserhöhung eigentlich leicht verkraften können und Projekte wohl kaum gefährdet seien. Da wirkt unser allfälliger Verzicht auf diesen Zins ohne Not auf die Betroffenen schon fast zynisch. Und noch etwas: Ausgerechnet der Kanton Bern – in regel-

mässiger finanzieller Notlage und erster Nehmerkanton im interkantonalen Finanzausgleich – verzichtet als allererster Kanton und vielleicht als einziger Wasserkanton auf zusätzliche Zinseinnahmen von immerhin über vier Millionen Franken. Wie erklären wir das? In den übrigen Wasserkantonen steht nämlich ein Verzicht, wie ihn die Motionäre fordern, nicht zur Debatte. Im Gegenteil, diese Kantone wollen die Mehreinnahmen; ich habe mich diesbezüglich bei der Konferenz Kantonaler Energiedirektoren EnDK erkundigt.
Und noch etwas anderes zur nationalen Ebene: Im Dezember hat der Nationalrat beschlossen, dass die Möglichkeit der Zinserhöhung, wie sie nun auf 2015 beschlossen ist, bereits 2019 überprüft werden soll. Lassen wir das doch auf uns zukommen. Wer weiss denn schon, wie die Situation 2019 aussieht. Die BKW wird die laufenden Kosten für diese Zinsen verkraften. Zum einen haben das die Motionäre selber gesagt. Zum andern stehen diese Kosten von rund 20 Millionen Franken, die da bis 2019 auflaufen, in keinem Verhältnis zu dem, was die BKW insgesamt ausgibt. Ich denke, diese Milliarden, die sie für erneuerbare Energie ausgeben, beziehungsweise in den Ausbau der Wasserkraft zu stecken wollen, das liegt doch im Toleranzbereich einer Vergabe. Aus diesen Gründen lehnt die FDP-Fraktion diesen Vorstoss mit einer satten Mehrheit ab.

La présidente. Pour le PEV, M. Aeschlimann. Y a-t-il encore des groupes? – S'il y a des intervenants à titre personnel, vous pouvez vous annoncer maintenant. A vous, M. Aeschlimann.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die Wasserkraftnutzung unterlag früher einer Art Generationenvertrag. Mit Pioniergeist wurden weitsichtige Investitionen für viele nachfolgende Generationen getätigt. Wo es früher noch berechenbare Markverhältnisse gab, bestimmen heute Unsicherheit und Marktverzerrungen den Strommarkt. Weil sich die europäischen Staaten zu einer Art Heimatschutz entschieden haben und ihre Energieproduktion staatlich fördern, gibt es beim Strom keine Kostenwahrheit. Die europäischen Stromhandelspreise sind in den letzten Jahren rapide gesunken. Der Hauptgrund ist billiger Kohlestrom und nicht, wie häufig behauptet, der Zubau der erneuerbaren Energie in Deutschland. Die Schiefergasförderung in den USA, das Fracking, hat nämlich dazu geführt, dass grosse Mengen günstiger amerikanischer Kohle zur Stromproduktion nach Europa gelangt sind. Dazu kommt, dass die tiefen europäischen CO_2-Preise als Kostenfaktor gegenwärtig kaum noch ins Gewicht fallen. In diesem aktuellen Marktumfeld findet der für die energiepolitische Agenda 2050 dringend benötigte Ausbau der Wasserkraft schlicht nicht statt. Die Motion könnte daher eine Anreizfunktion ausüben, auch wenn wir uns alle bewusst sind, dass diese Massnahmen alleine nicht zum Durchbruch in der Projektpipeline führen werden. Walter Messerli hat es gesagt: Es ist ein kleines Schräubchen, es ist ein kleines Zeichen mit mehr symbolischer Wirkung.
Insbesondere aber der zweite Punkt der Motion – ich bitte Sie, diesen noch nachzulesen – kann als Überbrückungshilfe den Ausbau der Wasserkraft beschleunigen, wenn die geplante Förderung der Investitionsbeiträge der Energiestrategie 2050 auf sich warten lässt. Warum diese Motion nicht zielführend sein soll, wie die rot-grüne Regierung schreibt, ist für mich nicht nachvollziehbar und leider auch nicht argumentativ belegt. Es gibt doch keine vernünftigen Gründe, im heutigen Marktumfeld, die Stromproduktion mit Wasserkraft finanziell zusätzlich zu belasten. Das ist auch der Grund, weshalb ich als Mitmotionär aufgeführt bin.
Liebe Frauen und Männer, wir brauchen aber nicht nur den Ausstieg aus der Kernenergie, wir brauchen einen genauso konsequenten Ausstieg aus den fossilen Energieträgern. Denn unser fossiler Energiehunger hat eine zweifache Wirkung. Er belastet einerseits das Klima und zudem in den Förderländern auch die gesellschaftlichen und sozialen Verhältnisse bis hin zu Kriegen um Öl und Gas, durch unser Geld, das dorthin fliesst.
Um nun diesen dringend notwendigen Ausstieg zu schaffen, steht der Schweiz dank Topographie und Niederschlägen eine privilegierte Alternative zur Verfügung, nämlich die Wasserkraft. Die Worte von Jakob Etter von der BDP liegen mir heute noch in den Ohren. Sinngemäss sagte er nämlich gestern: Kernenergie war gestern! Heute gilt die Energiewende, und die Zukunft gehört den erneuerbaren Energien! Irgendwie in dieser Art, nicht wahr, Jakob? Für mich war das ein Highlight gestern und bisher *das* Votum dieser Session. Auch wenn ein erster Sonnenstrahl noch keinen Frühling bedeutet, ist doch das Versprechen der BDP ein ermutigendes Zeichen für eine kleine Energiewende hier im Ratssaal. Die nächsten Vorlagen, die auf dem Weg zur Energiewende dann wieder Nägel mit Köpfen machen, werden bestimmt kommen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Zuerst möchte ich etwas präzisieren. Der Kanton Bern ist der einzige Kanton, der selber die Wasserzinsen einkassiert. In den andern Kantonen gehen diese Gelder an die Gemeinden. Mir ist durchaus bewusst, dass die Schweiz auf dem Strommarkt keine Insel ist. Wir sind vernetzt, das ist eine Tatsache. Doch was wissen wir schon über den billigen Strom aus dem Ausland in zehn, zwanzig Jahren? Steht dieser dann noch zur Verfügung oder ist er dann vielleicht teurer und knapper geworden? Zudem kann man sagen, dass der billige Strom, den wir heute importieren, in den wenigsten Fällen ökologisch produziert wird. Eine Ausnahme ist vielleicht derjenige aus Windenergie. Die Stichworte Kohlestrom und CO_2 fielen bereits. Aus meiner Sicht dürfen wir uns in der Stromproduktion nicht weiter in die Abhängigkeit vom Ausland begeben. Wir müssen selber dafür sorgen, dass wir den Strom, den wir in der Schweiz brauchen, möglichst selber produzieren können, und darum ist Wasserkraft wichtig. Für mich ist es fast wie kriegswirtschaftliche Landesversorgung, dass wir unsere Wasserkraft pflegen.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich werde selbstverständlich die Motion meines Kollegen Grimm unterstützen. Ich möchte aber noch einen weiteren Aspekt beifügen. Der eine oder andere von Ihnen weiss, dass ich mich auch national mit den Konsumenteninteressen auseinandersetzen muss. Weshalb komme ich jetzt ausgerechnet damit? Zurzeit ist eine Vernehmlassung zur Strommarktliberalisierung für die einzelnen Konsumentinnen und Konsumenten unterwegs. Ich gehe davon aus, dass man irgendwann in der Zukunft wählen kann, ob man als Konsument hier oder dort einkau-

fen will. Wenn das kommt, dann stehen wir hier im Kanton Bern national und international in der Konkurrenz, und die preissensiblen Konsumentinnen und Konsumenten werden sich überlegen, wo sie einkaufen. Darum ist es sehr wichtig, dass wir hier im Kanton Bern für unseren Wirtschaftsstandort, für unsere Konsumenten aber auch für die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler konkurrenzfähig bleiben. Ein weiterer Aspekt ist natürlich auch die Nachhaltigkeit. Deshalb müssen wir Strom aus Wasserkraft fördern. Wenn wir eine Energiewende herbeiführen wollen, dann muss die BKW AG auch sehr viel Geld aufbieten und diese Investitionssumme dürfen wir nicht mit solchen Zinsen mindern. Infolgedessen empfehle ich Ihnen ganz klar die Annahme.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Ich spreche hier als Mitmotionär und nicht als Fraktionssprecher. Wir alle wollen eine saubere und sichere Energieversorgung! Das haben wir nun schon einige Male gehört. Sie muss sicher sein im Sinne von Versorgungssicherheit für Gewerbe und Industrie, aber auch im Sinne von Betriebssicherheit und Verhinderung von Unfällen und Katastrophen. Auch muss sie sauber sein im Sinne von CO_2-minimiert und risikofrei, also erneuerbar statt atomar. Die Energiewende ist eingeleitet. Bis sie vollzogen ist, gibt es aber ein paar Übergangsprobleme. Ein Stichwort dazu ist der tiefe Strompreis, der sich auf dem Markt ergeben hat. Das führt zu einem Investitionsstopp bei den erneuerbaren Energien, die wir eigentlich ausbauen möchten. Das darf nicht sein! Kraftwerke stehen in einem internationalen Wettbewerb. Bei den Neuinvestitionen, die sie tätigen möchten und die zum Teil bereits bewilligt sind, werden die Wasserzinsen zum Problem.
Ich will mithelfen, Spielräume für solche Investitionen zu schaffen. Der Verzicht auf die Erhöhung und die Möglichkeit der Reduktion oder Aussetzung der Zinsen für Neuanlagen scheint mir sinnvoll und schafft den notwendigen Spielraum. Bei dieser Zinsfrage geht es nicht um einen Kahlschlag, sondern es geht nur um den Verzicht auf die Erhöhung. So bleibt der Besitzstand erhalten. Das gilt auch für den Renaturierungsfonds, wohin ja 10 Prozent davon gehen. Diese Gelder sind somit nicht gefährdet.
In Punkt 2 geht es ja nur um eine temporäre Reduktion. Das ist meine Meinung und so haben wir das in der Gruppe der Motionäre diskutiert. Es geht nicht darum, neue Werke vollständig zu befreien, sondern wir wollen ihnen während eines gewissen Zeitraums Hilfen geben. Es handelt sich um eine Reduktion oder zeitlich befristete Aussetzung und dies auch nur für neue Kraftwerke. Ich bitte sie also, dieser Motion zuzustimmen. Vielleicht noch ein Wort zu Peter Flück. *(La présidente signale à l'orateur que son temps de parole est écoulé.)* Ich kann sein Votum sehr gut verstehen, aber ich wäre froh, wenn wir dann in anderen Sachen eben auch diese ASP-Massnahmen etwas besser zusammenhalten könnten.

La présidente. Mme Desarzens, et s'il y a encore un intervenant à titre personnel, je vous demande de vous annoncer, autrement je clos la liste. À vous Madame.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Ich habe beruflich und auch privat mit der Innerschweiz zu tun, auch auf der anderen Seite vom Baregg. Die ganze Diskussion hier im Grossen Rat hat immer an der Kantonsgrenze aufgehört. Es geht aber hier um ein Geschäft, das vom Bundesparlament beeinflusst wird. Es gibt auch andere Kantone, die sich überlegen müssen, ob sie diese Erhöhung weitergeben wollen oder nicht. Viele andere Kantone haben es so geregelt, dass sie nicht direkt in die Staatskasse geht, sondern in den Gemeinden verteilt wird. Bei uns ist es anders. Würden Sie zustimmen, diese Erhöhung nicht weiterzugeben, wenn es auch die Gemeinden betreffen würde? Da haben Sie einfach das Gefühl, es ist der Kanton Bern und nicht auch die Gemeinden. Ich kann Ihnen versichern, dass der Nationale Finanzausgleich NFA des Kantons Bern ziemlich unter Druck steht. Auch andere interkantonale Vereinbarungen stehen unter Druck. Wir als Grosskanton profitieren immer davon, wenn die Interkantonalen richtig funktionieren. Ich kann Ihnen empfehlen, diese Motion abzulehnen. Es ist teilweise relativ schwierig, was man als Bürger mitbekommen muss, wenn man jenseits des Bareggs ein politisches Geschäft interkantonal verkaufen muss. Der Kanton Bern profitiert vom NFA ausserordentlich, während andere Kantone bezahlen, ohne mit der Wimper zu zucken. Es würde nicht verstanden, wenn derselbe Kanton bei einem einfachen Umsetzen durch die Verwaltung darauf verzichtet, seine Kosten an die Elektrizitätsbetriebe im Kanton weiterzugeben.

La présidente. Nous sommes donc à la fin des débats sur cette motion. La présidente du Conseil-exécutif va prendre la parole, et après, M. Grimm, le motionnaire, pourrait encore une fois prendre la parole s'il veut. Madame, c'est à vous.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Man kann mir nachsagen was man will. Doch eines ist klar, und das wissen hier im Grossen Rat auch alle: Ich bin ein Wasserkraftfan! Ich habe mich immer ganz stark für die Wasserkraft engagiert, auch für das Grimsel-Projekt, und das werde ich auch weiterhin tun. Der Regierungsrat ist sich bewusst, dass Grosskraftwerke Rentabilitätsprobleme haben, und er stimmt mit dem Motionär völlig überein, dass eine Korrektur notwendig ist. Vielleicht war der Regierungsrat deshalb etwas zurückhaltend mit seiner Argumentation, Herr Grossrat Aeschlimann. Ich gebe ganz ehrlich zu, dass ich persönlich zum Zeitpunkt der Einreichung gewisse Zuneigung zu dieser Motion hatte. Nun bitte ich Sie einfach, meinem Votum zuzuhören.
Heute haben wir eine ganz andere Situation als zum Zeitpunkt der Einreichung dieser Motion. Das muss man einfach wissen. Inzwischen hat nämlich der Nationalrat bei der Debatte um die Energiestrategie 2050 beschlossen, dass Grosswasserkraftwerke mit 600 Mio. Franken Investitionsbeiträgen mitsubventioniert werden. Wir können mit fast hundertprozentiger Sicherheit davon ausgehen, dass der Ständerat diesem Vorschlag zustimmen wird. Als Verwaltungsrätin der BKW kann ich Ihnen sagen, dass wir genau dies brauchen. Wir brauchen Investitionshilfen! Wir brauchen nicht eine Senkung des Wasserzinses, der für die BKW 2 Mio. Franken ausmacht. Mit 2 Mio. Franken verbaut die BKW wirklich keinen einzigen Pflasterstein an der Grimsel. Wir brauchen die Millionen, die vom Bund jetzt gesprochen werden, dann können wir die Investitionen tätigen. Das

ist es, was geändert hat, Herr Grossrat Grimm, und deshalb bin ich heute ganz klar der Meinung, dass man diese Motion ablehnen muss.
Ich komme noch zu einem weiteren, eigentlich fast wesentlicheren Punkt. Sie haben in der Antwort lesen können, dass die ganze Wasserzinsproblematik ja eine eidgenössische Problematik ist. Es gibt ein eidgenössisches Gesetz, das den Wasserzins festlegt und die Energiedirektoren beschäftigen sich damit, weil im Jahr 2019 eine neue Regelung in Bezug auf diese Wasserzinsen kommen wird. Die Energiedirektoren suchen nun mit dem Bund zusammen eine neue Regelung. Federführend bei dieser Neuregelung sind die Wasserkraftkantone Graubünden, Wallis und Bern. Wir befassen uns also sehr intensiv mit diesem Thema, und ich muss Ihnen sagen, dass ich mit meinen Kollegen aus den Wasserkantonen gesprochen habe. Sie können nicht verstehen, dass ein Kanton, der zu den grössten NFA-Empfängern gehört, freiwillig auf Wasserzinseinnahmen verzichtet. Das ist für sie völlig unverständlich!
Dann kommt etwas anderes hinzu: Für die ganze Übung hier braucht es eine Gesetzesänderung. Wir müssen hier im Grossen Rat ein Gesetz vorlegen. Wie Sie wissen, dauert das etwa zwei Jahre. Bis wir das an die Hand nehmen, sind wir bereits in der Nähe der eidgenössischen Lösung. Das macht doch keinen Sinn! Mit den eingesparten 6 Mio. Franken wird die BKW in diesen zwei, drei Jahren die Grimsel ganz sicher nicht ausbauen! Ich bitte Sie also, diese Motion abzulehnen, weil sie wirklich keinen Sinn macht. Und ich sage es noch einmal: Bei ihrer Einreichung machte sie Sinn. Man hätte damals in meinen Augen sogar weiter gehen können. Aber heute hat das Bundesparlament mit seinen Investitionsbeihilfen eine viel schlauere Lösung. Diese können wir brauchen! Ich bitte sie deshalb wirklich, diese Motion abzulehnen!

La présidente. L'auteur de la motion, M. Grimm, vous avez la parole. Vous n'avez que trois minutes.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Ich möchte mich direkt an die Frau Energiedirektorin wenden. Sie haben vorhin gesagt, wir können nicht auf diese Zinsen verzichten. Wir verzichten überhaupt nicht auf diese Zinsen, wir erhöhen sie nur einfach nicht. Darum geht es! Und der zweite Punkt sagt ja nicht, wir müssten unbedingt Rabatte geben, sondern die Möglichkeit ist offen, dass wir bei neuen Betrieben als Starthilfe Reduktionen der Wasserzinse gewähren können. Es stimmt, dass die Eidgenössischen Räte im Dezember gesagt haben, man möchte die 600 Mio. Franken sprechen. Diese sind aber noch nicht gesprochen, wie ich auch schon in meinem Votum gesagt habe.
Ich möchte noch zu beiden FDP-Voten zusammengefasst etwas sagen. Ich möchte einfach nicht die ASP mit diesen möglichen Nicht-Einnahmen in Verbindung bringen. Wir nehmen niemandem etwas weg, und das mit Krankenkasse und mit Spitex in Verbindung zu bringen, ist völlig falsch. Wir arbeiten hier klar für die Zukunft, für eine Planungssicherheit der Unternehmungen, denn der Bund und das BFE sagen, dass 25 Projekte gefährdet oder mindestens nicht optimal seien. Zudem möchte ich noch etwas zu den 3 Rappen sagen, über die wir von den Grünen gehört haben. Höchstens ein zu 100 Prozent abgeschriebenes Kraftwerk kann für 3 Rappen Strom produzieren. Sonst sind die Zahlen ganz anders. Ich habe mich gestern noch bei den Produzenten erkundigt. Es handelt sich um 5 und 6 Rappen. Ich bitte Sie also wirklich, diese Motion in allen Punkten anzunehmen. Übrigens konnte man heute Morgen auf Radio SRF hören, dass der Konsolidierte Entwicklungs- und Finanzplan (KEF) wegen dem sinkenden Eurokurs in höchstem Mass gefährdet ist. Es sei am Kippen, und wir wissen, wenn das am Kippen ist, dann steht bei uns die Energiewende auch in den Sternen. Ich bitte Sie, die Motion anzunehmen.

La présidente. Vous n'avez pas demandé un vote point par point, n'est-ce pas M. Grimm? – Non. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	99
Non	46
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté cette motion.

Affaire 2014.RRGR.656

N° de l'intervention:	132-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.06.2014
Déposée par:	Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole) Aebersold (Berne, PS) Streit-Stettler (Berne, PEV)
Cosignataires:	10
N° d'ACE:	1447/2014 du 3 décembre 2014
Direction:	TTE

Cession de biens-fonds cantonaux aux communes et aux maîtres d'œuvre d'utilité publique

Le Conseil-exécutif est chargé de créer les bases légales nécessaires afin que le canton, pour autant qu'un droit de superficie ne soit pas plus judicieux :
1. vende les biens-fonds adaptés à la construction de logements locatifs en priorité à des organismes construisant des logements d'utilité publique ;
2. accorde un droit de préemption aux communes ;
3. ne vende pas forcément au plus offrant.

Développement :
Dans sa réponse à l'interpellation « Affectation des terrains du canton à la construction de logements » (I 145-2013), le Conseil-exécutif a affirmé que « le canton de Berne [était] tout à fait disposé à céder en droit de superficie ou à vendre des terrains à des maîtres d'ouvrage d'utilité publique » et qu'il importait « cependant que les critères habituels s'appliquent (notamment les prix en vigueur sur le marché

et l'égalité de traitement des intéressés) ». Ce qui s'est passé dernièrement à Ittigen montre bien que cela ne suffit pas pour encourager correctement la construction de logements d'intérêt public sur un marché où la concurrence est rude. Tandis que pour le canton l'utilisation prévue pour le terrain de 2,3 hectares vendu à Ittigen joue un rôle accessoire, la commune-siège a surtout intérêt à ce que des logements y soient construits (« en vendant des terres à Ittigen, le canton pense avant tout à son compte en banque » [trad.], *Der Bund*, 28.4.2014).
L'utilisation proposée par l'acquéreur ou l'acquéreuse ne jouerait qu'un rôle accessoire (10 pour cent) dans l'évaluation des offres. Le canton de Berne veut avant tout obtenir un bon prix. L'Office des immeubles et des constructions (OIC) indique que le prix compte à 80 pour cent dans l'évaluation des offres. On peut s'interroger sur cette pondération très inégale, surtout parce qu'à long terme, les logements génèrent des revenus fiscaux pour le canton et les communes.
Le portefeuille immobilier du canton est susceptible de compter d'autres terrains non-construits. Outre le terrain d'Ittigen, le canton vend également des terrains à construire dans les communes d'Unterseen, Guggisberg, Münchenbuchsee et Berne. Une règlementation claire s'impose donc afin d'encourager la construction de logements locatifs par les communes et des maîtres d'ouvrage d'utilité publique.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est favorable à la demande formulée par la motionnaire et prêt à vendre ses terrains en priorité à des organismes construisant des logements d'utilité publique dans la mesure où cela est conciliable avec les intérêts du canton. Toutefois, comme cela a déjà été évoqué dans la réponse à l'interpellation Imboden 145-2013 *Affectation des terrains du canton à la construction de logements*, le canton ne dispose plus que de très peu de terrains propres à la vente en zone à bâtir. Edicter une réglementation quant à leur utilisation est donc superflu.
Le récapitulatif ci-après montre qu'il est de toute manière prévu, dans la mesure du possible, d'affecter les terrains dont il est question dans la motion à la construction de logements, dont certains également à caractère social :

- Terrain d'Ittigen : Il a toujours été question d'utiliser ce terrain pour la construction aussi dense que possible d'habitations. Mais en raison des fortes nuisances sonores générées par l'entreprise voisine, il a été attendu que la situation change avant de le proposer à la vente. Toutes les conditions nécessaires à la construction de logements sont désormais réunies.
- Terrain du Viererfeld : Etant donné qu'il s'agit du dernier grand terrain du canton en ville de Berne, il a été convenu avec cette dernière d'y réaliser un lotissement à forte densité. Il est prévu de l'affecter à des logements sociaux, à des appartements en location et à des appartements en propriété par étages à raison d'un tiers chacun.
- Terrain à bâtir à Unterseen : Cette surface de 4668 m^2 est située à côté de l'ancienne cure dans une zone à planification obligatoire qu'il est prévu d'affecter à la construction de logements à forte densité. Bien que le terrain soit en vente depuis quatre ans, aucune offre d'achat sérieuse n'a été faite. Il se prêterait bien à la vente à un organisme construisant des logements d'utilité publique.
- Trois parcelles à vendre à Münchenbuchsee :
  - Une parcelle de 6000 m^2 qui doit servir à l'agrandissement de l'établissement médico-social et à la création de logements protégés et qui devrait être vendue en 2015 à la commune et au syndicat d'aide sociale.
  - Deux parcelles contiguës d'une surface totale de 11 834 m^2 en zone industrielle et artisanale. En vertu de l'ACE n°505/2013, il s'agit de parcelles qui seront vendues par le biais de la Promotion économique du canton de Berne. Une affectation de ces terrains à des logements est impossible en raison de la zone à laquelle ils appartiennent actuellement.
- Guggisberg : Le canton a récemment réussi à vendre une parcelle de 2160 m^2 en zone villageoise H2 à une famille pour la construction de son propre logement.

Les autres terrains en vente dont le canton dispose encore ne se prêtent pas à la construction d'appartements de location ni à une cession à des organismes construisant des logements d'utilité publique, car ils sont trop petits, ne sont pas situés en zone d'habitation ou sont déjà bâtis.
En conclusion, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion, car le très petit nombre de terrains cantonaux adaptés qui reste à vendre et qui ne cesse de diminuer ne justifie pas l'édiction d'une réglementation.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Comme je l'avais déjà annoncé, l'affaire 10 a été retirée.

Affaire 2014.RRGR.660

N° de l'intervention:	133-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.06.2014
Déposée par:	Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole) Augstburger (Gerzensee, UDC) Berger (Aeschi, UDC)
Cosignataires:	16
N° d'ACE:	1448/2014 du 3 décembre 2014
Direction:	TTE

Projet Aarewasser: compensation des surfaces d'assolement perdues

Le Conseil-exécutif est chargé de veiller à la compensation intégrale des surfaces d'assolement perdues du fait du projet Aarewasser.
Développement
Le projet Aarewasser a été lancé en 2005 dans le but de renforcer la protection contre les crues et de garantir les captages d'eau potable à long terme. Le Grand Conseil a alloué le crédit d'étude en 2006 et un crédit complémentaire en 2008.

Le projet n'a cependant pas la protection contre les crues pour seule vocation, il s'agit également d'un projet de revitalisation de l'Aar de grande envergure qui entraîne la disparition de surfaces forestières et agricoles : 23,1 hectares de surfaces agricoles seront sacrifiés, dont 6,2 hectares de surfaces d'assolement.
Or les surfaces d'assolement bénéficient d'un dispositif de protection particulier puisqu'elles constituent les meilleures surfaces agricoles de Suisse. Le plan sectoriel des surfaces d'assolement a ainsi pour objectif de préserver au minimum 438 560 hectares.
Chaque canton est tenu d'assurer un contingent déterminé. D'après la réponse donnée par le Conseil-exécutif à l'interpellation 076-2014 « Surfaces d'assolement : qui cherche trouve ? », la superficie minimale à réserver aux surfaces d'assolement dans le canton de Berne est de 82 200 hectares. Or, toujours selon le Conseil-exécutif, les surfaces d'assolement effectives ne représentent plus que 79 100 hectares.
Dans ces conditions, on ne saurait tolérer que de vastes surfaces d'assolement disparaissent sans compensation du fait de projets de revitalisation de cours d'eau.
Les 9,3 hectares de forêt qui vont devoir être coupés à cause du projet Aarewasser seront compensés en vertu de la loi sur les forêts : 4,2 hectares seront replantés à Uetendorf au lieu-dit Amerika-Egge et des mesures seront prises en faveur de la nature et du paysage.

Réponse du Conseil-exécutif

Le projet « Protection durable contre les crues de l'Aar entre Thoune et Berne » (ci-après « *Aarewasser* ») est un projet extrêmement important, car il vise à mettre à l'abri des inondations et de leurs conséquences de nombreux secteurs bâtis ainsi que des infrastructures majeures. Pour freiner l'érosion en constante progression du fond du lit de l'Aar, garantir une protection durable contre les crues ainsi que la préservation des eaux souterraines, il faut ménager à la rivière davantage d'espace dans les secteurs qui s'y prêtent, l'objectif étant de limiter au maximum le préjudice causé aux cultures agricoles.
Afin de rendre possible la stabilisation indispensable du fond du lit de l'Aar, 23,2 hectares de surfaces agricoles utiles (15,2 ha de surfaces à litière, 1,1 ha de surfaces d'exploitation extensive et 6,9 ha de surfaces d'assolement) doivent être utilisés pour le projet *Aarewasser*. En outre, conformément à la législation fédérale révisée sur la protection des eaux, des espaces réservés aux eaux à exploiter de manière extensive sont à définir. Environ cinq hectares supplémentaires de surfaces d'assolement vont être mobilisés à cet effet. Au total, ce sont donc 11,9 hectares de cette catégorie qui se trouvent affectés. La question de savoir s'ils doivent être remplacés, et dans quelle mesure le cas échéant, est régie par le document de la Confédération *Plan sectoriel des surfaces d'assolement – Aide à la mise en œuvre 2006*.
Les consignes de la Confédération relatives au remplacement de surfaces d'assolement soustraites sont diverses et complexes. Elles ne peuvent par conséquent faire l'objet d'explications détaillées dans cette réponse. L'essentiel est que dans le cas présent, toutes les investigations obligatoires ont été menées. Il s'avère ainsi que sur les 11,9 hectares susmentionnés, 3,7 au total vont effectivement disparaître et doivent être remplacés.
Dans le cadre du projet *Aarewasser,* la perte de surfaces d'assolement sera compensée par la valorisation de 3,7 hectares de terres agricoles sur les communes de Jaberg et d'Uetendorf. Les travaux consisteront à bonifier ces terres – dont la masse volumique ne répond pas actuellement aux exigences posées pour ce type de surfaces – par l'apport selon les méthodes ad hoc de couches supérieures et inférieures du sol adaptées, afin d'en faire des surfaces d'assolement de bonne qualité.
Le volume de couches supérieures du sol et de sous-sol déplacé pour la réalisation du projet offre également la possibilité d'amender d'autres surfaces agricoles dégradées de façon à ce qu'elles remplissent les critères permettant de les considérer comme des surfaces d'assolement.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

La présidente. Nous passons donc tout de suite à l'affaire 11, motion de M. Krähenbühl, Projet aarewasser: compensation des surfaces d'assolement perdues. Le Conseil-exécutif est prêt à accepter cette motion, mais il veut la classer. Tout d'abord, je pose la question, est-ce que quelqu'un est contre l'adoption? Je parle de l'adoption. – Non. Le motionnaire conteste le classement, je vous prierais de vous concentrer sur le classement de la motion. Monsieur, vous remplacez M. Krähenbühl si j'ai bien compris, c'est à vous M. Augstburger. Les groupes peuvent s'annoncer sur le classement.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Herzlichen Dank an die Regierung für die Beantwortung und die Annahme dieser Motion. Es freut uns, dass man grundsätzlich gewillt ist, auch in diesem Projekt zu erfüllen, was auf Bundesebene im Sachplan 2006 über die Fruchtfolgeflächen ohnehin geregelt ist. Nach einer ersten Durchsicht der Regierungsantwort hatten wir Motionäre den Eindruck, dass man diese Motion aufgrund der Fakten, die aus dieser Antwort hervorgehen, abschreiben könnte. Beim genaueren Hinsehen sind uns jedoch Zweifel bezüglich der Umsetzung gekommen.
Auch die Äusserung, dieses Thema sei dermassen komplex, dass es an dieser Stelle nicht im Einzelnen erläutert werden könne, hat unser Vertrauen nicht gefördert. Das Merkblatt der Landwirtschaftsdirektorenkonferenz vom April 2014, in dem die wesentlichen vier Punkte zum Umgang mit Fruchtfolgeflächen im Gewässerraum umschrieben sind, hätte durchaus als Vermerk Platz gefunden, und diese Grundlagen waren ja sicher auch für die Aussagen der Regierung entscheidend. Anscheinend gibt es eine kleine Tabelle, in der diese Flächenveränderungen detaillierter aufgeführt sind. Mehr Transparenz wäre unseres Erachtens hier ebenfalls angebracht gewesen. Aus der Antwort ist zudem weder ersichtlich, welchen Status diese Flächen in Uetendorf heute haben, noch, wo nach im Sachplan Fruchtfolgeflächen aufgewertet werden sollen. Hier hat sich beim weiteren Nachfragen auch gezeigt, dass die 3,7 Hektaren bereits im Inventar des Kantons Bern sind, aber anscheinend nicht mehr den heutigen Qualitätsansprüchen genügen. De facto ist das natürlich nicht ein Ersatz, sondern eine

Aufwertung von Flächen, die heute sowieso bereits im Sachplan aufgeführt sind. Hier könnte vielleicht auch der Grund liegen, weshalb in der Regierungsantwort zur Motion gar nicht mehr Transparenz erwünscht ist. Wenn wir Fragen stellen, dürfen wir eigentlich auch Antworten erwarten, die nicht konstruiert sind, sondern Klarheit schaffen. Im Weiteren wäre auch interessant zu wissen, was im Projekt mit den andern 8,7 Hektaren Fruchtfolgeflächen geschieht, die nur bedingt wegfallen.
Wir haben in diesem Zusammenhang versucht, einen entsprechenden Bericht zu erhalten. Ein solcher wurde uns aber mit dem Hinweis auf ein hängiges Verfahren nicht zugestellt. Zudem sind auf Bundesebene zahlreiche Standesinitiativen hängig zum Thema, wann Fruchtfolgeflächen im Gewässerraum angerechnet werden dürfen. Aufgrund dieser vielen offenen Fragen und den Tatsachen, dass die 3,7 Hektaren Fruchtfolgeflächen in der Gesamtrechnung nicht ersetzt werden und dieses Projekt einen längerfristigen Horizont hat, sollte man diese Abschreibung nicht zugestehen. Das gilt auch im Hinblick auf eine minimale Ernährungssicherheit und die Sicherstellung von Fruchtfolgeflächen. Ich bitte Sie, unserem Vorstoss in diesem Sinne zu folgen.

La présidente. Est-ce qu'il y a des groupes qui aimeraient s'exprimer? – Oui. Mme Haudenschild pour les Verts. En attendant que vous descendiez, j'aimerais souhaiter un bon anniversaire à M. Bernhard Riem, tout de bon, et profitez de la journée, même si on a la session. Félicitations Monsieur. *(Applaudissements)* Mme Haudenschild pour les Verts, c'est à vous.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Ich habe zwar gehofft, dieser Vorstoss werde durchgewinkt, aber nun müssen wir eben doch noch über die Abschreibung diskutieren. Manchmal staune ich schon ein bisschen – und zwar aus mehreren Gründen. Da setzen sich verschiedene Vertreter der SVP für Fruchtfolgeflächen ein: Der Redaktor des «Schweizer Bauern» aus Unterlangenegg; das liegt doch schon noch einige Hügel von der Aare entfernt. Der Leiter der Raiffeisenbank von Aeschi; das liegt auch nicht gerade am Aareufer. Wenigstens ein Bauer aus Gerzensee ist immerhin am Rand betroffen; er sieht auf die Aare hinunter. Die Raiffeisenkasse ist zwar der Nachhaltigkeit verpflichtet, wie man im Geschäftsbericht lesen kann. Sie engagiert sich für Mensch und Umwelt, heisst es dort. Für den SVP-Vertreter gehören aber wohl Hochwasserschutz- und Renaturierungsprojekte nicht zur Nachhaltigkeit. Da staunt man dann auch ein bisschen, dass der Redaktor des «Schweizer Bauern» zwar den Verlust von Fluchtfolgeflächen für Renaturierungen beklagt; aber wenn wegen überrissener Strassenbauprojekte Dutzende von Hektaren besten Landwirtschaftslands, alles Fruchtfolgeflächen, verloren gehen, dann hört man nichts, kein Wehklagen. Zur Ankündigung von Frau Regierungsrätin Egger zur Strassenbauabsicht im Oberaargau und im Emmental habe ich auf jedenfalls keine Medienmitteilung der SVP lesen können. Sie haben sich zum Verlust von Dutzenden von Fruchtfolgeflächen nicht geäussert.
Dasselbe gilt beim Siedlungsbau. Die SVP fordert im Richtplan mehr Siedlungsbau. Sie wollen also zusätzliche Flächen einzonen und nicht weniger, vor allem auch in den ländlichen Regionen. Das heisst, sie wollen auch dort Fruchtfolgeflächen für den Siedlungsbau preisgeben. Dort geht für Strassen- und Siedlungsbau bestes Land verloren, nämlich Fruchtfolgeflächen. Es handelt sich um ungefähr hundertmal mehr Fläche, als für Gewässerräume und Renaturierungen. Die SVP-Vertreter bleiben aber ausnahmslos stumm, wenn es um das Zubetonieren von Landwirtschaftsland geht, sei dies nun landwirtschaftliche Nutzfläche oder Fruchtfolgefläche. Sind jedoch Renaturierungen und Gewässerräume betroffen, wo nur Fläche von Fruchtfolgefläche in landwirtschaftliche Nutzfläche umgewandelt werden soll, wo also alles grün bleibt und das meiste weiterhin bewirtschaftet werden kann, dann beginnen sie zu «poltern». Warum, Herr Krähenbühl, thematisieren Sie nicht einmal den Verlust durch Siedlungs- und Strassenbau? Man staunt, Frau staunt noch mehr. Die grüne Fraktion schreibt ab.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Mir persönlich hat dieses Votum etwas wehgetan. Es ging an der Sache vorbei. Ob es nun Raiffeisenbankleute sind oder ob es Leute vom «Schweizer Bauer» sind, hat nichts mit der Sache zu tun. – Wir bestreiten hier nicht Renaturierungen. Wir lehnen auch die Abschreibung dieser Motion nicht ab.
Aber nun zu Sache. Von der SVP her hat Ueli Augstburger das Meiste gesagt. Was er nicht gesagt hat, ist, dass die 4,2 Hektaren Wald, die frisch aufgeforstet werden müssen, ebenfalls auf Fruchtfolgefläche aufgeforstet werden. Das tut uns weh. Wir sind der Auffassung, dass man andere Flächen hat um Wald aufzuforsten und dafür nicht Fruchtfolgefläche vernichten muss. Im vorliegenden Projekt sieht man das anders. Wie Ueli Augstburger bereits gesagt hat, ist der SVP auch etwas sauer aufgestossen, dass man eigentlich den Grossen Rat als etwas unwürdig darstellt, wenn man schreibt, es sei sehr komplex und man könne diese Berechnungen nicht nachvollziehen. Aus diesen Gründen sind wir ganz klar der Meinung, dass wir diese Motion nicht abschreiben sollten. Zudem dauert dieses Projekt noch relativ lange und die Gesetzgebung kann sich aufgrund der Vorstösse beim Bund noch ändern. Daher möchten wir das noch offenhalten.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). In dieser Motion wird ja etwas gefordert, das heute ganz selbstverständlich sein sollte, nämlich diese Fruchtfolgeflächen zu erhalten und zu kompensieren. Ich betone: «sein sollte». Wir sind nicht ganz sicher, ob das bei diesem konkreten Geschäft gewährleistet ist. Heute ist es ja Mode, die Fruchtfolgeflächen einfach herumzuschieben, hin und her zu schieben, eventuell zu renaturieren oder auch nicht, bis es dann einfach irgendwie passt. Und wir wissen ja alle, dass sich Land in Gottes Namen auch in dieser Schweiz nicht vermehrt. Das ist ein ganz schwieriges Thema. Wir sind natürlich sehr froh, wenn das Thema Kulturlandverlust ein Dauerthema bleibt und unterstützen in diesem Sinn die Motion. Aufgrund verschiedener Aussagen der Vorredner könnte ich mir nun vorstellen, dass die Haltung zur Abschreibung der Motion auch bei uns in der BDP nicht mehr ganz so eindeutig ist. Vielleicht haben sich teilweise die Meinungen etwas geändert. Ich möchte zum Votum von Rita Haudenschild noch etwas sagen. Wir, seitens der BDP, haben natürlich überhaupt kein schlechtes

Gewissen bezüglich Kulturlandschutzes. Wir sehen sehr wohl auch, dass die Siedlungsentwicklung ein grosses Problem ist und nicht nur die Renaturierungen. Wir möchten uns dabei schon deutlich abgrenzen. In diesem Sinne schlage ich aus meiner persönlichen Sicht vor, dass man die Motion nicht abschreibt. Was die BDP macht, weiss ich nicht ganz sicher. Vielleicht hat es einen Meinungsumschwung gegeben.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich habe leider mein Manuskript vergessen, aber das macht nichts. *(La présidente agite sa cloche.)* Was ich aber mitgenommen habe, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ist die Vernehmlassung der SVP zum Kantonalen Richtplan. Dort lese ich zum Thema Fruchtfolgeflächen, dass ein Landwirtschaftsbetrieb zonenkonforme Bauten kompensationsfrei auf Fruchtfolgeflächen machen dürfen soll. Das verstehe ich noch halbwegs, geschätzte Kolleginnen und Kollegen von der SVP. Aber dann steht da weiter, Gewerbebetriebe in derselben Situation sollten das auch tun dürfen. *(La présidente agite sa cloche.)* Ich glaube tatsächlich, dass die SVP-Vertreter einen internen Klärungsbedarf haben.
Im vorliegenden Geschäft setzt man sich nun wieder für die Fruchtfolgeflächen ein, mit Energie und Impuls und man will nichts abschreiben, das eigentlich geklärt ist. Aber in der Vernehmlassung zum Richtplan stellt man einfach fest, dass Fruchtfolgeflächen offensichtlich doch nichts sind, das man so wahnsinnig schützen will. Sehen Sie, der Verlust von Fruchtfolgefläche, von landwirtschaftlich genutztem Land, beginnt immer an einem Ort, nämlich dort, wo ein Landwirt bereit ist, sein Land zur Einzonung freizugeben. Daher ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht bereit, die Abschreibung dieses Vorstosses zu bestreiten, in dem es nun wirklich um Hochwasserschutz geht und damit um hochrangige öffentliche Interessen. Es geht um ein Projekt, bei dem man in langjährigen Prozessen sorgfältig die Interessen austariert hat und in dem man – wie die Regierung schreibt – die massgebende Fruchtfolgefläche gemäss Gesetzgebung kompensiert. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird daher dieser Abschreibung zustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich beziehe mich als Erstes kurz auf das Votum von Rita Haudenschild. Ich bin nicht ganz einverstanden, wenn du bemängelst, die Motionäre hätten ja gar keinen persönlichen Bezug zum Geschäft und wohnten zu weit weg von der Aare. Ich finde, man darf hier im Grossen Rat Motionen einreichen, auch wenn man keine persönliche Betroffenheit hat. Das ist durchaus in Ordnung. Dafür sind wir auch gewählt und dafür sind wir auch hier.
Aber – und da kommt das ganz grosse «Aber» – ich kreide den Motionären an, dass sie sich offenbar auf Behauptungen und auf Hörensagen stützen und nicht einmal diejenigen Leute fragen, die jahrelang an diesem Projekt mitgearbeitet haben. Erich war jahrelang in der Begleitgruppe und ich ebenfalls. Viele Leute waren dabei, sehr viele auch von der SVP, und immer wieder werden Sachen kolportiert und behauptet, die einfach nicht stimmen. Sorry, dieser Teil von Uetendorf gilt bei uns nicht als Fruchtfolgefläche, und sie hat bei uns auch nie als solche gegolten. Ob sie in der offiziellen Statistik ist, weiss ich nicht. Aber neu wird sie als solche gelten. Es werden hier einfach Dinge behauptet. Ich war lange in der Begleitgruppe des Projekts aarewasser, und das ist ein sehr gut und seriös ausgearbeitetes Projekt. Man hat eine sehr aufwendige Mitwirkung vorgenommen. So erstaunt es eben, dass man hier gerade von den Betroffenen nichts hört, da muss ich Rita Recht geben. Diese haben sich weder hier noch an den damaligen Sitzungen offiziell geäussert. Vielmehr wird nun auf Hinterwegen etwas versucht. So ist es einfach nicht wahr. Diese Motion können Sie getrost abschreiben, denn die Vorwürfe stimmen nicht. Im Projekt gibt man sich alle Mühe. Man versucht, den Verlust von Kulturland so klein wie möglich zu halten und ihn mit den Vorteilen des Hochwasserschutzes ins Gleichgewicht zu bringen. Schreiben Sie diese Motion bitte ab!

Peter Moser, Bienne (PLR). Auch wir haben in unserer Fraktion nach den ersten Infos von den Motionären, aufgrund der Texte und der Antwort, Abschreibung beschlossen. Bei der SVP sind nun offenbar neue Fakten hinzugekommen, wie wir heute gehört haben. Wir lassen nun einmal Frau Baudirektorin Egger sprechen, und vielleicht gibt es dann ein paar Leute, die helfen würden, die Motion nicht abzuschreiben. Aber beschlossen haben wir an und für sich auch Abschreibung.

La présidente. J'ai eu tous les groupes, donc si quelqu'un aimerait s'exprimer à titre personnel, je vous prie de vous annoncer. M. Aeschlimann pour le PEV, c'est à vous.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die EVP-Fraktion schliesst sich den Äusserungen des Regierungsrats an und wird abschreiben. Für uns ist die ganze Begründung stimmig und schlüssig. Wir sehen auch, dass sorgfältig mit der Kompensation dieser verlorengegangen Fruchtfolgefläche umgegangen wurde. Mir geht es ein bisschen wie meinen Vorrednern und meiner Vorrednerin. In diesem Rat ist Fruchtfolgefläche nicht gleich Fruchtfolgefläche. Wenn es darum geht, dass sie gefährdet ist oder verloren gehen soll, wird sie unterschiedlich beurteilt. Ich bin mit Rita Haudenschild einig: Wenn Strassenprojekte durch bestes Kulturland geplant werden, dann hat die Fläche, die dort verloren geht, einen schweren Stand.

La présidente. Avant que nous ne passions à l'intervenant suivant, j'aimerais vous informer que nous avons la visite d'une classe de Zollikofen, la dixième année BVS *(la présidente agite sa cloche)* – c'est tout ce que l'on m'a dit, je ne sais pas ce que c'est comme classe – je vous souhaite la bienvenue parmi nous et j'espère que vous avez un moment intéressant parmi nous, merci *(applaudissements)*. Nous passons donc aux intervenants à titre personnel et c'est à vous M. Krähenbühl, vous avez trois minutes.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich danke dem Kollegen Hannes Zaugg. Er hat bereits eine Aussage von Kollegin Haudenschild richtiggestellt, die ich als persönlichen Angriff interpretiere. Es wird sehr schwierig, wenn man hier im Grossen Rat keinen Vorstoss machen darf, wenn man davon nicht direkt betroffen ist. Dann wäre auch die Frage zu klären, ob es besser sei, einen Vorstoss zu etwas zu machen, von dem man selber betroffen ist. Das ist

ja viel häufiger der Fall. Ich bin in der Bildungskommission, und da sehe ich zum Beispiel Interessenvertretungen gerade von Ihrer Partei. Ich möchte aber noch etwas Weiteres zu diesem Geschäft sagen. Wenn man persönliche Angriffe macht, sollte man sich schon informieren. Ich habe zum Beispiel in der letzten Session genau aus diesem Grund gegen den Kredit für die Internationale Schule Münsingen gestimmt; nämlich wegen dem Kulturlandschutz. Ich habe im Gegensatz zur grossen Mehrheit unserer Partei sogar auch an der schweizerischen Delegiertenversammlung der SVP für die Revision des Raumplanungsgesetzes gestimmt – soviel dazu!
Nun noch eine Bemerkung zu Hannes Zaugg. Es gibt ein relevantes Register. Das ist der Sachplan, in dem die Fruchtfolgeflächen aufgeführt sind. Wir haben die Flächenfrage mit der Verwaltung abgeklärt und sie sagte, diese Flächen seien nicht im Sachplan enthalten. Das ist relevant! Es ist also ganz klar, dass als Folge dieser Renaturierung unter dem Strich – auch nach Abschreibung dieser Motion – weniger Fruchtfolgeflächen im Sachplan enthalten sind als jetzt.

La présidente. Du PS-PSA, Mme Fuhrer, et s'il y a encore des intervenants à titre personnel, je vous prie de vous annoncer maintenant, dans trente secondes je clos la liste, à vous Madame.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Ich muss sagen, dass ich keinen Bezug zum «Schweizer Bauer» habe, keine Verbindung mit der Raiffeisenbank und von meinem Hof aus auch nicht auf die Aare hinunter sehe, sondern auf die Gürbe. Ich bin aber trotzdem gegen die Abschreibung dieses Anliegens. Und ich bedaure, dass das Hochwasserschutzprojekt in der jetzigen Diskussion in Frage gestellt wird oder dass man hier über Renaturierungsprojekte spricht. Selbstverständlich ist ein Hochwasserschutzprojekt wichtig und muss umgesetzt werden. Und selbstverständlich sind Renaturierungsprojekte aus meiner Sicht ganz wichtig, brauchen ihren Platz und müssen umgesetzt werden. Hier geht es aber nur um die Frage, ob man die Fruchtfolgeflächen, die bei diesem Projekt verloren gehen, ersetzt oder eben nicht. Ich bin klar der Meinung, dass der Kanton Bern vorbildlich ist. Er hat ein parzellengenaues Inventar der Fruchtfolgeflächen. Wir wissen aber auch, dass wir noch zusätzliche 3000 Hektaren Fruchtfolgeflächen haben sollten. Deshalb erachte ich es als wichtig, hier gerade auch für die Akzeptanz von weiteren Renaturierungsprojekten ein Zeichen zu setzen, diese Fruchtfolgefläche zu kompensieren und deshalb diese Motion nicht abzuschreiben.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich verstehe eigentlich die Aufregung hier nicht. In der Motion steht, der Regierungsrat werde beauftragt, die im Rahmen des Hochwasser- und Renaturierungsprojekts *aarewasser* verlorengehenden Fruchtfolgeflächen vollumfänglich zu kompensieren. Der Regierungsrat nimmt diese Motion an. Der Regierungsrat wird also diese Fruchtfolgeflächen kompensieren. Nun geht es noch darum, ob man das abschreiben will oder nicht. Ich handhabe es jeweils so, dass ich sage, der Grosse Rat soll selber bestimmen, ob er einen Vorstoss abschreiben will oder nicht. Wir werden die Fläche so oder so kompensieren, ob Sie das abschreiben oder nicht. Darum überlasse ich Ihnen die Frage des Abschreibens.

La présidente. Est-ce que le motionnaire veut prendre la parole? Trois minutes, annoncez-vous s'il vous plaît.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Ich möchte nicht verlängern. Es wurde schon viel gesagt, auch von meinen Vorrednern. Aber zu zwei oder drei Dingen möchte ich doch noch etwas sagen. Einerseits möchte ich gerade bei Frau Regierungspräsidentin anknüpfen. Sie sagte, sie wolle diese Flächen kompensieren. Das ist genau das, was wir als Motionäre wollen. Aber wir wollen sie nicht mit Flächen kompensieren, die heute bereits im Sachplan für Fruchtfolgeflächen sind. De facto gibt das ja eine Verminderung der Fruchtfolgeflächen. Es handelt sich somit nicht um einen Ersatz.
Dann etwas zu Luc Mentha. Er sagte, die Flächen würden immer von der Landwirtschaft selber freigegeben. Das stimmt natürlich so nicht. Das Land ist leider nicht allein bei der Landwirtschaft. Die Stadt, der Kanton, die Burgergemeinde und zahlreiche Private besitzen ebenfalls viel Land. Somit wird auch von dieser Seite her immer wieder Fläche für verschiedenste Projekte freigegeben.
Und noch grundsätzlich zu Rita Haudenschild und Luc Mentha: Wir haben hier nie das Projekt aarewasser an sich kritisiert, sondern nur die Kompensation. Und wir haben hier auch keine wirtschaftspolitische Diskussion vom Zaun reissen wollen, indem man die Wirtschaft, die Landwirtschaft und den verfügbaren Boden gegeneinander ausspielt. Vielmehr wollten wir hier wirklich nur diesen Punkt mit den 3,7 Hektaren Fruchtfolgeflächen klären, die effektiv verloren gehen. Hannes Zaugg wurde die Antwort schon gegeben. Wir haben diese von kompetenter Stelle erhalten. Ich selber habe als Gemeindepräsident von Gerzensee dieses Projekt schon früher miterfahren dürfen. Daher habe ich in diesem Projekt auch etwas Erfahrung.

La présidente. Nous passons donc au vote. Nous ne faisons qu'un vote, ceux qui acceptent la motion et le classement voteront oui, ceux qui refusent voteront non. – Vous voulez deux? – Si vous voulez deux, alors on y va. Alors, ceux qui acceptent la motion votent oui, ceux qui refusent la motion votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	141
Non	2
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Nous passons au classement. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :
Classement

Oui	83
Non	57
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté le classement de cette motion.

Affaire 2014.RRGR.661

N° de l'intervention:	134-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.06.2014
Déposée par:	Hofmann (Berne, PS) (porte-parole) Brunner (Hinterkappelen, PS) Rüfenacht (Bienne, Les Verts) Imboden (Berne, Les Verts)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1348/2014 du 12 novembre 2014
Direction:	TTE

Contrôle systématique des déchets radioactifs

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les dispositions suivantes :

1. Veiller, de concert avec les autorités fédérales, à ce que des appareils de mesure de la radioactivité soient installés dans toutes les décharges et usines d'incinération des ordures ménagères (UIOM) du canton de Berne, afin d'assurer des contrôles rapides et systématiques.
2. Prendre, avec les autorités fédérales, des mesures pour que les décharges et UIOM du canton de Berne soient dorénavant tenues de prouver que les déchets qu'elles retraitent ne contiennent aucune substance radioactive.

Développement

La découverte de radium radioactif sur le site d'une ancienne décharge à Bienne n'est pas un cas unique en Suisse. Dans la plupart des cas, la pollution a été découverte par hasard, notre pays ne menant pas de contrôles systématiques. Seuls les ferrailleurs sont tenus de procéder à des contrôles. Près de la moitié des UIOM n'ont pas d'appareil de mesure des radiations. La proportion est encore plus faible dans les décharges. La responsabilité est du seul côté de celles et ceux qui apportent leurs déchets.

Certes, l'Office fédéral de la santé publique prévoit d'introduire le régime des mesures obligatoires dans la révision de l'ordonnance sur la radioprotection qui devrait entrer en vigueur en 2016. Le canton de Berne devrait néanmoins prendre immédiatement des mesures pour que les décharges et UIOM qui ne procèdent à aucun contrôle adaptent leurs équipements.

Les UIOM produisent des effluents gazeux et des eaux usées avec des risques d'explosion. Si par mégarde un hôpital a éliminé de l'iode radioactif dans une UIOM et qu'une explosion se produise, alors des substances radioactives se répandent dans l'atmosphère, ce qui est potentiellement dangereux. Les décharges et les UIOM doivent immédiatement être soumises à l'obligation de prouver qu'aucune substance radioactive ne peut leur être livrée. Il faut éviter toute exposition inutile au rayonnement !

Réponse du Conseil-exécutif

Depuis longtemps, l'Office des eaux et des déchets, compétent en la matière, s'engage pour que des contrôles systématiques de la radioactivité soient effectués dans les usines d'incinération des ordures ménagères (UIOM) et les décharges bernoises. Bien qu'il n'y ait encore aucune obligation légale en la matière, la majeure partie des UIOM et la moitié des décharges bioactives du canton de Berne disposent aujourd'hui déjà d'appareils de mesure de la radioactivité pour contrôler les déchets livrés. C'est le cas notamment des UIOM de Berne et de Thoune, de l'UIOM Emmenspitz à Zuchwil (la moitié des déchets qui y sont traités proviennent du canton de Berne) ainsi que des décharges de Teuftal à Mühleberg et de Türliacher à Jaberg.

Concernant les substances radioactives, c'est l'Office fédéral de la santé publique qui est compétent. A notre connaissance, rares ont été les cas dans lesquels il a fallu y faire appel au cours des 20 dernières années à cause du dépôt de matériaux radioactifs dans le canton de Berne. Il s'agissait en l'occurrence de déchets provenant d'appareils médicaux ou de peintures luminescentes. Après une expertise réalisée par les spécialistes de la Confédération, ces matériaux ont pu être soit traités sur place soit entreposés. C'est uniquement dans l'ancienne décharge du Chemin des Fléoles à Bienne que, pour la première fois, de petites quantités de matériaux d'excavation radioactifs ont dû être traitées séparément. Il n'y a jamais eu de danger pour la population.

Le Conseil-exécutif est favorable à l'obligation d'instaurer un contrôle systématique de la radioactivité dans les UIOM et les décharges comme la Confédération le prévoit. Faute de compétence en la matière, le canton ne peut prescrire de mesures lui-même. L'Office cantonal des eaux et des déchets s'investit toutefois, dans la mesure de ses possibilités, pour que les installations qui ne sont pas encore équipées d'appareils de mesure adéquats dans le canton de Berne, à savoir l'UIOM de Bienne ainsi que les décharges bioactives de Laufengraben à Bolligen/Krauchthal et de Ronde Sagne à Tavannes/Reconvilier, le soient le plus vite possible, mais au plus tard d'ici à fin 2015. Cette démarche coïncide avec les requêtes et objectifs formulés dans la présente motion. Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 12, motion de M. Hofmann, Contrôle systématique des déchets radioactifs. Le Conseil-exécutif est prêt à accepter cette motion. Est-ce que cette motion est contestée? – Oui. M. Hofmann, vous avez la parole. Je vous prie de vous annoncer. C'est à vous Monsieur.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Der Kanton verfügt in dieser Sache nur über eine beschränkte Zuständigkeit. Trotzdem befürwortet die Regierung diese Motion, und das verdanke ich hier. Wichtig ist, dass in diesen Kerichtverbrennungsanlagen und Deponien möglichst rasch die erforderlichen Messgeräte installiert werden. Das ist das Wichtigste am Ganzen; es ist eine Frage der Sicherheit und das plant ja – übereinstimmend mit meiner Motion – auch die Regierung. Ich bin mit der Antwort der Regierung vollumfänglich einverstanden.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die Motion verlangt, dass sich der Kanton in Zusammenarbeit mit den Bundesbehörden dafür einsetzen soll, dass in den Deponien und Kerichtverbrennungsanlagen Messgeräte installiert werden, um Abfälle systematisch auf radioaktive Stoffe zu untersuchen. *(La présidente agite sa cloche.)* So könnten diese Deponien dann auch sicherstellen, dass keine solchen Abfälle deponiert oder verbrannt werden. Der Regierungsrat erklärt in seiner Antwort, der grösste Teil dieser Betriebe sei bereits mit solchen Messgeräten ausgerüstet, und er wolle sich dafür einsetzen, dass dies auch in denjenigen Anlagen, die noch nicht ausgerüstet sind, bis Ende dieses Jahres geschehen soll. Eine grosse Mehrheit der BDP-Fraktion unterstützt diese Motion.

Willy Marti, Kallnach (UDC). Wenn ich diese Forderung sehe, «Systematische Kontrollen von radioaktiven Abfällen im Kanton Bern: Ihre Entdeckung darf nicht dem Zufall überlassen werden», dann wäre ich der Meinung, das könnten wir als solches, ohne den Hintergrund zu kennen, eigentlich noch verstehen. Begründet wird diese Forderung mit einem Radiumfund vom Dezember 2012. Publik geworden ist dieser Fund am 2. Juni 2014. Am 11. Juni, also subito, wurde diese Motion eingereicht. Die Werte dieser Funde waren damals noch nicht publik, sondern wurden erst am 3. Juli bekanntgegeben. Danach ging die Brisanz dieses Geschäfts etwas verloren. So nahm man im Bieler Tagblatt nicht mehr viel davon wahr, denn alle Werte lagen nämlich deutlich unter den EU-Normen. Die Motionäre und der Regierungsrat bestätigen, dass die Zuständigkeit beim Bundesamt für Gesundheit ist. Der Regierungsrat schreibt weiter in seiner Antwort, der Kanton könne zwar mangels Zuständigkeit keine eigenen Massnahmen vorschreiben, aber das Kantonale Amt für Wasser und Abfall AWA setze sich im Rahmen seiner Möglichkeiten dafür ein, dass die noch nicht ausgerüsteten Anlagen im Kanton Bern, die KVA Biel, Laufengraben in Bolligen/Krauchthal und dann noch in Tavannes möglichst rasch und bis spätestens Ende 2015 mit den entsprechenden Messgeräten ausgerüstet werden.
Das ist vom Bundesamt für Gesundheit als zuständige Behörde geplant. Sie wollen in den Strahlenschutzverordnungen die notwendigen Anpassungen vornehmen. Wir von der SVP wollen da vernünftig bleiben. Wir fordern nicht, bis Ende 2015 etwas einzuführen, das für 2016 ohnehin vorgesehen ist. Ich bin einfach der Meinung, die Motionäre sind zu spät. Wir sehen diese Forderung mindestens gut aufgegleist und sehen nicht vor, diese Motion zu unterstützen. Wir sind einstimmig gegen diese Motion, und wenn sie durchkommen sollte, dann fordern wir zumindest die Abschreibung, denn wir sehen, dass die Sache auf dem richtigen Weg ist.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Ich bin etwas überrascht. Ich habe nicht gedacht, dass dieses Geschäft bestritten wäre. Aber wenn ich den Vorredner gehört habe, ist an und für sich nicht bestritten, dass man das bei jeder KVA einrichtet. Ich möchte noch den Text fertig lesen, den Willy vorhin gelesen hat. Der Regierungsrat sagt nämlich nach dem Abschnitt über die Zuständigkeiten, dass er in diesem Sinn die Motion befürwortet. Genau das verstehen wir auch darunter. Wenn wir nun heute diese Motion ablehnen, setzen wir wirklich ein schlechtes Zeichen gegenüber den Kontrollen, die absolut notwendig sind. Die Grünen sind einstimmig für diese Motion.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Es ist bald niemand mehr hier im Saal, der zuhört. Darum mache ich es sehr kurz. Der Motionär hat Recht, es ist ganz wichtig, dass der Kanton zusammen mit dem Bund plant und auch durchführt. Die Antwort der Regierung leuchtet absolut ein. Das AWA soll das im Rahmen seiner Möglichkeiten planen. Wir machen also nichts, was wir nachher wieder ändern müssten. Das Vorkommen von Biel möchten wir natürlich selbstverständlich nicht. Die glp nimmt diese Motion einstimmig an.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Als wir diese Motion formuliert haben, war zwar aktuell etwas geschehen. Ich möchte aber jetzt noch ausführen, warum wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion doch der Ansicht sind, dass diese Motion auch heute höchst aktuell ist.
In einer Kerichtverbrennungsanlage werden Abgase und Abwasser produziert. Dabei kann es spontan zu Explosionen kommen. Wenn nun versehentlich zum Beispiel Jod aus einem Spital in diese Kerichtverbrennungsanlage gerät, dann kann bei solchen Explosionen unkontrolliert radioaktives Material in die Umwelt abgegeben werden. Und das muss um jeden Preis verhindert werden. Ich bitte Sie daher, dieser Motion zuzustimmen und die Abschreibung abzulehnen; so wie Ihnen das die Regierung vorschlägt und wie es die gesamte SP-JUSO-PSA-Fraktion auch tut.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Wir haben eigentlich auch keine Diskussion erwartet. Wir dachten, das sei unbestritten. Die EVP-Fraktion wird diese Motion so unterstützen. Die SVP will vernünftig sein wie Willy Marti vorher sagte und lehnt sie ab. Uns scheint aber die Erklärung und Haltung der Regierung vernünftig, weil sie eigentlich eine Lücke schliessen will, die vorhanden ist. Man will nicht warten, bis der Bund die Vorgaben macht. Unseres Erachtens macht es Sinn, diese Kontrollen wirklich lückenlos zu machen. Es geht ja immerhin um die Gefährdung von Grundwasser, von unseren Lebensbedingungen. Das erscheint uns als eine vernünftige Haltung.

La présidente. Y a-t-il encore un groupe qui aimerait s'annoncer? Si ce n'est pas le cas, je prie les intervenants à titre personnel de s'annoncer. C'est à vous M. Flück pour le PLR.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Die FDP unterstützt diese Motion. Der Regierungsrat zeigt in seiner Antwort auf, dass die Arbeiten zu Recht im Gang seien. Die Abschreibung bestreiten wir, weil eben die Arbeiten noch nicht abgeschlossen sind. Wir stimmen der Motion einstimmig zu.

La présidente. Je n'ai pas d'intervenant à titre personnel, je passe donc la parole. M. Hofmann aimerait la parole? – Non plus, nous attendons deux minutes pour que tout le monde puisse venir. –Nous votons. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	83
Non	34
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Quelque chose m'a échappé. M. Marti, est-ce que vous avez demandé un classement? – Non. Donc, nous allons voter sur le classement. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	45
Non	64
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé le classement. Mme la directrice, nous avons fini. *(Hilarité)* Je vous souhaite une bonne journée et une bonne continuation.

Affaire 2014.RRGR.663

N° de l'intervention:	137-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.06.2014
Déposée par:	Seiler (Trubschachen, Les Verts) (porte-parole) Muntwyler (Berne, Les Verts) Hadorn (Ochlenberg, UDC)
Cosignataires:	46
N° d'ACE:	1384/2014 du 19 novembre 2014
Direction:	TTE

Dépôt d'une initiative cantonale sur l'assainissement et la remise en état des places de tir

Conformément à l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne dépose l'initiative cantonale suivante :
A partir de 2015, le Département militaire fédéral, principal pollueur, prendra à sa charge 90 pour cent des frais induits par l'assainissement des buttes pare-balles des stands de tir et par la remise en état des places de tir dans les communes dans lesquelles s'effectuaient et s'effectuent encore les tirs obligatoires.
Développement
Ces assainissements sont aujourd'hui en majeure partie financés par les cantons et les communes ainsi que par les sociétés de tir. Les responsables des places de tir sont tenus d'accepter les tirs obligatoires dans leurs installations. Le tir obligatoire est l'un des principaux éléments de notre système de défense. Le coût de l'assainissement des buttes pare-balles totalise environ 90 millions de francs, rien que dans le canton de Berne. C'est celui qui les provoque qui doit payer les frais.

Réponse du Conseil-exécutif

Tout comme les motionnaires, le Conseil-exécutif estime que la Confédération doit participer bien davantage au coût d'assainissement des places de tir. Ces frais considérables ne peuvent être pris en charge par les sociétés de tir, les communes ou les cantons à eux seuls. Le Conseil-exécutif a déjà à plusieurs reprises attiré clairement l'attention de la Confédération sur ce point, pour la dernière fois dans sa prise de position du 22 janvier 2014 sur le concept de stationnement de l'armée.
En revanche, la part de responsabilité à hauteur de 90 pour cent attribuée au Département militaire fédéral dans la contamination des sites ne se vérifie pas dans les faits ; aujourd'hui, les exercices obligatoires ne représentent plus que dix pour cent à peine des tirs effectués. Et cette part était certainement bien inférieure à 90 pour cent par le passé également. Pour tenir compte de la situation réelle, le nouveau régime de financement devrait par conséquent prévoir la contribution de toutes les utilisatrices et de tous les utilisateurs des places de tir. Concrètement, l'instauration à l'échelle nationale d'une taxe uniforme sur les munitions tirées constituerait un mode de financement supportable et équitable. Cette solution serait comparable à la taxe prélevée sur la mise en décharge de déchets, qui permet à la Confédération de participer aux coûts d'assainissement de sites contaminés, dont de nombreuses anciennes décharges.
Par ailleurs, le délai de mise en œuvre – d'ici à 2015 – demandé dans la motion serait beaucoup trop court. La procédure législative requise ne pourrait en aucun cas être respectée ; quant à l'introduction de nouvelles dispositions avec effet rétroactif, elle ne peut en pratique être envisagée qu'en cas de nécessité absolue.
A quelques exceptions près, les places de tir – en particulier à 300 mètres, pour pistolets et pour petits calibres – entrent dans la catégorie des sites contaminés nécessitant un assainissement au sens de la législation fédérale sur la protection de l'environnement. L'opération consiste pour l'essentiel à éliminer, dans le respect des prescriptions environnementales, le matériau des buttes pare-balles polluées au plomb et par d'autres métaux lourds. Il faut en outre équiper de buttes pare-balles artificielles les installations toujours en activité afin d'éviter que des projectiles supplémentaires ne contaminent le sol. Le premier délai

pour ce faire, qui concernait les places de tir situées dans les zones de protection des eaux souterraines, a expiré fin 2012. Pour toutes les autres installations, l'échéance est fixée à la fin 2020.
Actuellement, la Confédération verse une somme forfaitaire de 8000 francs par cible pour les stands de tir à 300 mètres, et prend en charge 40 pour cent des frais pour les installations destinées aux pistolets et aux petits calibres. Les moyens correspondants proviennent du fonds OTAS, lui-même alimenté par les taxes sur les déchets stockés. Les taxes OTAS sont prélevées directement auprès des décharges bioactives, pour matériaux inertes et pour résidus stabilisés.
D'après les expériences faites en la matière dans le canton de Berne, les coûts d'assainissement par cible se situent entre 20 000 et 25 000 francs pour un stand de tir à 300 mètres, et entre 10 000 et 12 500 francs pour les installations dédiées aux pistolets et aux petits calibres. Sur le seul territoire cantonal, 450 stands de tir à 300 mètres totalisant 6000 cibles environ et 170 installations pour pistolets et petits calibres représentant 2200 cibles doivent être assainis. Les coûts globaux devraient donc être compris entre 120 et 150 millions de francs pour les premiers et entre 22 et 27,5 millions de francs pour les secondes.
Une fois les contributions fédérales déduites, le coût résiduel s'établit entre 72 et 102 millions de francs pour les installations de tir à 300 mètres et entre 13,2 et 16,5 millions de francs pour les places dédiées aux pistolets et petits calibres. Ces frais incombent aux sociétés de tir, au canton et aux communes. Comme les sociétés de tir ne peuvent généralement être sollicitées que dans une faible proportion, le canton assume les frais non couverts, soit jusqu'à 80 pour cent du coût résiduel en vertu de la réglementation en vigueur.
On ne connaît pas le nombre exact de places de tir en Suisse. 3450 places environ sont inscrites au cadastre de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), cette estimation englobant aussi bien des sites en activité qu'à l'abandon. Quelque 1550 stands de tir à 300 mètres, 940 stands pour tir au pistolet et 300 installations pour les petits calibres sont enregistrés auprès du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) ; ces recensements n'incluent pas la totalité des places de tir qui ne sont plus exploitées. Compte tenu de ces chiffres élevés, l'assainissement de toutes les installations devrait durer encore jusqu'à une vingtaine d'années.
En se fondant sur une hypothèse prudente, pour toute la Suisse, de 2000 places de tir à 300 mètres et de 1300 installations pour pistolets et petits calibres comptant chacune en moyenne dix cibles, la facture totale s'élève au bas mot à 530 millions de francs.
Dans la mesure où le Conseil-exécutif ne peut modifier une proposition de texte d'initiative cantonale, il est dans l'obligation de rejeter la présente motion. Le principe du pollueur-payeur ne justifie pas une prise en charge des coûts à hauteur de 90 pour cent par le DDPS, et l'instauration d'une nouvelle réglementation à compter de 2015 est irréaliste. Le Conseil-exécutif estime qu'une initiative visant à l'introduction, à l'échelle nationale et dans un délai envisageable, d'une taxe sur les munitions tirées appropriée et uniforme, offrirait de meilleures perspectives.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La motion a été retirée.

Affaire 2014.RRGR.662

N° de l'intervention:	136-2014
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	11.06.2014
Déposée par:	Brunner (Hinterkappelen, PS) (porte-parole) Hofmann (Berne, PS) Rüfenacht (Bienne, Les Verts) Imboden (Berne, Les Verts)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1349/2014 du 12 novembre 2014
Direction:	TTE

Assainissement rapide des sites contaminés

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter un plan d'action au Grand Conseil répondant aux questions suivantes :
1. Comment compte-t-il assainir les 47 sites contaminés du canton de Berne recensés dans d'anciennes décharges, des usines et ateliers et des installations de tir (plomb) ?
2. Comment compte-t-il assainir les autres sites inscrits à l'inventaire des sites contaminés ?
3. Comment compte-t-il s'y prendre pour que le coût de l'assainissement soit financé selon le principe de causalité ?

Développement
L'inventaire des sites contaminés montre que le canton de Berne est parsemé de tels sites. L'Office des eaux et des déchets (OED) en recense 4873 en tout. 1857 se trouvent dans d'anciennes décharges comme celle du Chemin des Fléoles à Bienne, dans laquelle on a récemment trouvé du radium 226. Les sites sont contaminés à des degrés variables : on trouve aussi bien des déchets de chantier inoffensifs que des déchets industriels indéfinis. 47 sites doivent être assainis.
Jusqu'à présent, on a appliqué le principe de proportionnalité. Mais cette ère est révolue. Par égard pour les générations futures, il nous faut maintenant éliminer les sites contaminés et ne plus en créer de nouveau. Les autorités doivent en outre restaurer la confiance de la population en pratiquant une politique de l'information transparente et objective.

Réponse du Conseil-exécutif

La gestion des sites contaminés est régie par les dispositions du droit fédéral. Les tâches des cantons, la marche à suivre concrètement et la prise en charge des coûts sont réglées de manière exhaustive dans diverses lois, ordonnances et aides à l'exécution. La stratégie cantonale d'assainissement des sites contaminés découle directement de ces prescriptions fédérales très détaillées. Le canton de Berne ne dispose guère de marge de manœuvre en la matière, laquelle justifierait l'établissement d'un plan d'action

bernois. Concernant la prise en charge des coûts, c'est le principe de causalité qui s'applique, mais le canton doit toujours supporter les frais non couverts, si ceux qui sont à l'origine de la pollution ou de la contamination ne sont pas identifiables ou sont insolvables. Les coûts d'assainissement élevés ne permettent pas de mettre les mesures en œuvre immédiatement sur l'ensemble des sites pollués du canton sans tenir compte du principe de proportionnalité. Ce ne serait ni supportable pour les responsables de la pollution s'ils doivent payer les coûts, ni finançable pour le canton s'il doit prendre en charge les frais non couverts. Pour ces raisons, le Conseil-exécutif rejette l'établissement d'un nouveau plan d'action au sens du présent postulat. Il n'en reste pas moins que l'assainissement des sites pollués avance bien et suit son cours comme prévu. Concernant les trois questions soulevées dans le postulat, on peut constater ce qui suit :

1. Le traitement des 47 sites du canton de Berne à assainir (installations de tir non comprises) se base sur les principes suivants :
   a) analyse détaillée puis détermination des objectifs et de l'urgence des mesures à prendre ;
   b) étude des variantes d'assainissement ;
   d) élaboration du projet d'assainissement.

   Chaque étape doit être coordonnée avec l'assujetti à l'obligation d'assainir, les propriétaires fonciers concernés et l'Office fédéral de l'environnement. Cette manière de procéder a fait ses preuves, car chaque assainissement est un cas unique en soi qui doit être évalué et traité individuellement. Selon les objectifs fixés par la Confédération, l'ensemble des sites pollués devront être assainis d'ici à 2025.

   Le Conseil-exécutif considère cet objectif comme réaliste et opportun. Il sera donc poursuivi de manière ciblée.

   Concernant les installations de tir, nous renvoyons à la réponse à la motion 137-2014.
2. Le cadastre des sites pollués répertorie actuellement 4871 sites. Les installations de tir mises à part, il y a de fortes chances, au vu des analyses menées jusqu'à présent, que deux pour cent au maximum des anciennes décharges et des sites industriels soient effectivement à assainir et donc à qualifier de sites contaminés. Sur le plan de l'environnement et de l'économie, il n'est ni judicieux ni possible d'assainir tous les autres sites pollués en plus des sites contaminés. Concernant les sites pour lesquels un assainissement n'a pas été considéré comme nécessaire, des mesures ne doivent être prises qu'en cas de projet de construction. Cela signifie que le site n'est pas considéré comme présentant un danger imminent et que le sous-sol doit être analysé uniquement dans le cadre d'un projet de construction et les matériaux d'excavation pollués sont à éliminer correctement.
3. Toutes les mesures prescrites par la législation sur les sites contaminés (investigation, surveillance et assainissement) doivent, selon les prescriptions fédérales, être financées en principe par ceux qui sont à l'origine de la pollution (c'est-à-dire par l'ancien exploitant ou propriétaire de la décharge). Si ces derniers ne sont pas identifiables ou sont insolvables, le canton doit prendre en charge les frais non couverts. La Confédération participe quant à elle à hauteur de 40 pour cent.

   Pour payer ces coûts, le canton de Berne utilise les ressources du Fonds pour la gestion des déchets. Ce dernier est alimenté par une taxe perçue dans les usines d'incinération des ordures ménagères et les décharges bioactives. Actuellement, celle-ci s'élève à cinq francs par tonne de déchets. Il faudrait probablement l'augmenter nettement pour accélérer l'assainissement de tous les sites pollués.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le postulat a été retiré.

Affaire 2014.POM.633

Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); prestations de psychiatrie médico-légale au sein des établissements d'exécution des peines et mesures. Crédit d'engagement pluriannuel 2015-2019 / autorisation de dépenses / crédit d'objet

Annexe 01, ACE 1301/2014

Proposition de la CSéc (Studer, Utzenstorf)
Réduire le montant prévu pour les « prestations spéciales à la clientèle » de 350 000 à 300 000 francs pour faire ainsi passer le montant du crédit à autoriser de 2 522 000 à 2 472 000 francs.

Proposition UDC (Gschwend-Pieren, Lyssach)
Réduire le montant prévu pour les « prestations spéciales à la clientèle » de 350 000 à 200 000 francs et celui prévu pour la « présentation de cas-type » de 150 000 à 100 000 francs pour faire ainsi passer le montant du crédit à autoriser de 2 522 000 à 2 322 000 francs.

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 15 de la Direction de la police et des affaires militaires, M. Käser est déjà là, bonjour Monsieur. L'affaire 15 est une demande de crédit qui est soumis au référendum financier facultatif. Je vous rappelle que l'on sera en débat organisé. Crédit pour l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement; prestations de psychiatrie médico-légale au sein des établissements d'exécution des peines et mesures. Crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019 / autorisation de dépenses / crédit d'objet. Je demande donc au rapporteur de la Commission de nous présenter, vous avez huit minutes M. Studer, j'aimerais aussi que vous justifiez votre proposition d'amendement en même temps. Merci, c'est à vous Monsieur.

Peter Studer, Utzenstorf (sans étiquette), rapporteur de la CSéc. Beim vorliegenden Kreditgeschäft geht es um die forensisch-psychiatrischen Dienstleistungen, die vom Amt für Freiheitsentzug bei den Universitätspsychiatrischen Diensten UPD bezogen werden. Es handelt sich hier um eingewiesene Personen, die von den Gerichten 59er- und zum Teil auch 64er-Massnahmen nach Strafgesetzbuch erhalten haben und psychiatrisch betreut werden müssen. Die forensisch-psychiatrische Versorgung der Eingewiese-

nen in den Vollzugseinrichtungen vom Amt für Freiheitsentzug und die Betreuung erfolgen in den Anstalten Thorberg, Witzwil, Hindelbank, den Regionalgefängnissen und im ambulanten Bereich der Abteilung für Straf- und Massnahmenvollzug.
Zur finanziellen Abgeltung der forensisch-psychiatrischen Leistungen legt die Regierung dem Grossen Rat den vorliegenden, dem fakultativen Referendum zu unterstellenden Kreditbeschluss vor. Er basiert auf einem aktuell gültigen Vertrag. Damit wird die Ausgabenbewilligung für die beschriebenen Leistungen in Form eines mehrjährigen Verpflichtungskredits beantragt.
Aufgrund der vorliegenden Anträge der SiK und der SVP, Gschwend, gehe ich auf Grundsätze und Kostenarten bei der forensisch-psychiatrischen Versorgung ein. Klientelbezogene Spezialleistungen zu denen zwei Kürzungsanträge vorliegen umfassen Informations- und Betreuungsgespräche mit den Gesundheitsdiensten sowie weiteren involvierten Betreuungspersonen in den einzelnen Institutionen. Institutionsbezogene Leistungen beziehen sich auf den Austausch zwischen allen involvierten Fachpersonen vom Forensisch-Psychiatrischen Dienst FPD und UPD, die nicht direkt einer eingewiesenen Person zugeordnet werden können. Kosten für FPD-interne exemplarische Fallbesprechungen stellen ein spezifisches, für forensische Arbeit notwendiges, auf den Einzelfall bezogenes Arbeitsmittel dar. Bei den Spesen geht es vor allem um Fahrkosten zu den Vollzugsinstitutionen. Die Rechnungstellung erfolgt somit wo möglich nach den Vorgaben der Tarmed-Grundsätze. Die exemplarischen Fallbesprechungskosten werden von den Ärzten zum Stundenansatz von 185 Franken und für Psychologen und Psychotherapeuten zum Stundenansatz von 130 Franken mal eineinhalb Stunden pro Tag mal 42 Wochen pro Jahr verrechnet.
Der mehrjährige, wiederkehrende Verpflichtungskredit für die Jahre 2015–2019 wird nach dem Bruttoprinzip beantragt. Die massgebenden Kreditsummen pro Position sehen wie folgt aus: Klientelbezogene Leistungen betragen 1,562 Mio. Franken, klientelbezogene Spezialleistungen 350 000 Franken, institutionsbezogene Leistungen 300 000 Franken, die Kosten der exemplarischen Fallbesprechungen 150 000 und die Spesen 160 000 Franken. Die Gesamtkosten pro Jahr belaufen sich somit auf 2,522 Mio. Franken. Davon abgezogen werden die voraussichtlichen Beiträge von Krankenversicherern und externen Einweisern von 400 000 Franken und aus dem Lastenausgleich Sozialleistungen von 200 000 Franken. Die Ausgaben zu Lasten des Kantons betragen somit rund 1,922 Mio. Franken pro Jahr.
Weil aber nach dem Bruttoprinzip und von einer Zunahme der mit einer 59er-Massnahme Eingewiesenen um 1,5 Prozent pro Jahr ausgegangen wird, beträgt der massgebend beantragte Bruttobetrag 2,522 Mio. Franken pro Jahr. Weil in Zukunft mit einer eventuell noch höheren Zunahme der durch die Gerichte nach Artikel 59 StGB eingewiesenen Personen ausgegangen wird, wurde diese Kreditvorlage durch die Mitglieder der SiK ausgiebig diskutiert und Sparpotenzial gesucht. In Rücksprache mit Betreuungspersonen in diesen Institutionen wurde zudem festgestellt, dass UPD-Fachpersonen zum Teil ohne Einbezug der Fachpersonen in den Institutionen Gespräche wahrnehmen und so unnötige, zusätzliche Abspracherapporte durchgeführt werden müssen. Es wird zudem von der UPD ignoriert, dass jeder 59er-Klient in einer Institution auch einen Betreuer oder eine Betreuerin hat. Weiter fiel der sehr grosse Wechsel der Therapeuten auf, und dass zum Teil Praktikanten eingesetzt werden, wodurch wieder zusätzlich unnötige Abspracherapporte durchgeführt werden müssen. Es werden praktisch keine Diskussionen vorgenommen, ob eine Wartefrist bei der Umsetzung einer 59er-Massnahme sinnvoll ist oder nicht. Man weiss aus der Praxis und der Statistik, dass ungefähr 20 Prozent der durch die Gerichte veranlassten Therapien nicht umsetzbar sind, weil die betroffenen Personen für die Umsetzung einer geforderten 59er-Massnahme willig und fähig sein müssen. Die Mehrheit der Kommission erwartet vom Personal der UPD, dass die Arbeit zielorientiert, strukturiert und kostenbewusst mit der Berücksichtigung von möglichen Wartefristen umgesetzt wird.
Daraus folgend wurde der Abänderungsantrag mit einer Reduktion um 50 000 Franken bei den klientenbezogenen Spezialleistungen mit 9 Ja- und 7 Nein-Stimmen in der Kommission angenommen. Diese «symbolische Kürzung», wie sie die Pressemitteilung der Kommission genannt hat, soll der UPD aufzeigen, dass sie die Arbeit mit dem Betreuungspersonal in den einzelnen Institutionen als Gesamtes und kostenbewusst wahrnehmen soll. Die Kommissionsmitglieder haben schliesslich dieser um 50 000 Franken auf 2,472 Mio. Franken reduzierten Kreditsumme mit 12 Ja- und 1 Nein-Stimme bei 3 Enthaltungen zugestimmt.
Der Antrag SVP Gschwend fordert Kürzungen bei den klientenbezogenen Spezialleistungen von 350 000 auf 200 000 Franken, was einer Reduktion von 150 000 Franken entspricht, und bei den exemplarischen Fallbesprechungen von 150 000 auf 100 000 Franken mit einer massgebenden Kreditsumme von 2,322 Mio. Franken. Dieser Antrag wurde in der Kommissionssitzung vom Montag diskutiert. Dabei hat eine Mehrheit der Kommission darauf hingewiesen, dass einerseits die Anzahl der eingewiesenen Personen nicht durch die UPD, sondern durch die Gerichte vorgegeben wird und somit die Kosten nicht wesentlich beeinflussbar sind. Anderseits kann im richtigen FPD-Bereich nicht mehr gespart werden. Der Abänderungsantrag wurde mit 6 Ja- und 8 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung von der Kommission abgelehnt.

La présidente. Nous allons procéder comme suit. Mme Gschwend vient nous justifier la proposition d'amendement de l'UDC, puis nous aurons les groupes, je demande donc aux groupes de s'annoncer. Madame, c'est à vous.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Die SVP stellt den Antrag zur Kürzung dieses Kredits um 200 000 Franken, nämlich 150 000 Franken bei den klientelbezogenen Spezialleistungen und 50 000 Franken bei den exemplarischen Fallbesprechungen. Wir sind der Ansicht, dass noch mehr Luft enthalten ist, um Kürzungen vornehmen zu können. Ganz generell haben wir von der SVP kein grosses Vertrauen in Therapien. Der Polizeidirektor hat selber gesagt, dass sich bei einem Teil der Klienten Fortschritte zeigen, bei einem Teil aber sogar Rückschritte. Fälle, die wir in den letzten Jahren beobachten konnten, wie der Fall Lucie, der Fall Marie und der Fall Adeline stellen den Erfolg der Therapien in Frage. Einem Bericht zufolge soll der Erfolg

von therapeutischen Massnahmen nur bei rund 10 Prozent liegen.
Stationär Eingewiesene mit therapeutischen Massnahmen füllen unsere Gefängnisse. Wie die NZZ in einem Bericht vom März letzten Jahres schreibt, werden zahlreiche stationäre Therapien wegen fehlender Therapierbarkeit der betreffenden Täter bei der periodischen Überprüfung sukzessive in Verwahrungen umgewandelt werden müssen. Insbesondere seit Inkrafttreten des revidierten Strafgesetzbuchs im Januar 2007 werden stationäre Therapien von den Gerichten in einer Art Anfangseuphorie, die immer noch im steigenden Bereich liegt, angeordnet. Ein bisschen Zurückhaltung bei der Anordnung von Therapien wäre also gefragt. Nun gewähren wir aber einmal Therapien und zwar in einem grossen Umfang. Die Gesamtkosten betragen 1,56 Mio. Franken. Alle weitergehenden Schritte sind Luxusvarianten. Solche brauchen wir nicht! Mit weitergehenden Schritten meine ich die klientelbezogenen Spezialleistungen, die es in diesem Umfang nicht braucht. Das sind klientelbezogene Informations- und Beratungsgespräche und insbesondere auch die exemplarischen Fallbesprechungen, FPD-interne, einzelfallbezogene Arbeitsmittel, die es in diesem Ausmass einfach nicht braucht.
Liebe Kolleginnen, liebe Kollegen, wir hätten nun endlich einmal eine Möglichkeit, im jährlich massiv teurer werdenden Straf- und Massnahmenvollzug zu sparen. Die Kostenentwicklung ist extrem. Wenn Sie die Tabellen und Zahlen im Bericht studiert haben, dann haben Sie gesehen, dass vor sieben Jahren noch 784 000 Franken aufgewendet worden sind. Jetzt ist ein Kredit bis 2019 von 2,5 Mio. Franken vorgesehen. Das ist eine Erhöhung um 300 Prozent! In den Strafanstalten sitzen zwischen 72 und 85 Prozent Leute, die keinen Schweizer Pass haben. Die entsprechende Bandbreite ist auch bei denjenigen Insassen, die nach Artikel 59, das heisst die stationären therapeutischen Massnahmen betreffend, verurteilt worden sind. Das Volk hat aber im November 2010 die Ausschaffungsinitiative angenommen. Ich stelle Ihnen also die Frage, weshalb investieren wir hier Geld in Täter, die nachher ohnehin ausgeschafft werden sollen? Ich kann es nicht verstehen! Das Argument, dass im Straf- und Massnahmenvollzug nicht gekürzt und gespart werden kann, ist zudem schlichtweg falsch! Denn die detaillierte Ausgestaltung der therapeutischen Massnahmen liegt bei der UPD, auch wenn die Gerichte die Massnahmen anordnen. Wir müssen die UPD auch einmal lehren, dass dies kein Selbstbedienungsladen ist und dass auch sie sich nach der Decke strecken müssen, wenn es um die Ausgestaltung der Therapien geht. Wir sollten diese Chance jetzt unbedingt nutzen und ein Zeichen gegen die rasant steigenden Kosten im Straf- und Massnahmenvollzug setzen. Und ich bitte Sie, den Antrag der SVP zu unterstützen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Die BDP hat aus Ihnen bekannten Gründen keinen Sitz mehr in der SiK. Uns fehlen somit leider die Informationen aus den Kommissionssitzungen und allfällige dort zur Verfügung gestellten erweiterten Unterlagen zu diesem Geschäft. Wir haben uns unsere Meinung primär aus dem Vortrag und aus Gesprächen mit der direkt betroffenen Direktion gebildet. Gemäss Medieninfo im Dezember und auch gemäss den Voten von Peter Studer und Andrea Gschwend will die SiK mit einem Zeichen auf die steigenden Kosten in diesem Bereich hinweisen und den Betrag für klientelbezogene Spezialleistungen um 50 000 Franken kürzen.
Der eingereichte Vorstoss der SVP will den Gesamtbetrag ebenfalls kürzen. Die Aufteilung steht im Antrag. Unsere Informationen lauten dahingehend, dass die Berechnungen der Kosten, die uns der Polizeidirektor bei diesem Geschäft vorlegt, auf Erfahrungszahlen der letzten Jahre basieren und nicht willkürlich herbeigezogen wurden. Auch wenn letztlich ein kleiner Handlungsspielraum bestehen bleibt, wie es auch im Vortrag steht, ist doch im Voraus nie absehbar, wie viele konkrete Fälle zukünftig vorliegen werden, die beispielsweise klientelbezogene Leistungen beanspruchen werden. Es ist auch nicht absehbar, wie gross die Betreuungseinheiten oder auch das Aktenstudium bei Neueintritten sein wird. Wir hier im Ratssaal können die zeitlichen und somit auch finanziellen Aufwände ganz bestimmt nicht abschliessend definieren. Dafür braucht es eben Profis. Die genauen Kosten für die forensisch-psychiatrische Versorgung in den kommenden Jahren, die hier zur Debatte stehen, enthalten bestimmt auch Unbekannte und basieren zu einem kleinen Teil auf Annahmen. Für die BDP ist aber die Erfahrung aus dem Vollzug, also die Erfahrung der zuständigen Personen vom Amt für Freiheit und Betreuung höher zu gewichten.
Auch wir wollen ein Zeichen setzten, nämlich ein Zeichen für die Sicherheit und ebenso ein Zeichen für eine erfolgreiche Koordination und Abstimmung aller Beteiligten im Vollzug. Die erfolgreiche Koordination ist auch eine Folge der Annahme der Verwahrungsinitiative, die eine gewisse Kostensteigerung zur Folge hat. Aber das wusste man bei dieser Abstimmung bereits. Die erwähnte erfolgreiche Koordination ist für uns von grosser Bedeutung. Wir wollen darum, und das ist für uns noch wichtiger als alles andere, dass auch die Opfer eine Sicherheit haben, indem sie die Gewissheit haben, dass alles abgeklärt wird, um einem Täter die angemessene Strafe zu verhängen. Dazu gehören die Kosten, die für die exemplarischen Fallbesprechungen vorgesehen sind. Wir können heute die beantragte Kürzung machen, ganz sicher. Dieses Zeichen können wir setzen. Vielleicht reicht dann das Geld um diese Abklärungen seriös zu machen. Aber vielleicht provozieren wir mit dieser Ablehnung auch einfach nur einen Nachkredit, wenn dann das Geld eben nicht ausreicht. Die BDP-Fraktion lehnt aus diesen Gründen beide Anträge ab und unterstützt den Gesamtkredit der POM.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Was wir vorher von Seiten SVP gehört haben, ist völlig abschätzig und das können wir so nicht akzeptieren. Das ist jenseits von Gut und Böse! Das möchte ich einfach hier einmal deponieren. Über die Fälle können wir nicht bestimmen. Über die Kriminalität ebensowenig. Wir können nur Menschen kriminalisieren! Ich kann es vorweg schicken, die glp nimmt diesen Kredit an und zwar in voller Höhe, wie er vorgeschlagen wird. Wir stellen uns sehr kritisch zu diesen klientelbezogenen Spezialleistungen. Wir haben selbstverständlich überhaupt keine Freude, wenn die Kosten, wie wir hier in der Vorlage sehen, von 243 126 Franken im Jahr 2013 auf 350 000 Franken in den Folgejahren steigen. Das unterstüt-

zen wir ja auch nicht. Aber können Sie mir ganz genau sagen, wie viele Kosten wir in den nächsten Jahren haben werden? Wenn wir jetzt einfach unterbudgetieren, dann haben wir theoretisch einfach etwas weniger ausgegeben. In der Praxis kommt dann vielleicht die Rechnung am Schluss und sie wird dann vielleicht viel höher ausfallen. Die glp möchte vielmehr wissen, was ganz genau KVG-rückerstattbar ist, was man zurückfordert und ob das auch ganz konsequent durchgezogen wird. Ich denke, diesen Ansatz müssen wir haben und nicht einfach sagen, wir heben einmal den Finger auf und wollen nach aussen die Sparer sein. Die glp lehnt beide Kürzungsanträge ganz klar ab.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Das vorliegende Geschäft ist für mich, wie auch für die SVP insgesamt, ein gutes Beispiel dafür, wie wieder einmal viel Geld ausgegeben wird, und wo unser Spielraum, so tönt es seitens der Verantwortlichen, sehr gering ist. Man hat uns in der Kommission gesagt, diese Kosten würden ohnehin entstehen, weil die gerichtlich angeordneten Therapien durchgeführt werden müssen. Ob dann die Therapie dieser Straftäter am Ende wirklich etwas nützt, da setze ich ein grosses Fragezeichen. Aber man versucht natürlich das Menschenmögliche und man gibt in meinen Augen zu viel Geld für Straftäter aus.
Aber jetzt zum Geschäft. Klientelbezogene Spezialleistungen sollen mit den Straftätern vermehrt durchgeführt werden. Es gibt also weitere Informations- und Beratungsgespräche sowie Betreuungseinheiten in den Institutionen. Man will jetzt für Spezialleistungen rund 350 000 Franken budgetieren. Laut Angaben der POM wurden die genannten Leistungen im Jahr 2014 von 308 Straftätern genutzt; 123 davon sind Ausländer. Wenn man nun diese Behandlungen umrechnet, so will man für über 1 000 Franken pro Straftäter Beratungen durchführen. Dazu kommt noch, dass 40 Prozent davon Ausländer sind, die ja so oder so ausgeschafft werden sollen. Sie geniessen bei uns vorher noch eine teure Therapie. Aber auch die exemplarischen Fallbesprechungen sind uns schleierhaft. Unabdingbares Arbeitsmittel, Prognosesicherheit, das gehört eigentlich zur therapeutischen Behandlung und könnte vermutlich unter den klientelbezogenen Leistungen erbracht werden. In der Kommission wurde uns auch gesagt, dass die so genannten Straftäter immer öfter mit psychischen Problemen konfrontiert sind und deshalb eine Behandlung angeordnet wird.
Nun zitiere ich Ihnen gerne noch Artikel 49 aus dem Strafgesetzbuch: «Der mit der stationären Behandlung verbundene Freiheitsentzug dauert in der Regel höchstens fünf Jahre. Wenn zu diesem Zeitpunkt die Voraussetzungen für eine bedingte Entlassung noch nicht gegeben sind, kann die Massnahme auf Antrag der Vollzugsbehörde durch das Gericht um jeweils höchstens fünf Jahre verlängert werden.» Sollte also der schlimmste Fall eintreten, so würde der Straftäter bis zu zehn Jahren mit einer Therapie bedient, die viel Geld kostet. Aus meiner Sicht kann es nicht sein, dass eine Analyse so lange dauert, wenn kein Fortschritt erzielt wird. Eine Therapie muss bei einem Patienten nach kurzer Zeit ansprechen. Sonst sind leider die geplanten Behandlungen falsch.
Für die SVP-Fraktion sind die klientelbezogenen Behandlungen, die gerichtlich angeordnet werden, auf ein Minimum zu beschränken, sodass man sich aber noch im rechtlichen Spielraum befindet. Wir müssen ein Zeichen setzen, um die Kosten für solche Therapien zu senken. Diese Gelegenheit haben wir jetzt mit dem Antrag der Kommission, zu dem ja Herr Regierungsrat Käser selber gesagt hat, man könne das gut so machen, und mit dem Antrag der SVP Gschwend. Die SVP-Fraktion unterstützt die Anträge von Grossrätin Gschwend einstimmig und ich hoffe auf Ihre Unterstützung. Sollte der Antrag unterliegen, so unterstützen wir natürlich den Kommissionsantrag. Bei Ablehnung beider Anträge werden wir das Geschäft ablehnen. Danke für die Unterstützung.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). D'emblée, je vous dirai qu'en tant que représentant du parti évangélique au sein de la Commission de la sécurité, j'ai soutenu la proposition de l'UDC de réduire de 50 000 francs le crédit pour les prestations spéciales à la clientèle, et ainsi, de donner un signal que les coûts des prestations psychiatriques au sein des établissements d'exécution des peines ne peuvent plus et ne doivent plus continuer à augmenter de la sorte. Les prestations ne doivent pas être généralisées, mais prescrites plutôt de manière ciblée selon les cas. Au sein du groupe PEV, nous sommes cependant divisés, entre, d'un côté la nécessité d'assurer les prestations utiles, voire indispensables au niveau thérapeutique, et de l'autre côté, la crainte d'une évolution incontrôlée des charges des prestations du SPF. Donc, vous l'aurez compris, certains soutiendront l'amendement de la Commission de la sécurité alors que d'autres la rejetteront. S'agissant maintenant de la seconde proposition qui nous est soumise, cette proposition de réduction proposée par Andrea Gschwend après la séance de travail de la Commission, nous la rejetterons très majoritairement, car celle-ci risque de créer une situation compliquée, où les jugements des tribunaux ne pourraient plus être appliqués selon les dispositions légales. Contrairement à l'UDC, le parti évangélique est convaincu qu'un traitement thérapeutique ciblé réduit les risques de récidive et peut donc contribuer aussi in fine à réduire les coûts à charge de la collectivité.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Wie wir gehört haben, handelt es sich beim vorliegenden Geschäft um den Kredit für die forensisch-psychiatrischen Leistungen im Strafvollzug. Das sind Leistungen, die gesetzlich verankert sind, und ich denke das ist ganz wichtig! Nun liegen zwei Kürzungsanträge vor. Einerseits ist es derjenige der SiK, der bei den klientelbezogenen Spezialleistungen 50 000 Franken einsparen will. Anderseits handelt es sich um den Kürzungsantrag der SVP, der bei diesen Spezialleistungen sogar 150 000 Franken einsparen und zusätzlich die exemplarischen Fallbesprechungen noch um 50 000 Franken reduzieren will. Es sollen also enorm hohe Beträge gekürzt werden.
Inhaltlich sind diese Kürzungen meines Erachtens nicht begründet. In der Argumentation der SVP habe ich jetzt auch nichts gehört, das mir eingeleuchtet hätte. Was bedeutet es aber konkret, wenn diese Leistungen um solch grosse Beträge reduziert werden? Was haben diese Kürzungen für

Auswirkungen auf die Qualität des Straf- und Massnahmenvollzugs? Und wie definiert man die sogenannte Luxusvariante, die wir gemäss der SVP allem Anschein nach haben? Können denn die Antragsteller gewährleisten, dass die angeordneten Therapien und Massnahmen im Strafvollzug auch mit massiv weniger Geld weiterhin erbracht werden können? Wir alle erwarten vom Strafvollzug, dass er die öffentliche Sicherheit erhöht. Dazu braucht es aber ganz klar auch eine Sicherheit in der Behandlung und es braucht die Absicht, dass diese Personen nach dem Verbüssen ihrer Strafe wieder in die Gesellschaft integriert werden können.
Gerade zu den beiden Bereichen der klientelbezogenen Spezialleistungen und exemplarischen Fallbesprechungen gehört ja die klientelbezogene Dokumentation und Verlaufsbeurteilung. Diese Verlaufsbeurteilungen führen aber zu einer wichtigen Prognosesicherheit. Es ist absolut nicht angebracht, in diesem Bereich ein Zeichen zu setzen, damit zu signalisieren, therapeutische Massnahmen im Strafvollzug seien nicht nötig und das ganze Thema dann auch noch mit der Ausländerthematik aufzuladen. *(La présidente aigite sa cloche.)* Eine undifferenzierte Kürzung von solch grossem Umfang ist verantwortungslos, weil man gar nicht weiss, was sie in der Umsetzung bedeutet und was dann im ganzen Behandlungssystem, im ganzen Ablauf fehlen wird. Was ist, wenn wichtige Informationen in der klientenbezogenen Dokumentation gerade aufgrund dieses gekürzten Geldes fehlen und dadurch die Prognosesicherheit und entsprechend eben auch die öffentliche Sicherheit abnimmt? Die SP-JUSO-PSA-Fraktion erachtet diese Kürzungen als nicht zielführend und verantwortungslos und lehnt beide Anträge ab.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die grüne Fraktion stimmt diesem Kredit zu, wie ihn der Regierungsrat vorgelegt hat. Die Leistungen zum Vollzug gesetzlicher Vorgaben dienen der Behandlung von Eingewiesenen und damit der Eingliederung und der Sicherheit. Beide Anträge lehnen wir ab. Weshalb dies? Trotz der Bezeichnung «klientelbezogene Spezialleistungen» sind es keine Spezialleistungen. Letztlich handelt es sich um Aktenstudium, Dokumentation und Austausch mit den involvierten Stellen. Das sind normale Standards für Behandlungen. Sie sind notwendig und gesetzlich vorgeschrieben. Hier gibt es keinen Raum zum Sparen. Das führt einzig zu Nachkrediten. Auch die exemplarischen Fallbesprechungen sollen nach uns nicht gekürzt werden. Sie dienen der Verlaufsbeurteilung und damit der Prognosesicherheit. Die zuständigen Stellen im FB und im FPD stehen unter Druck. Es wird absolute Sicherheit von ihnen verlangt, welche die Politik vorgaukelt. Das kostet halt auch.

La présidente. M. Müller pour le PLR. Y-a-t-il encore des groupes qui aimeraient s'annoncer? – Ce n'est pas le cas, M. le directeur s'exprimera après M. Müller.

Philippe Müller, Berne (PLR). Ich muss vielleicht einmal festhalten, dass die POM hier Vollzugsbehörde ist. Hier werden eidgenössische Gesetze angewendet und es sind Gerichte, die diese Fälle anordnen. Diese Fälle entstehen nicht aus einer Laune der POM! Wir haben vorher von der SVP gehört, dass man misstrauisch ist. Es gibt Fälle wie der Fall Lucie oder Fälle, die im Monat 50 000 Franken kosten. Das stösst anderen Leuten auch sauer auf. Die Frage ist aber, ob es richtig ist, wenn man hier bei der Vollzugsbehörde ansetzt? Muss man bei ihr kürzen? Was erwartet man von einer Kürzung die Handgelenk mal Pi vorgeschlagen wird? Erwartet man dann, dass mit günstigeren Psychologen gearbeitet wird? Man nennt einfach einmal irgendeinen Betrag, der gerade so hineinpasst, begründet ihn aber nicht.
Und dann doch noch etwas zum Fall Lucie. Was ist, wenn wieder etwas passiert, weil ein Straftäter untherapiert entlassen wird? Oder was ist, wenn nach dem Fehlentscheid eines «M-Budget-Psychologen» etwas geschieht? Die SVP sagt, sie lehne das Geschäft ab, wenn ihre Anträge abgelehnt werden. Meine sehr verehrten Kolleginnen und Kollegen der SVP, diese Fälle hören ja nicht einfach auf zu existieren, wenn diese Anträge abgelehnt werden. Sie bleiben trotzdem bestehen. Die POM muss sie genau gleich betreuen, ob sie nun will oder nicht. Die FDP empfiehlt Ihnen, diesen Kredit anzunehmen und die Kürzungsanträge abzulehnen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke Ihnen für die engagierte Diskussion und knüpfe an das Votum des FDP-Sprechers an. Es ist natürlich tatsächlich so, dass dieses Geschäft die notwendigen Mittel für die nächsten Jahre zugänglich machen soll. Wenn man es ablehnen will, müssen wir uns Gedanken machen, wie wir es wieder bringen, denn die Urteile der Gerichte übergeben uns diese Häftlinge, diese Menschen. Diese sind dann in irgendeiner Institution und dort muss man sie entsprechend dem Urteil der Gerichte behandeln. Es ist nicht im Ermessen meiner Mitarbeiter, beim einen eine Pause zu machen und beim andern nicht, um es so salopp zu sagen, wie es hier am Mikrophon bereits angeklungen hat.
Nun kann man sagen: Ja, diese Zahlen sind zu hoch. Gestützt auf die vergangenen Jahre prognostizieren sie zu hohe Kosten. Das kann man sagen. Doch am Schluss wird einfach die Rechnung präsentiert, und wenn das Budget nicht ausreicht, dann gibt es einen Nachkredit. Das ist das Meccano. Ich habe in der Kommissionssitzung beim Antrag 1, bei den 50 000 Franken, gesagt, selbstverständlich sind diese Zahlen Budgetzahlen. Wenn man unter dem ominösen Verb «sparen» 50 000 Franken reduzieren will, dann kann man das machen! Ich kann nicht die Hand dafür ins Feuer legen, dass dann nach vier Jahren diese 50 000 Franken wirklich gebraucht worden sind. Vor diesem Hintergrund habe ich gesagt, wenn man das kürzen will, dann kann man das tun. Damit können wir irgendwie umgehen.
Aber wenn man nun dem Antrag Gschwend, der viel weiter geht, zustimmen will, dann können meine Leute den Grundauftrag gemäss Strafgesetzbuch nicht oder nicht mehr erfüllen. Erstens müssen wir den Gerichtsurteilen gegenüber Rechenschaft ablegen. Es braucht Aktenstudium und Fallbesprechungen. Ich habe in der Kommission geschildert, wie die einzelnen Fälle behandelt werden, und wie sie unter den verschiedenen Akteuren in einer Anstalt, die für Therapie, Sicherheit etc. zuständig sind, besprochen werden. Die Fälle werden einzeln behandelt, weil wir eine gewisse Gewähr haben müssen, dass die eingewiesenen Häftlinge

Fortschritte machen. Das ist auch das Ziel dieses Vollzugs; darum wurde auch das Urteil so gefällt. Wenn man hier Gerichte abstrafen will, weil sie zu viele 59er-Urteile fällen, dann kann man das hier verbalisieren. Ich habe auch den Eindruck, wir haben sehr viele 59er-Urteile. Namentlich nach der Verwahrungsinitiative. Aber es ist nicht an mir, zu beurteilen, ob die Gerichte ihre Arbeit gut machen oder nicht. Meine Leute müssen diese Häftlinge übernehmen und dann müssen sie sie entsprechend dem Gerichtsurteil behandeln. Mit dem Antrag der Kommission kann man leben, wie ich an der Kommissionssitzung gesagt habe. Der zweite Antrag wurde offenbar in einer Kommissionssitzung besprochen, an der ich nicht dabei war. Darum kann ich zu diesem Antrag nicht weitergehend Stellung nehmen. Aber ich muss Ihnen sagen, der Antrag Gschwend geht derart weit, dass er den gesetzlichen Grundauftrag für meine Leute verunmöglicht, und ich muss ihn vor diesem Hintergrund ablehnen.

La présidente. Nous passons au vote. Nous allons faire trois votes. Tout d'abord, nous voterons les deux amendements l'un contre l'autre, puis le gagnant contre la proposition du Conseil-exécutif, et en troisième, pour le crédit total de – suivant qui gagne, ce crédit total sera autre. Tout d'abord, ceux qui acceptent la proposition d'amendement de la Commission de la sécurité votent oui, ceux qui acceptent l'amendement de l'UDC votent non.

Vote (proposition CSéc / proposition UDC)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition de la CSéc

Oui	100
Non	46
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté l'amendement de la Commission. Nous allons maintenant opposer le gagnant à la proposition du Conseil-exécutif. Ceux qui acceptent un crédit de 2 472 000 francs, c'est-à-dire la proposition de la Commission votent oui, ceux qui acceptent le crédit tel que le Conseil-exécutif l'a proposé votent non.

Vote (proposition CSéc / proposition du Conseil-exécutif)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition du Conseil-exécutif

Oui	66
Non	80
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté le crédit tel que le Conseil-exécutif l'a proposé. Nous allons donc maintenant voter si vraiment vous voulez ce crédit. Je vous rappelle que c'est un crédit qui est de 2 522 000 francs qui est soumis au référendum financier facultatif. Ceux qui acceptent ce crédit de 2 522 000 francs votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la demande de crédit telle que proposée par le Conseil-exécutif

Oui	100
Non	35
Abstentions	9

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.POM.637

Police cantonale bernoise; contrat concernant le contrôle du stationnement en ville de Berne par l'entreprise GSD Gayret Security AG. Autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel 2015-2019 (crédit d'objet)

Annexe 01, ACE 1302/2014

Proposition UDC (Schweizer, Utzigen)
Réduire le crédit déterminant des 100 000 francs correspondant au mandat complémentaire.

La présidente. Nous passons à l'affaire 16, référendum financier facultatif, nous serons en débat réduit. Le porte-parole de la Commission est M. Wenger et c'est un crédit pour la police cantonale bernoise, Contrat concernant le contrôle du stationnement en ville de Berne par l'entreprise GSD. Tout d'abord, nous entendons le porte-parole de la Commission, puis nous avons un amendement de M. Schweizer, donc c'est M. Schweizer qui justifiera son amendement, et après, nous aurons les groupes. Vous avez deux minutes, le porte-parole de la Commission a un tout petit peu plus, mais les autres membres ont deux minutes.

Markus Wenger, Spiez (PEV), rapporteur de la CSéc. Die Kommission hat über diesen Kredit von 535 000 Franken an die Kantonspolizei Bern (Kapo) beraten. Es geht in diesem Kredit darum, dass man einen Auftrag für die Kontrolle des ruhenden Verkehrs hier in Bern einer privaten Firma übertragen möchte. Dieses Geschäft hat eine Geschichte. Mit der Zusammenlegung der Kantonspolizei und der Stadtpolizei Bern hat man eine Leistungsvereinbarung abgeschlossen, mit der man geregelt hat, dass man in Bern die Überwachung und Kontrolle des ruhenden Verkehrs der Verantwortung der Kantonspolizei überträgt. Diesen Auftrag gab die Kantonspolizei an eine private Sicherheitsfirma weiter. Turnusgemäss ist der Zeitpunkt gekommen, diese Leistung wieder neu auszuschreiben und wir haben heute ein wesentlich günstigeres Angebot als das vorherige. Über dieses können wir heute befinden und das entsprechende Geld freigeben.
Die Ausschreibung dieser Kontrollen hat in zwei Blöcken stattgefunden. Der erste Block ist der Grundauftrag. Er beträgt 435 000 Franken. Der zweite Teil, durch den man 4 000 Parkplätze zusätzlich kontrolliert, kostet 100 000 Franken. Der Gesamtbetrag und der Gesamtauftrag bein-

halten aber den Inhalt der erwähnten Leistungsvereinbarung. Wir haben hier also ein relativ kostengünstiges Projekt, das als Resultat dieser Ausschreibung vorliegt. Aber wenn wir dieses Projekt, beziehungsweise diesen Kredit ablehnen würden, so würden wir damit nicht nur die Leistungsvereinbarung nicht erfüllen, welche die Stadt Bern mit uns vereinbart hat, sondern wir würden zudem auch Gelder, die der Kanton einnimmt, vermindern. Durch diese Kontrollen nimmt der Kanton 1,7 Mio. Franken ein, die beim ruhenden Verkehr abgeschöpft werden.
Das Ganze hat für mich auch politisch eine relativ hohe Brisanz. Mit der Police Bern hat man die Polizeiverbände zusammengelegt, und jetzt kommt das Kantonsparlament und sagt der Stadt Bern: «Halt, wir wollen diesen Auftrag von euch aus irgendwelchen Gründen nicht erfüllen.» Das ist für mich äusserst fragwürdig. Die Kommission hat dem Kredit an der Kommissionssitzung mit 15 Ja- zu 1 Nein-Stimmen zugestimmt. Danach wurde ein Änderungsantrag vorgelegt, der 100 000 Franken, nämlich den Zusatzauftrag, stornieren will. Diesen hat die Kommission mit 9 Nein- zu 5 Ja-Stimmen abgelehnt und bittet Sie nun, dem Antrag der Regierung, dem Kredit von 535 000 Franken, zuzustimmen.

La présidente. Nous avons donc M. Schweizer pour l'UDC qui vient justifier sa proposition d'amendement. C'est à vous Monsieur.

Hans Rudolf Schweizer, Utzigen (UDC). Hier geht es um diesen mehrjährigen Verpflichtungskredit für die Kontrolle des ruhenden Verkehrs in der Stadt Bern. Vom Kürzungsantrag der SVP ist nur der Zusatzauftrag von 100 000 Franken betroffen. Der Grundauftrag für die wöchentliche Kontrolle der Parkfelder ist auch bei uns unbestritten. Unter Ziffer 3.1 des Vortrags zu diesem Geschäft steht: «Auf Weisung der Kapo sind bei Bedarf 4 000 Plätze zusätzlich zu kontrollieren.» Also kann man nicht sagen, wenn man die Kürzung mache, könne der Auftrag der Stadt Bern an die Kapo nicht erfüllt werden. Mit der Kürzung wollen wir die Kontrolle der Kapo «bei Bedarf». Das tangiert den Leistungseinkauf der Stadt Bern bei der Kapo nicht. Warum ist die SVP für diese Kürzung? In unserer Fraktion besteht ein grosses Unbehagen bezüglich der häufigen Parkplatzkontrollen in der Stadt Bern. Bei der Bevölkerung sind die vielen Parkbussen sehr verpönt. Man hat auch das Gefühl, dass die hohen Einnahmen durch diese Parkbussen reine Geldmacherei seien und nur vorgenommen werden, um Einnahmen zu generieren. Die SVP ist der Meinung, dass die Ausführung von Sicherheitsmassnahmen wichtiger ist als die sehr häufige Kontrolle des ruhenden Verkehrs. Deshalb beantragen wir Ihnen eine Kürzung dieser Kreditsumme von jährlich 100 000 Franken, was genau diesem Zusatzauftrag entspricht. Die SVP wird diesem Kürzungsantrag einstimmig zustimmen.

Vania Kohli, Berne (PBD). Wenn es ein Gesetz gibt oder eine Initiative angenommen wird, dann soll sie umgesetzt werden und zwar ohne Wenn und Aber. Wenn mich nicht alles täuscht, ist das doch in der Regel die einhellige Meinung der SVP oder nicht? Die jährliche Kreditsumme für die Kontrolle des ruhenden Verkehrs in der Stadt Bern kostet über die Jahre 2015–2019 jährlich etwas über 300 000 Franken weniger als vorher und zwar für die gleiche Leistung. Die BDP-Fraktion unterstützt das Vorgehen der Regierung und wird diesem mehrjährigen Verpflichtungskredit einstimmig zustimmen. Nun komme ich zum Abänderungsantrag, respektive dem Kürzungsantrag der SVP. Sind Sie wirklich der Meinung, dass Falschparkierer von uns nicht nur unterstützt, sondern auch belohnt werden sollen? Ich kann zwar nachvollziehen, dass Ihre beiden Stadtberner das möchten. Aber irgendwie finde ich es dem übrigen Bild, das die SVP vermitteln will, nicht ganz entsprechend. Die BDP-Fraktion wird dabei nicht mithelfen und lehnt den Antrag der SVP auch einstimmig ab.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die glp nimmt diesen Kredit einstimmig an. Wir lehnen den Änderungsantrag aus folgenden Gründen ab: Stellen wir uns kurz vor, wir würden schnell 100 000 Franken kürzen. Das ist schön für unser Budget. Aber die Einnahmen sind auch im Budget eingestellt. Das heisst, wir kürzen also Ausgaben, aber vor allem kürzen wir auch Einnahmen, und das wollen wir nicht! Uns stört, dass wir zwei unterschiedliche Aussagen erhalten haben. Im Vortrag steht «[…]zusätzlich könne man die 4 000 Parkplätze noch kontrollieren». Für unsere zusätzliche Sitzung vom Montag haben wir noch nachgereicht erhalten, « […] entfällt die wöchentliche Kontrolle von zusätzlich 4 000 Plätzen». Das sind etwas gegenläufige Aussagen und das stört uns, wenn wir entscheiden müssen, ob es nun wirklich eine Wirkung gibt oder nicht. Es ist ein kleiner Fleck im Reinheft, würde ich sagen. Die glp nimmt diesen Kredit an und lehnt den Änderungsantrag einstimmig ab. Vielen Dank, wenn Sie das auch tun.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Man kann einfach gewisse Tatsachen nicht unter den Tisch kehren! Es ist eine Tatsache, dass die Kantonspolizei der Stadt Bern einen Leistungsauftrag übernommen hat. Sie nimmt diesen nicht selber wahr, sondern gibt ihn an Dritte weiter, und nun wird er neu vergeben. Hier geht es also auch um die Redlichkeit eines Kantons gegenüber einem Auftraggeber. Es geht um eine Leistung, die erbracht werden muss, auch wenn der Kanton sie nicht selber erbringen kann, weil ihm Leute und Mittel fehlen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat festgestellt, dass die Ausschreibung nach den Kriterien des öffentlichen Beschaffungswesens vorgenommen wurde und die Firma GSD Gayret Security AG einem Gesamtarbeitsvertrag unterstellt ist. Die ganze Sache wurde seriös vorbereitet und durchgeführt. Wenn die SVP nun mit einem Kürzungsantrag kommt, dann ist das nach unserem Dafürhalten ein Hüftschuss in Wild-West-Manier. Man will etwas kürzen, das eine Gemeinde bestellt hat und das eine Gemeinde auch bezahlt. Das ist ein Eingriff in die Gemeindeautonomie, welche gerade von der SVP immer hochgehalten wird. Was ist das Motiv dahinter? Es ist eben effektiv Wild-West-Manier, denn es ergibt das Bild des Cowboys, der sein Pferd an irgendeinen Zaunpfosten anbinden kann, damit er dann im Saloon etwas poltern gehen kann. Man will das Falschparkieren belohnen, indem man Mittel für deren Kontrolle streicht. Das ist nicht seriöse Politik, und das unterstützt die SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht. Wir unterstützen den Antrag des Regierungsrats. Wir bitten alle, welche die Stadt Bern und ihren Auftrag an den Kanton ernst nehmen, dies ebenfalls zu tun.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die grüne Fraktion steht der Auslagerung öffentlicher Aufgaben kritisch gegenüber. Hier ist es besonders heikel, weil es sich um eine gerichtspolizeiliche Aufgabe handelt. So kann der Sicherheitsdienst, der den Zuschlag erhalten hat, Bussen verteilen. Wir stimmen diesem Kredit aber trotzdem zu, weil diese Bussen im Bagatellbereich liegen, nämlich nur maximal 120 Franken betragen können und unsere Polizei durch diese Aufgabenübertragung entlastet wird. Die GSD Gayret Security AG erfüllt den Auftrag für 320 000 Franken weniger als die Securitas, die diese Aufgabe bisher wahrgenommen hat. Da stellt sich natürlich die Frage nach ihren Arbeitsbedingungen. Die POM hat aber versichert, dass eine Bestätigung der paritätischen Kommission Sicherheitsdienstleister vorliegt und der GLV Sicherheitsdienst eingehalten wird. Daher können wir diesem Kredit zustimmen. Den Änderungsantrag der SVP lehnen wir ab, ihre Gründe sind für uns nicht nachvollziehbar.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le groupe PEV est disposé, au terme de la longue procédure d'adjudication de ce mandat de contrôle de stationnement, à avaliser le crédit soumis. Entendez bien l'entier du crédit. Il n'est pas question pour nous de limiter ce crédit comme le suggère l'UDC et de renoncer au mandat complémentaire. Pour le parti évangélique, le contrôle de stationnement doit être maintenu au même niveau, pour des raisons de sécurité, mais sachant aussi que des recettes importantes sont générées par les amendes.

Philippe Müller, Berne (PLR). In der Stadt Bern werden zu viele Parkbussen verteilt. Das ist mir immer wieder aufgefallen. An einem Adventssonntagsverkauf gab es verschiedene Patrouillen die unterwegs waren um Bussen zu verteilen. Das ist störend wenn gleichzeitig zu wenig Polizei für Wichtigeres zur Verfügung steht. Doch es gibt einen Leistungsvertrag mit der Stadt Bern, und da können wir vom Kanton aus nicht eingreifen, denn es handelt sich um eine Kompetenz der Stadt Bern. Da kommt mir folgendes Sprichwort in den Sinn: Man schlägt den Sack und meint den Esel. Es ist der falsche Ort, liebe SVP. Die FDP empfiehlt die Annahme des Geschäfts und lehnt die vorliegenden Änderungsanträge ab.

La présidente. Voilà, j'ai eu donc tous les groupes. Nous passons donc la parole au directeur de la Direction. C'est à vous M. Käser.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Immerhin wurde gewürdigt, dass der Vertrag mit dem neuen Partner über 300 000 Franken günstiger ist als der bisherige. Das schein mir wichtig, wenn man schon vom Sparen spricht! Wenn man dem Antrag zustimmen würde, dann wären einfach die wöchentlichen Kontrollen von 4 000 zusätzlichen Parkfeldern nicht mehr gewährleistet, weil die Kapo das nicht machen kann. Sie wissen, wie eng das Personalkorsett der Kapo ist. Wir sind klar der Auffassung, dass wir einen anständigen Vertrag mit einer Firma vorschlagen, die auch in Bezug auf den Arbeitnehmerschutz etc. ihre Aufgaben erfüllt. Wir haben keine Veranlassung, diesem Zuschlag nicht zuzustimmen und man darf nicht vergessen, dass das ganze Meccano mit der Stadt Bern ein sehr enges, gesetzlich geregeltes Meccano ist. Das ist letztlich die Auswirkung der Einheitspolizei. Es wäre mindestens ein Akt der Willkür, wenn jetzt das Kantonsparlament mit einem solchen Antrag in dieses Meccano eingreift. Ich habe mir nicht vorstellen können, dass das Parlament tatsächlich der Meinung ist, man soll bei einer Vorlage, die über 300 000 Franken günstiger ist, noch einmal 100 000 Franken kürzen. Deshalb muss ich Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen und dem Geschäft zuzustimmen, wie es die Regierung vorlegt.

La présidente. Nous passons donc au vote. Tout d'abord, nous voterons sur la proposition d'amendement de l'UDC, puis sur le crédit lui-même. Ceux qui acceptent la proposition d'amendement de l'UDC votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition UDC)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	34
Non	104
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé cet amendement. Nous passons au vote sur ce crédit de 535 000 francs soumis au référendum financier facultatif pour la Police cantonale bernoise. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final (proposition du Conseil-exécutif et de la CSéc)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	135
Non	4
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.POM.640

Police cantonale bernoise; fonctionnement et entretien du système de mobilisation; autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 à 2019 et crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 et 2016 (crédit d'objet)

Annexe 01, ACE 1303/2014

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 17, Demande de crédit de 780 000 francs, Police cantonale bernoise; fonctionnement et entretien du système de mobilisation; autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 à 2019 et crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 et 2016. *(La présidente agite sa cloche.)* Est-ce que M. Ammann veut prendre la parole? – Non. Quelqu'un aimerait-il prendre

la parole sur ce crédit? – Ce n'est pas le cas, M. le directeur non plus, nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit de 780 000 francs votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	134
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.1034

N° de l'intervention:	200-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.10.2014
Déposée par:	Bärtschi (Lützelflüh, UDC) (porte-parole) Sutter (Langnau i.E., UDC) Gschwend-Pieren (Lyssach, UDC)
Cosignataires:	8
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1502/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	POM

S'attaquer correctement au problème de l'asile

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes pour maîtriser le problème de l'asile :

1. Tenir compte des spécificités locales (nombre d'habitant-e-s, proportion de personnes étrangères, emplacement des hébergements envisagés).
2. Améliorer la collaboration avec les autorités des communes et en particulier la communication avec les autorités et le public.
3. Intervenir auprès du Conseil fédéral pour que les objectifs de la législation sur l'asile soient respectés et pour que ses prescriptions ne soient pas tournées par les migrants économiques.

Développement

De nouveaux hébergements pour les requérants d'asile s'ouvrent presque chaque semaine dans le canton de Berne et la population est placée devant le fait accompli. Citons l'exemple de Schafhausen : malgré l'accord qu'il avait passé avec la commune, le canton s'est précipité pour informer le public, coupant ainsi l'herbe sous les pieds du conseil communal qui n'a pas pu dialoguer préalablement avec les habitants et habitantes de la commune. C'est d'autant plus grave que l'arrivée des requérants d'asile va quasiment multiplier par deux la population de Schafhausen, qui dépend de Hasle.

Le procédé est d'autant plus sujet à caution que les personnes en question ne sont pas majoritairement des réfugiés syriens, mais plutôt des immigrants erythréens. L'urgence évoquée par le Conseil-exécutif ne concerne donc manifestement pas le conflit armé en Syrie, mais le renforcement de l'immigration érythréenne. La population locale, bien disposée à accueillir des réfugiés traumatisés par la violence des combats, s'agace de constater que les personnes qui seront hébergés dans la commune ne sont pas des vrais réfugiés de guerre.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif rappelle tout d'abord que les requérants et requérantes d'asile sont répertoriés aux aéroports ou dans les Centres d'enregistrement et de procédure de la Confédération par l'Office fédéral des migrations (ODM), qui les attribue ensuite aux cantons sur la base d'une clé de répartition, tout en tenant compte des membres de leur famille qui vivent en Suisse (art. 21 à 27 de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile, LAsi; RS 142.31). Le canton de Berne est tenu de par la loi d'accueillir, d'héberger et d'encadrer les personnes qui lui sont attribuées.

En principe, au vu de la capacité des centres d'hébergement collectif et des possibilités de placement externe dans des appartements privés, l'Office de la population et des migrations (OPM) peut héberger et encadrer en moyenne, par semaine, 60 personnes relevant du domaine de l'asile. Cependant, le nombre de nouveaux requérants d'asile attribués actuellement au canton oscille entre 60 et 90 par semaine, ce qui représente un véritable défi pour l'OPM en matière d'hébergement. Afin de répondre à cette augmentation imprévue et d'offrir un hébergement à chacun, la situation dans le domaine de l'asile a été déclarée urgente au sens de l'article 2 de la loi cantonale du 24 juin 2004 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi; RSB 521.1) par ACE du 25 juillet 2014.

1. L'article 4, alinéa 5 de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20) prévoit que le canton de Berne doit veiller à ce que la répartition se fasse, « dans la mesure du possible », en proportion de la population communale. Le Conseil-exécutif estime que l'OPM respecte cette disposition.

En situation exceptionnelle, lorsque le nombre de demandes d'asile augmente de façon importante et constante, entraînant ainsi une hausse des personnes attribuées au canton, des centres supplémentaires doivent rapidement être ouverts. Dans ce contexte, il est possible que les spécificités locales ne puissent pas toujours être prises en compte, la priorité étant en effet accordée à l'hébergement rapide de ces personnes. Le Conseil-exécutif apprécie grandement les efforts des communes et l'engagement dont elles font preuve pour mettre à disposition des capacités supplémentaires. Ainsi, en sus des abris de la protection civile de Berthoud, Mooseedorf, Hindelbank et Ittigen, des centres d'hébergement collectif en surface ont été ouverts à Riggisberg, à Schafhausen et à Aeschiried. Sans l'aide des communes, le canton de Berne n'aurait pas été en mesure de faire face à l'augmentation du nombre de requérants et requérantes d'asile.

2. Dans le cadre de l'ouverture de nouveaux centres d'hébergement collectif pour les requérants d'asile, le Conseil-exécutif soutient une collaboration étroite et l'établissement d'accords clairs entre les communes con-

cernées et les autorités cantonales des migrations. L'information à la population relève toutefois de la responsabilité des autorités communales; la communication, quant à elle, est toujours coordonnée entre le canton et les communes. À cet égard, les différentes requêtes apparaissant avant l'ouverture d'un centre sont toujours discutées et coordonnées de manière étroite. Lorsque des centres doivent être ouverts d'urgence, il n'est cependant pas toujours possible d'informer suffisamment la population au préalable. Le Conseil-exécutif estime néanmoins que la collaboration et la communication entre le canton et les communes fonctionnent bien.
3. Selon le Conseil-exécutif, il n'y a actuellement pas lieu d'intervenir auprès du Conseil fédéral en ce qui concerne la mise en œuvre de la législation sur l'asile. En effet, la restructuration du domaine de l'asile est en cours, et le canton de Berne deviendra une région indépendante en matière d'asile. Enfin, le Conseil-exécutif n'est en possession d'aucun élément indiquant que l'ODM ne s'attacherait pas à appliquer les dispositions en vigueur.
Proposition du Conseil-exécutif :
Vote point par point
Point 1: adoption et classement
Point 2: adoption et classement
Point 3: rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 18, motion de M. Bärtschi Je ne vous cache pas que mon but est de finir cette Direction jusqu'à midi. S'attaquer correctement au problème de l'asile. M. Bärtschi a retiré le point 3. M. Bärtschi conteste le classement du point 2 et est d'accord avec le classement du point 1. Nous nous entretenons donc seulement sur le point 2, sur le classement du point 2. Vous êtes d'accord M. Bärtschi? – Vous ne dites rien, donc c'est bon. Alors on y va, les groupes peuvent s'annoncer et nous sommes en débat libre. Allez-y monsieur.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Im letzten Herbst wurde in Schafhausen, Emmental, in einem leerstehenden Schulhaus eine so genannte oberirdische Asylunterkunft eröffnet. Während den Verhandlungen zwischen Kanton und Gemeinden sind Informationen an die Öffentlichkeit gelangt, bevor die Gemeinde ordentlich informieren konnte. Wo diese Informationen hergekommen sind, ist mir nicht ganz klar. Ich habe mit einigen Leuten gesprochen, aber es ist jetzt auch nicht mehr unbedingt relevant, ob dies bei der Gemeinde, beim Kanton oder bei der Verwaltung geschah. Ich weiss auch, dass das in Aeschiried sehr gut funktioniert hat. Darüber habe ich vorhin noch mit einer Kollegin von der BDP diskutiert. Das anerkenne ich. Mein Anliegen in Punkt 2 zielt einzig und allein drauf, dass der Kanton als federführendes Organ beim Suchen von Asylunterkünften das Möglichste unternimmt und auch die Gemeinden angehalten sind, die Bevölkerung zielgerichtet und zeitlich korrekt zu informieren. Man hätte in Schafhausen, Gemeinde Hasle, sehr viel Unmut verhindern können, wenn die Informationspolitik sehr gut gewesen wäre. In der Bevölkerung hätte es viel weniger Unruhe gegeben. Geschätzte Kolleginnen, geschätzte Kollegen, ich danke Ihnen ganz herzlich für die mehrheitliche Annahme der Motion und hoffe, dass Sie die Abschreibung in Punkt 2 auch nicht gewähren.

La présidente. Pour les Verts, M. Sancar. Je prierais les groupes de s'annoncer s'il vous plaît.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Flüchtlingsströme sind weltweit enorm und nehmen leider täglich zu. Auch wir sind damit konfrontiert. Wie immer verbleibt der grösste Teil der Flüchtlinge im Konfliktland als interne Vertriebene oder in den Nachbarländern. Ein Bruchteil schafft es aus der Konfliktregion hinaus bis nach Europa, ein Teil davon verliert ihr Leben auf dem Fluchtweg, in den offenen Meeren. Ein kleiner Teil dieses Bruchteils kommt in die Schweiz um Schutz vor Bürgerkrieg, Verfolgung, Gewalt und Hunger – kurz: vor Elend – zu suchen. Unsere humanitäre Tradition, die Menschenwürde und das Recht verpflichten uns, diese Menschen aufzunehmen und für sie zu sorgen. Und wir dürfen nie vergessen, dass die Zahl der Flüchtlinge, die zu uns kommen und in den Nachbarländern Schutz suchen, unvergleichbar niedrig ist.
Wir Grünen habe die Arbeit der Direktion POM und des Amtes für Migration und Personenstand (MIP) im Asylbereich kritisch beobachtet und wegen der Konzeptlosigkeit und falschen Handlungen im Asylbereich oft auch kritisiert. Wir werden dies in einer konstruktiven Art auch weiterhin tun. Wir stellen fest, dass die zuständigen Behörden zu lange zugewartet haben. Dennoch ist festzuhalten, dass sie die Notlage seit letztem Sommer gut gemeistert haben. Wir sind uns dessen bewusst: Neue Unterkünfte für die zunehmende Zahl der Asylsuchenden zu finden und sie in kurzer Zeit unterzubringen, ist ein komplexes und heikles Unterfangen.
Grundsätzlich sind wir mit den Motionären einverstanden und wir wünschen uns auch, dass die lokalen Verhältnisse bei der Unterbringung berücksichtigt werden sollten. Wir wissen aber alle, wie schwierig es ist, eine optimale Lösung unter Zeitdruck zu finden. Wir unterstützen voll und ganz die Bestrebungen, die Zusammenarbeit mit den lokalen Behörden und vor allem auch mit der Bevölkerung zu verstärken. So könnte sich auch ein Netz für die Asylsuchenden entwickeln, was wiederum sowohl für die Bevölkerung als auch für die Asylsuchenden ein gutes Klima schaffen würde. Das Engagement der Freiwilligen im Zentrum Riggisberg, Deutschkurse zu organisieren, zeigt, dass solches möglich ist. Die Grünen werden die beiden ersten Punkte annehmen und die Abschreibung unterstützen, wie der Regierungsrat empfiehlt.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Wir haben gehört, dass der vorliegende Vorstoss auf einem Einzelfall beruht. Er wurde klar nur um die Diskussionen ums Zentrum in Schafhausen erarbeitet. Wir wissen aber alle auch, dass dieses Thema grundsätzlich sehr emotional aufgeladen ist und auch in der Gemeinde Hasle wurden und werden die Diskussionen emotional geführt. Ich persönlich erachte es aber als unsere Aufgabe, zu dieser Thematik hier eine sachliche Diskussion zu führen. Wir leben in einer Zeit, in der die Flüchtlingsthematik sehr aktuell ist. In vielen Teilen der Welt ist eine grosse Anzahl Menschen auf der Flucht, so viele wie schon lange nicht mehr. Die Zahl der Menschen auf der Flucht ist massiv gestiegen, und das hat auch Auswirkungen auf die Schweiz. Wir wissen, dass der Bund die Asylsuchenden auf die Kantone verteilt. Innerhalb kurzer Zeit wur-

den mehrere neue Zentren eröffnet. Das ist ganz klar eine grosse organisatorische, logistische und vor allem auch kommunikative Herausforderung für alle Beteiligten. Das heisst auch, dass die Zentren innerhalb relativ kurzer Zeit dort eröffnet werden mussten, wo es möglich und auch sinnvoll ist.
Was bedeutet nun die in der Motion geforderte Ziffer 1, dass die lokalen Verhältnisse berücksichtigt werden müssen? Was würde das konkret heissen? Soll es Unterkünfte nur noch in den Städten geben, also nur noch in Bern, Thun und Biel? Sind denn Zentren auf dem Jaunpass oder auf dem Brünig nicht mehr möglich? … *(La présidente interrompt l'oratrice.)*

La présidente. Madame, nous ne parlons pas du point 1, nous parlons du classement du point 2. Je répète, nous parlons seulement du classement du point 2. Je vous prie, même si vous avez déjà écrit vos textes, de vous limiter à ce qui est demandé. Merci Madame, excusez-moi, mais c'est comme cela, merci.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Gut, entschuldigen Sie, wenn ich in diesem Punkt zu ausführlich wurde. Ich möchte aber doch in Bezug auf die Thematik noch erwähnen, dass es auch sehr gute Beispiele für gut funktionierende Zentren gibt und zwar auch solche in ländlichen Gemeinden. Die Asylproblematik richtig anpacken, genau diese Meinung haben wir auch! Richtig anpacken bedeutet aber nicht, nur einen Einzelfall anzuschauen, sondern ein Ganzes. Die SP-PSA-JUSO-Fraktion lehnt nicht nur die Abschreibung, sondern die Punkte grundsätzlich ab.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Wir verstehen natürlich die Sorgen, die der Motionär hier hat. Ich persönlich wohne sehr nahe von diesem Asylzentrum. Aber ich wohne noch näher von einem anderen Notzentrum, nämlich der Notunterkunft in Burgdorf. An diesem Beispiel habe ich gelernt, dass es wahnsinnig schwierig ist, im richtigen Moment einwandfrei zu kommunizieren. Das macht man einfach immer gerade falsch! Da können Sie machen, was sie wollen! Und das geschieht speziell dann, wenn es um Schafhausen geht, das etwa 300 Einwohner hat. Es ist wahnsinnig schwierig, in Hasle zu kommunizieren, das eigentlich eine grosse Gemeinde ist, aber Schafhausen gehört in diese Gemeinde. In Burgdorf hat es sehr gut geklappt zwischen Migrationsdienst des Kantons Bern (Midi), Amt für Migration und Personenstand (MIP), Gemeinde und Anwohnern. Wir wurden gut informiert. Natürlich war die Freude nicht gross. Und klar gab es auch gewisse Widerstände, aber es klappte.
Nun können wir einfach den Auftrag geben, das hier nicht abzuschreiben. Aber was macht dann die Polizeidirektion konkret? Sie überlegt sich einfach noch einmal, wie sie es beim nächsten Mal machen soll. Aber ich glaube, das tut sie ohnehin schon. Die glp ist also einstimmig der Meinung, dass wir das ruhig abschreiben können, denn die Beteiligten verbessern sich, und wir hoffen und geben hier in Auftrag, dass sie dies immer tun.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die vielen Flüchtlinge, die unserem Kanton zugewiesen werden, sind für uns alle eine grosse Herausforderung. Wir kommen nicht darum herum, Gebäude und Betreuungspersonen zur Aufnahme dieser Personen zur Verfügung zu stellen. Die Motion ist aber kein Widerspruch zu unserem Auftrag. Sie weist auf etwas hin, das in jüngster Zeit nicht richtig abgelaufen ist. Darum nimmt die EDU-Fraktion die Punkte 1 und 2 an. Und beim Punkt 2 sind wir bereit, nicht abzuschreiben. Beim zurückgezogenen Punkt 3 hätten wir mitgeholfen, weil es uns wichtig ist, dass die Wirtschaftsmigranten nicht den Kriegsflüchtlingen gleichgestellt werden.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Concernant le point 2 qui demande quelque chose qui est en fait une évidence, la communication aussi bien avec les autorités qu'avec la population est nécessaire dans un domaine aussi sensible que celui de l'asile. Nous savons tous que la pression migratoire, par tous les canaux existants, qu'ils soient légaux ou pas, augmente et est forte en Suisse. Le peuple suisse a montré par les dernières votations qu'il est préoccupé par cela, il est donc normal que la population d'une commune touchée par un tel projet soit aussi très sensible à ce genre de projet. La communication est essentielle et de ce point de vue-là, d'une part, évidemment, le groupe UDC soutient pleinement sur le fond le point 2, mais conteste aussi son classement, puisque l'on a vu dans les exemples passés que cette communication a posé des problèmes. Je crois que c'est une évidence que de dire aujourd'hui que cette communication doit toujours être améliorée, on peut toujours faire mieux, que ce soit du point de vue des autorités cantonales, du point de vue des autorités fédérales, du point de vue des autorités communales aussi, et ces autorités communales doivent bien sûr, en temps et lieu, être informées le plus vite possible, afin de pouvoir préparer tout projet le mieux possible, et de pouvoir ensuite l'apporter dans la population pour que, s'il fait sens, il soit accepté. En ce sens, nous contestons clairement unanimement le classement du point 2.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). Zur Abschreibung: Wie der Motionär bereits sagte, funktioniert die Information in den meisten Fällen auch in diesem heiklen und emotionalen Thema gut. Wenn es im Fall von Schafhausen aus regionaler Sicht nicht optimal lief, ist das für die BDP nicht Grund genug, mit einer Nicht-Abschreibung zu signalisieren, wir hätten das Gefühl, im Kanton Bern laufe im Bereich Asylpolitik etwas aus dem Ruder. Die BDP hat schon vorher beschlossen, abzustimmen wie die Regierung empfiehlt und schreibt deshalb auch ab.

La présidente. J'ai eu donc tous les groupes. Ceux qui veulent s'inscrire en tant qu'intervenants à titre personnel le font. Mme Gschwend de l'UDC, c'est à vous, vous avez trois minutes, et seulement sur le classement.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Ich möchte gerne auf das Votum von Regina Fuhrer Bezug nehmen. Sie hat gesagt, es gehe hier in Schafhausen um einen Einzelfall. Ich muss Ihnen leider sagen, dass dies nicht der Fall ist. Wir haben in verschiedenen Gemeinden im Kanton Bern das Problem, dass die lokalen Behörden vom Migrationsdienst einfach überfahren werden. Das passierte auch in

meiner Heimatgemeinde Oberburg. Auch wenn in meiner Postadresse immer Lyssach steht, bin ich doch Oberburgerin. Auch in Oberburg wurden hinter dem Rücken von uns Gemeinderäten Verhandlungen geführt, um eine neues Asylzentrum zu eröffnen, und im allerletzten Augenblick wurden wir, der Gemeinderat, informiert. Wir hatten noch genau einen Tag Zeit um zu entscheiden, was wir machen wollen. Es ist also nicht so, dass die Zusammenarbeit mit den lokalen Behörden klappt, und deshalb fände ich es verfehlt, wenn man diesen Punkt abschreibt. Christoph Grimm wohnt nahe der Unterkunft Burgdorf. Meine Eltern wohnen noch näher, direkt in der Nachbarschaft. Leider muss ich bestreiten, dass dort die Kommunikation gut geklappt hat. Meine Eltern als direkte Anwohner wurden im Vorfeld nicht wirklich gut informiert. Sie wurden im Rahmen einer Informationsveranstaltung informiert, nachdem die Sache schon konkretisiert war und als die Asylbewerber und Flüchtlinge schon da waren. Effektiv funktioniert also nicht alles so super, wie dargestellt wurde. Deshalb bitte ich Sie, Punkt 2 anzunehmen und nicht abzuschreiben.

La présidente. Du PS-PSA, M. Müller. Y-a-t-il encore quelqu'un qui veut s'annoncer? – Dans trente secondes, je ferme la liste des intervenants à titre personnel. M. Müller, c'est à vous.

Reto Müller, Langenthal (PS). Andrea, die Gemeinde in der man zuerst demokratisch abstimmt, ob man eine Notunterkunft für Asylsuchende in seiner Nachbarschaft eröffnen will, die muss man mir hier noch zeigen. Als Präsident der Asylkommission Emmental-Oberaargau bin ich und sicher auch der Migrationsdienst vom Kanton Bern immer bereit, Gemeinden aufzunehmen, die sich in dieser Thematik positiv engagieren wollen.
Hier geht es nun noch um die Abschreibung, respektive wie man in solchen Fällen informieren will. Aber versetzen Sie sich doch einmal in die Lage dieser Behörden, liebe Leute. In den Medien gab es einen riesigen Aufschrei, als Schaffhausen angekündigt wurde: 150 Asylsuchende bei einer Bevölkerungszahl im Dorfteil von 300 Personen. Nun läuft es, und zwar relativ gut. Die Medien berichten eben leider in jenen Fällen nicht mehr, wo es gut läuft. Nun kann man sagen, das sei gut oder schlecht. Manchmal wünschte ich mir, sie würden jetzt in derselben Intensität berichten, wo es gut läuft. Ich musste ins Radio, wir wurden in allen Zeitungen zitiert. In der Begründung wurde noch ausgeführt, es seien ja gar nicht Syrer oder Kriegsflüchtlinge, die jetzt kommen. Diese würden aus Eritrea kommen. Ich lade die Interessierten gerne ein, in einer Unterkunft der Heilsarmee Flüchtlingshilfe mit den Leuten zu sprechen. Ich möchte Sie aber warnen. Wahrscheinlich würde es gewisse Meinungen oder Wahrnehmungen beeinflussen.
Solche Vorstösse führen nicht dazu, dass sie die Unsicherheiten in der Bevölkerung – die wir verstehen – ausräumen. Solche Vorstösse führen dazu, dass man noch mehr Angst bekommt. Aber ich sage Ihnen noch eines, und das als Vorinformation der Asylkommission an alle Gemeinden im Kanton Bern: Für 40 bis 60 Prozent der Asylsuchenden, die jetzt in der Notunterkunft sind – es sind über 2 000 Leute – brauchen wir nachher Wohnungen in Ihren Gemeinden. Wir haben gegenwärtig zu wenige davon. Wir haben im Emmental-Oberaargau für rund 1 000 Leute Wohnungen, die ein selbständiges Wohnen ermöglichen. Wir benötigen rund das zwei- oder dreifache an Wohnungen. Wir werden auf Ihre Regionen, respektive in unserem Fall auf die Region Oberaargau und auf die Regionalkonferenz Emmental zukommen. Wir brauchen Solidarität, um die Leute weiterhin in den Gemeinden unterbringen zu können. Es ist nicht nur gelöst, indem sie nun in diesen Notunterkünften sind. Wir brauchen die Gemeinden, wir brauchen den Goodwill und die Unterstützung der Bevölkerung auch weiterhin, und ich danke Ihnen für die Solidarität, die Sie mit diesen Leute und mit diesen Behörden haben.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich möchte mich nun als direkt betroffene Stadtpräsidentin, die ein Asylzentrum eröffnen musste, doch auch noch äussern. Der Regierungsrat rief mich in den Ferien persönlich an und sagte mir, dass der Kanton in einer Notlage sei und ob ich helfen könne. Sie würden etwa diese oder jene Unterkunft sehen. Ich muss Ihnen sagen, in solch einer Situation sage ich: «Ja, ich helfe, und wir versuchen das gut aufzugleisen.» Wir reden aktuell von der grössten Flüchtlingskatastrophe in den letzten 40 bis 50 Jahren. So viele Flüchtlinge waren nie unterwegs, und wenn da nicht zuerst einmal die Behörden zusammenstehen und sagen, wir seien in einer humanitären Notsituation, dann weiss ich nicht, wie wir diese bewältigen sollen. Es ist auch unsere Pflicht, zu helfen. Wir haben dann schön stufengerecht unsere Bevölkerung informiert. Wir können doch nicht die einzelnen Nachbarn fragen, ob sie es gerne hier oder dort hätten. Wir gingen vielmehr zusammen mit der Regierung daran, eine gute Kommunikation aufzubauen. An der Veranstaltung, Andrea, an der deine Eltern auch teilnahmen, sind letztlich alle Menschen zusammengestanden. Der Regierungsrat war auch da. Alle Nachbarinnen und Nachbarn sagten: «Jetzt müssen wir das Beste daraus machen.» Es gab einen einzigen Menschen, der sich gewehrt hat und der ging letztlich unter, als man sagte, Burgdorf will diesen Leuten nun Unterschlupf gewähren. So soll es sein und das wurde gut gemacht. Ich danke auch Herrn Regierungsrat Käser für die gute Zusammenarbeit.

La présidente. Primo, je vous avais donné trente secondes pour vous annoncer à titre d'intervenant personnel, j'ai attendu quarante secondes et j'ai fermé la liste, ce qui est en ordre. Secundo, je vous ai demandé de parler seulement du classement. Nous ne faisons pas un débat politique sur l'asile, je vous prierais de vous exprimer sur le classement, merci, c'est à vous.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Frau Zäch hat davon gesprochen, wie sie es als betroffene Stadtpräsidentin, die ein solches Asylzentrum führt, erlebt hat. Nun möchte ich Ihnen in zwei oder drei Sätzen sagen, wie ich es erlebt habe, als einer, der in der Stadt Thun zusammen mit dem Kanton 2013 eines eröffnet und Ende 2014 wieder geschlossen hat. Frau Gschwend, das ist ein ganz schwieriges Unterfangen. Wir sind vom Migrationsdienst des Kantons Bern (Midi) sehr gut darüber beraten worden, wann und wie man informiert. Man hat uns auch geraten, möglichst knapp vor der Eröffnung zu informieren. Wir haben das gemacht. Herr Regierungsrat Käser war selber in Amsoldingen. Das

war keine schöne Veranstaltung! Niemand in diesem Kanton reisst sich um diese Problematik. Trotzdem sind die Menschen da, und gleichzeitig sind wir aufgerufen, anständig mit ihnen umzugehen. Wir haben dieses Zentrum für 150 Personen vorgesehen und der Kanton hat uns immer gesagt, wir würden es eineinhalb Jahre offenhalten. Der Kanton hat Wort gehalten und das Zentrum wurde 2014 geschlossen.
Natürlich lief in diesem Zentrum nicht alles rund. Das wäre ja ein relativ hoher Anspruch, wenn Leute aus 40 Nationen auf engem Raum in einer solchen Zivilschutzanlage zusammenleben müssen. Dabei ist unsere Anlage noch relativ privilegiert, weil es grosse Aussenflächen hat. Wir haben der Bevölkerung versprochen, dass wir uns um Ereignisse, die dort draussen passieren, kümmern, und dass wir ihren Anmerkungen und Telefonaten mittels einer Hotline usw. nachgehen. Wir sind Gott sei Dank von ganz grossen Ereignissen verschont geblieben. Am Anfang hatten wir sehr viele nordafrikanische Einzelpersonen, und dann wurden wir plötzlich mit syrischen Grossfamilien konfrontiert, mit Eritreerinnen und Eritreern, die ganz andere Anforderungen an die Betreuung durch uns gestellt haben. Das konnten wir über die Bühne bringen, und ich will hier einfach auch der Polizei- und Militärdirektion und auch Hans-Jürg Käser danken, dass er gekommen und hingestanden ist. Er erlebt das ja nicht zum ersten Mal. Er hat es auch in Schafhausen nicht zum ersten Mal erlebt und wird es wohl auch nicht zum letzten Mal erlebt haben. Diese Diskussion ist eine Art Wiederkehr aller Dinge, und wenn es dann fertig ist, muss man das Fazit ziehen, dass es im Grossen und Ganzen gut gegangen ist.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich knüpfe an das letzte Votum von Herrn Grossrat Siegenthaler an und sage deshalb noch zwei Sätze zum Titel dieses Vorstosses. Ich bitte um ein wenig Objektivität und sage in aller Bescheidenheit: Der Kanton Bern gehört zu den Spitzenkantonen im Handling dieser Thematik. Da gibt es ganz andere Beispiele, das kann ich Ihnen sagen. Wir haben seit Sommer 2014 850 zusätzliche Plätze geschaffen, und ich habe bei allen Gemeinden, bei denen uns eine Anfrage aussichtsreich erschien, persönlich mit dem Gemeindepräsidenten, einem Gemeinderat oder dem Gemeindeschreiber telefoniert. Zudem gab es zwei Gemeinden, die uns von sich aus eine Unterkunft angeboten haben. Hasle bei Burgdorf, zu dem Schafhausen gehört, hat uns von sich aus das Schulhaus angeboten. Aeschiried ist mit einem ähnlichen Vorschlag auf uns zugekommen.
Wir waren immer offen für eine Kommunikation, denn es ist sehr wichtig, dass die Kommunikation läuft. Ob man diesen Vorstoss abschreibt oder nicht, hat keinen Einfluss. Die Kommunikation ist ganz zentral! Wenn man eine solche Anlage eröffnet und die Gemeinde wünscht, dass eine öffentliche Veranstaltung stattfindet, dann komme ich immer. Ich könnte Ihnen zwölf Gemeinden aufzählen die ich aus diesem Grund besucht habe, und ich werde das auch in Zukunft so handhaben. Wenn man nach dem medialen Geschrei erlebt, dass die Anwohner in Schafhausen den Asylsuchenden im Schulhaus Spielsachen und selbstgebackene Kuchen bringen, weil sie mit diesen armen Menschen Mitleid haben, ist auch das ein Zeichen der Solidarität der Bevölkerung. In diesem Sinn bin ich froh, wenn Sie weiterhin Verständnis haben, denn die Aufgabe des Asylwesens ist eine Herausforderung für unser Land, und wir wollen uns dieser Herausforderung in engem Kontakt mit Bund und Gemeinden stellen.

La présidente. Nous passons donc au vote, point par point, le point 1 si vous êtes d'accord. – Pardon, M. le motionnaire, vous vouliez encore dire quelque chose, c'est à vous.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Besten Dank für die mehrheitlich recht gute Diskussion. Ich bin froh, dass Frau Ratspräsidentin Struchen gesagt hat, es gehe nur noch um Punkt 2. Ich habe explizit keine Diskussion über die Asylpolitik gewollt. Wir sehen selber in welch schwieriger Situation wir uns heute weltweit befinden. Ich glaube, das müssen wir hier nicht ausdeutschen, denn das können wir tagtäglich in der Zeitung lesen. Mir geht es einzig und alleine darum, dass der Kanton als federführendes Organ dafür sorgt, dass die Gemeinden im Boot bleiben, indem man die Leute, die Bevölkerung, vielleicht etwas früher informieren kann, als das in Hasle der Fall war. Ich bin nicht einverstanden damit, dass man möglichst knapp informieren soll, wie vorher gesagt wurde. Ich sehe das bei anderen Problemen, beispielsweise auf der Gemeindeebene. Wenn man mittels Kommunikation einen gewissen Vorlauf für einen Entscheid gibt, dann ist das immer gut. Ich glaube, das knüpft an dem an, was Peter Siegenthaler gesagt hat. Es gibt immer einen gewissen Unmut, wenn man eine Informationsveranstaltung machen muss. Ich war dabei, als Herr Regierungsrat Käser in Lützelflüh war. Damals gab es ziemlichen Trubel, wie ich mir zu sagen erlaube. Danach lief es sehr gut. Dieses Zentrum bei uns wurde gut geführt. Bei Schafhausen hat man schon anderes in der Zeitung gehört. Aber das ist wohl normal. Das ist wahrscheinlich ein so genannter Kollateralschaden. Ich bitte Sie trotzdem, diese Motion in Punkt 2 nicht abzuschreiben. Es geht darum, dass man möglichst gut und zielgerichtet informiert, wie Regierungsrat Käser schon gesagt hat. Es geht nicht um irgendwelche asylpolitischen Fragen.

La présidente. Nous passons au vote point par point. Pour le point 1, si vous acceptez la motion oui ou non, puis le classement oui ou non et le point 2, si vous acceptez la motion oui ou non, et le classement du point 2 oui ou non. Le point 3 est donc retiré. Ceux qui acceptent la motion votent oui, du point 1, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	115
Non	32
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté le point 1. Nous passons au classement du point 1. Ceux qui acceptent le classement du point 1 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :
Classement

Oui	144
Non	4
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté le classement. Nous passons au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 de la motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	111
Non	35
Absentions	1

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous passons donc au classement. Ceux qui acceptent le classement de ce point 2 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :
Classement

Oui	101
Non	44
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté le classement de ce point 2.

Affaire 2014.RRGR.907

N° de l'intervention:	179-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	03.09.2014
Déposée par:	Graber (La Neuveville, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	22
N° d'ACE:	1413/2014 du 26 novembre 2014
Direction:	POM

Communication transparente et régulière des amendes infligées pour excès de vitesse

Le Conseil-exécutif est prié de communiquer de manière suffisamment exhaustive, transparente et régulière – à savoir toutes les années – les données relatives aux contrôles de vitesse et aux amendes infligées pour des excès de vitesse commis sur le territoire de notre canton.

Les statistiques fournies comporteront au moins les données suivantes :

1. Nombre annuel des excès de vitesse :

a. Qui ne dépassent pas de plus de 10 km/h la vitesse prescrite avec l'indication du montant global des amendes infligées.
b. Qui donnent lieu à des amendes d'ordre avec l'indication du montant global des amendes infligées.
c. Qui font l'objet d'une dénonciation auprès des instances judiciaires compétentes avec l'indication du montant global des amendes infligées et du nombre des retraits de permis décidés par les autorités compétentes.
d. Qui sont constitutifs du délit de chauffard avec l'indication du montant global des amendes infligées et du nombre de peines de prison prononcées.

2. Ces données seront complétées par des indications précises sur :

a. Le nombre de contrôles effectués.
b. Le nombre d'heures de travail (y compris le travail administratif) consacrées aux contrôles effectués et à la gestion des amendes.

3. Dans la mesure du possible, on établira des comparaisons intercantonales.

4. Finalement, toutes les données seront présentées en valeurs absolues (nombre de cas, montant des amendes) et dans leur évolution par rapport à la période précédente.

Dans un souci de simplification et de clarté de la communication des données ci-dessus, nous laissons le soin aux services administratifs cantonaux concernés de déterminer dans quelle mesure ils entendent s'inspirer des catégories des excès de vitesse tels qu'ils ressortent des bases légales, à savoir :

- L'ordonnance fédérale sur les amendes d'ordre (OAO) du 4 mars 1996, chiffre 303.
- L'application aux excès de vitesse des qualificatifs d'infractions légères, moyennement graves et graves qui figurent à l'article 16 de la loi fédérale sur la circulation routière (LCR) du 19 décembre 1958.
- Les vitesses constitutives du délit de chauffard selon l'article 90 de la LCR.

Développement

La fréquence et l'intensité des contrôles de vitesse ne cessent de croître dans la plupart des cantons suisses. Avec les durcissements successifs de la législation, les amendes augmentent même plus que proportionnellement par rapport aux contrôles effectués.

Les autorités chargées de ces contrôles et les instances étatiques qui les inspirent justifient la hausse constante de ces contrôles et les sévérités accrues de la législation en recourant à l'argument bien connu de la sécurité des usagers de la route. Dans notre pays, des centaines de milliers de personnes sont toutefois convaincues que les pouvoirs publics concernés souhaitent avant tout accroître les recettes des pouvoirs publics et, accessoirement, augmenter le degré d'autofinancement des activités policières. Des personnes tout aussi nombreuses ne peuvent s'empêcher de constater que l'augmentation des activités policières et leur grande efficacité dans la répression des excès de vitesse coïncident avec une efficacité clairement moindre dans la répression des actes de violence contre l'intégrité physique et le patrimoine des personnes.

La communication substantiellement exhaustive, transparente et régulière des données relatives aux excès de vitesse et aux sanctions infligées à ce titre devrait permettre :

- Aux membres du Grand Conseil de mener de meilleures réflexions politiques sur la problématique de la sécurité routière et sur l'opportunité d'accroître constamment les

mesures répressives en matière d'excès de vitesse même légers.
- Aux médias de mieux informer la population sur l'ampleur et surtout sur l'évolution de la politique répressive en matière d'excès de vitesse.
- A la population d'être mieux informée et d'évaluer en toute connaissance de cause les politiques et les pratiques menées en ce domaine.

Réponse du Conseil-exécutif

Le nombre d'accidents de la circulation diminue depuis plusieurs années malgré l'augmentation constante du trafic. Comme le souligne la motion, cette évolution s'explique par divers facteurs, tels que des adaptations au niveau législatif (cf. introduction de limitations de vitesse, Via Sicura, etc.) et des contrôles de véhicules ou de la circulation par la police (voir aussi à ce sujet la réponse du Conseil-exécutif à l'interpellation 056-2014 Graber, La Neuveville, UDC, «Allocation des ressources de la police cantonale bernoise et hiérarchie des préoccupations sécuritaires»). Le Conseil-exécutif estime de ce fait que les contrôles de la circulation demeurent un élément décisif et non négligeable en matière de prévention des accidents afin d'assurer la sécurité des usagers de la route.
La Police cantonale (POCA) publie chaque année sur son site internet des statistiques relatives aux contrôles de vitesse[1]. Elles se fondent sur les contrôles effectués dans différentes communes politiques, soit par la police elle-même soit par le biais d'infrastructures semi-stationnaires de la POCA, et recensent les éléments suivants: nombre total de contrôles de vitesse, durée globale des contrôles (en heures), quantité de véhicules contrôlés et totalité des amendes d'ordre et des dénonciations au Ministère public consécutives à ces contrôles. Le taux d'infractions indique le nombre d'amendes d'ordre et de dénonciations enregistrées en pourcentage du nombre de véhicules contrôlés. Les excès de vitesse qui ne dépassent pas de plus de 10 km/h la limite prescrite ne font pas l'objet de relevés statistiques séparés.
Les contrôles de vitesse portent sur l'ensemble des excès de vitesse, à savoir sur ceux sanctionnés par une amende ou par une dénonciation. Le montant global des amendes d'ordre (véhicules en circulation et véhicules à l'arrêt) figure au rapport annuel. Les excès de vitesse qui ne sont pas sanctionnés par une amende d'ordre ne sont pas recensés par la POCA.
À ce propos, il faut préciser que les statistiques portent uniquement sur les contrôles de vitesse effectués par la POCA elle-même. Bon nombre de communes au bénéfice de contrats sur les ressources disposent de leurs propres installations de contrôle de vitesse et des feux de signalisation, lesquelles ne peuvent pas être prises en compte dans les statistiques cantonales. De ce fait, les données statistiques exigées dans la motion n'autoriseraient aucune conclusion pertinente.
Les heures de travail des collaborateurs et collaboratrices sont enregistrées dans le programme de saisie horaire *FIStime* sous la rubrique «Police judiciaire et police routière» (sans autre précision). Dans sa réponse à l'interpellation Graber 056-2014 mentionnée ci-dessus, le Conseil-exécutif a présenté les heures de travail selon leur répartition générale par domaines. Une présentation plus détaillée engendrerait un travail administratif supplémentaire qui, compte tenu des ressources financières et humaines disponibles, n'apporterait qu'un bénéfice limité et serait par là-même disproportionnée.
Les statistiques relatives aux condamnations, mesures et sanctions sont établies par les autorités judiciaires. Les services des automobiles cantonaux recueillent quant à eux les informations portant sur les retraits de permis de conduire consécutifs à un excès de vitesse. Ces chiffres sont publiés chaque année dans le cadre de la statistique fédérale des mesures administratives[2]. Il faut toutefois préciser que la durée du retrait dépend non seulement de la gravité de l'infraction mais également d'éventuels antécédents de la personne concernée. La pertinence d'un aperçu statistique portant sur le nombre d'excès de vitesse est en outre limitée puisque c'est la qualification des faits par les autorités, au sens du droit pénal et administratif, qui est décisive.
Les modèles d'organisation des polices (polices cantonales, communales et municipales) sont très différents, leurs compétences ainsi que les particularités régionales (densité du trafic, infrastructure routière, etc.) varient fortement d'un canton à l'autre. Il est par conséquent quasiment impossible et, d'un point de vue méthodique, peu pertinent de procéder à des comparaisons intercantonales telles que le demande la motion.
Le Conseil-exécutif en conclut qu'une communication transparente et régulière des données exigée par la motion est déjà pratiquée à ce jour. Les statistiques accessibles à un large public (recettes annuelles issues des amendes d'ordre figurant au rapport annuel; statistiques relatives aux condamnations et mesures prononcées par les autorités judiciaires; statistiques des retraits de permis établies par l'Office de la circulation routière et de la navigation; statistiques annuelles des contrôles de vitesse de la POCA) fournissent suffisamment d'informations pour répondre aux exigences de la présente motion. Aussi le Conseil-exécutif propose-t-il au Grand Conseil de l'adopter et de la classer.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

La présidente. Trois minutes encore. Tout d'abord, l'affaire 19. Mme Graber retire sa motion, mais elle aimerait faire une petite déclaration. Petite, c'est maximum trois minutes.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Au travers de ma motion, je demandais de communiquer de manière suffisamment exhaustive, transparente et régulière, les données relatives au contrôle de vitesse et aux amendes infligées pour des excès de vitesse commises sur le territoire de notre canton. Ma requête ne visait qu'à obtenir davantage d'exhaustivité et de transparence dans la communication des données relatives aux excès de vitesse. À mes yeux, cette exhaustivité et cette transparence ne sont

[1] www.police.be.ch/police/fr/index/ueber-uns/kantonspolizei/ statistik.html (dernière consultation le 04.11.2014)

[2] http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/04/01/01/05.html (dernière consultation le 28.10.2014)

pas suffisantes à l'heure actuelle. Pour faire un pas dans la direction de la police et de certains d'entre vous, j'étais prête à renoncer à mes requêtes contenues sous points 2b et 3 de ma motion. J'étais ainsi prête à renoncer à demander au Conseil-exécutif qu'il nous donne des renseignements sur le travail nécessaire au contrôle et sur les comparaisons intercantonales, parce que je ne souhaitais absolument pas provoquer par ma motion des coûts supplémentaires importants. Finalement, j'ai décidé de retirer ma motion pour mieux éclaircir les implications financières de mes propositions pour l'administration cantonale. Je vais la déposer sous une autre forme en retirant les points que j'ai mentionnés et en demandant uniquement des renseignements supplémentaires sur les excès de vitesse et non plus sur le travail technique et administratif nécessaire pour les effectuer. Et je vous souhaite à tous un bon appétit, e Guete.

La présidente. Moi de même, je vous souhaite un bon appétit, nous commencerons par la Direction de la santé cette après-midi, M. le directeur de la POM, je vous souhaite aussi une bonne journée et je clos la séance.

La séance est levée à 11 heures 51.

Les rédactrices :
Sonja Riser (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mercredi 21 janvier 2015, 13 heures 30 – 16 heures 31

Quatrième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)
Présents : 154 députés. Excusés : Aebersold Michael, Giauque Beat, Gsteiger Patrick, Hamdaoui Mohamed, Hügli Daniel

Affaire 2014.RRGR.1137

N° de l'intervention:	219-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1507/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	SAP

Création d'une inspection des EMS

Le Conseil-exécutif est chargé, lors de la révision de la loi sur l'aide sociale (LASoc), de créer les bases légales pour que puisse être créée une inspection indépendante des établissements médico-sociaux comme cela existe dans le canton de Vaud.
Développement :
Selon les statistiques officielles de l'Office fédéral de la santé, de nombreux établissements médico-sociaux du canton de Berne dépassent le nombre de lits permis. Certains EMS semblent aussi contrevenir aux prescriptions des autorités en ce qui concerne les qualifications du personnel. Selon les statistiques, le personnel représentant un poste de coûts important, 20 EMS seraient en sous-effectif. La classification des pensionnaires semble également être sujette à tromperie. Les premiers lésés sont les pensionnaires, sur le dos desquels on fait souvent de juteux bénéfices.
Bien que la responsabilité suprême de faire respecter les normes nécessaires revienne à l'Office des personnes âgées et handicapées (OPAH), dans de nombreux EMS, cela semble ne pas fonctionner. De toute évidence, les contrôles sont parfois confiés à des personnes de la localité, tout sauf indépendantes. C'est pourquoi il faut instaurer une inspection indépendante qui mènera des contrôles fiables et indépendants et surtout réguliers dans les établissements concernés. Il est important à cet égard que l'autorisation d'exploiter ne soit octroyée ou renouvelée qu'en présence d'un plan d'exploitation indiquant notamment le nombre de lits exploités, la distribution des pensionnaires en fonction des niveaux de soins et la dotation en personnel en fonction du niveau de qualification. Le canton de Vaud dispose d'un tel plan depuis des années, ce qui lui a permis de minimiser les abus et le népotisme dans ce domaine sensible, à l'avantage des pensionnaires.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire charge le gouvernement de créer, dans le cadre de la révision de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc[1]), les bases légales pour que puisse être mise en place une inspection indépendante des établissements médico-sociaux comme cela existe dans le canton de Vaud. Se fondant sur la statistique SOMED de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), elle estime que la surveillance exercée actuellement par l'Office des personnes âgées et handicapées (OPAH) n'est ni suffisante ni vraiment impartiale.
Le canton de Berne compte 320 EMS, 130 institutions pour adultes handicapés et quelque 60 foyers et écoles spécialisées pour enfants et adolescents handicapés. Il revient à l'OPAH d'octroyer les autorisations et d'exercer la surveillance sur ces établissements. Pour ce faire, il se fonde sur la LASoc et l'ordonnance du 18 septembre 1996 sur les foyers et les ménages privés prenant en charge des personnes tributaires de soins (OFoy)[2].
Le Conseil-exécutif est d'avis que la surveillance des foyers bernois est fiable et neutre. Elle sera néanmoins examinée lors de la révision de la LASoc en cours et, en particulier, durant celle de l'OFoy. Il y a lieu de relever que le personnel chargé de la surveillance exerce ses fonctions uniquement dans les institutions dans lesquelles il n'a pas de parenté, que ce soit comme pensionnaires ou comme collaboratrices ou collaborateurs, et où il n'a pas été lui-même employé par le passé. Cela permet d'assurer l'impartialité requise pour cette tâche. Il n'est toutefois pas exclu que le personnel en question réside dans la région où se trouve l'établissement dans lequel il travaille.
La surveillance des foyers dans le canton de Berne se fait à deux niveaux : par l'examen de la conformité de l'institution aux conditions requises avant l'octroi de l'autorisation d'exploiter et par le contrôle périodique de l'institution.
1 Autorisation d'exploiter
Compte tenu des conditions d'octroi énoncées aux articles 7 à 12 OFoy, les points suivants sont examinés :
Direction du foyer et direction des soins infirmiers
Tout foyer dispose d'une direction opérationnelle et d'une direction des soins infirmiers (direction pédagogique ou sociopédagogique). Les responsables de la première bénéficient au moins d'une formation initiale du degré secondaire II, d'une expérience professionnelle ainsi que d'un titre postgrade en gestion ; les responsables de la seconde requièrent en plus une autorisation d'exercer la profession conformément à la loi sur la santé publique. Les qualifications nécessaires dans le domaine Enfants et adolescents sont définies ; elles seront revues.
Personnel
L'OPAH vérifie que l'institution dispose de l'effectif requis en matière de prise en charge et de soins du point de vue tant quantitatif que qualitatif. Compte tenu du fait que la prise en

[1] RSB 860.1
[2] RSB 862.51

charge et les soins peuvent varier durant le séjour des pensionnaires, la dotation type du personnel est conçue en fonction des besoins de ces derniers. Dans le domaine des soins, le besoin est calculé sur la base du degré de soins des pensionnaires. Des instruments de classement spécifiques sont mis en place dans les foyers pour adultes handicapés. Dans les institutions pour enfants et adolescents, deux tiers du personnel doivent bénéficier d'une formation sociopédagogique.

Infrastructure

D'une manière générale, il faut que l'établissement soit doté d'une infrastructure suffisante (locaux, disposition et distribution des pièces, équipement et environnement) pour répondre aux besoins de ses pensionnaires en termes de prise en charge et de soins médicaux et infirmiers. Un contrôle est effectué sur place pour vérifier que l'EMS met à la disposition des pensionnaires, l'espace individuel approprié ainsi que des salles d'eau assez grandes, des salles de séjour et des bureaux pour le personnel, le tout en nombre suffisant.

Les informations et les plans concernant l'infrastructure doivent être présentés à l'OPAH dans le cadre de l'examen des projets de construction, de transformation ou de rénovation. En cas de changement de locaux, ces derniers sont contrôlés pour que l'autorisation d'exploiter puisse être renouvelée.

Prise en charge médicale

Elle est assurée par le médecin de l'institution. Un contrat est établi à cet effet et doit être présenté à titre de preuve.

Programme d'exploitation

Tout foyer dispose d'un programme d'exploitation décrivant les prestations de prise en charge et de soins ainsi que les groupes cibles. Il doit en outre indiquer comment l'EMS assure la qualité de ces prestations ainsi que les structures de direction et d'organisation dont il dispose. L'organigramme doit représenter la structure de l'institution ; les relations hiérarchiques doivent être visibles, de l'organisme responsable jusqu'aux différents secteurs.

L'établissement obtient une autorisation d'exploiter à condition de satisfaire aux exigences susmentionnées. S'il ne remplit pas (encore) les exigences minimales, l'OPAH peut lui délivrer une autorisation d'exploiter assortie de charges pour une durée déterminée. En pareil cas, l'organisme responsable se voit accorder préalablement le droit d'être entendu.

2 Surveillance

Contrairement au canton de Vaud, Berne ne confie pas la surveillance des EMS à une unité spéciale créée à cet effet, mais à des collaboratrices et collaborateurs de l'autorité de surveillance, l'OPAH précisément. Dans le canton de Vaud, l'équipe mandatée effectue les contrôles sur place et remet un rapport à l'office compétent. L'octroi de l'autorisation et la surveillance, c'est-à-dire la mise en œuvre des mesures ou l'application de sanctions relèvent de l'office compétent et de son personnel. Dans le canton de Berne, l'OPAH peut décider de mesures, prononcer des sanctions dans le cadre d'une inspection et imposer la fermeture immédiate de l'institution s'il y a mise en danger directe des pensionnaires.

La surveillance permet de contrôler le respect des conditions d'octroi, la garantie de la bonne gestion de l'établissement, la qualité des soins et la sécurité des pensionnaires. L'OPAH vérifie que la direction opérationnelle et la direction des soins satisfont aux exigences requises pour l'exercice de leur fonction, que les programmes sont mis en œuvre, que la dotation type quantitative et qualitative et le nombre maximal de places autorisées sont respectés. La surveillance s'exerce aussi au niveau de la direction de l'établissement et de l'organisme responsable. L'OPAH met à la disposition des institutions des documents pour l'autocontrôle, par exemple la check-list *Gestion des médicaments* ou *Mesures limitatives de liberté en institution: normes de qualité*.

La surveillance est exercée de plusieurs manières.

Documents à fournir

Dans le domaine des personnes âgées, l'établissement doit présenter chaque année à l'OPAH le plan des postes et l'OPAH contrôle le respect de la dotation en personnel par rapport au nombre de pensionnaires et à leur degré de soins.

Annonce de changements importants pour l'autorisation

Les institutions bénéficiant d'une autorisation d'exploiter sont tenues de signaler tout changement immédiatement par écrit à l'autorité de surveillance. Il peut s'agir par exemple du changement de direction de l'établissement ou des soins, de l'offre, du nombre de places, de l'organisme responsable, de locaux, de mesures de transformation ou de rénovation. Toute modification des conditions influe sur la procédure d'octroi de l'autorisation et implique un réexamen complet du respect des consignes.

Inspections

Les inspections ont lieu suite à un risque ou à une dénonciation à l'autorité de surveillance. Les établissements sont contrôlés en moyenne tous les cinq ans. Les inspections sont annoncées en général pour s'assurer que les responsables sont sur place et peuvent fournir les renseignements nécessaires. A noter que dans le cas de signalement ou de dénonciation à l'autorité de surveillance, la visite peut se faire à l'improviste.

Dénonciation à l'autorité de surveillance

Conformément à l'article 27 OFoy, les faits qui justifient l'appel à l'autorité de surveillance peuvent lui être annoncés en tout temps. En pareille situation, celle-ci examine le cas et prend les mesures qui s'imposent.

L'OPAH est en outre régulièrement en contact avec les institutions pour suivre leur développement et les soutenir en cas de problème.

Si la ou le titulaire d'une autorisation d'exploiter ne remplit pas les conditions d'octroi ou qu'en dépit d'un avertissement, il contrevient de manière répétée aux charges définies par l'OPAH, ce dernier peut

- assortir l'autorisation de charges à mettre en œuvre dans un délai défini,
- limiter l'autorisation d'exploiter dans le temps ou
- lui retirer l'autorisation et décider la fermeture immédiate de l'institution.

3 Dotation type en personnel et classement des pensionnaires

La motionnaire renvoie, dans le développement de son intervention, à la statistique SOMED de l'OFSP. Le Conseil-exécutif relève qu'il existe des écarts par rapport aux données fournies à l'OPAH. Or, pour pouvoir exercer sa fonc-

tion d'autorité de surveillance, l'OPAH a besoin de chiffres récents. C'est pourquoi il effectue régulièrement un relevé des données importantes. Une évaluation de la statistique SOMED des établissements critiqués montre clairement que ceux-ci n'ont pas saisi les données avec le soin requis. Les institutions concernées ont expliqué par écrit les écarts par rapport à la dotation type et à l'occupation. Ces indications incitent à contrôler au niveau cantonal la manière dont les données sont saisies et validées pour la statistique SOMED.
Le Conseil-exécutif ne s'explique pas l'affirmation de la motionnaire selon laquelle 20 EMS n'auraient pas respecté la dotation en personnel, d'autant que la statistique SOMED ne fournit aucune indication à ce sujet.
L'OPAH vérifie chaque année le plan des postes de tous les EMS au 1er janvier. Le contrôle effectué au 1er janvier 2013, dont les chiffres se rapprochent le plus de ceux publiés dans la statistique SOMED 2012, permet d'avancer les éléments suivants :

- Deux des 303 institutions sont dotées d'un effectif insuffisant en personnel soignant (dotation quantitative).
- 14 foyers n'ont pas rempli les exigences quant à la dotation minimale en personnel soignant diplômé (dotation qualitative), mais engagé un nombre d'assistantes et assistants en soins et santé communautaire (SSC) plus élevé que nécessaire. Il en résulte que les consignes en matière de dotation sont remplies puisque l'effectif de personnel soignant est suffisant même si ce dernier n'est pas suffisamment qualifié.

Les institutions qui ne satisfont pas à la dotation en personnel, que ce soit quantitativement ou qualitativement, ont six mois pour y remédier. Si, passé ce délai, les conditions ne sont toujours pas remplies, l'autorité de surveillance prononce un gel des admissions ou limite l'autorisation d'exploiter dans le temps. Et si nécessaire, l'autorisation peut être même retirée, ce qui ne s'est jamais produit vu que les établissements ont pu remédier aux défauts dans le délai imparti.
Il revient aux assureurs, qui ont mis en place un controlling, de vérifier la répartition des assurés dans les niveaux de soins. Si le canton de Berne exigeait qu'ils effectuent des contrôles supplémentaires, ces derniers devraient être rétribués. Un controlling des soins a été effectué entre 2004 et 2007 par les assureurs, le canton et l'Association bernoise des établissements médico-sociaux (vbb-abems). L'accord tripartite qui les liait a toutefois été résilié unilatéralement par les assureurs.
Proposition du Conseil-exécutif
Le gouvernement ne se ferme pas aux revendications de la motionnaire. Il estime néanmoins que la conception de la surveillance des foyers dans le canton de Berne n'est pas comparable au modèle appliqué dans le canton de Vaud. Les répercussions d'un changement doivent être examinées minutieusement, notamment quant aux structures et aux coûts induits par la mise en place de ressources humaines supplémentaires pour renforcer la surveillance et les contrôles sur place. Il y a également lieu de voir si une organisation de la surveillance des foyers selon le modèle vaudois exige une modification de la loi ou si une mise en œuvre pourrait être envisageable au niveau de l'ordonnance.
En ce qui concerne les enfants et adolescents, un projet intitulé *Optimiser les aides éducatives complémentaires dans le canton de Berne* a été lancé par le gouvernement afin d'unifier la surveillance de toute la chaîne des aides éducatives complémentaires. Placé sous la houlette de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, le projet réalise la motion Kneubühler 221-2011 adoptée en mars 2012 par le Grand Conseil, qui demandait notamment une simplification de la structure des institutions résidentielles d'aide à la jeunesse.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. J'aimerais vous prier de prendre place, M. le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale est déjà là, je vous souhaite la bienvenue. Nous passons tout de suite à l'affaire 20, c'est une motion de Mme Schöni, Création d'une inspection des EMS. Vous pouvez vous annoncer Mme Schöni. *(La présidente agite sa cloche.)* La séance est ouverte, Madame, c'est à vous.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich beginne bei dieser Motion für einmal von hinten. Als erstes möchte ich auf das grosse Plädoyer eingehen, das uns die Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) geliefert hat; ein Plädoyer für das Alters- und Behindertenamt (Alba), in welchem alles ins beste Licht gestellt wurde. Da muss man sich fragen, was man hier eigentlich falsch gemacht hat. Im Herbst hat die Statistik der sozialmedizinischen Institutionen (Somed) etwas an den Tag gelegt, das seit längerem im Raum steht. Das Bundesamt für Gesundheit (BAG) hat detaillierte Zahlen betreffend das Jahr 2012 über die Heime publiziert. Erstmals wurde damit eine Transparenz im Pflegemarkt an den Tag gelegt. Das hat verdeutlicht, dass gewisse Heime ihre Betriebe mit regelwidrigen Tricks systematisch wie eine Zitrone auspressen. Und das meist zulasten des Personals und der Patienten.
Rapportiert werden erstens Überbelegungen. Solche sind nicht gesetzeskonform. Mit den Löhnen wird zweitens das Personal geschröpft. Die Anstellung von qualifiziertem Pflegepersonal wird umgangen oder missachtet. Im Kanton Zürich waren 30 Heime und im Kanton Bern deren 20 betroffen. Drittens können Betagte falsch eingestuft werden. Auch das ist offensichtlich weit verbreitet. Hier zeigt sich die Verherrlichung des Albas gegenüber der Realität, die jetzt einmal ans Licht gekommen ist. All diese Tricks und Gewinnoptimierungen werden in erster Linie auf dem Buckel der Alten, der Fragilen, der vulnerablen Patienten und Heimbewohner ausgetragen. Wir müssen daher dafür sorgen, dass die geltende Ordnung besser durchgesetzt wird.
Daher komme ich mit meinem Anliegen. Es soll ein Instrument etabliert oder verstärkt werden, das die Qualitätsstandards in diesem Bereich durchsetzt. Das Altersheiminspektorat muss erreichen, dass alle Anforderungen immer garantiert und durchgesetzt werden. Ziel muss sein, mittels Prävention solche Tricks zu verhindern. Missstände müssen frühzeitig aufgedeckt werden. Ich sitze wahrscheinlich mit vielen unter Ihnen im gleichen Boot und sage: «Jawohl, Wettbewerb ist gut, auch in diesem Bereich.» Die Marktwirtschaft ist jedoch kein Naturgewächs, liebe Kolleginnen und Kollegen, sondern ein fragiles Kunstprodukt der Zivilisation. So paradox das klingen mag: Auch der Wettbewerb muss auf einer gewissen Transparenz beruhen. Diese Transpa-

renz muss durch eine minimale staatliche Ordnung erreicht werden. Sonst geschieht eine Gewinnoptimierung zulasten einer Bevölkerungsgruppe, die sich nicht wehren kann. Das hat in diesem Bereich, bei den alten Leuten, nichts zu suchen.
Die Regierung verschliesst sich meinem Anliegen gegenüber nicht. Das hat mich positiv gestimmt. Ich habe jedoch den Eindruck, das Papier sei geduldig, und wir müssten etwas mehr Druck aufsetzen. Es muss auch der zweite Schritt gemacht und das Anliegen in die Realität umgesetzt werden. Ich hoffe, das Alba könne sich das einmal auf die Fahnen schreiben und sagen: «Jawohl, wir machen ein gutes Altersinspektorat. Wir gehen hin und schauen, dass alle Qualitätsstandards erreicht sind.» Ich hoffe, meine Motion finde bei Ihnen Unterstützung. Eine Gewinnoptimierung – und da bin ich nicht dagegen – muss fair sein. Sie darf nicht auf dem Buckel einer Bevölkerung stattfinden, die sich nicht wehren kann. Übrigens habe ich noch ein Lob des liberalsten Gesundheitsökonomen, Heinz Locher, erhalten. Er sagte: «Jawohl. Da müssen wir durch.»

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich beginne mit einer wichtigen Vorbemerkung. Es geht nicht darum, die weit über 500 Heime im Bereich Alter, Behinderung oder Pflege, die es im Kanton Bern gibt, unter einen Generalverdacht zu stellen. Es gibt sehr viele Heime, die gut arbeiten. Das akzeptieren und sehen wir auch. Aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, es gibt Handlungsbedarf, und das seit längerem. Ich erinnere daran, dass die Grünen bereits im Jahr 2011 mit einem Postulat die Qualitätssicherung und den Zusammenhang mit den Arbeitsbedingungen in den Berner Alters- und Pflegeheimen diskutieren und verbessern wollten. Leider wurde dieses Postulat vom Rat sehr knapp abgelehnt.
Es geht um Personengruppen, die sehr sensibel sind. Es geht um Menschen im Alter, die nicht mehr alleine zuhause leben können, und um Behinderte. Hier ist die Qualitätssicherung ein extrem hohes Gut. Ich denke, das ist uns allen ein grosses Anliegen. Dazu braucht es genügend und gut qualifiziertes Personal. Die grüne Fraktion unterstützt das vorliegende Anliegen sehr klar. Eine Mehrheit unserer Fraktion unterstützt auch die Motion, denn es ist uns wichtig, hier genauer hinzuschauen. Es besteht Handlungsbedarf. In den letzten Monaten und Jahren standen mehrere Institutionen im Kanton Bern in einem schlechten Licht. Man kann sagen, das seien einzelne Beispiele. Das trifft wohl nicht ganz zu. Auch wenn es Einzelbeispiele sind, so reicht es nicht, lediglich die Feuerwehr zu senden. Ein Präventionssystem ist notwendig, eine Feuerprävention, und darum geht es im vorliegenden Vorstoss.
Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, bei 5 Prozent der 300 Alters- und Pflegeheimen würden die minimalen Anforderungen, die der Kanton Bern bezüglich der Qualität des Betreuungspersonals stellt, nicht eingehalten. Das ist doch erschreckend, wenn man bedenkt, dass mehrere hundert Personen in den Heimen betroffen sind.
Den zweiten Handlungsbereich hat die bereits von der Vorrednerin erwähnte schweizerische Statistik Somed aufgezeigt. So erstaunt es, wenn die Regierung in der Antwort schreibt, die Berner Heime hätten die Umfrage nicht richtig ausgefüllt. Ich glaube, das reicht nicht als Antwort. Ich nehme an, es sei in Zürich gleich kompliziert wie in Bern, eine solche Umfrage auszufüllen. So gesehen kann man nicht sagen, die Berner hätten die Umfrage nicht richtig ausgefüllt, wenn einem die Resultate nicht passen. Die von der interkantonalen Vergleichsstudie gezeigten Resultate sind für den Kanton Bern kein Ruhmesblatt. Wir sind der Meinung, jetzt müsse man genauer hinschauen. Die Regierung hat gesagt, man könne nur alle fünf Jahre bei den Heimen vorbeigehen, um die Kontrollen vorzunehmen. Uns ist sehr bewusst, dass die Ressourcen, welche die Direktion zur Verfügung hat, zu gering sind. Ich appelliere an uns alle, daran zu denken: Will man genauer hinschauen, so braucht es auch Ressourcen. Die grüne Fraktion ist klar der Meinung, dass wir die Aufsichtsfunktion des Kantons gegenüber den Heimen verstärken müssen. Wir sind auch bereit, die dazu notwendigen Ressourcen zur Verfügung zu stellen, und wir hoffen, die Regierung werde in diese Richtung gehen.
Eine letzte Bemerkung. Wir wissen, dass immer mehr Heime von profitorientierten Unternehmen im Markt betrieben werden. Auch da gibt es schwarze Schafe, welchen die Rendite wichtiger ist als die Betreuung unserer älteren Mitmenschen. Das ist bestimmt ein Punkt, wo wir genauer hinschauen müssen. Wettbewerb um jeden Preis ist bestimmt kein Anliegen, das wir unterstützen können. Wir hoffen, der Vorstoss finde im Rat Unterstützung.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). «Millionengewinne auf Kosten der Betagten» oder: «Altersheime bereichern sich auf Kosten ihrer Bewohner» – solche Artikel schrecken auf und lassen auch die EVP nicht kalt. Wäre es nämlich so, dass getrickst, betrogen und geschummelt würde, und müssten betagte und pflegeabhängige Menschen dafür überrissene Beiträge bezahlen, so wäre das sicher nicht rechtens. Da müsste dringend genauer hingeschaut werden. Eine Änderung im Kontroll- und Sanktionssystem wäre notwendig.
In meinem Votum ist es mir ein grosses Anliegen, den Einsatz aller Heimleiter und Heimleiterinnen sowie der unzähligen Betreuerinnen und Betreuer, die in der Alterspflege tätig sind, zu würdigen. Unter zum Teil sehr herausfordernden Arbeitsbedingungen arbeiten hunderte von Betreuungspersonen in unserem Kanton in öffentlichen und privaten Altersheimen und geben dabei ihr Bestes. Die Herausforderung im Bereich Altersbetreuung ist nämlich wirklich gross. Immer ältere und meistens mehrfach kranke oder körperlich eingeschränkte Betagte treten immer später in ein Heim ein. Das ist zwar wünschenswert; das wollten wir. Es erfordert jedoch eine komplexe Pflege, die möglichst günstig sein und mit genügend, tipptopp ausgebildetem Personal bewältigt werden sollte. Das ist wirklich keine einfache Aufgabe. Als Gesellschaft sind wir sehr froh, dass diese Aufgabe erfüllt wird. Und wer weiss – vielleicht sind wir später einmal persönlich und mehr oder weniger freiwillig froh um die Dienste in der Altersbetreuung.
Nichtsdestotrotz darf kritisch hingeschaut werden, besteht ein Verdacht auf Missbrauch. Und dass das geschehen könnte, schliesst ja auch die GEF nicht aus. Die GEF hat in ihrer Antwort aufgezeigt, wie der mehrstufige Kontrollmechanismus des Kantons funktioniert. Leider haben sich zwei unstimmige Antworten in die Ausführungen eingeschlichen. Erstens ist es selbstverständlich nicht so, dass die Pflege-

stufe die Grundlage für den Bedarf bietet. Vielmehr wird beim Bewohner der Pflegebedarf festgestellt, und dieser bildet dann die Grundlage für die Berechnung der Pflegestufe. Das halte ich für einen ziemlich «wüeste Bock» in der Antwort. Zweitens heisst es, die Regierung könne die Aussage, wonach 20 Heime den geforderten Stellenplan nicht eingehalten hätten, nicht nachvollziehen. In der Antwort auf meine Interpellation zu demselben Thema aus dem Jahr 2012 steht aber, im Jahr 2011 hätten 19 Heime im Kanton Bern den Mindeststellenplan nicht eingehalten.
Im Weiteren ist für uns auch die Tatsache fragwürdig, dass die Aufsichtspersonen von den Heimen selbst bestimmt werden. Ob so die Unabhängigkeit immer gewährt ist, darf zumindest in Frage gestellt werden. Störend ist für uns auch die Tatsache, dass das Einstufungs- und Abrechnungssystem Möglichkeiten zu ungerechten Rechnungsstellungen bietet. Pro Pflegestufe hat der Heimbewohner Anrecht auf 20 Minuten Pflege pro Tag. Kann diese Zeit jedoch aus irgendwelchen Gründen nicht geleistet werden, wird sie trotzdem in Rechnung gestellt. Der Patient, die Krankenkasse und der Kanton bezahlen auch die nicht geleistete Zeit. Aus all diesen Gründen – es wurden verschiedene Punkte genannt, die auch bei der EVP ein etwas ungutes Gefühl hinterlassen – unterstützen wir den Antrag des Regierungsrats, das Kontrollsystem zu überprüfen. Dabei sollen die angesprochenen, verschiedenen Umstände und Optionen geprüft werden. Ebenso sollen Vergleiche mit andern Kantonen angestellt werden. In diesem Sinne unterstützt unsere Fraktion das Postulat.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Der Titel dieser Motion ist gut. Und alles, was dazu beiträgt, das Wohl der Heimbewohner von Langzeitpflegeinstitutionen zu gewährleisten oder zu verbessern, müsste man ohne Wenn und Aber unterstützen. Im Vorstoss wird kritisiert, die Heime im Kanton Bern würden mehr Betten als erlaubt belegen. Weiter würden die Heime die geforderten Personalschlüssel missachten. Aus Kostengründen stellten sie weniger gut qualifiziertes Personal an. Die Einstufung von Betagten sei ein mögliches Feld für Betrügereien. Diese Begründung des Vorstosses und entsprechend die Kritik und Vorwürfe gegenüber den Arbeiten des Alba sind für uns von der BDP doch etwas heftig. Man könnte meinen, im Kanton Bern herrsche in den Langzeitpflegeinstitutionen ein genereller Notstand, und die Heime würden nicht gut funktionieren.
Die Motionärin beruft sich auf die offiziellen Statistiken des Bundesamtes. Ich berufe mich auf meine langjährige Tätigkeit innerhalb der «Solina» Spiez und Steffisburg. Aus meiner Sicht hat sich der Regierungsrat in seiner Antwort sehr deutlich und ausführlich geäussert. Er hat umfangreich argumentiert und die angesprochenen Punkte sehr gut beleuchtet. Sehr ausführlich werden diverse Punkte betreffend die Betriebsbewilligung beschrieben. Die Ausführungen der Regierung zeigen auf, welche Anforderungen an eine Heimleitung gestellt werden – an das Personal, die Infrastruktur, die ärztliche Versorgung und das Betriebskonzept. Das ist mir nur zu gut bekannt. Im Herbst 2014 haben die Sonntagszeitungen zur Thematik des Vorstosses ausführlich geschrieben. Einige Heime werden beschrieben, welche die Patienten zu hoch einstufen, wodurch mehr Geld vom Kanton fliesse. Konkret war zu lesen: Ist ersichtlich, dass die Budgetzahlen nicht erreicht werden, werden die Einstufungen erhöht, um die Zahlen zu erreichen.
Die Motionärin unterstellt nun quasi dem Alba, es würden zu wenige Kontrollen in Heimen durchgeführt, und der Kanton bezahle de facto zu viel Geld an die Heime. Wie immer: Ausreisser nach oben und nach unten sind schlecht. Das ist schlecht für alle Beteiligten, jedoch gut für die Medien. Jede Heimleitung, die sich so verhält, wie es im Text beschrieben ist, ist eine schlechte Heimleitung, und eine schlechte zu viel. Ich finde es jedoch äusserst heikel, wenn wegen etwelchen Einzelfällen, die vielleicht durchaus auch im Kanton Bern angesiedelt sind, eine neue Organisation aufgezogen werden soll. Diese würde dann die gleiche Arbeit verrichten, die heute vom Alba geleistet wird, nämlich die Arbeiten der Aufsichtsbehörde auszuführen.
Die Verantwortung für die Führung eines Heimes in der Langzeitpflege liegt bei der Heimleitung und der Trägerschaft. Die Aufsicht liegt beim Kanton. Die Kompetenzen für die Überprüfung der Belegung der Betten wie auch bei der Anstellung von geeignetem Personal sind klar geregelt und definiert. Bei der Einstufung wird das Controlling durch den Kanton und den Verband Berner Pflege- und Betreuungszentren (VBB) durchgeführt. Bei all den aktuellen Änderungen – ich verzichte darauf, diese aufzuführen – kommen die Leitungen und das Personal an die Grenze der Belastbarkeit. Weiter sind die Lebensbilder der Bewohner alles andere als einfach. Wie die Gesellschaft als Ganzes, so haben sich auch die Lebensbilder der Bewohner stark verändert und bedeuten für das Pflegepersonal eine hohe Belastung und eine grosse Herausforderung.
Sollte die Neubildung eines Inspektorats tatsächlich den betrieblichen Ablauf vereinfachen und die Heimleitungen und die Angestellten entlasten, und würde der Titel der Motion, «Zum Wohle der Heimbewohner», Tatsache, so wäre der Vorstoss sicherlich zu unterstützen. Aber die BDP sieht weder eine Entlastung, noch eine spürbare Verbesserung des Wohls der Heimbewohner durch die Neubildung eines so genannten unabhängigen Inspektorats. Sie lehnt den Vorstoss ab. Gegenüber einer Optimierung der Abläufe des jetzigen Systems verschliessen wir uns nicht. Dazu müssen wir jedoch keine neuen Strukturen schaffen. Und es müssen keine neuen Gesetze und Verordnungen geschaffen werden. Die GEF hat im Moment sonst noch genug zu tun.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Ich kann jedes Wort von Anita unterschreiben – sensationell gut. Ich stehe auch als Mitglied des Verwaltungsrates eines Heimes mit 204 Plätzen am Rednerpult. Keine Heimführung hat ein Interesse daran, in der Zeitung zu landen. Wenn sie betrügen will, muss sie es so machen, dass niemand aus dem Betrieb ein Interesse daran hat, dass es in der Zeitung kommt. Es ist genau so, wie Anita Luginbühl es gesagt hat. Das Alba vereinbart mit dem Heim einen Leistungsvertrag. Darin wird der so genannte «Skill-and-grade-mix» festgehalten, der dafür erforderlich ist, dass das Heim geführt werden darf.
Ich gehe gerne davon aus, dass eventuell in gewissen Heimen Angestellte den Eindruck haben, es gebe zu wenig Mitarbeiter. Das kann gut möglich sein, und sogar über eine längere Zeit. Ist Personal krankgeschrieben, oder kommen

Schwangerschaftsurlaube vor, so gibt es Probleme. Das Heim muss sich überlegen, ob genügend Finanzen vorhanden sind, um während dieser Übergangszeit jemanden anzustellen. Bei kleineren Heimen spürt man, wenn Mitarbeitende im Betrieb nicht mithelfen können. Grössere Heime sind diesbezüglich besser aufgestellt und können das einfacher abfedern. Auch das ist ein Punkt, den man bedenken muss.
Die Einstufung wird nicht durch den Kanton vorgenommen, sondern durch die Krankenkassen. Diese schauen, wie die Bewohner eingestuft sind. Das muss richtig gemacht werden, liegt es doch im Interesse aller, dass es funktioniert. Es ist gut, dass das nicht vom Alba selbst gemacht wird. Das Alba muss sich darauf verlassen können, dass das funktioniert.
Ich glaube keiner Statistik, die ich nicht selbst gefälscht habe. Ich verwende selber immer wieder Statistiken. Stammen sie vom Bund, so sehen sie garantiert nicht gleich aus wie diejenigen der Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK). Sie sind niemals identisch. So gesehen ist das relativ schwierig zu beurteilen. Die Statistik zeigt eine Tendenz an, nicht jedoch, wie es effektiv aussieht. Wir erachten es nicht als zielführend, nochmals ein Inspektorat einzuführen. Einige Heime beispielsweise sind ISO-zertifiziert. Es gibt verschiedene Möglichkeiten, wie sich ein Heim heutzutage positionieren kann. «Hey, wir leisten gute Arbeit! Angehörige, vertraut uns. Die Bewohner sind bei uns gut aufgehoben.» Ein Heim hat kein Interesse daran, dass es seinen Bewohnern schlecht geht. Denn es möchte, dass dort gerne wieder jemand wohn, wenn ein Zimmer frei wird. Wird das Heim nicht gut geführt, geben die Angehörigen garantiert nicht die Einwilligung, dass jemand dort wohnt. Die Heimleitung hat kein Interesse daran, dass es falsch läuft – davon bin ich überzeugt. Für den Fall, dass die Angestellten ein Problem sehen, sollte jedes Heim eine Information über die Ombudsstelle gut sichtbar anbringen. So müssen sie das Problem nicht selbst benennen, sondern können über die Ombudsstelle gehen. Und dann soll man hinschauen. Die FDP ist dagegen, dass nochmals eine Instanz aufgebaut wird, die relativ viel Arbeit erfordert.

Pierre Alain Schnegg, Champoz (UDC). Nous sommes certainement tous convaincus de l'importance de pouvoir offrir de bonnes conditions dans les EMS bernois, aux plus faibles ainsi qu'à nos aînés. Les prestations fournies se doivent d'être de bonne qualité et correspondre aux attentes d'aujourd'hui. Est-ce que la création d'un inspectorat indépendant sera susceptible d'améliorer la situation dans les EMS du canton? Ce qui est certain, c'est que cette proposition apportera une fois de plus une complexification dans un système qui l'est déjà hélas trop. Il est possible qu'un inspectorat externe pourrait se montrer plus indépendant. Un meilleur contrôle pourrait éventuellement avoir des retombées positives. Tout cela sans avoir la certitude que les coûts supplémentaires induits par cette demande amélioreront la situation des pensionnaires des EMS bernois. Et le risque est également grand qu'une fois de plus la charge administrative pour ces institutions soit notoirement augmentée, alors que la plupart font d'ores et déjà un travail remarquable. Dans sa réponse, le gouvernement bernois liste ce qui est aujourd'hui contrôlé et comment cela est effectué. Malheureusement, la qualité effective ainsi que la satisfaction des résidents et de leur famille ne font pas l'objet d'analyses approfondies et nous ne pouvons que le déplorer. Pour ce qui est de l'atmosphère, de l'animation à disposition, de la qualité perdue, etc., ce ne semble pas être une priorité pour le canton, ou alors serait-ce trop compliqué à contrôler. Le groupe UDC est persuadé que seule une bonne qualité est acceptable pour les institutions médico-sociales, mais doute de l'efficacité que pourrait avoir la démarche proposée par Mme Schöni-Affolter. C'est la raison pour laquelle une majorité de notre groupe ne soutiendra pas cette motion, ni l'éventuel postulat.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Selbstverständlich ist die SP auch daran interessiert, dass es den Bewohnern der Pflegeheime gut geht und dass die Mitarbeitenden in den Pflegeheimen gute Bedingungen vorfinden. Die Motionärin spricht von «vielen» Heimen, die mehr Betten belegen als bewilligt sind. Sie ist auch der Meinung, einige Heime würden aus Kostengründen kein qualifiziertes Personal anstellen, nicht weil es an diesem mangelt. Sogar bei der Einstufung nach Pflegestufen wird betrogen, und Millionengewinne werden erwirtschaftet.
Als Verwaltungsrätin eines Pflegeheims scheint mir da doch einiges entgangen zu sein. Im Gegensatz zur Motionärin weiss ich, dass das Alba rasch reagiert, sollte die Bettenbelegung einmal über 100 Prozent liegen. Den Stellenschlüssel bedarfsgerecht zu gestalten, ist nicht nur wegen des veränderten Pflegebedarfs, sondern auch wegen des Mangels an qualifiziertem Pflegepersonal äusserst schwierig. Daran kann auch der neutralste und beste Inspektor nichts ändern. Die Aufsicht und Überprüfung der Institutionen durch das Alba erachten wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion als genügend. Die Einstufung betreffend die Pflegestufen wird, wie bei den Spitälern auch, von den Krankenkassen überprüft. Die Installierung eines unabhängigen Inspektorats ist aus der Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht nötig und verursacht Mehrkosten. Kosten, die dann wahrscheinlich bei den Behinderten, bei den psychisch Kranken und bei der Spitex wieder eingespart werden müssen. Wir unterstützen die Motion nicht. Einige wenige unterstützen ein Postulat.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich bin froh, gibt es im Rat so viel Know-how auf Stufe Trägerschaft. Ich möchte aus operativer Sicht noch etwas sagen. Ich bin Geschäftsführer von «Solina». Anita Luginbühl ist sozusagen ausserhalb dieses Ratssaals meine Chefin. Die Motionärin hat dargelegt, wir sollten auf dem Gesundheitsmarkt bei der Langzeitpflege endlich Transparenz haben. Das unterstütze ich grundsätzlich. Die Daten, die der Somed-Statistik zugrunde liegen, sind heute sehr ungenau. Es gibt kein Controlling, wonach diese genau abgeliefert werden. Ich bin froh, wenn man sein Augenmerk darauf richten kann. Die Daten sollten in Zukunft sauber ausgewertet werden können. So soll es beispielsweise Institutionen geben, die 100 Prozent ausgebildetes Pflegepersonal haben. Das ist gar nicht möglich. Führen Sie sich das einmal zu Gemüte, beispielsweise für Thun. Die Motionärin zeichnet ein düsteres Bild unserer Branche. Wie in jeder Branche gibt es überall schwarze Schafe. Ich weiss auch, wie rasch Angehörige

heute reagieren und damit drohen, vor die Presse zu gehen oder direkt an die GEF zu gelangen. So einfach wäre es nicht, würden solche Zustände herrschen. Die Angehörigen würden sich sehr schnell auf die Hinterbeine stellen.
Immer wieder wird moniert, die Heime seien überreguliert. Aus eigener Erfahrung kann ich sagen, dass sehr viel unternehmerische Freiheit besteht. Was schränkt ein, welche Regulierungsmassnahmen bestehen? Das Einschneidenste ist die Bettenplanung. Es gibt so etwas wie ein Kontingent, und das finde ich durchaus sinnvoll. Denn das verhindert, dass man plötzlich grosse Leerstände hat. Die Langzeitpflege käme uns viel teurer zu stehen, wenn die Infrastruktur beispielsweise nur zu 70 Prozent belegt wäre. Das ist zum Beispiel in Deutschland der Fall. Weiter gibt es den Mindeststellenplan. Dazu kann ich Ihnen nur sagen: Seien Sie froh, haben wir diesen, auch für den Fall, dass Sie selber einmal in eine solche Institution eintreten. Wir liegen um über 20 Prozent über dem Mindeststellenplan, und unsere Leute klagen immer noch über die knappe Zeit. Würde jeder oder jede Fünfte bei uns fehlen – wir haben vorwiegend weibliche Angestellte – man könnte fast schon von gefährlicher Pflege sprechen, würde das wirklich unterschritten. Daher bin ich froh, wenn die GEF bei ihren Kontrollen dort genau hinschaut.
Schliesslich gibt es das Richtraumprogramm. Dieses gibt vor, wie viele Quadratmeter notwendig sind. Es ist richtig, dass es 18 Quadratmeter sein müssen. Sie müssen mit einem Rollstuhl um das Bett herumfahren können. Es ist auch wichtig, dass die Nasszellen 4 Quadratmeter gross sind. Unser Pflegepersonal muss beim Heben einen geraden Rücken machen können. Sie sollen den Leuten nicht einfach mit Inkomaterial (Inkontinenzmaterial) versorgen, sodass diese gar nicht mehr auf die Toilette gehen müssen. Das ist nicht menschenwürdig. Darum ist es wichtig, haben wir diese Vorgaben. Und das ist es schon fast. Viel mehr Einschränkungen gibt es nicht. Ich bin froh, wenn diese auch entsprechend kontrolliert werden.
Wo haben wir denn wirklich Probleme? Wahrscheinlich ist das Problem eine Ressourcenthematik. Die Herausforderung liegt heute darin, dass wir steigende Ansprüche seitens der Bewohnerinnen und Bewohner, unseren Kunden, haben. Wir sollten die Aufgaben mit gleich viel Personal erfüllen können. Wir haben immer mehr Mühe, ausgebildetes Personal zu finden. In diese Richtung würden wir einen Vorstoss oder Unterstützung benötigen. Und wir haben wahrscheinlich auch bei der GEF ein Problem. *(La présidente signale à l'orateur que son temps de parole est écoulé.)* Bei der GEF kümmern sich etwa 6 Personen um 300 Heime. Nun können Sie sich selbst ein Bild machen. Ich plädiere ... *(La présidente coupe le micro.)*

La présidente. Y-a-t-il encore des intervenants à titre personnel? – Ce n'est pas le cas, donc M. Perrenoud, vous avez la parole.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Cette motion qui a été déposée en novembre sous la forme d'urgence suite à un article dans la presse, a engendré beaucoup d'agitation. J'ai remarqué une chose: depuis 2011, on a un nouveau financement des soins qui a été décidé au niveau fédéral, et tant au niveau fédéral que dans différents cantons beaucoup de questions restent en suspens, ne serait-ce que le financement résiduel ou alors la classification des patients ainsi que le contrôle que les assureurs doivent faire. Cela, c'est la réalité. J'ai repris les articles de presse et j'ai été déçu de l'imprécision de ces articles de presse – c'est le risque lorsque l'on dépose une motion en se basant sur un article de presse que l'on colporte les imprécisions qui sont là-dedans. Quelque chose que vous devez savoir, Mme la députée, puisque vous êtes si proche de moi et que vous me regardez d'une manière si charmante, c'est que lorsque j'ai fait ma formation professionnelle, j'ai travaillé dans le canton de Vaud, et j'ai été en contact très proche avec cet inspectorat, et quand je suis venu dans le canton de Berne, je me suis demandé pour quelle raison nous n'avions-nous pas un inspectorat? En plus, dans ma fonction de conseiller d'Etat ici à Berne, je me suis aussi posé cette question, et j'ai discuté avec mes gens, en particulier avec le chef de l'OPAH pour voir ce que l'on prenait comme mesures.
Alors, c'est certain, on ne peut pas comparer le canton de Berne avec le canton de Vaud. Ce que l'on a comme système actuellement fonctionne très bien, il est certainement perfectible – on l'a déjà vu dans des situations d'abus sexuels dans des homes pour enfants et adolescents, où un travail se fait avec le directeur de la justice – mais je suis convaincu qu'un corps étranger comme un inspectorat n'amènerait certainement pas grand-chose de plus. L'OPAH s'est réorganisé actuellement, aussi pour améliorer le controlling et les contrôles dans les institutions, je crois que c'est une certitude que les choses vont mieux. Je n'ai pas envie, comme vous, de plaisanter avec la qualité des soins, quelles que soient les dimensions de cette qualité de ces soins, on ne va pas tout évoquer dans l'urgence de la réponse à faire – je réponds ici à M. Schnegg qui dit que l'on n'avait pas parlé de certaines choses, on avait une semaine pour répondre à cette motion, entre Noël et Nouvel An, c'était un peu court tout cela. À partir de 2017, il n'y aura plus de session de janvier, on sera tranquilles entre novembre et mars, on aura plus de temps pour réfléchir. Bref, blague mise à part, je suis convaincu qu'il ne s'agit pas de plaisanter avec le soin des patients, la qualité et l'encadrement, on n'est surtout pas en train de négliger cela dans le canton de Berne, on s'améliore sans arrêt. C'est pour cela que le gouvernement propose de bien vérifier que cela aille de mieux en mieux, et propose d'accepter cette motion sous forme de postulat.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich muss das eine oder andere gerade stellen. Erst einmal möchte ich Folgendes ganz klar betonen: Ich weiss, dass der grösste Teil der Heime gute Arbeit leistet. Da schaue ich dich an, Anita. Ich weiss das. Aber, wie bei den Temposündern gibt es halt jene, die innerorts mit 80 anstatt mit 50 fahren oder mit 180 anstatt mit 120 auf der Autobahn. Das ist leider so. Auch bei den Heimen gibt es Ausreisser. Ich möchte das Alba stärken. Da bin ich mit dem Herrn Regierungsrat einverstanden. Ich könnte auch mit einem Postulat leben. Wichtig ist, dass wir dort weiterhin den Finger darauf halten. Wir müssen dafür sorgen, dass auch die Temposünder irgendwann einmal erwischt werden.

Es ist gut und recht, wenn man den Statistiken nicht glaubt. Aber noch viel weniger glaube ich denjenigen, die ein Eigeninteresse haben. Die Statistik versucht, alle gleich zu prüfen. Wenn jemand mit einem Eigeninteresse sagt: «Wir sind die Besten», so glaube ich ihm das. Ich möchte es jedoch auch in der Statistik abgebildet sehen. Das hat mich ein wenig gestört. Ich möchte noch meinen Dank an Patric Bhend richten. Ich bin beeindruckt, denn er ist der Chef eines solchen Heims, eines sehr guten Heims. Er verschliesst sich auch nicht gegenüber der Idee, dass man halt noch besser hinschauen muss. Offenbar hat er damit kein Problem. Und ich glaube ihm das auf Anhieb. Ich möchte das Alba stärken. Wir müssen alle Heime effizient kontrollieren. So erreichen wir, dass unsere alten Leute optimal betreut werden. Darum nochmals: Ich wandle den Vorstoss ins Postulat.

La présidente. Nous votons sur ce postulat, puisque Mme Schöni a transformé sa motion en postulat, Création d'une inspection des EMS. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	59
Non	86
Abstentions	1

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. J'aimerais ici vous donner une petite information: beaucoup de membres du Grand Conseil demandent comment l'on va traiter l'affaire 31, Stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne. Cette information est destinée aux personnes qui doivent s'exprimer à ce moment-là, pour qu'elles sachent un petit peu comment vont se passer les débats. Tout d'abord, ce sera le rapporteur de la Commission qui s'exprimera. Puis, nous aurons tous les auteurs de déclarations de planification: si elles restent toutes, on en a 21. Et quand tout le monde aura parlé, donc le porte-parole et les auteurs des déclarations, deux heures se seront écoulées. Ensuite, nous ferons un deuxième bloc où les groupes exprimeront leur avis sur les déclarations de planification, sur la manière dont ils vont voter, et donc pourquoi aussi, en commençant d'abord par le rapporteur, puis les groupes, puis les intervenants personnels, et à la fin encore le conseiller d'Etat. Si nous procédons comme cela, j'ai calculé que l'on en avait pour trois heures. Ceux qui ont l'intention de retirer des déclarations de planification, n'hésitez pas. *(Hilarité)* Comme cela vous savez un petit peu comment cela va se passer, vous pouvez vous préparer.

Affaire 2014.RRGR.1141

N° de l'intervention:	223-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	PS-JS-PSA (Lüthi, Berthoud) (porte-parole)
	PS-JS-PSA (Müller, Langenthal)
	PS-JS-PSA (Siegenthaler, Thoune)
Cosignataires:	22
Urgence:	accordée 20.11.2014
N° d'ACE:	1508/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	SAP

Donner de la cohérence à la politique sociale

Le Conseil-exécutif est chargé, dans le cadre de la prochaine révision de la loi sur l'aide sociale, de présenter des moyens de mettre en œuvre les mesures prioritaires du rapport social dont le Grand Conseil a pris connaissance en 2013.
Développement :
Ces dernières années, les trains de mesures d'économie se sont succédé pour résorber le déficit structurel du canton. Ces mesures ont touché de plein fouet la santé et le social avec un volume d'économies global de plus de 200 millions de francs par an. Etant donné que la prochaine révision de la loi sur l'aide sociale doit mettre en œuvre de nouvelles mesures d'économie décidées par le Grand Conseil (motion 260/2012 : Réduction des coûts de l'aide sociale), il faut inscrire le projet dans un contexte socio-politique global : cela passe notamment par l'étude, en plus des éventuelles coupes demandées par la motion, de mesures permettant d'éviter les situations de pauvreté – et ainsi la perception de prestations sociales à court ou à long terme. Il faut donc inclure dans le projet de révision partielle de la loi sur l'aide sociale l'étude des mesures prioritaires du rapport social qui poursuivent cet objectif préventif (p. ex. harmonisation du système des bourses et de l'aide sociale ou étoffement des prestations de soutien dans des situations problématiques particulières). Le fait que les mesures du rapport social aient non seulement été adoptées par le Conseil-exécutif mais aussi que le Grand Conseil en ait pris connaissance à une très large majorité (112 voix) donne toute leur légitimité à ces mesures.

Réponse du Conseil-exécutif

Lors de la publication du rapport social en novembre 2012, le gouvernement a adopté un train de mesures pour lutter contre la pauvreté (ACE 1701 du 28.11.2012). Parmi les priorités définies figure, au titre de la sensibilisation, l'élargissement de l'analyse de la situation économique de la population ; un sondage auprès des personnes touchées par la pauvreté est ainsi prévu pour le prochain rapport. Le Conseil-exécutif a aussi mis l'accent sur des mesures de couverture individuelle et collective du minimum vital : développement des prestations d'accueil extrascolaire, action éducative en milieu ouvert (AEMO), harmonisation du système des bourses et de l'aide sociale, encadrement individuel et suivi des jeunes jusqu'à l'entrée dans la vie active.
La concrétisation ne nécessite pas une révision de la loi sur l'aide sociale (LASoc), mais il semble effectivement indispensable de présenter, dans ce cadre, des moyens de mettre en œuvre les mesures prioritaires du rapport social. Le mandat d'économie à réaliser (motion 260/2012 : Réduction des coûts de l'aide sociale) n'est justifiable sur le plan de la politique sociale que si la révision s'inscrit dans un

contexte plus large et que la discussion ne se focalise pas sur l'aide sociale.
Selon le Conseil-exécutif, les mesures telles que l'harmonisation des bourses et de l'aide sociale, la filière d'encadrement des adolescents et des jeunes adultes et l'AEMO, un modèle d'intervention préventive facile d'accès, sont essentielles pour assurer aux enfants et aux jeunes concernés un avenir dans lequel ils soient financièrement autonomes. Mais les différents éléments de ce dispositif de soutien et d'accompagnement constituent également des mesures durables d'optimisation des coûts de l'aide sociale. La primauté donnée aux enfants et aux jeunes illustre bien l'effet préventif visé.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 21, motion PS-PSA, Donner de la cohérence à la politique sociale. Est-ce que quelqu'un conteste cette motion puisque le Conseil-exécutif adopte cette motion? Est-ce que quelqu'un conteste l'affaire 21? – Oui. Mme Lüthi prend la parole pour le PS-PSA. C'est à vous.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). «Kohärent» – das bedeutet «zusammenhängend». Und genau darum geht es uns. In der letzten Zeit wurden hier im Grossen Rat sehr viele sozialpolitische Geschäfte verabschiedet, und es stehen uns auch noch einige bevor, die teilweise in Widerspruch zueinander stehen. So haben wir zwar im Jahr 2013 den Sozialbericht zur Kenntnis genommen und damit auch die geplanten Massnahmen zur Bekämpfung der Armut. Seither wurden gleichzeitig im Rahmen der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) über 200 Mio. Franken im Sozial- und Gesundheitsbereich eingespart. Weitere Kürzungen, unter anderem auch im Bereich Sozialhilfe, werden gefordert. Das Ganze geht unserer Ansicht nach nicht mehr auf. Es ist Zeit, sich einen Überblick zu verschaffen, wie man mindestens die priorisierten Massnahmen aus dem Sozialbericht umsetzen kann.
Sie erinnern sich vielleicht: Der Regierungsrat hatte im Zusammenhang mit dem Sozialbericht 22 Massnahmen erarbeitet, wie die Armut im Kanton Bern reduziert werden kann. Die Massnahmen waren das Resultat einer interdirektionalen und bereichsübergreifenden Zusammenarbeit. Sie waren eigentlich eine gute Grundlage für eine längerfristige Auslegeordnung. Aber leider hat man damals aus finanzpolitischen Überlegungen nur 7 der 22 Massnahmen priorisiert – diese jedoch deutlich. Unter anderem ging es um die Harmonisierung von Stipendien und Sozialhilfe, den Ausbau der schulergänzenden Angebote, das Angebot «Action éducative en milieu ouvert» (Aemo), die Beratungskette und Begleitung von Jugendlichen bis zu einer Anschlusslösung nach der Ausbildung. Es gab auch ein paar Massnahmen, die nichts kosten und eher der Information und Sensibilisierung dienen.
Wir sind der Ansicht, die Revision des Sozialhilfegesetzes (SHG) sei jetzt genau der richtige Rahmen, um dazulegen, wie die priorisierten Massnahmen umgesetzt werden können. Denn im Sozialhilfegesetz wird festgelegt, wie man die gemeinsame Wohlfahrt der Bevölkerung sichert und jeder Person die Führung eines menschenwürdigen und eigenverantwortlichen Lebens ermöglicht. Das ist der Zweckartikel 1 des Sozialhilfegesetzes. Im Sinne der Kohärenz – also dem Einbetten in einen grösseren Zusammenhang – bitten wir Sie daher, unsere Motion anzunehmen.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Die Motion von Andrea Lüthi, «Kohärente Sozialpolitik», will klar eines erreichen. Sie will die Diskussion über die Motion Studer neu lancieren, beziehungsweise sie will der Motion «Kostenoptimierung in der Sozialhilfe» Leitplanken verpassen. Die Motionärin sagt, die Motion Studer könne nur dann sozialpolitisch vertretbar aufgegriffen werden, wenn die Revision des Sozialhilfegesetzes in ein grösseres sozialpolitisches Umfeld eingebettet werde. Andrea Lüthi, das stimmt schlichtweg nicht. Das mag deine Meinung sein oder die Meinung der SP. Aber meine Meinung ist das nicht. Es handelt sich nicht um eine Totalrevision des Sozialhilfegesetzes, in die alle vorhandenen Planungen und Motionen eingearbeitet werden müssen. Es handelt sich hier um eine Revision, die von der Motion Studer ausgelöst wurde.
Dem Regierungsrat ist es selbstverständlich freigestellt, selber noch Anliegen einzubringen. Dazu ist kein Auftrag des Grossen Rates notwendig. Zudem ist mir schleierhaft, wie du dazu kommst, einen Sozialbericht – den der Grosse Rat zur Kenntnis genommen hat, das stimmt – auf die gleiche Stufe anzuheben wie eine vom Grossen Rat überwiesene Motion. Du schreibst nämlich selbst, dass formell kein Zusammenhang zwischen der Motion Studer und dem Massnahmenplan im Sozialhilfebericht 2012 besteht. Die Umsetzung der Motion Studer ist an eine Frist gebunden. Die Umsetzung der Massnahmen gemäss dem Sozialbericht hingegen nicht. Mit der Motion Lüthi würde die Motion Studer an den Sozialbericht gekoppelt. Das heisst, dem Sozialbericht würde die gleiche Priorität beigemessen wie einer vom Grossen Rat überwiesenen Motion. Andrea, sorry, das ist ein taktischer Zug, der einfach durchschaubar ist. Wir als SVP lehnen diesen Zug klar ab.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). «Die Stärke eines Volkes misst sich am Wohl der Schwachen.» Ich weiss, dass dieser Satz aus der Präambel der Bundesverfassung häufig zitiert wird. Ich meine, er sei immer noch hochaktuell. Ich frage mich, wie stabil der soziale Friede im Kanton Bern bleibt, wenn die Schere zwischen Arm und Reich immer weiter auseinander geht. Ich frage mich, wie gesichert unser Wohlstand ist, wenn Kinderbekommen zur Armutsfalle wird. Ich frage mich, wie hoch die Bumerang-Kosten schlussendlich sind, wenn wir weniger in die Armutsprävention und -bekämpfung investieren. Der Kanton musste in den letzten Jahren massiv sparen – mit enormen Auswirkungen auch auf den Sozialbereich. Der in der Sozialhilfe am besten investierte Franken ist doch der, welcher dazu beiträgt, den Bezug von Sozialhilfe zu vermeiden. Das heisst, investieren wir in die Prävention; vermeiden wir Armut und damit weitere Ausgaben in der materiellen Sozialhilfe!
Wir teilen aus diesem Grund die Haltung der Motionäre und des Regierungsrats, wonach die priorisierten Massnahmen zur kollektiven Existenzsicherung, die im Sozialhilfebericht 2012 ausgewiesen wurden, umgesetzt werden müssen, und zwar so rasch als möglich. Die Umsetzung dieser Mass-

nahmen trägt dazu bei, weitere Armutskosten im Kanton zu vermeiden. Wenn es um Kostenoptimierung in der Sozialhilfe gehen soll, müssen wir bei Familien mit Kindern ansetzen. Kinder und Jugendliche in eine finanziell unabhängige Zukunft zu begleiten, bedeutet nachhaltige Kostenoptimierung in der Sozialhilfe. Darum braucht es den Ausbau von schulergänzenden Angeboten, den Aufbau von präventiven Familienhilfen, die Harmonisierung der Stipendien und der Sozialhilfe und die Einführung einer Beratungsstelle für Jugendliche bis zu einer Anschlusslösung nach ihrer Ausbildung. Die Fraktion EVP unterstützt die Motion vorbehaltlos.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Die Motion verlangt, dass aufgezeigt wird, wie die priorisierten Massnahmen aus dem vom Grossen Rat im Jahr 2013 zur Kenntnis genommenen Sozialbericht umgesetzt werden könnten. Die BDP ist sich bewusst, dass die Sozialpolitik ein breites Feld ist, und dass Koordination und eine Sicht auf alle Themenfelder notwendig sind. Sozialpolitik ist zusammenhängend. Daher gibt es auch den Sozialbericht, den wir jeweils im Rat beraten und zur Kenntnis nehmen. Die Revision des Sozialhilfegesetzes ist eine Baustelle der Sozialhilfepolitik. Was hier gefordert wird, soll und muss im Sozialbericht überprüft und geplant werden. Dann werden auch die Weichen gestellt. Die BDP verlangt keinen Zwischenbericht. Oder wie sollte man das sonst aufzeigen?
Wir wollen die Verwaltung nicht mit dem Erarbeiten zusätzlicher Berichte beschäftigen, wie das in der Motion verlangt wird. Bei Gesetzesrevisionen werden politische Forderungen umgesetzt, die überwiesen wurden. Man kann dort auch, wie wir es später bei der Prämienverbilligung sehen werden, versuchen, Beschlüsse des Grossen Rates zu verhindern. Die Forderung ist hier am falschen Ort. Die BDP wartet auf die Vorschläge zur Revision des Sozialhilfegesetzes. Sie wird sich aktiv an der Beratung beteiligen. Die BDP hat den Sozialbericht positiv zur Kenntnis genommen. Sie trägt die geplanten Massnahmen nach Möglichkeit gemäss den Planungserklärungen mit. Alles zu seiner Zeit, aber nicht alles auf einmal. So lehnt die BDP den Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat ab.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Die Motion verlangt konkret die Umsetzung der priorisierten Massnahmen gemäss dem Sozialbericht. Liest man die Begründung, so ist eigentlich eine Überprüfung der Massnahmen gefordert. Wir haben in der Fraktion darüber diskutiert, was der Vorstoss eigentlich soll. Ist es ein Postulat oder eine verbindliche Motion? Hätten Sie einen Bericht und nicht gerade die Umsetzung verlangt, könnten wir den Vorstoss eventuell sogar unterstützen. Unserer Ansicht nach macht es nämlich Sinn, dass wir bei der Revision des Sozialhilfegesetzes gewisse Grundlagen haben. Diese wird in zwei Teilen erfolgen. Dazu muss ich Ueli Studer noch ergänzen. Ein erster Teil ergibt sich aufgrund seiner Motion. Weiter gibt es einen zweiten Teil. Dort würde es Sinn machen, wenn wir gewisse Angaben darüber hätten, wo die Kürzungsmassnahmen besonders vernünftig umgesetzt werden können.
Der vorliegende Vorstoss geht aber eindeutig zu weit. Die FDP will den Weg bei der Revision des Sozialhilfegesetzes offen lassen und sich nicht vorgängig festlegen. Sicher stehen auch wir hinter den priorisierten Massnahmen. Diese können jedoch nur umgesetzt werden, wenn die finanziellen Mittel vorhanden sind. Auch wenn der Vorstoss ins Postulat gewandelt würde, könnte die Mehrheit der FDP den Vorstoss nicht unterstützen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Auch die glp wird die Motion ablehnen. Meine Vorrednerin hat es bereits gesagt: Was hier verlangt wird, ist weder Fisch noch Vogel, was unser Regelwerk anbelangt. Es ist keine Motion. Man will etwas prüfen, also hätte man es als Postulat einreichen müssen. Wie man dazu kommt, mittels eines Postulates etwas in ein Gesetz einfliessen zu lassen, ist für uns doch relativ fragwürdig. Wer meint, das Sozialhilfegesetz sei das allein selig machende und wichtigste Instrument für die Armutsbekämpfung, der irrt. Wer den Armutsbericht der Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) liest, sieht, dass es vielfältige Massnahmen sind, die verschiedene Gesetze betreffen. So müssten beispielsweise auch Bundesgesetze angepasst werden. Zu einem grossen Teil geht es auch um Wirtschaftspolitik. Aus diesem Grund sehen wir nicht ein, und es scheint uns nicht logisch, dass man den Armutsbericht eins zu eins in das Gesetz transferieren möchte.
Nicht zuletzt lehnen wir die Motion auch deshalb ab, weil wir davon überzeugt sind, die GEF habe bereits genug zu tun, dem Rat die Gesetzesrevision überhaupt innerhalb der ordentlichen Fristen vorzulegen. Wie gesagt wurde, gibt es einen ersten, individuellen Teil, der aufgrund der Motion Studer revidiert werden muss. Weiter gibt es einen zweiten, institutionellen Teil. Die GEF hat es einmal geschafft – und das ist kein Vorwurf – im Rahmen ihrer bestehenden Kapazitäten ein nicht grosses Werk zu machen. Wir alle, die etwas näher dran sind, wissen, dass die GEF die Heimverordnung verschieben musste, weil sie zu wenige Kapazitäten hat. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, hören wir damit auf, der GEF fortwährend zusätzliche Aufträge zu geben. Lassen wir sie nun arbeiten. Ich bin überzeugt, die GEF werde ihren Job aufgrund des Armutsberichts und anderer Motionen machen. Sie wird uns eine Revision vorlegen, aufgrund derer wir die verschiedenen Varianten und politischen Interessen abwägen können. Aus diesem Grund werden wir die Motion ablehnen.

Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts). Ganz einig bin ich mit Christine Schnegg: Jede Gesellschaft ist nur so stark wie ihre schwächsten Mitglieder. Wir tun gut daran, sie richtig zu integrieren, sie mitzutragen, und nicht immer wieder zu versuchen, sie mit allen möglichen Mitteln auszugrenzen und noch schwächer zu machen. Das macht uns nämlich alle zusammen sehr schwach. Es geht uns alle etwas an, dass wir uns in unserer Wohlstandswelt, in unserer Komfortzone überhaupt mit diesen Themen befassen müssen. Wir sind es nämlich, die immer wieder mit vielen Entscheiden dazu beitragen, dass es den Schwächeren im Kanton Bern – Familien, Working Poor, Alleinerziehenden, Sozialhilfeempfängerinnen und -empfängern – nicht gut geht.

In den letzten Jahren sind wir besonders ruppig mit ihnen umgegangen, zum Beispiel im Zusammenhang mit der Prämienverbilligung. Das ist ein Thema, um das wir uns in dieser Session noch kümmern werden. Wir wissen alle: Solche Dinge haben Auswirkungen. Darum ist es nicht mehr als recht, wenn man jetzt sagt: Selbstverständlich wollen wir eine kohärente Sozialpolitik. Es ist ein politisch legitimes Mittel, das hier so zu verlangen. Man muss nun auch nicht kommen und sagen, es sei das falsche Instrument gewählt worden. Wir wissen alle, dass es das richtige Instrument ist. Es ist lediglich die Frage, ob man sich der Frage und der Verantwortung stellen will oder nicht. Die grüne Fraktion unterstützt die Motion der SP einstimmig.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Selbstverständlich wird die SP-Fraktion ihren eigenen Vorstoss als Motion oder auch als Postulat unterstützen. Erfreut nimmt die Fraktion zur Kenntnis, dass der Regierungsrat das Anliegen ernst nimmt und zur gleichen Einschätzung kommt. Da ein Massnahmenplan im Zusammenhang mit dem Sozialbericht 2012 verabschiedet wurde, macht es konsequenterweise Sinn, die Umsetzung dieser Massnahmen auch im Rahmen der Revision des Sozialhilfegesetzes aufzuzeigen. Das Ziel 4 der Regierungsrichtlinien, soziale Stabilität, bezieht sich darauf, dass die Massnahmen zum Sozialbericht vorangetrieben werden sollen. Als Beispiel erwähne ich die Prävention von Armut.
Eben gerade durch die Umsetzung von Massnahmen wie den schulergänzenden Angeboten, der Harmonisierung von Stipendien und Sozialhilfe, die Betreuungskette für Jugendliche und junge Erwachsene, oder auch die Familienhilfe kann beispielsweise gezielt Kindern und Jugendlichen der Weg in eine unbelastetere und finanziell unabhängigere Zukunft geebnet werden. Dadurch können die Kosten in der Sozialhilfe längerfristig nachhaltig optimiert werden. Und, ganz wichtig: Die Umsetzung des Massnahmenplans soll ebenfalls dazu beitragen, dass eben gerade das Ziel 4 der Regierungsrichtlinien, nämlich die soziale Stabilität, erhalten werden kann und nicht stattdessen noch weiter gefährdet wird.

Reto Müller, Langenthal (PS). Lieber Ueli, als Mitmotionär muss ich etwas sagen, damit wir den Fokus auf eine möglichst kohärente Lösung richten können. Es dreht sich nicht immer alles nur um eine einzige Motion, die man einmal eingereicht hat. Ich schätze dich sehr, lieber Ueli, und deine Meinung auch, aber in diesem Punkt, so habe ich den Eindruck, hast du unser Ansinnen wirklich missverstanden. Es geht doch wirklich darum, dass wir den Fokus lösen können. Vielleicht haben Sie heute in der Zeitung «Der Bund» das Interview mit meinem Amtsvorsteher in Langenthal gelesen. Er sagt, man sollte nicht nur immer an einem oder zwei Punkten schrauben, die 2 bis 3 Prozent der Bevölkerung betreffen. Wir müssen das Sozialhilfegesetz auch für die übrigen 97 Prozent gestalten können. Dort möchten wir gerne ansetzen.
Frau Grossrätin Schnegg hat es aus meiner Sicht begriffen. Ich bin mit ihr vollkommen einig, worum es geht. Im Motionstext steht, die priorisierten Massnahmen des Sozialhilfeberichts sollten im Rahmen des Sozialhilfegesetzes umgesetzt, angepackt werden. Es geht um die kollektive Existenzsicherung, also um viel mehr als um das, was mit einzelnen Motionen in der Vergangenheit angesprochen wurde. Es geht um das Ganze. Ich danke Ihnen für die Unterstützung. Denn sonst wäre die Konsequenz in der Haltung der BDP wie folgt zu verstehen: Hören wir auf mit diesen Berichten! Die Berichte muss auch jemand schreiben, sie kosten viel Geld. Hören wir auf mit den priorisierten Massnahmen und machen wir einfach irgendetwas. Das ist jedoch nicht kohärent.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Mir ging es ähnlich wie Reto Müller. Lieber Ueli, überschätze dich nicht. Ich gebe zu, deine Motion schmerzt mich. Unser Vorstoss hat jedoch überhaupt nichts mit deiner Motion zu tun. Wir wollten lediglich begründen, warum es überhaupt zur Revision des Sozialhilfegesetzes gekommen ist. Du bist der Auslöser der Revision des Sozialhilfegesetzes, das ist richtig. Aber um die Umsetzung der Inhalte deiner Motion werden wir später kämpfen. Uns geht es wirklich nur darum, die anstehende SHG-Revision auch gerade als Gelegenheit wahrzunehmen, eine Gesamtschau zu machen. Im SHG geht es nicht nur um die Sozialhilfe. Es geht um die Sozialpolitik als Ganzes und eben auch um die priorisierten Massnahmen im Sozialbericht. Diese haben dort drin auch Platz, ja, sie müssen dort Platz haben. Darum habe ich ja den Zweckartikel des Sozialhilfegesetzes zitiert.
Anita Herren, du hast Recht: Die Revision des SHG ist eine Baustelle. Das ist wirklich eine Baustelle, und es tun sich laufend weitere Löcher auf – Finanzlöcher aufgrund unserer ASP-Massnahmen nämlich. Und genau das ist der Grund dafür, warum wir eine Gesamtschau verlangen. Wir wollen keinen zusätzlichen Bericht. Uns reicht es, wenn im Rahmen des Vortrags festgehalten wird, wie die 7 Massnahmen umgesetzt werden. Und Katrin, klar hoffen wir, dass sie umgesetzt werden. Aber das ist nicht die Forderung. Wir wollen aufgezeigt erhalten, wie sie umgesetzt werden können. Vielleicht ist es so, dass man sagt, sie könnten nicht umgesetzt werden. Aber dann muss man ehrlich dazu stehen und sagen: «Okay, wir streichen die Gelder, wir können es nicht umsetzen.» Dann wäre der richtige Zeitpunkt, das darzulegen und offen dazu zu stehen.
Ehrlich gesagt haben wir gar nie überlegt, ob man das als Postulat hätte einreichen sollen. Die Aussagen der glp und der FDP haben mich persönlich zur Überzeugung gebracht, dass ein Postulat eventuell sinnvoller gewesen wäre. Vielleicht erhalten wir von Ihnen 2, 3 Stimmen mehr. Daher wandle ich den Vorstoss als Erstmotionärin in eigener Regie, nein, in Absprache mit Reto Müller, ins Postulat. Ich hoffe wirklich auf grösstmögliche Unterstützung. Ich hoffe auch, dass ich gewisse falsche Bilder korrigieren konnte. Kommen Sie doch jeweils zu mir um nachzufragen, wenn Sie offene Punkte haben, die Sie falsch verstehen. Auch Sie sind manchmal nicht über alle Zweifel erhaben. Und wenn ich etwas von Ihnen nicht verstehe, frage ich auch nach.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Vorstoss wurde ins Postulat gewandelt.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. En tant que directeur des affaires sociales, il est pour moi très important de se demander

quels éléments de politique sociale nous voulons. Il est vrai que nous faisons une révision de la loi sur l'aide sociale, la présidente de la Commission l'a souligné, nous allons faire cela en deux phases. Pour respecter la motion Studer, on a un délai de deux ans pour l'appliquer, cela sera donc la première phase de la mise en œuvre de la loi sur l'aide sociale, puis la deuxième phase comporte tous les autres éléments, que ce soient la politique des handicapés, la politique des personnes âgées, et la politique sociale en terme de famille et tout cela. En ce qui concerne les éléments qui sont mentionnés par rapport à la lutte contre la pauvreté, ces éléments de politique sociale-là, politique familiale, comment investir dans la société, c'est le rôle de l'Etat de redistribuer là où il peut le faire pour qu'il y ait une cohésion sociale. Je rappelle que la paix sociale en Suisse n'est pas une bénédiction de Dieu, M. Studer, c'est simplement parce que l'on a réussi à avoir des consensus et que l'on arrive à avoir un soutien, aussi dans l'aide sociale en général. Je crois que cette politique sociale, il est important de l'avoir. Ici, vous ne pouvez pas refuser un postulat à mon avis, qui ne fait que reprendre les éléments du rapport sur la pauvreté, qui montre les éléments dont on a prouvé l'utilité pour le canton de Berne. Si nous le souhaitons, ce sera à la Commission de réfléchir dans le cadre de la révision de la loi comment traduire cela en terme de loi, puis après le plénum aura encore à accepter cette loi. Ici, c'est l'entrée en matière, rien de plus, et je vous propose d'accepter cette motion sous forme de postulat.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zur Abstimmung über das Postulat.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	57
Non	89
Abstentions	3

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben das Postulat abgelehnt.

Affaire 2014.RRGR.1147

N° de l'intervention:	231-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole) von Känel (Lenk i.S., UDC) Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC) Pfister (Zweisimmen, PLR) Gschwend-Pieren (Lyssach, UDC) Freudiger (Langenthal, UDC)
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1511/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	SAP

Préciser les critères d'économicité dans la loi sur les soins hospitaliers

Le Conseil-exécutif est chargé de préciser dans la loi sur les soins hospitaliers (LSH) que les soins hospitaliers et le sauvetage sont soumis à une évaluation du point de vue de la gestion d'entreprise et aussi de l'économie.

Développement

La LSH prévoit que les soins hospitaliers et le sauvetage sont conformes aux besoins, de bonne qualité et économiques. Mais selon nous, le critère de l'économicité est insuffisamment défini dans la loi, qui devrait donc être précisée. De plus, la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) permet explicitement au canton de définir plus de critères que ceux réglés à l'article 18 LSH.

Il faut prendre en compte les aspects relevant, outre de la gestion d'entreprise, de l'économie (soit l'ensemble des activités des différents acteurs de l'économie tels que les entreprises, l'Etat et les ménages). Etant donné que la population participe au financement des prestations hospitalières, elle a elle aussi tout intérêt à ce que les hôpitaux soient profitables. La valeur économique d'un hôpital doit aussi se mesurer à son intérêt pour les fournisseurs et les prestataires de la région. Les employés de l'hôpital qui vivent dans la région, y consomment et y paient leurs impôts augmentent aussi la valeur économique de l'hôpital. Les patients ne sont pas les seuls à profiter de l'hôpital ; la population dans son ensemble, les PME et le canton y trouvent aussi leur intérêt. C'est la raison pour laquelle l'économicité de l'hôpital ne doit pas être évaluée seulement du point de vue de la gestion d'entreprise, mais aussi du point de vue de l'économie.

Réponse du Conseil-exécutif

Le gouvernement comprend parfaitement les préoccupations de la population de l'arrondissement administratif du Haut-Simmental-Gessenay concernant l'avenir des soins hospitaliers régionaux. Il estime cependant que la solution proposée par le Spital STS AG, qui prévoit des investissements de plus de 30 millions de francs sur le site de Zweisimmen, est profitable à la région au plan économique. Le Conseil-exécutif est par ailleurs convaincu que l'étroite collaboration planifiée avec les différents professionnels de la santé et avec le secteur du troisième âge constitue un projet novateur et porteur d'avenir. Ce dispositif permettra d'assurer des soins médicaux de base durables dans la région en tenant compte du contexte géographique et des réalités de la politique sanitaire (pénurie de soignants et pression sur les coûts) tout en ayant un impact économique positif à long terme.

Pour ce qui est de l'adaptation des bases légales cantonales, par contre, la marge de manœuvre est étroite. En effet, conformément à l'article 18 de la loi sur les soins hospitaliers (LSH), le gouvernement doit tenir compte des critères de la législation sur l'assurance-maladie, que le canton peut préciser, pour évaluer et choisir les hôpitaux à répertorier.

Faute de base légale fédérale, il n'est cependant pas possible d'introduire dans la législation cantonale des critères

ne relevant pas des soins dans le domaine de l'assurance-maladie obligatoire. En vertu de l'article 39, alinéa 2ter de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), le Conseil fédéral édicte en effet des critères de planification uniformes pour les listes des hôpitaux au sens de l'article 39, alinéa 1, lettre e LAMal en prenant notamment en considération le caractère économique. C'est ce qu'il fait aux articles 58*a* ss de l'ordonnance fédérale sur l'assurance-maladie (OAMal). La décision doit être objective et reposer sur une démarche vérifiable pour chaque hôpital ; elle découle directement des objectifs fixés dans la planification des soins, de l'analyse des besoins et de l'évaluation de l'offre, les principes à respecter étant établis à l'article 58b OAMal (cf. arrêt du TAF C.426.2012, C.452.2012). Ces critères de planification visent à harmoniser les planifications cantonales et à favoriser l'efficience.

Il est vrai que les critères spécifiés à l'article 58*b* OAMal ne sont pas exhaustifs. Outre la qualité et le caractère économique prévus par la loi, qui portent sur les prestations hospitalières, l'article 58*b*, alinéa 5 mentionne l'efficience de la fourniture de prestations (lit. a), la justification de la qualité nécessaire (lit. b) ainsi que le nombre minimum de cas et l'exploitation des synergies (lit. c). Il convient en outre de considérer l'offre de consultation sociale, la gestion administrative des patients et la mise à disposition d'une aumônerie hospitalière (art. 18, al. 3 LSH). Par ailleurs, les cantons doivent coordonner leurs planifications (art. 39, al. 2 LAMal). Favoriser systématiquement certains établissements sur la base de facteurs économiques, par exemple, serait contraire à l'article 39, alinéa 2ter LAMal et à l'article 58*b*, alinéa 4, lettre a OAMal.

L'importance des hôpitaux pour l'économie avait déjà fait l'objet de la motion Schmid, Achseten (UDC) *La santé dans les régions rurales - rôle économique des hôpitaux* du 16 mai 2012 (M102-2012) et de la motion Schmid, Achseten (UDC) *L'importance des hôpitaux pour l'économie des régions touristiques* du 20 décembre 2012 (M008-2013). Ces deux interventions ont été retirées avant le débat au Grand Conseil. Dans ses réponses, le Conseil-exécutif s'était exprimé comme suit sur le sujet, dans le contexte de l'arrondissement administratif du Haut-Simmental-Gessenay :

« Les hôpitaux sont de toute évidence des employeurs importants. Ils proposent des postes comparativement bien rémunérés et souvent des temps partiels. Le recensement des entreprises 2008 et les données 2011 de la société BAK Basel concernant la population active montrent qu'en 2011, quelque 860 personnes – soit 7,7% de la population active de l'arrondissement administratif du Haut-Simmental–Gessenay – travaillaient dans le secteur de la santé et du social (14% dans l'ensemble du canton). Ce secteur contribuait pour 5,6 pour cent à la création de valeur dans la région (7,4% dans le canton). Le nombre d'employés et d'employées des hôpitaux est estimé à 2,5 pour cent (4,7% dans le canton). L'importance économique dudit secteur est donc inférieure à la moyenne cantonale dans la région considérée. Il ne faut pas oublier que l'exploitation d'un hôpital de soins aigus coûte extrêmement cher. Un financement supplémentaire ne peut donc entrer en considération qu'en cas de nécessité absolue pour la couverture en soins. Le maintien d'un site hospitalier pour des raisons purement économiques ou des considérations de politique régionale, dans le but de maintenir des emplois, est exclu. »

En résumé, l'évaluation du point de vue de l'économie exigée par les motionnaires est incompatible avec les prescriptions de la LAMal. Comme il ressort des réponses citées, l'exploitation d'un hôpital pour des considérations de politique régionale ou dans le but de maintenir des emplois est en outre exclue vu le coût élevé induit par les soins hospitaliers à la charge du canton.

Le Conseil-exécutif propose donc de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Dieses Geschäft wurde zurückgezogen.

Affaire 2014.RRGR.1150

N° de l'intervention:	232-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	von Kaenel (Villeret, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	7
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1512/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	SAP

Mise sur pied d'un programme d'occupation des demandeurs de l'aide sociale

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier la loi sur l'aide sociale (LASoc) de la façon suivante :

Art . xx (nouveau)

Programme d'occupation des demandeurs

1. Pour obtenir des prestations matérielles de l'aide sociale, la personne qui en fait la demande doit travailler au service de sa commune de résidence ou du canton de Berne durant le mois qui suit l'obtention de l'aide sociale si :
   - elle est en âge de travailler,
   - elle est apte au travail à hauteur de 50% au moins, et
   - elle n'a pas la garde de ses enfants.
2. Le Conseil-exécutif peut ordonner d'autres motifs d'exclusion du programme d'occupation des demandeurs ; il en fixe les modalités d'application.

Développement

Le taux d'aide sociale dans le canton de Berne reste au-dessus de 4 pour cent de la population, malgré une bonne situation économique en Suisse. Plus de la moitié des bénéficiaires sont soit des familles monoparentales ou des couples avec enfants (Sources, OFS). Le projet de programme d'occupation n'a pas pour but de stigmatiser encore plus ces catégories de bénéficiaires de l'aide sociale, mais plutôt le 30 pour cent de personnes seules, souvent jeunes et en âge de travailler.

La présente motion se réfère au projet « Passage » qui est réalisé avec succès dans la ville de Winterthour et qui a été depuis repris notamment en ville de Zurich, et récement voté par le Grand Conseil valaisan.

Le programme est fondé sur le principe de « prestation et contre-prestation ». L'engagement d'un mois dès l'obtention de l'aide sociale doit être une condition *sine qua non* pour pouvoir percevoir une aide, sauf motif d'exclusion.
La mesure est double et permet de tenir à distance de l'aide sociale toute personne réalisant secrètement une activité rémunérée non déclarée ou ne désirant pas exercer d'activité du tout malgré une capacité concrète de travail. Elle permet aussi de pousser les demandeurs à rester actifs selon le principe du *gate-keeping* dans un objectif d'une meilleure intégration.
L'expérience de Winterthour s'est révélée être un grand succès : à la fin du mois d'occupation, plus qu'une personne sur deux a encore besoin de l'aide sociale. Une analyse coût-utilité menée de manière indépendante a montré que ces mesures d'intégration par le travail se révèlent payantes à moyen terme : pour chaque franc investi, quatre sont économisés.
Généralement, le caractère obligatoire du programme est bien accepté par les bénéficiaires. Le programme permet de retrouver et/ou garder une structure journalière, condition essentielle à l'exercice d'une activité professionnelle et le programme permet aussi une clarification du potentiel professionnel des participants.
Ce projet a déjà fait ses preuves dans d'autres cantons et tient compte des principes généraux en matière d'aide sociale (respect de la dignité humaine, subsidiarité, individualisation, prestation et contre-prestation).

Réponse du Conseil-exécutif

La motion demande la création d'une base légale permettant d'exiger des personnes sollicitant l'aide sociale qu'elles travaillent pendant un mois au service de leur commune de résidence ou du canton. Cette obligation implique la mise sur pied de programmes d'occupation par les communes et le canton. C'est la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) qui assure actuellement les prestations requises en vue de l'évaluation, de l'occupation, du placement et de la réinsertion professionnelle des bénéficiaires de l'aide sociale. Les partenaires avec lesquels elle a conclu des contrats de prestations proposent un millier de places, pour la plupart non rémunérées, qui coûtent en moyenne 20 000 francs par année (éventuel salaire non inclus).
Entre 2011 et 2014, ce dispositif était complété par une quarantaine d'emplois tests, qui visaient à évaluer l'aptitude au travail ainsi que la motivation des participants. Cette offre créée suite à l'adoption de la motion Messerli (M 182/2009), similaire à la présente intervention, a été supprimée dans le fil de l'examen des offres et des structures de 2013, vu ses résultats modestes par rapport au coût (environ 60 000 francs par place et par an, salaire inclus). Force est cependant de constater que l'éventuel effet dissuasif n'est pas mesurable, puisque les personnes qui renoncent à demander l'aide sociale par peur de se faire imposer un tel emploi ne se manifestent pas auprès des services sociaux et ne peuvent donc pas être recensées.
L'engagement d'un mois exigé par le motionnaire, sauf motif d'exclusion, est à rémunérer, et ce selon le modèle du projet « Passage » appliqué depuis un certain temps par Winterthour.
D'après l'expérience de la ville zurichoise, un cinquième environ des personnes qui s'inscrivent à l'aide sociale remplissent les conditions d'une assignation au programme « Passage », dont une bonne partie y participent effectivement. Dans le canton de Berne, cela correspondrait à 2400 personnes sur les 12 000 nouveaux demandeurs annuels d'aide sociale. Les inscriptions s'étalant sur l'ensemble de l'année, une place pourrait accueillir jusqu'à 12 personnes. Il conviendrait donc d'en proposer 200 à 250 dans l'ensemble du canton en prévoyant une petite marge pour les périodes de transition.
Compte tenu des 20 000 francs de frais d'exploitation mentionnés plus haut, ce modèle occasionnerait un coût d'environ 5 millions de francs, charges salariales en sus (selon le modèle « Passage »). Etant donné que les salaires remplaceraient l'aide matérielle, seules seraient à compter les assurances sociales et les franchises sur le revenu, qui dépendent de différents facteurs. En tablant sur une moyenne de 850 francs par personne et par mois, il faudrait ajouter quelque 2 millions de francs.
Par ailleurs, les modèles de Winterthour, de Zurich et du Valais évoqués par le motionnaire proposent tous des solutions de raccordement (programme d'occupation ou engagement par une entreprise sociale, p. ex.). Or le canton de Berne ne dispose pas partout d'une offre de ce type, pour laquelle il faudrait largement augmenter le nombre de places, ce qui entraînerait encore des frais supplémentaires non négligeables.
Aussi approximatif soit-il, ce calcul montre qu'un tel système engendrerait des coûts relativement élevés. Ceux-ci seraient en partie compensés par l'apport direct des travaux d'utilité publique (déblaiement, entretien de chemins de randonnée, etc.) et par les économies réalisées dans l'aide sociale (soutien supprimé, non demandé ou de durée réduite). Reste que le lien de cause à effet n'est pas toujours clairement établi, comme le montrent les évaluations disponibles.
Le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion pour une question de coût. Il reconnaît cependant que, selon la situation, il peut être judicieux de prévoir une occupation dès l'inscription à l'aide sociale. Aussi sera-t-il possible, à partir de 2015, de proposer des places d'essai dans le cadre des programmes d'occupation et d'insertion. Leur nombre étant limité, les services sociaux devront les réserver aux personnes dont la motivation ou l'aptitude au travail soulèvent de sérieux doutes.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Tout d'abord, permettez-moi de vous rappeler quelques chiffres et faits sur l'aide sociale en Suisse. On constate une certaine disparité déjà dans les taux d'aide sociale entre les cantons. Sur un petit tableau, on peut voir 1,2 pour cent aux Grisons, 3,2 à Zurich, 4,1 à Berne, 5,4 à Genève, etc. Plus l'on va à l'Ouest, plus le taux monte. S'agit-il là d'une influence française, ce

n'est pas à moi d'y répondre. On parle ici du taux, mais il convient aussi de regarder au niveau des variations de ces taux d'aide sociale ces dernières années. Selon l'OFS, encore des statistiques, on les aime ou on ne les aime pas, en 2005 et 2012, on constate que certains cantons ont réussi à faire baisser leur taux d'aide sociale. Autre petit panneau: aux Grisons, à Lucerne, on a des baisses de plus de 10 pour cent, alors que dans d'autres cantons, dont le canton de Berne, nous avons une tendance inverse. Nombre de cantons ont vu leur taux augmenter considérablement durant cette période. L'aide sociale ne doit pas être une assurance de substitution sur le long terme comme cela tend à le devenir. Ne voit-on pas maintenant des jeunes de la deuxième génération pointer à l'aide sociale? Une forme de vie qui, malheureusement pour certains, est tout à fait naturelle, ceux-ci n'ayant connu que cela à la maison. D'ailleurs, nous avons tous reçu une charmante lettre de la commune de Koppigen montrant le ras-le-bol de celle-ci, et ce n'est certainement pas la seule commune, de voir que nombre de leurs charges sont en augmentation, dont par exemple, plus de 50 pour cent sur les neuf dernières années au niveau de l'aide sociale. Dans la commune de Villeret où j'habite, nous allons aussi faire une petite étude sur l'augmentation de nos coûts d'aide sociale sur les cinq dernières années. Au niveau du droit, pour une fois, nous n'avons pas à faire à une réponse de juriste argumentant que tel projet serait anticonstitutionnel ou contraire au droit en vigueur. Certes, le fait que le canton du Valais ait déjà mis en place les bases législatives, nouvelle loi, règlements, etc. pour un tel projet a certainement facilité les choses. De plus, le canton de Neuchâtel aussi, champion de l'aide sociale toutes catégories, a aussi un projet similaire dans le pipeline.

Maintenant, le plat principal: les coûts! Laissez-moi vous rappeler par quelques chiffres ce que représente l'aide sociale individuelle pour les non-initiés, il y en a certainement dans la salle, par deux exemples-type. Le cas A, un célibataire suisse de 35 ans en bonne santé, loyer usuel, j'ai pris Jura bernois Berne, 700 francs, charges 20 pour cent, 140 francs, LaMal Assura franchise – je fais de la pub – de 400 francs, le forfait d'entretien individuel, 986 francs, supplément d'intégration, il est obligatoire, 100 francs, une part pour le dentiste-hygiéniste, 25 francs, l'assurance RC ménage, 18 francs, j'arrive à un total de 2369 francs, on multiplie par douze, il n'y a pas de treizième salaire, vous avez une somme d'environ 28 000 francs par année. Je vous rappelle que la rente AVS d'une personne seule est de 2350 francs par mois. On peut faire la même chose avec le cas B d'une famille de cinq personnes, bla bla, et là, on arrive en fonction des forfaits d'entretien, et surtout des suppléments d'intégration, entre 6000 et 6500 francs par mois.

L'argument principal du gouvernement contre ma proposition est essentiellement d'ordre financier, argumentant que la création de telles places de travail serait certainement disproportionnée par rapport au résultat. Attention, il ne s'agit pas ici d'emplois de réinsertion à proprement dit, mais plutôt de faire prendre conscience aux futurs bénéficiaires de l'aide sociale que droit égal devoir. En résumé, aide sociale oui, mais pas sans contrepartie. Le projet ne demande pas la création d'emplois encadrés avec une armée de socio-thérapeutes ou d'éducateurs spécialisés, voire même un suivi psychologique hebdomadaire. Non, juste obliger certaines catégories de demandeurs d'aide sociale de reprendre un rythme de travail pendant au moins un mois pour pouvoir justifier les prestations d'aide sociale. Néanmoins, je suis conscient qu'un tel programme au niveau canton-communes va demander une période transitoire conséquente. *(La présidente demande à l'orateur de conclure.)* Il va encore falloir faire des tests, et c'est pour ceci que je transforme ma motion en postulat, en espérant qu'au niveau de la Commission, tous les détails puissent être réglés.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion ist mehrheitlich überzeugt, dass die Forderung des Motionärs, wonach Gesuchstellerinnen und Gesuchsteller der Sozialhilfe während einem Monat für ihre Gemeinden Arbeitsleistungen erbringen sollten, weder den Gemeinden noch den SozialhilfeempfängerInnen einen Mehrwert bringt. Es ist nicht ganz klar, was ein solcher Ansatz bezwecken soll. Eine Qualifikation für den Arbeitsmarkt für die Betroffenen bringt ein solcher einmonatiger Einsatz bestimmt nicht. Der Aufwand für die Gemeinden wäre enorm hoch, weil der Sozialhilfeempfänger eine intensive Betreuung für diese kurze Zeit braucht. Im Vergleich zum Nutzen sind Aufwand und Kosten also viel zu hoch. Lernen kann der Sozialhilfeempfänger in einem Monat nicht viel, deshalb kann nicht von einer Integration in den Arbeitsmarkt als Ziel gesprochen werden, obwohl dies einer der wichtigsten Zwecke für die Sozialhilfeempfänger wäre. Der Motionär erwähnt, dass damit Schwarzarbeit vermieden werden kann. Schwarzarbeit akzeptieren wir nicht. Sie ist verboten und muss strafrechtlich verfolgt werden. Dafür haben wir ja das System der Inspektoren eingeführt. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort erwähnt, sind die Erfahrungen mit Testarbeitsplätzen den deklarierten Erwartungen nicht gerecht geworden.

Für ein solches Vorgehen gibt es auch praktische Schwierigkeiten: Was macht eine Gemeinde, wenn sich mehrere Personen im gleichen Monat anmelden? Man kann nicht immer Wanderwege reparieren! Der Einsatz von Unerfahrenen kann sogar Schaden verursachen. Dies insbesondere dann, wenn Einsätze eher zufällig als beabsichtigt zustande kommen. Die Idee ist nicht neu. Ich erzähle Ihnen ein mir bekanntes Beispiel. Ein Mann wurde mit ähnlichen Gedanken an eine Gemeinde überwiesen. Er solle ein bisschen herumschauen, gemeindeinterne Post hin und her bringen, Papier in das Kopiergerät füllen usw. Eines Morgens konnte er eine Türe des Gemeindehauses nicht aufschliessen. Er hatte schon früher bemerkt, dass der Schlüssel ein bisschen quietschte, und er überlegte sich, was er machen könnte, ohne gleich die Türe aufzubrechen. Mit Maschinen konnte er gut umgehen. Er zerschnitt mit einem elektrischen Gerät die Scharniere und montierte die Türe ab. In diesem Moment kam der Gemeindepräsident ins Gemeindehaus. Er schaute ein wenig zu und ging dann. Als der besagte Mann die Türe abmontiert hatte, stellte er fest, dass die Türe ein zweites Schloss hatte. Er hatte es an diesem Tag mit seinem Schlüssel beim falschen Schloss versucht! Er kaufte darauf neue Scharniere und konnte die Türe mit seinen Erfahrungen wieder fachgerecht montieren. Das war sein persönlicher Einsatz.

Viele dieser Personen sind wohl unqualifiziert. Umso wichtiger ist es, ihnen sinnvolle Aus- und Weiterbildungsmöglich-

keiten zu bieten, damit sie in den Arbeitsmarkt integriert werden können. Zum einen braucht es eine gewisse Investition in die berufliche Qualifikation der Betroffenen. Zum andern müssten auch die Arbeitgeber ihre soziale Verantwortung wahrnehmen. Sie sollten auch weniger qualifizierten Menschen Möglichkeiten geben und Massnahmen ergreifen, sodass sich diese in den Arbeitsprozess des jeweiligen Unternehmens integrieren können. Ein Teil der grünen Fraktion wird den Vorstoss ablehnen. Ein anderer Teil findet dieses Anliegen wichtig und wird es als Postulat unterstützen.

Reto Müller, Langenthal (PS). Wir nehmen von der Wandlung ins Postulat Kenntnis. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist wohl dennoch mehrheitlich gegen das Ansinnen. Wir halten zwar fest, dass wir im Grundsatz gar nicht so weit voneinander entfernt liegen. Denn anstatt von einer Arbeitspflicht zu sprechen, könnte man sagen, es gebe für die Bürgerinnen und Bürger des Kantons Bern künftig ein Arbeitsrecht. Das heisst, jeder hat ein Anrecht auf einen Job, wenn er arbeitsfähig ist. Und wir sorgen dafür, dass er diesen Job erhält und ausüben kann. Wahrscheinlich würden Sie dann kommen und sagen, das sei viel zu teuer. Vielleicht ist halt auch die Arbeitspflicht zu teuer, will man diese durchsetzen.
Mit Besorgnis nehmen wir zur Kenntnis, dass nun das Thema der Sozialhilfe vermehrt für gewisse Wahlkämpfe, für gewisse Parteien herhalten muss. Nachdem man bei den Ausländern durch ist, kommen nun wieder die Armen an die Reihe. Für unsere Fraktion, das wollen wir ganz klar festhalten, ist das verwerflich. Das Thema der Arbeitsintegration ist nämlich nicht neu. 2009 gab es die Motion Messerli. Ein weiterer Vorstoss zum gleichen Thema seitens der SVP ist auch noch hängig. Das ist schon bald etwas ermüdend. Die Vorstösse zeigen nämlich vor allem eines: Sie fokussieren auf das Klischee der arbeitsscheuen und unkooperativen Sozialhilfebezüger. Das sind jene 2 bis 3 Prozent, die ich im vorhergehenden Votum erwähnt habe.
Ich wage zu behaupten, dass die Vorstossenden von den Strukturen der heutigen Sozialhilfebeziehenden nicht wirklich eine grosse Ahnung haben. Ein Drittel unserer Sozialhilfebeziehenden arbeiten. Davon arbeitet ein Drittel, also ungefähr 10 Prozent alle Bezüger, über 90 Prozent. Das sind die so genannten Working Poor. Ein Drittel sind Nichterwerbspersonen. Es sind vor allem Kinder und Jugendliche. Nebenbei bemerkt sind 50 Prozent der von der Sozialhilfe unterstützen Personen unter 25 Jahre alt. Zusammen mit den Alleinerziehenden sind das die so genannten Nichterwerbspersonen. Ein weiteres Drittel ist effektiv erwerbslos. Hier könnte man vielleicht etwas in Richtung Arbeit machen. Es stellt sich die Frage, ob sich darunter nicht auch IV-Rentner befinden, die in der heutigen Arbeitswelt keinen Job mehr finden, den sie erfüllen können.
So kommt man auf etwa 20 Prozent, die man überhaupt in einen solchen Arbeitseinsatz entsenden könnte. Wir müssten also Jobs für 150 bis 200 Personen schaffen. Es ist wahrscheinlich nicht so sinnvoll, 200-mal denselben Platz wischen zu lassen. Man müsste sich also überlegen, was die Betroffenen denn machen würden. Diese müssen auch bezahlt werden. Das machen sie nicht gratis – das hat das Bundesgericht bereits einmal entschieden. Zudem brauchen sie Betreuung, und das kostet auch wieder. Wie Sie dem Bericht des Regierungsrats entnehmen konnten, würden sich die Kosten auf mindestens 5 Mio. Franken belaufen, zuzüglich der Lohnkosten.
Wir haben das in Langenthal einmal geprüft, mussten es jedoch verwerfen, da wir festgestellt haben, dass ein solches Arbeitsrecht, beziehungsweise eine Arbeitspflicht zu teuer ist. Und, liebe Kolleginnen und Kollegen, wir hatten ein solches Instrument. Wir hatten ein Werkzeug, um abzuklären, ob jemand arbeitsfähig ist und welche Qualifikationen mitgebracht werden. Es waren die Testarbeitsplätze. Diese wurden im Rahmen der Sparmassnahmen eingespart, weil man sagte, man könnte nicht ausweisen, ob sie effektiv etwas bringen. Man kann nicht alles beweisen. Damals hat man jedenfalls gesagt, man könne nicht beweisen, dass sie etwas bringen. Und darum wurden sie gestrichen.
Mit diesem Vorstoss verlangen Sie aus meiner Sicht die Rückeinführung der Testarbeitsplätze. Damit wäre ich einverstanden. In unserer Fraktion gibt es grosse Sympathien für deren Wiedereinführung. Damit hätten wir wieder ein qualifiziertes Instrument für die sozialen Dienste. Sie könnten dann abklären lassen, ob und wie die Leute einsetzbar sind. Sie wollten diese Testarbeitsplätze im Rahmen der Sparmassnahmen jedoch nicht mehr, liebe bürgerliche Kolleginnen und Kollegen. Und jetzt wollen Sie sie wieder. Als nächstes müssen Sie dann wieder mehr Anreizsysteme in der Sozialhilfe fordern. Diese haben wir mit der Kürzung der Integrationszulagen ebenfalls heruntergefahren. Dann sind wir wieder auf dem Stand vor den Massnahmen der ASP. Recht herzlichen Dank! Fragen Sie doch mit Blick auf künftige Vorstösse in Sachen Sozialhilfe bei Ihren Sozialdiensten nach, was Sinn macht und was nicht. Dann müssen Sie auch nicht noch kurzerhand ins Postulat wandeln oder zurückziehen.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Grundsätzlich ist der Gedanke des Motionärs, Leistung gegen Gegenleistung, nicht unsympathisch. Er widerspiegelt bestimmt auch den Tenor einer Mehrheit der Bevölkerung. Das Projekt «Passage», wie es in den Städten Zürich und Winterthur zur Anwendung kommt, ist ein Instrument, das dem Gedanken des Motionärs Rechnung trägt. Es wurde für Personen geschaffen, die sich auf der Sozialhilfe angemeldet haben, und deren Anspruch auf längerfristige Sozialhilfe positiv geprüft wurde. Durch die enge Zusammenarbeit zwischen der zentralen Anlaufstelle und der Koordinationsstelle für Arbeitsprojekte als Programmträger des Projekts «Passage» erfolgen Zuweisung und Programmantritt sehr rasch. Die Arbeiten erfolgen hauptsächlich im Wald der Stadt Winterthur. Gleichzeitig erhalten die Gesuchsteller Informationen über den Umgang mit Finanzen, Gesundheit und Kontakt mit Ämtern. Sie sehen: Es braucht verschiedene Akteure, damit das Projekt funktioniert. So weit ist der Kanton Bern aber noch nicht. Und gemäss den Zahlen, welche die Regierung in ihrer Antwort bekannt gibt, ist das Projekt «Passage» für den Kanton Bern noch nicht reif. Mit dem Konzept «Bias» stellt die Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) die Beschäftigungs- und Integrationsangebote in der Sozialhilfe bereit. Das Konzept beinhaltet verschiedene Leistungsbereiche. Die GEF kann über 1000 Jahresplätze inklusive Taglohnangebot anbieten. Grossrat Sancar hat vorhin gesagt, das Kosten-Nutzen-Verhältnis sei fraglich.

Auch wir haben uns das gefragt. Nichtsdestotrotz begrüsst die BDP-Fraktion den Entscheid des Motionärs, den Vorstoss ins Postulat zu wandeln. So können wir einem Postulat grossmehrheitlich zustimmen. Es spricht für den Kanton Bern, wenn er die bestmögliche Lösung für eine Arbeitsintegration für Sozialhilfeempfänger prüft.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Auch wir von der glp haben uns überlegt, was wir mit dem Vorstoss machen sollen. Die Motion hätten wir abgelehnt. Für ein Postulat konnten wir eine gewisse Begeisterung entfalten. Wir werden diesem zustimmen. Wir sehen die grundsätzliche Stossrichtung der Motion. Die Begründung der Regierung konnten wir nachvollziehen und hätten die Motion daher abgelehnt. Die Problematik besteht jedoch. Dass man mit einem Postulat etwas macht, das in diese Richtung geht, ist für uns nachvollziehbar und plausibel. Ich bin selbst auch Arbeitgeber und biete auch Arbeitsplätze an, mit welchen ich die soziale Verantwortung wahrnehme. Für uns als glp ist das ein ganz wesentlicher Punkt. In diesem Sinne ein Appell: Es muss nicht immer alles vom Staat geregelt werden. Gewisse Dinge liegen durchaus auch noch bei der Privatwirtschaft. Würde das vermehrt gemacht, so würde es vielleicht auch nicht so schlecht herauskommen.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Die SVP-Fraktion hat grundsätzlich Sympathie für die Stossrichtung des Vorstosses. Insbesondere scheint es uns sinnvoll, in gewissen Fällen einen Tatbeweis für den Arbeitswillen zu verlangen. Auch die Argumentation des Regierungsrats in der Antwort ist für uns nachvollziehbar. Die Kosten dürften den Nutzen übersteigen, würde man das flächendeckend einführen, wie es in der Motion ursprünglich gefordert wurde. Uns erscheint jedoch die Stossrichtung sinnvoll. Wir unterstützen daher ein Postulat. An die Vorredner möchte ich Folgendes richten: Diejenigen, die sich insbesondere in den Gemeinden über die immer höher werdenden Kosten der Sozialhilfe Sorgen machen, und auch über die immer höher werdenden Kosten des Lastenausgleichs, machen nicht nur Wahlkampf. Vielmehr machen sie sich Sorgen um ein echtes Problem.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Hätte der Motionär den Vorstoss nicht ins Postulat gewandelt, könnten wir diesen nicht unterstützen, obschon der Motionär Fraktionsmitglied ist. Die Idee ist grundsätzlich sehr gut. Wie meine Vorrednerinnen und Vorredner ausgeführt haben, möchten wir alle den Forderungen grundsätzlich nachkommen, hätten wir die finanziellen Mittel dafür. Wir anerkennen, dass die Vergleiche mit dem Wallis und mit Winterthur nicht eins zu eins angestellt werden können. Das wird vom Regierungsrat in seiner Antwort ausgeführt. Eventuell gäbe es auch andere, weniger kostenintensive Lösungen, beispielsweise einen Ausbau der erwähnten Beschäftigungs- und Integrationsangebote, wie sie in der Antwort des Regierungsrats erwähnt werden. Bekanntlich wird das Sozialhilfegesetz (SHG) revidiert. Der Aspekt der Arbeitsintegration soll nicht von Beginn weg verworfen werden. Die FDP unterstützt daher den Vorstoss in Form eines Postulats.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Ich kann es vorwegnehmen: Die Mehrheit der EVP-Fraktion hat Sympathien für das Anliegen des Motionärs. Wir sind der Meinung, das hier vorgeschlagene Modell sei sinnvoll. Vor fünf Jahren habe ich persönlich einen ähnlich lautenden Vorstoss eingereicht. Er wurde vom Grossen Rat angenommen – leider nur in Form eines Postulats. Im Jahr 2013 haben gemäss Angaben der GEF 46 418 Personen im Kanton Bern Sozialhilfeleistungen bezogen. Das entspricht im Vergleich mit dem Vorjahr einer unveränderten Sozialhilfequote von 4,6 Prozent. Die Kosten beliefen sich auf 451 Mio. Franken. Gegenüber 2012 blieben sie stabil. Von einer Trendumkehr kann aber trotzdem keine Rede sein. Dies umso mehr, als die Bezügerinnen und Bezüger heute tendenziell über eine längere Dauer von der Sozialhilfe abhängig sind. Ein beträchtlicher Teil der unterstützten Personen ist unter 25 Jahre alt. Das ist besorgniserregend. Für einen «Turnaround» in der Sozialhilfe braucht es konkrete Massnahmen. Einerseits soll der Missbrauch von Unterstützungsleistungen verhindert werden. Anderseits soll die Integration der Bezügerinnen und Bezüger in den Arbeitsmarkt gefördert werden. Das vom Motionär geforderte Modell könnte zu beiden Zielen einen Beitrag leisten, wenn wir uns bei der konkreten Ausgestaltung am Modell «Passage» aus Winterthur orientieren.
«Passage» dient, wie es der Name sagt, gewissermassen als Schwelle, die vor dem Eintritt in die Sozialhilfe überschritten werden muss. Die Verpflichtung, vor einem regulären Sozialhilfebezug an einem Arbeitseinsatz teilzunehmen, leistet einen konkreten Beitrag zur Missbrauchsbekämpfung. Er schafft Klarheit darüber, ob die angemeldeten Personen ihre Erwerbsmöglichkeiten wirklich ausgeschöpft haben oder bereits anderweitig einer Beschäftigung nachgehen. Das Projekt «Passage» leistet aber auch einen Beitrag zu einer rascheren Integration in den Arbeitsmarkt. Neben dem Arbeitseinsatz, und das ist wichtig, werden die Teilnehmenden intensiv betreut und begleitet. In Coachings werden die persönlichen Möglichkeiten der Teilnehmenden und ihr Potenzial für eine Stelle im ersten Arbeitsmarkt abgeklärt. Es werden auch Hilfestellungen bei Problemen geleistet. Entscheidend für den Erfolg bei der Arbeitsintegration ist, dass die Teilnehmenden von Anfang an eine Tagesstruktur erhalten, dass sie ihre Probleme angehen, ihre eigenen Fähigkeiten reaktivieren und tragfähige Perspektiven entwickeln. Und das eben bereits vor und nicht erst nach dem regulären Eintritt in die Sozialhilfe.
Die «Sozialpassage» zahlt sich auch finanziell aus. Eine Studie hat aufgezeigt, dass pro investierten Franken eine Einsparung von rund 4 Franken resultiert. Die Praxis von Leistung und Gegenleistung erweist sich dabei als richtig und effizient. Nach der Meinung der EVP-Fraktion braucht es eine aktivierende Sozialhilfe, und zwar noch viel mehr, als das heute der Fall ist. Es sollen nicht nur Unterstützungsleistungen ausbezahlt, sondern auch Gegenleistungen gefordert werden. Das soll jedoch nicht im Sinne einer Strafe oder Sanktion erfolgen, sondern, um den Langzeitarbeitslosen zu einer sinnvollen Beschäftigung zu verhelfen. So erhalten sie Wertschätzung und können der Gesellschaft, die sie unterstützt, etwas zurückgeben.
Selbstverständlich geht es auch darum, die Sozialhilfebezügerinnen und -bezüger zur Arbeit und zu Integrationsleis-

tungen zu motivieren, sie gezielt zu fördern und zu qualifizieren und auf die Arbeitswelt vorzubereiten. Dazu müssen wir jedoch gleichzeitig konkrete Integrations- und Bildungsangebote bereitstellen, und zwar mehr als das bereits heute der Fall ist. Darin gehen wir mit der Regierung einig. Und all das kostet Geld, viel Geld. Das Projekt «Passage» zeigt aber, dass sich solche Investitionen lohnen. Die erfolgreiche Integration von Sozialhilfebezügerinnen und -bezügern in den Arbeitsmarkt spart langfristig Kosten und verhindert ein lebenslanges Sozialrentnertum.
Nicht zuletzt mit Blick auf die demografische Entwicklung geht es auch darum, ein brachliegendes Arbeitskräftepotenzial an gesunden und arbeitsfähigen Personen besser auszuschöpfen und zu integrieren. Die EVP-Fraktion unterstützt wie eingangs gesagt das Postulat grossmehrheitlich.

La présidente. Je n'ai plus de groupe, donc Mme Mühlheim à titre personnel, c'est à vous.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Herr Messerli, es wäre «gäbig», wenn sich unsere Sozialhilfebezüger immer so verhalten würden, wie man es sich wünscht. Ihr Votum hat mich daran erinnert, dass wir vor ein paar Jahren Ihre Motion angenommen und in der Zwischenzeit umgesetzt haben. Oh je! Es war eben nicht so, wie gewünscht. Sowohl in Bern als auch an andern Orten haben wir gesehen, dass die Projekte zwar zum Teil etwas gebracht haben. Aber lesen Sie die Auswertungen. Nicht zuletzt nimmt ja jetzt auch der gute Bericht der GEF dazu klar Stellung. Es war eben nicht das Gelbe vom Ei. Darum unterstützt unsere Fraktion die Stossrichtung nur als so genanntes Postulat.
Kolleginnen und Kollegen, wir haben heute eine Motion eingereicht, alle sechs Parteien zusammen, mit der wir sagen, dass Handlungsbedarf besteht. Auch die Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) sagen es klar: Nimmt jemand die Aufrechterhaltung seiner Notlage nicht selbst in Angriff und macht Arbeitsverweigerung, so ist von einem Missbrauch zu sprechen. Wir wissen das, und genau diese 5 Prozent machen alle politischen Diskussionen so schwierig. Denn die übrigen 95 Prozent, die dieses Verhalten nicht zeigen, werden immer in den gleichen Topf geworfen. Bereits das heutige Gesetz gibt uns die Möglichkeit, nach dem Subsidiaritätsprinzip eine höhere Kürzung zu machen. Denjenigen Leuten, die eine Arbeit verweigern, das heisst einen vorhandenen Arbeitsplatz auf dem zweiten Arbeitsmarkt nicht antreten, kann man die Sozialhilfe kürzen.
Mit Erstaunen stelle ich als Profi in diesem Bereich fest, dass die Sozialdienste diese Intervention nicht machen. Ich habe genau mit jenem Klientensegment zu tun, das nicht so gerne arbeitet. Darum verlangen wir, dass geprüft wird, wie die bestehenden Gesetze vermehrt zur Anwendung kommen können, im Sinne eines Bonus-Malus-Systems. Wir hoffen, die GEF werde diese Anliegen zur Kenntnis nehmen und uns stützen. Aber die Richtung, wie sie hier vorliegt, hatten wir bereits. Wir unterstützen das Postulat im Sinne eines Appells an die GEF, sich noch mehr Gedanken dazu zu machen, wie die beiden Gruppen – diejenigen, die arbeitswillig sind und betreut werden müssen und diejenigen, die einfach keinen Bock haben zu arbeiten, weil sie es teilweise auch nie gelernt haben – besser unterschieden werden können. Wir haben beide Gruppen. Wir müssen uns noch mehr darum kümmern, wie wir die einen über monetäre Massnahmen sanktionieren können.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Die Stossrichtung, wenn ich das richtig verstanden habe, ist von der Regierung nicht bestritten. Sie hat in ihrer Antwort sogar geschrieben, dass sie Schritte in diese Richtung unternehmen wird, jedoch angepasst und ausgerichtet auf die Situation im Kanton Bern. Was ich heute Nachmittag hier erlebe, liebe Kolleginnen und Kollegen, ist alles andere als eine kohärente Sozialpolitikdebatte. Ich erlaube mir daher, dazu einige Dinge zu sagen. «Sozialschmarotzer», «Sozialhilfetourismus», «Missbrauch der Sozialhilfe», «Sozialhilfeinspektoren», die ganze Geschichte um die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde von letzter Woche – all das hören wir immer wieder und auf verschiedene Art.
Allenthalben, und gerade von rechter Seite, ist eine gut orchestrierte Geschichte im Gange, in der nur noch über die Kosten der Sozialhilfe debattiert wird. Wegen 2 bis 3 Prozent nicht kooperativer Sozialhilfeempfänger herrscht in unserem Land geradezu eine Armenjagd. Die anderen 97 Prozent der Sozialhilfebeziehenden bleiben auf der Strecke. Es muss Schluss damit sein, dass eine komplexe menschliche Thematik auf eine simple Empörungsmache, auf Wahlkampf oder Bashing heruntergebrochen wird. Das geht einfach nicht mehr!
Vollbeschäftigung gab es nie und gibt es immer weniger. Die Zahl der Langzeitarbeitslosen nimmt zu, und damit auch die Zahl der Menschen, die auf Sozialhilfe angewiesen sind. Tatsache ist, dass in unserer Gesellschaft die Schere zwischen Arm und Reich immer mehr aufgeht. Interessanterweise leiden die reichen Menschen an genau den gleichen sozialen oder Stresssymptomen wie die armen, wenn das so läuft. Tatsache ist auch, dass die Hälfte der Sozialhilfebeziehenden im Kanton Bern unter 25 Jahre alt sind. Es scheint mir fast so, als sei Sozialhilfe vererbbar. Das sind Dinge, die uns zu denken geben müssen. Sozialhilfe kann an eine Generation übergeben werden, wenn wir nicht rechtzeitig Gegensteuer geben.
Vieles von dem, was hier gesagt wurde, dient der politischen Profilierung und nicht dem Ziel, die Sozialhilfe tatsächlich zu verbessern. Es ist an der Zeit, dass wir auch in diesem Rat über Werte und gemeinsame Verantwortung sprechen und diese auch wahrnehmen. Nicht alle Menschen sind in der Lage, enorm erfolgreich zu sein oder auf der Überholspur des Lebens das beste zu bieten. Es gibt auch diejenigen, die straucheln und stolpern. Wir müssen uns darüber im Klaren sein, wie wir mit diesem Teil der Gesellschaft umgehen. Wir müssen wissen, warum Menschen, die nicht arbeiten, das nicht tun. Es ist ganz klar nicht primär, dass sie nicht wollen, sondern häufig ist es so, dass der Arbeitsmarkt sie nicht will oder keine existenzsichernden Löhne bezahlt. Geben wir daher der Regierung die Möglichkeit, das Programm zu machen, das sie machen will, und lehnen wir diese Motion ab.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Vorerst möchte ich auch unterstreichen, dass ich die Ausgangslage, dass so viele Menschen von der Sozialhilfe abhängig sind, äusserst problematisch finde, und zwar für alle Beteiligten. Ich

arbeite in einem so genannten Beschäftigungsprogramm. Wir haben die so genannten Bieler Testarbeitsplätze für die Region Biel angeboten. Der Aufwand ist sehr gross, und die Wirkung war meiner ganz persönlichen Meinung nach fragwürdig. Und nun soll der Staat einmonatige Einsatzplätze anbieten. Das wird von derjenigen Fraktion verlangt, die immer wieder von einer aufgeblasenen Sozialindustrie spricht. Kolleginnen und Kollegen, ich spreche aufgrund eigener Erfahrungen in meinem beruflichen Alltag. Die grosse Mehrheit der so genannten Programmteilnehmer muss begleitet werden. Der Aufwand ist beträchtlich. Die ausgelösten Kosten und der administrative Aufwand lohnen sich für einen Monat definitiv nicht. Darum lehne ich auch das Postulat ganz klar ab.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Ich kann nichts grundsätzlich Falsches darin sehen, wenn arbeitslose Sozialhilfeempfänger in die Arbeit, die im öffentlichen Interesse liegt, mit einbezogen werden. Es gäbe viel, genügend, gute und sinnvolle Arbeit. Das Miteinbeziehen in Arbeiten wird jedoch nicht zu finanziellen Entlastungen führen. Unter dem Strich wird ein Mehraufwand resultieren. Diese Menschen brauchen viel Betreuung. Ich werde dem Postulat auf jeden Fall zustimmen.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Dein Votum, Ursula Brunner, hat mich doch «vom Stuel glüpft». Genau ein solches Votum, wie du es abgegeben hast, trägt überhaupt nichts dazu bei, dass man mit links, rechts oder der Mitte etwas konstruktiver sprechen kann. Du stellst Vorwürfe in den Raum und sagst, alles sei wahlpolitisch begründet. Hast du dir schon einmal überlegt, wie viele bürgerliche Gemeinderäte zum Beispiel Beschäftigungsprogramme aufgebaut haben und auch über Sozialpolitik diskutieren wollen? – Unter anderem auch ich. Ich sage es nun halt doch, auch wenn man es vielleicht nicht so gerne hört. Genau dein Votum lässt das nicht zu, weil ihr das Gefühl habt, ihr hättet das gepachtet, und alles andere, das von der rechten Seite kommt, ist einfach «Armenjagd». Ich verbitte mir hier solche Voten. Sorry, da kommen wir keinen Schritt weiter!
Du hast von einem Prozentsatz von Sozialhilfebezügern gesprochen, die allenfalls Missbrauch betreiben. Das ist eine Minderheit, da magst du Recht haben. Aber sprich einmal von der anderen Seite, von 95 Prozent KMU-Mitgliedern, die genau eine solche soziale Aufgabe übernehmen und Leute im Tieflohnniveau oder mit niedrigem Bildungsstand beschäftigen. Man muss auch das anerkennen, nicht nur die andere Seite. Ich bitte dich also, Ursula, und möchte gerne einmal mit dir darüber reden: Wollen wir wirklich in den Dialog kommen, auch hier in diesem Rat, dann muss man auch die andere Seite anerkennen und zur Kenntnis nehmen, dass diese es nicht nur schlecht meint. Denn der vorliegende Vorstoss leistet eigentlich den richtigen Ansatz.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Par où commencer? Tout à l'heure, nous avons parlé du rapport social. Je dois vous dire que tous les gens que j'ai rencontrés dans le cadre des rapports sociaux que l'on a fait et qui étaient concernés par la pauvreté, tous sans exception voulaient travailler, tous étaient épuisés de ne pas être reconnus sur le marché du travail pour trouver du travail. C'était assez douloureux de voir cela, et une étude de bureau BASS 2014, qui va bientôt être publiée, montre clairement qu'il y a une très forte motivation chez les gens à l'aide sociale de chercher à travailler. Tout à l'heure cela a été dit, il faut faire attention de ne pas parler trop de clichés. Je rejoins M. Lanz quand il dit qu'il s'inquiète pour l'augmentation des coûts de l'aide sociale. Oui, mais regardez ce qui se passe pour les assurances sociales au niveau fédéral, que ce soient la loi sur le chômage, la loi sur l'assurance invalidité, toutes sont devenues plus restrictives, et l'on retrouve beaucoup de gens maintenant qui n'ont plus droit à une rente AI, qui ne sont pas assez handicapés pour avoir une rente AI, mais trop malades pour avoir un travail régulier, donc on arrive à une situation un peu difficile.
Comme le motionnaire a sorti des tableaux, je vais aussi en sortir un. C'est le canton de Berne, ce n'est pas la Suisse. Ce tableau, vous l'avez tous reçu dans le cadre du rapport sur l'aide sociale matérielle qui vous a été distribué autour du mois de novembre 2014. Qu'est-ce que l'on voit depuis 2006, M. von Kaenel, sur ce tableau? On voit clairement que pour les jeunes, jusqu'à 35 ans, cela n'arrête pas de diminuer, ils sont de moins en moins nombreux. Moi, ce qui m'inquiète en terme de politique sociale, il faudra bien que l'on se pose des questions, c'est cette courbe ascendante très grave ici, et ce sont tous les 55–65 ans, ce sont des gens qui ont travaillé toute leur vie, qui se retrouvent au chômage et après à l'aide sociale, et c'est à ces gens-là à qui l'on va dire d'aller travailler s'ils veulent avoir leur argent? Cela pourrait être un signal négatif. Je crois que c'est une manière de respect vis-à-vis des gens qui cherchent du travail et qui n'en trouvent pas. Et là, je dis encore une fois et toujours, chaque fois que j'ai fait des sommets sociaux pour discuter – le dernier sommet social a eu lieu ici dans cette salle – M. von Kaenel, je demande à l'industrie et aux entreprises d'être présentes pour réfléchir ensemble comme disait M. Studer, ensemble – comment pouvoir réintégrer les gens. Les entreprises ne sont pas intéressées à venir à ce genre de choses, ils ont l'impression de venir dans la gueule du loup de gauche ou je ne sais pas quoi, mais en même temps, notre problème au niveau suisse, ce sont des citoyennes et des citoyens suisses qui cherchent du travail et il faudrait leur donner des places de travail adaptées à leur niveau. Je sais bien, les entreprises sont dans des situations de compétition, elles n'ont pas toujours des rôles faciles, je ne veux pas accuser les entreprises, mais je souhaiterais beaucoup plus de contact avec le monde du travail pour pouvoir réfléchir ensemble comment mieux pouvoir intégrer les gens. On a déjà essayé ce système de prestations contre prestations, avec les gens qui travaillent dans le canton de Berne, vous avez décidé dans le cadre des mesures EOS en novembre 2013, de supprimer cela parce qu'il fallait bien économiser tout partout. Si l'on regarde ce qui se passe en Valais, le système demande un système administratif énorme, ils n'ont pas encore économisé un franc. Donc, la question est difficile. Vous proposez maintenant de changer en postulat, moi, je peux vivre avec un postulat dans l'idée que ces places de travail-test sont extrêmement utiles, on les développe dans le cadre des POIAS, chaque situation est différente, on essaie avec les

POIAS de pouvoir intégrer les gens par rapport à leurs compétences et leurs capacités, on est tous d'accord que l'on veut intégrer les gens, il faut se donner les moyens, mais ce n'est pas avec un système qui fait peur aux gens que l'on va pouvoir gagner ces gens à travailler.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Je veux revenir sur un point. Vu la discussion et le nombre d'orateurs, on voit que le sujet passionne et qu'il interpelle quand même passablement de monde. Un deuxième point, pour notre collègue Reto Müller: effectivement, c'est les 20 pour cent qu'il faudra prendre en ligne de compte, mais par contre, aller faire balayer par les 200 la même place alors qu'il y a plus de 300 communes dans le canton de Berne, là, il faudra peut-être revoir un peu l'idée. On ne parle pas seulement de l'idée au niveau canton, on en parle aussi au niveau des communes. M. le conseiller d'Etat, quand vous dites que tous voudraient travailler, mais quand je vois ceux du parc Heuer à Bienne, pour ne pas les citer - j'ai mon bureau juste en face - je ne suis pas sûr que cela soit une population où chacun voudrait travailler. Pour la catégorie 55-65 ans, on a encore un autre problème, qui n'est pas débattu ici, c'est par exemple le problème des taux de LPP, dont il faudra en tenir compte. Et au niveau de l'industrie, du fait de la globalisation, des délocalisations, les emplois à faible valeur ajoutée deviennent difficiles à créer à l'heure actuelle, très difficiles, et l'exercice du franc fort depuis la semaine passée ne va pas arranger le problème. Pour terminer, le fait de pouvoir créer les bases légales pour les communes pourra au moins leur faire dire, leur faire avoir l'excuse de dire qu'ils ne peuvent pas, qu'il n'y a pas les bases légales. Donc, je maintiens mon postulat, je suis conscient que si un tel projet devait avoir lieu, une période transitoire sera longue, parce que l'on ne peut pas faire cela du jour au lendemain, et je me réjouis, s'il est accepté, qu'en commission à 17, vous auriez certainement bien plus d'idées pour faire aboutir un tel projet que moi tout seul derrière mon bureau.

La présidente. Nous passons au vote. Comme vous avez pu l'entendre, cette motion a été transformée en postulat, affaire 23, Mise sur pied d'un programme d'occupation des demandeurs de l'aide sociale. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption sous forme de postulat

Oui	97
Non	45
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.1151

N° de l'intervention:	234-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	von Kaenel (Villeret, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	7
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1513/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	SAP

Prestations circonstancielles dans l'aide sociale? Plus de transparence!

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier la loi sur l'aide sociale de la façon suivante :

- Toute prestation circonstancielle présentant un taux supérieur de 100 pour cent au forfait d'entretien doit être annoncée à l'autorité sociale.
- Si ce taux est supérieur à 200 pour cent, l'autorité sociale se garde le droit d'approuver la mesure. Le service doit prouver l'utilité/coûts de la mesure.

Développement

Ces derniers mois, la presse a révélé des cas extrêmes où certains bénéficiaires de l'aide sociale engendrent des coûts de ministre pour leur suivi soi-disant thérapeutique.

Dans le canton de Zurich, l'affaire « Carlos », dont le traitement pour le remettre sur le droit chemin coûtait la bagatelle de 29 000 francs par mois au contribuable zurichois, a défrayé la chronique en 2013, avec le non-succès que l'on lui connaît aujourd'hui…

Toujours dans le canton de Zurich, une commune d'un millier d'habitants est contrainte de supporter une charge mensuelle de 60 000 francs (36 000 francs pour le placement en institution de quatre des enfants, environ 20 000 francs pour l'encadrement socio-pédagogique, plus le loyer, primes maladie et aide matérielle) pour subvenir aux besoins d'une famille de sept enfants au bénéfice d'un permis B.

Avec le droit en vigueur, les autorités sociales (conseils communaux, comités de service intercommunaux) n'ont plus aucun pouvoir de décision, voire même le simple fait d'être informés quant à l'octroi de prestations circonstancielles. L'attribution de ce type de prestations est laissée au libre arbitre des assistants sociaux, avec en principe l'approbation de la direction du service. De manière générale, le système fonctionne relativement bien dans la majorité des cas.

Malheureusement, les célèbres cas extrêmes évoqués par les médias mettent à mal la crédibilité des services sociaux, ainsi que celle des instances politiques chargées de les contrôler.

La mise en pratique de ces nouvelles mesures n'entraverait pas le bon fonctionnement des services sociaux pour la majorité des cas traités. Par contre, pour les cas extrêmes, l'autorité sociale retrouverait une certaine marge de contrôle.

Par analogie avec les marchés publics, par souci de transparence et de concurrence, jusqu'à certains seuils l'administration seule est compétente. Par contre, pour les affaires dépassant ces seuils limites, le système fait preuve d'ouverture et les appels d'offres sont de nature publique. Une telle procédure fait l'unanimité depuis de nombreuses années, tant à droite qu'à gauche de l'échiquier politique.

Appliquer une certaine politique de transparence dans le social ne doit plus être un tabou ! De plus, les autorités sociales compétentes sont tenues au secret professionnel et doivent appliquer les principes de la protection des données.

Réponse du Conseil-exécutif

Les tâches stratégiques et opérationnelles sont séparées depuis l'introduction de la loi sur l'aide sociale (LASoc) en 2002.
En tant qu'organe stratégique au niveau communal, l'autorité sociale soutient le service social dans l'exécution de ses tâches en évaluant les problèmes généraux liés au versement de l'aide matérielle (p. ex. le montant des loyers usuel) et en prenant les décisions y relatives. De plus, elle se prononce à titre consultatif sur des questions relevant de la compétence du service social et réalise d'entente avec lui la planification sociale de la commune[3]. Par ailleurs, les autorités sociales sont tenues d'examiner régulièrement les dossiers des personnes percevant ou ayant perçu l'aide sociale afin de s'assurer que les dispositions légales sont respectées[4]. La transparence politique est donc garantie.
De leur côté, les services sociaux exécutent l'aide sociale individuelle et fixent son montant[5]. Les bases légales (LASoc et OASoc) comprennent des dispositions relatives au montant des prestations circonstancielles, qui sont concrétisées dans le manuel de la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte. Les communes sont libres de définir les compétences des divers niveaux administratifs dans le cadre de leur régime des compétences financières. La plupart des services sociaux possèdent une réglementation interne à ce sujet. Le principe du double contrôle et de l'aval du montant à allouer par la direction s'appliquent en particulier aux prestations circonstancielles et aux dépenses au cas par cas.
Les prestations circonstancielles recouvrent les aides suivantes : frais d'acquisition du revenu documentés, repas pris hors du domicile, assurance RC, frais de garde des enfants, mobilier, déménagement, loisirs et frais de placement sans décision des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA). Les exemples cités par le motionnaire sont des mesures ordonnées par les autorités (APEA, tribunal). Dans le canton de Berne, ces dépenses ne sont pas financées par la compensation des charges de l'aide sociale et ne font pas partie des prestations circonstancielles.
Afin d'atteindre l'objectif poursuivi par la motion, le contrôle et la transparence du coût des prestations circonstancielles, la SAP édictera en 2015 une ordonnance de Direction pour les plafonner. Le texte comprendra la définition d'un montant maximum pour les placements effectués sans décision des APEA, satisfaisant ainsi les revendications de l'auteur de la motion sur le fond. Il ne paraît cependant pas nécessaire au Conseil-exécutif de réviser la loi.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

[3] Selon l'art. 17, al. 3 LASoc
[4] Selon l'art. 17, al. 2, lit. b LASoc
[5] Selon l'art. 19, al. 2, lit f LASoc

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 24, motion de M. von Kaenel, Prestations circonstancielles dans l'aide sociale? Plus de transparence! Vous ne vous êtes pas annoncé, voilà. C'est à vous, si je ne me trompe pas, vous le retirez, mais vous faites une petite déclaration, toute petite, maximum trois minutes, à vous.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Effectivement, je crois qu'il faut plutôt être juriste pour faire de la politique dans ce cénacle. En déposant cette motion, l'idée était de pouvoir redonner un peu de liberté de manœuvre aux autorités sociales suite au cas très médiatisé concernant des sommes conséquentes pour l'encadrement de clients de l'aide sociale afin que les autorités sociales soient au courant des montants engagés et le cas échéant, garder un droit d'accepter ces mesures. À la lecture des normes CIAS au chapitre C.1. Prestations circonstancielles, on énumère une liste de prestations obligatoires, certaines dépenses dues à la maladie ou au handicap, frais d'acquisition du revenu, coûts liés à l'intégration, etc. Mal m'en a pris de simplifier le problème! Après de vives discussions avec les spécialistes juridiques de la Commission de la santé, ceux-ci arrivent à la conclusion que l'intention de la motion était bonne, mais que généralement les fameuses prestations d'intégration, qui ont fait la une des journaux, sont en fait définies par les APEA et non par les services sociaux, ce qui est le cas. J'en ai pris bonne note, et je reviendrai prochainement avec un projet donnant un droit de regard aux autorités sociales dans ce sens. Comme l'a promis la Direction de la santé, je me réjouis de découvrir la future ordonnance prévue pour cette année, plafonnant les prestations circonstancielles – donc je pense à la liste que j'ai énumérée – pour les placements effectués sans les décisions de l'APEA. Le droit ayant triomphé sur le bon sens, comme déjà indiqué, je retire ma motion et reviendrai plus tard avec un autre projet.

La présidente. Cette affaire 24 de M. von Kaenel a été retirée.

Affaire 2014.RRGR.1152

N° de l'intervention:	235-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	von Kaenel (Villeret, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	7
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1515/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	SAP

Les forfaits cantonaux pour les collaborateurs spécialisés des services sociaux ne doivent couvrir que les salaires et charges sociales

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier le système de financement du personnel des services sociaux de la manière suivante :

1. Le forfait annuel ne peut couvrir que les salaires et charges sociales obligatoires.
2. Une fourchette de 5 pour cent est acceptée pour couvrir les fluctuations de personnel.
3. Par charges sociales obligatoires, on entend : cotisations AVS/APG/AI/AC et LPP.

Développement

Actuellement, le financement du personnel spécialisé ainsi que du secrétariat des services sociaux est basé sur un système de forfait annuel en fonction du nombre de dossiers du service (100 dossiers donnent droit à un poste d'assistant social à 100 pour cent et à un poste de secrétariat à 50 pour cent, pour un montant total d'environ 180 000 francs).

A l'origine, ce système se voulait simple dans le but de probablement limiter le travail administratif de la SAP et des services sociaux. Or nous voyons que cette méthode ne tient pas compte des caractéristiques et des conditions locales très variables dans le canton de Berne (ville, campagne, services communaux, service intercommunaux…).

De plus, certaines communes, telle que la ville de Biel/Bienne (article JDJ) semblent profiter de cette manne pour équilibrer leurs comptes communaux avec le surplus des forfaits attribués par le canton (on parle d'une somme de plus de 1,5 million de francs ?).

Au niveau du Jura bernois, le service social de Moutier a dû faire face ces dernières années à de nombreux départs de collaborateurs, en raison notamment de prestations salariales inférieures par rapport aux autres services sociaux régionaux.

Il n'appartient donc pas au canton de subventionner indirectement les infrastructures communales au travers de ces forfaits, prévus à la base pour le paiement des salaires et charges sociales des collaborateurs spécialisés.

Les services sociaux devront simplement, en fin d'année, établir un décompte de leurs charges salariales et sociales versées au personnel spécialisé. Le surplus du forfait sera restitué à la caisse cantonale.

Cette façon de faire n'entravera en rien l'autonomie des communes. Elles seront toujours libres de définir elles-mêmes le traitement de leur personnel en fonction de leur politique salariale ou des conditions locales particulières.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion charge le gouvernement de réviser le système de financement du personnel des services sociaux. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) étudie les adaptations nécessaires dans le cadre de la révision partielle de la loi sur l'aide sociale (LASoc) pour 2017, cela avec le concours de la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que de l'Association des communes bernoises.

Conformément à l'article 80, lettres *b* et *c* LASoc, les frais de traitement et de perfectionnement du personnel peuvent être imputés à la compensation des charges de l'aide sociale. Le coût des ressources en personnel nécessaires au travail social est ainsi assumé solidairement. Bien qu'il ait fait ses preuves, ce régime de financement demande à être mis à jour. D'autant que sa complexité s'est encore accrue suite à l'introduction du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte en 2013.

Le canton verse à tous les services sociaux les mêmes forfaits par poste à temps complet de personnel spécialisé ou administratif, définis dans l'ordonnance sur l'aide sociale (OASoc). Il peut cependant y avoir des différences salariales entre les communes. Lorsque le personnel d'un service social est très jeune, par exemple, les forfaits sont portés à la compensation des charges sans être épuisés. De nombreuses communes utilisent le surplus pour doter le service social de personnel supplémentaire. Comme il s'agit d'un forfait, les excédents peuvent être versés dans la caisse communale actuellement. Le Conseil-exécutif adhère à la visée de la motion et il estime comme le motionnaire que ce régime doit être corrigé. Diverses possibilités sont envisageables, à examiner notamment selon le coût de la mise en œuvre (forfait avec remboursement, plafond avec décompte des salaires réels ou autre). Comme la motion ne propose plus de rémunération des frais de perfectionnement, il faudrait également tenir compte de cet aspect pour la solution à retenir.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire 25, motion de M. von Kaenel, Les forfaits cantonaux pour les collaborateurs spécialisés des services sociaux ne doivent couvrir que les salaires et charges sociales. M. von Kaenel, vous transformez en postulat? – Alors allez-y. Est-ce que le postulat est contesté? – Oui, il est contesté. Monsieur, c'est à vous, et les groupes sont priés de s'annoncer.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Comme nous avons déjà passablement parlé d'aide sociale, et que nous sommes toujours en retard sur le programme, cette fois, je vais essayer d'être bref. En faisant un peu la tournée des popotes, comme on dit en français, j'ai compris que la proposition de transformer l'idée en postulat faisait globalement l'unanimité. Effectivement, en déposant mon texte, j'ai omis de tenir compte des frais de perfectionnement, des salaires des stagiaires et je suis sûr que j'ai encore oublié quelques points. La formation continue étant importante dans le domaine de l'aide sociale, celle-ci doit donc bien entendu être incluse dans ces forfaits. Je vais donc suivre la proposition du gouvernement et je transforme également cette motion en postulat. Tous les détails étant mentionnés dans la réponse, il n'est donc pas nécessaire de continuer et développer ici pendant de longues minutes les mêmes arguments. Je vous prie donc de bien vouloir accepter ce projet sous forme de postulat.

La présidente. M. Wüthrich a dit qu'il ne contestait pas le postulat, est-ce qu'il y a encore quelqu'un qui conteste ce postulat? Nous sommes donc à l'affaire 25. – Non. Nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption sous forme de postulat

Oui	100
Non	26
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.11124

N° de l'intervention:	114-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Müller (Orvin, UDC) (porte-parole) Ruchti (Seewil, UDC)
Cosignataires:	7
Urgence:	refusée le 05.06.2014
N° d'ACE:	1361/2014 du 12 novembre 2014
Direction:	SAP

Paiement des cotisations à la CSIAS

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier la pratique actuelle qui veut que ce soit le canton qui paie la cotisation des communes bernoises à la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). Les communes devront désormais régler elles-mêmes leur cotisation.
Développement
La cotisation annuelle à la CSIAS peut être payée soit par le canton, soit par les communes. Actuellement, la cotisation de six centimes par habitant et par an est réglée par le canton. Cette pratique doit être modifiée sans retard et la cotisation être mise à la charge des communes.
La dépense supplémentaire serait minime pour les communes : elle varierait de 250 (pour les communes de moins de 1000 habitants) à 6250 francs (pour les communes de plus de 100 000 habitants). Le canton quant à lui économiserait environ 60 000 francs.
Les membres de la CSIAS doivent régler eux-mêmes leur cotisation pour se sentir plus impliqués. Le fait que le canton règle les cotisations des communes équivaut à une adhésion forcée. Chaque commune doit être libre d'adhérer et de cofinancer ou non cette organisation qui ne fait pas l'unanimité.

Réponse du Conseil-exécutif

Les concepts et normes de calcul de l'aide sociale édictés par la Conférence suisse des institutions d'action sociale (normes CSIAS) ont force obligatoire pour l'exécution de l'aide sociale individuelle, conformément à l'article 8 de l'ordonnance sur l'aide sociale (OASoc). Le canton de Berne et pratiquement toutes ses communes sont membres de la CSIAS. Ils peuvent ainsi profiter des prestations de l'association, mais aussi influer sur son évolution et sur ses normes dans le cadre de ses organes.
La CSIAS propose une vaste palette de services facilitant le travail des professionnels de l'aide sociale et en particulier des services sociaux : conseils lors de situations de soutien complexes, exemples tirés de la pratique, documents et analyses sur des questions juridiques et méthodologiques, études scientifiques, base de données du droit de l'aide sociale, formations continues, séances d'information ou encore dossiers thématiques. L'affiliation à la CSIAS est ainsi très utile aux travailleuses sociales et travailleurs sociaux. Elle garantit par ailleurs une pratique uniforme dans l'ensemble du canton.
En vertu de l'article 73, alinéa 2 de la loi sur l'aide sociale (LASoc), le canton porte sa cotisation et celles des communes à la compensation des charges. Les montants étaient les suivants en 2013 :

Cotisations à la CSIAS	**Montant avant compensation des charges**	**Montant pris en charge par le canton après compensation des charges**
Canton	CHF 59 000	CHF 29 500
Communes	CHF 125 000	CHF 62 500
Total	CHF 184 000	CHF 92 000 (= moitié financée par le canton, l'autre moitié étant prise en charge par l'ensemble des communes)

Le motionnaire souhaite que les communes règlent elles-mêmes l'entier de leur cotisation à la CSIAS. Au total, celles-ci auraient ainsi dû assumer en 2013 des dépenses supplémentaires de l'ordre de 62 500 francs, la facture du canton étant allégée d'autant. Cette économie aurait représenté 0,03 pour cent du total des dépenses d'aide sociale matérielle du canton (CHF 263 mio).
L'application des normes CSIAS est certes obligatoire à Berne comme dans pratiquement tous les autres cantons suisses, mais les communes sont tout à fait libres de s'affilier ou non. Si celles qui y renoncent contribuent à la cotisation des communes membres au travers de la compensation des charges de l'aide sociale, le montant en question est insignifiant. Comme le statut de membre apporte des avantages indéniables, le gouvernement est d'avis que l'admission des cotisations à la compensation des charges se justifie parfaitement.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Nous passons donc à la motion, à l'affaire 26, la motion de M. Müller, UDC, Paiement des cotisations à la CSIAS. M. Müller, vous avez la parole. Les groupes peuvent s'annoncer s'il vous plaît. Monsieur, c'est à vous.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Wer Mitglied eines Vereins, Klubs, einer Gesellschaft oder einer anderen Organisation ist, bezahlt einen Mitgliederbeitrag. In der Regel tut er dies auch gerne oder zumindest ohne grossen Widerstand. Denn wenn jemand Mitglied ist, so hat er das freiwillig so gewählt und ist auch bereit, einen solchen Mitgliederbeitrag zu bezahlen.
Bei der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) im Kanton sieht das Ganze etwas anders aus. Hier sind es nicht die Mitglieder, die den Mitgliederbeitrag bezahlen. Der Kanton übernimmt den Beitrag für die Gemeinden. Der Regierungsrat behauptet in seiner Antwort, das sei, ich zitiere, ein «sachlogisches Vorgehen». Er führt aus, die SKOS biete viele Vorteile für die Gemeinden, daher sei das

eher spezielle Vorgehen gerechtfertigt. Ob das logisch ist oder nicht – darüber möchte ich nicht diskutieren.
Meiner Meinung nach gibt es nur einen Grund, weswegen man dagegen sein kann, dass die Mitglieder, also die Gemeinden, ihren Beitrag selbst bezahlen. Es ist die Angst davor, die Gemeinden würden plötzlich den Mitgliederbeitrag nicht mehr bezahlen. So kommt es mir auch vor, wenn ich die Antwort des Regierungsrats lese, denn diese ist ein grosser Werbespot für die SKOS. Wenn ich das so lese, so müssen wir keine Angst haben, die Gemeinden würden den Beitrag nicht mehr bezahlen. Denn wenn die SKOS so toll ist und so gute Leistungen erbringt, wie es in der Antwort steht, dann bezahlen auch die Gemeinden den Jahresbeitrag gerne. Der Jahresbeitrag ist zudem relativ gering. Die Stadt Biel würde er jährlich 3750 Franken kosten und die Stadt Burgdorf 1875 Franken. Moutier müsste 1125 Franken pro Jahr bezahlen und die Lenk 610 Franken. Der Kanton würde 62 500 Franken sparen – immerhin.
Hier geht es jedoch nicht um finanzielle Aspekte. Es geht darum, dass ein System, das nicht sachlogisch und meiner Meinung nach sogar unredlich ist, geändert wird in etwas, zu dem man stehen kann. Ich bitte Sie daher, meine Motion anzunehmen und die Gemeinden künftig den Mitgliederbeitrag direkt bezahlen zu lassen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich kann mich relativ kurz halten. Es ist auch kein besonders «dicker» Vorstoss, der hier zur Beurteilung vorliegt. Ich halte das Anliegen hinter dem Vorstoss doch für eher beschämender Art. Betrachte ich den Vorstoss und die Antwort des Regierungsrats, und berücksichtige ich das Sparvolumen, das mit dem Vorstoss erzielt werden könnte, so komme ich zu folgendem Schluss: Allein das Einreichen und Bearbeiten des Vorstosses, das Erarbeiten der Antwort und die Diskussion, die wir nun hier führen, kostet weit mehr als das Sparvolumen, das mit dem Vorstoss ausgelöst werden könnte. Die lächerlichen 62 000 Franken waren bestimmt nicht der Anlass zum Einreichen des Vorstosses. Hier geht es vielmehr darum, dass auch die SVP des Kantons Bern diejenige Debatte aufnimmt, die offensichtlich andere Kantonalparteien und Ortsparteien bereits aufgenommen haben. Diese haben erreicht, dass einzelne Gemeinden, wie Rorschach und einige andere, aus der SKOS ausgetreten sind. Offensichtlich ist das das Szenario, dass man nun auch für den Kanton Bern anstrebt.
Hier sagen die Grünen klar: Das ist kein Szenario, das wir unterstützen. Selbstverständlich können wir über die Ausgestaltung der Sozialhilfe diskutieren, und das tun wir auch immer wieder. In der Vergangenheit haben wir das bei verschiedenen Gelegenheiten getan: Wir haben das Sozialhilfegesetz (SHG) revidiert, wir haben Sozialinspektorate eingeführt, wir haben Grundlagen für ein Bonus-Malus-System geschaffen, und so weiter. Diese Debatte wird immer wieder geführt.
Auf der anderen Seite haben wir auch im Kanton Bern ein grosses Interesse daran, dass die Sozialhilfe im gesamten Kanton auf eine rechtsgleiche, vergleichbare Art und Weise umgesetzt werden kann. Und da leistet die SKOS einen wichtigen Beitrag, und das nicht allein über die materiellen SKOS-Richtlinien. Es ist zwar wichtig, dass wir im Land eine harmonisierte Sozialhilfe haben. Daneben bietet die SKOS den Gemeinden und Kantonen Arbeitshilfen und Hilfestellungen an. Dass man davon profitieren kann, setzt voraus, dass man bei der Institution mitmacht.
Im Kanton Bern wird die SKOS-Mitgliedschaft der Gemeinden über den Lastenausgleich finanziert. Das ist aus unserer Sicht ein absolut angemessener, richtiger Umgang mit der Problematik. Wir haben im Kanton Bern noch ganz andere Probleme, und dies umso mehr nach den jüngsten Entscheiden der Nationalbank. Wir haben uns um etwas gewichtigere finanzpolitische Probleme zu kümmern als um die lächerlichen 62 000 Franken. Wir bitten Sie, den Vorstoss klar abzulehnen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Die glp hilft nicht mit, die SKOS und die SKOS-Richtlinien abzuschiessen. Wenn wir den Vorstoss gleichwohl unterstützen, dann muss als erstes Folgendes festgehalten werden: Wir möchten nicht zurück zu der Situation, da jede Gemeinde ihren Sozialhilfeempfängern gemäss der Formel «Handgelenk mal Pi» Geld zusprach. Das habe ich vor 20 Jahren noch erlebt. Das war verheerend. Wollte man mit 35 Gemeinden ein Projekt durchführen, konnte man kaum arbeiten. Daher ist die Errungenschaft, dass man im Kanton einheitliche Regelwerke hat, zentral.
Wir unterstützen die Motion, da wir dringenden Handlungsbedarf auf der politischen Ebene sehen. Die SKOS und die Verantwortlichen der SKOS haben es verpasst, sich eine klare politische Legitimation zu geben. Ich habe etwas recherchiert und stelle fest, dass ein Vorstand mit 50 Mitgliedern und eine Geschäftsleitung mit 8 Mitgliedern bestehen. Es ist Ihnen unbenommen, zu sagen, ob das eine effiziente Struktur ist. Es ist sicher ein Zeichen breiter Abstützung, und so gesehen können wir das akzeptieren. Wir sehen jedoch dringenden Handlungsbedarf, dass sich die SKOS mit ihren Regelwerken politisch legitimiert. Ob das eine Gesundheitsdirektorenkonferenz ist, die verabschiedet und nicht wie heute der Vorstoss, möchten wir der SKOS selbst überlassen. Ob es sinnvoll war, das Präsidium zweifach links zu besetzen, und das in einer Situation, da wir so viele politische Diskussionen vonseiten der SVP haben, die seit Monaten ihre Motionen gesamtschweizerisch in diesem Bereich einreicht, ist eine Frage.
Uns fehlt seitens der SKOS eine Strategie, mit der die politische Dimension sinnvoll und offensiv wahrgenommen wird. Mit der Annahme hoffen wir, ein politisches Zeichen setzen zu können, sodass die SKOS vermehrt auf Gemeindeebene die Diskussion sucht – sei es über ihre Sozialdienstleitenden oder Vertretungen. Sie soll ihre Art zu denken den Gemeinden breit vermitteln. Aus diesem Grund unterstützen wir die Motion. Es ist ein politisches Signal an die SKOS, die Zeichen der Zeit wahrzunehmen und vermehrt auch auf der politischen Ebene tätig zu werden.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Blaise Kropf hat gesagt, der Vorstoss sei beschämend. Mit dieser Ansicht habe ich etwas Mühe. Das ist doch Selbstbestimmung. Es geht hier bestimmt nicht um die Einsparung der 62 000 Franken. Wenn du in einer Organisation arbeitest, ist es zweierlei, ob die Mitglieder den Beitrag einfach bezahlen müssen, oder ob sie ihn freiwillig entrichten können. Das ist auch ein wenig ein Konkurrenzdenken, das vielen solchen Organisationen bestimmt nicht schadet. Eine Mehrbelastung der Ge-

meinden im Rahmen von 62 000 Franken ist bestimmt nicht das Credo der SVP. Für die kleinste Gemeinde sind das übrigens 250 und für die grösste 6250 Franken pro Jahr. Damit wird die Gemeindeautonomie gestärkt, und das wollen wir. Bei allen anderen Mitgliedschaften entscheiden die Gemeinden auch selbst, ob sie dabei sein wollen oder nicht. Sie wägen ab, ob es eine gute Organisation ist, ob sie ihnen etwas bringt oder eben nicht. Der Mitgliederbeitrag wurde vom Kanton schleichend eingeführt und per Verordnung verfügt. Eigentlich ist es ein wenig ein Missbrauch des Lastenausgleichs. Denn diejenigen, die nicht dabei sind, helfen dennoch mit zu bezahlen. Die SKOS-Richtlinien sind für die Gemeinden verbindlich. Das ist auch richtig so. Hingegen besteht eben keine Pflicht zur Mitgliedschaft.
Betrachtet man die teils überrissenen Leistungen und Forderungen der SKOS, und bedenkt man, was jemand verdient, der nicht von der Sozialhilfe lebt – diese Diskussion möchte ich nun jedoch nicht vom Zaun brechen – dann soll doch eine Gemeinde wirklich selbst entscheiden, ob sie mittels einer Mitgliedschaft Druck auf die Organisation geben will oder eben nicht. Die SVP-Fraktion unterstützt den Vorstoss einstimmig.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Es steht zwar im Vorstoss nicht ausdrücklich, aber ich wage einmal zu behaupten, was ich auch aus den einzelnen Voten herausgehört habe: Den Motionären geht es in erster Linie darum, die Gemeinden dazu zu ermutigen, aus der SKOS auszutreten. Und das kommt für uns überhaupt nicht in Frage. Im Gegenteil. Eigentlich müsste man hier und jetzt über eine Pflicht zur Mitgliedschaft bei der SKOS sprechen. Denn immerhin sind die SKOS-Richtlinien für die Sozialdienste im Kanton Bern verbindlich. Die Sozialdienste nutzen auch gerne all die übrigen Dienstleistungen der SKOS. So werden Praxishilfen zur Verfügung gestellt, man erhält Informationen, und Dokumente stehen zur Verfügung. Weitere Stichworte sind Antworten zu komplexen Unterstützungssituationen, Rechtsberatung, Praxisberatung sowie Weiterbildungen. Die Sozialdienste sind auf all das angewiesen. Für einen relativ kleinen Beitrag erhalten die Sozialdienste also ein wichtiges und hilfreiches Angebot für die Praxis. Und nur wenn man selber Mitglied ist, kann man sich einbringen und bei der Entwicklung der SKOS-Richtlinien mitwirken. Man kann nicht immer über die SKOS wettern, und sich dann aus der Verantwortung ziehen und nicht mitmachen.
Immer wieder wird behauptet, die SKOS sei ein privater Verein. Ja, die Organisationsstruktur ist privatrechtlich. Das ist jedoch nur deshalb so, weil man es bis jetzt nicht geschafft hat, auf eidgenössischer Ebene Grundlagen für eine schweizweite Handhabung der Sozialhilfe zu schaffen. Schaut man, wer in den entsprechenden Gremien der SKOS sitzt, so sieht man, dass sehr viel öffentlich-rechtliche Prominenz im Vorstand, in der Geschäftsleitung und in den Kommissionen vertreten ist. Da machen Vertreterinnen und Vertreter aus Bund, Kantonen, Städten und Gemeinden mit. Seien wir doch einfach froh, dass die Mitgliederbeiträge für den Kanton und die Gemeinden zentral bezahlt und über den Lastenausgleich abgerechnet werden können. So müssen nicht alle Gemeinden einzeln die Rechnungen verbuchen. Das wäre auch ein Beitrag zur Effizienzsteigerung.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). Bei der vorliegenden Motion handelt es sich eigentlich um eine rein technische Motion. Das heutige Zahlungssystem der SKOS-Mitgliederbeiträge soll geändert werden. Die Gemeinden sollen ihren Mitgliederbeitrag der SKOS selbständig überweisen. Oder sie können ihre kritische Haltung gegenüber der SKOS mit dem Austritt aus der Konferenz dokumentieren. Seitens der BDP heissen wir die Motion grossmehrheitlich gut. Damit wollen wir die Absicht unterstützen, dass Gemeinden, die aus der SKOS ausgetreten sind, über den Lastenausgleich nicht trotzdem mitzahlen müssen, indem der Kanton den Mitgliederbeitrag für alle Gemeinden direkt der SKOS überweist.
Damit nimmt die BDP heute jedoch nicht Stellung zur grundsätzlichen Anwendung der SKOS-Richtlinien bei der Ausrichtung der öffentlichen Sozialhilfe. Das wäre dann wieder eine andere Diskussion. Die BDP teilt grundsätzlich die Überzeugung, dass eine einheitliche Regelung bei der Ausrichtung der Sozialhilfe ein Muss ist. Wir können auch unterstreichen, was Barbara Mühlheim dazu gesagt hat. In diesem Sinne stimmt die BDP der zahlungstechnischen Motion mehrheitlich zu.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Die Gemeinden sollten sich ihrer Mitgliedschaft bei der SKOS verstärkt bewusst werden. Und: Die Übernahme der Mitgliederbeiträge durch den Kanton kämen einer Zwangsmitgliedschaft gleich. Diese Aussagen aus der Begründung des Vorstosses sind auch aus der Sicht der EVP des Pudels Kern und ein klares Misstrauensvotum gegenüber der SKOS. Hier geht es wohl nicht um die kleinen Beträge, die der Kanton den Gemeinden via Lastenausgleich abnimmt. Das haben auch andere erkannt. Es geht um die umstrittene Organisation Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe.
Dieses Misstrauen teilen wir nicht. Durch die verbindliche Anwendung der SKOS-Richtlinien im Kanton Bern werden Willkür und Armenjagd ausgeschlossen. Die Mitgliedschaft bietet den Gemeinden darüber hinaus eine grosse Palette von Dienstleistungen. Diese können der Antwort der Regierung entnommen werden, beziehungsweise wurden von Andrea Lüthi aufgeführt. In der Antwort des Regierungsrats wird das wirklich bestens ausgeführt. Hinzu kommt, dass die SKOS kein statischer Betrieb ist, der sich irgendwann einmal Richtlinien gesetzt hat, einseitig und unverhältnismässig. Im Moment wird der Warenkorb für den Grundbedarf überprüft und wenn nötig angepasst. Richtlinien und Vorgaben werden immer wieder wissenschaftlich verifiziert. Die Fraktion EVP ist der Meinung, die Finanzierung des Mitgliederbeitrags über den Lastenausgleich sei gerechtfertigt. Es gibt keinen Grund, daran etwas zu ändern. Daher lehnt die Fraktion EVP die Forderungen der Motion ab.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Die FDP will keine Debatte über den Verein SKOS führen, obschon es den Motionären eigentlich grundsätzlich um den Verein geht. Wir betrachten den Vorstoss losgelöst vor dem Hintergrund der SKOS, wie er seitens von Barbara Mühlheim ausgeführt wurde. Wir sehen die Problematik gleich, wie das Monika Gygax seitens der BDP sagte. Auch wir sehen vor allem die

finanztechnische Angelegenheit, wer den Mitgliederbeitrag bezahlt und wer nicht. Die FDP ist der Meinung, jede Gemeinde solle ihren Mitgliederbeitrag selbst bezahlen können. Das entspricht auch ganz klar unserem liberalen Gedankengut. Das beinhaltet jedoch auch, dass bei einem Austritt keine Leistungen des Vereins SKOS bezogen werden können. Das ist die logische Schlussfolgerung. Ob das Sinn macht, muss sich jede Gemeinde selbst überlegen. Immerhin sind die Richtlinien allgemein verbindlich. Alternativen haben wir im Moment keine. Die FDP unterstützt den Vorstoss in Form einer Motion.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Lieber Ueli Studer, ich antworte zuerst kurz auf das, was du vorhin an mich gerichtet hast. Ich nehme dein Angebot für einen Austausch sehr ernst und nehme es gerne an. Ehrlich gesagt freut es mich, dass du erstmals nach sechs Jahren, seitdem ich dem Rat angehöre, auf ein Votum meinerseits reagierst. Ich bin etwas stolz darauf. Ich bin auch Gemeinderätin. Ich weiss, was es heisst, auf Gemeindeebene diese Arbeit zu leisten. Und das habe ich nicht in Frage gestellt. Mir geht es um das, was im Moment in diesem Land geschieht. Und das erschreckt mich zutiefst, wirklich zutiefst, und macht mich ratlos, hilflos und unendlich traurig. Wir müssen Wege finden, die eben nicht eine – und jetzt wiederhole ich mich – solch inkohärente Sozialpolitik sind, wie sie in diesem Rat gemacht wird. Die SKOS wird mit diesem Vorstoss ganz klar in Frage gestellt. Wenn wir die Gemeinden indirekt dazu auffordern, aus der SKOS auszutreten, so heisst das auch, dass sie aus der Verantwortung austreten. Und das dürfen wir nicht zulassen. Es geht genau um die andere Richtung, wie es Andrea Lüthi gesagt hat. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir müssen uns in der SKOS einbringen! Gerade die Sicht der Gemeinden muss dort eingebracht werden. Ein Austritt ist ganz klar der falsche Weg. Lehnen Sie daher den sehr gefährlichen Vorstoss bitte ab.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Wir werden zusammen reden, Ursula. Da bin ich sofort bereit, denn ich habe damit keine Probleme. Aber hier geht es tatsächlich nicht um den Austritt aus der SKOS. Es geht darum, wer die Beiträge bezahlt. Ich habe bereits einmal eine Interpellation genau in diese Richtung eingereicht. Ich erhielt vom Regierungsrat die Antwort, die Gemeinden könnten diesen Beitrag nicht im Lastenausgleich abrechnen. Der Regierungsrat bezahlt die Gesamtkosten für den Kanton. In der Verordnung hat er die SKOS-Richtlinien als verbindlich erklärt. Der Kanton kann diese Beiträge in den Lastenausgleich geben, wenn er sie zusammenfasst und bezahlt. Das ist das Eigenartige, und das ist es, das hier verlangt wird.
Unsere Gemeinde gehört einem Verein im Bereich der Finanzen an, sowie Vereinen in weiteren Bereichen. Die entsprechenden Beiträge bezahlen wir jedoch allesamt selbst. Es ist nicht so, dass die Finanzdirektion die Vereinsbeiträge bezahlt und dann in den Lastenausgleich gibt. Auch in meinem Vorstoss ging es nicht darum, die SKOS zu hinterfragen und auszutreten. Ich sagte sogar, die Richtlinien der SKOS seien gut. Die Frage stellt sich bei der Höhe. Ich hätte alles falsch verstanden, wenn die Motion Müller so zu verstehen und zu interpretieren wäre, dass sie nun das Zeichen dafür wäre, dass die Hälfte der Gemeinden im Kanton Bern sagt: «Freude herrscht, jetzt können wir austreten.» Nein, darum geht es nicht. Es geht tatsächlich um den technischen Ablauf, was die Finanzen anbelangt. Es geht darum, wer das bezahlt, und vor allem, wer das in den Lastenausgleich geben kann und wer nicht.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Ursula Brunner, du musst nicht Angst haben. Die SVP schaut dann schon, dass es gut kommt. *(Hilarité)* Ja, es ist so. Und es nervt mich tatsächlich, wenn man bei jedem Vorstoss kommt und klagt, es gehe nur um Wahlkampf. Schauen Sie doch einmal, welche Vorstösse von linker Seite eingereicht wurden. Radioaktive Abfälle – haben wir da gesagt, es gehe nur um Wahlkampf? Soziale Gerechtigkeit, Gerechtigkeit bei der Stimmvergabe unter dem neuen Prinzip der Stimmverteilung – haben wir da gesagt, es sei nur Wahlkampf? Das sind Anliegen politischer Parteien, und ich bitte darum, diese ernst zu nehmen und nicht mit den immer gleichen Argumenten zu kommen.
Blaise Kropf, es sind eben nicht nur ein paar lächerliche Franken, die wir hier einsparen wollen. Wir wollen, dass sich die Leute in den Gemeinden bewusst sind, ob sie da dabei sein wollen oder nicht. Und genau davor haben Sie auf der linken Seite Angst. Dass Sie eben nicht mehr gemäss dem sozialistischen System sagen können, alle sind dabei. *(Hilarité)* Vielmehr müssen die Leute selber denken, und das sieht man in Ihrem System nicht gerne.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je vois que l'on fait un peu dans la finesse cet après-midi, et moi je constate une chose, et je regarde les députés radicaux: si vous mettez le pied dans la porte, vous ne la fermerez plus cette porte, acceptez cette motion, vous verrez d'ici quelques années ce qui va se passer.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Mich erstaunt die panische Angst, die von dieser Seite kommt. Man erhält den Eindruck, nun würden alle Gemeinden aus der SKOS austreten. Wenn die SKOS so gut ist, dann vertrauen Sie doch den Gemeinden. Sie werden doch bleiben, wenn das so gut ist. Aber es zeigt wirklich: Sie haben panische Angst. Noch einmal: Darum geht es nicht. Es geht darum, dass die Gemeinden ihren Beitrag selber bezahlen können. Das soll nicht mehr vom Kanton diktiert werden.

La présidente. Nous passons au vote. L'affaire 26, c'est une motion de M. Müller, Paiement des cotisations à la CSIAS. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	82
Non	60
Abstentions	7

La présidente. Vous avez accepté cette motion.

Affaire 2014.RRGR.11123

N° de l'intervention:	115-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Müller (Orvin, UDC) (porte-parole) Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
Cosignataires:	8
Urgence:	refusée le 05.06.2014
N° d'ACE:	1362/2014 du 12 novembre 2014
Direction:	SAP

Bénéficiaires de l'aide sociale récalcitrants: des sanctions plus sévères

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter les bases légales de telle sorte que des sanctions plus sévères que maintenant puissent être prononcées contre les bénéficiaires de l'aide sociale qui rechignent à coopérer.
Développement
L'aide sociale couvre les besoins de première nécessité ainsi que les dépenses de santé et le loyer ; elle englobe éventuellement des prestations circonstancielles.
Les bénéficiaires de l'aide sociale qui rechignent à coopérer s'exposent aujourd'hui uniquement à une réduction de 15 pour cent sur les besoins de première nécessité. Or, étant donné que les prestations financières supplémentaires dépassent généralement le montant accordé pour couvrir les besoins de première nécessité, cette réduction ne se répercute que faiblement sur la situation financière des bénéficiaires. La sanction ne sert à rien puisque les personnes considérées ne changent pas de comportement.
Il est parfaitement légitime d'exiger des sanctions plus sévères contre les bénéficiaires qui ne coopèrent qu'insuffisamment à leur insertion professionnelle. Les communes auraient ainsi plus de latitude pour prendre des mesures contre les bénéficiaires récalcitrants et les inciter ainsi à changer de comportement.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion demande le renforcement des sanctions envers les bénéficiaires de l'aide sociale qui rechignent à coopérer et charge le gouvernement d'adapter les bases légales en la matière.
Le Conseil-exécutif comprend la préoccupation du motionnaire. Mais en général, la législation actuelle permet déjà aux services sociaux de prendre les mesures requises à l'encontre des personnes qui ne respectent pas leurs obligations. La réduction des prestations est ainsi prévue à l'article 36 de la loi sur l'aide sociale (LASoc). Elle doit cependant être proportionnée à la faute des bénéficiaires et ne doit en aucun cas toucher le minimum vital indispensable. Les détails sont réglés dans les normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) : il est possible de réduire le forfait pour l'entretien de 15 pour cent et de diminuer, voire de supprimer les prestations à caractère incitatif (franchise sur le revenu et suppléments d'intégration). La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a précisé ces principes dans un catalogue de sanctions (ISCB 8/860.1/6.2), contribuant à uniformiser la pratique dans l'ensemble du canton. Pour un ménage d'une personne, la réduction de 15 pour cent du forfait, qui se monte à 977 francs, atteint 146 francs, ce qui n'est tout de même pas négligeable ; la suppression de la franchise et du supplément ferait encore baisser le budget mensuel de 100 à 400 francs par mois selon la situation.
La révision de la LASoc requise pour la réalisation de la motion Studer 260-2012 « Réduction des coûts de l'aide sociale » est en préparation. Elle englobera le réexamen de la palette des sanctions. La SAP prendra en considération le souhait des services sociaux de pouvoir appliquer des mesures plus strictes dans des cas isolés. Elle répondra ainsi au vœu du motionnaire dans des situations spécifiques, étant entendu que, dans l'ensemble, la réglementation en vigueur est suffisamment efficace.
En comparaison suisse, seuls quatre cantons appliquent des sanctions plus sévères que celles prévues par les normes CSIAS. Ils respectent cependant eux aussi le principe selon lequel il faut commencer par réduire le forfait pour l'entretien de 15 pour cent ; la diminution de 30 pour cent est mise en œuvre uniquement dans des cas bien précis. Berne procède dès lors comme la grande majorité des cantons.
L'aide sociale matérielle est en plein réaménagement à différents niveaux. La CSIAS a ainsi donné en mandat une étude pour savoir si le panier-type est à ajuster, ce qui impliquerait une adaptation du forfait pour l'entretien ; le système incitatif est également en cours d'évaluation. Quant au canton de Berne, il a lancé la révision de la LASoc, qui touchera différents domaines. Tous ces changements forment un tout et il convient de les considérer globalement pour conserver un système d'aide sociale cohérent. Les possibilités de sanction ne peuvent être adaptées isolément.
Au vu de ce qui précède, il propose d'adopter la motion sous forme de postulat.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire 27, motion de M. Müller, Bénéficiaires de l'aide sociale récalcitrants: des sanctions plus sévères. Le motionnaire a la parole, vous ne vous êtes pas annoncé Monsieur. C'est à vous, et je demande aux groupes de s'annoncer.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Wenn ein Sozialhilfeempfänger seine Termine nicht wahrnimmt, wenn er seine eingeschriebenen Briefe nicht abholt, wenn er Kurse nicht besucht, die er besuchen sollte, dann ist er nicht kooperativ. Aber er ist nicht nur nicht kooperativ, sondern er hält an und für sich die Sozialarbeitenden, die ihm tagtäglich zur Seite stehen, und somit den Staat und auch die Steuerzahler richtiggehend zum Narren. Was riskiert solch ein nicht kooperativer Sozialhilfeempfänger? Eigentlich praktisch nichts, nämlich maximal 15 Prozent Abzug beim Grundbedarf. Bedenkt man, dass neben dem Grundbedarf auch die Miete, Gesundheitskosten und allfällige bedarfsabhängige Leistungen gewährt werden, so wirken sich die 15 Prozent prak-

tisch nicht aus. Das heisst, die Sanktionsmassnahme greift nicht. Und wenn eine Sanktionsmassnahme nicht greift, dann wird auch die angestrebte Verhaltensänderung bei der Person, beim unkooperativen Sozialhilfeempfänger nicht hergestellt. Die Verhaltensänderung bleibt aus.
Es geht hier nicht darum, irgendeine Armenjagd zu veranstalten. Es ist auch nicht so, dass es unsozial wäre, verbesserte oder mehr Sanktionsmöglichkeiten zu fordern. Das Gegenteil ist der Fall. Es geht um Gerechtigkeit. Tatsächlich ist es eine Minderheit, die sich nicht an die Regeln hält. Die Motion zielt gegen die Minderheit, die das System schamlos ausnützt. Gegen diejenigen, die den Sozialarbeitern ihre tägliche Arbeit vermiesen. Sie zielt gegen diejenigen, die den Rechtschaffenen, den ehrlichen Sozialhilfeempfängern einen schlechten Ruf bescheren. Soll der Kanton Bern auch künftig ein Sozialsystem aufrechterhalten, das von einem breiten Teil der Bevölkerung getragen wird, dann muss es gerecht sein. Wenn wir nicht strengere Massnahmen, einen besseren Massnahmenkatalog gegen diejenigen ergreifen, die das System ausnützen, dann ist das System nicht mehr gerecht. Wer hier dagegen ist, macht sich mitschuldig. Mitschuldig daran, dass immer mehr Leute kritisch und gegen das System sind. In diesem Sinne bitte ich Sie, die Motion zu unterstützen. Ich erinnere daran, dass im Kanton Solothurn seit dem 1. Januar 2015 bei den nicht kooperativen Sozialhilfeempfängern bis zu 30 Prozent abgezogen werden können. Sie sehen, der Kanton Solothurn ist uns hier voraus. Ich hoffe, wir werden nicht allzu lange hinterherhinken.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Wie der Motionär und der Regierungsrat selbst erwähnen, kann heute den SozialhilfeempfängerInnen bis zu 15 Prozent des Grundbedarfs von 977 Franken gekürzt werden. Dazu können noch Kürzungen oder ganze Streichungen in Zusatzbereichen wie Einkommensfreibetrag, Integrationszulagen oder minimale Integrationszulage vorgenommen werden. In der Sozialhilfe gibt es aber auch eine Mitwirkungspflicht. Wird diese nicht erfüllt, wird auf ein Sozialhilfegesuch gar nicht eingetreten. Der Aufwand für ein Sozialhilfegesuch für die Betroffenen ist sehr hoch. Die Person oder die Familie muss alles rechtzeitig auf den Tisch legen. Kommt man der Mitwirkungspflicht nicht nach, wird auf das Gesuch für Sozialhilfe nicht eingetreten oder die Sozialhilfe wird sogar gestrichen. Es kann in gewissen Situationen mit SozialhilfeempfängerInnen zu Missverständnissen oder sogar Konflikten kommen. Ob nun all diese Differenzen als mangelnde Kooperation interpretiert werden sollen oder können, ist eine andere Frage.
Wir Grünen sind nicht gutgläubig und sind uns sehr wohl bewusst, dass es auch unter den Sozialhilfeempfängern Missbräuche gibt, wie bei allen anderen Sozialversicherungen übrigens auch. Es ist selbstverständlich, dass Missbrauch rechtlich verfolgt wird. Dabei müssen wir uns auch darüber im Klaren sein, dass der Anteil der Steuerhinterziehung um ein Mehrfaches höher liegt.
Mit den Sanktionen in der Sozialhilfe sind wir aber der Meinung, dass wir genug weit gegangen sind und es auch Grenzen gibt. Die Sozialdienste sind heute wie Hochsicherheitsgebäude mit baulichen Massnahmen ausgestaltet und werden von der Securitas überwacht und geschützt. Wegen zunehmendem Druck und ausgesprochenen Sanktionen und Reaktionen von den Sozialhilfeempfängern ist das Arbeitsklima für Sozialarbeitende zunehmend schwieriger geworden. Zudem dürfen wir nicht vergessen, dass wir mit Sanktionen jemanden nicht darben lassen oder in die Kriminalität zwingen dürfen. Wir sind klar der Meinung, dass wir bereits heute über genügend Sanktionsmöglichkeiten verfügen. Die Grüne Fraktion wird die Motion ablehnen. Wird sie gewandelt, werden ein paar KollegInnen von mir das Postulat unterstützen.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Bei dieser Motion mache ich es kurz. Aus der Sicht der EVP geht es bei dieser Motion einmal mehr um ein paar Einzelfälle. Das hat auch der Motionär so gesagt. Nichtsdestotrotz ist uns auch bewusst, dass es in der alltäglichen Praxis der Sozialbehörden ärgerlich ist, wenn sich Sozialhilfebeziehende einfach verweigern und unkooperativ verhalten. Die Gestaltung der Sozialhilfe ist, wie wir alle wissen, im Umbruch. Die SKOS ist dabei, Fragen des Grundbedarfs und der Anreizsysteme zu überarbeiten. Und auf kantonaler Ebene wird bekanntlich das Sozialhilfegesetz (SHG) überarbeitet. Der Regierungsrat ist bereit, die Frage der Sanktionsmöglichkeiten in einem Gesamtzusammenhang anzuschauen. Darum braucht es aus unserer Sicht hier die Form des Postulats, und nicht die verbindliche Form der Gesetzesänderung – vielleicht ist ja die Gesetzesänderung dann gar nicht notwendig. Die EVP-Fraktion unterstützt daher ein Postulat.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Wir reden hier nicht generell über die Sozialhilfe. Wie wir heute Nachmittag gesehen haben, kann man dazu unterschiedlicher Meinung sein. Es kann auch sehr emotional werden, das wissen wir alle. Wir sprechen hier über ein spezifisches Problem, nämlich über schärfere Sanktionen bei nicht kooperativen Sozialhilfebezügern. Eigentlich sollten wir uns doch im Rat alle darin einig sein, dass dort etwas zu ändern ist. Die jetzigen Sanktionsmöglichkeiten reichen eben nicht aus.
Ich fürchte, es werde nun heissen, man solle nichts unternehmen, da es sich ja nur um 3 bis 5 Prozent handle. Das kann es ja nicht sein. Wenn wir hier die Augen verschliessen, kann man immer wieder sagen, alles sei in Ordnung und es bestehe kein Handlungsbedarf. Der Regierungsrat sieht auch Handlungsbedarf. Die Revision des SHG bietet eine ideale Möglichkeit, das aufzunehmen. Ein Postulat allein reicht nicht aus. Es ist klar, worum es geht. Und daher unterstützt die FDP ganz klar die Motion. Das ist der richtige Weg, und da sollte man sich doch einig werden – wenn es um schärfere Sanktionen bei Nicht-Kooperativen geht. Noch eine Bemerkung. In der Antwort des Regierungsrats steht: «Allerdings beschränkt auf spezifische Einzelfälle.» Kommt die Gesetzesrevision auf den Tisch, müssen wir genau hinschauen, was der Regierungsrat damit genau meint.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Die gesetzlichen Rahmenbedingungen sollen dahingehend abgeändert werden, dass bei mangelndem Kooperationswillen schärfere Sanktionsmassnahmen als bisher ergriffen werden können. Der Motionär sagt, heute könnten bei fehlender Kooperation lediglich 15 Prozent des Grundbedarfs abgezogen werden, was sehr geringfügig sei. Auch wir sind der Meinung, die Sozialhilfeempfänger sollten den Verpflichtungen gegenüber den Sozialdiensten pünktlich und umfassend nachkommen.

Bei Fehlbaren sollen Sanktionen vorgenommen werden können. Es stellt sich lediglich die Frage, welche Sanktionen möglich sind, und was «geringfügig» heisst. Nebst den 15 Prozent des Grundbedarfs können heute, je nach Situation, weitere Kürzungen vorgenommen werden, beispielsweise Einkommensfreibetrag, Integrationszulage für Nichterwerbstätige sowie die minimale Integrationszulage. Diese können gekürzt oder sogar gestrichen werden. Was heisst nun «geringfügig»? Die Kürzung um 15 Prozent auf dem Grundbedarf macht für einen Einpersonenhaushalt immerhin 146 von 977 Franken aus. Zusätzlich können weitere Kürzungen zwischen 100 und 400 Franken, je nach Situation, vorgenommen werden. Diese Kürzungen dürfen als Gesamtes nicht mehr als geringfügig bezeichnet werden.
Bekanntlich ist zurzeit die Revision des SHG in Vorbereitung. In diesem Zusammenhang erklärt sich die Regierung bereit, das Thema der Sanktionsmassnahmen ebenfalls zu überprüfen. Zudem ist die SKOS dabei, die Richtlinien zu überprüfen, unter anderem auch bei Grundbedarf. Da verschiedene Dinge in Bearbeitung und im Umbruch sind, kann die BDP-Fraktion einem Postulat zustimmen. Eine Motion wird abgelehnt.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Sie haben heute wahrscheinlich das Interview in der Zeitung «Der Bund» mit Herrn Vonrüti aus Langenthal gesehen. Das wurde heute bereits erwähnt. Sie haben auch gesehen, dass er gesagt hat, eine kleine Minderheit der Sozialhilfebezüger sei nicht kooperativ. Gerade auch im Hinblick auf diejenigen Sozialhilfebezüger, die sich an die Vorschriften und Richtlinien halten, die eben kooperieren, ist es nicht richtig, wenn man diejenigen, die nicht kooperieren, einfach «laht la schlüfe». Die wirklich Bedürftigen und die kooperativen Leute haben ein Interesse daran, dass wir griffige Massnahmen haben und dass sie nicht unter dem schlechten Image leiden, das von den nicht kooperativen Leuten verursacht wird.
Im Moment kann man auf dem Grundbedarf nur 15 Prozent kürzen. Bei allem anderen, das Erich Feller erwähnt hat, handelt es sich um Zulagen, die nicht alle erhalten. Die Kürzung um 15 Prozent des Grundbedarfs macht nicht wirklich viel aus. Da bin ich anderer Meinung als Erich Feller. Offensichtlich reichen die 15 Prozent nicht immer aus, um die Leute zu zwingen, wirklich zu kooperieren. Andere Kantone können höhere Kürzungen vornehmen. Im Kanton Aargau besteht die Möglichkeit, eine Kürzung um 35 Prozent zu machen. Die Kürzungen um 35 Prozent wurden von den Gerichten bereits mehrmals geprüft und akzeptiert. So gesehen verstehe ich nicht, dass man sagt, die 15 Prozent seien ausreichend, und man könne nicht viel mehr machen. Der Regierungsrat befürwortet das Postulat. Er will die Sanktionsmöglichkeiten im Rahmen der Revision des SHG prüfen. Für uns von der SVP ist nicht verständlich, warum man nicht eine Motion überweisen kann, wenn der Regierungsrat die Anpassungen ohnehin vornehmen will. Wir unterstützen die Motion einstimmig.
Eine Bemerkung zum Votum von Hasim Sancar. Er hat gesagt, wenn man die Mitwirkungspflicht in der Sozialhilfe nicht erfülle, könne diese gestrichen werden. Das ist schlicht nicht wahr. Das einzige, das man machen kann, ist eben die Kürzung um 15 Prozent. Und das reicht nicht. Daher braucht es die Motion. Ich bitte Sie, die Motion in der vorliegenden Form zu unterstützen.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Damit Ihnen nicht gerade «dr Lade abegeit» und Sie nicht mehr zuhören: Die SP-Fraktion unterstützt ein Postulat. Wir nehmen jedoch mit grosser Besorgnis wahr, wie man auf bürgerlicher Seite den Druck auf die Sozialhilfe und auf die Sozialhilfebeziehenden verstärkt. Es wird dabei völlig ausser Acht gelassen, dass es sich bei der Sozialhilfe um das letzte Netz handelt, welches Bedürftige unterstützen soll, und dass kaum jemand freiwillig Sozialhilfe bezieht. Klar, es gibt immer Personen, die ein solches System ausnützen, die sich nicht an die Regeln halten, die ihre Pflichten nicht wahrnehmen und die Zusammenarbeit verweigern. Aber solche «Beratungsresistente» gibt es in anderen Bereichen auch.
Im Vorfeld der Debatte zur Motion von Ueli Studer, «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe», wurden 2013 alle Grossrätinnen und Grossräte eingeladen, sich auf einem Sozialdienst persönlich zeigen zu lassen, wie gearbeitet wird, welche Instrumente zur Integration, aber auch zur Missbrauchsbekämpfung vorhanden sind. Kaum jemand hat dieses Angebot wahrgenommen. Anscheinend wissen Sie alle, wie man mit unbequemen Leuten umgehen soll – nämlich einfach den Geldhahn zudrehen! Es ist aber nicht so, dass die einzige Sanktionsmöglichkeit in der Sozialhilfe die Kürzung des Grundbedarfs um 15 Prozent ist. Den Sozialdiensten steht eine ganze Palette von Massnahmen zur Verfügung, die sie je nach Einzelfall anwenden können. Wir haben es gehört – es können auch Integrationszulagen oder allfällige Einkommensfreibeträge gestrichen werden. Oder situationsbedingte Leistungen werden nicht gewährt. Oder es wird Druck gemacht, indem man die Sozialhilfeunterstützung nur noch wöchentlich auszahlt und an gewisse Bedingungen knüpft. Beispiele sind die Wahrnehmung eines Gesprächstermins, das Bringen von Unterlagen und das Erledigen von Aufträgen. Es handelt sich bei den finanziellen Kürzungen nicht nur um ein paar «Fränkli», sondern bei einem ohnehin knappen Sozialhilfebudget um eine substanzielle Einbusse. Und all die anderen Auflagen, welche die Sozialdienste machen können, sind auch nicht gerade angenehm.
Persönlich weiss ich nicht, ob zusätzliche Kürzungen wirklich zielführend sind. Im Gegenteil – je mehr Druck man aufbaut, desto stärker wird die Gegenwehr, und vielleicht explodiert der Topf auch einmal. Wir haben alle schon von solchen Geschichten gehört. Gewalt und Bedrohungen auf den Sozialdiensten gehören leider zu den Berufsrisiken für Sozialarbeitende.
Warum unterstützen wir ein Postulat? Wir nehmen zur Kenntnis, dass es vielleicht tatsächlich ein paar wenige Einzelfälle gibt, welchen Kürzungen und Druckversuche der Sozialdienste egal sind. Es sind Klienten, die vielleicht nicht nur beratungsresistent sind, sondern alle Beteiligten an den Rand der Verzweiflung bringen.
Für uns ist jedoch zentral, dass sich der Kanton Bern nicht nur bei der Höhe der Unterstützung, sondern auch bei den Sanktionsmöglichkeiten an die SKOS-Richtlinien hält. Zum Glück sind der Kanton Bern, und, jedenfalls im Moment noch, die meisten Gemeinden Mitglied bei der SKOS. So können wir uns nämlich in der anstehenden Vernehmlas-

sung zu den SKOS-Richtlinien einbringen – beim Verein, dessen Mitglieder wir sind – und verlangen, dass die Sanktionsmöglichkeiten für krasse Einzelfälle verstärkt werden. Aus diesem Grund unterstützen wir die Forderung grossmehrheitlich als Postulat. Das unter der Voraussetzung, dass eine solche Verschärfung der Sanktionsmöglichkeiten im Kanton Bern dann möglich ist, wenn es die allenfalls revidierten SKOS-Richtlinien zulassen, und zwar nur in klar definierten Einzelfällen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Jedes Gesetz, auch das SHG, hat sich daran zu messen, ob es für die schwierigste Klientel, die wir haben, eine taugliche Antwort hat. Und das haben wir zurzeit nicht. Wir stellen fest, dass wir ein kleines Segment, nämlich 4 bis 5 Prozent, mit der jetzigen Sozialhilfeverordnung und -gesetzgebung nicht in den Griff bekommen. Wir stellen auch fest, dass genau dieses Segment jede neutrale sozialpolitische Diskussion zunichtemacht. Es kommt zu einem Schlagabtausch zwischen der SVP und der SP, wie wir es eben erlebt haben. Daher unterstützt auch die glp klar die Motion, wonach geprüft werden soll, ob in der Sozialhilfegesetzgebung nicht eine grössere Kürzung sinnvoll ist.
Wir haben insbesondere bei zwei Gruppen Handlungsbedarf, das weiss auch die Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF). Wir haben relativ viele Jugendliche, die von der Sozialhilfe abhängig sind, da bereits ihre Eltern von der Sozialhilfe lebten. Sie haben gar nie gelernt, sich in einer Tagesstruktur zu bewegen und einen Job zu erlernen – oder sind immer wieder gescheitert. Das sind tragische Situationen. Mit der jetzigen Gesetzgebung können wir auf diese Gruppe nicht eingehen. Daher soll im Rahmen der kommenden Revision ermöglicht werden, dass insbesondere bei Jugendlichen eine viel grössere Kürzung der Sozialhilfe realisiert werden soll.
Ich arbeite selbst in einem zweiten Segment. Es sind süchtige Personen, seien es der Alkohol oder illegale Drogen. Ein grosser Anteil meiner Klienten hat nie gearbeitet. Denn sie wurden zu einem Zeitpunkt süchtig, da die Berufslehre zentral gewesen wäre. Dort benötigen wir dringend taugliche Mittel. Mit Beratung und Betreuung können wir viel machen. Es gibt jedoch ein Segment, das beratungsresistent ist, wie Andrea Lüthi gesagt hat. Dort ist es einfach so, das «d'Schtütz» am meisten wirken. Aus diesen Gründen ist unsere Fraktion klar für tauglichere und griffigere Massnahmen. Daher unterstützen wir die Motion.

La présidente. J'ai eu tous les groupes si je ne me trompe pas, donc nous passons aux intervenants à titre personnel, vous n'avez que trois minutes. Et ceux qui aimeraient encore intervenir, s'il vous plaît, annoncez-vous. C'est à vous Madame.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Als Mitmotionärin habe ich mich über die Antwort des Herrn Regierungsrats sehr gefreut. Er hat nämlich bereits gehandelt. Er hat einen Sanktionskatalog erstellt, den er den Gemeinden zugeschickt hat. Es wurde also festgestellt, dass da etwas geschehen muss. Auch bei den gefallenen Voten hat es immer wieder geheissen, bei den sehr Schwierigen könnte es etwas nützen – das haben wir eben von der Vorrednerin gehört – wenn das Geld gekürzt wird. Darum bitte ich Sie, nicht nur zu sagen, das nütze etwas und sei wichtig für die äusserst schwierigen Fälle, sondern nun wirklich auch auf den richtigen Knopf zu drücken und die Motion zu unterstützen.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Ich möchte ganz kurz auf das Votum von Andrea Lüthi eingehen. Sie hat erwähnt, niemand aus dem Grossen Rat habe die Sozialdienste besucht und sich dort informieren lassen. Darin orte ich etwas. Im Jahr 2001 wurde das SHG revidiert. Man hat den operativen und den strategischen Bereich klar getrennt. Politiker sind strategisch tätig, und auch der Grosse Rat ist strategisch tätig. Im operativen sozialen Bereich lässt man sich auch nicht gerne von Strategen dreinreden.
Dort orte ich eine gewisse Schwierigkeit. Man sieht, wie Sie nun auch wieder zentralisieren. Das kantonale Handbuch mag unter Umständen gut sein. Aber das ist alles immer weiter weg von den Politikern und den Sozialbehörden. Wenn Sie als Politiker und Sozialbehördemitglied nicht ab und zu auch selber mal einige Dossiers lesen – was man auf den Sozialdiensten nicht liebt – dann können Sie gar nicht wissen, wie schwierig es im Einzelfall tatsächlich ist. Ich glaube, das Problem ist, dass alles immer mehr zentralisiert wird. Das ist der Grund, warum wir heute so lange über operative Details diskutieren. Die politisch und strategisch Verantwortlichen handeln dann aufgrund gewisser Rückmeldungen aus der Bevölkerung oder aus einzelnen Sozialdiensten. Diesbezüglich müsste man nochmals über die Bücher gehen.

Reto Müller, Langenthal (PS). Ich bin mit meinem Vorredner eigentlich einig. Die politische Diskussion über die Sozialhilfe, die wir den ganzen Nachmittag lang führen – ich sage es nun etwas anders – stinkt mir langsam ein wenig. Wie Ueli Studer sagt, haben wir eine operative und eine strategische Ebene. Für die Gemeinden eröffnet sich die grosse Chance, sich bei der Erarbeitung des Sozialhilfehandbuchs einzubringen. Dazu liegt ein Vorschlag der Berner Konferenz für Sozialhilfe vor. Unsere Sozialbehörde in Langenthal macht das. Ich habe meine Sozialkommission gezwungen, während zweimal 3 Stunden die bisher vorgeschlagenen Datenblätter im Sozialhilfehandbuch zu besprechen und sich bei Bedarf einzubringen.
Auch in unserer Fraktion ist es so: Wir verteidigen den Missbrauch von Sozialhilfe nicht. Ich bin gegen jeden, der Sozialhilfemissbrauch macht und gegen jeden Unkooperativen. Ich habe einmal unterschrieben, dass jemand aus der Sozialhilfe in Langenthal rausgeworfen wird. Das darf ich aber nicht ausbreiten, sonst werde ich noch verurteilt, weil man das nach Bundesgericht gar nicht dürfte. Man muss das im Gesamtkontext prüfen. Der Kanton Solothurn, der nun einen Alleingang macht, ist wirklich schlecht beraten. Er eröffnet eben die Armenjagd, die zu den entsprechenden Voten führt. Denn diejenigen, die betrügen, wissen das auszunützen. Sie werden dann umziehen. Dann werden wir die Situation haben, dass diejenigen, die betrügen, zwischen den Kantonen hin und her ziehen. Darum sagt der Regierungsrat auch: «Lasst und das kohärent, in einem Gesamtrahmen anschauen.»

Ich wäre wirklich dankbar, wenn du ins Postulat wandeln würdest, Mathias Müller, damit wir das vollumfänglich unterstützen können. Wir können dann schauen, was wir in dem Gesamtwarenkorb künftig gegen diejenigen unternehmen, die betrügen, oder für diejenigen, die nicht betrügen. Nun mache ich noch ein persönliches Angebot: Wenn wir künftig solche Diskussionen nicht mehr führen müssen, wenn wir also künftig vollumfänglich auf generelle Kürzungen verzichten und damit diejenigen belohnen, die kooperativ sind, dann stimme ich sogar der Motion zu.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Unser Sozialsystem ist eine grosse Errungenschaft. Auch heute ist niemand davor gefeit, einmal auf Sozialhilfe angewiesen zu sein, auch niemand in diesem Saal. Der Ruf von Sozialhilfeempfängern ist häufig zu Unrecht schlecht. Aber warum ist der Ruf schlecht? Genau wegen den besagten Einzelfällen. Häufig wird nun auf diesen Einzelfällen beharrt. Es wird gesagt, man solle das nicht so tragisch nehmen; es seien nur Einzelfälle. Ein Sprichwort besagt: «Wer die Schlechten verschont, bestraft die Guten.» Genau hier können Sie nun ein Zeichen setzen, damit man Instrumente erhält, eben um die Schlechten nicht zu verschonen. Es reicht eben nicht, das hier nur also Postulat zu überweisen. Hier braucht es eine Motion. Wollen Sie also den Ruf der Sozialhilfeempfänger verbessern, dann müssen Sie hier der Motion zustimmen.

Philippe Müller, Berne (PLR). In der letzten Legislatur habe ich einen praktisch gleich lautenden Vorstoss eingereicht. Vielleicht hat ihn die SVP deshalb einem anderen Müller gegeben, dass es nicht so auffällt – ich weiss es auch nicht. Ich stelle mir die Frage, liebe SPler, warum ihr euch so sehr dagegen wehrt. Genau diese Fälle machen das Image kaputt. Ursula Brunner hat in empörtem Ton gesagt, es müsse Schluss damit sein, dass man dauernd über die 2, 3 Prozent spricht. Dann macht doch etwas dagegen, nehmt doch die Motion an! So bleibt das Thema auf der Agenda – das kann ich Ihnen garantieren. Nicht etwa deshalb, weil nun unbedingt von unserer Seite ein Vorstoss kommen wird, sondern weil das Problem nicht gelöst ist. Es nützt nichts, wenn man dann mit Schlagworten wie «Armenjagd», «Druck auf die Sozialhilfe» usw. kommt. Denn das erhöht den Druck auf die Sozialhilfe: Solange wir diese Fälle haben. Und Sie nehmen genau diese in Schutz. Ich verstehe das überhaupt nicht. Mit diesem Verhalten schaden Sie der Sozialhilfe.
Einen Punkt möchte ich noch erwähnen. Die Sanktionierung hilft, wenn sie spezifisch vorgenommen wird. Es ist auch klar, dass es nichts nützt, einen Langzeitarbeitslosen zu sanktionieren, wenn er nicht kooperiert. Aber Junge, Leute die ausfällig werden und Scheiben einschlagen, kann man problemlos sanktionieren. Ihnen muss man bei diesem Verhalten nicht noch fast die ganze Sozialhilfe bezahlen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Um es hier nochmals deutlich zu sagen: Der Missbrauch von Sozialhilfe wird abgelehnt, auch von meiner Fraktion – das ist ganz klar. Wenn aber hier von Gerechtigkeit gesprochen wird, möchte ich eine Zahl nennen, um die Relationen aufzuzeigen. Man zeigt hier auf die Sozialhilfebezügerinnen und -bezüger. Sie sind nur für einen Teil von Missbrauch und Ungerechtigkeit dem Staat gegenüber verantwortlich. In der Schweiz haben wir 330 000 Millionärinnen und Millionäre, und wir haben 250 000 Sozialhilfebezügerinnen und -bezüger. Wir haben also in der Schweiz 80 000 Millionäre mehr als Sozialhilfebezüger.
Mit einer mühsamen Diskussion während eines gesamten Nachmittags wollen wir darauf hinzielen, dass der Staat nicht betrogen wird – und das ist auch mir ein Anliegen – und Massnahmen ergreifen, dass das eben nicht vorkommt. So hoffe ich doch, dass all diejenigen, die der Motion zustimmen werden oder hoffentlich dem Postulat, auch mithelfen werden, bei den 330 000 MillionärInnen in der Schweiz – etwas weniger im Kanton Bern – den Missbrauch zu bekämpfen. Und das mit derselben Verve, mit der hier motioniert wird. Das wünsche ich mir, und dann können wir zusammen für Gerechtigkeit kämpfen. Dann helfe ich auch, hier in diese Richtung zu gehen. Ich hoffe, dass Sie auch helfen, den Steueroptimierern und Steuerhinterziehern das Handwerk zu legen.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Als Mitglied der BaK bin ich mir solche Situationen offenbar nicht gewohnt. Ich bin in Teufels Küche geraten, indem ich heute gewagt habe, als Aussenseiterin etwas zu sagen. Trotzdem, an Philippe Müller. Als Ursula Elisabeth Brunner, Gemeinderätin, Grossrätin, Präsidentin der SP-Frauen, Heilpädagogin, Organisationsberaterin und was ich sonst noch alles bin, ferner als Mitglied dieser Fraktion, sage ich in aller Deutlichkeit: Kein einziger SPler, keine einzige SPlerin, die ich kenne, schützt diese Leute, wie du uns das vorwirfst. Niemand. Es geht um die Wege und die Mittel. Und da sind wir uns nicht einig. Wir müssen Mittel und Wege finden, um das Ziel, das Sie und wir letztlich haben, nämlich dass unser System gut funktioniert, zu erreichen. So können wir genau jene inkohärente Sozialpolitik in Zukunft vermeiden, wie sie heute Nachmittag gemacht wurde, und dann kämen wir alle zusammen weiter. Wir sind ganz klar nicht diejenigen, die diese Leute in Schutz nehmen, sondern wir wollen, dass die Methoden und Mittel gut sind und wirkungsvoll angewendet werden.

La présidente. J'aurais aimé finir avec cette Direction avant le souper, alors, Monsieur, c'est à vous.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je serai donc bref. C'est vrai que les contacts que j'ai avec les services sociaux ont montré qu'il y avait un Handlungsbedarf, dans certains cas, extrêmement spécifiques, de passer d'une réduction de plus de 15 pour cent, voire d'imaginer une réduction à 30 pour cent. Pour moi, c'est un sujet qu'il faut pouvoir débattre dans le cadre de la loi, le gouvernement a répondu pourquoi il souhaitait cela sous forme de postulat, moi, je peux vivre avec une motion. Peut-être une petite remarque au député Brand qui a cité l'article de ce matin de Vonrüti: on voit, quelqu'un

qui est requérant à l'aide sociale, qui a 200 francs de moins pour ses intégrations, c'était énorme pour cette personne 200 francs, donc pour un requérant d'aide sociale 100 à 200 francs, cela peut être beaucoup; il a dit qu'il trouvait que ce n'était pas énorme, évidemment, cela dépend du portemonnaie que l'on a, 100 francs, ce n'est pas grand-chose, pour un requérant d'aide sociale, c'est énorme, cela, je voulais le souligner encore. En conclusion, moi, je vous propose d'accepter cela sous forme de postulat, mais si ce n'est pas changé, je peux vivre avec une motion.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Als erstes danke ich dem Regierungsrat, dass er mit einer Motion leben kann. Ich halte an der Motion fest. Ich möchte noch einmal darauf hinweisen. Es geht hier nicht darum, die Sozialhilfe zu bekämpfen, wie das betont wurde. Sondern es geht um jene Leute, die das System ausnützen. Und so kommt es eigentlich den Sozialhilfeempfängern entgegen. Ich lese die Forderung meiner Motion nochmals vor. Sie lässt relativ viel Handlungsspielraum offen. Nachher können wir immer noch diskutieren, wie weit wir gehen wollen. «Der Regierungsrat wird beauftragt, die gesetzlichen Rahmenbedingungen dahingehend abzuändern, dass gegen Sozialhilfeempfänger bei mangelndem Kooperationswillen schärfere Sanktionsmassnahmen als bislang ergriffen werden können.» Das ist relativ offen. Eigentlich sollten auch Sie damit leben können, denn Sie sagen ja, dass auch Sie diejenigen Leute bekämpfen wollen, die Missbrauch betreiben.

La présidente. Alors nous passons au vote. Vous n'avez pas transformé Monsieur? C'est bon. Alors nous votons sur la motion, affaire 27, motion de M. Müller, Bénéficiaires de l'aide sociale récalcitrants: des sanctions plus sévères. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	100
Non	38
Abstentions	13

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Je vous prierais de rester assis s'il vous plaît.

Affaire 2014.RRGR.11125

N° de l'intervention:	141-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.06.2014
Déposée par:	Rudin (Lyss, pvl) (porte-parole) Trüssel (Trimstein, pvl)
Cosignataires:	6
N° d'ACE:	1364/2014 du 12 novembre 2014
Direction:	SAP

Coopération du canton avec les organisations d'aide et de soins à domicile

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que les services d'aide et de soins à domicile et les organisations assimilées liés par un rapport contractuel avec le canton lui soumettent leur tarif.

Développement

Les services d'aide et de soins à domicile de la Ville de Berne exigent de leurs clients et clientes le versement d'une somme de 30 francs par mois pour la prise en charge de la clé de leur domicile. Les personnes tributaires de soins doivent payer elles-mêmes cette somme même si, sans la remise de la clé, les soignants ne peuvent accéder à leur domicile pour s'occuper d'elles. Cette dépense représente quand même 360 francs par an. Ces émoluments et d'autres encore devraient être définis dans un tarif à approuver par le canton pour éviter que les personnes tributaires de soins ne se retrouvent, « en douce », accablées de dépenses. Les services d'aide et de soins à domicile et les organisations assimilées liés par un rapport contractuel avec le canton doivent par conséquence être soumis à un tarif dans le but de créer la transparence.

Réponse du Conseil-exécutif

Les motionnaires souhaitent que les services d'aide et de soins à domicile ainsi que les fournisseurs de prestations ambulatoires mandatés par le canton lui soumettent leur tarif. Ils justifient leur requête par un exemple : le fait que le service de maintien à domicile de la ville de Berne exige de ses clients et clientes le versement d'un montant pour la prise en charge de leur clé.

Le service de maintien à domicile allègue que cette tâche entraîne des frais d'organisation supplémentaires, qui ne sont pas remboursés. Pour pouvoir accéder de manière sûre et rapide à l'appartement de patients et patientes qui ne sont pas en mesure d'ouvrir la porte de leur domicile, il leur propose trois options au coût variable : achat et montage d'un coffre-fort pour la clé, gestion de la clé par le service ou installation d'une télécommande. En cas d'impossibilité d'assumer ces frais, les clients et clientes peuvent présenter une requête à un fonds.

Le canton de Berne compte quelque 100 services d'aide et de soins à domicile et 200 professionnels de la santé indépendants qui ont conclu un contrat de prestations avec lui pour le financement résiduel des soins. Il peut certes établir des directives, mais uniquement dans ce domaine. Pour satisfaire à l'exigence des motionnaires, il faudrait créer au préalable une base légale. Par ailleurs, le contrôle régulier des règlements entraînerait des dépenses considérables sur le plan de l'administration et du personnel, des frais qui ne peuvent pas être couverts par les ressources disponibles. Le Conseil-exécutif propose donc de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 29. Le Conseil-exécutif propose un postulat. Le premier point est adopté en tant que postulat. Est-ce que quelqu'un conteste le point 1

de l'affaire 29, postulat de Mme Gabi Schönenberger, le point 1 en postulat, est-ce qu'il est contesté? – Oui, donc nous continuerons après la collation, bon appétit, la séance est close.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 31.

Les rédactrices :
Monika Hager (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mercredi 21 janvier 2015, 17 heures – 18 heures 55

Cinquième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)
Présents : 154 députés. Excusés : Augstburger Ueli, Giauque Beat, Hamdaoui Mohamed, Hügli Daniel, Rösti Hans

Affaire 2014.RRGR.11126

N° de l'intervention:	140-2014
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	11.06.2014
Déposée par:	Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS) (porte-parole) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Schnegg-Affolter (Lyss, PEV)
Cosignataires:	39
N° d'ACE:	1461/2014 du 10 décembre 2014
Direction:	SAP

Renforcer l'égalité des chances des enfants face à la santé

Le Conseil-exécutif est chargé d'examiner les points suivants et de prendre ensuite les mesures adéquates :

- Les examens préventifs pratiqués par le médecin de famille sur les enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de cinq ans ne devraient-ils pas devenir obligatoires pour toutes les familles domiciliées dans le canton de Berne ?
- L'âge de la scolarisation ayant été avancé du fait d'Harmos, le premier examen médical scolaire ne devrait-il pas l'être aussi ? Il devrait être pratiqué lorsque l'enfant atteint l'âge ordinaire d'entrée à l'école au sens de l'article 22, alinéa 1 de la loi sur l'école obligatoire (LEO).
- Ne serait-il pas indiqué de pratiquer un examen médical supplémentaire en plus des trois qui sont prévus actuellement ?
- Dans quelle mesure les centres de puériculture devraient-ils être plus impliqués pour assurer le bien-être de tous les enfants et pour garantir leur santé ?

Développement

Dans la Stratégie cantonale de développement de la petite enfance de juin 2012, le Conseil-exécutif déclare que selon plusieurs études de la recherche médico-épidémiologique sur les parcours de vie, « les bases d'une bonne santé sont mises en place dès la prime enfance. Les enfants socialement défavorisés présentent un risque accru de tomber malades ou de mourir dans l'enfance ou l'adolescence. »

En 2013, 1292 enfants ont été hospitalisés en Suisse pour cause de maltraitance : on a recensé 351 cas de de mauvais traitements corporels, 323 cas de manque de soins corporels, 323 cas de maltraitance psychique et 281 cas d'abus sexuels.

Un enfant sur quatre victime de maltraitance physique et un enfant sur deux victime de manque de soins corporels a moins de deux ans. En 2013, trois enfants de moins d'un an sont morts des suites de maltraitance.

Et puis malheureusement, il y a les zones d'ombre, les cas de maltraitance sont rares à être dévoilés.

L'introduction d'examens préventifs obligatoires pratiqués par les médecins de famille sur les enfants de la naissance jusqu'à l'âge de cinq ans permettrait d'atténuer considérablement les risques de maladie et de maltraitance. Pour la plupart des familles, ces examens médicaux sont chose courante depuis longtemps, les autres s'y habitueraient rapidement. Le coût serait, comme c'est déjà le cas maintenant, entièrement pris en charge par les caisses-maladie.

Ces examens préventifs contribuent en outre à faire baisser les coûts de maladie chez les enfants puisque les problèmes et les risques sont détectés à un stade précoce et que les complications ultérieures, parfois coûteuses, sont ainsi atténuées.

Il serait logique *d'adapter l'âge du premier examen de médecine scolaire à l'avancement de l'âge d'entrée à l'école* au sens de l'article 22, alinéa 1 LEO. Cette mesure devrait être mise en œuvre rapidement.

Compte tenu de l'avancement de l'âge de scolarisation induit par Harmos, il faut également se demander s'il ne faudrait pas prévoir un examen médical scolaire de plus que les trois prévus actuellement.

Ces contrôles réguliers de l'état de santé de tous les jeunes enfants domiciliés dans le canton de Berne auraient en outre un effet préventif.

Les examens préventifs obligatoires et les examens médicaux scolaires permettent de prévenir de manière ciblée la maltraitance et l'abus sexuel. Quant aux cas effectifs, il faut les détecter rapidement pour que les mesures nécessaires puissent être prises.

Il importe que tous les enfants puissent profiter de ces examens préventifs pour assurer la meilleure protection sanitaire possible.

Le *centre de puériculture* est l'endroit où les parents de nourrissons et d'enfants en bas âge trouvent, hors de toute bureaucratie, informations et conseils matière de développement corporel, psychique et intellectuel. Les membres du personnel sont des spécialistes des questions d'allaitement, d'alimentation, de soins et d'éducation. Leur rôle consiste principalement à conseiller et soutenir les parents dans leur difficile rôle de père et de mère. Les prestations fournies relèvent de la médecine sociale et préventive et sont proposées dans toute la Suisse. La plupart des familles y ont accès. Il serait bienvenu de renforcer ces institutions bénéfiques et de mieux les impliquer encore.

Le présent postulat a pour but de renforcer l'égalité des chances des enfants face à la santé.

Réponse du Conseil-exécutif

Les auteurs du postulat se réfèrent à la *Stratégie cantonale de développement de la petite enfance* de 2012. Il ressort

notamment des résultats scientifiques qui y sont présentés que les enfants d'un milieu défavorisé sont non seulement désavantagés au niveau de la formation, mais sont aussi plus exposés aux maladies physiques et psychiques. Cette corrélation s'explique par différents facteurs socio-économiques comme le type de logement, les possibilités et les habitudes en matière d'alimentation et d'activité physique, les paramètres psychosociaux ou encore le manque de réseaux de soutien. D'où l'utilité des offres de développement de la petite enfance pour la promotion de la santé et l'importance du dépistage précoce des problèmes de santé, des cas de maltraitance et, de manière générale, des risques pouvant peser sur le développement. Les fournisseurs de prestations cités dans le postulat œuvrent déjà largement en ce sens. Comme le prévoit la stratégie, des instruments sont par ailleurs mis en place pour former et sensibiliser les différents acteurs de ce secteur (sages-femmes, personnel des garderies, etc.) à la détection précoce (champ d'action 5). Les explications qui suivent visent à mettre en lumière les volets de la prévention, médicale en particulier, évoqués dans l'intervention qui méritent un examen plus approfondi et ceux qui font déjà l'objet de mesures.

Point 1

D'après le rapport 2014 sur la santé enfantine de la ville de Berne, près de 40 pour cent des parents interrogés n'ont effectivement pas fait passer un examen médical préventif à leurs enfants de trois à quatre ans. Le Conseil-exécutif est lui aussi d'avis qu'il faudrait atteindre une proportion plus élevée pour pouvoir prévenir et dépister les maladies et les troubles du développement et, partant, intervenir efficacement à un stade précoce. Aussi estime-t-il judicieux, à l'instar des auteurs du postulat, d'étudier l'opportunité de rendre l'examen préventif obligatoire. Il convient en particulier de se pencher sur les questions suivantes :

- Y a-t-il suffisamment de pédiatres à l'heure actuelle pour procéder à un examen obligatoire ?
- Quelles sont les possibilités de financement par l'assurance obligatoire des soins ?
- Comment organiser un examen obligatoire ?
- Quelles bases légales faudrait-il créer ?

Point 2

Il convient de préciser au préalable que les examens préventifs effectués par les pédiatres vont plus loin que les examens médicaux scolaires. Le moment et le contenu de ces derniers ont été discutés lors de la révision de l'ordonnance du 8 juin 1994 concernant le service médical scolaire (OSMS ; RSB 430.41). Le gouvernement a finalement renoncé à avancer le premier d'une année, pour la raison suivante : les enfants entrent à l'école enfantine à quatre ans révolus (report d'une année possible) ; or l'examen d'enfants de cet âge est plus complexe et prend davantage de temps, car ils sont moins en mesure de suivre les consignes du test visuel et auditif, ce qui complique l'évaluation de leur développement. De plus, seuls 14 pour cent des médecins scolaires sont des spécialistes en pédiatrie. Il a donc été décidé de continuer à réaliser le premier examen scolaire durant la seconde année enfantine (où les enfants ont cinq ou six ans révolus), mais ce dès le premier semestre.

Point 3

Un quatrième examen scolaire coûterait 55 francs par enfant environ, à la charge des organismes responsables des écoles (les communes en règle générale) d'après la réglementation actuelle. Or, lors de la consultation sur la révision de l'OSMS en 2012, le projet avait été bien accueilli dans l'ensemble, mais quelques communes isolées de même que l'Association des communes bernoises avaient émis la crainte que les prestations soient étendues et entraînent des frais supplémentaires, à quoi elles s'opposaient. Le projet final a tenu compte de ces objections et laissé le volume des prestations et des coûts inchangé. L'introduction d'un quatrième examen ne semble donc pas indiqué, vu les questions de financement qu'il soulèverait.

Point 4

Les tâches incombant au Centre de puériculture sont décrites précisément dans le développement du postulat. Sa mission première est de promouvoir la santé des enfants âgés de 0 à 5 ans, en mettant l'accent sur la détection précoce et la prévention des problèmes de développement. Mais il s'attache également à conseiller et soutenir les parents et, en cas de besoin, à les aiguiller vers d'autres spécialistes et services de consultation, avec lesquels il collabore déjà étroitement. Par ailleurs, la stratégie de développement de la petite enfance prévoit l'organisation de rencontres régionales de mise en réseau par le Centre de puériculture à partir de 2015 (champ d'action 2). L'intégration renforcée des acteurs du milieu médical dans le domaine préscolaire est également au programme. La conclusion d'un contrat de prestations avec le Centre de puériculture témoigne du rôle de partenaire de premier plan que celui-ci joue dans la promotion de la santé, le développement de la petite enfance, la prévention et la détection précoce. L'implication du Centre dans la réalisation des objectifs visés par le postulat, à considérer comme une tâche permanente, est donc déjà une réalité. Si des besoins supplémentaires plus concrets devaient se faire jour ultérieurement, ils seraient examinés et pris en compte dans le cadre des relations contractuelles existantes.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1 : adoption

Point 2 : adoption et classement

Point 3 : rejet

Point 4 : adoption

La présidente. Je vous prie de prendre place. La séance est ouverte. Le Conseil-exécutif était d'accord avec l'auteur du postulat. J'aimerais savoir ce qu'il en est du point 2: est-ce que le point 2 est contesté? – Tout est contesté, donc Mme Schönenberger, c'est à vous. *(La présidente agite sa cloche.*) Je vous demanderais d'être un peu plus calmes.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Zuerst besten Dank an den Regierungsrat für die wohlwollende, umfassende und informative Stellungnahme. Zur Ihrer Information: Punkt 3 wurde zurückgezogen. Ich beginne mit Punkt 1. Ziel des Vorstosses ist es, allen Kindern im Kanton Bern dieselben Gesundheitschancen zu ermöglichen, unabhängig von Nationalität und familiärem Hintergrund. Tat-

sächlich nehmen, gemäss dem Kindergesundheitsbericht der Stadt Bern von 2014, beinahe 40 Prozent der befragten Eltern die ärztlichen Vorsorgeuntersuchungen im Alter von drei bis vier Jahren nicht in Anspruch. Das erstaunt. In Basel-Stadt gibt es ähnliche Zahlen. Kinder aus gesellschaftlich und wirtschaftlich schlechter gestellten Familien haben nicht nur nachweislich schlechtere Bildungschancen, sondern auch ein höheres Risiko, körperlich und psychisch zu erkranken. Der Bundesrat hat bereits im Jahr 2008 festgestellt, dass die Vorsorgeuntersuchungen im Säuglingsalter noch bei praktisch allen Kindern durchgeführt werden, die Teilnahme daran aber im Kleinkindesalter bis zur Einschulung stark abnimmt. *(La présidente agite sa cloche.*) Das gilt es zu verhindern.

Das adäquateste Mittel, gleiche Gesundheitschancen zu ermöglichen und sicherzustellen, sind obligatorische Vorsorgeuntersuchungen für Vorschulkinder. Diese Vorsorgeuntersuchungen müssen nicht zwingend bei einem Kinderarzt durchgeführt werden und sind auch nicht an ein Impfobligatorium gebunden. Dieser Hinweis dient dazu, allfälligen Missverständnissen vorzubeugen. Diese Vorsorgeuntersuchungen sind wichtig, um allfällige Fehlentwicklungen frühzeitig zu erkennen und dadurch Komplikationen zu vermeiden. Zusätzlich wäre es ein aktiver Beitrag zur Kostenreduktion im Gesundheitswesen. Einige deutsche Bundesländer praktizieren bereits seit längerem erfolgreich ein Obligatorium für diese Vorsorgeuntersuchungen – auch «Baby-TÜV» genannt. Die kinderärztlichen Vorsorgeuntersuchungen für Kleinkinder in dieser Form gibt es bereits zum heutigen Zeitpunkt; sie sind also nichts Neues. Es geht nur darum, zu gewährleisten, dass alle Kinder davon profitieren können. Die Kosten für die Vorsorgeuntersuchungen im Vorschulalter werden übrigens von der obligatorischen Krankenversicherung KVG getragen.

Ein wichtiger Nebeneffekt dieser Vorsorgeuntersuchungen ist, dass Vernachlässigung und Kindesmisshandlung, die besonders im Vorschulalter auftreten, eher aufgedeckt und zu einem gewissen Teil auch verhindert werden können. Wie Sie bereits der Begründung des Vorstosses entnehmen konnten, spricht die Statistik für sich. Im Jahr 2013 wurden 1292 misshandelte, missbrauchte oder vernachlässigte Kinder in Schweizer Spitäler eingeliefert. Jedes vierte körperlich misshandelte Kind ist jünger als zwei Jahre alt, bei den vernachlässigten Kindern ist gar jedes zweite unter zwei Jahren alt. Daneben gibt es eine grosse Dunkelziffer. Das heisst, nur die wenigsten Fälle kommen ans Licht. Genau diese Dunkelziffer gilt es zu verringern und solche Fälle viel früher aufzudecken und wenn irgend nur möglich, zu einem Teil verhindern zu können. Dies geschieht unter anderem durch eine Zusammenarbeit mit der Mütter- und Väterberatung. Es ist an sich heute schon das Natürlichste der Welt, dass Eltern ihre Babys stolz und fürsorglich zu den Routinekontrollen bringen und wiegen, messen, untersuchen und gegebenenfalls auch impfen lassen. Der Arzt oder die Ärztin kann so die gesundheitliche und körperliche Entwicklung des Kindes von Beginn weg mitverfolgen, die Eltern auf allfällige Auffälligkeiten oder Probleme aufmerksam machen und das weitere Vorgehen mit ihnen besprechen. Es geht um ein Miteinander und eine partnerschaftliche Zusammenarbeit mit dem Arzt oder der Ärztin und nicht um blosse Kontrolle oder Überwachung. Allerdings bekommt man auf diese Weise auch Kinder zu Gesicht, die bisher nicht vorstellig wurden und kann auch deren Gesundheitszustand mitverfolgen und im Notfall intervenieren. Auch der Regierungsrat bestätigt, dass effektiv Handlungsbedarf besteht, denn Früherkennung sowie Frühintervention bei gesundheitlichen Problemen, Entwicklungsrisiken und Kindesschutz- Gefährdung sind wichtig. Darum empfiehlt auch der Regierungsrat dieses Postulat zur Annahme. Jedes Kind, das gesund leben darf und die notwendige medizinische Hilfe und Unterstützung erhält, ist ein Erfolg.

La présidente. Aucun porte-parole de groupe ne s'est annoncé. Je vous prie d'être un peu plus tranquilles. M. Jost, pour l'UDC, c'est à vous.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Auch die SVP ist der Ansicht, dass es wichtig ist, für alle Kinder den Zugang zu einer genügenden medizinischen Voruntersuchung zu gewährleisten. Das bedeutet, dass jedes Kind den gewünschten Schutz erhält. Soweit sind wir deckungsgleich mit den Anliegen der Postulanten. Es fragt sich aber, welchen Standard man erreichen, und mit welchen Mitteln man ihn letztlich auch sicherstellen will. Hier scheiden sich die Geister, respektive die Ansichten, und wir können der ganzen Stossrichtung dieses Postulats nicht zustimmen. Bei Ziffer 1 und Ziffer 4 teilen wir auch die Meinung der Regierung nicht. Bei Ziffer 1 ist die SVP klar der Meinung, dass eine gesetzliche Verankerung eines Obligatoriums für die kinderärztliche Voruntersuchung über das Ziel hinaus schiesst und einen weitgehenden Eingriff in die persönliche Freiheit der Erziehungsberechtigten bzw. der Kinder darstellt. Wir sind der Meinung, dass ein solcher Eingriff nicht verhältnismässig ist und sich auch sachlich nicht rechtfertigen lässt. Umfassende Information und eine Stärkung der Eigenverantwortung der Erziehungsberechtigten sind geeignetere und nachhaltigere Massnahmen, die letztlich allen Kindern, unabhängig von der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Situation der Erziehungsberechtigten, eine regelmässige und genügende Vorsorge garantiert. Ein Obligatorium würde zudem zweifellos einen nicht billigen Kontrollapparat auslösen und den ständig steigenden Gesundheitskosten so noch zusätzlichen Schub geben. Ein Obligatorium kommt für uns also sicher nicht in Frage.

Die Argumentation in der Antwort des Regierungsrats zur Ziffer 2 ist klar und deutlich. Das Anliegen wurde bereits geprüft und in der Regierungsantwort finden wir die Begründung, warum er darauf verzichtet hat, hier weiter zu gehen. Damit ist aus unserer Sicht die Ziffer 2 obsolet und kann ohne Umwege abgelehnt werden. Bei Ziffer 4 ist es, zumindest mir, schleierhaft, warum der Regierungsrat die Annahme ohne Abschreibung beantragt, wenn in der Antwort zu lesen ist, dass bereits eine enge Vernetzung gepflegt wird. Zudem habe man, im Rahmen des Konzepts frühe Förderung, diese Problematik in verschiedenen Handlungsfeldern bereits behandelt und sei dem Anliegen bereits nachgekommen. Darum lehnen wir auch diesen Punkt ab. Es ist mir bewusst, dass es hier um ein Postulat – also um einen Prüfungsantrag – geht. Aber wenn ich schon nur die zu Ziffer 1 aufgelisteten Punkte anschaue, welche die Regierung prüfen soll, dann wird klar, dass dies sicher keine billige Übung werden wird. Und da für uns die Stossrichtung

nicht stimmt, wollen wir diese Übung schon gar nicht erst starten. Die SVP setzt klar auf die Eigenverantwortung der Erziehungsberechtigten und will keinen Ausbau von Staatsaufgaben. Sie ist der Meinung, dass die heutige Situation massvoll und genügend ist. Ein Prüfungsauftrag wäre deshalb nicht zielführend und somit unnötig. Wir lehnen das Postulat in allen Punkten ab.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Die FDP setzt sich generell für Eigenverantwortlichkeit ein, und wir sind nicht unbedingt immer für Obligatorien. Aber die Eigenverantwortung funktioniert in diesem Fall überhaupt nicht. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wie Sie wissen, bin ich Arzt. Ich bin nun 25 Jahre in diesem Business tätig. Sie können sich nicht vorstellen, was man antrifft. Es geht hier um ein- bis fünfjährige Kleinkinder. Die frühkindliche Entwicklung ist absolut zentral in der Entwicklung eines Menschen. Da müssen wir hinschauen. Die Eigenverantwortlichkeit funktioniert hier nicht. Es wurden Zahlen genannt, wie viele Misshandlungen stattfinden. Es gibt auch andere Gesundheitsstörungen, bei denen man sehr froh ist, diese möglichst im Frühstadium und in den ersten Lebensjahren festzustellen. Und wir sprechen hier von einem Postulat. Ich hätte mich sogar noch mehr gefreut, wenn es eine Motion gewesen wäre. Dieses Obligatorium müssen wir unbedingt einführen. Ich persönlich hätte auch gleich noch ein Impfobligatorium mit eingeschlossen, aber darum geht es hier ja nicht. Auch wir Grossrätinnen und Grossräte sollten uns ja alle gegen die Grippe impfen. Aber dazu kann ich ja mal einen Vorstoss machen. Es wurde bereits angetönt. Selbstverständlich können nicht nur Kinderärzte, sondern auch Internisten FMH für Innere Medizin und Allgemeinmediziner diese Untersuchungen durchführen. Viele Schulärzte sind ja gar nicht Pädiater, also Kinderärzte. Wir müssen die Ärzte, welche diese Untersuchung durchführen können, unbedingt dafür einspannen. Die FDP-Fraktion ist klar für das Obligatorium und unterstützt die Anträge so, wie es der Regierungsrat empfiehlt. Bitte stimmen Sie zum Wohle der jüngeren Kinder Ja zu diesem Postulat, damit dieses Obligatorium geprüft werden kann. Dadurch können bestimmt Einsparungen im Gesundheitswesen getätigt werden. Bitte unterstützen Sie dieses Anliegen.

La présidente. Vous êtes un peu trop bruyants. Si vous voulez discuter, sortez.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Als Mutter dreier Kinder bin ich für dieses Postulat mit dem Titel «Bessere Gesundheitschancen für alle Kinder!» sehr empfänglich. Beim Durchlesen des Postulats war es dann aber nicht mehr nur bloss eine Frage des Herzens, sondern es wurde auch eine Frage der Verhältnismässigkeit. Darum sind wir schon einmal froh, wurde Ziffer 3 zurückgezogen. Ziffer 1 unterstützen wir geschlossen. Es macht Sinn, sich Überlegungen zu obligatorischen Vorsorgeuntersuchungen bei Kindern im Alter bis 5 Jahre zu machen. Bei Ziffer 2 folgen wir der Regierung und unterstützen die Abschreibung. Wir gehen davon aus, dass die Schuluntersuchungen mit den neuen Gegebenheiten von Harmos abgestimmt worden sind und dies bereits so geschieht. Bei Ziffer 4 ist die glp-CVP-Fraktion geteilter Meinung. Wo die einen das Gefühl haben, dass in der Mütter- und Väterberatung bereits genug getan wird, finden die andern, man könnte noch mehr tun.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Als Miteinreicherin vertrete ich hier auch die Fraktionsmeinung. Die EVP-Fraktion unterstützt das Postulat. Ich spreche zu den drei verbliebenen Punkten wie sie der Regierungsrat vorschlägt. Wir sind der Meinung, dass vor allem Ziffer 1 ein ganz wichtiges Anliegen aufnimmt. Bei der erschreckend hohen Zahl von Missbrauchs-, Misshandlungs- und Vernachlässigungsfällen bei Kleinkindern darf es einfach nicht sein, dass Eltern sich um Vorsorge bei Ärzten oder der Mütter- und Väterberatung foutieren können, nur um etwas zu vertuschen. Es darf nicht sein, dass Eltern das gesundheitliche Wohl des eigenen Kindes zu wenig Wert ist, um die ärztlichen Untersuchungen in den ersten Lebensjahren wahrzunehmen. Wo es um den Schutz von hilflosen Kindern geht, hört bei uns die Eigenverantwortung der Eltern auf. Da geht es wirklich darum, ein Leben zu schützen. Durch eine obligatorische Vorsorgeuntersuchung bei Kinderärzten oder anderen Ärzten könnte das Risiko für betroffene Kinder minimiert werden. Dass vor einer allfälligen Einführung eines Obligatoriums noch diverse Fragen geklärt werden müssen, ist uns auch klar. Deshalb wurde auch nur ein Postulat eingereicht.
Wichtig ist auch mir zu betonen, dass ein obligatorischer Arztbesuch auf keinen Fall gleichzeitig ein Impfobligatorium bedeuten muss. Wir bitten Sie, diesen Punkt als Postulat zu überweisen und den Regierungsrat die nötigen Abklärungen durchführen zu lassen. Da die GEF im Rahmen von Harmos und der damit verbundenen früheren Einschulung der Kinder einen zeitlich früheren Schularztbesuch bereits in Erwägung gezogen, ihn aber anschliessen wieder verworfen hat, sieht die EVP Ziffer 2 als erfüllt an. Sie kann somit auch abgeschrieben werden. Ziffer 4 ist ganz klar ein Auftrag, der aus der Umsetzung des Konzepts frühe Förderung stammt. Die Mütter- und Väterberatung ist eindeutig einer der wichtigsten Player in der Früherkennung bei Kindern von 0 bis 5 Jahren. Dass hier der Auftrag zur Gesundheitsprävention, zur frühen Förderung, zur Prävention und Früherkennung vorangetrieben und als Daueraufgabe erkannt wurde, ist eine grosse Errungenschaft. Die Mütter- und Väterberatung hat eine zusätzliche Vernetzungs- und Koordinationsaufgabe mit allen wichtigen Playern im Frühbereich übernommen. Die Umsetzung ist gerade angelaufen, und es ist wichtig, dass diese Aufgabe permanent überprüft wird und bei zusätzlichem Bedarf auch ausgebaut werden kann. Deshalb unterstützen wir auch diesen Punkt als Postulat. Ich fasse zusammen: Wir unterstützen alle Punkte so, wie es die Regierung vorschlägt.

Reto Müller, Langenthal (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion teilt die Haltungen der FDP- und EVP-Fraktionen, wie sie vorhin dargelegt wurden. Als Mann, der zwei der drei Vorsorgeuntersuchungen für unter 9 Monate bei seinem Sohn selbst erlebt hat, möchte ich mich hier persönlich und nicht nur als Fraktionssprecher äussern. Meine Frau ist ein bisschen impfkritischer als ich, deshalb musste ich die Untersuchungen besuchen. So etwas ergibt dann zuhause Diskussionen, die aber der Gesundheit des Kindes sicher förderlich sind. Vorsorge ist wichtig. Dies hat Sarah Gabi Schö-

nenberger bereits betont und mit den Studien, die sie aufzählte, auch belegt. Hanspeter Kohler hat dies ebenfalls getan. Darauf möchte ich nicht weiter eingehen. Für eine gute Vorsorge brauchen wir einerseits eine genügende pädiatrische Versorgung. Wir müssen weiterhin dafür sorgen, dass es genügend Kinderärztinnen und Kinderärzte und Hausärztinnen und Hausärzte gibt, die man für diese Untersuchungen ausbilden kann. Diesbezüglich sind wir in der Verantwortung – manchmal auch ein bisschen mehr als uns lieb ist. Wir sehen den Vorstoss deshalb auch als Unterstützung, das zu überprüfen und die Situation der Ärzteschaft weiterhin im Auge zu behalten.
Die Abklärung durch das Postulat verlangt auch, zu überprüfen, wie mit diesen Untersuchungen mehr Kinder erreicht werden können als heute. Es ist nicht so, wie der SVP-Sprecher betonte, dass viele Eltern bereits heute eigenverantwortlich diese Untersuchungen durchführen liessen und dass dies genüge. Ich möchte dazu einen kleinen Ausblick machen. Nach zwölfeinhalb Jahren, die ich als Realschullehrer im Kanton Bern gearbeitet habe, nach sechs Jahren als Gemeinderat und vier Jahren als Präsident einer Vormundschaftskommission muss ich sagen, dass ich mir manchmal noch ein wenig das Menschenbild wünschte, wie es vom SVP-Sprecher dargestellt wurde. Das Bild der heilen Familienwelt, in der sich die Eltern eigenverantwortlich und auch im grössten Stress immer gut für ihre Kinder einsetzen und die Rechte und die Gesundheit der Kinder schützen. Das ist heute leider zu einem guten Teil eine Illusion. Deshalb müssen wir den Teil, der nicht in einer solchen heilen Familienwelt aufwachsen kann, besser schützen. Es ist deshalb die Frage, wie wir die Kinder von sozioökonomisch benachteiligten oder bildungsfernen Schichten noch besser als heute erreichen können. Es ist bei ungesunden Störungen in Familiensystemen immer besser, wenn man die Massnahmen frühzeitig ansetzen kann. Dies hat Hans-Peter Kohler auch betont. Der Standard-Satz ist auch hier richtig. Je früher wir in einem ungesunden System investieren können, desto günstiger wird es für unsere Gesellschaft schlussendlich in der Zukunft ausfallen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist überzeugt, dass dieses Postulat die richtigen Fragen stellt und auch Antworten liefern wird, um in diesem Bereich für die Kinder im Kanton Bern Verbesserungen zu erzielen. Wir stimmen allen Punkten vollumfänglich zu.

La présidente. Pour les Verts, Mme Linder. Je n'ai plus de porte-parole de groupe. Les intervenants à titre individuel, vous pouvez vous annoncer.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion begrüsst den vorliegenden Vorstoss und unterstützt alle Punkte in dem jetzt gewandelten Postulat. Wir hätten auch die Motionsform unterstützt. Mit Ziffer 1, dem wichtigsten Punkt dieses Vorstosses, wird eine sehr wichtige Lücke geschlossen. Ein Obligatorium schafft die Sicherheit, dass Kinder nicht durch das Netz fallen und bei Mängeln entsprechend unterstützt werden können. Nicht jedes Kindeswohl ist garantiert – auch nicht im Kanton Bern. Es geht darum, hinzuschauen, einzugreifen und im Kanton Bern eine Frühförderung zu ermöglichen, die allen Familien und Kindern zugutekommt. Frappant ist, dass es nicht nur in bestimmten Schichten der Fall ist, dass das Kindeswohl verletzt wird, sondern es kommt überall vor – auch in den besten Familien.

La présidente. Vous avez trois minutes.

Vania Kohli, Berne (PBD). Das Postulat wird von der BDP grossmehrheitlich unterstützt. Dies, weil auch wir der Meinung sind, dass Vorsorgeuntersuchungen für Kinder wichtig sind und dass auch Schuluntersuchungen durchgeführt werden müssen. Das dient ganz klar dem Kindeswohl. Auch Ziffer 4, die verlangt, dass geprüft werden soll, wie die Väter- und Mütterberatung zum Wohle der Kleinkinder mehr einbezogen werden kann, unterstützen wir grossmehrheitlich. Die Begründung des Vorstosses ist für eine Mehrheit der Fraktion in allen Punkten einleuchtend und wir können uns eigentlich den Vorrednern anschliessen. Es gibt in der BDP-Fraktion aber eine kleine Minderheit, die dies als Selbstverständlichkeit und eine weitere Regulierung als Eingriff in die Persönlichkeit der Eltern betrachtet. Deshalb empfinden sie es als überflüssig. Auch wenn es sich hier nur um ein Postulat handelt, haben sie sich davon nicht überzeugen lassen und befürchten, dass eine Überweisung zu einer Hyperaktivität des Gesundheitsdirektors führen könnte – fertig! (*Hilarité*)

La présidente. M. Brönimann, c'est à vous.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich habe diesen Vorstoss mitunterzeichnet und zwar hauptsächlich aus einem Grund; dabei handelt es sich um Ziffer 1. Gesagt wurde bereits alles von Hans-Peter Kohler, der wohl einen tieferen Einblick hat als die meisten von uns. Ich stehe hier vorne, weil Grossrat Jost eine Formulierung verwendet hat, auf die ich etwas entgegnen muss. Er hat tatsächlich gesagt, es handle sich um einen Eingriff in die persönliche Freiheit der Erziehungsberechtigten. Dazu muss ich sagen, dass es nicht darum geht. Wir wollen bei niemandem in die Frage eingreifen, wie Kinder erzogen werden sollen. Es geht hier um die ganz schlimmen Fälle, wo die Gesundheit von Kindern vernachlässigt wird und auf dem Spiel steht, was sicher glücklicherweise auch nicht allzu viele sind. Es hat mit dem Kindeswohl und dem Teilaspekt der Gesundheit dieser Kinder, die sich ja nicht selbst wehren und auch nicht selber bei einem Arzt anmelden können, zu tun. Aber es hat rein gar nichts mit der persönlichen Freiheit von Erziehungsberechtigten zu tun. Ansonsten möchte ich wissen, wie weit diese Freiheit der Erziehungsberechtigten sonst noch geht. Ich glaube, dass wir uns nicht mehr in dem Zeitalter befinden, wo diese Freiheit noch Strafen und was weiss ich alles beinhaltet hat. Heute, im 21. Jahrhundert, sollte die gesellschaftliche Verantwortung so weit gehen, dass man dort das Kindeswohl wahrt.

La présidente. Je n'ai aucun intervenant à titre individuel. Je donne la parole à M. Perrenoud et ensuite à l'auteur du postulat.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. J'ai commencé mon après-midi avec les personnes âgées, on finit avec la petite enfance, quelle belle transition pour un directeur de la prévoyance

sociale! Je l'ai dit clairement pour les personnes âgées, et je ne plaisantais pas, la qualité est primordiale. Je crois que pour les enfants, on n'a pas le droit de négliger le fait qu'il y a des enfants maltraités qui passent à côté de toutes les mesures de contrôle. Il vaut donc vraiment la peine d'analyser cette situation. Ici ce n'est pas une motion, c'est un postulat, j'ai été touché par ce que mon collègue, je parle là en médecin, disait tout à l'heure: il y a des zones grises et je crois qu'il faut absolument qu'on puisse regarder si c'est obligatoire, c'est important. On aura le temps d'en discuter plus tard, mais je vous prie de suivre le gouvernement et je vous souhaite une bonne soirée.

La présidente. Mme Schönenberger, vous avez la parole, vous avez trois minutes.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Ich hatte vorhin gar keine Zeit mehr, um auf die Ziffern 2 und 4 einzugehen. Dies hole ich noch kurz nach. Ich bin einverstanden mit Annahme und Abschreibung bei Ziffer 2, weil der Regierungsrat das Vorhaben in adäquater Weise umsetzen will. Bei Ziffer 4 sind eine Verbesserung der Vernetzung sowie eine Qualifizierung und Sensibilisierung zur Früherkennung ebenso wie Massnahmen aus dem Konzept frühe Förderung aktuell bereits in Erarbeitung. Somit befindet es sich auf guten Wegen. Das gilt es weiter zu unterstützen. Vielen Dank zuerst einmal für Ihre vielen unterstützenden Voten, die mich ausserordentlich gefreut haben. Es ist mir wichtig, dass Sie wissen: Es geht bei meinem Anliegen in keiner Weise darum, die Eltern unter irgendeinen Generalverdacht zu stellen. Es geht mir ausschliesslich um Früherkennung, also um die Vermeidung gesundheitlicher Folgeprobleme und Komplikationen. Die Mittel und Lösungsansätze um diese Ziele zu erreichen, welche im Vorstoss aufgezeigt worden sind, sind von mir aus gesehen adäquat – weder übertrieben noch überflüssig. Für viele Familien gehören die üblichen Vorsorgeuntersuchungen für Babys und Kleinkinder – wie bereits erwähnt – längst zum Alltag. Die anderen Familien würden sich ganz bestimmt rasch daran gewöhnen. Es ist richtig, unser System beruht bisher ausschliesslich auf Freiwilligkeit, obwohl die Vorsorgekontrollen für Kleinkinder schon längst Routine geworden sind. Das ist gut so. Ja, es geht hier um einen gewissen Eingriff in die persönliche Freiheit von Erziehungsberechtigten. Der ist aber relativ klein. Es handelt sich nur um acht bis neun Untersuchungen während einer Zeitspanne von 5 Jahren. Einige davon werden schon direkt nach der Geburt im Spital durchgeführt. Und, Ueli Jost, der Eingriff lässt sich sachlich rechtfertigen. Er wahrt die Verhältnismässigkeit und ist zumutbar, denn das Kindeswohl ist höher zu gewichten. Es lohnt sich immer und in jedem Fall, wenn man Leid, das durch vermeidbare Krankheitsverläufe, Kindesmisshandlung oder Vernachlässigung entsteht, so möglichst verhindern kann. Deshalb betone ich es noch einmal: Wir wollen gleiche Gesundheitschancen für alle Kinder. Ich danke all Jenen, die den Vorstoss mittragen können.

La présidente. Nous passons donc au vote. Nous allons faire quatre votes. Tout d'abord le point 1 pour adopter le postulat. Ensuite le point 2 pour adopter le postulat et le classer et enfin le point 4 pour adopter le postulat. Je précise que le point 3 a été retiré. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que postulat votent oui, ceux qui votent disent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	101
Non	46
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous passons au vote du point 2, d'abord sur le postulat et ensuite sur le classement. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	100
Non	45
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous passons au vote sur le classement de ce point 2. Ceux qui acceptent le classement de ce point votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	104
Non	43
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté de classer ce point 2. Nous passons au point 4. Ceux qui acceptent le point 4 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	91
Non	55
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté ce point 4. M. le directeur de la santé, bonne soirée. Nous attendons le directeur de l'instruction publique. En attendant, j'aimerais demander à ceux qui aimeraient participer à la journée parlementaire de ski ou de randonnée ou de raquettes, le 7 février 2015, de s'annoncer. Pour l'instant nous avons très peu de personnes inscrites. C'est la commune de Zweisimmen qui organise cette journée.

Affaire 2013.RRGR.558

Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)

Annexe 02

Seconde lecture

La présidente. Nous passons à l'affaire n°30, Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification). La porte-parole de la commission a la parole. Vous ne vous êtes pas annoncée.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR), rapporteuse de la CFor. Wir sind hier an der zweiten Lesung der Revision des Gesetzes über die deutschsprachige Pädagogische Hochschule. Der Grosse Rat hat die Revision in der ersten Lesung an sich einstimmig und unbestritten angenommen. Der Grosse Rat hat aber die zweite Lesung vor allem deshalb beantragt und beschlossen, weil man den Entwurf der Verordnung zur Umsetzung von personalrechtlichen Fragen noch sehen wollte. Dies, weil in Artikel 19 des Gesetzes nur eine kann-Formulierung zur Frage der Arbeitszeiterfassung statuiert ist. Deshalb ging es darum, wie die Verordnung umgesetzt wird. Aus diesem Grund wollte man dies, zumindest im Entwurf, sehen. Der Regierungsrat hat der Kommission den Entwurf vorgelegt. Die Kommission durfte feststellen, dass im Entwurf die von Regierungsrat Pulver in Aussicht gestellte Vertrauensarbeitszeit in diesem Bereich umgesetzt ist. Artikel 10 b der Verordnung hat festgelegt, dass Dozierende und Schulleitungen der PH von der Arbeitszeiterfassung, wie wir sie im Kanton Bern ja nach wie vor auf allen Stufen kennen, ausgenommen und damit auch von den umstrittenen Langzeitkonten ausgenommen sind. Sie – Schulleitungen ebenso wie Dozierende – arbeiten nach Aufträgen und mit Vertrauensarbeitszeit. Das ist keine Neuigkeit, sondern entspricht der bestehenden Praxis. Für den Bereich der Universität ist dies so bereits rechtlich geregelt. Nun musste es im Gesetz und in der Verordnung, der PHV der Verordnung zum Gesetz der Pädagogischen Hochschulen, umgesetzt werden. Zu Diskussionen Anlass hat in der Kommission anschliessend eigentlich nur eine Frage geführt. Nämlich diejenige, ob man denn jetzt darauf vertrauen dürfe, dass die Verordnung so, wie sie als Entwurf vorgelegen ist, auch umgesetzt werde. Der Regierungsrat hat in der Diskussion bestätigt, dass bereits Vorgespräche mit den Sozialpartnern stattgefunden hätten, welche eine Zustimmung zur jetzt vorliegenden Verordnung signalisiert hätten. Selbstverständlich ist dies nur ein Signal gewesen, weil die Vernehmlassung zur Verordnung erst jetzt erfolgt ist. Aufgrund dessen hat sich die Kommission nach eingehender Diskussion dafür ausgesprochen, sich mit der Verordnung, wie sie hier vorliegt, einverstanden zu erklären. Sie hat dies in Form einer Abstimmung mit 14 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen bestätigt. Abschliessend ist in der Kommission die Frage aufgekommen, weshalb denn die Regelung der Vertrauensarbeitszeit nicht auch für weitere Kader im Kanton in Angriff genommen wird. Der Regierungsrat wollte dazu keine Stellung nehmen. Er sagte, das sei aktuell ein Geschäft in der GPK. Die Kommission hat danach der Überweisung des Gesetzes an den Grossen Rat mit 17 zu 0 Stimmen unbestritten zugestimmt.

La présidente. Nous n'avons aucune divergence entre la commission et le Conseil-exécutif. Nous allons commencer à débattre de cette loi. Est-ce que quelqu'un aimerait encore prendre la parole? – Ce n'est pas le cas. Vous réagissez si quelqu'un aimerait dire quelque chose.

I. Art. 4, 5, 19, 25, 39, 64, 71
Adoptés

II. Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM) :
Art. 21
Adopté

2. 2. Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB) :
Art. 18, 60
Adoptés

III.
Adopté

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Nous sommes donc déjà à la fin des délibérations sur cette loi. Est-ce que quelqu'un aimerait encore dire quelque chose? – Ce n'est pas le cas. Y a-t-il une demande de réouverture des délibérations? – Ce n'est pas le cas. Nous passons donc tout de suite au vote final. Ceux qui acceptent cette loi sur la Haute école pédagogique germanophone votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final (seconde lecture

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	142
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté au vote final cette loi.

Affaire 2013.RRGR.1161

Stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne

La présidente. Nous passons à l'affaire 31. Je l'ai dit ce matin, il nous faudra un peu plus que dix minutes. J'ai compté que nous en aurions environ pour trois heures. *(La présidente agite sa cloche.)* J'aimerais que vous écoutiez

pour pas que vous demandiez ensuite comment cela va se passer. Tout d'abord, la présidente va prendre la parole et elle expliquera aussi les déclarations de planification. Puis nous aurons une vingtaine de déclarations de planification. Chacun s'exprimera sur sa déclaration de planification et si, par hasard, vous voulez la retirer, faites-le à ce moment-là. Ensuite, nous reprendrons avec la présidente, qui nous donnera son avis sur les déclarations de planification, sur le comportement à adopter pour le vote. Puis nous aurons les groupes, huit groupes, qui prendront la parole et qui expliqueront comment voter à leur groupe. Suivront les intervenants à titre individuel et enfin M. le conseiller d'Etat. C'est en ordre? – Nous prenons les déclarations de planification telles qu'elles sont sur la version 6, l'une après l'autre, comme sur la liste.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

1. Le Service des monuments historiques est chargé de réexaminer en l'espace des cinq prochaines années la liste des objets et groupes de bâtiments figurant à l'inventaire du canton de Berne et des communes comme étant dignes de conservation et de protection. A l'issue de ce réexamen, le nombre des bâtiments ne dépassera pas les 6 pour cent de la totalité. Le but est de faciliter la densification du milieu bâti et de réduire les pressions sur les terres cultivables. Les bases légales seront adaptées dans la mesure du nécessaire.

Déclaration de planification von Greyerz, Berne (PS) / Grogg-Meyer, Bützberg (PEV)
Le Service des monuments historiques est chargé de réexaminer en l'espace des cinq prochaines années la liste des objets et groupes de bâtiments figurant à l'inventaire du canton de Berne et des communes comme étant dignes de conservation et de protection. A l'issue de ce réexamen, le nombre des bâtiments ne dépassera pas les 7 pour cent de la totalité. Le but est de faciliter la densification du milieu bâti et de réduire les pressions sur les terres cultivables. Les bases légales seront adaptées dans la mesure du nécessaire.

Déclaration de planification PEV (Wenger, Spiez)
Le nombre des objets inscrits à l'inventaire sera réduit.

Déclaration de planification Keller, Hinterkappelen (Les Verts) / Brönniman, Mittelhäusern (pvl)
L'inventaire des bâtiments considérés dignes de conservation sera révisé dans un délai de cinq ans.

Déclaration de planification PEV (Wenger, Spiez)
L'inventaire des bâtiments considérés dignes de conservation sera révisé dans un délai de cinq ans, avec la collaboration des communes.

Déclaration de planification Keller, Hinterkappelen (Les Verts) / Brönniman, Mittelhäusern (pvl) / von Greyerz, Berne (PS) / Grogg-Meyer, Bützberg (PEV)
Le Conseil-exécutif présentera un rapport intermédiaire au bout de trois sur l'avancement du réexamen de l'inventaire.

Déclaration de planification UDC (Schlup, Schüpfen)
Supprimer la classification « digne de conservation ».

Déclaration de planification Keller, Hinterkappelen (Les Verts) / Brönniman, Mittelhäusern (pvl)
Le nombre des objets inscrits à l'inventaire sera réduit de 40 pour cent environ.

Déclaration de planification Stähli, Gasel (PBD)
Le Service des monuments historiques est chargé de réexaminer dans un délai de trois ans la classification des objets et ensembles bâtis dans le but de réduire le nombre des objets dignes de protection ou de conservation.

Déclaration de planification Haas, Berne (PLR)
Le nombre de bâtiments inscrits à l'inventaire du canton et des communes (y compris la ville de Berne) comme étant entièrement ou partiellement dignes de protection et de conservation ne doit pas dépasser 6 pour cent du total des bâtiments. L'inventaire doit être remanié en conséquence en l'espace de cinq ans. Le but est de faciliter la densification urbaine et d'alléger la pression sur les terres cultivables. Dans la mesure du nécessaire, les bases légales sont adaptées.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

2. Lors de la transformation d'édifices dignes de protection, le changement d'affectation est facilité si le projet est économiquement trop peu viable (coûts élevés de la transformation, rendement plus faible du bâtiment) ; cela permettra d'améliorer le rendement, notamment celui des espaces intérieurs.

Déclaration de planification Wälchli, Obersteckholz (UDC)
Ajout à la déclaration de planification 2 de la CFor :
Les structures ou aménagements appelés à disparaître seront recensés et archivés numériquement, de sorte qu'il soit toujours possible de les visiter virtuellement en 3D.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

3. Pour régler le conflit d'intérêt entre la conservation de monuments historiques dans leur forme la plus authentique possible et l'amélioration de l'efficacité énergétique par une meilleure isolation, les priorités doivent être les suivantes : le maître de l'ouvrage a le droit d'isoler les monuments historiques protégés, à l'intérieur ou à l'extérieur, selon les normes actuelles, à condition que leur aspect extérieur ne soit pas gravement altéré (concrètement : il doit être possible d'installer un double ou triple vitrage).

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

4. Demande préalable : il faut pour cela une visite des lieux avec l'autorité communale ou le Service des monuments historiques, avec le concours d'experts externes. Les questions techniques et les coûts supplémentaires peuvent ainsi être discutés. Le Service des monuments historiques prépare une note à l'intention de toutes les parties concernées.

Déclaration de planification Wälchli, Obersteckholz (UDC)
En lieu et place de la déclaration de planification 5 de la CFor :
Décision : le rapport technique du Service des monuments historiques n'a que valeur indicative. L'autorité d'octroi du permis de construire doit le considérer comme tel et le faire savoir clairement. Les autorités d'édiction des plans et d'octroi du permis de construire doivent prendre leurs responsabilités, sans se cacher derrière le Service de protection des monuments historiques. Il faut améliorer la collaboration et raccourcir les processus.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)
6. Transformation de fermes : lors de la transformation des bâtiments d'exploitation, une importance nettement plus grande sera accordée aux principes actuels de la physique des bâtiments et de l'étanchéité. Il faudra par conséquent démolir davantage d'éléments (murs, fondations) afin que le résultat soit conforme. Les consignes de l'assurance immobilière l'emporteront sur le rapport des experts des monuments historiques.
   Espaces intérieurs : la distribution des locaux dans les bâtiments d'exploitation ne relève pas de la protection du patrimoine. Autrement dit, les parois et les pièces peuvent être distribuées indépendamment de la situation originale des étables, des chartils et des mangeoires.

Déclaration de planification Wälchli, Obersteckholz (UDC)
Ajout à la déclaration de planification 6 de la CFor :
Les structures et les processus entre les différents acteurs de la protection des monuments historiques, la Commission cantonale de protection des sites et du paysage (CPS) et la protection du patrimoine seront optimisés.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)
7. La meilleure façon de protéger un monument historique est de l'utiliser selon sa destination première et les besoins de l'époque.

Déclaration de planification PEV (Wenger, Spiez)
L'utilisation des bâtiments dignes de protection et des bâtiments protégés sera favorisée.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS), présidente de la CFor. Wir kommen nun also zur Kulturpflegestrategie, einem Geschäft, das auf der Traktandenliste eigentlich ein bisschen unspektakulär wirkt. In den letzten Tagen hat es aber doch noch zu einer gewissen Hektik und grossen Diskussionen geführt. Das ist auch daran ersichtlich, dass wir bei den dazugehörigen Planungserklärungen mittlerweile bei der sechsten Version angelangt sind. Dies geschieht sonst eher selten. Bei all der Hektik geht ein wenig unter, dass wir es hier mit einem ganz sorgfältig erarbeiteten Dokument zu tun haben, mit einer Strategie, die überlegt und breit abgestützt ist. Sie kommt an sich ganz ruhig daher und liefert auf die Kritik, die an der Kulturpflege in den letzten Jahren geäussert wurde, eine gute und seriöse Antwort. Dies im Sinne eine Vorbemerkung und auch im Sinne einer Würdigung gegenüber dem Regierungsrat und seiner Verwaltung.
Die BiK hat sich in mehreren Sitzungen mit der Kulturpflege im Kanton Bern auseinandergesetzt und hat sich – man kann es schon so ausdrücken – so richtig in das Thema hineingenkniet. Wir haben uns bemüht, viel zu verstehen und anschliessend auch richtig zu entscheiden. Als erstes haben der Erziehungsdirektor und seine Abteilungen Archäologischer Dienst und Denkmalpflege über ihre Aufgaben und ihre Arbeit gesprochen und ihre Herausforderungen aufgezeigt. Sie taten dies transparent, spannend und ausführlich. Mit diesem Hintergrund sind wir dann in die Diskussion der Kulturpflegestrategie eingestiegen und waren somit etwas «bödelet». Ich will jetzt die Strategie hier nicht zusammenfassen – Sie haben sie bestimmt alle gelesen. Davon gehe ich jedenfalls aus. Ich will dennoch einige Punkte hervorstreichen, die uns gefreut und uns eingeleuchtet haben.
Erstens ist diese Strategie von Selbstbewusstsein geprägt. Unser Kanton ist reich an kulturellen Schätzen, sei es nun in der Archäologie oder sei es in der Denkmalpflege. Es ist deshalb eine schöne Aufgabe, dazu Sorge zu tragen. Denn das macht unseren Kanton besonders, sowohl in den Städten als auch auf dem Land. Die Kulturpflege – das sieht und spürt man aus der ganzen Strategie heraus – ist eine Chance und nicht einfach eine Pflicht. Das steht als ein Grundsatz ein bisschen über alledem, was in der Strategie geschrieben steht. Dann gibt es einen zweiten Grundsatz. Nämlich derjenige, so wenig wie möglich, aber so viel wie nötig zu schützen. Diese beiden Grundsätze, ziehen sich durch die Strategie und auch die operativen Massnahmen und Ziele hindurch. Das hat uns als Kommission überzeugt. Der Wille zur Priorisierung der einzelnen Objekte ist deutlich zu spüren, die Reduktion aufs Wesentliche ebenfalls. Darüber hinaus wird auf die Kenntnis des kulturellen Werts, auf Pflege und Nutzen und natürlich auch auf die Vermittlung all dessen grosser Wert gelegt.
Uns hat diese Gewichtung eingeleuchtet und wir unterstützen sie samt den entsprechenden Massnahmen und Zielen. Für einen grossen Teil der Kommission hätte man die Strategie auch einfach so zur Kenntnisnahme in den Grossen Rat überweisen können. Eine Mehrheit aber wollte sie ergänzen und mit griffigeren Vorlagen verabschieden. Die Archäologie war dabei immer unbestritten, bei der Denkmalpflege aber haben sich die Gemüter ein wenig erhitzt. Im Vordergrund und sehr umstritten war eine klare Vorgabe zur Reduktion der geschützten Gebäude. Die Zusicherung, ohnehin das Inventar überarbeiten und reduzieren zu wollen, hat der Kommissionsmehrheit nicht gereicht. So ist es zu einer ersten Planungserklärung gekommen, welche einen radikalen Schnitt oder Schritt machen wollte. Sie wollte die Quote der inventarisierten Gebäude in unserem Kanton auf 50 Prozent kürzen und die Kategorie «erhaltenswert» ganz abschaffen. Diese Planungserklärung hat dann zu der erwähnten Hektik im Hintergrund geführt. Manchen, die dieser Fassung noch zugestimmt hatten, ist es nachher nicht mehr ganz so wohl gewesen. Sie haben nach Kompromissen gesucht und diese drücken sich nun in den verschiedenen Versionen aus, mit denen Sie beinahe stündlich überrascht worden sind.
Die Kommission hat sich gestern Morgen noch einmal getroffen, sich mit den aktuellen Anträgen auseinander gesetzt und sich dann zu dem jetzt vorliegenden Kompromiss durchgerungen. Innerhalb von fünf Jahren sollen alle schützenswerten und erhaltenswerten Gebäude überprüft werden

und statt, wie heute 9,9 Prozent, sollen dann nur noch 6 Prozent aller Gebäude unter Schutz stehen. Nach hektischen Diskussionen und unter Zeitdruck ist diese Planungserklärung mit 17 zu 0 Stimmen verabschiedet worden. Die BiK hat dafür ihre ursprüngliche Fassung zurückgezogen. Die Abschaffung der erhaltenswerten Kategorie ist damit definitiv vom Tisch. Es ist alles nervös und unter Zeitdruck abgelaufen – das müssen wir von der Kommission zugeben und künftig besser machen. Im Rahmen dieser Diskussion ist von einem Teil der Kommission angekündigt worden, dass man eine Variante mit 7 Prozent vorschlagen wolle. Diese Variante liegt nun ebenso vor. Es wurde sogar noch konsultativ über diese Variante abgestimmt. Diese hätte eine knappe Mehrheit in der Kommission gehabt. Ich persönlich werde diese 7 Prozent unterstützen.
Zusammengefasst ist so viel zu sagen: Der Antrag der BiK ist ein Kompromiss, und Kompromisse beinhalten natürlich ein bisschen, dass alle ein bisschen mehr oder weniger zufrieden oder unzufrieden sind. Das werden wir in der Debatte sicher noch hören. Wichtig ist aber auch, dass die BiK im Grundsatz die Strategie gut findet, sie aber einfach noch mit zusätzlichen Planungserklärungen ergänzen wollte.
Jetzt komme ich noch auf den zweiten, weniger umstrittenen Block von Planungserklärungen zu sprechen. Letztlich waren alle Planungserklärungen ab Planungserklärung 2 nicht bestritten und der Regierungsrat war auch bereit, diese entgegen zu nehmen, da es sich entweder ohnehin bereits um die heutige Praxis handelt oder sie das künftige Handeln unterstützen sollen. Dabei müssen wir Kommissionsmitglieder aber schon ehrlich sein. Einige der Punkte sind doch recht operativ, von eigenen Erfahrungen oder vom Hörensagen geprägt und entsprechen eigentlich nicht mehr ganz der Flughöhe eines Grundsatzpapiers. Wie auch immer – zusammengefasst geht es um die folgenden Anliegen: Die Umnutzung von geschützten Gebäuden soll erleichtert und flexibilisiert werden. Das war sowohl in der Kommission unumstritten als auch im Dialog mit der Regierung und der Verwaltung. Die Zusammenarbeit mit den Gemeinden und der Bauherrschaft soll noch besser und intensiviert werden. Es braucht auch eine bessere Kommunikation und vor allem die Klarheit aller Beteiligten über ihre Rollen. Gerade die Bewilligungsbehörden in den Gemeinden sollen wissen und es auch leben, dass der Entscheid über ein schützenswertes oder erhaltenswertes Gebäude immer bei ihnen liegt. Die Denkmalpflege steuert «nur» einen Fachbericht bei. Der kann dann beispielsweise einen ganz guten Wegweiser für die Gemeinde darstellen, wenn sie über den definitiven Erhalt oder Abbruch eines Gebäudes entscheiden muss. Dann geht es in den weiteren Planungserklärungen noch einmal um die Bekräftigung des Grundsatzes «schützen heisst nutzen». Auch das ist der Kommission aber auch dem Regierungsrat und der beteiligten Verwaltung wichtig.
Das wäre nun also meine Tour d'Horizon rund um unsere hektischen Diskussionen gewesen. Wobei ich aber sagen muss, dass die Diskussionen schlussendlich gar nicht so hektisch gewesen sind. Denn wir schätzen den Bericht und haben das Gefühl, da sei gut gearbeitet worden. Jetzt musste man halt noch um das eine oder andere ringen, was noch in das Werk einfliessen soll. Ich komme nun auf die verschiedenen Anträge zu sprechen. Der BiK-Antrag 1 wird von uns unterstützt, das ist klar. Den BiK-Antrag 2 unterstützen wir selbstverständlich auch und zwar mit einem grossem Mehr oder sogar einstimmig. Dazu gibt es einen Zusatzantrag von Käthi Wälchli. Diesen lehnen wir in der BiK ab. Die BiK-Anträge 3 und 4 nehmen wir natürlich an. Den BiK-Antrag 5 ersetzen wir durch die Präzisierung des Antrags Wälchli. Dort geht es vor allem um die Präzisierung der Baubewilligungsbehörden. Es hat uns eingeleuchtet, das noch ein bisschen deutlicher zu formulieren. BiK-Antrag 6 nehmen wir klar an. Dazu gibt es auch wieder eine Ergänzung von Käthi Wälchli. Diese lehnen wir ab. Bei BiK-Antrag 7 geht es vor allem um die Nutzungsfrage. Das ist uns sehr wichtig und deshalb nehmen wir anschliessend auch noch den Antrag EVP, Wenger an, der eine intensivere Nutzung von erhaltenswerten und schützenwerten Gebäuden fördern will – nutzen heisst schützen. Ich bin nun gespannt auf die Diskussion und hoffe, dass wir am Ende eine gute Kulturpflegestrategie verabschieden können, die auch ein bisschen den Druck von der Denkmalpflege und der Archäologie wegnimmt. Denn dann wissen wir, dass wir das zusammen diskutiert und gemeinsam einen guten Boden gelegt haben und müssen nicht mehr in jeder Session Vorstösse einreichen. Das wäre eigentlich das Ziel der ganzen Geschichte und dann hätten wir alle gewonnen.

La présidente. J'aimerais que les auteurs des déclarations de planification s'annoncent. Mme Greyerz, c'est à vous. Vous présentez votre déclaration de planification. Seulement présenter. C'est à vous.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Es mag vielleicht ein wenig spitzfindig sein, hier einen Antrag zu stellen, der nicht nur 6 Prozent Anteil am Gesamtbaubestand verlangt, sondern 7 Prozent. In der SP-JUSO-PSA-Fraktion sind wir der Meinung, dass der Kompromiss, der in der BiK ausgehandelt wurde, zu weit geht. Darum möchten wir beliebt machen, den Anteil um 1 Prozent auf 7 Prozent zu erhöhen.

La présidente. Stop. Maintenant c'est à Mme Grogg. Est-ce que vous pouvez prendre la parole? Non, elle ne prend pas la parole, M. Wenger, c'est à vous.

Markus Wenger, Spiez (PEV). In der EVP haben wir uns Gedanken darüber gemacht, was die Veränderung in der Kulturpflegestrategie bedeutet. Ich persönlich besitze in zwei Bereichen Erfahrung mit der Denkmalpflege. Einerseits im Rahmen meines Engagements in der Kirche, wo ich verschiedene Objekte umbauen durfte und anderseits als Unternehmer, der spezielle Fenster für historische Gebäude herstellt. Ich habe eigentlich mehr gute als schlechte Erfahrungen gemacht. Ein bisschen anders ist die Lage hier in der Stadt Bern. Aber da besteht auch ein bisschen ein anderer Hintergrund und zudem noch eine dritte Kategorie, was das Ganze wesentlich erschwert. Damit wir mit den Heimatschutzobjekten eine gute Zukunft haben werden, muss die wesentliche Reduktion der Objekte, welche in den letzten Tagen diskutiert wurde, in der neuen Strategie umgesetzt werden. Es braucht eine neue Ordnung für die Beurteilung. Diese Ordnung muss in Bern, Thun, im Jura, im Emmental und im Berner Oberland dieselbe sein. Darum ist

es schwierig, heute eine fixe Zahl festzuschreiben. Der EVP war es wichtig, die Objekte wesentlich auszudünnen und damit eine Konzentration auf das Wesentliche zu erreichen. Aber wir wollen keine genaue Vorgabe machen, da wir möchten, dass dazu ein sachlicher Hintergrund besteht. Es soll eine klare Linie im Kanton bestehen, die bestimmt, wann etwas erhaltenswert oder schützenswert ist. Dies der Grund für unseren ersten Antrag.
Ich nehme zu den beiden anderen auch gleich Stellung. Es ist uns wichtig, dass die Zusammenarbeit mit den Gemeinden über die ganze Tiefe dieser Veränderung gesucht und gepflegt wird. Und ich komme zum letzten und wahrscheinlich Entscheidendsten: Wenn es Schwierigkeiten mit den Vorgaben der Denkmalpflege gegeben hat, ist es meistens um die Nutzung gegangen und eine künftige wirtschaftliche Nutzung eines Hauses war in Frage gestellt. Das ist natürlich das A und O. Wenn wir ein Haus erhalten wollen, muss es belebt sein. Wenn wir das nicht erreichen können, wird es früher oder später zu einer Bruchbude. Darum ist uns die Nutzung so wichtig.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich spreche zu der Planungserklärung oben auf der Seite 2 und dann auch gleich noch zur übernächsten, die wir zu viert eingereicht haben. Zur Kulturpflegestrategie als Ganzes werde ich mich dann in meinem Fraktionsvotum äussern und spreche jetzt nur zu den erwähnten Planungserklärungen und weshalb diese gescheit sind. In der ersten Planungserklärung geht es nämlich nur um das Inventar der erhaltenswerten Objekte. Es gibt zwei Gruppen von erhaltenswerten Objekten. Einerseits gibt es die Ortsbilder, welche sich unter der Obhut des Kantons befinden und anderseits gibt es die Einzelobjekte, für welche die Gemeinden zuständig sind. Wir finden, dass sowohl die Planungserklärung BiK, welche eine Überarbeitung und Reduzierung von beiden Inventaren auf 6 Prozent verlangt, als auch diejenige, die eine Reduktion auf 7 Prozent verlangt, über das Ziel hinaus schiessen. Sie lösen mit diesem Auftrag sehr viel Arbeit aus und es wird viel kosten. Zudem ist es in der Kategorie schützenswert kaum möglich, etwas herauszunehmen. Darum möchte ich Ihnen beliebt machen, unseren Antrag anzunehmen, der sich auf die Kategorie der erhaltenswerten Objekte konzentrieren will.
In der zweiten Planungserklärung geht es um den Zwischenbericht. Eigentlich haben wir hier versucht, die kritischen bürgerlichen Stimmen in unser Boot zu holen. Viele Leute möchten nämlich, dass die ganze Sache noch in dieser Legislatur und solange Bernhard Pulver noch Regierungsrat ist, abgeschlossen wird. Man möchte nicht, dass es zu lange dauert und würde gerne noch dabei sein und miterleben, wie es herauskommt. Wir finden es surreal, die ganze Überarbeitung innert drei Jahren zu machen. Zuerst muss das ganze Konzept erstellt und fähige Leute müssen dafür gesucht werden. Deshalb haben wir 5 Jahre als Zeithorizont genommen. Um Ihnen die Hand zu reichen, verlangen wir nach drei Jahren einen Zwischenbericht, aus dem ersichtlich wird, wie das Ganze unterwegs ist. In den letzten Tagen habe ich den Satz «Es ist ja nur eine Planungserklärung» in den vielen Gesprächen mit Ihnen ein bisschen zu oft gehört. Ich verstehe meine politische Arbeit hier im Grossen Rat folgendermassen: Wenn ich eine Planungserklärung oder einen Antrag eingebe, dann meine ich das tatsächlich so. Und ich möchte auch, dass es anschliessend seriös und sachlich durchgeführt werden kann, so, wie ich es verlange. Es ist für mich ein bisschen «gschpässig» so oft zu hören, es gehe ja nur um eine Planungserklärung. Nachdem Sie mir so gut zugehört haben, werden Sie hoffentlich auch diese Planungserklärungen unterstützen.

Thomas Brönniman, Mittelhäusern (pvl). Nur damit wir die Übersicht nicht verlieren – ich spreche zu der Planungserklärung, welche Bettina Keller und ich eingegeben haben, in der es darum geht, die Anzahl der erhaltenswerten Objekte um 40 Prozent zu reduzieren. Weshalb bin ich mit diesem Vorschlag hier? Wenn man mit einem Vorschlag ankommt, will man eine Mehrheit erreichen. Wir haben zuerst bei der Denkmalpflege angefragt, was realistisch sei. Deshalb kamen wir zuerst mit der Variante, die Anzahl der Bauten um 25 Prozent zu reduzieren. Dann haben wir aber gemerkt, dass dies nur aus fachlicher Sicht, nicht aber aus politischer, realistisch ist. Es war dann in der Zeitung zu lesen, dass Peter Sommer gesagt hat, er finde es gut, bei den erhaltenswerten Bauten zu reduzieren. Für ihn müsse die Reduktion aber 40 Prozent betragen. Das war die Motivation, diesen Vorschlag zu bringen. Nun stellt sich die Frage, wie man rechnet. Es gibt die Variante mit 6 Prozent und diejenige mit 7 Prozent, welche sich auf den Gesamtgebäudebestand beziehen. Unsere 40-Prozent-Variante bezieht sich auf den erhaltenswerten Bestand. Wenn man politisch tätig ist, soll man ja nicht nur Mehrheiten beschaffen, sondern auch Vorschläge liefern, die praxistauglich sind. Ich bin gespannt, was der Erziehungsdirektor dazu sagen wird und wie er damit umgehen würde, falls einer der Vorschläge mit 6 oder 7 Prozent durchkäme.
Will man mit den bestehenden Personalressourcen der Denkmalpflege ein Inventar überarbeiten, finde ich es sinnvoll, sich zuerst auf die erhaltenswerten Bauten zu konzentrieren. Denn im Kanton Bern existieren nur 3,8 Prozent geschützte Bauten. Das ist im schweizerischen Vergleich sehr wenig, vor allem wenn man bedenkt, dass wir über mehr historische Bausubstanz verfügen als andere Kantone. Da wird man nicht viel reduzieren können, man muss sich logischerweise auf die erhaltenswerten Bauten konzentrieren. Deshalb habe ich meine Planungserklärung auf die erhaltenswerten Bauten beschränkt. Was bedeutet es nun, die erhaltenswerten Objekte um 40 Prozent zu reduzieren? Das ist nun sozusagen Lehrplan-21-Mathematik als angewandte Kompetenzaufgabe. Sie können die Reduktion, bezogen auf den Gesamtgebäudebestand, ausrechnen. Es ist eine sehr grosse Anzahl. Wir finden das verhältnismässig. Aus Sicht meiner Fraktion könnte man auch noch mit der 7 Prozent-Variante leben. Bei der 6 Prozent-Variante ergibt das eigentlich eine Reduktion der erhaltenswerten Gebäude um zwei Drittel. Das finden wir nicht mehr praktikabel und sinnvoll, wenn man doch auch in Rechnung trägt, dass wir im Kanton Bern über so viel wertvolle Bausubstanz verfügen.

La présidente. Est-ce que Mme von Greyerz veut prendre la parole? Nous en sommes à la page 2. Non, donc c'est à M. Schlup.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Ich bin gerade ein bisschen überrascht, weil es nicht mehr der Reihe nach geht. Aber das macht nichts, wir sind ja flexibel. Von unserer Fraktion kommt der Antrag, die Kategorie «erhaltenswert» zu streichen. Weshalb dies? In der Kulturpflegestrategie steht: «[...]wendet in der Kulturpflege zeitgemässe und effiziente Methoden und Massnahmen an. Er setzt die Ressourcen in der Kulturpflege dort ein, wo sich grösstmögliche Wirkung und wissenschaftliche Erkenntnis (hohe Qualität, Ausstrahlung, Bedeutung) erzielen lassen (Gewichtung). Er passt seine Methoden und Instrumente den aktuellen Gegebenheiten an und misst sie an ihrer Nachhaltigkeit.
Weder kann noch soll in der Kulturpflege alles erhalten, geschützt oder ausgegraben werden […]». Weiter steht: «Bei den erhaltenswerten Objekten liegt der Abrissentscheid bei der Bewilligungsbehörde». Wir haben es bereits in der Diskussion gehört: Die erhaltenswerten Objekte produzieren viel Konfliktpotential. In den Gemeinden ist es dasselbe. Vielen Gemeinden ist immer noch nicht bewusst, dass sie den Entscheid fällen. Das ergibt für uns eigentlich nur folgenden Grundsatz: Schützen, was geschützt werden muss, und nicht schützen, was nicht geschützt werden kann. Das steht übrigens so auch in der Strategie. Ohne die erhaltenswerten Objekte ist der Auftrag für die Denkmalpflege klar und deutlich. Ein klarer Auftrag für die Denkmalpflege macht übrigens auch deren Arbeit befriedigender, als wenn sie immer Probleme wälzen müssen. Wenn «erhaltenswert» gestrichen wird, gibt eine Reduktion der Objekte viel weniger Aufwand als es für eine Reduktion und eine Neueinteilung geben würde. Die Kategorie «erhaltenswert» existiert in vielen anderen Kantonen übrigens auch nicht. Es wurde angefügt, für erhaltenswerte Baugruppe sei dies dann ein Problem, weil sie so zu wenig geschützt werden könnten. Ja glauben Sie denn, dass beispielsweise Aarberg sein Städtchen nicht schon aus Eigeninteresse so erhalten würde, wie es jetzt besteht? Ich glaube, dazu wird das Wort erhaltenswert wohl nicht gebraucht. Ich selber wohne übrigens auch in einem Objekt aus dem Jahr 1675, habe Freude daran und ein grosses Interesse, das Gebäude auch so zu belassen, ob es nun erhaltenswert ist oder nicht. Dass die BiK vorher übrigens auch für die Streichung gewesen ist, und danach die Meinung etwa zweimal geändert hat, zeigt noch einmal mehr auf, dass dieses Anliegen vorhanden ist. Ich bitte Sie, dem Antrag so zuzustimmen.

La présidente. Mme Keller et M. Brönnimann se sont déjà prononcés pour les 40 pour cent, donc nous passons à M. Stähli.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich spreche selbstverständlich zur Planungserklärung Stähli (BDP). Als langjähriger Kritiker an der Praxis und der Gebäudeanzahl in der Denkmalpflege, bin ich sehr erfreut, dass wir als Grossrätinnen und Grossräte im Rahmen der Kulturpflegestrategie die Gelegenheit haben, Druck zu machen und so einer besseren Nutzung von Gebäuden Antrieb geben können. Ich bin froh, müssen wir dies nicht mit Motionen, Postulaten und Interpellationen tun. Wenn in der Schweiz weiterhin jährlich für zusätzlich 100 000 Einwohner Wohnraum geschaffen werden soll, muss verdichtet werden. Dann muss auch die Denkmalpflege einsehen, dass nicht beinahe 10 Prozent der Gebäude tabu sein dürfen. Wir wissen alle, dass sich im Kanton Bern besonders städtebaulich einiges tun muss und sich die Denkmalpflege nicht mehr um jeden Schopf im hintersten «Chrachen» kümmern kann. Ich freue mich, dass diese Einsicht heute anscheinend mehrheitsfähig ist. Und ich bin erfreut, dass sich die Kommission, nach tagelangem, zähem Ringen, zu einer sehr guten Haupt-Planungserklärung durchringen konnte. Das erspart uns ein riesengrosses Hickhack.
Ich hoffe sehr, dass Sie, liebe Grossrätinnen und Grossräte, diesen BiK-Antrag 1 annehmen und damit ein deutliches Zeichen setzen. Ich traue der Direktion von Regierungsrat Pulver zu, dass sie den allfälligen Wink vom Grossen Rat ernst nimmt und die nötigen Massnahmen bei der Denkmalpflege einleitet. Umso mehr, als die Denkmalpflege ja selber Handlungsbedarf zugibt. Raufen wir uns doch zusammen und stehen nun voll hinter den austarierten BiK-Antrag. Denn sowohl die rechte wie auch die linke Seite hat Federn lassen müssen.
Meine Planungserklärung fordert eine Überprüfung des Ganzen innerhalb drei statt fünf Jahren. Dies, weil ich möchte, dass noch in der gleichen Legislatur etwas geschieht und das Ganze nicht versandet. Ich finde aber den BiK-Kompromiss das Bestmögliche, das wir hier erreichen konnten und ziehe meine Planungserklärung zurück. Als Präsident des Vereins Kulturlandschutz Region Bern wäre ich sehr glücklich, wenn in Zukunft eine optimale Nutzung und allfällige Aufstockung bestehender Gebäude selbstverständlich werden und nicht an fragwürdigen, denkmalpflegerischen Auflagen scheitern würde.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Ich kann mich beinahe nahtlos meinem Vorredner anschliessen. Wir sprachen nämlich von einem Kompromiss. Und wenn ich auf das zurückblicke, was in der BiK geschehen ist, muss ich Folgendes sagen: Es war in der BiK bereits sehr früh und nicht erst gestern Morgen nach einer hektischen Sitzung klar, dass die BiK einstimmig der Meinung ist, die Zahl der zu erhaltenden oder zu schützenden Gebäude sei zu reduzieren. Das hat der Regierungsrat selber auch in Aussicht gestellt. Es hat sich früh gezeigt, dass es in der ganzen Diskussion um zwei Schwerpunkte geht. Erstens geht es um die Frage, ob die Kategorie «erhaltenswert» abgeschafft werden soll. Zweitens ging es darum, ob eine verbindliche Anzahl der Reduktion der Gebäude festgelegt werden soll. Die BiK hat bekanntlich in einer kurzen, aber intensiven Sitzung mit 17 zu 0 Stimmen entschieden, die Kategorie «erhaltenswert» sei zu erhalten, es sei aber eine verbindliche Vorgabe zu treffen, betreffend der zu reduzierenden Gebäude auf 6 Prozent. Es wurde von Beginn an in Aussicht gestellt, dass ein Antrag für eine Reduktion auf 7 Prozent folgen wird. So einen Entscheid nennt man einen Kompromiss. Ein Kompromiss war es deshalb, weil alle ein bisschen unzufrieden waren und eigentlich ein bisschen etwas anderes wollten. Aber alle haben in der BiK auch signalisiert, ihre davon abweichenden Planungserklärungen zurückzuziehen. Wie wir sehen, hat das nicht wirklich funktioniert. Im Namen der FDP ziehe ich unsere Planungserklärung zurück. Wir würden uns wünschen, dass alle sich daran erinnern, was sie gestern gesagt haben.

La présidente. Cette déclaration de planification est aussi retirée. Nous passons à l'ajout à la déclaration de planification 2 de la Commission de la formation de l'UDC, M. Krähenbühl. Sur votre version 6, vous avez Mme Speiser-Niess, mais c'est M. Krähenbühl qui va prendre la parole.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Die SVP ist selbstverständlich der Ansicht, dass die Zahl der Objekte reduziert werden muss, denn 10 Prozent sind einfach sehr viel. Wichtig ist aber auch dass man bei Umbauten von Häusern, die noch geschützt sind, diese besser nutzen kann und es keine unsinnigen Auflagen gibt, die eine wirtschaftliche Umnutzung dieser Gebäude quasi verunmöglichen. Wir sind deshalb sehr froh, dass die Planungserklärung 2 in der BiK durchgekommen ist. Wir sind aber auch der Ansicht, dass unser kulturelles Erbe – da sind wir uns einig – soweit möglich und sinnvoll, erhalten werden soll. Deshalb möchten wir folgende Ergänzung zur Planungserklärung einbringen, die wir bereits in die Kommission brachten. Als Kompromiss, und anstatt eine Substanz und deren Details unbedingt zu erhalten, könnte eine Digitalisierung vorgenommen und ein digitalisiertes Archiv eröffnet werden. So wäre die Substanz weiterhin zugänglich – zum Beispiel eine Innenausstattung, die wirklich eine starke Behinderung sein kann, wenn man etwas bauen möchte. So aber würde man sie nicht verlieren und könnte dennoch baulich leichter etwas verändern. Ich bitte Sie, diese Ergänzung zur Planungserklärung anzunehmen.

La présidente. Nous avons, après les déclarations de planification de la CFor, 3, 4, la 5 qui a été retirée, mais qui est remplacée par celle de l'UDC, Mme Wälchli, c'est à vous.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Bei dieser Planungserklärung geht es um Folgendes: Geht es darum, Bauten und Häusergruppen zu schützen, dann kommen unter Umständen die OLK, der Heimatschutz oder eben die Denkmalpflege zum Zug. Aber jede dieser Kommissionen hat eine andere Flughöhe. Unsere Planungserklärung zielt darauf ab, dass klarer ersichtlich wird, welche Kommission in diesem Bereich wofür zuständig ist. Ich habe mich ein bisschen erkundigt. Die Landwirtschaftliche Organisation Bern und angrenzende Gebiete LOBAG ist mit der OLK in Kontakt, mit dem Ziel, ein bisschen klarer zu definieren, was sie überhaupt macht, was sie kann und darf. Es wurden dabei schon einige Resultate erzielt. Auch wenn alle drei Kommissionen wichtig sind, finde ich es wichtig, dass klarer ersichtlich wird, wann und wo welche Kommission zum Zug kommt. Darum geht es bei dieser Planungserklärung.

La présidente. Nous avons donc après la déclaration de planification 6. Non, nous continuons avec la déclaration de planification 7 et nous avons terminé parce que M. Wenger s'est déjà prononcé. Vous avez donc tous déjà justifié vos déclarations de planification. Est-ce que la présidente veut s'exprimer maintenant ou après les groupes? – Après les porte-parole de groupe. Donc je prie les porte-parole de groupe de s'annoncer. Vous donnez votre avis sur la stratégie et sur les déclarations de planification. Les groupes ont donc maintenant la possibilité de prendre la parole, il y aura ensuite les intervenants à titre individuel, la présidente de la commission et enfin le conseiller d'Etat.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich spreche nun als Fraktionssprecherin für die grüne Fraktion. Die neue und schweizweit erste Kulturpflegestrategie des Kantons Bern begrüssen wir Grünen ausdrücklich und würdigen sowohl die sorgfältige Erarbeitung wie auch den umfassenden Inhalt. Der Kanton Bern war 1902 übrigens der zweite Kanton der Schweiz, der begonnen hat, mit Hilfe von Denkmalpflege seine Objekte zu schützen. Das war eine Folge davon, dass vor allem in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts sehr viele schöne Objekte unwiederbringlich abgebrochen wurden – beispielsweise der Christoffelturm hier in Bern.
Wir leben in einem Kanton mit einem überdurchschnittlichen Kulturerbe, sowohl auf die Archäologie wie auch das gebaute Erbe bezogen. Überdurchschnittlich, sowohl in Bezug auf die Menge, die Vielfalt wie auch auf die Qualität. Da die Archäologie hier kein Thema mehr ist, werde ich mich jetzt nur noch auf die Denkmalpflege konzentrieren. Unsere Vorfahren in diesem Kanton haben anscheinend bereits ebenso überdurchschnittlich gut Sorge getragen, sei dies nun bewusst oder manchmal auch nur aus ökonomischen Gründen geschehen. Früher hatte Althergebrachtes und Tradition noch einen sehr hohen Stellenwert. Man gab die Häuser über Generationen hinweg meist innerhalb der Familie weiter und veränderte sie häufig nur geringfügig. Das hängt auch damit zusammen, dass die Materialien Holz und Stein sehr langlebig sind und dass man grundsätzlich viel sparsamer als heute lebte. Man könnte das auch als nachhaltig bezeichnen. Wir sind zu Recht stolz auf die vielen kostbaren und berühmten Ortsbilder, Altstädte und Einzelgebäude – ob Schlösser oder Bauernhäuser – die das Gesicht des Kantons Bern bis heute wesentlich prägen und zur Identität unserer Gegend beitragen. Unser Kanton unterscheidet sich in der Fülle und in der regionalen und stilistischen Vielfalt der bis heute erhaltenen Gebäude deutlich von anderen Nachbarkantonen. Fahren Sie einmal durch den Kanton Aargau, durch das Wallis oder durch Freiburg. Das ist kein Zufall.
Ich komme nun auf die Themen zu sprechen, die in den letzten Wochen so aufgeheizt wurden, wie zum Beispiel die angebliche Unzufriedenheit der Bevölkerung mit der Denkmalpflege. Eine Umfrage der Erziehungsdirektion bei denjenigen Personen – sowohl Fachleuten wie auch Privaten – die tatsächlich mit der Denkmalpflege zu tun hatten, hat gezeigt, dass die grosse Mehrheit zufrieden ist. Ich finde, man muss die Beispiele, die wir in den letzten Wochen immer wieder hörten, ernst nehmen, ihnen nachgehen und die Gelegenheit erhalten nachzufragen, was dort genau passiert ist. Tatsache ist aber Folgendes: Wir als Grossrätinnen und Grossräte wissen alle, dass häufig über das Negative berichtet und das Positive als Selbstverständlichkeit stillschweigend hingenommen wird. Das Argument betreffend Umnutzung, Wohnraum schaffen und Schutz von Kulturland, ist heute auch schon einige Male erwähnt worden. Tatsächlich kann bei schützenswerten Gebäuden in der Landwirtschaftszone sogar eine grössere Ausnutzung erlaubt werden, als bei ungeschützten. Das führt zu der manchmal paradoxen Situation, dass ein Besitzer um eine

Unterschutzstellung ersucht, weil er so anschliessend besser ausbauen kann. Wir müssen uns nichts vormachen, sondern sachlich zur Kenntnis nehmen, dass der Wohnbedarf pro Person in Quadratmetern in den letzten 30 Jahren um sage und schreibe ein Drittel gestiegen ist. Vor 30 Jahren hat eine durchschnittliche Person in Bern auf 34 Quadratmetern gelebt, heute sind es 50 Quadratmeter. Wenn man ein erhaltenswertes Gebäude durch ein modernes ersetzt, das den heutigen Ansprüchen genügen soll, spart man garantiert kein Kulturland – im Gegenteil. Dasselbe gilt für die Energiebilanz. Ein altes Haus steht bereits, und auch wenn es energetisch nicht optimal ist, kann man einiges verbessern. Man wird es wohl nicht auf einen Minergie-Stand bringen können, aber ein Abriss und ein Neubau brauchen auch enorm viel Energie und die kann man anschliessend jahrelang wieder einsparen.
Ich möchte noch einen wesentlichen Punkt erwähnen. Man hat untersucht, was 1 Franken, der in die Denkmalpflege investiert wird, volkswirtschaftlich bringt. Sie kennen diese Art von Rechnung beispielsweise von der familienergänzenden Kinderbetreuung. In der Denkmalpflege ist der Faktor 1 zu 8. Die Grünen bevorzugen alle Planungserklärungen der Grünen, SP, glp und EVP. Und wie ich bereits gesagt habe, bevorzugen wir die Planungserklärung mit 7 Prozent vor derjenigen mit 6 Prozent.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Es ist für mich heute Abend eine Premiere und es freut mich, dass ich Sie einmal nicht nur von hinten, sondern auch von vorne sehe. (*Hilarité*) Die EVP kann der Kulturpflegestrategie, wie sie der Regierungsrat vorlegt, eigentlich nur Positives abgewinnen. Ich bin froh, hat Bettina Keller vorhin einen so schönen Ausblick auf das gemacht, was in unserem Land alles geschieht und worüber wir hier eigentlich verfügen. Wir begrüssen, dass sich der Regierungsrat mit der Kulturpflegestrategie zum Ziel gesetzt hat, eine ausgewogene Pflege unserer kulturellen Identität zu erwirken, die sich an den Ressourcen, der Nachhaltigkeit, der Lebensqualität und an der bereits vorhandenen Gesetzgebung orientiert. Es ist gut, dass die Aufgaben und Schwerpunkte der Denkmalpflege und der Archäologie präzisiert wurden. Das schafft Transparenz und die Grundlage für eine gute Umsetzung der Strategie bei den Akteuren.
Die Strategie fordert, dass die Aktivitäten in der Pflege der Kulturgüter aufgrund der Bedeutung des Erbes priorisiert werden sollen. Das finden wir sehr sinnvoll. Es ist nötig und wichtig und sollte insbesondere für die Arbeit der Denkmalpflege wegweisend sein. Wo es um Umbau und Nutzung von Gebäuden geht, wünschen wir uns eine gründliche, differenzierte und nutzungsorientierte Interessenabwägung aller Partner zusammen, so, wie es die Strategie an sich auch vorsieht. Wir freuen uns über den Grundsatz zur Pflege des Kulturerbes nach der Maxime: so wenig wie möglich, so viel wie nötig. Es soll Ziel sein, wertvolles Gut für künftige Generationen zu erhalten ohne dabei die Lebensqualität in der Stadt und auf dem Land auf unnötige Weise einzuschränken. Darauf werde ich noch zu sprechen kommen. Wir wünschen uns – vor allen von der Seite der Denkmalpflege – eine Umsetzung der neuen Strategie mit viel Augenmass, die nicht durch einen einseitigen Kulturblick getrübt ist.
Ich möchte nun noch auf einzelne Punkte aus den Planungserklärungen eingehen, die uns wichtig sind. Die EVP erachtet es als nicht sinnvoll und zielführend, eine möglichst grosse Kürzung des Inventars anzustreben. Daher möchten wir bei der Reduzierung der Objekte am liebsten keine Zahl festlegen. Wir haben uns zusammen mit Bettina Keller auf die Planungserklärung eingelassen, die eine Reduktion der Objekte auf 7 Prozent verlangt. Es ist, im Vergleich mit der Variante 6 Prozent, das kleinere Übel. Am liebsten hätten wir da aber gar keine Zahl drin. Die EVP ist an sich davon überzeugt, die Denkmalpflege habe unterdessen begriffen, dass eine Inventarüberarbeitung und -kürzung nötig ist. Wir haben die Aussage von Herrn Michael Gerber sehr wohl gehört, er sei sich dieser Problematik bewusst und wisse, dass eine Änderung der bisherigen Praxis nötig sei. Darum kommt es für uns auch nicht in Frage, eine Kategorie einfach zu streichen. Die Streichung einer Kategorie würde das Problem, das wir heute bei der Umsetzung haben, nicht lösen. Es könnte sogar bewirken, dass noch mehr Gebäude in die Kategorie schützenswert überführt würden. Wir unterstützen aber die Idee, dass der Regierungsrat nach drei Jahren einen Zwischenbericht über den Stand der Inventarüberarbeitung vorlegen soll. Es ist sinnvoll, wenn wir uns innert nützlicher Frist wieder mit diesem Geschäft auseinander setzen müssen und hoffentlich positive Folgen unseres heutigen Entscheids feststellen können. Das hängt natürlich davon ab, ob Sie es fertig bringen, unsere vernünftigen und nachhaltigen Ideen zu teilen.
Die schlechte wirtschaftliche Tragbarkeit von Gebäuden wurde auch angesprochen. Es ist uns ein grosses Anliegen, eine erleichterte Umnutzung im Innenbereich von Häusern zu verankern, damit solche Gebäude überhaupt umgebaut werden können. Auch Elisabeth Zäch hat es gesagt. Wenn man nutzt, dann schützt man und umgekehrt. Also wenn ein Haus umgebaut und genutzt wird, bleibt es auch erhalten. Wir unterstützen ebenfalls die Idee einer Voranfrage im Bauvorhaben. Dieser Punkt scheint uns sehr wichtig. Immer wieder hört man ja aus der Praxis – ich habe es selber auch schon erlebt – dass man als Bauherr bzw. Baufrau nicht weiss, mit wem man sprechen muss und wer wann und wofür zuständig ist. Da soll es klare Auflagen und Vorgaben geben, damit auch die Gemeinden Bescheid wissen und die Bauherren über den Ablauf und darüber, mit wem sie Kontakt aufnehmen müssen, informieren können. Und es soll zu einem frühen Zeitpunkt zu einer Begehung kommen, um so Missverständnisse und Bauverzögerungen verhindern zu können. Zudem ist es aus unserer Sicht zwingend, dass die Baubewilligungsbehörden eine Aktennotiz zu Handen aller Beteiligten erstellt. … (*La présidente interrompt l'oratrice.*)

La présidente. Madame, votre temps imparti est dépassé depuis un petit moment. Vous n'êtes peut-être pas au courant, mais quand la lumière clignote devant vous, cela veut dire que le temps imparti est dépassé.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Also, ich sage noch meinen letzten Satz: Wir erwarten eine Umsetzung der Strategie im Einzelfall mit gesundem Menschenverstand und Augenmass und eine gründliche Interessenabwägung mit allen Partnern; so wenig möglich, so viel wie nötig.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Zuerst möchte ich Folgendes sagen: Auch mir sind die Planungserklärungen wichtig. Und ich kam mir hier in den letzten Tagen wie auf einem orientalischen Basar vor, als beinahe jede Stunde neue Planungserklärungen eingereicht wurden. Aber nun komme ich auf das Geschäft zu sprechen. Innere Verdichtung fördern, Kulturland-Initiative, ländlichen Raum stärken, unzählige Bauten unter Schutz stellen, Wohnraum schaffen. Wie bringen wir das auf die Reihe? Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, das geht nicht, ohne Opfer zu bringen. Eines dieser Opfer ist, dass wir die Anzahl der unter Schutz gestellten Bauten reduzieren. Das bedeutet nicht, dass damit die Denkmalpflege abgeschafft ist, sie benötigt aber dringend eine Entschlackungskur. Man darf nicht vergessen, dass 10 Prozent der gesamt vorhandenen Bauten in unserem Kanton unter Schutz stehen. In Zahlen ausgedrückt sind das 36 000 Bauten – ohne die Stadt Bern einzuschliessen. Im Vergleich dazu weist der Kanton Luzern im Jahr 2012 gerade mal 950 Bauten aus. Das ist ein gewaltiger Unterschied. Und in Sachen Häuser ist Luzern kein unattraktiver Kanton; das sieht, wer hindurchfährt. Die Bewahrung der kulturellen Vielfalt ist gut und recht, aber man kann es auch übertreiben, was in unserem Kanton mit der grossen Anzahl geschützter Bauten der Fall ist.
In den Diskussionen wurde uns von Seiten der Denkmalpflege zugestanden, sie sehe heute auch ein, dass der Kanton zu vieles unter Schutz gestellt habe und man daran sei, das gesamte Inventar zu überarbeiten. Das ist doch einmal ein positives Zeichen. Aber der Regierungsantwort zur Motion 082-2014 Tanner, Ranflüh (EDU) «Mehr Spielraum bei erhaltenswerten Baudenkmälern», die in der Novembersession behandelt wurde, kann man entnehmen, dass an der die Anzahl der Bauobjekte wenig zu ändern sei. Das sind zwei unterschiedliche Aussagen, die für Verwirrung sorgen. Deshalb ist es an der Politik zu fordern, dass etwas geschehen muss und zu definieren in welchem Rahmen.
Die SVP unterstützt sämtliche Planungserklärungen der BiK. Vor allem Punkt 1 ist uns wichtig. Den Ergänzungsvorschlag der Kolleginnen von Greyerz und Meyer lehnen wir ab. 7 Prozent sind uns zu viel. Wir hätten die Prozentzahl lieber tiefer angesetzt. Den Vorstoss von Keller und Brönnimann, das Inventar der als erhaltenswert eingestuften Bauten innerhalb von 5 Jahren zu überarbeiten, lehnen wir ab. Ebenso lehnen wir die Plangenehmigungsverfügung der EVP, Wenger, ab. Dies geschieht bereits in Zusammenarbeit mit den Gemeinden, sie ist somit überflüssig. Den Zwischenbericht brauchen wir auch nicht, denn das bedeutet nur mehr Bürokratie. Es ist in der BiK so, dass uns der Erziehungsdirektor über gewisse Sachen, wie zum Beispiel den Lehrplan 21, informiert. Er kann uns auch hier über die Zwischenschritte informieren, dafür braucht es nicht noch extra einen Zwischenbericht. Den Antrag SVP, Schlup, der die Kategorie «erhaltenswert» streichen will, werden wir natürlich unterstützen. Auch unserer Planungserklärung, die allfällig verloren gehende Raumstrukturen digitalisieren möchte, werden wir zustimmen. Auch meine Planungserklärung, die ich bereits erläutert habe, welche die Abläufe zwischen OLK, Denkmalpflege und Heimatschutz optimieren will, unterstützen wir. Auch die letzte Planungserklärung EVP, Wenger, unterstützen wir. Ich hoffe, dass wir eine breite Unterstützung finden werden.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Vorweg ein Wort zu der Strategie insgesamt. Wir erachten sie als sehr gut und möchten den zuständigen Ämtern für die Ausarbeitung danken. Folgendes ist zum Thema Umnutzung zu sagen: In unseren Planungserklärungen kommt das Wort häufig vor. Wir geben uns diesbezüglich natürlich schon ein wenig fortschrittlich – aber wir sind es bereits lange. Die bernische Denkmalpflege – die kantonale und noch viel mehr die städtische – haben sich das Thema Umnutzung immer auf die Fahne geschrieben. Ich erinnere daran, dass die Stadt Bern vor einer Weile auch einmal den Wakkerpreis erhalten hat. Dies hauptsächlich wegen fortschrittlicher Umnutzung. Noch ein Wort von unserer Seite zur Planungserklärung von Käthi Wälchli, der Ergänzung zur Planungserklärung 2 der BiK. Die SVP verlangt darin, dass man alles virtuell aufnimmt und daraus anschliessend eine Art virtuelles Ballenberg macht. Wir sind der Meinung – wie übrigens auch die Fachleute – dass da erstens die Kosten übermässig würden. Und zweitens – der Ballenberg ist gut und recht, aber dann in echt.
Nun sage ich noch etwas zu den ausgehandelten BiK-Kompromissen. Ich persönlich bin sehr froh, – denn es ist doch auch ein Erfolg des Prozesses, den wir in der Kommission durchlaufen haben –, dass die Kategorie «erhaltenswert» jetzt nicht mehr sozusagen auf dem Schafott steht. Ich bin der starken Überzeugung, dass das bernische Zwei-Kategorien-System ein gutes ist. Es gibt diverse Kantone, die überlegen, sich dem anzunähern und nicht mehr nur über eine Kategorie zu verfügen. Immerhin das wurde durch den Kompromiss erreicht. Wenn es dann um die Frage geht, ob 6 oder 7 Prozent, bevorzugt unsere Fraktion die 7-Prozent-Variante. Der Rest der Planungserklärungen ist unbestritten. Diese wenden sich häufig auch in etwas deklamatorischer Art nicht an den Gesetzgeber, sondern hauptsächlich an die Baukommissionen. Diesen möchte ich noch ein Schlusswort auf den Weg geben. und vielleicht findet es ja den Weg in Zeitungen, die von Baukommissionmitgliedern gelesen werden. Das Schlusswort lautet wie folgt: Mehr Mut! Haben Sie mehr Mut, um halt auch einmal zu entscheiden – wie es in Langnau geschehen ist – etwas abzureissen und zu sagen, dass da die Gemeindeentwicklung wichtiger sei als der Erhalt eines Gebäudes. Haben Sie aber auch mehr Mut, einmal hinzustehen und zu sagen, ein Gebäude sei es wert, stehen zu bleiben. Haben Sie den Mut, sich nicht hinter Fachberichten der Denkmalpflege zu verstecken und zu sagen man sehe das Problem schon, aber die Denkmalpflege habe gesagt, dass... So dumm sind die Baukommissionen nicht. Sie wissen, dass die Fachberichte nicht verbindlich sind. Aber es braucht Mut – und je kleiner die Gemeinde ist, desto mehr Mut braucht es –, hinzustehen und zu sagen, das kulturelle Erbe sei einem wichtig und deshalb wolle man ein Gebäude nicht abreissen. Und die Denkmalpflege soll einfach weiterhin ihren Job machen und die Miliz in den Gemeinden bei ihrer Aufgabe unterstützen.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Die Kulturpflegestrategie beinhaltet sowohl die Archäologie als auch die Denkmalpflege. Der Teil zur Archäologie wurde in der BiK und auch hier zur Kenntnis genommen. Zur Denkmalpflege wurden Planungserklärungen eingereicht. Die Planungser-

klärung BiK 7 «Der beste Schutz eines Baudenkmals ist eine zeit- und objektgemässe Nutzung» ist aus meiner Sicht die wichtigste. Der Satz steht aber bereits in der Strategie. Was soll er dann hier noch einmal als Planungserklärung? Der beste Schutz vor dem Zerfall ist eine Nutzung. Das will im Klartext heissen, dass die Denkmalpflege keine Verhinderungsbehörde sein darf. Vor allem in ländlichen Gebieten darf es, wenn Bauten schützenswert sind, nicht mehr heissen, dass man die Hände davon lassen solle. Dies weil ein Umbau und dessen Planung nur Mehrkosten und Ärger mit der Denkmalpflege bedeute und man es deswegen doch besser ganz sein lasse. Bereits im Herbst habe ich mich intensiv mit der Kulturpflegestrategie auseinandergesetzt. Mehr dazu werde ich am Schluss meines Votums sagen.
Mit der neuen Strategie, die gut und klar ist, den dazugehörenden Planungserklärungen, einer Reduktion der Anzahl der Objekte und allfällig anzupassenden Gesetzen schaffen wir es, das Hauptziel zu erreichen; nämlich zu unseren schönen Weilern, Dörfern und Städten, unserem kulturellen Erbe, das den Kanton Bern auch ausmacht, Sorge zu tragen.
Die BDP äussert sich folgendermassen zu den Planungserklärungen: Diese wurden in der Fraktion sehr ausgiebig und – ich gebe es zu – zum Teil auch kontrovers diskutiert. Es haben ja auch nicht alle Planungserklärungen die richtige Flughöhe. Wir haben diskutiert, ob nun 3 oder 5 Jahre oder 6 oder 7 Prozent oder ob überhaupt eine Zahl nötig sei. Es wurden viele gute Argumente und Gegenargumente geliefert. Schlussendlich stimmen wir grossmehrheitlich bis einstimmig allen Planungserklärungen der BiK zu, so, wie sie vorliegen. Die übrigen Planungserklärungen werden wir mehrheitlich ablehnen. Eine Ausnahme besteht bei der Planungserklärung 5. Die BiK-Version wurde zurückgezogen, da aber kein grosser Unterschied zur SVP-Version besteht, stimmen wir mehrheitlich dieser zu.
Und nun komme ich zu meinem angekündigten Schluss. Im Juli 2014 haben wir unser Bauernhaus aus den Jahren 1883/84 total geräumt. Nun renoviert es unser Sohn, Michael, der Zimmermann ist. Es ist geplant, zwei Wohnungen einzubauen, vorher existierte nur eine. Damit wird der Raum viel besser ausgenützt. Das Haus ist schützenswert und die Denkmalpflege hat mitgeredet. Michael und seine Freundin, die Hochbauzeichnerin ist und gerade an der Höheren Fachschule für Technik TEKO eine Ausbildung zur Bauführerin abgeschlossen hat, haben viel Zeit in die Planung investiert und hatten viele Sitzungen sowohl mit der Denkmalpflege wie auch mit Baufachleuten wegen der Umsetzung. Kompromisse waren eindeutig nötig. Ich habe mich dabei manchmal auch aufgeregt. Michael sagt aber nun, es sei zwar ein harter Prozess gewesen, aber jetzt sei es gut. Das habe ich mir für den politischen Prozess der Kulturpflegestrategie auch gewünscht. Es war hart, aber am Schluss sollten wir alle sagen können, dass es nun gut ist.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Worum geht es hier? Es geht darum, wie wir mit unseren Kulturgütern, unseren Traditionen und Ausdrucksformen umgehen. Es geht darum, wie wir unsere Werte erhalten und pflegen. Bei der Kulturstrategie geht es explizit um die Archäologie und die Denkmalpflege. Bau- und Kunstdenkmäler stellen einzigartige und unersetzliche Zeugen der Geschichte dar und sind materielle Zeugnisse von handwerklichem und technischem Know-how. Sie sind im weitesten Sinn auch Informationsspeicher. Als solchen kommt den Kulturgütern, sowohl im regionalen, nationalen wie auch internationalen Kontext eine identifikationsstiftende Funktion zu. Der Denkmalpflege kommt also mit der Erfassung, Bewertung und dem sachgerechten Umgang mit dem kulturellen Erbe ein öffentlicher Auftrag zu. Kulturgüter sind ein spezielles kulturelles Erbe. Wir können uns ihnen nicht entziehen, so wie wir dies bei einem Film oder schlechter Musik können. Bei einem Film kann ich aus dem Kino hinausgehen oder beim Fernsehen das Programm wechseln. Bei der Musik kann ich den CD-Player abstellen. Kulturgüter und Baudenkmäler hingegen stehen da und an denen muss ich tagtäglich vorbeilaufen. Ich, als Stadtbernerin, habe das grosse Privileg, in einer der schönsten Städte zu leben. Warum ist Bern eine der schönsten Städte? Grund dafür ist, dass gerade hier eine sinnvolle, kluge und sorgfältige Denkmalpflege betrieben wurde. Seien wir doch stolz auf das, was wir haben und tragen wir Sorge dazu! Es ist eine wichtige und eigentlich auch schöne Aufgabe, sich um unser bauliches Erbe zu kümmern und die besonderen Werte und Qualitäten dieser Baudenkmäler zu vermitteln. Aus diesem Grund ist es für mich schon ein wenig befremdlich, dass gerade diejenige Partei, die sich sonst Tradition und nationale Identität immer gross auf die Fahne schreibt, hier mit einer unglaublichen Inbrunst eine Demontage der Denkmalpflege betreibt. Diese Bemerkung konnte ich mir leider nicht verkneifen.
Die vorliegende Kulturpflegestrategie gefällt der SP-JUSO-PSA-Fraktion ausserordentlich. Sie setzt ein starkes und stolzes Bekenntnis zum kulturellen Erbe im Kanton Bern. Vor allem betrachtet sie das kulturelle Erbe nicht als Last, sondern als Chance. Sie betrachtet es als Chance für die Standortattraktivität und dadurch auch als wichtigen volkswirtschaftlichen Nutzen. Unserer Meinung nach wird mit der Strategie genau dieser Nutzen unterstützt. Die ganze Kulturpflegestrategie steht unter den folgenden Maximen. Erstens der Priorisierung, was bedeutet, so wenig wie möglich, aber so viel nötig zu schützen. In Bezug auf die Archäologie heisst das beispielsweise, dass eigentlich die beste Grabung diejenige ist, die nicht stattfindet und die beste Fundstelle diejenige, die man so belassen kann, wie sie bereits seit Jahrhunderten konserviert worden war. Eine weitere Maxime ist die wissenschaftliche Betreuung. Es ist wichtig, dass die Beurteilung der Baudenkmäler nicht nach rein ästhetischen oder tagesaktuellen Gesichtspunkten betrieben wird, sondern wissenschaftlich identifiziert und objektiv bewertet und inventarisiert wird. Im Kanton Bern existiert ein grosses und gutes Inventar all unserer Kulturdenkmäler. Die dritte Maxime ist die Kommunikation. Hier befindet sich wahrscheinlich einer der wichtigsten und zentralsten Punkte und wahrscheinlich auch der Ursprung ganz vieler Missverständnisse und Diskussionen hier im Rat. Es gibt noch viel zu viele Menschen, die denken, dass die Denkmalpflege die Bewilligungsinstanz ist. Mich hat es erstaunt, als ich in der Strategie gelesen habe, wie viele Architekten und auch Bewilligungsbehörden davon überzeugt sind, dass letztlich die Denkmalpflege entscheiden würde. Das tut sie aber nicht. Wir sind aber der Meinung dass dies nicht das Problem der Architekten und der Bewilligungsbehörden ist. Es besteht vor allem, weil die Denkmalpflege dazu nicht adä-

quat und richtig kommuniziert hat. Wir sind der Meinung, dass in den nächsten Jahren hierzu ein grosser Nachholbedarf besteht.
Was im Bauinventar aufgenommen worden ist, ist nicht unter Schutz gestellt. Das Inventar wiederspiegelt nur die Meinung der Denkmalpflege, was aus ihrer Sicht erhaltenswert oder schützenswert ist. (*La présidente interrompt l'oratrice.*) Ich hätte noch viel zu sagen …

La présidente. Encore une phrase.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Ich sage nur noch kurz etwas zu der Kategorie «erhaltenswert». Wir sind klar der Meinung, das sei eine wichtige Kategorie. Denn ein Gebiss, in dem sich nur ganz wenige schützenswerte Zähne befinden und bei dem alles andere weg ist, ist auch kein schönes Gebiss. Behalten wir doch auch die ein bisschen weniger schönen Zähne und können dafür damit gut essen.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). (*La présidente agite sa cloche.*) Zu später Stunde versuche ich mich kurz zu fassen. Grundsätzlich sind aus Sicht der FDP die strategischen Ziele der kantonalen Kulturpflegepolitik richtig formuliert und so auch sinnvoll umsetzbar. Betreffend die Aufgaben des archäologischen Diensts, sind wir mit der vorgelegten Strategie sicher auf dem richtigen Weg. Hingegen sind wir, was die Denkmalpflege betrifft, der Meinung, es sei nun der richtige Zeitpunkt, um ein Zeichen zu setzen und die vorliegenden Planungserklärungen der BiK zu unterstützen. In Dörfern und Zentren soll verdichtet gebaut und bestehende Häuser sollen besser genutzt werden können. Will man das umsetzen, muss man die Strategie ändern. Die FDP-Fraktion wird deshalb allen Planungserklärungen der BiK zustimmen. Bei den Punkten 5 und 6 stimmen wir den Ergänzungen von Käthi Wälchli zu. Bei Punkt 7 stimmen wir ebenfalls dem Zusatz von Markus Wenger zu. Alle anderen, noch bestehenden Planungserklärungen, lehnen wir ab.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Vor einem Jahr habe ich Regierungsrat Pulver gefragt, ob es möglich wäre, das Inventar der denkmalgeschützten Gebäude zu verkleinern. Seine Antwort lautete, dass man das auch wolle, dafür aber 10 Jahre nötig seien. Solange wollte ich nicht warten. Darum bin ich sehr froh, haben wir seit November das Thema Denkmalpflege ein bisschen gründlicher anschauen können. Die Planungserklärungen zur Kulturpflegestrategie sollen helfen, die vorhandenen Mängel der Denkmalpflege aufzudecken und zu verbessern. In der EDU-Fraktion werden wir wie folgt abstimmen: Wir unterstützen alle Planungserklärungen BiK, die Planungserklärung Wälchli als Ersatz zu BiK 5, die Planungserklärung Wälchli als Ergänzung zu BiK 6 und die Planungserklärung Wenger zur intensiverem Nutzung auf Seite 4. Alle anderen lehnen wir ab.

La présidente. J'ai donc eu tous les groupes. Demain matin, nous aurons les intervenants à titre individuel, s'il y en a, M. le directeur de l'instruction publique, Mme la présidente et ensuite nous voterons. Je vous souhaite une bonne soirée et une bonne rentrée. La séance est close.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 18 heures 55.

Les rédactrices :
Andrea Trachsel (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Jeudi 22 janvier 2015, 9 heures – 11 heures 37

Sixième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)
Présents : 154 députés. Excusés : Hügli Daniel, Kohli Vania, Rudin Michel, Studer Ueli, von Känel Christian

Affaire 2013.RRGR.1161

Stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne

Suite

La présidente. Je vous prierais de prendre place, nous aimerions commencer. *(La présidente agite sa cloche.)* La séance du jeudi 22 janvier 2015 est ouverte. Nous en sommes à l'affaire 31 de la Direction de l'instruction publique, M. Pulver, je vous salue. Y a-t-il des intervenants à titre individuel? – Nous avons eu tous les porte-parole de groupes hier soir. Monsieur, c'est à vous et vous avez trois minutes.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Als ich vorhin über die Nydeggbrücke fuhr und die Altstadt von Bern, ein UNESCO-Weltkulturerbe, betrachtete, musste ich sagen: Gut, gibt es die Denkmalpflege. Der Erhalt des kulturellen Erbes ist etwas enorm Wichtiges. Das ist auch der SVP klar. Deshalb stimmt natürlich das, was Nicola von Greyerz gestern behauptet hat, nicht: nämlich dass wir die Demontage der Denkmalpflege verlangen. Wir fordern bekanntlich nicht, die Denkmalpflege abzuschaffen. Wir sind aber der Überzeugung, dass die Denkmalpflege redimensioniert und reformiert werden muss. An vielen Orten hat die Denkmalpflege überbordet. Ich habe hier das Inventar von Meiringen, das mir Gerhard Fischer verdankenswerterweise mitgebracht hat *(l'orateur montre un document à l'assemblée)*: Es ist ein richtiges Buch. Und das ist keine Ausnahme. Rund 10 Prozent der Gebäude im Kanton Bern sind entweder schützenswert oder erhaltenswert. Das ist schlicht zu viel. Denn es gibt – auch wenn das kulturelle Erbe wichtig ist – noch andere Werte. Ein solcher Wert ist das Privateigentum. Die Denkmalpflege ist nämlich auch eine Einschränkung des Privatbesitzes. Das dürfen wir in diesem Zusammenhang nie vergessen. Deshalb ist es für uns wichtig, die klare Vorgabe zu machen, dass die Zahl der inventarisierten Gebäude deutlich sinken muss.
Die Denkmalpflege hat aber auch ein qualitatives Problem. Es gibt sicher viele Fälle, in denen ihre Berichte und Einwände berechtigt sind und in denen gute Lösungen gefunden werden. Es gibt indessen auch viele andere Fälle. Das hat man auch in der Kommission gemerkt, wo zumindest von den Bürgerlichen fast jeder Fälle aufzählen konnte, in denen die Denkmalpflege nicht nur eine glückliche Rolle spielte. Im Gegensatz zur Anzahl der Gebäude ist es hier jedoch viel schwieriger, konkrete Vorgaben zu machen. Es ist daher vor allem der Job der Denkmalpflege selbst, ihre Leute einheitlich zu schulen und die Kommunikation zu verbessern. Vor allem müssen die Verantwortlichen bei allen Entscheidungen stets im Hinterkopf haben, dass nicht die Menschen für die Häuser da sind, sondern die Häuser für die Menschen.
Noch eine Bemerkung zum Argument von Bettina Keller, wonach die Denkmalpflege einen volkswirtschaftlichen Nutzen bringe: Das ist eine zumindest fragwürdige Behauptung. Wenn nämlich ein Bauherr Geld ausgeben muss, um Vorgaben der Denkmalpflege zu erfüllen, kann er dieses Geld nicht für etwas anderes brauchen. Makroökonomisch optimal wäre es aber, wenn der Bürger sein Geld so ausgibt, dass es für ihn den grössten Nutzen stiftet. Wenn ihm also der Staat Geld wegnimmt oder ihm vorschreibt, was er mit dem Geld machen muss, ist dies volkswirtschaftlich per se schlechter. Deshalb fordert die SVP eine schlanke, effiziente und vor allem bürgernahe Denkmalpflege. In dem Sinn bitte ich die Ratsmitglieder, die Anträge der BiK und auch diejenigen der SVP anzunehmen.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Was in der Flut von sinnvollen und weniger sinnvollen Planungserklärungen ein bisschen untergegangen ist, ist die Tatsache, dass die Denkmalpflege grundsätzlich eine sehr gute und für unseren Kanton sehr wichtige Arbeit macht. Aus diesem Grund mache ich an dieser Stelle ein wenig Werbung für die Denkmalpflege, und zwar Werbung aus der Praxis, mit Erfahrungsberichten von mir persönlich. Ich wohne in einem Bauernhaus, das als besonders schützenswert eingestuft ist. Daneben haben wir ein Stöckli, das als erhaltenswert gilt. An beiden Gebäuden nahmen wir mehrmals Renovationen vor, immer zusammen mit der Denkmalpflege; zum letzten Mal im vergangenen Herbst. Ich muss sagen, dass ich nur positive Erfahrungen gemacht habe. Zum Beispiel: Die Gratisberatung der Denkmalpflege ist super. Nebst der Expertenmeinung des Architekten hat man einen Experten, der einem gratis gute Tipps geben und einen beraten kann. Oder: An beiden Gebäuden durften wir zusätzliche Fenster einbauen; notabene sowohl beim schützenswerten als auch beim erhaltenswerten Gebäude Fenster mit Doppelverglasung. Das möchte ich hier ebenfalls erwähnen. Wir durften bei beiden Objekten Wände herausreissen und neue Raumaufteilungen vornehmen. Man kann also zusammen mit der Denkmalpflege an solchen Inventarobjekten sehr viel verändern. Natürlich kenne auch ich die Geschichten von Liegenschaftsbesitzerinnen und Liegenschaftsbesitzern, die sich über die Meinung der Denkmalpflege wahnsinnig aufregen mussten. Solche Fälle werden jedoch in der Öffentlichkeit viel stärker wahrgenommen als die grosse Mehrheit der Fälle, die sehr gut funktionieren und in denen mit der Denkmalpflege sehr gut zusammengearbeitet werden kann. Es ist grundsätzlich ein gut funktionierendes System, das nur geringfügige Verbesserungen braucht und sicher nicht die komplette Abschaffung der erhaltenswerten Objekte. Ich bitte die Ratsmitglieder daher, die Planungserklärung der BiK sowie diejenige der SVP abzulehnen und stattdessen die Planungserklärung der SP anzunehmen.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Auch ich habe, wie ich bereits gestern erklärte, nichts gegen den Denkmalschutz. Ich wohne ebenfalls in einem sehr schönen Haus. Ich bin froh darüber und habe jedes Interesse, es so zu belassen. Aber gestern hat mich doch Kollegin von Greyerz mit ihrer Bemerkung auf den Plan gerufen, wieso ausgerechnet die SVP, die sonst die Tradition hochhalte, nun dagegen sein könne. Da ist eben stets der gesunde Menschenverstand gefragt, und der gesunde Menschenverstand ist, je nachdem, von welcher Seite man es betrachtet, relativ flexibel. Das ist klar. Ein Objekt wurde jedoch einmal von jemandem käuflich erworben. Man trägt Sorge dazu, es wird genutzt, sei es zum Wohnen oder, beispielsweise in der Landwirtschaft, als Schopf. Der Gebrauch kann sich aber ändern: Die Zeiten ändern sich und die Welt bleibt nicht stehen. Deshalb muss eine gewisse Umnutzung möglich sein. Es ist teilweise sehr einfach, Kritik zu üben, wenn man in irgendeinem Block wohnt mit einem Betonbalkon, auf den man nicht einmal ein Blümchen stellt, weil es Arbeit machen würde. Wenn ich in der Stadt bin, denke ich oft, um den Umschwung der Häuser könnte man sich teilweise auch mit mehr Freude kümmern. Rasen, Asphalt und ein paar Steinwüsten: Aus welchen Grund? Es macht eben Arbeit und kostet etwas. Wenn die Einwände des Denkmalschutzes fast ins Unermessliche gehen, muss es letztlich doch jemand zahlen. Wenn ein Haus einfach stehen bleibt und fast einstürzt, weil man sich den Umbau gemäss den Auflagen nicht leisten kann, hat auch niemand einen Nutzen davon. Von daher sollte man dabei auch etwas an den Hausbesitzer denken. Wenn die Einwände zu gross sind, kommt dies fast einer Enteignung des Objekts gleich.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Zunächst folgende Vorbemerkung: Ich bin sehr froh, dass sich mit dem BiK-Antrag, wonach auf 6 Prozent reduziert werden soll, nun ein Kompromiss abzeichnet. Ich möchte dennoch eine Lanze für die Variante mit 7 Prozent brechen. Das mag nach wenig klingen: Es geht um 1 Prozent. Wir sprechen jedoch von 3500 Objekten, meine Damen und Herren, die vermutlich nicht mehr in der Kategorie «erhaltenswert» wären. Ich wende mich an alle Grossrätinnen und Grossräte, die der Wirtschaft nahestehen, und zitiere aus der «NZZ». Matthias Meier, Mediensprecher von Allreal Immobilien aus Zürich, hat sich zur Überbauung in Neu-Oerlikon, wo relativ radikal alles weggeputzt und ein neues Quartier gebaut wurde, wie folgt geäussert: «Es war ein Fehler, alle identitätsstiftenden Gebäude abzureissen, auch aus Investorensicht.» Er argumentiert also nicht in dem Sinn, dass er sagt, die Denkmalpflege sei wichtig, weil es um unsere Heimat geht. Vielmehr argumentiert er wirtschaftlich. Es gibt in der Gemeinde Köniz zwei Beispiele, die ich hautnah erlebt habe. Erstens das Quartier, in dem die Vidmarhallen stehen. Sie kennen sie sicher, denn dort ist auch das Stadttheater einquartiert. Wenn der Investor, Fredy Lienhard (Eigentümer der LISTA), nicht den Weitblick gehabt hätte, die Vidmarhallen zu erhalten, hätten wir das Quartier mit dieser Identität und dieser Stimmung nicht bekommen. Ich kann Ihnen versichern, dass dort sowohl die Stadt Bern wie auch die Gemeinde Köniz hochinteressante Steuerzahler erhalten hat.
Das zweite Beispiel ist die Gurten-Brauerei bei der Talstation der Gurtenbahn. Auch dort hatte der Investor die Weitsicht, Teile der Brauereigebäude zu erhalten. Die Überbauung mag Geschmacksache sein, aber ich kann Ihnen auch in diesem Fall versichern, dass die Gemeinde Köniz einige sehr interessante Steuerzahler erhalten hat. Wenn irgendein Langweiler aus der Baubranche, um es ganz direkt zu sagen, eine 08/15-Überbauung hingestellt hätte und die Brauereigebäude nicht zum Teil erhalten hätte, hätten wir dort unter dem Stichwort «Pflege des Steuersubstrats» ein anderes Ergebnis. Es gibt also sehr wohl wirtschaftliche Argumente für den Marschhalt mit der Denkmalpflege, bevor man erhaltenswerte Gebäude abreisst, denn er ist auch aus Sicht von Immobilieninvestorensicht sinnvoll. Alle Juristen wissen das. Ich bitte die Ratsmitglieder, sich das noch einmal zu überlegen und die 7-Prozent-Variante gutzuheissen, auch wenn mir bewusst ist, dass ich vielleicht nur geringe Chancen habe.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich äussere mich nicht inhaltlich zur Kulturpflegestrategie, sondern zum Verfahren bei ihrer Erarbeitung. Die ERZ hat im Jahr 2013 am 4. Juli einen Mitwirkungsworkshop zur Kulturpflegestrategie durchgeführt, ganz zu Beginn des Prozesses. Verschiedene Leute aus dem ganzen Kanton Bern waren eingeladen, ihre Meinung und ihre Ansichten zur gesamten Kulturpflege gegenüber der Verwaltung zu deponieren. Ich empfand diesen Anlass als sehr gut, und zwar weil die Verwaltung, die anschliessend die Kulturpflegestrategie erarbeitet, damit bereits sehr früh andere Objektivitäten aus der Bevölkerung abrief. Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass man auch Kulturpflege von verschiedenen Seiten betrachten und somit auch von verschiedenen Seiten bewerten kann. Aus diesem Grund habe ich jenen Anlass, an dem Leute, die direkt oder indirekt damit zu tun haben, ihre Meinung abgeben konnten, enorm geschätzt. Anlässlich dieses Mitwirkungsworkshops wurde auch sehr intensiv mitgeteilt, dass die ganze schützenswerte und erhaltenswerte Politik unserer Baudenkmäler nicht mehr unbedingt den aktuellen Bedürfnissen in der Bevölkerung entspricht. Ich hätte es sehr begrüsst, wenn die Eingaben und die Interventionen, die am Workshop gemacht wurden, entsprechend umgesetzt worden wären. Aus meiner Optik war jener Anlass sehr gut; ich hätte mir aber gewünscht, dass diejenigen, welche anschliessend die Kulturpflegestrategie erarbeitet haben, etwas aus dem Anlass mitgenommen und die Interventionen in die Mitwirkung und nachher in die Strategie übernommen hätten. Wäre dies im selben Umfang passiert wie damals die Vehemenz der Interventionen bestand, hätten wir jetzt nicht die Situation, dass wir im Parlament fast ein wenig gewillt sind, das Kind mit dem Bade auszuschütten und zu übersteuern.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Ich bedanke mich herzlich für die insgesamt sehr positive Aufnahme der Kulturpflegestrategie. Die Ziele haben wir erreicht, sodass wir fünfzehn Jahre nach der Erarbeitung des Denkmalpflegegesetzes eine gute Basis für die Weiterarbeit in den Bereichen Archäologie und Denkmalpflege haben. Auf das Bauinventar und seine Überarbeitung werde ich anschliessend bei der Planungserklärung zurückkommen. Dazu müssen wir heute Entscheide treffen; möglicherweise ergibt sich dabei noch eine Neuausrichtung.

Grundsätzlich dürfen wir im Kanton Bern auf unser tolles bauliches Kulturerbe stolz sein. Wenn man durch den Kanton Bern fährt, sieht man das bekanntlich sofort. Städtchen, Altstädte, Ortsbilder, Bauernhäuser und Schlösser: Der Kanton Bern hat ein reiches Erbe. Das ist denn auch ein Grund, weshalb wir hier ein Gefühl von Geborgenheit und Heimat haben. Mir ist wichtig, dass wir hier auch echte Objekte haben, in denen wir leben, und das schätzen Sie alle in Ihren Gebieten doch ebenfalls. Ich glaube, niemand von uns möchte, dass unsere Städte einander immer ähnlicher werden, wie es heute auf der Welt der Fall ist: Überall gibt es «Starbucks» und «H&M», und das Eisstadion heisst nicht mehr Eisstadion, sondern «PostFinance-Arena». Wir möchten dieses Heimatgefühl, diese Identität, behalten, und das hat auch mit unserem baulichen Erbe zu tun. Darauf können wir mit gutem Grund stolz sein, und wir müssen ihm Sorge tragen. Darin sind wir uns wohl alle einig.

Diesem Erbe Sorge zu tragen, heisst für uns, es zu nutzen und eine zeitgemässe Nutzung zu ermöglichen. Dies ist eine zentrale Achse der Kulturpflegestrategie im Bereich Denkmalpflege. Wir haben Ihnen zugehört und haben vernommen, wo es manchmal auch Reibungen gibt. Bis zu einem gewissen Grad liegen solche Reibungen in der Natur der Sache. Wenn die Denkmalpflege festhält, man müsse aufpassen, empfinden viele Gebäudeeigentümer dies als unangenehme Einmischung. Manche sind aber froh darüber und bedanken sich. Auch kritische Rückmeldungen sind indessen völlig normal, und dafür habe ich grosses Verständnis. Ein zentrales Thema in der Umsetzung dieser Kulturpflegestrategie ist für uns auf jeden Fall, uns so wenig wie möglich, aber so viel wie nötig einzumischen, und uns von daher in der Denkmalpflege mit unseren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern auch wirklich auf diesen Weg zu begeben. Dabei ist sicher, dass das Gute der Feind des Besseren ist: Wir können besser werden, und wir wollen auch mit internen Schulungen unserer Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter den Kritikpunkten, die vorgebracht wurde, entgegentreten.

Ich komme nun zum Inventar und damit zum Planungserklärungsthema Ziffer 1. Grundsätzlich ist dieses Inventar, das der Grosse Rat bekanntlich vor zwanzig Jahren beschlossen hatte, ein unbestrittenes Instrument. Es wird im Wesentlichen auch nicht mehr bestritten, dass es die Kategorie «erhaltenswert» gibt. Andere Kantone kopieren diese Kategorie inzwischen. Aus meiner Sicht ist es durchaus eine Kategorie, die mehr Spielraum bietet. Zudem erinnere ich Sie an Artikel 10 des Umsetzungsgesetzes der Zweitwohnungsinitiative, der festhält, dass in erhaltenswerten Gebäuden Wohnungen ohne Nutzungsbeschränkung einbaut werden können. Auch von daher ist die Kategorie «erhaltenswert» für uns durchaus interessant – gerade im Oberland. Nun steht aber, wie vorhin in der Debatte erwähnt wurde, ohnehin eine Überarbeitung dieses Inventars an. Im normalen Rhythmus und mit den Ressourcen, die uns zur Verfügung stehen, wäre sie innerhalb von 10 bis 15 Jahren vorgesehen. Im Bereich «erhaltenswert» muss dabei auf jeden Fall ein Teil der Objekte aus dem Inventar gestrichen werden. Wir gehen davon aus, dass zwischen 10 und 30 Prozent der Objekte gestrichen werden müssten. Als das Inventar in den letzten 20 Jahren erstellt wurde, war es wie eine Spur im Neuschnee: Man wusste nicht, wie viele Objekte derselben Art es noch gibt. Deshalb wurden bei den erhaltenswerten Objekten eher zu viele aufgenommen, zum Beispiel Einzelobjekte, einzelne Bauernhöfe. Manche davon können sicher herausgenommen werden – zur Entlastung der Denkmalpflegearbeit selbst, aber auch aus sachlichen Gründen.

Aus der Debatte nehmen wir Folgendes mit: Der Grosse Rat möchte, dass das Inventar rascher überarbeitet wird: nicht innerhalb von 10 bis 15 Jahren, sondern in 5 Jahren. Das ist in Ordnung, das werden wir irgendwie schaffen. Wir werden dafür zwar zusätzliche Ressourcen benötigen, aber nicht allzu viele. Das liegt auch in unserem Interesse, denn damit hätten wir eine gute neue Basis, die weniger Reibungsflächen aufweist und zu weniger Konflikten führt. Zudem möchte der Grosse Rat, dass wir das Inventar stärker überarbeiten, als vom «rein Fachlichen» her nötig wäre. Dabei stellt sich die Frage, um wie viel es reduziert werden soll. Ich bitte den Grossen Rat, hier realistische Ziele vorzugeben. Das Ziel der Kommissionsminderheit, wonach nicht mehr als 7 Prozent des Gebäudebestandes dieses Kantons im Inventar enthalten sein sollen, ist sehr ehrgeizig. Es ist vielleicht aber ein realistisches Ziel. Der damit vorgesehene Streichungsauftrag würde freilich einem deutlich höheren Anteil entsprechen als den 10 bis 30 Prozent der Objekte, die wir ohnehin gestrichen hätten. Wird der Kommissionsminderheit gefolgt, würde ich der Denkmalpflege bei der Überarbeitung des Inventars die politische Vorgabe geben, die 7 Prozent als Maximum zu nehmen. Das Ziel von 6 Prozent des Gebäudebestandes wäre aber so enorm, dass es vermutlich nicht erreicht werden kann. Es ist kein realistisches Ziel. Bei den schützenswerten Objekten besteht nur ein geringer Spielraum. Sie waren bisher denn auch unbestritten. Nur schon aus zeitlichen Gründen werde ich die Überarbeitung des Inventars als Erstes auf die erhaltenswerten Objekte fokussieren müssen, wenn ich nicht zehn neue Mitarbeitende einstellen will. Und das will ich wirklich nicht. Wollte man auf 6 Prozent des Gebäudebestands hinuntergehen, müssten deutlich mehr als die Hälfte der erhaltenswerten Objekte aus dem Inventar gestrichen werden. Das macht meines Erachtens keinen Sinn.

An sich ist der Antrag Wenger sachgemäss, der kein Ziel vorgibt, oder auch der Antrag Keller, der eine Reduktion der Anzahl erhaltenswerter Objekte um 40 Prozent verlangt. Wir können jedoch auch mit 7 Prozent des Gebäudebestands des Kantons leben. Müssten wir diesen Wert unterschreiten und noch mehr erhaltenswerte Objekte aus dem Inventar streichen, bin ich nicht ganz sicher, ob dies wirklich im Interesse des Grossen Rats wäre. Denken Sie noch einmal daran, dass Artikel 10 des Umsetzungsgesetzes der Zweitwohnungsinitiative erlaubt, in erhaltenswerte Gebäude Wohnungen ohne Nutzungsbeschränkung einzubauen. Wollen Sie uns wirklich zwingen, mit einer Vorgabe von 6 Prozent reihenweise Chalets und andere Einzelobjekte aus dem Inventar zu entfernen, nur damit Sie Ihr Ziel erreichen? Wir können diese Objekte durchaus freigeben; das hat jedoch auch Nachteile. Jede Änderung des Inventars muss in den Gemeinden aufgelegt werden. Einige Gebäudeeigentümer würden es begrüssen, wenn man ihr Objekt streicht: Dessen bin ich mir aufgrund der Diskussion bewusst. Aber nicht alle wären glücklich darüber. Das könnte im Rahmen der Planungsauflagen auch zu vielen Fragen

führen. Deshalb hat aus meiner Sicht die Kommissionsminderheit mit den 7 Prozent zwar ein ehrgeiziges Ziel gesetzt, das deutlich über das hinausgeht, was ohnehin aus dem Inventar gestrichen worden wäre; es ist aber dennoch realistisch.
Zu den übrigen Planungserklärungen: Den Ziffern 2 bis 7 können wir zustimmen. Sie sind für uns kein Problem, denn sie entsprechen dem, was wir mit der Kulturstrategie beabsichtigen. Ein Problem bildet jedoch die Ergänzung Wälchli zur Planungserklärung 2 der BiK, denn die digitale Inventarisierung ist teuer. Wir würden das gerne machen, haben bisher aber aus Kostengründen darauf verzichtet. Ich möchte die 10 Mio. Franken pro Jahr, die wir für die Denkmalpflege einsetzen, nicht überschreiten. Deshalb bitte ich den Grossen Rat, aus finanzpolitischen Gründen diesen Zusatzantrag Wälchli (SVP) abzulehnen.
Zum Schluss möchte ich festhalten, dass das Ergebnis der Debatte für mich ein positives ist. Wir verfügen nun über eine gute Basis für die Zukunft der Denkmalpflege und der Archäologie. Als Message haben wir mitgenommen, dass das Bauinventar in 5 Jahren überarbeitet werden und dem Grossen Rat nach 3 Jahren ein Zwischenbericht vorgelegt werden muss. Zudem soll das Inventar stärker überarbeitet werden, als vorgesehen wäre. Ich bitte den Grossen Rat jedoch wirklich, ein realistisches Ziel zu setzen. Grossrätin Kipfer sagte, die Debatte solle in ein gemeinsames Ergebnis münden. Ein gemeinsames Ergebnis wären maximal 7 Prozent des Gebäudebestandes des Kantons Bern als Ziel: Das können wir erreichen und werden wir gemeinsam auch erreichen. Deshalb bitte ich den Rat, nicht der Kommissionsmehrheit zu folgen, sondern der Kommissionsminderheit.

La présidente. La présidente de la commission a la parole, Madame c'est à vous.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS), présidente de la CFor. Wie der Regierungsrat ausgeführt hat, sind wir uns nach dieser Debatte eigentlich einig, dass wir eine gute, taugliche Kulturpflegestrategie haben. Sie priorisiert und schützt, was nötig ist. Zudem lebt sie dem Motto nach, dass schützen vor allem auch nutzen heisst. Das scheint mir eine sehr wichtige Aussage zu sein. Eine Strategie ist aber immer nur so gut, wie sie von den Beteiligten, die daran mitarbeiten und sie nachher benutzen müssen, gelebt wird – und das betrifft nun wirklich uns alle. Es betrifft die Fachleute der Denkmalpflege, aber auch die Bauherrschaften und die Gemeinden als Baubewilligungsbehörde. Doch was heisst, die Strategie im Alltag leben? Das heisst, dass sich die Denkmalpflege vor Ort lösungs- und nutzungsorientiert präsentiert, dass sie von der Bauherrschaft, welche die Denkmalpflege als Chance, als fachlichen Input und als Bereicherung betrachtet, rechtzeitig einbezogen wird, und dass die Gemeinden als Baubewilligungsbehörde die verschiedenen Interessen sorgfältig abwägen und zu ihren Entscheiden stehen, die sie je nachdem für oder gegen den Abbruch bzw. den Erhalt gefällt haben. Dass auch die Baubewilligungsbehörden ihre Verantwortung wahrnehmen und sich nicht verstecken, ist meines Erachtens eine sehr wichtige Botschaft. Sicher wird diese Verpflichtung auch schon gelebt, wir müssen sie aber nach dieser Debatte noch vermehrt mitnehmen. Damit hätten wir alle gewonnen: die Bauherrschaften, die Baubewilligungsbehörden – am meisten jedoch der Kanton Bern mit seinem reichen Kulturerbe. Ich bitte die Ratsmitglieder deshalb, die Strategie zusammen mit den Planungserklärungen der BiK zur Kenntnis zu nehmen, sie anschliessend aber vor allem zu leben.

La présidente. Nous allons passer au vote. On va avoir un marathon. Je vous explique comment nous allons procéder. Nous allons tout d'abord opposer la première déclaration de planification de la Commission de la formation à la déclaration de planification von Greyerz et Grogg-Meyer. Ensuite nous voterons sur chaque déclaration de planification, oui ou non. Si la déclaration de planification de l'UDC Schlup passe la rampe, la déclaration de planification Keller, les Verts et Brönnimann, pvl sera obsolète. Puis nous voterons sur la prise de connaissance de cette stratégie avec les déclarations de planification qui auront passé la rampe.
Je commence. Ceux qui acceptent la déclaration de planification de la commission, c'est-à-dire avec les 6 pour cent, votent oui, ceux qui soutiennent la déclaration de planification de Mmes von Greyerz et Grogg-Meyer, c'est-à-dire avec les 7 pour cent, votent non.

Vote (déclaration de planification 1 de la CFor / déclaration de planification von Greyerz, PS et Grogg-Meyer, PEV)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la déclaration de planification 1 de la CFor

Oui	80
Non	69
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté la déclaration de planification de la Commission de la formation. Ceux qui acceptent vraiment cette déclaration 1 de la Commission votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 1 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	94
Non	53
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté définitivement cette déclaration de planification. Nous passons à la déclaration du PEV, Wenger, «Le nombre des objets inscrits à l'inventaire sera réduit». Ah, vous l'avez retirée, excusez-moi. Nous passons donc à la déclaration de planification de Mme Keller, les Verts et de Monsieur Brönnimann, pvl, «L'inventaire des bâtiments considérés dignes de conservation sera révisé dans un délai de cinq ans». Ceux qui accep-

tent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification Keller, Les Verts / Brönnimann, pvl)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	74
Non	72
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à la déclaration du PEV, M. Wenger. Il s'agit de la même déclaration qu'avant, mais avec la collaboration des communes. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification PEV, Wenger)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	136
Non	5
Abstentions	6

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à la déclaration suivante, Keller les Verts, Brönnimann, von Greyerz et Grogg-Meyer, «Le Conseil-exécutif présentera un rapport intermédiaire au bout de trois ans sur l'avancement du réexamen de l'inventaire». Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification Keller, Les Verts / Brönnimann, pvl / von Greyerz, PS / Grogg-Meyer, PEV)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	58
Non	88
Abstentions	5

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration de planification. Nous passons à la déclaration suivante, UDC, Schlup, «Supprimer la classification digne de conservation». Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification UDC, Schlup)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	43
Non	103
Abstentions	5

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration de planification. Nous pouvons donc voter sur la deuxième, Keller et Brönnimann, «Le nombre des objets inscrits à l'inventaire sera réduit de 40 pour cent environ». Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification Keller, Les Verts / Brönnimann, pvl)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	51
Non	95
Abstentions	5

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration de planification. Nous passons à la deuxième déclaration de la Commission. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 2 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	147
Non	3
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à l'ajout UDC, Krähenbühl, ajout à la déclaration de planification 2 de la Commission. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification UDC, Wälchli, ajout à la déclaration de planification 2 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	42
Non	97
Abstentions	6

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration de planification UDC Wälchli, mais c'était M. Krähenbühl qui l'avait reprise. *(La présidente agite sa cloche.)* Nous continuons avec la déclaration de planification 3 de la Commission de la formation. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 3 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	144
Non	0
Abstentions	7

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Il paraît que ce n'était pas clair tout à l'heure. Nous recommençons le vote sur la déclaration UDC, j'ai dit Krähenbühl, ce qui était juste puisqu'il s'agissait de M. Krähenbühl, mais sur votre feuille c'est écrit Wälchli. Nous

recommençons ce vote. Nous parlons de l'ajout, et pourtant je l'ai dit, de l'ajout de la déclaration de planification 2. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification UDC, Wälchli, ajout à la déclaration de planification 2 de la CFor)
(répétition)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	45
Non	100
Abstentions	5

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration de planification. Le vote précédent est annulé. J'ai même de la peine à m'entendre, soyez un peu plus calmes, et comme cela vous voterez comme je le dis, parce que tout à l'heure c'était clair. Commission de la formation, déclaration de planification 4. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 4 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	143
Non	0
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à la déclaration de planification UDC, Wälchli, qui remplace en fait la déclaration 5 de la Commission de la formation. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification UDC, Wälchli, en lieu et place de la déclaration de planification 5 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	137
Non	5
Abstentions	8

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à la déclaration de planification 6 de la Commission de la formation. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 6 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	137
Non	5
Abstentions	8

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à la déclaration de planification UDC, Wälchli, ajout à la déclaration de planification 6 de la Commission de la formation. Ceux qui acceptent cet ajout votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (déclaration de planification UDC, Wälchli, ajout à la déclaration de planification 6 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	90
Non	50
Abstentions	8

La présidente. Vous avez accepté cet ajout. Nous passons à la déclaration de planification 7 de la Commission de la formation. Ceux qui acceptent cet ajout votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 7 de la CFor)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	141
Non	1
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration. Nous passons finalement à la déclaration de planification du PEV, M. Wenger. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification PEV, Wenger)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	140
Non	3
Abstentions	7

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration. Nous passons maintenant au vote sur la prise de connaissance avec toutes ces déclarations de planification. Ceux qui acceptent de prendre connaissance de cette stratégie avec les déclarations de planification que vous venez d'accepter votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final (prise de connaissance avec les déclarations de planification adoptées)

Décision du Grand Conseil :
Prise de connaissance

Oui	133
Non	1
Abstentions	16

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance.

Affaire 2014.RRGR.917

Autorisation de dépenses pour la formation continue des membres de directions d'école et du corps enseignant en vue de l'introduction du Lehrplan 21. Crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2016-2022

Annexe 01, ACE 1127/2014

La présidente. Vous êtes bruyants ce matin, vous n'êtes pas assez fatigués je pense. Nous passons à l'affaire 32, en débat réduit, demande de crédit de 3 millions, Autorisation de dépenses pour la formation continue des membres de directions d'école et du corps enseignant en vue de l'introduction du Lehrplan 21. Crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2016–2022. Est-ce que Mme Zäch veut prendre la parole? – Oui, alors c'est à vous. Nous sommes en débat réduit.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS), présidente de la CFor. Mit diesem Geschäft stehen wir in einer reduzierten Debatte. Entsprechend äussere ich mich im Namen der Kommission ebenfalls kurz und knapp, eben reduziert. Das Geschäft hat die BiK nicht gross überrascht, denn sie ist schon länger damit vertraut. Mit dem Lehrplan 21 und seiner Umsetzung im Kanton Bern beschäftigen wir uns schon seit dem Anfang unseres Bestehens, das ist klar. Es handelt sich um ein Thema, das unter den Nägeln brennt. In unseren Sitzungen haben wir deshalb ein festes Traktandum «Informationen zum Lehrplan 21» und werden jedes Mal ausführlich und kompetent über den Umsetzungsstand informiert. Dafür möchte ich mich auch einmal im Rahmen des Parlaments herzlich bedanken. Die transparente Information vonseiten des Erziehungsdirektors, aber auch vonseiten der Fachleute aus der Verwaltung wird von unserer Kommission sehr geschätzt: Vielen Dank! Ich hoffe, man hat es gehört. In dem Sinn ist dieser Weiterbildungskredit eine Etappe auf dem Weg zum Lehrplan 21, der im Kanton Bern umsichtig und sorgfältig umgesetzt werden soll. Bei diesem Geschäft geht es um die Weiterbildung der betroffenen Schulleitungen und Lehrpersonen. Und diese Weiterbildung soll rechtzeitig starten. Zudem soll genügend Zeit dafür zur Verfügung stehen, und die Weiterbildung soll massgeschneidert und individuell auf die einzelnen Schulen abgestimmt sein. *(La présidente agite sa cloche.)*
Der Auftrag der gezielten Weiterbildung geht logischerweise an das IWB, also an das entsprechende Institut der PH Bern. Die PH Bern wird in den kommenden Jahren zwar ihre Fachdidaktik zugunsten des Lehrplans 21 reduzieren, damit kann sie jedoch nicht den ganzen Weiterbildungsbedarf auffangen. Sie benötigt vor allem zusätzliche Mittel für die spezifischen schulinternen und regionalen Angebote. Dafür fehlen 2016 bis 2022 je maximal 0,7 Mio. Franken, was zu diesem mehrjährigen Verpflichtungskredit von 3 Mio. führt. Für unsere Kommission war das absolut nachvollziehbar. Inhaltlich gab es keine Kritik. Wir halten es im Gegenteil für ein sorgfältiges Vorgehen, die Lehrpersonen rechtzeitig abzuholen und zu schulen. Einzelne Kommissionsmitglieder hatten allerdingseinen grundsätzlichen Einwand: Sie hätten eine Gesamtvorlage für die komplette Umsetzung des Lehrplans 21 vorgezogen und stören sich daher an dieser Portionierung. Die grosse Mehrheit der Kommission sieht es anders: Sie findet es richtig, die Weiterbildungsschiene nun rasch aufzugleisen, um den Schulleitungen und den Lehrpersonen Sicherheit und Ruhe zu verleihen. Von diesen Personen hängt es letztlich ab, wie gut die Schülerinnen und Schüler vom Lehrplan 21 profitieren werden. Ich bitte deshalb die Ratsmitglieder im Namen der BiK, den Kredit anzunehmen.

La présidente. Y a-t-il encore quelqu'un qui aimerait s'exprimer sur cette affaire 32? – Ce n'est pas le cas, alors nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit d'engagement pluriannuel de 3 millions votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	105
Non	13
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.1140

N° de l'intervention:	222-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	PS-JS-PSA (Baltensperger, Zollikofen) (porte-parole)
Cosignataires:	27
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1535/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	INS

Enseignement de la première langue étrangère: mettre fin à la sélection

La Direction de l'instruction publique est chargée, au moins jusqu'à l'introduction du *Lehrplan 21*, de n'utiliser que les mathématiques et la langue maternelle comme critères de sélection pour l'orientation au niveau secondaire. La première langue étrangère ne doit pas faire partie des critères de sélection.
Développement :
Les enseignants et enseignantes sont en train de former leurs recommandations pour le passage au degré secondaire I. Ils constatent qu'il est très difficile d'émettre une évaluation d'orientation pertinente. Les arguments suivants plaident en faveur du retrait de la première langue étrangère de l'évaluation :

- Les anciens outils d'évaluation ne sont plus utilisables. Lors de l'introduction du matériel d'enseignement *Mille feuilles*, on n'en a pas profité pour fournir aux enseignants et enseignantes des modules de contrôle et d'observation étendus sur les compétences à évaluer.

- La nouvelle didactique des langues étrangères part du principe que les apprenants et apprenantes suivent leur propre parcours d'apprentissage en fonction de leurs expériences personnelles. Les compétences acquises diffèrent donc d'un élève à l'autre et il est difficile de les comparer et de les évaluer. Extraits du guide pédagogique de *Mille feuilles* :
  Le savoir d'une personne, ses expériences, sont des choses subjectives. C'est pourquoi les résultats des processus d'apprentissage diffèrent d'un individu à l'autre. Cela se répercute également sur l'évaluation car la performance ne dépend pas seulement de l'apprentissage mais aussi du bagage social et culturel de l'apprenant ou de l'apprenante. [trad.]
- Les enseignants et enseignantes contraints de prendre une décision d'orientation dans les conditions actuelles sont dans une situation extrêmement stressante car ils manquent d'éléments de décision. Ils n'ont pas le temps de développer leurs propres modules de contrôle car tester la compréhension orale et écrite demande beaucoup de travail. Le recours aux contrôles de connaissances classiques, par exemple aux tests de vocabulaire ou de verbes, est en contradiction avec les objectifs et les contenus de *Mille feuilles* et risquerait de faire échouer l'enseignement.
- Exclure au moins provisoirement la première langue étrangère des critères de sélection répond au souhait d'un moindre poids des langues dans la procédure de passage.
- En 3e et 4e année, *Mille feuilles* renforce la motivation et le plaisir des enfants dans l'apprentissage d'une langue étrangère. La sélection et donc la disqualification de celles et ceux qui réussissent moins bien augmente par contre l'aversion pour la première langue étrangère en 5e et 6e année. De nombreux adultes ont connu cela durant leur scolarité. En retirant la première langue étrangère des critères de sélection, nous améliorons encore nos dispositions envers la minorité linguistique de notre canton.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire demande le retrait de la première langue étrangère des critères de sélection dans la procédure de passage au niveau secondaire I et l'utilisation des mathématiques et de la langue maternelle comme seuls critères, au moins jusqu'à l'introduction du *Lehrplan 21*. A l'appui de sa demande, elle argue d'une part qu'il manque des modules de contrôle et d'évaluation étendus concernant les compétences à évaluer et, d'autre part, que le parcours d'apprentissage visé par le matériel d'enseignement *Mille feuilles,* basé sur les expériences personnelles, rendrait une évaluation difficile.
L'ordonnance de Direction du 14 mai 2013 concernant l'évaluation et les décisions d'orientation à l'école obligatoire (ODED) sert également de base pour les évaluations réalisées à l'école obligatoire en ce qui concerne l'enseignement précoce des langues étrangères. Elle prévoit que l'évaluation doit avoir une dimension formative et être basée sur des objectifs d'apprentissage, tout en étant globale et transparente. De cette manière, les enfants reçoivent une évaluation qui englobe tous les domaines du processus d'apprentissage.
Les enseignants et enseignantes sont compétents pour cette évaluation : dans le cadre de l'introduction du matériel d'enseignement *Mille feuilles*, ils ont en effet suivi une formation continue obligatoire, traitant également de la question de l'évaluation. Ils peuvent en outre s'appuyer sur les grilles d'observation et d'évaluation et l'exemple d'évaluation concret consultables sur le portail « Fächernet » de la Direction de l'instruction publique :
http://www.faechernet.erz.be.ch/faechernet_erz/de/index/fremdsprachen/fremdsprachen/unterricht/beurteilung1 (en allemand)
En outre, la Direction de l'instruction publique a mis en place des aides à l'évaluation de l'enseignement du français afin de soutenir les enseignants et enseignantes dans l'attribution d'une évaluation globale sous forme de note. Ces outils sont disponibles pour la 5e et la 6e année et pour la 7e et la 8e année[1].
Par ailleurs, les éditions scolaires du canton de Berne proposent, sur la plate-forme Internet destinée aux enseignants et enseignantes, des exemples de devoirs pour le matériel d'enseignement *Mille feuilles,* qui peuvent être utilisés pour l'évaluation à la fin d'un « Parcours » (unité d'apprentissage). Ces exemples d'exercices sont complétés par des propositions d'évaluation ainsi que des grilles de critères et de compétences.
Les résultats obtenus en 7e année scolaire et au 1er semestre de la 8e année scolaire dans les disciplines mathématiques, allemand et français servent de base à la décision de passage au degré secondaire I. Il reste donc suffisamment de temps pour établir le niveau d'apprentissage des enfants et pour les encourager, les soutenir et les accompagner dans leur processus d'apprentissage. En règle générale, les parents et le corps enseignant rendent une proposition d'orientation commune à l'issue de ce processus. Depuis l'année scolaire 2013-2014, les parents de la partie germanophone du canton peuvent inscrire leur enfant à un examen de contrôle si l'entretien de passage n'a pas permis de trouver un accord concernant l'orientation vers un type d'école ou un niveau du degré secondaire I.
Dans le cadre de l'introduction du *Lehrplan 21* (au 1er août 2018), la Direction de l'instruction publique examine la procédure de passage et, par la même occasion, les disciplines devant être prise en compte à cet égard. Retirer immédiatement la première langue étrangère du processus d'évaluation anticiperait les résultats de cet examen et entraînerait une modification de la procédure d'évaluation, qui vient juste d'être adaptée avec l'introduction de l'examen de contrôle. Il faudrait en outre que les répercussions sur le passage au degré secondaire II soient étudiées. Le français est l'une des disciplines déterminantes dans les décisions

[1] Le 1er août 2013, les deux années d'école enfantine ont été intégrées à la scolarité obligatoire dans le canton de Berne. En allemand, l'ancienne numérotation des années scolaires continue d'être employée, c'est-à-dire que la première année scolaire correspond à la première année du degré primaire (= on a 2 années d'école enfantine + 9 années scolaires). Dans la réponse en français, en revanche, on a choisi d'utiliser la comptabilisation HarmoS, selon laquelle la première année de l'école enfantine est la première année scolaire (= on a 11 années scolaires [NdT]) .

d'orientation vers les formations du degré secondaire II. Retirer immédiatement la première langue étrangère du processus d'évaluation, ainsi que le demande la motionnaire, nuirait à la sécurité de planification des écoles et serait perçu comme « un pas en avant, deux pas en arrière ».
En résumé, le Conseil-exécutif constate que les mesures nécessaires pour permettre de rendre des évaluations dans les meilleures conditions ont déjà été prises et que les enseignants et enseignantes y ont été bien préparés. Il rejette par conséquent la motion. Il est toutefois disposé à admettre cette requête sous forme de postulat. La Direction de l'instruction publique examinera la question des disciplines pertinentes pour le passage au degré secondaire I dans le cadre de l'introduction du *Lehrplan 21*.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 33, motion du PS-JS-PSA, Mme Baltensperger, Enseignement de la première langue étrangère: mettre fin à la sélection. Mme Baltensperger retire sa motion mais fait une petite déclaration. Vous avez trois minutes, c'est à vous.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS). Ich ziehe meine Motion «Für einen erfolgreichen Unterricht der ersten Fremdsprache – Sistierung der Selektion» zurück, weil einzig die EVP mitgeholfen hätte, das Problem, das momentan im Schulalltag zu reden gibt, zu diskutieren. Wie Sie wissen, ist der neue Lehrplan konstruktivistisch ausgelegt. Anders als die anderen Fächer wird Französisch jetzt schon nach dieser Lehre unterrichtet. Auch das Lehrmittel ist entsprechend aufgebaut. Die vollständige Umsetzung für alle Fächer ist jedoch erst für das Jahr 2017 vorgesehen. Das heisst, dass nun zwei Modelle aufeinanderprallen, die sich beissen. Das zeigt sich vor allem bei der Beurteilung und ganz besonders, wenn die Beurteilung auch noch selektionsrelevant ist. Wer Lehrerzeitschriften liest oder die Diskussion in Forschungskreisen verfolgt, kann nicht verneinen, dass die grosse Krux bei der Einführung des Lehrplans 21 die Beurteilung ist und wohl auch noch eine Weile bleibt. Weil Französisch vor allen andern Fächern bereits nach dem Lehrplan 21 unterrichtet wird, jedoch bevor die Beurteilungsdiskussion stattgefunden hat, schien es uns richtig, da eine Zäsur vorzuschlagen und die Beurteilungsfrage für den Kanton Bern zu klären oder mindestens anzustossen. Wir erwarten doch ganz selbstverständlich von der Wirtschaft, dass sie innovativ ist und bleibt und sich für die Herausforderungen der Zeit fit hält. Bei der Schule gelten jedoch immer ganz andere Massstäbe. Kleine Errungenschaften müssen ständig neu verteidigt werden. Rückwärtsgewandtheit ist «in» und oft auch mehrheitsfähig. Aus diesen Gründen und um die Arbeit der ERZ nicht zu gefährden, ziehe ich die Motion zurück. Es hat einmal jemand gesagt: «Wenn wir immer tun, was wir immer getan haben, werden wir immer dort sein, wo wir schon immer gewesen sind.» Das widerspiegelt meine momentane Wahrnehmung im pädagogischen Dialog auf der politischen Ebene. Ich ziehe die Motion zurück, finde aber schade, dass ich das machen muss.

La présidente. Cette motion a donc été retirée.

Affaire 2014.RRGR.1142

N° de l'intervention:	224-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	CFor (Zäch, Berthoud) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1536/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	INS

Maintien de l'enseignement du français à l'école primaire en Suisse alémanique

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'une deuxième langue nationale soit enseignée au primaire dans tous les cantons.
Développement :
La stratégie des langues adoptée en 2004 par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) constitue la base du développement d'un enseignement des langues coordonné à l'échelle nationale. Elle visait principalement à améliorer l'apprentissage des langues, à tirer un meilleur profit du plurilinguisme et du potentiel de l'apprentissage précoce des langues, maintenant ainsi la compétitivité de la Suisse dans le contexte européen.
Un point clé de la stratégie des langues est le compromis adopté concernant la place de la deuxième langue nationale ou de l'anglais. Les cantons sont libres de choisir l'ordre dans lequel enseigner les langues (deuxième langue nationale ou anglais). Ce compromis garantit cependant l'enseignement du français au primaire dans les cantons alémaniques.
Et voilà que plusieurs interventions parlementaires déposées dans des cantons alémaniques remettent en question ce principe et demandent que le français ne soit pas introduit avant le secondaire. Le compromis linguistique est ainsi soumis à des pressions.
Lors de sa dernière séance, la CDIP a confirmé la stratégie des langues à une très large majorité ; elle veut soutenir davantage les cantons dans sa mise en œuvre. C'est pourquoi il est également demandé aux cantons de s'investir pour que soit enseignée au moins une deuxième langue nationale au primaire à l'échelle nationale. Le canton de Berne, à cheval entre la Suisse alémanique et la Suisse romande, a à cet égard une responsabilité et un intérêt particuliers à soutenir fortement l'enseignement du français.
En adoptant le nouvel article de la Constitution fédérale relatif à la formation en 2006, les citoyens et citoyennes suisses ont par ailleurs clairement dit oui à l'harmonisation de l'école obligatoire. L'introduction d'une première langue étrangère au plus tard en 3e année et d'une deuxième au plus tard en 5e année de primaire, dont au moins une langue nationale, fait partie des objectifs communs.
Les langues nationales sont à juste titre très importantes dans les écoles suisses. Il est inacceptable que l'anglais

supplante les langues nationales. Il faudrait en tenir compte dans le poids accordé à l'enseignement des langues étrangères dans les écoles alémaniques. En effet, la compréhension mutuelle est essentielle à la cohésion nationale et à la promotion de la diversité culturelle.
Pour le petit pays qu'est la Suisse, il est de plus en plus important d'harmoniser un minimum l'instruction publique. En effet, le marché de l'emploi demande toujours plus de flexibilité et de mobilité aux travailleurs et travailleuses. Si le compromis linguistique disparaît, il pourra arriver qu'un enfant doive rattraper jusqu'à quatre années de cours de langue.
L'économie suisse a par ailleurs tout intérêt à ce que ses actifs et actives aient une bonne connaissance des langues étrangères - surtout des langues nationales. Les collaborateurs et collaboratrices disposant d'une bonne connaissance du français constituent un avantage concurrentiel pour les entreprises et les organisations suisses.
La didactique des langues nous enseigne par ailleurs que plus jeune on entre en contact avec une langue étrangère, plus son apprentissage sera facile. Pour une langue difficile comme le français justement, le contact précoce aide les apprenants et apprenantes à développer le sens de la langue et, plus tard, une bonne prononciation. Les jeunes enfants manient les langues avec plus de légèreté et les parlent plus vite sans avoir peur de faire des fautes.

Réponse du Conseil-exécutif

La Commission de la formation du Grand Conseil demande au Conseil-exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'une deuxième langue nationale soit enseignée à l'école primaire dans l'ensemble des cantons. Le Conseil-exécutif adopte volontiers cette requête car l'enseignement d'une deuxième langue nationale au degré primaire lui tient aussi particulièrement à cœur.
La Suisse dispose d'une stratégie des langues ainsi que d'un plan d'enseignement des langues pour l'école obligatoire. La majorité des cantons met déjà en œuvre ce plan, lequel vise à améliorer l'enseignement des langues en Suisse. La Suisse doit par ailleurs tirer davantage profit de son plurilinguisme et du potentiel que recèle l'enseignement précoce des langues. Elle pourra ainsi rester concurrentielle sur la scène européenne.
Le Conseil-exécutif soutient pleinement la stratégie des langues. Dans le canton de Berne, la deuxième langue nationale est, depuis 2011, enseignée à partir de la 3e année (5e année HarmoS) et l'anglais, à compter de la 5e année (7e année HarmoS). Cette démarche correspond au compromis des langues adopté en 2004 par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), qui exige l'enseignement de deux langues étrangères, dont une langue nationale, à partir du degré primaire tout en permettant aux cantons de coordonner régionalement l'ordre dans lequel ces langues sont introduites dans le programme scolaire (deuxième langue nationale et anglais). Ce compromis a été clairement confirmé lors de la séance plénière de la CDIP du 31 octobre 2014.
Au niveau fédéral, la question se pose de savoir si la législation fédérale devrait régler de manière contraignante l'enseignement des langues à l'école obligatoire. Une intervention de la Confédération à ce propos serait d'une part perçue par les cantons comme une ingérence indésirable dans leur souveraineté en matière d'instruction publique et comporterait d'autre part des risques non négligeables, notamment si des votations référendaires sur l'ordre d'enseignement des langues venaient à être organisées à l'échelle nationale. Le Conseil-exécutif estime qu'il faut éviter que la paix des langues et la cohésion dans le pays soient mises en péril par une telle intervention.
Le Conseil-exécutif partage l'avis de la Commission de la formation selon lequel la mise en œuvre du plan d'enseignement des langues et le compromis des langues de 2004 doivent être maintenus. En conséquence, le Directeur de l'instruction publique continuera à prendre fait et cause, dans tous les organes intercantonaux et dans ses contacts avec les autres cantons et le public, pour l'enseignement d'une deuxième langue nationale au degré primaire dans l'ensemble des cantons. Il est ainsi prêt à poursuivre son engagement en faveur de la mise en œuvre de la stratégie des langues et du maintien du compromis des langues de 2004.
Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter la motion de la Commission de la formation.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 34, motion de la Commission de la formation, Mme Zäch, Maintien de l'enseignement du français à l'école primaire en Suisse alémanique. Le Conseil-exécutif est prêt à accepter cette motion. Cette motion est-elle contestée? – Non, donc nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	104
Non	4
Abstentions	7

La présidente. Vous avez accepté cette motion. J'aimerais faire une petite déclaration sur cette motion. Quand vous m'avez élue en tant que présidente du Grand Conseil, vous m'avez aussi politiquement neutralisée. Hier, en discutant avec la présidente de la Commission de la formation et le président de la Députation, nous avons eu tous trois l'impression qu'il fallait quand même dire deux mots sur cette motion. Par rapport au règlement, il est clair, vu que personne n'a contesté cette motion, que nous n'en discutons pas, mais je pense que, en tant que présidente francophone du Grand Conseil du canton de Berne qui est bilingue, il faut envoyer un signe fort. En adoptant cette motion, vous avez justement signalé que vous vouliez que nos jeunes apprennent d'abord le français. Ce n'est pas une question de langue, je pense que vous l'avez aussi compris, c'est surtout une question de compréhension, de sensibilité, de mentalité par rapport aux autres régions de notre pays. En disant oui à cette motion, vous avez aussi fait un geste

pour la cohésion nationale. Merci à vous tous et je pense que c'est de notre devoir, en tant que canton bilingue, en tant que canton à la porte de la Romandie, de donner ce signal. Merci à vous tous. (*Applaudissements*)

Affaire 2014.RRGR.1154

N° de l'intervention:	236-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.11.2014
Déposée par:	Gasser (Bévilard, PSA) (porte-parole) Vogt (Oberdiessbach, PLR) Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD) Gsteiger (Eschert, PEV) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Linder (Berne, Les Verts)
Cosignataires:	5
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1537/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	INS

Maintien des droits acquis

Le Conseil-exécutif est chargé de maintenir les droits acquis par les enseignants du secondaire 1 qui dispensent quelques heures au primaire, selon les décisions publiées dans la Feuille Officielle Scolaire no 6/95 du 31 mai 1995.

Développement

Lors du changement au 6/3 de l'école obligatoire, de nombreuses écoles primaires ne disposaient pas de suffisamment de spécialistes pour répondre à leurs nouvelles obligations. C'est la raison pour laquelle le canton avait décidé que les enseignants du secondaire 1 qui dispensaient un enseignement au primaire conserveraient leur salaire, pour autant qu'ils soient au bénéfice d'un engagement définitif ou d'un engagement de caractère illimité avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

Grâce à cette disposition, le changement de paradigme a pu se faire sans trop de difficultés, mais surtout en évitant à de nombreux enseignants secondaires de subir d'importantes baisses salariales.

A cette époque, les conditions pour bénéficier de cette disposition étaient très claires (cf. FOS no 6/95 du 31 mai 1995). Ces dernières stipulaient explicitement à propos de la durée d'application que « la garantie du maintien du salaire acquis est valable jusqu'au départ de l'enseignant ou de l'enseignante à condition que le transfert de l'enseignant ou de l'enseignante du niveau secondaire aux classes de 5e/6e année primaire ou aux classes générales ait lieu avant le 1.8.1998 ».

Par ailleurs, chaque personne concernée a également reçu une décision de l'office des finances et de l'administration détaillant sa situation personnelle.

Or, lors de la révision de la LSE en 2007 (RSB 430.250), de nouvelles dispositions transitoires ont été introduites. Celles-ci précisaient notamment que ces droits acquis ne pouvaient être maintenus au-delà du 31 juillet 2015 (ROB 07-53, ch. 4.1 et ss de l'annexe IV à la LSE). Ces changements furent officiellement communiqués.

A la fin juillet 2014, les enseignants concernés ont tous reçu un courrier de l'office des services centralisés de la direction de l'instruction publique les informant de la perte de leurs droits acquis au 31 juillet 2015.

Cette décision est parfaitement injuste pour les enseignants concernés. En effet, ceux-ci ont souvent, depuis près de 20 ans, contribué au maintien de la qualité de l'enseignement au niveau primaire. Ceux-ci dispensent essentiellement des leçons pour lesquelles les collègues primaires sont moins bien formés. Dans la partie francophone du canton, cela concerne essentiellement l'enseignement de l'allemand. Ces enseignants sont majoritairement à moins de 10 ans de leur retraite. C'est une manière pour le moins cavalière de les remercier pour leur engagement au service du canton !

Il est également à remarquer que le « retour » de ces enseignants provoquera immanquablement des licenciements (ou des diminutions de pensums), donc une réorganisation au secondaire 1 pour l'école concernée, voire une attribution de leçons pour lesquelles l'enseignant n'est pas spécialisé. A l'inverse, les écoles primaires devront rechercher de nouveaux enseignants pour ces leçons… que personne ne voulait précédemment ! Il s'agira donc indiscutablement d'une diminution de la qualité !

Ultime précision : en juillet 2014, cette mesure concerne 63 enseignants, pour un montant annuel total de 390 000 francs !

Quand bien même « nul n'est censé ignorer la loi », les enseignants concernés ne savaient pas que la loi avait été changée, de même que la plupart des directions ou des commissions scolaires concernées.

C'est pour toutes ces bonnes raisons que le gouvernement est prié de faire le nécessaire pour que cette situation aberrante soit corrigée d'ici au 31 juillet 2015.

Motivation de l'urgence : L'entrée en vigueur de ces dispositions transitoires est effective au 31 juillet 2015 !

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire charge le Conseil-exécutif de maintenir jusqu'au 1er août 2015 les droits acquis prévus par la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO ; RSB 432.210). Il justifie son intervention par le fait que la suppression de ces droits défavorise des enseignants et enseignantes qui contribuent depuis de longues années au maintien de la qualité de l'enseignement au niveau primaire. La plupart des personnes concernées seraient à moins de dix ans de la retraite.

La réglementation des droits acquis a été mise en place lors de l'introduction du système 6/3 dans les années 1990 (augmentation de la durée de l'école primaire de quatre à six années et réduction de la durée de l'école secondaire de cinq à trois années). Les enseignants et enseignantes d'école secondaire qui, après la mise en place du nouveau système scolaire, délivraient tout ou partie de leur enseignement dans des classes générales ou en 5e et 6e années de l'école primaire ont ainsi bénéficié du maintien des droits s'appliquant au traitement de base ainsi qu'aux allocations sociales et aux allocations de renchérissement (cf. art. 75, al. 1, lit *e* LEO dans sa teneur valable jusqu'au 31 juillet 2007). Ils ont donc continué de percevoir un salaire d'enseignant d'école secondaire pour le degré d'occupation

que représentait leur ancien poste (la classe de traitement 10 au lieu de la classe de traitement 6).
A son introduction dans la LEO, le maintien des droits acquis n'a pas été limité dans le temps. C'est pourquoi, durant de nombreuses années, la différence de salaire entre les personnes titulaires d'un diplôme d'enseignement au degré primaire et les enseignants et enseignantes du secondaire bénéficiant des droits acquis dans les classes primaires et générales était d'environ 1000 francs par mois. L'inégalité de traitement touchant les enseignants et enseignantes de primaire enseignant dans les classes générales a été supprimée en 2004 après l'introduction d'une base légale prévoyant que toutes les personnes enseignant au degré secondaire I (9e à 11e année HarmoS) seraient rétribuées selon la classe de traitement 10, qu'elles enseignent dans une classe générale ou dans une classe secondaire.
En 2007, l'article 75, alinéa 1, lettre *e* LEO a été abrogé dans le cadre de la révision de la loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE ; RSB 430.250). L'objectif à l'époque était de revoir le système salarial et de mieux répondre au principe constitutionnel « à travail égal salaire égal ». Afin de permettre aux personnes concernées par l'abrogation des dispositions relatives aux droits acquis de s'adapter à la nouvelle situation, un délai transitoire suffisant a été défini. Celui-ci prévoit le maintien des droits acquis jusqu'au 31 juillet 2015. D'autres mesures d'accompagnement ont été définies dans le cadre du droit transitoire : la réduction du traitement s'effectue progressivement sur plusieurs années si la différence entre le traitement annuel correspondant à la classe de traitement 10 et celui correspondant à la classe de traitement 6 dépasse au total 8000 francs par année. Par ailleurs, une réglementation spéciale visant à éviter les effets négatifs sur les caisses de pension a été prévue pour les enseignants et enseignantes ayant atteint un certain âge : si la réduction annuelle du traitement brut dépasse 5000 francs par année au total et si l'enseignant ou l'enseignante concernée est âgée de plus de 60 ans au 1er août 2015, le traitement actuel assuré au 31 juillet 2015 est conservé pour la prévoyance professionnelle. Le canton prend à sa charge les contributions supplémentaires de l'employeur et du salarié (cf. chiffres 4.1 à 4.4. des dispositions transitoires de la modification de la LSE du 25 septembre 2005).
Le délai transitoire (2015) prévu à l'entrée en vigueur de la révision de la LSE en 2007 repose sur une décision du Grand Conseil qui avait été arrêtée en première lecture du projet de modification (session de septembre 2004)[2]. Le délai initialement prévu par le Conseil-exécutif (2010) a été prolongé de cinq ans sur la base d'une proposition visant à réduire le nombre de personnes touchées par la suppression des droits acquis, le nombre de départs à la retraite attendu entre 2010 et 2015 étant élevé. Le fait que l'on ne pouvait plus raisonnablement exiger d'une grande partie des enseignants et enseignantes concernés qu'ils enseignent au degré secondaire I (du fait de leurs longues années d'enseignement au deuxième cycle primaire et de leur âge au moment de la suppression des droits acquis) a également été pris en compte.
La suppression des droits acquis au 31 juillet 2015 a non seulement été publiée dans le Recueil officiel des lois bernoises, mais également communiquée aux enseignants et enseignantes dans un bulletin d'information accompagnant le décompte de traitement de juin 2007. Dans un courrier adressé le 23 juillet 2014 à une soixantaine de personnes encore concernées par la suppression des droits acquis, la Section du personnel de l'Office des services centralisés de la Direction de l'instruction publique a par ailleurs fait le point sur la situation avec un an d'avance et indiqué le traitement qui serait perçu dans la classe de traitement 6.
Le Conseil-exécutif constate que la suppression des droits acquis met fin à l'inégalité de traitement entre les enseignants et enseignantes d'un même degré scolaire et permet, au terme d'un délai transitoire approprié, de faire valoir le principe « à travail égal, salaire égal ». En vertu de la jurisprudence du Tribunal fédéral relative à l'article 8, alinéa 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101), les anciens rapports de droit doivent être adaptés au nouveau droit dans les meilleurs délais. Le droit transitoire ne doit tenir compte de rapports de droit particuliers que si des intérêts dignes de protection l'exigent. Le Conseil-exécutif est d'avis que le maintien des droits acquis depuis le milieu des années 1990 a suffisamment tenu compte de la situation particulière des enseignants et enseignantes touchés par l'introduction du système 6/3.
Le Conseil-exécutif refuse par conséquent d'adapter la LSE dans le sens souhaité par le motionnaire et propose au Grand Conseil de rejeter la motion.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 35, motion de M. Gasser, Maintien des droits acquis. M. Gasser est prêt à retirer sa motion, mais il aimerait faire une petite déclaration de maximum trois minutes. – Vous n'êtes pas encore annoncé M. Gasser.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Je confirme, la mort dans l'âme, que je retire ma motion au profit d'un autre texte qui vous sera soumis prochainement. Confiant que cette requête serait largement rejetée et dans l'intérêt des malheureux collègues concernés, je préfère leur laisser une petite chance ou un petit espoir. Toutefois, permettez-moi de vous résumer en quelques points mes principales objections à la position du gouvernement. En premier lieu, la communication. Les enseignants concernés avaient au départ reçu une décision officielle, une promesse, précisant la garantie du salaire acquis. En 2007, suite à l'introduction des nouvelles mesures transitoires, un bulletin d'information a accompagné les décomptes. Enfin, en août 2014, un courrier personnalisé les a informés. Quand bien même nul n'est censé ignorer la loi, vous pouvez imaginer que pour la plupart des enseignants incriminés, cette dernière missive était une grande surprise. D'ailleurs, la responsabilité de l'engagement incombe aux autorités scolaires, c'est-à-dire aux commissions ou aux directions. Je prétends que ce sont

[2] Le vote populaire a été demandé contre la version de la LSE adoptée en 2004. La votation a eu lieu le 25 septembre 2005 et s'est soldée par l'acceptation du projet par le corps électoral. Après la votation, la LSE a été révisée une nouvelle fois après le dépôt d'une intervention parlementaire (adoption de cette modification en 2006). C'est la raison pour laquelle la LSE révisée n'a pas pu être mise en vigueur avant le 1er août 2007.

eux qui auraient dû, depuis 2007, être attentifs à ce changement et l'anticiper suffisamment tôt. Or, elles ne l'ont généralement pas fait et ce sont donc les enseignants qui en feront les frais.
Deuxième problème, l'égalité salariale et là, je suis quand même un peu surpris. Je suis bien sûr partisan de l'égalité salariale, mais je me permets quand même de vous dire que ce principe connaît déjà actuellement plusieurs entorses. Les enseignants secondaires n'ont pas tous pu suivre cette prescription, seulement 60 pour cent. D'autre part, le maintien du niveau d'assurance à la Caisse de pension n'est possible ici aussi que pour ceux qui auront 60 ans et plus. Enfin, les enseignants du primaire n'avaient pas été oubliés lors du changement, puisque eux-mêmes ont pu suivre une formation pour, au bout d'une année, obtenir une équivalence secondaire.
Finalement, je vous rappelle que vous avez choisi le système de la quarta pour la partie alémanique, ce qui signifie que des enseignants du gymnase, avec leur classe de traitement, enseignent le programme de l'école secondaire sans perte de salaire. Vous le voyez, les exceptions sont légion. Enfin, l'abandon de cette garantie aura également une incidence sur la qualité. Replacer ces enseignants à l'école secondaire et les remplacer par de nouveaux collègues au primaire ne se fera pas sans heurts, et il n'est pas certain de pouvoir trouver les spécialistes aux bons endroits. Cette situation n'est pas irréaliste, parce que je vous rappelle, ou je vous apprends, que dans le canton de Berne n'importe qui peut être nommé enseignant. En guise de conclusion, mes pensées vont aux 63 collègues qui ont travaillé au service de l'école bernoise pendant plus de trente ans et dont le salaire diminuera de peut-être 700 francs par mois.

Affaire 2014.RRGR.606

N° de l'intervention:	111-2014
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Graber (La Neuveville, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1414/2014 du 26 novembre 2014
Direction:	INS

Partenariat entre le canton de Berne et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

Nous demandons au Conseil-exécutif d'étudier la possibilité et l'opportunité d'un partenariat même modeste avec l'EPFL.
Il est vrai que la partie francophone (le Jura bernois et les Romands de Bienne et de sa couronne) ne compte que 70 000 habitants. Il est aussi vrai que la HES Berne est naturellement davantage orientée vers la Suisse alémanique que vers la Suisse romande. Il est encore vrai que l'allemand est clairement la langue de travail principale de la HES Berne… probablement devant l'anglais ! Il est toujours vrai que le Jura bernois est un peu excentré par rapport à l'Arc lémanique.
Mais le Jura bernois dispose d'une remarquable compétence dans un domaine qui n'est pas couvert par les partenariats de l'EPFL avec les cantons de Vaud, de Genève, de Neuchâtel, de Fribourg et du Valais : celui de la mécanique. Dans ce domaine, des dizaines d'entreprises du Jura bernois excellent aussi bien au niveau de la recherche appliquée que de la production industrielle. Par ailleurs, le canton de Berne fait partie de la HE-Arc avec les cantons de Neuchâtel et du Jura. La HE-Arc est présente à St-Imier par l'intermédiaire de trois instituts de recherche: l'Institut des Systèmes d'Information et de Communication (ISIC-Arc), l'Institut des microtechniques industrielles (IMI-Arc) et l'Institut interdisciplinaire de recherche appliquée et de transfert de technologie (TT-Novatech). Il nous semble que ces trois instituts pourraient servir d'infrastructure matérielle à un partenariat avec l'EPFL.
Un tel partenariat ne pourrait que contribuer au développement économique et en particulier industriel du Jura bernois et, partant, de tout le canton de Berne. Il serait aussi de nature à renforcer notablement le double ancrage alémanique et romand de notre canton au sein de notre pays.
Développement :
A la fin du mois de mars de 2014, cinq cantons romands – Vaud, Genève, Valais, Fribourg et Neuchâtel – ainsi que l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) ont déposé auprès des instances compétentes le dossier qui contient l'architecture du futur « hub EPFL décentralisé de Suisse occidentale ». Ce hub rejoint celui qui gravite autour de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich pour former le Parc national d'innovation (PNI). Le PNI a pour objectifs de promouvoir les avancées technologiques et de développer, par ce moyen, l'attractivité de la Suisse pour des entreprises à vocation internationale.
Au travers d'une intelligente politique de décentralisation, l'EPFL a élaboré des partenariats institutionnels et fonctionnels avec les cinq cantons romands susmentionnés. Ces cinq cantons vont collaborer étroitement avec l'EPFL dans des domaines relevant de leurs caractéristiques et de leurs atouts spécifiques. Les Hautes écoles spécialisées régionales constituant la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES SO) seront étroitement associées à ces partenariats.
A Neuchâtel, Microcity sera active dans le domaine des microtechniques et des nanotechnologies mais aussi dans celui de l'horlogerie.
A Fribourg, Bluefactory s'occupera des sciences relatives à l'habitat du futur. Le « Smart Living Lab, SLL » sera le centre de compétence romand dédié aux bâtiments intelligents du futur.
En Valais, Energypolis s'adonnera à la recherche fondamentale et appliquée dans le domaine énergétique. En outre, un institut de recherche en ophtalmologie déploiera ses activités sous l'égide de l'EPFL. A Genève, le Campus Biotech sera consacré à la recherche et au développement dans le secteur des neurosciences. Il travaillera en synergie avec les Hôpitaux universitaires de Genève.
L'EPFL de Lausanne conservera évidemment ses activités dans les différentes sciences exactes majeures qui font sa réputation au niveau international.

L'EPFL cofinancera plusieurs dizaines de chaires universitaires dans les cinq sites de recherche, de développement et d'enseignement décentralisés.
Ce projet, en voie de réalisation déjà substantielle, a fière allure. Il contribuera manifestement au développement économique, social et culturel de notre pays dans son ensemble mais aussi à celui des cantons qui en bénéficieront.
A notre connaissance, le Jura bernois n'a pas été associé à ces fructueuses démarches.

Réponse du Conseil-exécutif

Tant l'Université de Berne que la Haute école spécialisée bernoise (BFH) et la Haute Ecole Arc (HE-Arc) ont déjà mis en place d'importantes coopérations avec l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Les relations entre le canton de Berne et la HE-Arc sont définies dans la loi du 23 janvier 2014 concernant l'adhésion du canton de Berne à la convention intercantonale sur la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale et à la convention intercantonale concernant la Haute Ecole Arc Berne-Jura-Neuchâtel (RSB 439.32). La HE-Arc est une haute école de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) (art. 1, al. 2 de l'annexe 2) et, à ce titre, elle met en œuvre les missions qui lui sont assignées par la convention intercantonale sur la HES-SO (art. 7 de l'annexe 2). En qualité de canton signataire, le canton de Berne influe sur le développement stratégique de la recherche à la HE-Arc dans le cadre d'un contrat de prestations quadriennal. Le premier contrat de prestations est en cours d'élaboration (examen en mars 2015).
Un des objectifs affichés de la HE-Arc est de réaliser, de concert avec l'EPFL, une recherche et développement dont les résultats peuvent être exploités par l'industrie locale dans les domaines de la micromécanique, du génie mécanique et de la production industrielle. A cet égard, la HE-Arc s'appuie sur des projets de recherche généralement développés à l'EPFL et assure le lien entre la recherche fondamentale réalisée à l'EPFL et ses applications possibles au service de l'industrie du Jura bernois et de la région BEJUNE.
Depuis de nombreuses années, la HE-Arc collabore avec l'EPFL dans le cadre des activités de l'*Institut des systèmes d'information et de communication (ISIC-Arc)* et de celles de l'*Institut des microtechniques industrielles (IMI-Arc)*. Depuis dix ans, ces institutions participent à des projets liés à la technique et à l'innovation subventionnés notamment par la Commission fédérale pour la technologie et l'innovation (CTI). En revanche, l'institut de recherche mentionné par l'auteure du postulat (*Institut interdisciplinaire de recherche appliquée et de transfert de technologie [TT-Novatech]*) n'est pas un institut de recherche de la HE-Arc mais une plateforme qui se propose de favoriser le transfert de connaissances et de technologies entre la HE-Arc et les entreprises locales.
D'autres collaborations ont été mises en place entre la HE-Arc et l'EPFL dans le domaine de la mécanique et des disciplines apparentées :

- Clean Space : ce projet s'inscrit dans le droit fil de la collaboration fructueuse qui avait eu lieu dans le cadre du projet Swisscube, achevé en 2005.
- Microcity : récemment inauguré par l'EPFL à Neuchâtel, ce centre de recherche dédié à la microtechnique offre de nouvelles perspectives de collaboration systématique avec les instituts de recherche de Saint-Imier. L'EPFL et la HE-Arc sont en pourparlers tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel.
- FabLab : la HE-Arc envisage de mettre en place à Neuchâtel un partenariat entre son FabLab et les unités de l'EPFL travaillant sur les techniques de développement et de production.

Quant à la collaboration entre la BFH et l'EPFL, elle est très variée. Ces deux institutions coopèrent dans le domaine de l'enseignement (membres du corps enseignant et doctorats communs) et mènent des projets et programmes de recherche communs. Dans le cadre du plan d'action fédéral « Recherche énergétique suisse coordonnée », la BFH participe par ailleurs activement, avec les deux EPF ainsi qu'avec d'autres institutions, à plusieurs pôles de compétences de recherche SCCER (Swiss Competence Centers for Energy Research). L'objectif est de sceller cette collaboration fructueuse au niveau institutionnel.
Le canton de Berne se porte candidat pour accueillir, à Bienne, l'un des sites régionaux du réseau du Swiss Innovation Park. Le projet d'étroite collaboration entre la recherche et l'industrie ainsi que la focalisation de ce site sur les technologies transversales de la technique de production créent de nouvelles perspectives de collaboration entre l'EPFL, la BFH et la HE-Arc. Il a par ailleurs été possible, dans le cadre des travaux préparatoires à la création du Swiss Innovation Park Biel/Bienne et du plan d'action « Recherche énergétique suisse coordonnée », de fonder le BFH-CSEM Energy Research Center à Bienne, en collaboration avec le *Centre Suisse d'Electronique et de Microtechnique CSEM* de Neuchâtel. Cette coopération est prometteuse et permet d'exploiter des compétences de premier plan.
Dans certains domaines, l'Université de Berne collabore de manière informelle avec l'EPFL. Une collaboration a notamment été mise en place avec l'Institut Suisse de Bioinformatique (ISB) de Lausanne dans le domaine de la bioinformatique. L'Université de Berne entend développer les coopérations avec l'EPFL et s'investir tout particulièrement dans le projet de médecine personnalisée « Personalized Health », lancé par les deux EPF. L'Université de Berne, qui est un partenaire important du projet, sera surtout amenée à travailler avec l'EPFL. Ce projet national de recherche porte sur les pratiques médicales permettant d'améliorer les traitements médicaux et la santé publique grâce à la réalisation d'examens génétiques individualisés.
Dans l'enseignement supérieur, la coopération entre les chercheurs et chercheuses joue un rôle essentiel. Elle se manifeste généralement par des projets de recherche et développement concrets coupés de toute influence politique. Le Conseil-exécutif approuve la collaboration existant entre la BFH et l'EPFL ainsi que la volonté d'intensifier la collaboration entre l'EPFL et l'Université de Berne.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire 36, postulat de Mme Graber, Partenariat entre le canton de Berne et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Le Conseil-exécutif est prêt à adopter et à classer ce postulat. Est-ce que la postulante est d'accord avec le classement? – Oui. Est-ce que quelqu'un conteste ce postulat? – Non, ce n'est pas le cas. Nous allons donc passer au vote. Nous votons sur le postulat et le classement. Ceux qui acceptent ce postulat et son classement votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption et classement

Oui	110
Non	0
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté ce postulat et son classement. Nous attendons donc le directeur de la justice et des affaires communales.

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée du directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.

Affaire 2014.RRGR.496

Loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) (Modification)

Annexe 03

Première lecture

La présidente. Nous attaquons l'affaire 37, je salue M. le directeur de la justice. Nous commençons par la loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) (Modification). *(La présidente agite sa cloche.)* Il a été demandé ici par la Commission une lecture. Une majorité et une minorité de la Commission vont s'exprimer. Pour la majorité, M. Schlup, pour la minorité, Mme Hasler. Je vais vous expliquer de quelle manière nous allons procéder. Tout d'abord, j'ai reçu une demande pour une deuxième lecture des Verts, Mme Imboden, du PS-PSA, Mme Marti et du PEV, Mme Streit. Nous allons donc procéder comme suit: nous allons d'abord faire un débat d'entrée en matière, vous donnerez aussi à ce moment-là votre avis sur le renvoi du projet et sur une ou deux lectures. Ensuite, les porte-parole de groupes s'exprimeront sur l'entrée en matière, le renvoi du projet et une ou deux lectures. Ensuite ce sera M. le conseiller d'Etat qui s'exprimera, puis nous passerons au vote sur l'entrée en matière, sur le renvoi et sur une ou deux lectures. Enfin nous passerons au débat article par article, avec le vote final ou pas. Vous êtes d'accord avec cette procédure? – Donc nous commençons. M. Schlup, vous avez la parole pour la majorité de la Commission, c'est à vous.

Débat d'entrée en matière

Proposition les Verts (Imboden, Berne), SP-JS-PSA (Marti, Berne), PEV (Streit-Stettler, Berne)
Maintien de la seconde lecture.

Proposition Les Verts (Imboden, Berne)
Renvoi du projet avec pour mandat de prévoir un autre modèle de réduction des primes qui limite la charge que représentent les primes d'assurance-maladie à 10 pour cent du revenu net des ménages. Le revenu ouvrant droit à la réduction des primes est plafonné.

Proposition PEV (Beutler-Hohenberger)
Renvoi du projet avec pour mandat d'inscrire un objectif de prestations dans la loi.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC), rapporteur de la majorité de la CSoc. Der Titel des Gesetzes betreffend Einführung der Bundesgesetze über die Kranken-, die Unfall- und die Militärversicherung, kurz EG KUMV, ist nicht einfach zu verstehen und zu behalten. Er ist zudem fast länger als das Gesetz selbst. Vorweg möchte ich es nicht unterlassen, der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion für die gute Einführung in das Thema und die Beantwortung der vielfältigen Fragen, die gestellt wurden, zu danken. Der Dank gilt auch unserer Präsidentin, Katrin Zumstein, unserer Sekretärin, Céline Baumgartner, und dem Verwaltungspersonal für die gute Sitzungsführung. Der Auslöser für die Revision dieses Gesetzes sind die ASP-Massnahmen von November 2013 und 2014. Der Bund finanziert die Prämienverbilligungen mit 273 Mio. Franken und der Kanton mit 122 Mio. Franken. Bei den Sparmassnahmen wurde beschlossen, die Prämienverbilligungen des Kantons um 24,3 Mio. Franken und später noch einmal um 10,7 Mio. Franken zu kürzen. Diejenigen des Bundes bleiben gleich. Ich möchte hier keine Debatte über die Prämienverbilligungen vom Zaum reissen. Sie wurde in den Budgetdebatten bereits geführt. Die Prämienverbilligung ist zweifellos ein wichtiges Instrument zur Unterstützung von weniger gut bemittelten Personen in unserem Kanton, insbesondere auch von Familien. Sie wird sicher nicht infrage gestellt.
Die Umsetzung dieses Sparauftrags hat zur Folge, dass im Kanton Bern etwa 42 000 Personen den Anspruch auf Prämienverbilligung verlieren werden. Das heute geltende gesetzliche Leistungsziel, das festlegt, dass zwischen 25 und 45 Prozent der Bevölkerung Prämienverbilligungen erhalten sollten, kann mit diesen Massnahmen wahrscheinlich bis Ende 2015 nicht mehr eingehalten werden. Da es keinen Zusammenhang zwischen einem Prozentsatz der Bevölkerung, welche Prämienverbilligungen erhalten sollte, und den wirtschaftlichen Verhältnissen der Bevölkerung gibt, ist dieses Leistungsziel respektive dieser Prozentsatz aufzuheben. Die Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden, Gemeinden und Organisationen haben diesem Vorschlag denn auch zugestimmt.
Im Zuge der Überarbeitung des Gesetzes wurde auch die Gelegenheit genutzt, um weitere Änderungen vorzunehmen,

die wegen Anpassungen des übergeordneten Bundesrechts oder des kantonalen Rechts nötig geworden waren: zum Beispiel Orientierung über Versicherungspflicht durch die Gemeinden, Grundlagenbeschaffung für die Prämienverbilligung sowie Bemessungen gemäss Steuerrecht. Diese Änderungen machen heute sogar den Hauptteil aus und wurden weder im Vernehmlassungsverfahren noch in der Kommission bestritten. Viel zu diskutieren gaben jedoch der Automatismus im Antragssystem – es liegt indessen eine Studie vor, die klar belegt, dass mit diesem System viel weniger Verwaltungspersonal nötig ist –, die Kürzung allgemein, die mögliche Verschiebung in die Sozialkosten der Gemeinden, die Bemessung bei Konkubinatspaaren und so weiter. Die Konsequenzen sowie die finanziellen Auswirkungen dieser Gesetzesänderung sind für die Verwaltung sehr gering, sie machen weniger als 10 000 Franken aus, die vor allem für den Druck der Infobroschüren zur obligatorischen Information eingesetzt werden. Es wird mit einer kurzfristigen Mehrbelastung des Personals gerechnet, die sich anschliessend wieder korrigiert und sogar eher sinken könnte.
Fazit: Es ist besser, wenn diejenigen, die es wirklich nötig haben, eine gute Prämienverbilligung erhalten, als wenn zum Beispiel 40 Prozent der kantonalen Bevölkerung ein wenig Prämienverbilligung bekommt. Man könnte auch von der Wirksamkeit dieser Massnahme sprechen. Es ist zudem auch nicht mit einer Verschiebung der Kosten in die Sozialhilfe zu rechnen, denn die Ergänzungsleistungs- und Sozialhilfeempfänger erhalten automatisch die maximale Prämienverbilligung. Der Regierungsrat sowie die Mehrheit der Kommission haben mit 10 gegen 6 Stimmen der Gesetzesänderung zugestimmt. Wir sind für Eintreten auf diese Gesetzesänderung. Zudem ist in der Kommission mit einer Mehrheit von 10 gegen 7 Stimmen beantragt worden, nur eine Lesung durchzuführen. Inzwischen war allerdings zu vernehmen, dass die Durchführung einer zweiten Lesung beantragt wird. In der Kommission konnte diese Frage nicht behandelt werden.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich werde im Folgenden das Eintretensvotum für die grüne Fraktion halten. Die grüne Fraktion hat sich im Vorfeld und im Rahmen der ASP-Debatte wiederholt dazu geäussert, dass der Punkt, um den es nun materiell geht – der Abbau der Prämienverbilligungen –, sozialpolitische Sprengkraft hat. Durch die Kürzungen von 35 Mio. Franken, die im Grossen Rat beschlossen und in der ASP mit einer Mehrheit vorgenommen wurden, verlieren mehr als 80 000 Bernerinnen und Berner ganz oder teilweise die Prämienverbilligungen, die sie bisher erhalten haben. Diese Sparerei steht klar im Widerspruch zu Artikel 14 dieses Gesetzes, dessen Revision uns heute vorliegt. Das Sozialziel in Form eines Mindestanteils von 25 bis 40 Prozent ist darin festgelegt. Dass dieser Anteil bereits im Jahr 2014 nicht mehr erfüllt worden ist und im Jahr 2015 erst recht nicht mehr erfüllt werden wird, ist unseres Erachtens ganz klar gesetzeswidrig. Die Parlamentsmehrheit hat hier einen Sparbeschluss im Wissen beschlossen, dass damit das geltende Gesetz verletzt wird. Dagegen haben die Grünen auch juristisch eine Einsprache unterstützt. Die juristischen Instanzen in diesem Kanton werden noch darüber zu befinden haben. Mit der heutigen Revision, mit der Streichung des Sozialziels in Absatz 2 von Artikel 14, soll dieser Sozialabbau nun gesetzgeberisch beschönigt angepasst werden. Dabei helfen die Grünen sicher nicht mit. Wir treten zwar auf die vorliegende Revision materiell ein, werden aber später noch begründen, weshalb wir eine Rückweisung für das richtige Instrument halten.
Aus drei Gründen sind die Grünen gegen die masslose Verschlechterung und damit auch gegen die vorgesehene Streichung: Es trifft primär Familien und den Mittelstand. Es trifft zwar nicht die Allerärmsten, aber es trifft die ganz normalen Bernerinnen und Berner, die normal arbeiten und ein normales Erwerbseinkommen haben, aber halt einfach ein kleineres oder ein mittleres. Sie sind betroffen, wenn sie ein paar Hundert Franken weniger an Prämienverbilligungen erhalten. Sie sind es, die Ende Monat nicht mehr wissen, wie sie alle Rechnungen bezahlen sollen. Wir wollen nicht, dass Leute in die Schuldenspirale, in die Armut oder in die Sozialhilfe abgleiten.
Punkt zwei: Es trifft eben sehr breite Bevölkerungsschichten. Und an die Adresse derjenigen Grossrätinnen und Grossräte, die hier die LOBAG vertreten: Die LOBAG ist eine der Organisationen, die sich in der Vernehmlassung gegen die Streichung des Sozialziels ausgesprochen hat. Ich glaube, es muss uns zu denken geben, wenn die Vertreterinnen und Vertreter der Bauern, welche sicher gut rechnen können, der Meinung sind, es gehe vielen Bauernfamilien schlechter, wenn wir die Gesetzesrevision so annehmen. Und der dritte Punkt, wie bereits angetönt: Die Kosten werden verlagert. Die Prämienverbilligungen sind ein soziales Netz, ein präventives Netz vor der Sozialhilfe. Wir wollen hier keine Verschlechterung.
Fazit: Die Grünen wehren sich mit allen Mitteln gegen den sozialpolitischen Abbau, den die vorliegende Revision zu Folge hätte. Die Streichung des Sozialziels ist der falsche Weg. Der Bundesgesetzgeber hat dem Kanton Vorgaben zu dem gemacht, was er eigentlich machen müsste. Er hat einmal gesagt, dass die Krankenkassenprämien nach Abzug der Prämienverbilligung das verfügbare Einkommen einer Familie mit maximal 8 Prozent belasten sollten. Im Kanton Bern ist dies nicht der Fall. Wir werden später noch darüber diskutieren. Gegen die übrigen Anpassungen, die im Gesetz vorgeschlagen werden, haben wir nichts einzuwenden. Die grüne Fraktion bestreitet das Eintreten nicht. Wir werden den Rückweisungsantrag später noch inhaltlich begründen.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Die EVP-Fraktion hat die ganze damalige ASP-Diskussion unter das Motto gestellt: «Schwache schützen»; «Die Stärken des Kantons Bern wie auch der Menschen, die ihn bewohnen, erhalten»; «Keine neuen Schulden dulden». Dies als kleiner Rückblick. In diesem Sinn verstehen wir auch das erklärte Ziel, zu dem wir uns als Kanton verpflichten wollen, ein Leistungsziel – man könnte es auch Sozialziel nennen – ins Gesetz zu schreiben. Dies ist ein Bekenntnis zur rechten Zeit am richtigen Ort, weil mit den beschlossenen Kürzungen der Prämienverbilligung nicht nur finanziell gespart wurde, sondern weil gleichzeitig auch ein Signal an die wirtschaftlich Schwächeren ausging.
Ich komme zu unserem Rückweisungsantrag. Wir haben ihn bewusst sehr offen formuliert. Ich lese ihn vor: «Die Vorlage

ist zurückzuweisen mit der Auflage, ein gesetzliches Leistungsziel zu verankern.» Damit ist offen, ob wir ein qualitatives oder ein quantitatives Leistungsziel im Gesetz haben wollen. Bisher waren die 25 bis 45 Prozent im Gesetz. Mir schien, es habe Konsens darüber bestanden, dass man mit dieser Form eines Leistungsziels unglücklich war. Es wurde aber kein Konsens darüber gefunden, mit welchem Leistungsziel unser Kanton und die Schicht der Bevölkerung, die es nötig hat, am besten fahren würden. Man kann über ein qualitatives Leistungsziel sprechen, über eine Prozentzahl, welche die Prämien für einen Haushalt nicht übersteigen sollen, wie sie zum Beispiel im Rückweisungsantrag der Grünen steht. Man kann auch ein anderes Modell wählen, in dem zum Beispiel die Beträge an die Bundesbeiträge gekoppelt werden. Sie sehen, diese Diskussion ist eigentlich noch gar nicht fertig geführt. Ganz deutlich in den Raum stelle ich das, was ich nicht möchte: die Wiederaufnahme der politischen Diskussion, ob gekürzt werden soll oder nicht. Ich erinnere Sie gerne noch einmal daran, dass die EVP damals als Mittelweg sagte, sie helfe bei der ASP-Massnahme 10.1 mit, auch da einen Teil mitzutragen, wenn alle im Kanton – von der Schule über was auch immer – mitsparen. Wir wollen also nicht noch einmal die politische Diskussion führen, wollen jedoch ein gutes, sinnvolles Leistungsziel im Gesetz verankern. So wie es aussieht, haben wir das im Moment noch nicht. Wir möchten mit dem Rückweisungsantrag einen Mittelweg vorschlagen. Ich erinnere daran, dass sich in der Vernehmlassung nebst den politischen Parteien gewichtige Player wie der VBG unglücklich zeigten, dass das Leistungsziel komplett wegfällt. Ich bitte deshalb die Ratsmitglieder, unseren Rückweisungsantrag anzunehmen, diese Tür zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht zuzustossen und ein minimales gesetzliches Leistungsziel festzusetzen.

Ich komme noch einmal auf die Eintretensdebatte zurück: Im Sinn des zweiten Punkts unseres Mottos, «Stärken erhalten», haben wir damals, wie gesagt, schweren Herzens die ASP-Massnahme mitgetragen. Es ging uns darum, die Stärken des Kantons zu schützen und zu erhalten. Dazu muss der Kanton finanziell auf sicheren Beinen stehen. Hier enden aber unser Verständnis für das Sparen und unsere Unterstützung für den Kurs, den der Kanton eingeschlagen hat. Und hier endet genau der Bereich des Sparens, wo es nicht mehr die Schwächsten trifft. Deshalb sagten wir auch dezidiert Nein zu zusätzlichen Sparanstrengung in dem Bereich, in dem der FiKo-Antrag 10.1a noch zusätzliche Millionen einsparen wollte. Vergessen wir nicht, dass die Prämienbelastung im Kanton Bern schweizweit die zweithöchste ist. Dies, gekoppelt mit den eher tiefen durchschnittlichen Einkommen und der schon heute relativ niedrigen Bezügerquote, zeigt auf, dass die Zitrone definitiv ausgepresst ist. Die EVP-Fraktion will auf das Geschäft eintreten; sie will aber gleichzeitig auch den Zeitpunkt nicht verpassen, die Schwachen zu schützen und das gesetzliche Leistungsziel ins Gesetz zu schreiben, als gutes Mittel, um da einzugreifen. Darum ein Eintreten unter der Auflage unseres Rückweisungsantrags. Wir sind zudem für zwei Lesungen. Das ist klar, wenn ich es so deklariere. Wir bitten die Ratsmitglieder, sich genau zu überlegen, wie sie abstimmen werden.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Für die glp gibt es zwei übergeordnete Themen, die mit dem Vortrag und dem Geschäft verbunden sind. Das eine ist politisch sauberes und konsequentes Verhalten, und das andere ist Desavouierung der Kommissionarbeit. Zum ersten Thema: Schon in der Kommission sagten wir, wie für die glp mit ihrem politischen Selbstverständnis die politische Arbeit läuft: Wenn zweimal im Grossen Rat ein Entscheid gefällt wurde und der Rat findet, er wolle noch mehr sparen, dann akzeptieren wir diesen Entscheid, obwohl ihn die glp nicht vollumfänglich mitgetragen hat: Die zweite Sparmassnahme war für uns ein No-Go, aber wir wurden überstimmt. Für mich ist es eine logische Konsequenz, dass entsprechend Gesetze verabschiedet werden müssen, die diesem politischen Entscheid angeglichen werden. Es hat uns sehr erstaunt, dass wir hier nun eine dritte Debatte über ein Thema führen, dessen Diskussion seit zwei Jahren immer gleich ausging. Nicht zuletzt hat ein weiterer Grund dazu geführt, dass wir hier klar für Eintreten sind: Die JGK konnte uns im Vortrag aufzeigen, dass die Ausschüttung einfach auf eine kleinere Bandbreite von Prämienverbilligungsbezügern gekürzt wurde und damit nicht automatisch die Ärmeren getroffen werden. Man kann heute zudem nicht sagen, ob der zweite Entscheid dazu führt, dass mehr Leute in die Sozialhilfe abrutschen. Das wäre auch nicht im Sinn der glp. Deshalb wird es eine saubere Evaluation durch die GEF geben, die klären soll, welche Auswirkung die Kürzungen haben. Sollte sich zeigen, dass sie zu Situationen führen, welche für die glp-Fraktion sozialpolitisch unhaltbar sind, werden wir die Ersten sein, die im Sinne einer Gegenströmung ein Gesetz auch wieder ändern helfen. Heute haben wir keine Grundlage, um eine solche Gefahr zu erkennen. Diese beiden Gründe haben klar dafür gesprochen, dass die glp heute auf das Gesetz eintritt.

Ich komme zu den Anträgen der Grünen und der EVP, die ich unter das Thema «Desavouierung der Kommissionarbeit» stellen möchte. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, geschätzte Medienvertreter, heute bildet bekanntlich jede Kommission zunächst einen Ausschuss, wenn ein Geschäft umstritten ist. Dort sollen die nötigen Fragen gestellt werden. Das ist hier nicht geschehen. Die Grünen und die EVP wollten keinen Ausschuss. Eine Person hat das Geschäft vorbereitet. Keiner der beiden Anträge wurden in der Kommission gestellt. Kolleginnen und Kollegen: Entweder respektieren wir die Arbeit der Kommissionen und nehmen sie in dem Sinn erst, dass solche Anträge mit finanziellen Konsequenzen zuerst in der Kommission beraten werden können. Oder wir halten uns an das Subito-Prinzip der Politik: Wenn es gerade opportun ist und man ein grosses Publikum hat, kann man noch solche Eventualanträge stellen. Aus unserer Sicht ist es daher ein No-Go, hier Anträge zu stellen, die nicht zuerst in der Kommission behandelt werden konnten. Man hätte genügend Zeit gehabt, auch noch in der letzten Kommissionssitzung. Die EVP hat es aber nicht einmal vergangene Woche geschafft, in der letzten Kommissionssitzung einen sauberen Antrag einzureichen.

Aber auch beim vorliegenden Antrag ist nicht klar, was eigentlich gemeint ist. Was sind denn gesetzliche Leistungsziele? KollegInnen, Sie haben die Möglichkeit, mit einer Motion gesetzliche Leistungsziele klar zu definieren und

einzubringen. Aus diesen Gründen sind wir nicht bereit, diese Anträge zu unterstützen, und ebenso wenig, eine zweite Lesung durchzuführen. Zur Frage nach einer zweiten Lesung gab es in der Kommission keine Anträge. Die glp will die Kommissionsarbeit ernst nehmen und ist nicht bereit, diese Art von Subito-Prinzip zu unterstützen. Deshalb lehnen wir beide Anträge ab.

Ursula Marti, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat sich von Anfang an vehement dagegen gewehrt, die Prämienverbilligungen zu reduzieren. Die Krankenkassenprämien wurden Jahr für Jahr höher; für Familien und Einzelpersonen mit kleinen, aber auch mit mittleren Einkommen sind sie zu einer grossen Belastung geworden. Es ist rücksichtslos und ist eine Ohrfeige für die Betroffenen, einerseits die bisherige Unterstützung zu kürzen – anstatt sie auszubauen, wie es eigentlich nötig wäre – und auf der anderen Seite Steuersenkungen voranzutreiben, wie es gewisse Kreise in diesem Rat machen. Es ist deshalb klar, dass wir bei der Abschaffung des heutigen Leistungsziels nicht mitmachen: Wir lehnen die Gesetzesrevision ab. Wir appellieren auch an diejenigen bürgerlichen Ratskolleginnen und Ratskollegen, die aus ihrem persönlichen Umfeld wissen, wie belastend die Krankenkassenprämien für den unteren Mittelstand sein können, und bitten sie, diese Revision nicht anzunehmen. Wenn sich heute die Gesetzesänderung mit der Abschaffung des Leistungsziels durchsetzt, werden wir uns mit den Instrumenten der Volksrechte dagegen wehren. Das ist bei der SP eine beschlossene Sache. Die SP macht sich schon seit längerer Zeit grundsätzlich Gedanken über das System der Prämienverbilligungen. Aus unserer Sicht ist das Leistungsziel nur die zweitbeste Lösung. Die beste Lösung wäre, ein Sozialziel zu formulieren, das sich nicht an einem vorgegebenen Gesamtbetrag orientiert, sondern an den effektiven Verhältnissen, zum Beispiel am Haushaltseinkommen; also eine Unterstützung, die sich am konkreten Bedarf orientiert. Wir unterstützen deshalb den Rückweisungsantrag der Grünen. Sie greifen eine Idee auf, die auch schon die SP Schweiz lanciert hat. Dies kann unter anderem in unserer aktuellen Wahlplattform nachgelesen werden. Im Kanton Waadt hat die SP sogar schon eine Initiative mit der Forderung lanciert, dass keine Familie oder Einzelperson mehr als 10 Prozent des Haushaltseinkommens für die Krankenkassenprämien aufwenden muss. Allerdings haben wir eine wichtige Ergänzung: Wir sind der Meinung, dass die Mehrkosten, die mit dieser Lösung verursacht werden, nicht allein vom Kanton Bern getragen werden sollen, sondern dass auch der Bund seinen Beitrag erhöhen muss. Bei der Erarbeitung einer neuer Lösung muss das mitgedacht werden. Es braucht deshalb auch Zwischenschritte auf dem Weg zu diesem Ziel sowie die entsprechenden politischen Interventionen auf Bundesebene. Eine Bemerkung zum FDP-Antrag: Er ist nicht logisch und hat nur das Ziel, zu verhindern, dass ein konstruktiver Vorvorschlag formuliert werden kann. Es ist das altbekannte «Bubentrickli», das hier angewendet wird. Damit wird das demokratische Rech des Volksvorschlags ausgehebelt, und das verurteilen wir klar. *(La présidente interrompt l'oratrice.)*

La présidente. Madame, on débattra sur la proposition de M. Haas tout à la fin.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich komme zum Schluss. Wir verlangen eine zweite Lesung und bitten gerade die FDP, die solche Vorschläge macht, dies zu unterstützen, damit eine zweite Lesung durchgeführt werden kann. Das wäre das Mindeste. Wir werden auf das Geschäft eintreten.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Die vorliegende Gesetzesänderung ist nach den Entscheiden, wie wir in den letzten Sessionen, vor allem in der Novembersession, getroffen haben, folgerichtig. Aus der Sicht der SVP sind die Prozentzahlen in diesem Gesetz, das wir ändern wollen, nicht nötig. Es ist sinnvoller, Beiträge dort zu leisten, wo sie tatsächlich nötig sind und etwas bewirken. Es ist sinnvoller, dort einzugreifen, wo etwas bewirkt wird, als einfach die Giesskanne wirken zu lassen, um am Schluss mindestens 25 Prozent der Bevölkerung zu erreichen. Dass man gegen diesen Entscheid dermassen massiv Widerstand leistet, ist mir persönlich nicht wahnsinnig begreiflich. Die SVP-Fraktion unterstützt diese Gesetzesänderung, die dem Regierungsrat die Flexibilität und die Möglichkeit gibt, dort Unterstützung zu leisten, wo es nötig ist. Wir wollen ein quantitatives Leistungsziel streichen. Ein qualitatives Leistungsziel ist aber nach wie vor im Gesetz enthalten. Das sieht man nicht, wenn man den Text mit den Gesetzesänderungen in der Vorlage betrachtet. In Artikel 14 Absatz 1 des Gesetzes steht nämlich unter dem Titel Anspruchsberechtigung: «Personen in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen, welche dem Versicherungsobligatorium unterliegen und die Voraussetzungen dieses Gesetzes erfüllen, erhalten Beiträge zur Verbilligung der Prämien in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung.» Es ist vielleicht wichtig zu wissen, dass dieser Absatz im Gesetz bleibt, wenn man nun über das Gesetz und die Anträge, die gestellt wurden, entscheidet.
Die Rückweisung des Geschäfts ist definitiv nicht nötig. Ich halte es mit Barbara Mühlheim, die vorhin gesagt hat, die Kommissionsarbeit sei wichtig und in der Kommission seien keine solchen Anträge gestellt worden. Ich bin über den Antrag von Natalie Imboden erstaunt, denn sie ist meines Wissens Mitglied der GSoK. Ein solcher Antrag wurde dort nie eingereicht. Dafür wird er nun im Grossen Rat gestellt. Es ist in der Tat seltsam, dass der Antrag erst jetzt gestellt wird, obwohl in der Kommission x-mal über das Geschäft diskutiert wurde. Ebenfalls wissen muss man, dass eine Annahme des Rückweisungsantrags von Natalie Imboden den Kanton 180 Mio. Franken kosten würde. Das ist nicht wenig. Wenn man in der heutigen Situation solche Rückweisungsanträge stellt, sollte man dies wohl ebenfalls berücksichtigen. Dieser und auch der Rückweisungsantrag der EVP haben offenbar einfach den Zweck, zeitliche Verzögerungen zu bewirken; ebenso der Antrag auf eine zweite Lesung. Wir wollen, dass die Beschlüsse, die wir gefasst haben, jetzt umgesetzt werden. Wir wollen konsequent weiterfahren. Akzeptiert doch einfach einmal, was eine Mehrheit des Rats entschieden hat! Lasst doch nicht immer drei-, viermal über dasselbe abstimmen! Was wir hier machen, ist eine Konsequenz aus unseren Beschlüssen. Weder die zweite Lesung noch die Rückweisung ist nötig. Ich bitte den Rat, auf das Geschäft einzutreten.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Die Hintergründe dieser Gesetzesvorlage wurden von Martin Schlup und nun auch von Peter Brand ausführlich dargelegt. Ich wiederhole sie nicht. Die politischen Diskussionen wurden geführt: einerseits zweimal in der Debatte – zum letzten Mal im vergangenen November –, was die Prämienverbilligung betrifft; und in der GSoK bezüglich der Gesetzesänderung. Die Fragen, die von Martin Schlup und von Daniel Bichsel gestellt wurden, wurden seitens der JGK sehr kompetent beantwortet. Es gab für die FDP keinen Anlass, die vorliegende Gesetzesvorlage nicht zu unterstützen. Die FDP tritt deshalb auf die Vorlage ein und unterstützt den Antrag der GSoK und der Regierung auf eine Lesung.
Zu den Rückweisungsanträgen: Man sollte noch einmal die Geschäftsordnung konsultieren. Es ist nur eine Rückweisung an sich. Man müsste also zusätzlich noch sagen, an wen das Geschäft zurückgewiesen wird. Ich verweise dazu auf Artikel 95 der Geschäftsordnung. Da könnte man allenfalls ein formelles Problem haben. Zum Inhalt der Rückweisungsanträge: Wie bereits Peter Brand sagte, sind die Kostenfolgen des Rückweisungsantrags von Natalie Imboden absolut nicht absehbar. Das ist vermutlich eine Büchse der Pandora. Beim Antrag der EVP bezüglich des Leistungsziels kann ich mich dem Votum von Barbara Mühlheim anschliessen. Man hätte längst mit irgendetwas kommen können. Offenbar geht es tatsächlich um eine Verzögerungstaktik. Die FDP will diese Gesetzesvorlage jetzt abschliessen. Deshalb lehnen wir auch den Antrag auf eine zweite Lesung ab.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Die BDP unterstützt das Eintreten auf das Gesetz und ebenso eine Lesung. Die ASP-Massnahmen von November 2013 machten eine Anpassung des Gesetzes erforderlich. Neben einigen formalen Anpassungen aus übergeordnetem Recht ist der Kernpunkt für uns alle wohl Artikel 14. In diesem Artikel sind die Prämienverbilligungen geregelt. Deshalb beschränke ich mich denn auch auf diese Thematik. Im Gesetz steht ein Leistungsziel von 25 bis 45 Prozent an Leistungsbeziehenden. Das heisst, 25 bis 45 Prozent der Bevölkerung sollen Prämienverbilligungen erhalten. Diese Zahlen sagen nichts über die Bedürftigkeit der betroffenen Bevölkerung aus. Für die BDP sind die Prämienverbilligungen eine gute Unterstützung von Familien, Einzelpersonen und Kindern mit tiefen Einkommen. Die betroffene Bevölkerung darf nicht vergessen werden. Es stellt sich eben schon die Frage, ob eine solche Zahl etwas darüber aussagt, ob die beziehenden Personen auf eine Unterstützung angewiesen sind. Ein prozentuales Leistungsziel definiert nicht die Bedürftigkeit. Die Bedürftigkeit könnte auch einmal bei über 45 Prozent liegen. Da sollte man mit dem Verteilen nicht aufhören müssen. Deshalb unterstützt die BDP die Streichung und die Änderungen, wie sie vom Regierungsrat vorgeschlagen wurden. Wie die Prämienverbilligungen verteilt werden, hängt eben auch von der finanziellen Situation des Kantons ab. Die ASP hat uns gezeigt, dass der Kanton den Gürtel enger schnallen muss. So hat die BDP im November 2013 die ASP-Massnahme zur Kürzung der Prämienverbilligungen zwar nicht gern, aber doch mitgetragen. Deshalb halten wir nun konsequenterweise Lei und stimmen der Änderung mit nur einer Lesung zu. Die BDP ist auch für Eintreten.
Zum Rückweisungsantrag der Grünen: Diesen Antrag lehnt die BDP einstimmig ab. Wir sind fast am Schluss der Gesetzesarbeit. Dieser Antrag kommt uns vor wie eine Motion, die den Status Motion überspringen will. Wir benötigen das Gesetz ab 1. Januar 2016, um die schon mehrmals beschlossenen ASP-Massnahme umsetzen zu können. Die BDP will keine Schnellschüsse. Wenn das Verteilsystem hinterfragt werden soll, soll ein Vorstoss eigereicht werden. In dem Fall kann die JGK seriös Stellung nehmen. Das sind wir alle dem Bürger und dem Kanton Bern schuldig. Dasselbe gilt für den Antrag der EVP. Er geht in dieselbe Richtung; eine Lösung zu finden, wäre dabei aber noch zeitaufwendiger. Auch das wäre aus Sicht der BDP mit einem Vorstoss sinnvoller und seriöser. Deshalb lehnt die BDP auch diesen Antrag einstimmig ab.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Auch die EDU-Fraktion ist für Eintreten und für eine Lesung. Ich will nicht wiederholen, sondern eigentlich für unsere Fraktion aus allem, was nun gesagt wurde, das Fazit ziehen. Unsere Sicht, dass man den politischen Prozess, die Entscheide, die wir getroffen haben, abschliessen sollte, deckt sich mit derjenigen vieler Referentinnen und Referenten. Damit haben wir nachher eine bereinigte Sache und einen sauberen Tisch. Ich sage auch im Hinblick auf die Anträge der Grünen und der EVP, die vorliegen, noch einmal dasselbe, was ich gestern in der Kommission gesagt habe: Die EDU-Fraktion hat den Eindruck, dass die Chancen viel grösser sind, wenn ihr nach Abschluss dieses Geschäfts mit einer Motion kommt, bei der ihr euch gründlich überlegt habt, was ihr überhaupt wollt, als wenn ihr nun rasch etwas dazwischenmurkst, über das niemand glücklich ist. Auch die EDU-Fraktion verschliesst sich dem Gedanken nicht, dass man vielleicht eine bessere Regelung finden könnte. Das ist durchaus möglich. Das kann man aber nicht einfach rasch in einem Schnellschussverfahren machen. Ich glaube, das käme nicht gut heraus. Zum andern halten wir die 25-bis-40-Prozent-Klausel nicht für richtig. Deshalb stimmen wir dem Gesetz zu. Und etwas muss ich doch noch feststellen: Es stimmt einfach nicht, dass die sozial Schwächsten betroffen sind. Wir wissen haargenau, dass oben «abgedeckelt» wird. Bei denjenigen die sich in einem Grenzbereich befinden, bei dem man sowieso darüber diskutieren könnte, ob sie noch Prämienverbilligungen zugut haben, wird angesetzt, aber nicht unten, bei denen, die im Bereich von Sozialleistungen sind und so weiter. Da müsste man wohl auch etwas sorgfältiger argumentieren – gerade von da drüben –, als es manchmal zu hören ist. Wie gesagt sind wir für Eintreten und für eine Lesung. Wir lehnen die beiden Rückweisungsanträge ab. Den Antrag der FDP unterstützen wir. Und noch zum «Bubentrickli»: Vielleicht ist gerade das nötig. Man könnte sagen, noch rasch etwas dazwischenzuschieben, sei ein «Frauentrickli». Vielleicht ist es taktisch tatsächlich nötig, es so zu machen, damit wir nicht plötzlich einen Murks-Volksvorschlag haben.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Es wurde nun relativ viel auf die EVP geschossen. Deshalb möchte ich unser Vorgehen sachlich begründen. Die Debatte hier konzentriert sich vor allem auf die Höhe der Prämienverbilligungen und auf die

Art und Weise, wie sie ausgeschüttet werden sollen. Die Vorgeschichte kennen Sie alle. In Kurzform einfach noch einmal unsere bisher konstante Position dazu: Wir tragen einen Teil der Kürzung mit. Aber irgendwo gibt es ein Limit. Wir befürworten die Überprüfung der Anspruchsberechtigung, und ein besseres Verteilsystem ist uns ein grosses Anliegen. Wir wollen ein austariertes System, das sowohl der Finanzlage wie auch dem Schutzbedürfnis der Schwächsten gerecht wird. Wir haben absolut sachliche Gründe, um dieses Vorgehen zu wählen. Es geht nicht um Verzögerung und andere Dinge, die uns nun vorgeworfen wurden. Der Rückweisungsantrag der EVP ist absolut als Kritik am Regierungsrat, aber auch als Kritik an der Kommissionsarbeit zu verstehen. Wir verstehen Kommissionsarbeit als etwas, bei dem man eben genau auf Dinge reagieren kann, die offen sind, und aushandeln kann, was beispielsweise in einem Gesetz geschehen werden soll. In diesem Fall ist es nicht geschehen. Aus der Notlage der Kürzung der Gelder hat der Regierungsrat beantragt, das bisherige Sozialziel ersatzlos zu streichen. Die Kommission hat vor diesem Anliegen kapituliert und hat keine Alternative gesucht. Für die EVP ist das ungenügende politische Arbeit.
Verstehen Sie mich richtig: Auch die EVP ist der Meinung, dass die bisherige Nennung des Prozentsatzes nicht das richtige Mittel ist. Sie ist aber dezidiert der Meinung, dass ein Leistungsziel zwingend ins Gesetz gehört. Alles andere ist Kapitulation vor dem Finanzdruck und setzt die Prämienverbilligung der Willkür aus – nämlich der Willkür, dass die Kantonsbeiträge gänzlich gestrichen werden können. Ich hoffe, dass dies das Ziel keiner einzigen Partei hier im Saal ist. Sonst soll sie es laut und deutlich sagen. Wir wollen diese Vorlage zurückweisen, damit der Regierungsrat und die Kommission ihre Hausaufgaben machen können. Damit wäre auch gesagt, an wen das Geschäft zurückgeht: nämlich an beide. Sie sollen noch einmal über die Bücher gehen und einen Ersatz des bisherigen Leistungsziels definieren. Die EVP hat in ihrem Antrag bewusst kein Leistungsziel definiert, weder ein Modell noch eine Prozentzahl. Wir haben aber festgestellt, dass es eben durchaus andere Möglichkeiten gibt. Diese Modellvarianten sauber zu diskutieren, ist Aufgabe der Kommission. Wir haben die Variante des bisherigen Modells, indem man einen Prozentsatz der Bevölkerung nimmt. An dem könnte man herumschrauben. Dazu kommt die zweite Variante, die seitens der Grünen vorliegt: Man könnte eine Relation zum Nettoeinkommen herstellen. Auch dort kann man den Prozentsatz unterschiedlich festlegen. Zudem gäbe es als dritte Variante eine Anbindung an den Bundesbeitrag. Der Bund rechnet nämlich für seine Ausgaben mit 7,5 Prozent der Bruttokosten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung. Man könnte zum Beispiel einen Drittel des Bundesbeitrags als kantonales Minimum fixieren und so gemeinsam 10 Prozent der Bruttokosten übernehmen und abfedern. Es sind also Varianten vorhanden. Die Kommission hat diese Varianten meines Wissens nicht ausführlich diskutiert. Das wäre die konkrete Arbeit, welche die Kommission machen müsste. Es stünde dem Grossen Rat gut an, wenn er verbindlich und verlässlich definieren würde, bis zu welchen Level er im Kanton Bern Prämienvergünstigungen gewähren will. Das wäre auch ein Akt der Transparenz und der Fairness gegenüber den Schwächeren der Gesellschaft. Ich bitte diejenigen Parteien, die jetzt noch schwanken, sich hier festzulegen – egal auf welcher Höhe – und die Höhe der Prämienverbilligung nicht der Willkür auszusetzen. Ich danke Ihnen, wenn Sie in diesem Sinn den Rückweisungsantrag der EVP, der nun mit sachlichen Gründen hinterlegt wurde, unterstützen. Wir sind für Eintreten und notfalls auch für eine zweite Lesung.

La présidente. Avant que Madame Imboden s'exprime pour les Verts, les intervenants à titre personnel peuvent s'annoncer en ce qui concerne le renvoi.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ein Votum von Sprecher Brand hat vorhin relativ klar auf den Punkt gebracht, wo wir heute stehen. Er sagte, nun müsse man konsequent nach den Beschlüssen des Grossen Rats handeln. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir haben hier Finanzdiskussionen geführt. Wir sind jedoch ein Parlament und wir haben eine Verfassung, die gewisse Rechte garantiert. Das heisst, es besteht immer die Möglichkeit, bei einer Gesetzesrevision die Diskussion zu führen, ob man die Revision will oder nicht oder ob man sie in einer anderen Form will. Das ist ein demokratisches Recht, und wir lassen uns keine Expresslegiferierung in der Manier der SVP aufzwingen. Da haben wir die Verfassung zum Glück auf unserer Seite. Wir werden heute wahrscheinlich noch einmal darüber diskutieren, wie die Minderheit und die Mehrheit zusammenarbeiten wollen. Es ist nicht richtig, wenn die Mehrheit der Minderheit hier gewisse Rechte, die demokratisch legitimiert sind, vorenthalten will.
Ich werde jedoch in drei Punkten noch einmal begründen, weshalb die grüne Fraktion diesen Rückweisungsantrag gestellt hat. Ich bin sehr froh um das Votum meines Vorredners, der es sehr deutlich auf den Punkt gebracht hat: Wenn man über Prämienverbilligungen spricht, macht es durchaus Sinn, über verschiedene Optionen zu diskutieren, verschiedene Varianten zu prüfen und nicht einfach alles dem Sparziel unterzuordnen. Das ist keine weise Politik für diesen Kanton. Der Rückweisungsantrag der Grünen will ein qualitatives Sozialziel. Was vorhin in der Debatte gesagt wurde, ist sehr widersprüchlich. Die einen sagen, das Sozialziel, das wir heute haben, sei nicht gut, also streiche man es. Andere sagen, man müsse eigentlich irgendetwas regeln – wie das, was Herr Brand vorhin vorlas. Genau dieselbe Formulierung steht schon im Bundesgesetz. Wir müssen hier wohl nicht legiferieren, um das Bundesgesetz abzuschreiben. Wir sind vielmehr da, um zu überlegen, was dies für den Kanton Bern heisst. Der Vorschlag der Grünen in der Rückweisung heisst: ein qualitatives Sozialziel anstelle eines quantitativen; das ist eine andere Betrachtungsweise. Der Vorschlag lautet, die Prämien sollten nicht mehr als 10 Prozent des Nettoeinkommens eines Haushalts betragen. Gegen oben kann man irgendwo eine Grenze setzen. Diese Arbeit obliegt der Kommission. Und an die Adresse der Kommissionspräsidentin: Klar ist eine Rückweisung immer zuhanden der Kommission. Dort soll diese Diskussion geführt werden.
Die Fakten sind klar. Heute liegt im Kanton Bern die Belastung im Durchschnitt bei 13 Prozent des Einkommens. Bei Familien betragen sie zum Teil bis zu 15 Prozent. Überlegen Sie sich einmal ganz konkret, was es heisst, 15 Prozent

der verfügbaren Einkommens nur für die Krankenkassenprämien zu zahlen. Die Miete, die Steuern und der Rest des Lebensunterhalts kommen bekanntlich noch dazu. Dass viele Familien der Schuh genau hier drückt – und das sage ich explizit an die Adresse der glp –, zeigte eine Umfrage des liberalen Konsumentenforums, dessen Geschäftsführer als Mitglied der grünliberalen Fraktion anwesend ist, Anfang Jahr im Sorgenbarometer. Dabei wurden 1000 Personen in der Schweiz gefragt, wo der Schuh drücke. An erster Stelle lag «hohe Krankenkassenprämien, hohe Gesundheitskosten». Das kann man im Barometer des liberalen Konsumentenforums nachlesen. Ich glaube, diese Adresse ist politisch unverdächtig.
Zum letzten Punkt, unser Rückweisungsantrag habe hohe Kosten zur Folge: Liebe Kolleginnen und Kollegen, Sie haben seit 2012 die Prämienverbilligungen um 50 Mio. Franken reduziert: 50 Mio. Franken! Natürlich will unsere Rückweisung, dass wir wieder mehr Geld in die Prämienverbilligungen stecken. Es wäre aus meiner Sicht gut, nun die Rückweisung zu unterstützen: Damit hätte die Kommission die Möglichkeit, die Zahlen genau zu betrachten. Vorhin wurde gesagt, dies werde eine Verdreifachung bedeuten. Wir hätten diese Zahlen wirklich gerne auf dem Tisch. Die Verwaltung kann dann die Abklärungen vornehmen und wir können mit Fakten weiterdiskutieren. Dies zeigt umso mehr, dass eine Rückweisung notwendig ist. Es ist genau richtig, das nun so zu machen.
Noch eine Bemerkung zum Bund: Der Bund hat uns in den letzten Jahren gerettet, denn er hat, wie Hand Kipfer erwähnt hat, einen cleveren Mechanismus. Der Bund verbilligt die Prämien und leistet Beiträge an den Kanton Bern gemäss der Prämienentwicklung: Je mehr Prämien wir zahlen, desto mehr entwickelt sich auch der Betrag. Der Kanton macht genau das Gegenteil: Die Prämien steigen und die Prämienverbilligungen sinken. Das ist nicht richtig. Fazit: Deshalb appellieren wir an den Rat, noch einmal die Möglichkeit zu geben, den Blick zu öffnen. Die Rückweisung in die Kommission ermöglicht es, die qualitativen Themen noch einmal anzuschauen und das heutige System wirksamer zu machen. Damit hoffen wir einen Schritt weiterzukommen.

La présidente. Madame la présidente de la Commission de la santé, Madame Zumstein, aimerait réagir au critique de Monsieur Kipfer quant au travail fait par cette commission.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR), présidente de la CSoc. Es ist tatsächlich so, wie die Präsidentin soeben sagte: Die Aussage von Hans Kipfer, wir hätten die Hausaufgaben nicht gemacht, und zwar weder die Kommission noch der Regierungsrat, hat mich aufgeschreckt. Ich habe den Eindruck, dass wir sehr gute Arbeit geleistet haben. Seitens der EVP hätte man sich als Referentin melden können. Das hat man nicht gemacht. Daniel Bichsel und Martin Schlup, die sehr gute Arbeit leisten, stellten sich zur Verfügung. Davon konnte auch der Rat Kenntnis nehmen. Es wurden zwei Seiten Fragen gestellt, die entsprechend beantwortet wurden. Man kam in der Kommissionssitzung nullkommaplötzlich mit Anträgen, die vorher nicht vorgelegen hatten. Man hätte sie vorbereiten können, denn man weiss seit Monaten, dass das Gesetz geändert wird. Man hätte in der Kommission entsprechend arbeiten und Vorschläge für Leistungsziele machen können. Man kann sie auch im Nachgang noch machen, wenn das Gesetz erarbeitet ist. Wir haben die entsprechenden parlamentarischen Instrumente, die im Gesetz stehen. Das wäre überhaupt kein Problem. Ich verwahre mich jedoch vehement gegen die Aussage, die Kommission und der Regierungsrat hätten ihre Hausaufgaben nicht richtig gemacht. Wir haben gute Arbeit geleistet – die EVP hat es einfach verschlafen. Und noch zu dem, was Natalie Imboden bezüglich der Rückweisung vorhin gesagt hat: Macht es doch formell richtig und sagt, wo man zurückweisen soll. Zudem frage ich mich, wie der Antrag, den ihr stellt, in der Kommission bearbeitet werden soll, denn dort steckt eine etwas grössere Arbeit dahinter. Aber eben, wenn man einen Rückweisungsantrag stellt, soll man ihn erstens rechtzeitig einreichen und zweitens formell richtig. Wenn man alles richtig macht, kann man nachher auch Kritik üben.

Ruedi Löffel, Münchenbuchsee (PEV). Wenn ich nun die Kommissionspräsidentin höre, kommt mir die Galle noch etwas höher als vorher, als ich Barbara Mühlheim zuhörte. Ich finde es in Ordnung, dass die Sachbereichskommissionen, die wir nun haben, ihre Arbeit ernst nehmen. Aber ganz so wichtig, wie es hier vorn tönt, dürfen sie sich denn doch nicht nehmen. Ich lasse mir nicht verbieten, als Fraktionsmitglied in einer Fraktionssitzung bei der Besprechung des Gesetzes inhaltlich darüber zu sprechen und auch zu fragen, ob beispielsweise Modelle anderer Kantone betrachtet wurden. Wenn das nicht gemacht wurde, lasse ich mir sicher weder von einer Kommissionspräsidentin noch von irgendeiner Sprecherin, die sich furchtbar wichtig nimmt und das Gefühl hat, sie könne uns ans Bein pinkeln, verbieten, Vorstösse und Anträge zu machen. Das Gesetz liegt auf dem Tisch. Wenn man uns hier vorn schon belehren will, erinnere ich an Folgendes: Wenn ein Gesetz auf dem Tisch liegt, kann man es ändern. Dazu muss man keine Motion und kein Postulat einreichen oder andere parlamentarische Instrumente bemühen; vielmehr können wir hier im Parlament direkt Anträge stellen. Es spielt eine relativ kleine Rolle, ob ein solcher Antrag in der Kommission vorher bereits besprochen wurde oder nicht. Es ist unser Recht, in der Fraktion darüber zu diskutieren, was zu einem Geschäft alles besprochen wurde und welche Anträge auf dem Tisch sind. Andernfalls können wir uns das schenken und brauchen uns hier nicht mehr zu treffen. Dann kann man den Sachbereichskommissionen sagen: «Super, macht eure Arbeit, wir vertrauen darauf, dass ihr alle Fragen stellt, dass ihr alle Vergleiche mit andern Kantonen macht.» Anstatt hierherzukommen, können wir anschliessend von zu Hause aus oder vom Geschäft aus im Zirkularverfahren per E-Mail abstimmen. Ich halte den Ton, der hier vorn angeschlagen wurde, nicht für angebracht, ebenso wenig die Belehrungen, die hier vorn gemacht wurden. Ich bin lange genug Mitglied des Grossen Rats, um zu wissen, wie die Beratung eines Gesetzes funktioniert, welche Antragsmöglichkeiten man hat, und auch, dass ich als Nicht-Kommissionsmitglied in der Fraktion ebenfalls Fragen stellen darf und dass daraus Anträge erwachsen dürfen. Ich danke für die Kenntnisnahme. *(Applaudissements de la part de quelques membres du Grand Conseil)*

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Ich danke Ruedi Löffel herzlich, er war etwas schneller mit Drücken als ich. Er hat nun vieles gesagt, was auch meiner Sicht entspricht. Ich kann Ihnen versichern: Ich bin aufgeregt, auch wenn man es vielleicht nicht so gut sieht. Vermutlich hört man es aber. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich bin bekanntlich Mitglied der GSoK. Ich habe bisher meine Arbeit so gut gemacht, wie es mir möglich war, und habe mir meine Meinungen gebildet. Ich bin zwar froh, dass Katrin Zumstein ebenfalls aufgestanden ist und gewürdigt hat, dass die GSoK-Mitglieder und die GSoK als Kommission gut gearbeitet haben. Ich musste mir in der Kommission von einem Kommissionsmitglied jedoch sagen lassen, es sei wahltaktisch, dass wir nun mit unserem Antrag kommen. Ich war wirklich sprachlos. Auch heute bekam ich es wieder zu hören. Das ist einfach eine Unterstellung. Man kann, wie ich bereits in der Kommission sagte, zwischen Weihnachten und Neujahr auch klüger werden. Man kann immer klüger werden, wenn gewisse Fakten auf dem Tisch liegen. Man kann seine Meinung ändern. Es handelt sich um einen Prozess, und es handelte sich immer um einen Prozess. Wir stellten unseren Antrag nicht vorher, weil wir vorher nicht auf diese Idee gekommen waren. In dem Sinn nehmen wir und das Recht, das wir gemäss Verfassung haben. Wir sind in der Kommission zwar unterlegen, aber schon damals haben wir angenommen, dass eine zweite Lesung durchgeführt werden wird, weil wohl nicht alle Fragen wirklich durchdacht würden. Und heute tun wir das: Weil sehr viele Fragen offen sind, sehr vieles unklar ist und wir ein ungutes Gefühl haben, beantragen wir die Rückweisung. Letztlich hat man hier nicht nur nationale Wahlen im Kopf, sondern die Bürgerinnen und Bürger des Kantons Bern, die auf die Prämienverbilligung angewiesen sind. Deswegen nutzen wir alles, was möglich ist, und zwar rechtlich und nicht auf irgendeine Weise widerrechtlich. Ich bitte Sie sehr, immer beide Seiten anzuhören.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Ich komme praktisch nie als Einzelsprecherin ans Rednerpult. Wenn ich aber als GSoK-Mitglied im Rat angegriffen werde, muss ich es einfach doch einmal tun. Wir haben sehr wohl schon in der GSoK über einen Eventualantrag diskutiert. Es war einfach eine sehr kurze Diskussion. Die Grünen reichten damals einen guten Antrag ein, als sie sagten, man müsse doch über ein Modell nachdenken, das sich an den Sozialzielen des Bundes orientiert. Die Kommission kam zum Schluss, dass man im Moment zu wenige Grundlagen habe, um diesen Antrag fundiert zu diskutieren. Als Minderheit hielten wir klar fest, dass wir im Grossen Rat einen ähnlichen Antrag stellen werden und uns in der Zwischenzeit überlegen, was man machen könnte. Und nun liegen entsprechende Anträge vor. Wir haben also unsere Hausaufgaben seit der letzten Sitzung sehr wohl gemacht. In der Schweiz gibt es 26 verschiedene Systeme für die Ausrichtung der Prämienverbilligungen. Wir hätten also 26 Modelle, die wir betrachten und deren Anpassung an den Kanton Bern wir prüfen könnten. Deshalb ist eine Rückweisung sehr wohl opportun.
In der Kommission wurde einstimmig die Meinung vertreten, das System im Kanton Bern sei nicht gut und man könne es verbessern. Weshalb schliesst man nun die Türe und nimmt die Gesetzesrevision nicht zum Anlass, diese Verbesserung jetzt herbeizuführen? Denn damit zwingt man uns, die Bevölkerung an die Urne zu rufen. Schon damals sprachen wir uns dagegen aus, nur eine Lesung durchzuführen. Deshalb ist es nur logisch, dass wir nun einen Antrag auf eine zweite Lesung stellen. Ich verstehe die Vorwürfe, die man uns hier vorn macht, nicht.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC), rapporteur de la majorité de la CSoc**.** Es ist eben doch ein medienträchtiges Thema. Ich erinnere aber noch einmal daran, dass wir eine Demokratie sind: Wir haben die ASP-Massnahmen im Herbst 2013 und im Herbst 2014 beschlossen. Nun geht es lediglich darum, die Gesetzesanpassungen vorzunehmen, damit die Massnahmen gesetzeskonform umgesetzt werden können. Bezüglich der Vorwürfe, die nun geäussert wurden, wonach die Kommission nicht gut oder zu wenig gut gearbeitet habe, erinnere ich daran, dass alle Parteien in der Kommission vertreten sind und man jederzeit Einwände vorbringen konnte. Das wurde auch gemacht, und wir haben gute Diskussionen geführt. Auch ein immenser Fragenkatalog lag vor. Ich habe nicht den Eindruck, dass zu wenige Fragen gestellt wurden. Es wurde sicher gut gearbeitet, und man hat diese Themen besprochen. Vielleicht noch eine Bemerkung zum Klügerwerden: Es ist so, man kann immer klüger werden. Ich glaube, man wird auch immer etwas klüger oder erfahrener. Diejenigen, die schon älter sind, wissen das. Aber irgendwann muss man auch abschliessen. Wir können auch noch auf übermorgen warten. Irgendetwas Neues fällt uns immer wieder ein. Dafür gibt es Motionen und Politiker, die erneut eingreifen können. Ich erinnere daran, dass die Kommissionsmehrheit die beiden Rückweisungsanträge ablehnt und für eine Lesung ist.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Der Grosse Rat hat nun bereits recht hitzig über das EG KUMV, das wir ihm hier unterbreiten, diskutiert. Wie schon mehrfach gesagt wurde, waren die Auslöser dafür die ASP-Massnahmen von November 2013: Der Grosse Rat hatte im Bereich der Prämienverbilligungen entsprechende Sparaufträge beschlossen. Der Regierungsrat wurde beauftragt, 24,3 Mio. Franken einzusparen. Die Umsetzung dieses Sparauftrags hat, wie Grossrat Schlup sagte, zur Folge, dass im Jahr 2014 ungefähr 42 000 Personen den Anspruch auf Prämienverbilligung verloren haben und dass das gesetzliche Leistungsziel, wonach 25 bis 45 Prozent der Bevölkerung Prämienverbilligungen erhalten sollen, voraussichtlich nicht mehr erfüllt werden kann. Die ASP 2014 ist also der konkrete Anlass für diese Gesetzesänderung. Die ASP-Diskussion wurde geführt. Ich möchte Sie bei dieser Gelegenheit daran erinnern, dass sämtliche anderen ASP-Massnahmen, die gesetzliche Anpassungen erforderlich machen, verabschiedet wurden, und zwar im Juni 2014. Ich bitte Sie deshalb, nicht auf halbem Weg stehen zu bleiben. Die Streichung dieses Leistungsziels war nur deshalb nicht Teil des ASP-Pakets, weil im EG KUMV noch weiterer Anpassungsbedarf bestand. Wir wollten uns nicht innerhalb von kurzer Zeit zweimal mit demselben Gesetz befassen. Auch ich kann mich, ehrlich gesagt, des Eindrucks nicht erwehren, dass es «wahlet». Am 18. Oktober dieses Jahres ist es so weit, damit auch das Datum noch genannt sei.

Wenn etwas, das bereits mehrmals diskutiert und entsprechend entschieden wurde, immer wieder infrage gestellt wird, ergeben sich auch für mich Fragezeichen. Wenn man in der Minderheit ist, bedeutet dies, dass man auch einmal etwas akzeptieren muss. Ich weiss, wovon ich spreche. Grossrätin Imboden kann ruhig den Kopf schütteln. Ich habe ihr schon einmal erklärt, dass nicht die Prämienverbilligungen das Problem sind, sondern die steigenden Kosten im Bereich Gesundheitsversorgung. Unabhängig der ASP 2014 führte nämlich in den vorhergehenden Sparrunden, die der aktuelle Regierungsrat in eigener Regie beschlossen hatte, das Ganze dazu, dass das gesetzlich vorgesehene Leistungsziel betreffend wirkungsorientierte Prämienverbilligung immer mehr infrage gestellt wurde. 2012 stellte der Kanton Bern 129 Mio. Franken bereit, 2015 sind es noch 80 Mio. Franken. Es geht nicht um die Frage, ob man klüger oder dümmer geworden sei, sondern um die Frage, ob man die Mittel hat – und die Mittel haben wir nicht. Ich habe gerne gehört, dass man beim Bund für mehr Geld anklopfen solle. Das haben wir auch schon gemacht. Vermutlich wäre ich Kirchendirektor, wenn ich darauf hoffen würde, dass man noch Geld bekommt. Aus all den Gründen, die ich nun kurz skizziert habe, hatte der Regierungsrat im Vernehmlassungsverfahren vorgeschlagen, das Leistungsziel aufzuheben. Es gibt keinen direkten Zusammenhang zwischen dem Prozentsatz der Bevölkerung, die gemäss diesem Ziel Prämienverbilligung erhalten soll, und den wirtschaftlichen Verhältnissen der Bevölkerung. Oder anders gesagt: Arm ist man nicht mit 12, 15, 20 oder 23 oder 50 Prozent im Kanton Bern. Ich wiederhole noch einmal und werde es immer wieder wiederholen: Ich kann jederzeit dafür sorgen, dass 25 Prozent der Bernerinnen, 40 Prozent der Bernerinnen und auch 40 Prozent der Berner oder gar 60 Prozent in den Genuss von Prämienverbilligungen kommen. Ich schicke 1 Franken, und damit haben die Leute die Prämienverbilligung erhalten. Das gibt kein Problem mit dem System und kostet auch nicht allzu viel, ist jedoch sinnlos.
Ich verteile entsprechend, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte, die Mittel, die wir bekommen. Sorgen Sie für Geld und nicht für Gesetzesartikel, denn der Regierungsrat ist sich seiner Verantwortung bewusst. Wenn das Geld nicht vorhanden ist, kann man aber nichts machen. Nur mit Geld kann man dafür sorgen, dass Prämienverbilligungen ausgerichtet werden. Zudem muss man prüfen, wie man es verteilt. Sie wissen, dass gezielte Tröpfchenbewässerung in einem ausgeklügelten System vermutlich die bessere Wirkung zeigt, als mit der Milchbränte um sich zu spritzen. Die Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden hat dem Vorschlag des Regierungsrats – der Aufhebung des Leistungsziels in Artikel 14 – zugestimmt. Weil wir, wie ebenfalls schon gesagt wurde, das EG KUMV für die Gesetzesänderung in die Hand genommen haben, haben wir die Gelegenheit genutzt, um gleichzeitig Anpassungen und Aktualisierungen vorzunehmen, die aufgrund von Änderungen des übergeordneten Bundesrechts und von kantonalem Recht anstehen. Diese machen denn auch den Hauptteil der Änderungen des EG KUMV aus. Sie waren im Vernehmlassungsverfahren indessen nicht bestritten worden. Der Regierungsrat beantragte dem Grossen Rat bekanntlich, nur eine Lesung durchzuführen. Nach dem, was in den letzten Tagen gelaufen ist, wäre es vermutlich aber sinnvoll, eine zweite Lesung durchzuführen.
Ich komme zum Schluss: Ob ihr die Galle nun hochkommt oder nicht, hat es die Kommissionsminderheit verpasst, ihre Anliegen seriös und rechtzeitig vorzubereiten. Die ASP 2014 hatte bereits 2013 begonnen. In der Kommission konnten diese Anliegen nicht diskutiert werden. Deshalb habe ich grosses Verständnis für all jene, die nun der Ansicht sind, es brauche nur eine Lesung. Die ASP-Diskussion wurde geführt; der Regierungsrat beantragt dem Grossen Rat, auf das EG KUMV einzutreten.

La présidente. Nous allons passer au vote. Nous allons d'abord voter sur l'entrée en matière, oui ou non. Puis sur le renvoi, oui ou non et après nous allons passer au vote sur une ou deux lectures. Je vous expliquerai ensuite quelque chose. Donc tout d'abord, ceux qui acceptent l'entrée en matière votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (entrée en matière)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	146
Non	4
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté l'entrée en matière. Nous passons au renvoi. Nous avons deux renvois, tout d'abord les Verts, Mme Imboden. Ceux qui acceptent ce renvoi votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition de renvoi Les Verts)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	59
Non	88
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé ce renvoi. Nous passons au renvoi du PEV, Mme Beutler. Ceux qui acceptent ce renvoi votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition de renvoi PEV)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	62
Non	87
Abstentions	1

La présidente. Vous avez refusé ce renvoi. Comme je l'ai dit, nous allons passer maintenant au vote sur une ou deux lectures. Je vais vous lire l'article 98, alinéa 1 du règlement du Grand Conseil: «La proposition de renoncer à la seconde lecture est mise aux voix avant la discussion par article». C'est donc ce que nous allons faire maintenant; alinéa 2: «Tant que le projet n'a pas fait l'objet du vote final, le Grand Conseil peut décider le maintien de la seconde lecture».

Vous avez donc compris. Nous passons au vote pour savoir si vous voulez une ou deux lectures. Ceux qui ne veulent qu'une lecture votent oui, ceux qui veulent une deuxième lecture votent non.

Vote (proposition du Conseil-exécutif et de la CSoc [une lecture] / proposition les Verts / PS-JS-PSA / PEV [deux lectures])

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la CSoc [une lecture]

Oui	82
Non	65
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté une lecture. Nous passons maintenant à la discussion par article. Nous allons procéder ainsi. Le porte-parole m'a dit que vous étiez d'accord, à la Commission, de parler de tous les articles globalement. Nous ne prenons donc pas tous les articles les uns après les autres, mais tous ensemble. Je propose ceci: le rapporteur de la majorité de la Commission va prendre la parole, puis ce sera le rapporteur de la minorité de la Commission sur les quatre articles, c'est-à-dire article 14, alinéa 2, alinéa 3, article 21, alinéa 2 et article 30, alinéa 2. Ensuite viendront les porte-parole de groupes, les intervenants à titre individuel, le président et le Conseil-exécutif. Vous êtes d'accord? Nous ne parlons toujours pas de la proposition du PLR. M. le président, c'est à vous. Il faut que vous vous annonciez s'il vous plaît.

Délibération par article

Art. 14, al. 2

Proposition CSoc (minorité de la commission, Häsler)
Inchangé

Art. 14, al. 3 (nouveau)

Proposition CSoc (minorité de la commission, Häsler)
Le Conseil-exécutif peut exclure le versement de montants peu élevés.

Art.21, al. 2 (nouveau)

Proposition CSoc (minorité de la commission, Häsler)
La JCE informe régulièrement sur l'effet de la réduction des primes.

Art. 30, al. 2 (nouveau)

Proposition CSoc (minorité de la commission, Häsler)
La contribution cantonale est indexée chaque année en fonction des coûts bruts de l'assurance-maladie obligatoire dans le canton de Berne.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC), rapporteur de la majorité de la CSoc. Zu den Anträgen der Kommissionsminderheit betreffend Artikel 14: Absatz 2 von Artikel 14, der unverändert gelassen werden soll, ist gewissermassen der Hauptartikel dieser Gesetzesänderung. Das würde heissen, dass man bei den 25 bis 45 Prozent bleibt. Die Kommissionsmehrheit hat diesen Antrag mit 10 gegen 7 Stimmen abgelehnt. Artikel 14 Absatz 3 (neu), «Der Regierungsrat kann die Ausrichtung von Kleinbeträgen ausschliessen.», ist eigentlich nicht so wichtig, denn er enthält eine Kann-Formulierung. Damit könnte man gut leben. Er bringt aber nicht viel, weil das vom System automatisch generiert und somit bereits jetzt gemacht wird. Der kleinste Betrag ist meines Wissens 41 Franken 25 Rappen. Würde man das Gesetz so ändern, dass er nicht mehr ausbezahlt wird, wäre der Aufwand für ein eher geringes Resultat relativ gross, denn das System macht das, wie gesagt, automatisch. Von daher lehnte die Kommissionsmehrheit mit 10 gegen 7 Stimmen auch diesen Antrag ab. Was Artikel 21 Absatz 2 (neu), [Der vom Regierungsrat beantragte Satz 1 wird zu Absatz 1]: «Die JGK informiert regelmässig über die Wirkung der Prämienverbilligung.», betrifft, informiert im Grunde genommen bereits der Bund über die Prämienverbilligungen. Es bringt nicht viel, wenn der Kanton dasselbe noch einmal macht. Wir verlangen auch immer eine schlanke Verwaltung und wollen Kosten sparen: Damit ist klar, dass dieser Absatz unnötig ist. Auch gegen diesen Antrag hat sich die Kommissionsmehrheit etwa mit demselben Stimmenverhältnis ausgesprochen. Zu Artikel 30 Absatz 2 (neu), «Der Kantonsbeitrag wird jährlich gemäss den Bruttokosten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung im Kanton Bern indexiert.»: Zum einen ist das Ausrechnen relativ kompliziert, da es auch rückwirkend erfolgt, und zum andern wären dies gebundene Kosten, die nicht beeinflusst werden können. Auch da war die Kommissionsmehrheit mit 10 gegen 7 Stimmen dagegen. Die Kommissionsmehrheit empfiehlt dem Rat, die vier Anträge abzulehnen.

Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts), rapporteuse de la minorité de la CSoc. Die Messer sind gewetzt und die Nerven liegen blank: Diesen Eindruck hat man seit einer Weile. Es geht ein bisschen zu und her wir im hölzernen Himmel. Vielleicht haben wir aber allen Grund dazu, so miteinander umzugehen, weil wir wissen, dass es hier um etwas enorm Wichtiges geht und dass wir mit den ASP-Massnahmen eine wirklich einschneidende Vorlage mit einschneidenden Auswirkungen geboten haben. Ich habe mich gestern gefreut, als Peter Flück, der Sprecher der FDP, in der Diskussion zum Wasserzins sagte, mit der ASP hätten wir, zum Beispiel bei der Krankenkassenprämienverbilligung, sehr einschneidende Massnahmen beschlossen. Mich hat diese Aussage gefreut, weil gerade die FDP in den letzten Jahren immer wieder sagte, bei der Prämienverbilligung müsse man dringend etwas unternehmen und sie müsste gesenkt werden. Und das sind nun teilweise die Auswirkungen davon. Deswegen hat mich diese Aussage gestern gefreut. Man hat gemerkt, dass es auch die FDP nicht kalt lässt. Innerhalb der ASP-Massnahmen ist der massive Abbau bei der Prämienverbilligung sozialpolitisch besonders verheerend. Was nützt das beste Gesundheitssystem im Kanton Bern, wenn die Krankenkassenprämien für Familien, für Alleinerziehende und sogar für den Mittelstand zu einem echten Finanzproblem und zur Armutsgefahr werden?

Ich staune – und ebenso die Kommissionsminderheit –, dass derselbe Grosse Rat, der immer wieder betont, man solle und müsse sich im Bereich Armutsbekämpfung durchaus engagieren, jetzt diese Einsparungen durchstieren will, koste es, was es wolle. Und kosten wird es, das kann ich Ihnen versichern, liebe Kolleginnen und Kollegen. Diese Einsparungen werden zu guten Teilen einfach von den Prämienverbilligungen zu den allgemeinen Sozialkosten verschoben. Sprich: Wir haben insgesamt nichts gespart, aber wir haben Familien und Alleinerziehende aus dem Mittelstand an den Rand der Sozialhilfe gebracht oder in die Sozialhilfe gedrängt. Besonders stossend ist zudem, dass sich der Kanton mit diesen Einsparungen weiter aus der Verantwortung zurückzieht und inzwischen auf 90 Mio. Franken gekürzt hat, während der Bund 280 Mio. Franken an die Berner Bevölkerung auszahlt. Das heutige Sozialziel in Artikel 14 kann man ohne weiteres infrage stellen. Das haben wir in der Kommission auch gemacht. Wir alle wissen, dass es keine einfache Lösung gibt. Deshalb braucht es Zeit und deshalb wäre eine zweite Lesung nützlich gewesen. Es wäre gut, wenn wir in der Kommission an diesem Thema weiterarbeiten könnten.

Das heutige Sozialziel in Artikel 14 bietet eine doppelte Sicherung: Mit der Plafonierung gegen oben wird garantiert, dass nicht ein allzu grosser Anteil der Berner Bevölkerung oder ein Anteil, der es gar nicht nötig hat, in den Genuss kommt. Die untere Grenze von 25 Prozent sichert ab, dass mindestens ein Viertel der Kantonsbevölkerung Verbilligungen erhält. Der Erhalt des Sozialziels war der Kommissionsminderheit sehr wichtig. Deshalb auch unsere gemeinsamen Anträge, der erste zu diesem Ziel. Indem wir Artikel 14 Absatz 2 unverändert lassen wollen, halten wir fest, dass wir dieses Sozialziel beibehalten und bei der Prämienverbilligung weiterhin insbesondere auf die finanzielle Belastung von Familien achten wollen. Mit Absatz 3 zu Artikel 14 macht die Kommissionsminderheit einen Vorschlag zur Effizienz: Damit stellen wir klar, dass wir genau das, was Regierungsrat Neuhaus vorhin angesprochen hat, nicht wollen: dass er nämlich auch 60 Prozent der Berner Bevölkerung Prämienverbilligungen geben könne; es gebe dann halt nur noch ein Fränkli. Das ist ein Unsinn, und das wissen wir alle. Das wollen wir nicht, und deshalb haben wir diesen Antrag eingereicht. Wenn der Grosse Rat will, dass es vernünftig läuft, muss er mindestens diesen Antrag annehmen.

Prämienverbilligungen sind sozialpolitisch wichtig und ebenso für die Gesellschaft. Davon sind wir überzeugt, deshalb ist auch ihre Wirkung massgeblich. Die Kommissionsminderheit will daher, dass die JGK regelmässig über die Wirkung informiert, damit wir in diesem heiklen Bereich eine Kontrollfunktion haben und wissen, was wir machen. Deshalb soll in Artikel 21 Absatz 2 (neu) die Berichterstattung über die Wirkung aufgenommen werden. Die Indexierung des Kantonsbeitrags erachten wir als sinnvoll und wichtig. Deshalb der Minderheitsantrag bei Artikel 30 Absatz 2 (neu). Nun möchte ich mich noch zum Eventualantrag der FDP (Haas) äussern. *(L'orateur s'adresse à Monsieur Haas qui fait des commentaires :)* Ich darf das trotzdem schon an dieser Stelle einschieben, Herr Haas. Das «Bubentrickli», wie es heute in gewissen Medien genannt wurde, ist ein Austricksen der Demokratie und der Volksrechte. Es ist ein Angriff auf die gute Zusammenarbeit, die wir bei dieser Gesetzesberatung in der Kommission miteinander pflegten. Wir sind hier in diesem Parlament, um zusammen gemeinsame, gute, tragfähige Lösungen zu suchen, und nicht, um einander ein Bein zu stellen. Ich bitte den Rat, die Minderheitsanträge anzunehmen und danke fürs Zuhören.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Heute ist offenbar der Tag der Vorwürfe. Vorhin habe ich mich sogar noch von Regierungsrat Neuhaus angegriffen gefühlt, als er sagte, die Minderheit habe ihre Hausaufgaben nicht gemacht. Ich persönlich habe den Eindruck, die Regierung und die Verwaltung hätten die Hausaufgaben nicht gemacht. Wir sind hier ein Milizparlament. Und die Prämienverbilligung ist ein sehr komplexes System. Da würde ich von der Regierung und der Verwaltung eigentlich erwarten, dass sie selbst auch über den Gartenzaun hinausschaut, in die 25 übrigen Kantone, und sich erkundigt, welche Systeme es gibt. Es genügt nicht, einfach zu sagen, man wisse zwar, dass das System des Kantons Bern nicht gut ist, wähle nun aber den einfachsten Weg und streiche das Leistungsziel: dann habe man rechtlich kein Problem mehr. Das ist in der Tat sehr einfach.

Weil kein anderes System vorliegt, ist für uns ganz klar, dass Artikel 14 Absatz 2 als einer der Kernpunkte im Gesetz bleibt. Wir wollen ebenfalls keine rechtswidrige Situation im Kanton Bern. Es bleibt also gar nichts anderes übrig, als den Artikel zu streichen, wie die GSoK-Mehrheit und die Regierung es verlangen, oder eben auf den ASP-Entscheid zurückzukommen. Wir haben uns schon während der ASP-Debatte gegen eine Kürzung der Prämienverbilligung gewehrt und werden das weiterhin mit allen Kräften tun. Soll doch letztlich das Volk entscheiden. Man muss nicht über die hohen Sozialhilfequoten im Kanton Bern klagen, wenn man gleichzeitig finanzielle Entlastungsmassnahmen für Familien streicht und damit unzählige Familien in die Sozialhilfe treibt. Die Sozialhilfequote im Kanton Bern ist nämlich nur so hoch, weil wir im Vergleich zu anderen Kantonen wenig vorgelagerte Sozialleistungen kennen – wie eben ausreichend hohe Krankenkassensubventionen, aber auch Stipendien oder Familienergänzungsleistungen. Für uns kommt dieser Sozialabbau demnach nicht infrage. Dazu kommt, dass es dem Kanton Bern finanziell einiges besser geht, als man im letzten Herbst noch befürchtet hatte: Diese Sparmassnahme brauchen wir eigentlich gar nicht mehr. Der Kanton Bern könnte sich Auslagen für Prämienverbilligungen leisten. Auf der anderen Seite geraten jedoch Zehntausende von Familien in finanzielle Bedrängnis, wenn sie keine oder tiefere Subventionen erhalten.

Was wir hier machen, ist ein Leistungsabbau in Raten: jedes Jahr ein bisschen mehr, in der Hoffnung, die Bevölkerung merke es auf diese Weise nicht und der Aufschrei bleibe klein. Wir finden es ebenfalls stossend, dass die Bundesgelder für die Prämienverbilligungen ganz selbstverständlich angenommen und verteilt werden, dass man sich kantonsseitig aber immer mehr aus der sozialen Verantwortung gegenüber den Bürgerinnen und Bürgern zurückzieht und den Kantonsanteil je nach Belieben kürzt. Zwischen den Leistungen des Bundes und denen des Kantons besteht ein massives Missverhältnis: ein Drittel Kanton, zwei Drittel Bund. Im Kanton Solothurn kommt es demnächst zu einer Volksabstimmung, die verlangt, dass der Kantonsbei-

trag weiterhin auf 80 Prozent des Bundesbeitrags bleibt und nicht auf 70 Prozent gekürzt wird, wie das Parlament es beschlossen hat. Sie sehen also, das Thema bewegt und Referenden sind zu gewinnen. Der vorgeschlagenen neue Absatz 3, der den Regierungsrat ermächtigt, die Ausrichtung von Kleinbeträgen auszuschliessen, macht einerseits aus Effizienzüberlegungen, anderseits aber auch aus Kostengründen Sinn. Auch wenn uns der Regierungsrat in der Kommissionssitzung versichert hat, das mache man heute schon, schadet es sicher nicht, wenn diese Regelung auch im Gesetz steht. Wichtig ist uns aber auch eine regelmässige Wirkungsüberprüfung der Prämienverbilligung. Wir haben vorhin schon darüber diskutiert, dass das System im Kanton Bern mittelfristig verändert werden müsste. Eine regelmässige Berichterstattung wäre dafür eine ideale Grundlage und würde vielleicht auch aufzeigen, welche Folgen dies für die Sozialhilfe hätte.
Auch die Indexierung, die in Artikel 30 Absatz 2 (neu) gefordert wird, ist sachgerecht. Es ist doch logisch, dass man die Verbilligung im selben Mass anheben muss, in dem sich die Krankenkassenprämien erhöhen. Zwischen diesen beiden Werten besteht ein unmittelbarer Zusammenhang. Im Gegenzug würde das auch bedeuten, dass sich die Verbilligung reduziert, wenn wir einmal von tieferen Krankenkassenprämien profitieren können. Ich bitte den Rat, die Minderheitsanträge anzunehmen.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Spasseshalber sagte ich vorhin zu jemandem: «So, jetzt wetze ich auch noch meine Messer.» Ich möchte es jedoch auf meine Art machen. Ich möchte eigentlich mit dem Dank anfangen und die Tonalität hier im Saal etwas ändern. Ich möchte wirklich dem Regierungsrat danken, der in die Kommission kam und seine Sicht der Dinge darstellte. Er gab gute Antworten und wandte sich jeweils an die Verwaltung, wenn er selbst nicht abschliessend antworten konnte. Mein Dank geht auch an die Verwaltung: Ich habe es sehr geschätzt, wie sie sich uns gegenüber verhielt, auch bei den Nachfragen. Dieser Dank geht auch an unsere Kommissionspräsidentin und an die Kommissionsmitglieder. Die Kritik, die am Rednerpult berechtigterweise geäussert wurde, möchte ich annehmen. Was ich nicht möchte, ist, die Vorwürfe einfach stehen lassen. Ich bin aber auch nicht der Typ, der sie hier klärt. Ich werde das gerne bei einem Kaffee machen.
Kommen wir zu den Inhalten der Artikel. Ich möchte, dass wir über Artikel 14 Absatz 2 so entscheiden können, dass wir mindestens das Leistungsziel beibehalten, das wir bisher hatten. Es besteht, wie gesagt, praktisch ein Konsens, dass es kein ideales Leistungsziel ist. Im Gegensatz zu dem, was wir hätten, wenn der Antrag nicht angenommen würde, ist es aber wenigstens ein Leistungsziel. Bei Absatz 3 sind wir gespalten: Einerseits geht es darum, dass es Sinn macht. Der Regierungsrat hat es vorhin bekanntlich ausgeführt: Man könnte das System im Giesskannenprinzip so gestalten, dass es keinen Sinn mehr macht. Trotzdem gibt es einige, die nach der Planungserklärung, die damals bei den ASP-Massnahmen aus unseren Reihen angenommen wurde, daran festhalten möchten, dass eine ganz feine Abstufung vorgenommen werden kann, wenn es nötig ist. Durch die Kann-Formulierung ist aus meiner Sicht beides gewährleistet. Ich plädiere dafür, auch diesen Antrag anzunehmen.
Die Artikel 21 und 30 – um nicht länger zu werden – nehmen wir ebenfalls an. Es ist wichtig, dass man weiss, wie die Prämienverbilligungen eingesetzt werden. Sie sind nutzbringend, wenn es genau die Bevölkerungsgruppen trifft, die sie benötigen. Wir vergeben uns sicher nichts, wenn wir dazu Ja sagen. Die Indexierung ist in unserem Sinn. Die Kosten steigen, wie wir gehört haben, im gesamten Gesundheitswesen. Deshalb ist es sinnvoll, in diesem Zusammenhang auch hier eine gewisse Erhöhung zuzulassen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich kann mich für die grüne Fraktion kurz fassen: Sie sehen den vorliegenden Anträgen an, dass in der Kommission durchaus Arbeit geleistet wurde. Dafür möchte ich denen, die diese Arbeit gemacht haben, danken. Das pièce de résistance ist Artikel 14 Absatz 2: Die Kommissionsminderheit will, dass er unverändert bleibt, und die grüne Fraktion unterstützt diesen Antrag. Auch wir sind der Meinung, dass wir zumindest das minimale Sozialziel brauchen, das im Moment im Gesetz enthalten ist, wenn keine Mehrheit besteht, um grundlegend darüber nachzudenken, was für ein qualitatives Sozialziel wir brauchen. Wir unterstützen hier also die Kommissionsminderheit.
Ich möchte noch kurz auf zwei Artikel etwas detaillierter eingehen. Artikel 21: Dass man die Wirksamkeit genauer anschaut, ist aus meiner Sicht etwas sehr Wichtiges. Das wurde von vielen Leuten hier im Saal gesagt. Wir müssen wissen, wem die Prämienverbilligungen zugutekommen. Deshalb mein Appell an alle, die sich entsprechend geäussert haben, diesen Antrag zu unterstützen. Es ist wichtig zu wissen, wo genau die Grenzwerte liegen und wo es Schwellenwerte gibt, bei denen 50 Franken mehr Lohn plötzlich dazu führen, dass man 3000 Franken Prämienverbilligungen verliert. Es ist wichtig, da genau hinzuschauen. Deshalb bitten wir den Rat, diesen Antrag anzunehmen.
Der Antrag zu Artikel 30 scheint uns sehr zentral: Es handelt sich um das Meccano, das auch der Bund kennt. Der Bund indexiert seinen Anteil – mit 280 Mio. Franken bekanntlich ein sehr substanzieller Betrag – an der Prämienverbilligung, die er dem Kanton Bern gibt. Wenn die Gesundheitskosten steigen, müssen auch die Prämienverbilligungen steigen. Das macht der Bund so, und mit diesem Antrag würde dies auch beim Kantonsanteil gemacht. Deshalb ist das ein wichtiger Antrag. Die grüne Fraktion unterstützt die Anträge der Kommissionminderheit deshalb vollumfänglich.
Noch eine letzte Bemerkung: Es wurde nun viel darüber gesagt, dass das, was hier in der Diskussion passiert, vielleicht nicht ganz richtig ist. Es besteht auch ganz klar die Möglichkeit, eine zweite Lesung zu fordern. Ich bitte all jene, die in der Mittagspause noch Diskussionen führen, in sich zu gehen und zu überlegen, ob es nicht doch sinnvoll wäre, eine zweite Lesung durchzuführen. Damit hätte die Kommission die Möglichkeit, vertiefte Abklärungen vorzunehmen. Ich weiss, dass dies aufwendig ist; ich weiss aber auch, dass die Kommissionspräsidentin dies zusammen mit der Kommission machen kann. Von daher bitte ich den Rat, die Möglichkeit dafür zu geben. Ich stelle nach Artikel 98

GO, «Die zweite Lesung ist trotzdem durchzuführen, wenn der Grosse Rat dies bis vor der Schlussabstimmung beschliesst.», den Antrag, diese Diskussion noch einmal zu führen und vor der Schlussabstimmung noch einmal über eine zweite Lesung zu entscheiden, wie es laut Artikel 98 GO möglich ist. Vielleicht führt in der Mittagspause noch das eine oder andere Gespräch zur Einsicht, dass es sinnvoller ist, noch einmal darüber zu diskutieren, ob dies der letzte Satz dieses Parlaments gewesen sein soll.

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

La présidente. Ce matin, lors des votes 14 à 21, c'est-à-dire ce qui concerne la stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne, nous avons eu un problème technique avec deux panneaux. Les quatre votes qui auraient été d'un côté ou de l'autre ne peuvent pas faire basculer la balance vers un autre résultat. Ce problème technique sera résolu entre midi et 14 heures et donc cet après-midi, ce problème technique ne devrait plus arriver. Que vous soyez au courant, ce n'est pas tout à fait juste, mais ça n'aurait rien changé du tout. Nous allons ici clore la séance et nous reprendrons cet après-midi à 13h30.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 37.

Les rédactrices :
Priska Vogt (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Jeudi 22 janvier 2015, 13 heures 30 – 14 heures 24

Septième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)
Présents : 150 députés. Excusés : Blank Andreas, Grivel Pierre-Yves, Hamdaoui Mohamed, Hügli Daniel, Kohli Vania, Masson Pierre, Rudin Michel, Schmidhauser Corinne, Zuber Maxime

Affaire 2014.RRGR.496

Loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) (Modification)

Annexe 03

Première lecture

Délibération par article

Suite

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Ich begrüsse Sie zur heutigen Nachmittagssitzung. Wir sind beim Geschäft Nummer 37. Die Fraktionssprechenden sind an der Reihe. Wir sprechen über die Anträge zu den Artikeln 14 bis 30. Ich bitte die Fraktionen, die sich noch äussern wollen, sich einzutragen. – Haben sich alle Fraktionen eingetragen? Gibt es Einzelsprecherinnen und -sprecher? – Das ist nicht der Fall. Wenn von Seiten des Parlaments kein Bedarf mehr besteht, sich zu äussern, gebe ich Herrn Regierungsrat Neuhaus das Wort.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Die Gesundheitskosten des Kantons Bern gehören zu den höchsten in der Schweiz. Dies ist ein grosses Problem. Uns fehlen die nötigen Mittel. Die Wirtschaftskraft des Kantons Bern beträgt knapp 90 Prozent des schweizerischen Durchschnitts, während die Steuerbelastung bei 120 Prozent liegt. Die ASP-Diskussion hat zu einschneidenden Entscheiden geführt. Ob wir uns nun über Leistungs- oder Wirkungsziele streiten, spielt keine Rolle, denn letztendlich wird das Geld entscheidend sein. Im November, anlässlich des Budget-Prozesses, werden Sie nochmals die Gelegenheit haben, mir Millionen zu geben. Ich werde mich dann darum bemühen, dieses Geld möglichst klug einzusetzen.
Zu Artikel 14, Absatz 2: Es besteht wirklich kein Zusammenhang zwischen einem Prozentsatz der Bevölkerung, den man mit den Prämienverbilligungen erreichen sollte, und den tatsächlichen wirtschaftlichen Verhältnissen dieser Bevölkerungsgruppe. Was es braucht, ist eine spürbare Verringerung der Last durch die Krankenkassenprämien. Je mehr Menschen Sie mit demselben Geld oder sogar mit weniger Geld erreichen wollen, desto weniger wirksam wird die Prämienverbilligung. Darum empfehle ich, den Antrag abzulehnen.
Zu Artikel 14, Absatz 3 (neu): Es werden schon heute keine Kleinbeträge ausgerichtet. Die Prämienverbilligungen von Erwachsenen werden in ganzen Frankenbeträgen ausbezahlt. Die kleinste monatliche Verbilligung beträgt 41.55 Franken. Es handelt sich um die Verbilligung für ein Kind in der Region 3. Man soll die Verbilligung im Budget spüren können. Wie ich heute morgen schon gesagt habe, kann es nicht sein, dass man einzelne Franken oder Fünfliber verteilt. Kleinbeträge werden höchstens bei Differenzzahlungen nachträglich verrechnet. Der Prämienermässigungsanspruch wird vom Amt für Sozialversicherungen (ASV) automatisch festgelegt und direkt durch die Krankenkassen ausgerichtet. Dies läuft alles elektronisch und hat keinen Einfluss auf die administrativen Kosten.
Was Artikel 21 Absatz 2 (neu) betrifft, möchte ich herzlich danken für die Gelegenheit, eine weitere Medienkonferenz durchzuführen. Dies ist die gute Nachricht. Die schlechte Nachricht besteht darin, dass es diese Medienkonferenz gar nicht braucht. Die gibt es sonst höchstens noch im Kanton Waadt. Mein Waadtländer Kollege veranstaltet zu diesem Thema jeweils eine Medienkonferenz und erzählt dabei noch zu ganz anderen Dingen etwas. Die Wirksamkeit der Prämienverbilligungen im interkantonalen Vergleich wird periodisch durch das Bundesamt für Gesundheit erhoben und publiziert. Wenn wir dies auch noch täten, hätte dies Doppelspurigkeiten und einen Mehraufwand zur Folge, ohne dass ein grosser Mehrwert entstünde. Dann schimpft man wieder mit uns, weil wir zu viele Leute haben, die zu viel Papier produzieren. Doch wenn Sie mir unbedingt diese Plattform geben wollen, dann tun Sie es eben. Ich finde es jedoch sinnlos.
Zu Artikel 30, Absatz 2 (neu): Hier ist es unklar, wie man diesen jährlichen Kantonsbeitrag berechnet. Welche Beträge stellt man einander gegenüber und was ist die Basis? Sie können danach nicht mehr über die jährliche Höhe der Prämienverbilligungen befinden. Es gibt stattdessen jedes Jahr einen bestimmten Prozentsatz. Jene Mittel, die Sie zusätzlich in die Prämienverbilligungen hineinstecken, fressen jedes Jahr andernorts das Geld weg. Wir haben ein Gesamtbudget, das wissen Sie. In diesem Sinne empfehle ich Ihnen die vier Anträge zur Ablehnung.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wünscht der Kommissionssprecher nochmals das Wort? – Das ist nicht der Fall. Wünscht Frau Grossrätin Häsler für die Kommissionsminderheit und als Antragstellerin das Wort? – Das ist auch nicht der Fall. Dann gehen wir das Gesetz artikelweise durch. Wir gehen zuerst jene Artikel durch, die wir aufgrund des gemeinsamen Antrags von Regierung und Kommission vor uns haben, und dann jene, die wir soeben besprochen haben.

I. Art. 3, 4
Adoptés

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zum Artikel 14. Zu Absatz 2 haben wir zwei Varianten. Wir haben den gemeinsamen Antrag der Regierung und der Kommissionsmehrheit sowie den Antrag der Kommissionsminderheit, welche den Absatz 2 unverändert belassen möchte. Ich lese ihn vor. Unverändert lautet Artikel 14 Absatz 2 wie folgt: «Der Regierungsrat hat die Anspruchsberechtigung so festzulegen, dass 25 bis 45 Prozent der Kantonsbevölkerung in den Genuss einer Verbilligung gelangen. Er hat dabei insbesondere auf die finanzielle Belastung von Familien zu achten.» Wir kommen zur Abstimmung über diese beiden einander gegenüberstehenden Anträge. Wer dem Antrag der Regierung und der Kommissionsmehrheit zustimmen will, stimmt Ja, wer dem Antrag der Kommissionsminderheit zustimmen will, stimmt Nein.

Vote (art. 14, al. 2 : proposition du Conseil-exécutif et de la majorité de la CSoc / proposition de la minorité de la CSoc)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la majorité de la CSoc

Oui	88
Non	53
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben dem Antrag von Regierungsrat und Kommissionsmehrheit zugestimmt. Wir kommen zum Antrag der Kommissionsminderheit zu Artikel 14 Absatz 3 (neu): «Der Regierungsrat kann die Ausrichtung von Kleinbeträgen ausschliessen.» Wir stimmen über diesen Antrag ab. Wer dem vorliegenden Antrag zustimmen will, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Vote (art. 14, al. 3 (nouveau) : proposition du Conseil-exécutif et de la majorité de la CSoc / proposition de la minorité de la CSoc)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la majorité de la CSoc

Oui	59
Non	82
Abstentions	1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben den Antrag der Kommissionsminderheit abgelehnt.

Art. 14, al. 1, art. 16–20, art. 20a (nouveau), art. 21
Adoptés

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zu Artikel 21 Absatz 2 (neu). Hier haben wir einen Antrag der Kommissionsminderheit. Wer dem Antrag zu Artikel 21 Absatz 2 (neu) zustimmt, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Vote (art. 21, al. 2 (nouveau) : proposition du Conseil-exécutif et de la majorité de la CSoc / proposition de la minorité de la CSoc)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la majorité de la CSoc

Oui	54
Non	92
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben Artikel 21 Absatz 2 (neu) abgelehnt.

Art. 22–25, art. 27–29
Adoptés

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zu Artikel 30, Absatz 2 (neu) Hier gibt es wieder einen Antrag. Wir befinden darüber. Wer den Artikel 30 Absatz 2 (neu) annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (art. 30, al. 2 (nouveau) : proposition du Conseil-exécutif et de la majorité de la CSoc / proposition de la minorité de la CSoc)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la majorité de la CSoc

Oui	58
Non	88
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Artikel 30 Absatz 2 (neu) wird abgelehnt.

Art. 31a, 32–35, art. 37, 41, 47, 48
Adoptés

II. Art. 57, III.
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

La président. Avant de passer au vote final, nous avons une demande de Mme Imboden pour deux lectures.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich möchte darauf hinweisen, dass die Möglichkeit einer zweiten Lesung besteht. Wir haben eine Revision beschlossen. Dabei wurden einige Dinge genannt, die nicht ganz richtig seien. Damit wir uns das alles nochmals überlegen können, möchten wir der Kommission die Gelegenheit geben, das Geschäft erneut anzuschauen und nochmals gemeinsam mit dem Regie-

rungsrat Varianten zu prüfen. Verschiedentlich wurden Dinge erwähnt, die man noch hätte tun sollen oder können. Dazu hätten wir dann die Gelegenheit. Deshalb beantragt Ihnen die grüne Fraktion zusammen mit der SP und der EVP eine zweite Lesung. Ich bitte Sie, dem zuzustimmen. Dadurch könnten wir alles im Licht der ausführlichen Debatte nochmal genau anschauen. Wir bitten um Unterstützung.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC), rapporteur de la majorité de la CSoc. Wir haben in der Kommission einen Beschluss gefasst und eine einzige Lesung beantragt. Danach haben wir nicht mehr darüber diskutiert. Ich denke, dass jedes Mitglied selber wissen muss, ob es eine zweite Lesung für nötig hält. Wir überlassen es Ihnen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Wie Martin Schlup gesagt hat, haben wir in der Kommission eine einzige Lesung beschlossen. Wir haben am Antrag der Regierung und der Kommissionsmehrheit keine Änderungen vorgenommen und haben auch keine Artikel zurückgewiesen. Die Sachlage und die Argumente sind klar. Es bringt nichts, eine zweite Lesung durchzuführen. Ich denke, wir brauchen auch keine Zeitverzögerung, wie sie eine zweite Lesung mit sich bringen würde. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag von Natalie Imboden abzulehnen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich möchte beliebt machen, diesem Antrag zuzustimmen. Es ist nicht so, dass es keine Veränderungen gegeben hätte. Es wurden neue Inputs in die Diskussion eingebracht, die sehr wohl eine erneute sorgfältige Abklärung rechtfertigen. Verschiedene Seiten haben darauf hingewiesen, dass es noch andere Modelle gäbe, die man näher anschauen könnte. Ich erinnere daran, dass der Regierungsrat nach den ASP-Debatten vorschlug, gewisse Dinge nochmals anzuschauen. Derselbe Regierungsrat, der diese Vorlage heute mit Vehemenz vertritt, hat vor gut einem halben Jahr vorgeschlagen, auf einen substanziellen Schritt dieser Abbaumassnahme zu verzichten. Dies mit gutem Grund, Herr Neuhaus. Ich möchte Sie daran erinnern: Der Regierungsrat hat selber darauf hingewiesen, dass dies diejenige Sparmassnahme sei, welche in diesem Kanton den allergrössten Schaden verursache könnte. Angesichts der veränderten finanzpolitischen Rahmenbedingungen denke ich, dass eine nochmalige Prüfung dieses Anliegens absolut nötig wäre. Ich möchte jedoch auch daran erinnern, dass wir jetzt noch über etwas diskutieren werden, das in der Kommission – mit Verlaub, Kolleginnen und Kollegen – keine Minute diskutiert wurde. Wir haben einen Antrag der FDP vorliegen, der einen Eventualantrag verlangt. Ich denke, das ist eine ganz andere Ausgangslage als das, was in der Kommission diskutiert wurde. Was hier vorgeschlagen wird, haben wir als «Buebetrickli» bezeichnet, wie Sie wissen. Es ist nicht das erste Mal, dass hier in einer Parlamentsdebatte ein solcher Trick angewendet wird. Dieser Trick ist zu einer ganz üblen Angewohnheit geworden. Die letzten Male war es wenigstens so, dass der Trick in der Kommission vorbesprochen wurde. Bei der Steuergesetzrevision 2010 wurde nicht einfach aus der Hüfte geschossen und aus der letzten Fraktionssitzung heraus ein Antrag gestellt. Es war zumindest die Kommission, welche diesen Schritt erwogen hat. Wenn Sie schon solche Tricks anwenden wollen, dann möchte ich Ihnen beliebt machen, ein Mindestmass an Seriosität zu wahren und zu ermöglichen, dass man eine zweite Lesung durchführen kann. Alles andere ist unseriös. Jetzt haben wir die Gelegenheit, dies zu korrigieren. Ich denke, das sind wir den 86 000 Bernerinnen und Bernern schuldig, die riskieren, ihre Prämienverbilligung zu verlieren.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Zur Entwicklung der Bundesbeiträge für die Prämienverbilligung: Im Jahr 2012 erhielt der Kanton 269 Millionen, im Jahr 2013 waren es 270 Millionen, 2014 waren es 273 Millionen und 2015 schliesslich 280 Millionen. Der Beitrag ist somit langsam, aber stetig gewachsen. Im Kanton Bern sieht es anders aus: Der Kanton hat 2012 129 Millionen ausgegeben, 2013 125 Millionen, 2014 noch 98 Millionen, und 2015 schliesslich 80 Millionen. Es ist richtig, dass sich der Regierungsrat gegen den Grossen Rat gewehrt hat. Er hat sich gewehrt gegen das «supplément», welches im Rahmen der ASP-Debatte hinzugefügt wurde, um die Differenz auszugleichen, weil man das Geld nicht bei der Kirche oder anderswo einsparen konnte. Doch der Regierungsrat hat das, worüber Sie heute diskutiert haben, entsprechend vorgeschlagen, und die Ausgaben sind in den letzten Jahren von 129 auf 80 Millionen gesunken. Der Regierungsrat hat ganz bewusst bei den Prämienverbilligungen gespart. Sie müssen sich wirklich gut überlegen, ob Sie eine zweite Lesung benötigen. Man kann alles ein viertes oder fünftes Mal diskutieren. Die Mehrheitsverhältnisse sind Ihnen bekannt. Sie müssen sich fragen, ob Sie nochmals in der Kommission darüber sprechen wollen, um erneut eine Grundsatzdiskussion über den Sinn und Zweck der Prämienverbilligungen zu führen. Geben Sie mir Geld, und ich werde es gerne entsprechend verteilen. Wenn Sie nur Paragrafen verabschieden, nützt das nichts; der Kanton Bern braucht Geld, um die Prämienverbilligungen auszurichten.

La présidente. Nous allons de nouveau voter sur une ou deux lectures. Ceux qui acceptent la proposition de la Commission, c'est-à-dire une lecture, votent oui, ceux qui veulent deux lectures votent non.

Vote (proposition du Conseil-exécutif et de la CSoc: une seule lecture / proposition Les Verts / PS-JS-PSA / PEV: deux lectures)

Décision du Grand Conseil
Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la CSoc: une seule lecture

Oui	84
Non	60
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté une lecture. Maintenant nous allons passer au vote final, puis nous prendrons la proposition d'amendement du PLR, M. Haas. Nous votons ici sur la loi telle que vous l'avez débattue, avec les articles 14, alinéa 2, alinéa 3, article 21 et article 30 tels que présentés par la majorité de la Commission. Ceux qui acceptent

donc cette loi telle quelle votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final (en première et unique lecture)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	86
Non	59
Abstentions	0

La président. Vous avez accepté cette loi en vote final. Maintenant, nous passons à la proposition du PLR, M. Haas. Je demande aux porte-parole de groupes de s'annoncer.

Proposition PLR (Haas, Berne)
Joindre la proposition CSoc (minorité de la commission), Häsler comme projet alternatif au projet de loi.

Adrian Haas, Berne (PLR). Sie haben unseren Antrag erhalten. Der Antrag verlangt, dass man den Kommissionsminderheitsantrag, der auf dem Blatt steht, integral in einen Eventualantrag umwandelt. Wir haben diesen Antrag am Dienstagmorgen eingereicht, und Sie hatten alle die Gelegenheit, ihn in den Fraktionen zu diskutieren. Ich muss Blaise Kropf vehement korrigieren: Dieses Vorgehen war absolut korrekt. Ich erinnere daran, dass es auch schon bei anderen Gelegenheiten eingesetzt wurde. Beim Steuergesetz 2011 gab es einen Eventualantrag, ebenso beim Spitalversorgungsgesetz und beim Pensionskassengesetz, welches hier mit grossem Mehr beschlossen wurde. Beim Pensionskassengesetz war es ähnlich. Wir hatten einen Minderheitsantrag, der allerdings nicht aus der Kommission stammte, sondern von der SVP. Wir haben den Minderheitsantrag der SVP nicht in der Kommission, sondern während der zweiten Lesung in einen Eventualantrag umgewandelt. Dies ist durchaus ein übliches Vorgehen. Wenn man den Antrag so einreicht, dass er vor der Fraktionssitzung vorliegt, dann kann sich wirklich niemand beklagen. Man hätte den Antrag auch noch später, zum Beispiel vor der Schlussabstimmung, stellen können. Dies haben wir nicht getan. Wir haben Ihnen die Gelegenheit gegeben, sich vorzubereiten. Es ist auch fair, weil wir ja den Minderheitsantrag der Kommission aufnehmen. Ich nehme an, dass diejenigen, die mit der Vorlage der Regierung und der Kommissionsmehrheit nicht zufrieden sind, den Minderheitsantrag der Kommission gerne ins Gesetz schreiben wollen. Mit dem Eventualantrag geben wir ihnen die Möglichkeit dazu. Ein Referendum ist immer noch möglich. Es ist einfach so, dass die beiden Vorlagen zur Diskussion stehen werden, wenn jemand das Referendum ergreift.
Das Vorgehen mit dem Eventualantrag hat einen Vorteil, der uns zu diesem Schritt motiviert hat: Man kann das Geschäft nicht zusätzlich verzögern. Man kann zwar das Referendum ergreifen, das würde eine gewisse Zeit in Anspruch nehmen. Doch ein Volksvorschlag müsste im Rat diskutiert und nochmals in der GSoK vorbesprochen werden. Dies würde ewig lange dauern, mindestens ein zusätzliches halbes Jahr. Das wollen wir nicht. Aus diesem Grund haben wir auch die Rückweisungsanträge abgelehnt. Die zweite Lesung wollten wir auch nicht. All dies hätte Verzögerungen verursacht. Konsequenterweise müsste man jetzt auch dem Eventualantrag zustimmen. Ich bitte Sie, dies zu tun.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Es würde ewig lange dauern. Es würde ewig lange dauern. Ich kann diesen Satz noch zehn Mal wiederholen, Adrian Haas. Du hast gesagt, wenn man hier die Volksrechte einsetzte, würde es ewig lange dauern. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wozu haben wir die Volksrechte in der Verfassung garantiert? Die Volksrechte geben dem Volk das Recht, sich zu äussern. Das ist der Sinn und Zweck eines Volksrechts. Ich erinnere daran, dass der Volksvorschlag, wie er im Artikel 133 des Gesetzes über die politischen Rechte formuliert ist, ein «Gegenvorschlag von Stimmberechtigten» ist. Lieber Adrian Haas, was du uns hier vorschlägst, ist nicht nur ein demokratiefeindlicher Wolf in einem unverfänglichen Schafspelz, sondern es entpuppt sich als Instrument, um die Volksrechte auszuhebeln und den Volksvorschlag zu verhindern. Und dies geschieht nicht zum ersten Mal. Es wurde gesagt, man habe dies im Rahmen der Steuergesetzrevision und des Pensionskassengesetzes ebenfalls gemacht. Ich war nicht in der Kommission Pensionskassen, ich weiss nicht, ob Adrian Haas dabei war. Auf jeden Fall war es so, dass man das Thema bereits in der Kommission ausführlich diskutiert hatte. Dies kann man in den Protokollen nachlesen. Im Unterschied zu heute hat man wenigstens im Vorfeld eine Diskussion geführt. Du hast argumentiert, dieses Vorgehen sei von der Verfassung vorgesehen. Aber liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn es jedes Mal so ist, dass eine bürgerliche Mehrheit einer Minderheit aufzwingt, was dem Volk vorgelegt werden soll, ist dies meiner Meinung nach kein Volksvorschlag mehr, der diesen Namen verdient. Der Volksvorschlag dient genau dazu, dass die Bevölkerung oder einzelne Gruppen entscheiden können, was man dem Grossen Rat als Alternative vorlegen will. Und genau das will die FDP – und ich hoffe, nicht mit der Unterstützung der Volkspartei und der BDP – tun. Jedes Mal, wenn der betreffende Artikel angewendet wird, kann die Mehrheit darüber entscheiden, welcher Volksvorschlag verhindert werden soll, und worüber die Bevölkerung abstimmen kann. Dies ist sicher keine demokratiepolitische Massnahme, welche die Bevölkerung dazu ermuntert, sich an der Politik zu beteiligen. Es ist eine Trickserei. Das Argument, es würde ewig lange dauern, ist einer Demokratie nicht würdig. Demokratie bedeutet, dass man in Kauf nehmen muss, dass ein Referendum oder ein Volksvorschlag zu Verzögerungen führt. Wir als Grüne wehren uns gegen solche Instant-Gesetzgebungen. Man will einfach husch, husch, vorwärtsgehen. Es wurde gesagt, die Demokratie würde dauerte zu lange dauern. Wenn wir so weiterfahren und die Demokratie aushebeln, weiss ich nicht, wo dies den Kanton hinführt. Die grüne Fraktion bittet alle Demokratinnen und Demokraten in diesem Saal, sich gut zu überlegen, was sie jetzt tun. Überlegen Sie sich, ob es nicht sinnvoller ist, den Volksvorschlag zuzulassen und den «Gegenvorschlag der Stimmberechtigten» nicht auszuhebeln. Sonst tun wir der bernischen Demokratie keinen guten Dienst.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Das Ding, über das wir jetzt diskutieren, heisst bekanntlich nicht «Ratsvorschlag»,

und schon gar nicht «Ratsminderheitsvorschlag», sondern es heisst «Volksvorschlag». Für die glp ist es klar, dass wir der Gegnerschaft keinen Eventualantrag aufzwingen und vorschreiben wollen, was sie zu denken hat. Wir wollen die Meinungsbildung nicht einschränken. Für uns ist dies demokratiepolitisch sehr gefährlich. Die Volksrechte sind für uns unabdingbar und nicht teilbar. Aus diesem Grund werden wir den Antrag der bürgerlichen Seite ablehnen. Es ist für uns ganz zentral, dass die Gegnerschaft, zu der wir bei dieser Vorlage nicht gehören, die Möglichkeit hat, selber zu entscheiden, was sie dem Volk vorlegen will. Darum lehnen wir den Antrag ab.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir lehnen den Antrag der FDP klar ab. Es handelt sich um ein taktisches Manöver, um das altbekannte «Buebetrickli». Das einzige Ziel besteht darin, das konstruktive Referendum zu verhindern, welches es erlaubt hätte, eine echte neue Lösung, eine Alternative, einzubringen und dem Volk zu unterbreiten. Dies bedeutet nichts anderes, als dass die FDP und alle, die den Antrag unterstützen, Angst haben vor dem Volk. Doch wir werden trotzdem unsere Rechte wahrnehmen und mit dem Referendum sowie mit weiteren Instrumenten arbeiten. Wir wollen, dass das Volk entscheiden kann, ob der Kanton wirklich so knauserig sein will, oder ob nicht doch das soziale Gewissen obsiegt und der Mittelstand gestärkt werden soll. Wir bitten alle, diesen Antrag abzulehnen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Der Eventualantrag, der gestellt wurde, ist absolut legitim. Sogar Natalie Imboden hat gesagt, dass er in der Verfassung vorgesehen ist. Er ist in Artikel 63 Absatz 2 der Verfassung beschrieben. Es wurde gesagt, dass man mit dem Eventualantrag die Demokratie aushebeln wolle, doch dies ist mir absolut schleierhaft. Es gibt nichts Demokratischeres, als sich an die Verfassung zu halten. Auch wir von der SVP haben erlebt, dass unser Minderheitsantrag im Zusammenhang mit dem Pensionskassengesetz zu einem Eventualantrag wurde. Damit konnten und mussten wir leben. Es ist somit keinesfalls so, dass die bürgerliche Mehrheit der Minderheit immer einen Eventualantrag aufzwingt. Wir haben nicht Angst vor dem Volk, Ursula Marti. Sie haben die Möglichkeit, das Referendum zu ergreifen, wenn Sie wollen. Das Volk kann dann zwischen dem Hauptantrag und dem Eventualantrag wählen. Doch das Volk kann entscheiden. Das Volk kann auch beides ablehnen. Ich bitte Sie, den Eventualantrag zu unterstützen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Die BDP nimmt wie folgt Stellung: Dieser Antrag macht den Minderheitsantrag der GSoK zum Eventualantrag. Es gibt keine Änderungen. Die Kommissionsmehrheit will das Gesetz so, wie es vorbereitet wurde. Die Minderheit will etwas anderes. Beides zusammen ergibt hundert Prozent. Das Stimmvolk kann dann auswählen. Der Eventualantrag ist der Minderheitsantrag der linken Seite. Die BDP kann diesem Vorgehen als zweitbeste Variante zustimmen.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich danke für diesen Antrag, aber nur in verfahrenstechnischer Hinsicht, weil er noch rechtzeitig vor der letzten Fraktionssitzung eingereicht wurde. Damit hat sich der Dank bereits erledigt. Was den Inhalt betrifft, danken wir nicht, wir finden ihn verwerflich in dem Sinne, dass man jetzt an etwas festhält, an dem man bis vor kurzem keinen grossen Gefallen gefunden hat. Und zwar unisono, denn Links wie Rechts haben gesagt, es sei nicht mehr dienlich, den Artikel 14 unverändert zu lassen. Nun steht der Minderheitsantrag auf dem Papier, obwohl alle wissen, dass er nicht ideal ist. Wir möchten beliebt machen, diesen Antrag abzulehnen und auf die guten Lösungen, die ein Volksvorschlag hervorbringen könnte, und auf die potenzielle Systemänderung, die wir als EVP hier anstreben, zu hoffen. Diese Türe möchten wir nicht verschliessen. Wir möchten sie weit aufstossen. In diesem Sinne bitten wir Sie, das, was der «Bund» als «unschön» betitelt hat, als «Minderheiten ausbremsen», nicht zu unterstützen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Man muss aufpassen, dass man hier nicht einfach in Sarkasmus verfällt, wenn man sich die Begründungen anhören muss, die wir hier gehört haben. Adrian Haas, ich erinnere an die letzten Male, als die bürgerliche Mehrheit im Parlament solche Spielchen gemacht hat. Damals stand man wenigstens noch dazu, dass es ein knallhartes machiavellistisches Machtspiel ist und man seine Macht bis zum Letzten ausreizen will, mit der Begründung, dass die anderen es auch tun würden. Dies war deine Begründung im Jahr 2010, Adrian Haas. Das war immerhin ehrlicher als das, was man sich jetzt anhören musste. Denn die jetzige Begründung, dass man damit das Anliegen der Gegnerschaft aufnehme, ist ein Hohn. Wenn wir in diesem Parlament mittlerweile so weit sind, dass die bürgerliche Seite den Eindruck hat, sie müsse auch noch für die linke Seite denken, dann, liebe Kolleginnen und Kollegen, müssen wir gar nicht mehr hierher kommen. Lassen Sie uns doch um Gottes Willen unsere Position selber ausarbeiten und vertreten. Haben Sie bitte nicht den Eindruck, dass Sie für uns denken müssen. Es ist nicht nur die Einschätzung von links-grüner sowie von EVP- und glp-Seite, dass es ein absolutes No-Go ist, was hier geschieht. Vor vier Jahren, als dieser Trick beim Steuergesetz angewendet wurde, hat es der «Bund» sehr deutlich kommentiert. Ich möchte Ihnen das Zitat nicht vorenthalten: «Unschön bleibt, dass die bürgerliche Ratsmehrheit die Minderheit ausgebremst hat bei der Frage der möglichen Volksabstimmung. Demokratisch und fair wäre gewesen, die Minderheit den Eventualantrag formulieren zu lassen, oder ihr die Möglichkeit zu lassen, einen Volksvorschlag mit ihren Ideen einzureichen.» (*Adrian Haas montre un document à l'orateur.)* Adrian, nein, das ist nicht unser Eventualantrag, der hier vorliegt, es ist dein Antrag, den du eingereicht hast. Ich möchte Sie wirklich bitten, sich an minimale Gepflogenheiten der Fairness und des Anstands zu halten, und den Antrag abzulehnen.

Michael Aebersold, Berne (PS). Nun haben Sie mich als Fraktionspräsidenten doch noch ans Rednerpult gelockt. Ich habe darüber gestaunt, wie Peter Brand Äpfel mit Birnen verglichen hat, und wie die bürgerliche Seite versucht, sich zu rechtfertigen und zu erklären, warum ihr Vorgehen legitim ist. Ich habe mittlerweile etwas Mühe mit dem Begriff «Buebetrickli». Sie kennen das ursprüngliche «Buebetrick-

li»: Wenn der Torwart schlau genug ist, stellt er sich in die richtige Ecke, und dann gibt es kein Tor. Was Sie hier hingegen tun, ist Powerplay, und wenn es ein Trick ist, dann ist es eher ein Spitzbubentrick, mit dem Sie die linke Seite auspowern. Ich staune, dass uns von der BDP schon fast gottesgnädig Unterstützung zugetragen wird. Sie haben bei allen sozialen Fragen, bei Fragen zur Finanzpolitik sowie bei allem, was uns ein Anliegen ist, Ihre Macht voll ausgespielt. Okay, so sind die Verhältnisse, so läuft das demokratische Spiel. Aber helfen Sie weiss Gott nicht mit, unseren Antrag, den Sie eigentlich ablehnen, durchzubringen. Das ist hinterhältig und falsch. Wahrscheinlich ist die BDP die einzige Fraktion, bei der ich noch eine Chance habe. Bitte seien Sie ehrlich und lehnen Sie den Antrag ab, denn Sie wollen ihn eigentlich nicht, und uns brauchen Sie nicht zu helfen. Wir wollen auch in dieser Frage keine Unterstützung von Ihnen. Es gilt für alle: Lehnen Sie diesen Eventualantrag ab, wir danken es Ihnen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Die Wogen gehen hoch. Es ist nicht grundsätzlich schlecht, wenn man intensiv diskutiert. Dennoch plädiere ich für etwas mehr Gelassenheit. Man hat Begriffe gehört wie «übel» und «verwerflich». Es wurde von den «Demokraten hier drin» gesprochen, also muss es auch Nicht-Demokraten geben. Man kann auch übertreiben. Es ist immer ein Trick im Spiel, wenn man verliert. Doch hier kommt ein Entscheid auf demokratische Weise zustande, wie auch immer er ausfallen wird. Ich habe Blaise Kropf, Michael Aebersold, Natalie Imboden und Ursula Marti gehört. Sie waren alle früher Mitglieder des Berner Stadtrats. Ich erinnere mich daran, wie man dort mit den Minderheiten umging. Solche Dinge geschahen dort auch, und es hat Sie nie gestört. Schlussendlich beruht alles auf demokratisch erlassenen Gesetzen. Man kann diese ändern. Man hat die Regelungen zum Gegenvorschlag geändert, weil sie unbefriedigend waren. Doch dass die Regeln ausgenützt werden, muss ich Ihnen nicht beibringen, das tun Sie auch. Es ist normal und gehört zum politischen Betrieb. Ich denke, man muss hier nicht heiliger tun, als man wirklich ist.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Cette situation est pour le moins particulière. Il n'y a pas si longtemps, je n'étais pas parmi vous, j'étais de l'autre côté de la barrière à propos des caisses de pension et je peux vous dire que moi j'ai vécu, en dehors du parlement, une immense frustration. En tant que syndicat, on voulait déposer un projet alternatif aux caisses de pension, pour que les gens puissent vraiment avoir le choix, c'est-à-dire avoir le choix de ne pas s'obliger en vingt ans à rembourser quelque chose, mais de profiter de quarante ans. On n'a pas pu soumettre ce projet, parce que vous avez à nouveau utilisé cet artifice. On entend souvent dire que les politiciens font ce qu'ils veulent, eh bien oui, vous leur donnez raison! Laissez la possibilité – je dis bien laissez la possibilité, c'est tout – pour qu'autre chose puisse venir. Je trouve que c'est une grande malhonnêteté intellectuelle de dire qu'on ne fait qu'utiliser la loi, bien sûr, mais tous ceux qui ont triché avec le fisc ont souvent aussi utilisé ces possibilités, et pourtant ce n'est pas très joli. Ici c'est la même chose. J'espère que vous allez refuser cela, merci.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Ich bin etwas erstaunt über die Debatte, die soeben stattgefunden hat. Ich habe weder heute Morgen noch heute Nachmittag etwas erkennen können, das nicht den Grundlagen entspricht, nach denen wir handeln. Deshalb haben mich auch die Worte wie «Trickli» oder «demokratiefeindlicher Wolf» etwas erstaunt. Fakt ist einfach, dass es die Möglichkeit, über die wir hier sprechen, gibt. In der SAK gibt es einen Ausschuss, der sich aufgrund von überwiesenen Vorstössen mit allfälligen Änderungen der Kantonsverfassung befasst. Auch die Volksrechte werden ein Thema sein. Dann werden wir grundsätzlich darüber debattieren können, ob das heutige System, das den Eventualantrag und den Volksvorschlag sowie den Ausschluss des Volksvorschlags vorsieht, sinnvoll ist, oder ob aufgrund der gemachten Erfahrungen Anpassungen notwendig sind. Diese Debatte werden wir aufgrund von seriösen Grundlagen führen können. Doch jetzt gilt nun einmal die bernische Verfassung, so wie sie heute in Kraft ist. Die Anträge, welche heute gestellt wurden, entsprechen alle der bernischen Kantonsverfassung.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Philipp Müller hat von demokratischem Recht gesprochen, und er hat auch den Berner Stadtrat erwähnt. Natürlich verliert man, wenn man in der Minderheit ist. Die Frage ist nur, wie man verliert. Ich habe mit Philipp Müller im Stadtparlament zusammengearbeitet. Manchmal haben wir auch gegeneinander gearbeitet. Es gibt einige Kolleginnen und Kollegen hier, die im Stadtparlament waren. Ich lese Ihnen nun aus dem Geschäftsreglement des Stadtrats vor: «Steht ein Erlass oder dessen Revision zur Beratung, findet eine zweite Lesung statt. Der Stadtrat kann vor der Schlussabstimmung mit Zweidrittel der anwesenden Ratsmitglieder beschliessen, auf die Durchführung einer zweiten Lesung zu verzichten.» Wir haben hier eine zweite Lesung mit einem absoluten Mehr verhindert. Wie demokratisch das ist, das können Sie sich selber fragen.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Erlauben Sie mir eine Bemerkung und zwei Fragen. Ich möchte mich als erstes gegen die haltlose Unterstellung verwehren, es handle sich um eine Instant-Gesetzgebung. Im November 2013 hat man über die ASP-Massnahmen abgestimmt. Man hatte bis heute 14 Monate Zeit zum Nachdenken. Wir von der JGK haben uns rechtzeitig an die Arbeit gemacht. Zur ersten Frage: Wenn sich die Kommissionsminderheit jetzt so vehement gegen den Eventualantrag wehrt, dann frage ich mich, ob sie überhaupt hinter ihrem Antrag steht. Ich wäre froh, wenn man dies klären könnte. Zur zweiten Frage: Es geht für mich auch darum, festzustellen, ob man Artikel 30 Absatz 2 in diesen Eventualantrag schreiben will. Wenn die Stimmberechtigten den Eventualantrag annähmen, dann wäre dieser Punkt in Stein gemeisselt. Die Regelung würde gemäss heutigem Stand den Kantonsbeitrag um Millionen erhöhen. Millionen, die wir effektiv nicht haben. Ich mache darauf aufmerksam, dass Sie den Handlungsspielraum, den Sie ja für künftige Budgets haben möchten, komplett aufgeben würden.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich werde jetzt nicht mehr lange reden, denn es wurde eigentlich alles schon gesagt. Ich bitte Sie, dem Eventualantrag so zuzustimmen, wie er gestellt wurde. Es ist auch eine gewisse Fairness gegenüber der Minderheit dabei, welche die ursprünglichen Anträge eingebracht hat. *(Hilarité, agitation dans la salle)* Sie haben die Anträge in der Kommission gestellt, und darum würde ich sie auch nicht abändern, auch wenn gewisse Vorbehalte bestehen. Aber der Regierungsrat ist letztendlich bei der Ausrichtung des Gesamtbetrags sowohl bei der Hauptvorlage, die wir verabschiedet haben, als auch beim Eventualantrag frei, zu bestimmen, was er dem Grossen Rat im Budget vorschlägt.

La présidente. Donc, nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition PLR)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	75
Non	70
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté cette proposition. Nous sommes donc arrivés à la fin des délibérations sur cette loi.

Affaire 2014.RRGR.498

N° de l'intervention:	102-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	27.04.2014
Déposée par:	Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole) Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts)
Cosignataires:	9
N° d'ACE:	1418/2014 du 26 novembre 2014
Direction:	JCE

Création dans le canton de Berne des places nécessaires pour les gens du voyage

Le Conseil-exécutif est chargé de :
1. créer les bases légales et les conditions d'aménagement du territoire nécessaires, p. ex. au moyen d'un plan de quartier cantonal, pour que le canton de Berne puisse rapidement réaliser un nombre suffisant d'aires de séjour et de transit pour les gens du voyage ;
2. examiner s'il est possible de contraindre les propriétaires à mettre à disposition leurs terrains ou si le canton peut les y inciter financièrement ;
3. prévoir les moyens financiers nécessaires à la réalisation des aires de séjour et de transit, notamment dans le budget, le PIMF et le compte des investissements ;
4. créer un comité de réflexion composé de représentants et représentantes du canton de Berne, des communes et des minorités concernées, chargé de perfectionner la « Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne » de 2013 ;
5. expliquer dans un rapport comment et où prévoir et réaliser suffisamment d'aires de séjour et de transit à moyen et à long terme.

Développement
Les manifestations des gens du voyage à Berne et à Nidau/Bienne en avril 2014 sont révélatrices d'un problème actuel. En dépit des directives de la Confédération de 1998, des travaux préliminaires du canton et des interventions parlementaires déposées (« Création rapide d'aires de séjour et de transit pour les gens du voyage » du 31.1.2011), le canton de Berne n'a toujours pas assez d'aires de séjour et de transit. Malgré l'adjonction d'une fiche de mesures au plan directeur lors des adaptations de 2010 et la « Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne », publiée en septembre 2013, aucun nouvel emplacement n'a encore pu voir le jour. Or l'évaluation des sites visait à trouver au moins un emplacement adéquat dans le périmètre de chacune des six conférences régionales. Il faut concrétiser cet objectif.

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1:
Les bases en matière d'aménagement du territoire nécessaires à la création de nouvelles aires de séjour et de transit existent déjà.
La Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales (RS 0.441.1) a été ratifiée par la Suisse le 21 octobre 1998. Depuis lors, les gens du voyage suisses constituent une minorité nationale au sens de cette convention. L'article 3 LAT prévoit que les territoires réservés à l'habitat soient aménagés selon les besoins de la population. Il s'applique donc également aux besoins spécifiques des gens du voyage de nationalité suisse.
Le 28 mars 2003, le Tribunal fédéral a expressément reconnu le droit des gens du voyage à disposer d'aires de séjour et de transit adéquates et prévu que celles-ci soient envisagées et assurées par des plans d'aménagement du territoire (ATF 129 II 321).
A l'échelon cantonal, le Conseil-exécutif s'est déjà occupé de la création d'aires de séjour et de transit supplémentaires en adoptant les lignes directrices «Aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage dans le canton de Berne» (2011), la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne» (2013) ainsi que la fiche de mesure D_08 du plan directeur cantonal «Créer des aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage». En se fondant sur l'article 102 de la loi cantonale sur les constructions, le Conseil-exécutif peut également édicter un plan de quartier cantonal pour garantir la disponibilité d'une aire par des mesures d'aménagement.
Le Conseil-exécutif est d'avis qu'il existe suffisamment de bases légales et d'études en matière d'aménagement du territoire pour que la réalisation d'aires de séjour et de transit supplémentaires pour les gens du voyage dans le canton de Berne soit possible.

Point 2:
Aujourd'hui déjà, le canton de Berne a la possibilité d'acquérir des parcelles qui se prêtent à la réalisation de nouvelles aires de séjour et de transit pour les gens du voyage ou de s'assurer leur utilisation sous une forme appropriée selon les règles du droit privé. Lors de l'appréciation des sites, les parcelles disponibles sans investissements supplémentaires sont favorisées (parcelles appartenant à la Confédération, au canton ou aux communes). Il incombe aux services cantonaux compétents de négocier les contrats d'utilisation avec les propriétaires fonciers privés.
L'édiction d'un plan de quartier cantonal prévu par l'article 102 LC permet en principe au canton de Berne d'exercer un droit d'expropriation dans les zones affectées à des besoins publics.
Point 3:
Le 28 mai 2014, le Conseil-exécutif a chargé la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques d'appliquer la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne». Il a décidé parallèlement qu'aucune ressource supplémentaire ne serait prévue dans le budget 2015 et le plan intégré «mission-financement» 2016 à 2018. Si des projets concrets se présentent, les contributions nécessaires seront accordées aux communes concernées et, le cas échéant, des moyens seront mis à disposition sous la forme de crédits supplémentaires concernant les budgets de l'Office de la culture et de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (ACE 691/2014).
Point 4:
La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, la Direction de la police et des affaires militaires, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale et la Direction de l'instruction publique ont institué en 2008 un groupe de travail commun pour la planification et la mise en œuvre de mesures répondant aux besoins spécifiques des gens du voyage conformément à l'article 23 OEA. Celui-ci planifie des mesures répondant aux besoins spécifiques des gens du voyage, coordonne les activités des services cantonaux et de tiers éventuels, examine les demandes de subvention ou d'autres mesures en faveur des gens du voyage et soumet une proposition aux services compétents. Le groupe de travail est dirigé par un représentant de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Au surplus, il se constitue lui-même. Il peut en cas de besoin s'adjoindre d'autres représentants de services cantonaux ou des tiers.
Depuis le mois de mai 2014, le groupe de travail dispose d'une commission qui s'occupe du développement de la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne» et de la recherche de sites.
Le groupe cantonal «Gens du voyage» et sa commission disposent chacun d'un représentant de la «Radgenossenschaft» et, depuis mai 2014, d'un représentant du nouveau «Mouvement des voyageurs suisses».
La création d'un groupe de réflexion supplémentaire est donc superflue et ne ferait que compliquer inutilement les processus administratifs.
Point 5:
L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, le groupe de travail «Gens du voyage» et la commission de ce dernier vont continuer à développer la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage» et mettre en œuvre le mandat du Conseil-exécutif du 28 mai 2014 (ACE 691/2014). Le processus et les résultats seront régulièrement intégrés à des rapports et à des procès-verbaux internes à l'administration. Par conséquent, la rédaction d'un rapport supplémentaire est inutile, d'autant plus qu'elle entamerait davantage les ressources déjà limitées de l'administration cantonale.
Proposition du Conseil-exécutif :
Vote point par point
Point 1: adoption et classement
Point 2: adoption et classement
Point 3: rejet
Point 4: rejet
Point 5: rejet

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 38, motion de Mme Imboden, Création dans le canton de Berne des places nécessaires pour les gens du voyage. Vous ne vous êtes pas annoncée, Madame. J'aimerais que les porte-parole de groupe s'annoncent. C'est à vous Madame.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Wir haben nun einen Themawechsel, doch auch hier handelt es sich um ein wichtiges Anliegen. Es geht um die Schaffung von Stand- und Durchgangsplätzen für Fahrende. Die Protestaktionen von Fahrenden, die letztes Jahr in Bern und in Nidau stattfanden, wiesen auf ein Problem hin, welches zugegebenermassen nicht nur, aber eben auch im Kanton Bern besteht: Es hat zu wenige Plätze, an denen sich die Fahrenden auf ihren Reisen niederlassen können. Das Reisen entspricht ihrer Lebensführung. Die Fahrenden sind als nationale Minderheit anerkannt. Den Angehörigen dieser Minderheit soll auch die Pflege ihrer Kultur und ihrer Lebensweise ermöglicht werden. Dies gilt für die Fahrenden innerhalb der Schweiz, aber es braucht auch Transitplätze für Fahrende, die auf der Durchreise sind.
Nun zum vorliegenden Vorstoss: Im Kanton Bern laufen bereits einige Vorarbeiten. *(Forte agitation dans la salle, la présidente agite plusieurs fois sa cloche.)* Wir sind froh, dass der Kanton Bern im Rahmen der Richtplananpassung 2010 diese Anliegen aufgenommen und festgehalten hat, dass die Möglichkeit besteht, Standorte für Fahrende planungsrechtlich zu sichern. In diesem Sinne sind wir mit der Annahme der Punkte 1 und 2, so wie es die Regierung schreibt, einverstanden. Auch mit der Abschreibung sind wir einverstanden. Die beiden nächsten Punkte des Vorstosses verlangen, dass man genügend Ressourcen zur Verfügung stellt, um die ersten Punkte umzusetzen, und dass man gemeinsam mit den Fahrenden, den Gemeinden und allen übrigen Betroffenen nach Lösungen sucht. Hier schreibt die Regierung, dies werde bereits in diesem Sinn und Geist gemacht. Darum ziehen wir die Punkte 3 und 4 des Vorstosses zurück. Der letzte Punkt bringt ein wichtiges Anliegen zum Ausdruck. Man konnte feststellen, dass die Diskussion über diese Standplätze in der Öffentlichkeit zu vie-

len Kontroversen geführt hat. Deshalb ist es wichtig, dass man die Öffentlichkeit breit informiert. In der Antwort auf die Ziffer 5 schreibt der Regierungsrat, er werde den Prozess und die Ergebnisse der Abklärungen zu der Frage, wo man die Standplätze errichten wolle, in verwaltungsinternen Berichten und Protokollen festhalten. Uns ist es ein Anliegen, dass dies alles nicht nur in den Protokollen steht. Wie wir festgestellt haben, hat dieses Thema Emotionen ausgelöst. Wir finden es wichtig, dass die Regierung auch die breite Öffentlichkeit darüber informiert, wo die Standplätze sind und wann sie eröffnet werden. Es mag gut und recht sein, dies in Protokollen festzuhalten, Herr Neuhaus, aber manchmal reicht es nicht, ein Protokoll zu schreiben. Es ist auch wichtig, die Öffentlichkeit zu informieren. *(La présidente agite sa cloche.)* Wir werden an der Ziffer 5 festhalten als Aufforderung an den Regierungsrat, etwas weniger zu protokollieren und mehr zu kommunizieren.

La présidente. . Mme Imboden, je n'ai pas bien compris; vous êtes d'accord avec les points 1 et 2 et le classement des deux points? C'est juste? – Oui. Vous avez retiré les points 3 et 4, cela je l'ai entendu. J'aimerais donc tout d'abord savoir s'il y a quelqu'un qui conteste le point 1 en tant que motion et le classement? – Oui, donc on continue sur toute la motion. Je vous prierais de vous concentrer sur les points 1, 2 et 5, puisque que les points 3 et 4 ont été retirés.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Sie haben es gehört: Wir sind damit einverstanden, die Punkte 1 und 2 abzuschreiben. Ich verstehe wirklich nicht, warum diese bestritten sind. Die raumplanerischen Grundlagen scheinen vorhanden zu sein. Auch die Frage, ob die Eigentümer gezwungen werden können, oder ob es finanzielle Anreize geben soll, wird geprüft. Ich nehme nun zu Punkt 5 Stellung. Das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) wird mit der «Arbeitsgruppe Fahrende» gemeinsam das Standortkonzept weiterentwickeln. Zudem wurde das AGR beauftragt, bis 2017 drei bis fünf neue Stand- und Durchgangsplätze für Schweizer Jenische und einen bis zwei Durchgangsplätze für ausländische Fahrende zu realisieren. Dies freut die Grünen. Aufgrund des öffentlichen Interesses nach der Situation im letzten Sommer hat es aus beiden politischen Lagern mehrere Vorstösse gegeben. Wegen dieses öffentlichen Interesses erachten es die Grünen als wichtig, dass ein entsprechender Bericht über das weitere Vorgehen verfasst wird und öffentlich zugänglich ist. Wir fordern keine 300 Seiten, sondern nur, dass das Vorgehen bis zur Umsetzung, die 2017 abgeschlossen werden soll, schriftlich festgehalten und öffentlich zugänglich gemacht wird.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Es ist bezeichnend, dass man zwei Punkte zurückziehen muss, nachdem man sie bereits gross verkündet hat. Den Punkten 1 und 2 kann man zustimmen, aber man soll sie bitte möglichst rasch abschreiben. Manchmal ist es gut, dass der Kanton nicht mehr Geld hat. Als Bürgerlicher bin ich manchmal froh, dass man gewisse unsinnige Projekte nicht umsetzen muss, weil man knapp bei Kasse ist. Der Punkt 5 ist noch strittig. Es braucht nicht schon wieder einen zusätzlichen Bericht, Frau Rüfenacht. So wie ich es verstanden habe, ist die Regierung bereits am Wirken. Trotzdem bin ich froh, wurde dieser Vorstoss unterbreitet. Nun kann ich nämlich eine Frage stellen und bin nicht ganz umsonst ans Rednerpult gekommen. Letzten Mai oder Juni wurde ein Vorstoss von mir überwiesen, in dem es hiess, der Kanton soll Kontakt mit dem Bund aufnehmen betreffend die ausländischen Fahrenden in unserem Kanton. Die FDP setzt sich zwar ein für die einheimischen, jenischen Fahrenden, doch die FDP will nicht, dass man im Kanton Bern Standplätze für ausländische Fahrende sucht. Deshalb könnte mir Regierungsrat Neuhaus vielleicht erklären, wie weit diese Gespräche mit dem Bund bereits fortgeschritten sind. Doch wie gesagt: Die FDP unterstützt den regierungsrätlichen Antrag vollumfänglich.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Auf dem Kantonsgebiet bestehen immer noch zu wenige Stand- und Durchgangsplätze für Fahrende. Zu deren Realisierung sind jedoch verschiedene Schritte erforderlich. Gemäss Regierungsrat sollen die rechtlichen Voraussetzungen geschaffen worden sein. Ein Standortkonzept wurde erstellt. Im Mai 2014 beauftragte der Regierungsrat die JGK mit der Umsetzung des Konzepts. Zu den Kosten sage ich nichts mehr. Über Prozesse und Entscheide werden Protokolle geführt, und zusätzlich werden verwaltungsintern Berichte erstellt, sodass die erforderlichen Dokumentationen vorhanden sind. Aus unserer Sicht sind keine zusätzlichen Berichte erforderlich. Die BDP-Fraktion unterstützt grossmehrheitlich die Anträge der Regierung, wonach die Punkte 1 und 2 angenommen und abgeschrieben und Punkt 5 abgelehnt werden soll.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion ist wie die Regierung der Meinung, dass die Punkte 1 und 2 der Motion angenommen und abgeschrieben werden sollen. Dass Stand- und Durchgangsplätze fehlen, liegt nicht an den rechtlichen Grundlagen, sondern bei der konkreten Umsetzung und im Vollzug. Punkt 5 der Motion verlangt einen Bericht zum Stand der kurz- bis mittelfristigen Planung. Wie die Regierung sind wir der Meinung, die Erarbeitung eines zusätzlichen Berichts sei nicht nötig. Wir gehen jedoch davon aus, dass uns die JGK im Sinne einer transparenten Kommunikation frühzeitig und von sich aus über den Stand der Planung der vorgesehenen Stand- und Durchgangsplätze informieren wird. Deshalb lehnen wir Punkt 5 ab.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Die Motion, über die wir nun diskutieren, leidet an einem grundsätzlichen – um nicht zu sagen handwerklichen – Fehler: Sie unterscheidet nicht zwischen in- und ausländischen Fahrenden. Wir haben bei der Diskussion über die Motion Klopfenstein mehrfach von verschiedenen Seiten betont, wie wichtig diese Unterscheidung zwischen in- und ausländischen Fahrenden ist. Es sind gerade die ausländischen Fahrenden, welche viele Probleme verursachen. Deshalb hat die Mehrheit des Grossen Rates eine Motion überwiesen, die fordert, dass die Zuständigkeit für die Schaffung, den Betrieb und die Finanzierung von Standplätzen für ausländische Fahrende dem Bund zugewiesen wird. Der Kanton Bern kann nun nicht wie die alte Fasnacht hinterherlaufen und doch wieder kantonale Zuständigkeiten für Fahrende verlangen. Dies ist wider-

sprüchlich und gibt namentlich auch ein falsches Signal an den Bund, von dem wir doch jetzt Lösungen erwarten. Zu den Punkten 1 und 2: Für uns ist hier Annahme und Abschreibung nur eine Notlösung. Wir möchten, dass die Punkte 1 und 2 abgelehnt werden, deshalb auch die Bestreitung. Da die Motionärin fordert, dass man Instrumente einführt, die man im Grunde genommen heute schon hat, ist der Vorstoss völlig überflüssig. Deshalb muss man ihn nicht abschreiben, sondern ablehnen. Doch wahrscheinlich geht es darum, die Instrumente, die man schon hat, künftig vermehrt anzuwenden. Dies finden wir im Grundsatz falsch. Alles, was über das bundesrechtliche Minimum hinausgeht, soll nicht an die Hand genommen werden. Wir wollen namentlich kein Präjudiz schaffen für weiter reichende Eingriffe in die Gemeindeautonomie oder sogar für den vermehrten Einsatz von kantonalen Überbauungsordnungen. Dies sind Enteignungstitel. Das widerstrebt unserem freiheitlichen Verständnis zutiefst. Wir haben hier somit grundsätzliche Bedenken und lehnen das Anliegen deshalb ab. Punkt 5 lehnen wir ebenfalls ab. Es bringt recht wenig bis nichts, zusätzliches Papier zu produzieren. Der Regierungsrat legt überzeugend dar, dass hier zusätzliche Ressourcen gebunden würden, die man sicher anderswo besser einsetzen könnte. Die JGK ist ja nicht gerade arbeitslos. Zusätzliches Papier bringt uns nichts und dem Kanton Bern nichts; es bringt nicht einmal den Fahrenden etwas. Ich bitte Sie, alle verbliebenen Punkte abzulehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Eigentlich geht es nur um den 5. Punkt. Die anderen sind weitgehend unbestritten. Wir werden so abstimmen, wie es die Regierung vorschlägt. Wir werden Punkt 5 aus einem einzigen Grund ablehnen: Es bringt unseres Erachtens nichts, wenn man einen zusätzlichen Bericht erstellt. Die Kommunikation muss durch und auch für diejenigen erfolgen, die auch ein Interesse an ihr haben. Ich persönlich muss nicht unbedingt wissen, ob es einen neuen Platz für Fahrende gibt, weil ich diesen schlicht und einfach nicht benötige. In der Arbeitsgruppe, die sich damit befasst, sind auch Vertreter der Fahrenden dabei. Man darf die Ergebnisse auch nicht zu früh kommunizieren, sonst hat man allenfalls ein Problem mit den Gemeinden. Dies ist ähnlich wie bei den Unterkünften für Asylbewerber. Wenn es wirklich soweit ist, dass man etwas kommunizieren kann, dann wird dies auch geschehen. Es soll durch jene kommuniziert werden, die auch ein Interesse daran haben. Dies sind die Fahrenden selbst. Die wissen dann auch, wem sie es sagen müssen, nämlich denjenigen, die es wirklich interessiert. Dazu gehören die wenigsten von uns hier im Rat, zumindest nicht im Sinn der persönlichen Betroffenheit.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Auch die SP sagt noch etwas zu diesem «überflüssigen» Vorstoss, Herr Klopfenstein. Wir finden ihn nicht so überflüssig, da er nach unserer Wahrnehmung ein wichtiges Thema aufgenommen hat. Die SP-Fraktion ist bei den Punkten 1 und 2 mit Ausnahme der Abschreibungsfrage gleicher Meinung wie die Regierung. Wir nehmen zur Kenntnis, dass die Punkte 3 und 4 zurückgezogen wurden. Zu Punkt 5: Hier ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion gleicher Meinung wie der Regierungsrat. Doch da der Herr Regierungsrat schon einmal hier ist und wir erst seit rund einer Stunde tagen, kann er vielleicht etwas dazu sagen, wie der momentane Stand in Sachen Stand- und Durchgangsplätze aussieht. Dazu hört man unterschiedliche Signale. Wir in Thun haben mitgeholfen und unseren Standplatz erweitert, vor allem, was die Öffnungszeiten betrifft. Vielleicht hat Herr Neuhaus Zeit und Lust – Zeit hat er, ob er Lust hat, weiss ich nicht – etwas dazu zu sagen, wie sich der Stand der Dinge im Moment präsentiert. Wir stimmen so wie die Regierung. Die Punkte 1 und 2 wollen wir jedoch nicht abschreiben.

La présidente. Y a-t-il encore des intervenants à titre individuel? – Ce n'est pas le cas, la liste est donc close. Je donne donc la parole à M. le directeur, et M. Siegenthaler vous prie de nous donner des informations sur l'avancement des travaux.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Für die Fahrenden brauchen wir Standplätze, nicht Papier. Wenn wir die Standplätze nicht anbieten können, wird diese Kultur mittelfristig verschwinden. Betreffend Stand- und Durchgangsplätze gehen wir so vor, dass wir zuerst die direkt Betroffenen informieren, das heisst, auf die Grundeigentümer und die Gemeinden zugehen. Ich bin sehr froh, wenn Angebote gemacht werden. Ich bin dankbar, dass zum Beispiel die Stadt Thun die Realisierung eines Standplatzes möglich macht. Zum Bund: Beim Bundesamt für Kultur hat im Dezember eine Arbeitsgruppe ihre Tätigkeit aufgenommen, der verschiedene Behördenvertreterinnen und -vertreter angehören. Wir haben den Beschluss gefasst, dass die Fahrenden ebenfalls eine paritätische Vertretung stellen dürfen. Aufgrund alter Erfahrungen sind die Fahrenden gegenüber den Behörden jedoch eher misstrauisch eingestellt. Die erste Sitzung haben sie vorzeitig verlassen. Man hat beschlossen, in verschiedenen Bereichen, wie zum Beispiel Standplätze oder Bildung, zusammenzuarbeiten. Wir werden Sie selbstverständlich wieder informieren, wenn wir Standplätze haben, doch es geht darum, Resultate zu kommunizieren, und nicht irgendwelche Absichtserklärungen. Nochmals: Für Standplätze braucht es Land, einen Stromanschluss, einen Wasseranschluss und so weiter. Papier hingegen ist etwas für die Archive.

La présidente. Est-ce que la motionnaire Mme Imboden aimerait reprendre la parole? – Non. Nous passons donc au vote. Nous aurons cinq votes: le point 1 en tant que motion, puis si vous acceptez ou non son classement; le point 2 en tant que motion, puis si vous acceptez ou non son classement; le point 5 en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que motion votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	92
Non	44
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté ce point 1 en tant que motion. Nous passons au classement de ce point. Ceux qui acceptent le classement du point 1 votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	114
Non	26
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté le classement du point 1. Nous passons au point 2 en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que motion votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	87
Non	55
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté le point 2 en tant que motion. Nous passons maintenant au classement de ce point. Ceux qui acceptent le classement du point 2 votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	113
Non	24
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté de classer le point 2. Nous passons au point 5 en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 5 en tant que motion votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	41
Non	97
Abstentions	2

La présidente. Vous avez rejeté ce point 5.

Affaire 2014.RRGR.608

N° de l'intervention:	113-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	refusée le 05.06.2014
N° d'ACE:	1445/2014 du 3 décembre 2014
Direction:	JCE

Fusion des petites paroisses: définition de critères pertinents

Le Conseil-exécutif est chargé de doter l'article 4i, alinéa 1 de la loi sur les communes de critères pertinents permettant au Grand Conseil de supprimer aux petites paroisses dans lesquelles l'entretien d'un ecclésiastique n'est pas rentable et qui refusent la fusion leur poste de pasteur ou de pasteure.

Développement

On dénombre encore 189 paroisses réformées comptant en moyenne 3151 (en 2010) et 3062 (en 2012) paroissiens et paroissiennes. Cela signifie qu'en seulement deux ans, 16 802 personnes (~ 3 %) ont quitté l'Église nationale réformée. Plus de dix communes comptent moins de 800 paroissiens et paroissiennes par poste d'ecclésiastique à temps plein. Il est frappant de constater que quatre de ces paroisses se trouvent dans le Jura bernois et deux dans l'Oberland bernois. Les cercles électoraux restants (sauf Thoune, Berne et l'Emmental) comptent chacun une de ces micro-paroisses. Si l'on part du critère de 1000 paroissiens et paroissiennes par poste d'ecclésiastique à plein temps, on obtient 33 de ces micro-paroisses. Or des fusions permettraient de réduire cette surdotation massive.

La loi sur les communes, qui selon l'article 2 s'applique aussi aux paroisses, ne propose malheureusement aucun critère pertinent. Les critères applicables aux communes politiques ne sont pas vraiment transposables aux paroisses. Ainsi, le critère du découvert du bilan par exemple n'est pas pertinent pour les micro-paroisses dans la mesure où les paroisses ne doivent pas prendre à leur charge les dépenses les plus élevées, c'est-à-dire les dépenses de personnel pour les ecclésiastiques. C'est pourquoi les micro-paroisses ne sont que très faiblement incitées à fusionner, même si elles sont déjà bien en-deçà d'une taille critique. Bien qu'ayant fusionné ces dernières années, maintes communes continuent au contraire de former des paroisses distinctes.

Par ailleurs, l'Eglise réformée ne juge vraisemblablement pas utile de réduire le pourcentage d'occupation des ecclésiastiques en-dessous d'un certain nombre de paroissiens et paroissiennes. La paroisse de Corgébert-Corgémont par exemple, qui ne compte plus qu'à peine 1000 âmes, a mis au concours un poste à 100 pour cent pour 2015 alors qu'elle n'aurait droit qu'à 80 pour cent. C'est la même chose pour d'autres offres d'emploi publiées ces derniers temps. C'est pourquoi les critères de la loi sur les communes doivent être modifiés de sorte que les paroisses puissent elles aussi être contraintes à fusionner en-deçà d'une certaine taille ou lorsque les communes fusionnent politiquement.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire demande une modification de l'article 4i, alinéa 1 de la loi sur les communes: si les paroisses n'atteignent pas une taille minimale donnée ou si les communes municipales concernées fusionnent, les postes d'ecclésiastique doivent pouvoir être réduits ou les paroisses être contraintes à fusionner.
Lors de ses débats sur l'examen des offres et des structures 2014, le Conseil-exécutif a prévu de faire rédiger un rapport détaillé présentant les relations entre l'Eglise et l'Etat dans le canton de Berne. Il s'agit d'étudier de manière approfondie et d'évaluer les conséquences financières, juridiques, politiques et ecclésiastiques d'une modification des relations entre l'Eglise et l'Etat et des bases du financement des Eglises. Le Grand Conseil a apporté son soutien à cette procédure dans une déclaration de planification.
Le Conseil-exécutif va inscrire le rapport au programme de la session du Grand Conseil de septembre 2015. Les synodes des deux grandes Eglises nationales pourront préalablement prendre position à son sujet. L'adoption comme le rejet de la présente motion anticiperait sur le débat public, raison pour laquelle le Conseil-exécutif est prêt à proposer l'adoption de la motion sous forme de postulat. Il souhaite par ailleurs relever deux aspects.
Premièrement, le Conseil-exécutif et les Eglises nationales sont en train d'établir de nouveaux critères d'attribution des postes d'ecclésiastiques aux paroisses. En ce qui concerne l'Eglise nationale réformée évangélique, les paroisses comptant de nombreux membres ne devraient désormais plus être désavantagées lors de la répartition des postes d'ecclésiastique. Il s'agit ainsi d'éviter qu'une fusion de paroisses ne se répercute négativement sur la dotation en postes. Notons également qu'il est prévu de réduire la dotation minimale à 50 pour cent.
Deuxièmement, la demande de la motionnaire empiète sur la garantie de l'existence des paroisses. Il est vrai que le Grand Conseil peut ordonner la fusion de communes contre leur volonté lorsque des intérêts communaux, régionaux ou cantonaux prépondérants l'exigent[1], mais une taille minimale n'est pas impérativement nécessaire au bon fonctionnement d'une paroisse. Seule une nouvelle révision constitutionnelle permettrait de concrétiser la demande de la motionnaire. Par ailleurs, le couplage des processus de fusion, tel que proposé, aurait plutôt tendance à mettre en péril des fusions volontaires de communes politiques.
Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons donc à l'objet 39. Il s'agit d'une motion de Mme Schöni-Affolter, qui est adoptée par le Conseil-exécutif en tant que postulat, Fusion des petites paroisses: définition de critères pertinents. Vous avez la parole, Mme Schöni-Affolter. Il faut vous annoncer. Je demanderais aux porte-parole de groupes de s'annoncer.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Bei meiner Motion geht es um einen grundsätzlichen Anspruch auf Gerechtigkeit für die Gemeinden. Gemäss Verfassung gibt es politische Gemeinden und Kirchgemeinden. Bei letzteren besteht Nachholbedarf. Bei den politischen Gemeinden haben wir im Jahr 2012 mit der Revision des Gemeindegesetzes die Schrauben angezogen, um Fusionen im schlimmsten Fall erzwingen zu können. Dies geschieht dann, wenn eine Gemeinde nicht mehr selbständig funktioniert. Die Kriterien sind im Artikel 4i Absatz 1 des Gemeindegesetzes klar aufgeführt. Leider fehlen diese Kriterien für die Kirchgemeinden. Kriterien, die für die politischen Gemeinden Sinn machen, machen offenbar für Kirchgemeinden keinen Sinn. Es soll mir einmal jemand sagen, wie eine Anknüpfung an den Bilanzfehlbetrag für eine Kleinst-Kirchgemeinde zur Anwendung kommen soll, wenn sie den grössten Ausgabeposten nicht selber finanzieren muss? Der grösste Ausgabenposten, die Pfarrerlöhne, wird vom Kanton finanziert. Genau dies ist der Grund, warum Kleinstkirchgemeinden nicht fusionieren: Sie haben keinen Anreiz, dies zu tun, obwohl die vernünftige Grösse teilweise massiv unterschritten wird. Ich habe den Eindruck, dass wir hier Kriterien festlegen sollten, damit auch Kirchgemeinden einen Anreiz haben, zu fusionieren. Die Situation wird besonders seltsam, wenn auf der einen Seite die politischen Gemeinden fusionieren, doch die Kirchgemeinden separiert bleiben.
Hierzu ein konkretes Beispiel: Gadmen ist eine kleine Gemeinde im Berner Oberland. Im Jahr 2014 lebten dort 166 Kirchenmitglieder. Vor zwei Jahren waren es noch 181. Somit hatte die Kirchgemeinde in dieser Zeit einen rund zehnprozentigen Mitgliederverlust erlitten. Die Nachbarsgemeinde Innertkirchen hat leider auch in den letzten zwei Jahren einen Verlust von rund zehn Prozent hinnehmen müssen. Die beiden politischen Gemeinden haben fusioniert und dafür eine halbe Million Franken erhalten. Leider zeigen jedoch die Kirchgemeinden kein Interesse. Diese Situation empfinde ich als prekär. Die 166 Kirchenmitglieder in Gadmen haben immer noch 60 Prozent einer Pfarrstelle. In Innertkirchen haben die 600 Mitglieder eine 80-Prozent-Stelle. Ich könnte Ihnen noch etwa 40–50 extremere Beispiele aufzählen. Wir haben keine Handhabe, um diese Kirchgemeinden mehr oder weniger zu einer Fusion zu zwingen, wenn sie nicht mehr selbständig existieren können.
Herr Regierungsrat, ich muss sagen, dass ich Ihre Antwort als ziemlich enttäuschend empfinde. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, dass es jetzt, mit der neuen Verordnung, viel besser werde. Nein, das stimmt nicht. Im Gegenteil: Für ganz kleine Kirchgemeinden gibt es mit der neuen Verordnung noch weniger Anreize, zu fusionieren. Gadmen zum Beispiel hätte, wenn man nur die Kirchenmitglieder in Betracht zöge, ein Recht auf 7 Prozent einer Pfarrstelle. Mit der neuen Verordnung wird diese Stelle aufgeplustert. Es heisst, in dieser Gemeinde stehe ja noch eine Kirche, und für diese Kirche gibt es weitere 25 Stellenprozente. Weil das Gebiet weitläufig ist, fügt man nochmals 15 Prozent hinzu. So kommt man auf rund 50 Prozent. Sie sehen, wie pervers das Ganze ist. Ich gebe zu, dass diese Kirchen auch ab und zu jemanden brauchen, der sie abstaubt, wenn sie nicht gebraucht werden. Diese Regelung ist kein Anreiz für eine Gemeinde, eine Fusion vorzunehmen.
Das zweite Argument der Regierung, dass eine Mindestgrösse für das gedeihliche Funktionieren einer Kirchge-

[1] Article 108, alinéa 3 de la Constitution du canton de Berne (RSB 101.1).

meinde nicht zwingend sei, stimmt auch nicht. 25 Prozent der Pfarrstelle gibt es nur, weil eine Kirche dort steht, aber nicht wegen der Kirchenmitglieder. Hier kann etwas nicht stimmen. Ich möchte dazu beitragen, dass man Fusionen auch bei Kirchgemeinden erzwingen kann.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP lehnt die Forderung der Motionärin ab, dass der Grosse Rat kleinen Pfarrgemeinden mit unwirtschaftlicher Pfarrversorgung Pfarrstellen kürzen kann, wenn diese eine Fusion ablehnen. Dass sich die Kirche bewegen und einen Beitrag zu den Sparmassnahmen leisten muss, ist für uns unbestritten. Der Bericht zum Verhältnis von Kirche und Staat, der unter anderem finanzielle, rechtliche, politische und kirchliche Aspekte untersucht, wird noch in diesem Jahr dem Grossen Rat vorgelegt. Es ist deshalb aus der Sicht der EVP-Fraktion nicht sinnvoll, dieser öffentlichen Grundsatzdebatte schon jetzt mit Vorstössen zu Detailfragen vorzugreifen. Es kommt hinzu, dass wir den Ansatz der Motionärin grundsätzlich als falsch erachten. Es macht keinen Sinn, dass der Kanton derart stark in die interne Organisation der reformierten Landeskirche eingreift. Vielmehr bevorzugt die EVP ein Modell, in dem der Kanton nur die Gesamtzahl der Stellenprozente definiert. Der Kanton soll die interne Verteilung auf die einzelnen Kirchgemeinden sowie allfällige Strukturanpassungen und Fusionen der Kirche selber überlassen. Um die Stellenprozente einer Kirchgemeinde zu bestimmen, gilt es nicht zwingend nur die Grösse der Gemeinde zu berücksichtigen. Es gibt auch andere Kriterien, wie zum Beispiel die Anzahl Kirchtürme, die geografische Lage, die Bevölkerungsdichte sowie weitere kircheninterne oder regionsspezifische Überlegungen mit einzubeziehen und zu gewichten. Eine Fusion von Kirchgemeinden, wie sie die Motionärin erzwingen will, ist nicht in jedem Fall zielführend. Vorstellbar sind auch andere Zusammenarbeitsformen, welche die Struktur kleiner Kirchgemeinden verbessern könnten. Wir denken zum Beispiel an eine verstärkte Zusammenarbeit mit Freikirchen oder anderen Organisationen. Die EVP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss auch in Form eines Postulats ab. Wir sind wie gesagt nicht dagegen, dass sich die Kirche stärker bewegt und ihre Strukturen hinterfragt und anpasst. Aber überlassen wir doch der Kirche selber den Entscheid, wie sie sich intern organisieren will. Die Bestimmung der Gesamtzahl der Stellenprozente durch den Kanton gibt aus unserer Sicht den nötigen Gesamtrahmen genügend vor.

Anita Luginbühl, Krattigen (PBD). Die Themen «Kirchgemeinden, Pfarrstellen und Pfarrerlöhne» sowie das Verhältnis zwischen Kirche und Staat begleiten uns schon seit einiger Zeit. Im Rat sind sie mittlerweile eine Art Dauerbrenner geworden. Bei der Gesetzesarbeit zur Lockerung der Bestandesgarantie für Gemeinden und der Anpassung des Gemeindegesetzes haben sich Vertreter der politischen Gemeinden, der Burgergemeinden und der Kirchgemeinden immer wieder getroffen und über mögliche Fusionen innerhalb derselben Gemeindestufe beraten. Die Vertreter der Kirchgemeinden haben sich dabei immer sehr offen gezeigt und sich auch zu Fusionen positiv geäussert. Es ist auch richtig, dass sich seitens der politischen Gemeinden bezüglich Fusionen viel mehr bewegt hat seit der Abstimmung im Jahr 2012, als bei den Kirchgemeinden. Dass es seitens des Kantons zu Zwangsfusionen von Gemeinden kam, wie es die Anpassung des Gemeindegesetzes neu zulassen würde, ist mir nicht bekannt. Die Fusionen werden grossmehrheitlich immer noch von unten nach oben aufgegleist, sprich: Gemeinden diskutieren Fusionen auch ohne grossen Druck durch den Kanton, ohne wiederholten Bilanzfehlbetrag und nicht in Folge von Vakanzen bei wichtigen Verwaltungsstellen oder fehlenden Behördenmitgliedern. Die Gemeinden wollen fusionieren, weil sie sich eine Verbesserung der allgemeinen Lage erhoffen. Diese Verbesserung wollen sie aktiv durch eine Fusion herbeiführen.
Von Fusionen zwischen Kirchgemeinden haben wir tatsächlich wenig bis nichts gehört. Es ist bei den positiven Absichten aus den genannten Gesprächen geblieben. Zu meinen, in den Kirchgemeinden geschehe seit der Abstimmung im Jahr 2012 gar nichts, ist trotzdem falsch. Die ASP-Massnahme aus dem Jahr 2013 ist uns noch präsent. Wir haben beschlossen, Pfarrstellen zu streichen. Wir wissen auch, dass sich diese Stellenreduktion nicht in der von uns gewünschten Zeit realisieren lässt, und dass sie sich aufgrund der Anstellungsbedingungen der Pfarrer um zirka zwei Jahre verschiebt. Weiter haben wir ebenfalls im Rahmen der ASP für das Jahr 2015 vom Regierungsrat einen ausführlichen Bericht über das Verhältnis zwischen Kirche und Staat in Aussicht gestellt bekommen. Diesen Bericht erwarten wir im September 2015. Jetzt via Motion eine Gesetzesrevision des Artikels 4i des Gemeindegesetzes, nämlich die Voraussetzung für die Anordnung von Gemeindezusammenschlüssen durch den Grossen Rat, explizit auch für Kleinst-Kirchgemeinden zu verlangen, lehnen wir zum heutigen Zeitpunkt ab. Es würde auch bedeuten, dass wir möglicherweise eine Volksabstimmung auslösen, weil es dazu eine Verfassungsänderung bräuchte. Wir würden dies tun, ohne den Bericht des Regierungsrats zu kennen, der diesen Herbst publiziert wird. Haben wir doch die nötige Geduld, um den Bericht abzuwarten, der im Herbst 2015 erscheinen wird, und überweisen wir diesen Vorstoss jetzt als Postulat! Die BDP unterstützt dies grossmehrheitlich, doch ein paar Mitglieder lehnen auch das Postulat ab. Die Motion hingegen findet bei uns ganz sicher keine Zustimmung.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Ich brauche genau 25 Sekunden. Die FDP unterstützt die Antwort des Regierungsrats. Es ist so, dass der Kirche langsam die Schäfchen davonlaufen. Dies ist kein Wunder, denn die Kirche versteht ihre Rolle immer mehr politisch und macht zum Teil eine linke Integrations- und Asylpolitik. Das goutieren nicht alle, und deshalb kommt es zu diesem Resultat. Somit muss man umstrukturieren. Doch ich denke, diese Motion bringt uns hier nicht weiter. Es ist bereits einiges am Laufen. Deshalb haben wir den Eindruck, dass ein Postulat das Äusserste ist, dem wir zustimmen können. Wir folgen somit der Regierung.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Die EDU-Fraktion vertritt die Meinung, dass man sowohl die Motion wie auch das Postulat ablehnen und den Bericht abwarten sollte, der im Herbst diskutiert wird. Diese Frage ist zu wichtig, als dass man einfach so schnell einen Teilbereich anpassen kann. Meine Vorredner haben viel Positives gesagt, das wir

so auch unterschreiben können. Wir möchten jedoch noch darauf hinweisen, dass uns etwas anderes lieber wäre: Uns wäre es lieber, wenn wir bei den Kirchen nicht Stellen abbauen, sondern welche schaffen müssten. Dies täte unserem Staat gut. Wenn wir schauen, wie viele soziale Probleme wir haben, dann wäre es vielleicht manchmal gar nicht schlecht, sich auf beständige Werte, und aus meiner Sicht auf christliche Werte, zurückzubesinnen. Damit könnte vielleicht manches Problem, mit welchem wir uns hier drin herumschlagen, auf eine viel bessere Art und Weise gelöst werden. Von daher gesehen ist ein Stellenabbau genau das Falsche. Durch den Stellenabbau würden Ansprechpartner fehlen, die Zeit haben, und denen man, wie man auf Berndeutsch sagt, auch mal «is Gilettäschli gränne» kann. Die Sache ist nicht einfach. Auch wenn die Motionärin versucht hat, das Thema sehr sachlich vorzubringen, habe ich ein schlechtes Gefühl dabei, wenn ich ihren Ausspruch über das Abstauben der leeren Kirchenbänke höre. Vielleicht hätte dieser lustig sein sollen. Doch es steht auch geschrieben, dass der Mensch ernte, was er säe. Ich hoffe, dass die Motionärin nicht das, was sie vielleicht etwas unüberlegt gesagt hat, sät, sondern etwas Positives, das ihr gut tut und sie weiterbringt. Wir sind gespannt auf den Herbst und auf die Diskussion, die dann stattfinden wird. Wie gesagt: Wir empfehlen Ihnen, Motion und Postulat abzulehnen.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Franziska Schöni, die Kunst der Politik besteht darin, Motionen zu formulieren, auch wenn eigentlich gar kein Stoff vorhanden wäre. Ich gratuliere dir, du hast es auch diesmal wieder geschafft. Wir haben heute 357 politische Gemeinden. Wir haben 246 evangelisch-reformierte, römisch-katholische oder christkatholische Kirchgemeinden. Das heisst, es gibt 100 Kirchgemeinden weniger, als es politische Gemeinden gibt. Hinzu kommt, dass überall Bestrebungen in Richtung Gemeindefusionen in Gang sind, wobei häufig auch die Kirchgemeinden fusionieren. Du hast Gadmen und Innertkirchen erwähnt. Ich kenne diese Beispiele auch ein wenig. Geh einmal dorthin und schau, wie weit die Pfarrer fahren müssen, wenn sie Hausbesuche machen wollen. Das ist wohl nicht ganz mit Bern vergleichbar. Ich möchte mich auf die Antwort des Regierungsrates abstützen. Der Regierungsrat schreibt, dass die Überprüfung via ASP in Gange ist, und dass dieser Bericht, zu dem wir dann Stellung nehmen können, in der Septembersession vorgelegt wird. Was man bis dahin noch zusätzlich prüfen will, ist mir schleierhaft. Ich möchte nicht länger reden, es wurde schon sehr viel gesagt, was ich nicht alles wiederholen möchte. Die SVP-Fraktion lehnt sowohl die Motion wie auch das Postulat ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion bringt diesem Vorstoss grundsätzlich viel Verständnis und Sympathie entgegen. Wir wünschten uns auch, dass man bei den Einwohnergemeinden über eine Kleinstgrösse sprechen würde. Auch dort wäre es notwendig, gemeinsam zu analysieren, ob es richtig ist, im Kanton Bern so viele Gemeinden zu haben. Die Kirchgemeinden im Kanton Bern sind verunsichert. Das hören Sie sicher auch in Ihren Regionen. Sie sind verunsichert wegen unseren Sparbeschlüssen, die ich im Übrigen richtig finde. Den Bericht zu Kirche und Staat haben die Kirchen bereits erhalten, sie wissen, was für einen Bericht wir erhalten werden. Ich weiss noch nicht, ob sie zu Recht oder zu Unrecht verunsichert sind. Wenn wir die Motion jetzt überwiesen, würden wir diese Verunsicherung noch verstärken, und das möchte ich nicht. Ich möchte, dass wir von der Politik her zusammen mit unseren drei Landeskirchen darüber diskutieren, wie es weitergehen soll. Deshalb ist es auch richtig, dass der Regierungsrat meine ursprüngliche Idee aufgenommen hat und diesen Bericht herausgeben wird. Deshalb braucht es auch den Druck durch diese Motion nicht. Wir werden über genau dieses Thema noch diskutieren. Im Herbst wird der Bericht in der SAK besprochen. Dann kommt er ins Plenum. Wir werden dann die Gelegenheit haben, auch hier am Rednerpult über Kleinstgemeinden zu sprechen. Wahrscheinlich werden wir gar nicht gross darüber sprechen müssen, ob die kleinsten Kirchgemeinden fusionieren sollen oder nicht. Vielleicht kommen wir dazu, das System so anzupassen, dass die Finanzierung der Löhne der Pfarrerinnen und Pfarrer der Landeskirchen nicht mehr über den Kanton erfolgen würde, sondern indem wir den drei Landeskirchen mit einem Leistungsvertrag sagen, was wir möchten. Ob dies nun linke Ideen sind, Herr Klopfenstein, darüber kann man auch wiederum diskutieren. Wir könnten von der Politik her vorgeben, was die Kirchen tun sollen. In diesem Zusammenhang könnte man auch festlegen, dass die Kirchen selber ihre Pfarrerinnen und Pfarrer finanzieren sollen. Wenn wir diesen Systemwechsel vollziehen würden, wären die kleinsten Gemeinden wohl auch so weit, dass sie sich zusammentun und gemeinsame Stellen schaffen würden. *(La présidente agite sa cloche.)* Dann hätten sie diese Garantie, die es heute gibt, auch nicht mehr. Wir möchten somit jetzt warten. Wenn sie hier im Rat mehrheitsfähig ist, könnte man diese Idee im Rahmen eines Systemwechsels einbringen. Deshalb ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion grossmehrheitlich für ein Postulat. Eine Motion würden wahrscheinlich die wenigsten unterstützen.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Ich kann gerade dort anfangen, wo Adrian Wüthrich aufgehört hat, nämlich mit dem Sonderfall Kanton Bern. Im Kanton Bern ist es so, dass die Löhne der Pfarrerinnen und Pfarrer über die Steuergelder des Kantons und nicht über die Kirchensteuer finanziert werden. Solange dies so ist, ist es klar, dass die Bereitschaft für einen Strukturwandel bei den Kirchen viel geringer ist, als wenn sie sich selbst finanzieren müssten. Solange wir diesen Sonderfall haben, der bis jetzt auch von einer Mehrheit politisch gewünscht wurde, kann die Kirche nicht nur die Rechte, die sie daraus ableitet, geniessen. Sie muss auch damit leben, dass von Seiten der Politik darüber mitbestimmt wird, wie sie sich organisiert. Hier unterscheiden wir uns vom Sprecher der EVP: Wir sind der Meinung dass der Staat auch mitbestimmen darf, wie sich die Kirche organisiert und wie sie ihr Geld einsetzt, solange die Landeskirche so eng mit dem Staat verknüpft ist. Bei den Freikirchen, welche ja in der EVP auch gut verankert sind, sieht es anders aus. Hier habe ich oft eine andere Meinung, als die Freikirchen sie vertreten. Doch es würde mir völlig fern liegen, mich in die Organisation oder in die Inhalte einzumischen.

Für uns ist diese Motion sowohl liberal als auch fair. Sie will nichts anderes, als gleich lange Spiesse für alle Kirchge-

meinden. Sie will nicht, dass kleine Kirchgemeinden überdurchschnittlich viele Pfarrstellen-Prozente pro Anzahl Gläubige bekommen. Wir wollen auch nichts vorschreiben. Es steht nicht geschrieben, dass man jemanden zu etwas zwingen soll. Die Kirchen würden weiterhin die Wahl haben, zu einer grösseren Kirchgemeinde zu fusionieren, oder in Kauf zu nehmen, dass sie eine geringere Anzahl Stellenprozente erhalten. Es ist den Kirchgemeinden überlassen, ob sie damit das Angebot einschränken, was die kirchliche Tätigkeit anbelangt, oder ob sie sich beispielsweise durch andere Kanäle finanzieren wie zum Beispiel durch Spenden. Noch etwas ist wichtig: Gerade auf dem Land erbringen die Kirchgemeinden wichtige soziale Dienstleistungen. Die glp hat immer signalisiert, dass sie selbstverständlich bereit wäre, Dienstleistungen, die der ganzen Gesellschaft und nicht nur den Gläubigen zugute kommen, direkt über Leistungsverträge abzugelten. Dafür braucht es jedoch keine kleinräumigen Strukturen und auch keine überdurchschnittliche Anzahl Pfarrstellen in kleinen Gemeinden. Heute fehlen die Anreize für solche Fusionen. Genau dies will die vorliegende Motion ändern. Aus der Antwort des Regierungsrates möchte ich nur einen Satz herausgreifen, der schon fast etwas zynisch klingt. Wenn der Regierungsrat sagt: «Eine Mindestgrösse ist für das gedeihliche Funktionieren einer Kirchgemeinde indessen nicht zwingend erforderlich», dann ist dies selbstverständlich richtig. Doch es ist nur deshalb richtig, weil heute die Steuerzahler des Kantons und eben nicht die Mitglieder diese Pfarrstellen massgeblich finanzieren. Es ist tatsächlich so: Solange sich dies nicht ändert, ist es für das Gedeihen einer Kleinst-Kirchgemeinde kein Problem, wenn sie immer weniger Mitglieder hat. Wir möchten dies ändern. Wir bitten darum, dieser Motion zuzustimmen. Falls die Motionärin sich dazu entscheidet, sie in ein Postulat umzuwandeln, was sie gerade mit einem Nicken signalisiert, werden wir selbstverständlich auch einem Postulat zustimmen.

Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts). Die grüne Fraktion hält es mit den Kirchgemeinden wie mit den politischen Gemeinden. Wir finden Fusionen sinnvoll, vor allem dann, wenn eine Gemeinde dies auch tun will und sich mit dieser Aufgabe konstruktiv auseinandersetzt. Ein Zwang, zu fusionieren, ist überall problematisch und bringt uns nicht weiter. Wir teilen die Einschätzung, dass eine Fusion sinnvoll sein kann. Wir teilen auch die Einschätzung der Regierung, dass man diese Forderung als Postulat entgegennehmen könnte. Wir werden einem Postulat mehrheitlich zustimmen. Was wir hingegen nicht unterstützen, ist das Vorgehen, auf einzelnen Kirchgemeinden herumzuhacken. Ich bin nicht damit einverstanden, dass man eine einzelne Kirchgemeinde hervorzerrt, wie dies Franziska Schöni getan hat. Ich frage mich, ob diejenigen, die immer über Gadmen reden, schon einmal in Gadmen waren und sich überlegt haben, wie die Leute dort leben, und welche Aufgaben ein Pfarrer oder eine Pfarrerin dort übernimmt. Ich weiss, dass in Gadmen Leute wohnen, die Steuern zahlen und Aufgaben wahrnehmen und die Gesellschaft mittragen. Dazu gehört auch das Projekt Qualifutura, welches dazu beiträgt, dass Jugendliche, die es im Leben schwierig haben, im beschaulichen Gadmen auf eine geregelte Bahn gelangen können. Hören wir also damit auf, einzelne Gemeinden diffamieren zu wollen, sie in Schwierigkeiten zu bringen und so zu tun, als wären sie Sünder. Das widerstrebt mir sehr. Doch dies war eine persönliche Aussage. Die grüne Fraktion wird dem Postulat grossmehrheitlich zustimmen, weil wir im Grundsatz die Forderung nach Fusionen durchaus verständlich finden. Doch wir sind auch der Meinung, dass wir zuerst den Bericht abwarten und solide Arbeit leisten und nicht rasch etwas herbeipfuschen sollten.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die Kirchen sind im Umbruch. Seit dem Jahr 2000 wurden 15 Prozent der Pfarrstellen abgebaut. Im Rahmen der ASP haben wir weitere 27 Pfarrstellen beziehungsweise 7 Prozent der Stellen abgebaut. Wo in der Verwaltung sind in den letzten 15 Jahren mehr als 20 Prozent der Stellen abgebaut worden? Das Gesetz wurde entsprechend angepasst. Die Verordnung haben wir in der Finanzkommission beraten. Die Motionärin, Franziska Schöni-Affolter, war auch dabei. Der Bericht zum Verhältnis von Kirche und Staat steht vor dem Abschluss und wird noch in diesem Jahr präsentiert. Dies wurde bereits mehrmals gesagt. Grundlagen für die Zuteilung von Pfarrstellen sind in genügendem Mass vorhanden. Mit dieser Motion hat die Motionärin wieder einmal ihr Steckenpferd gesattelt.
Ein paar Bemerkungen zum Inhalt dieser Motion: Die Kriterien für die Zuteilung von Pfarrstellen sind in der Verordnung klar geregelt. Die Anzahl Kirchenmitglieder ist nicht das einzige Kriterium für die Zuteilung der Pfarrstellen. Dies steht auch in der neuen Verordnung. Die meisten Kirchenaustritte geschehen auf dem Friedhof. Die Unabhängigkeit der Kirchgemeinden ist zu respektieren. Wenn die Kirchgemeinde bereit ist, einen Anteil der Pfarrstellen selber zu finanzieren, dann muss dies weder den Kanton, noch den Grossen Rat, noch die Motionärin stören. Die Fusion der Kirchgemeinden hat rein gar nichts mit der Fusion der politischen Gemeinden zu tun. Die Fusion unter kleinen Kirchgemeinden ist nicht immer einfach. Es wäre zum Beispiel recht schwierig, wenn die Kirchgemeinde Gadmen mit der Kirchgemeinde Cortébert-Corgémont fusionieren möchte. Hören wir doch auf, unsere eigenen Kirchgemeinden zu schwächen! Paul Hinder, Schweizer Bischof in Arabien, hat kürzlich in einem «Bund»-Interview Folgendes gesagt: «Das Problem ist nicht die Stärke des Islams, sondern die Schwäche der christlichen Kirchen.» Was nützt es uns, über ein Minarett-Verbot abzustimmen oder Gesetze über Kopftuch- und Schleierverbote zu verfassen, wenn wir ständig unsere eigenen Kirchen schwächen? Hören wir auf, an dem Ast zu sägen, auf dem wir sitzen. Lehnen wir die Motion, und auch ein allfälliges Postulat, mit Überzeugung ab!

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich persönlich bin seit rund 35 Jahren in der Landeskirche engagiert. Ich stelle fest, dass diese Landeskirchen ganz unterschiedliche Strukturen haben. So war ich zum Beispiel im letzten Sommer in der St-Stephan-Kirche an einem Gottesdienst. Es waren wenige Leute anwesend, doch die Atmosphäre war sehr familiär, und die gesamte Situation erschien mir gut. Ich habe auch gesehen, wie sich die Kürzung der Pfarrstellen auf die Gemeinden ausgewirkt hat, mit denen ich zu tun habe. Dazu gehört Blumenstein. Hier hat die Kirchgemeinde selber entschieden, einen Teil des Pfarrerlohns mit anderen Mitteln zu bestreiten, damit sie ihren Pfarrer behalten kann. Es ist

interessant, dass die Vorlage, über die wir abstimmen, weder mit unseren Finanzen, noch mit unseren Aufgaben etwas zu tun hat. Wir mischen uns hier in etwas ein, das nicht unsere Sache ist. Die Zuteilung der Pfarrstellen regelt die Landeskirche in Zusammenarbeit mit der Kirchendirektion. Wenn ich hier etwas von Fairness unter den Kirchgemeinden höre, oder von gleich langen Spiessen, dann ist dies eine Äusserung von jemandem, der keinen Bezug zu einer Kirchgemeinde hat und nicht sieht, worum es geht. Wir haben zwischen den Kirchen mit dem Verteilschlüssel, der erstellt wurde, überhaupt kein Problem. Die Kirchgemeinde Spiez hätte 30 Prozent mehr Pfarrstellen zugute, doch es käme niemandem in den Sinn, auf eine solche Erhöhung zu pochen zulasten einer anderen Gemeinde, die sonst Mühe hätte. Ich bitte Sie, solchen Vorhaben, bei denen man sich in etwas einmischen will, das einem eigentlich nichts angeht, weder mit einem Postulat noch mit einer Motion zu helfen. Lehnen Sie solche Dinge grundsätzlich ab. Ich bin Ihnen dafür dankbar.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Der Regierungsrat macht Ihnen beliebt, den Vorstoss als Postulat anzunehmen. Die Motionärin spricht von einem grundsätzlichen Anspruch auf Gerechtigkeit bei den Gemeinden und vergleicht Äpfel mit Birnen. Sie kommt aus der «Bremgarten-Herrschaft», wie sie im Mittelalter hiess. Es gab ein Bremgarten-Stadtgericht, welches mit Kirchlindach fusioniert hat. Bremgarten wollte 1946 mit der Stadt Bern fusionieren, was sich durchaus gelohnt hätte. Dieses Beispiel erwähne ich nicht wegen der Geschichte. Bremgarten umfasst keine zwei Quadratkilometer und zählt 4300 Einwohnerinnen und Einwohner, die Motionärin eingeschlossen. Die Motionärin stammt aus dem Kanton Solothurn. Die Gemeinde Gadmen-Innertkirchen hat mit 236,6 Quadratkilometern einen Drittel der Fläche des Kantons Solothurn. Es ist kein Problem, diese Gemeinde immer wieder zu erwähnen. Dies erlaubt mir, mein Angebot an die Motionärin zu erneuern, gemeinsam nach Gadmen-Innertkirchen zu fahren. Die Kirche leistet einen grossen Beitrag. Zwischen den Jahren 2000 und 2020 spart sie insgesamt 20 Prozent ein, doch darüber werden wir später in diesem Jahr noch sprechen.
Grossrat Michael Köpfli hat vom «Sonderfall Kanton Bern» gesprochen. Ich werde ihn gerne darüber informieren, dass die Kirchgemeinden nicht durch einen Gnadenakt entschädigt werden, sondern weil sie 1804 den Konkurs des Kantons Bern abgewendet haben. Man kann darüber streiten, welche Grösse etwas haben muss, und ob immer grösser auch immer besser ist. Doch dies wollen wir jetzt nicht tun. Ich wünsche Ihnen allen eine gute Zeit und bin froh, wenn Sie die Motion ablehnen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Danke für die Einladung zu einem Besuch in Gadmen. Ich danke auch dafür, dass Sie bereit sind, meine Motion als Postulat anzunehmen. Ich bin gewillt, diese Motion umzuwandeln, weil ich sehe, dass wir uns im Gespräch mit den Kirchen befinden. Wir müssen neue Lösungen suchen, und wir sind auf einem guten Weg, doch wir müssen dies noch mit einem Postulat unterstreichen. Ich möchte eine faire Gleichbehandlung der Kirchgemeinden und der politischen Gemeinden. Meine Damen und Herren, das steht so in der Verfassung! Für die Änderung des Gemeindegesetzes braucht es keine Verfassungsänderung, liebe Anita Herren, da liegst du falsch. Ich möchte einfach überall mit denselben Ellen messen. Das scheint mir nicht so ungeheuer anspruchsvoll zu sein. Ich möchte auch etwas für die aktiven Kirchenmitglieder tun, und nicht für eine Kirche, die einfach während Hunderten von Jahren dasteht. Ich möchte etwas für eine lebendige, fortschrittliche Kirche tun. Wenn sich Kirchen neu gruppieren oder auch unter Druck zusammenschliessen, können sie gute Vorwärtsstrategien entwickeln. Sie müssen nicht mehr pro Jahr oder innerhalb von zwei Jahren 10 Prozent ihrer Mitglieder verlieren. Ich bitte Sie, diese Motion als Postulat anzunehmen.

La président. Comme vous l'avez entendu, la motion a été transformée en postulat. Nous allons donc voter sur le postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Rejet de la motion (sous forme de postulat)

Oui	48
Non	85
Abstentions	5

La présidente. Vous avez rejeté ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.623

N° de l'intervention:	125-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.06.2014
Déposée par:	Ammann (Meiringen, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	21
N° d'ACE:	1328/2014 du 5 novembre 2014
Direction:	FIN

Imposition des propriétaires fonciers étrangers

Le Conseil-exécutif est chargé de créer les bases légales nécessaires pour que les propriétaires fonciers étrangers (personnes physiques) soient imposés :
1. sur le revenu à un taux minimum de 5 pour cent (impôt simple) et
2. sur la fortune à un taux minimum de 1,25 pour cent.

Développement
En tant que personnes physiques, les propriétaires fonciers étrangers paient l'impôt sur le revenu et sur la fortune pour leurs biens-fonds sis dans le canton de Berne. Depuis la révision de la loi sur les impôts de 2001, les revenus et la fortune générés à l'étranger n'entrent cependant plus dans le calcul de l'impôt.
La situation est différente pour les propriétaires fonciers suisses. Le revenu tiré des biens-fonds compte comme revenu du travail ou comme rente, et ce revenu global est

soumis à l'impôt sur le revenu. Le calcul de l'impôt sur la fortune suit la même logique.
Pour le canton et les communes, cela représente un manque à gagner considérable depuis 2001, avec des différences avoisinant parfois les 40 pour cent.
Vu la situation financière actuelle du canton et des communes, l'imposition des propriétaires fonciers étrangers doit être corrigée.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion souhaite que soit fixé un montant plancher pour le revenu et la fortune déterminant le taux d'imposition des personnes qui sont domiciliées à l'étranger et qui sont propriétaires de biens fonciers en Suisse. Il explique que, depuis la révision 2001 de la loi sur les impôts, les revenus que ces personnes réalisent à l'étranger, et les biens qu'elles y possèdent ne sont plus comptés dans le revenu et la fortune déterminant leur taux d'imposition. L'objectif de l'auteur de la motion est de compenser cela.
La motion 194/2006 « Politique des résidences secondaires », déposée le 5 septembre 2006 par Monsieur von Allmen, Gimmelwald (PS-JS), formulait déjà une revendication similaire. Elle chargeait notamment le Conseil-exécutif de créer les bases légales mettant les étrangers et les Suisses sur un pied d'égalité face à l'imposition de leurs appartements et autres biens fonciers sis dans des communes bernoises. Lors de sa séance du 20 mars 2007, le Grand Conseil avait adopté ce point de la motion par 71 voix contre 70 et 7 absentions. A l'occasion des débats parlementaires relatifs à la révision 2011 de la loi sur les impôts, il s'était toutefois rallié à l'avis du Conseil-exécutif, qui s'opposait à la mise en œuvre de ce point de la motion. Le gouvernement avait exposé ses arguments de manière circonstanciée dans son rapport relatif à la révision 2011 de la loi sur les impôts[2].
Contrairement à ce que craint l'auteur de la présente motion, la simplification de la déclaration d'impôt des personnes domiciliées à l'étranger - qui a été instaurée en 2001 - n'a pas fait reculer les rentrées fiscales :
En effet, cette simplification a introduit deux changements aux effets inverses : le premier de ces changements est la fixation du taux d'imposition des propriétaires fonciers domiciliés à l'étranger en fonction de leurs seuls éléments imposables en Suisse, ce qui a en effet réduit leur impôt par rapport à avant. Le deuxième changement est qu'ils ont perdu le droit aux déductions sociales, ce qui s'est inversement traduit par une majoration de leur impôt. A cela s'ajoute que ces personnes ne peuvent respectivement déduire de leur fortune et de leur revenu imposables que les hypothèques grevant les biens immobiliers qu'elles possèdent dans le canton et les intérêts correspondants. Le reste de leurs dettes et de leurs intérêts passifs n'est pas déductible de leur fortune et de leur revenu. Or on sait par expérience que les biens immobiliers bernois qui appartiennent à des personnes domiciliées à l'étranger sont comparativement peu hypothéqués, en moyenne à raison de 34 pour cent seulement.

[2] Cf. Rapport du Conseil-exécutif du 12 août 2009 relatif à la révision 2011 de la loi sur les impôts, point 3.3.3, page 21 (lien).

Dans ces circonstances, le revenu immobilier net imposable d'une personne domiciliée à l'étranger a tendance à être plus élevé que celui d'une personne domiciliée en Suisse. Et il en va souvent de même de l'impôt.
L'exemple suivant, très simplifié, illustre bien ce mécanisme :

	Domicile CH	**Domicile étranger**
Valeur locative	15 000	15 000
Intérêts passifs	8 000	5 000
Déductions sociales au prorata	3 000	---
Montant imposable	**4 000**	**10 000**
Impôt simple (taux respectifs de 4% et 2%)	160	200
Impôt dû (quotité d'impôt de 5,0)	**800**	**1 000**

La simplification de la déclaration d'impôt qui a été introduite en 2001 se révèle fonctionnelle. Elle a mis fin aux lourdes formalités nécessaires à la collecte de renseignements sur la situation économique et patrimoniale générale des propriétaires fonciers domiciliés à l'étranger. Elle a également mis un terme aux taxations par appréciation qui s'avéraient nécessaires lorsque ces renseignements n'étaient pas fournis aux autorités fiscales bernoises. La nouvelle procédure est simple, transparente et appréciée des contribuables.
Compte tenu de ces réflexions, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Comme vous le savez, l'affaire 40 a été retirée.

Affaire 2014.RRGR.607

N° de l'intervention:	112-2014
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Hügli (Biel/Bienne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	25
Urgence:	refusée le 05.06.2014
N° d'ACE:	1442/2014 du 3 décembre 2014
Direction:	FIN

Revenus supplémentaires pour le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier dans un rapport quelles mesures lucratives (nouvelles ou non) prendre à court et à moyen terme pour qu'à l'avenir le canton de Berne jouisse d'un service public fort offrant de bonnes prestations et de bonnes conditions de travail et de salaire.
Développement
Ces dernières années, de nombreuses baisses d'impôt unilatérales, dernièrement avec l'impôt sur les mutations, ont privé le canton de Berne de millions de francs de reve-

nus. On a ensuite affaibli le service public en supprimant des prestations publiques et en négligeant d'améliorer les conditions de travail et de salaire du personnel cantonal. La réduction des services publics a touché en particulier les personnes aux revenus modestes et faibles, qui n'ont guère pu profiter des baisses d'impôt.
Pour pouvoir offrir à l'avenir de bonnes prestations publiques et de bonnes conditions de travail et de salaire à tous et toutes, le canton de Berne doit améliorer ses revenus. Il doit mettre en œuvre à court et à moyen terme des mesures permettant d'augmenter les revenus et le cas échant d'en générer de nouveaux.

Réponse du Conseil-exécutif

Malgré un environnement financier et économique difficile (crise financière et économique, faiblesse voire inexistence de la redistribution aux cantons des bénéfices de la Banque nationale suisse, charges supplémentaires résultant de décisions au niveau fédéral, etc.), le Conseil-exécutif a réussi, ces dernières années, à obtenir pour chaque exercice – sauf 2012 – un résultat excédentaire au compte de fonctionnement et à éviter un accroissement de la dette. L'an dernier, le risque de déficit structurel a même pu être écarté grâce aux mesures parfois radicales de l'Examen des offres et des structures (EOS 2014), qui ont permis de stabiliser les finances bernoises. Deux mesures de l'EOS 2014 concernant les revenus contribuent aussi grandement à l'amélioration des perspectives financières: l'abrogation du forfait global pour les frais professionnels (CHF 41 mio de revenus supplémentaires à partir de 2014) et le plafonnement prévu de la déduction des frais de déplacement à 3000 francs (CHF 54 mio de revenus supplémentaires à partir de 2016). Il en va de même d'autres mesures prises du côté des revenus dans des programmes d'allégement antérieurs comme par exemple l'augmentation des taxes d'études, la hausse des émoluments de rappel concernant les déclarations d'impôts ou encore l'examen de l'ordonnance sur les émoluments (OEmo) effectué dans le cadre du programme d'allégement de 2012.
Avec les résultats du budget 2015 et du plan intégré mission-financement 2016 à 2018, le Conseil-exécutif a poursuivi cette année la stabilisation des finances. Ainsi tous les exercices du budget 2015 et du plan intégré mission-financement 2016 à 2018 dégagent-ils des excédents - parfois significatifs - au compte de fonctionnement. Le solde de financement est en outre positif en 2015 et en 2016. Malgré les difficultés financières, l'adoption en 2013 de la révision de la LSE et de la LPers a permis d'améliorer sur le moyen et le long terme la progression salariale annuelle du personnel cantonal et des enseignants.
Le Conseil-exécutif a souligné à plusieurs reprises ces dernières semaines que l'équilibre des finances cantonales bernoises reste fragile. A preuve les insuffisances de financement prévues au plan intégré mission-financement 2016 à 2018 pour 2017 et 2018 et les nombreux risques de politique financière (réforme III de l'imposition des entreprises, incertitudes quant au versement annuel des bénéfices de la Banque nationale suisse, augmentations des charges dans les domaines des personnes âgées et des personnes handicapées, de la santé, dans le secteur social, etc.).
Vu la relative stabilité générale de la situation financière, le Conseil-exécutif considère que ce que l'auteur du postulat demande, à savoir qu'à l'avenir le canton de Berne jouisse d'un service public fort offrant de bonnes prestations et de bonnes conditions de travail et de salaire, est en fait réalisé. Il considère qu'il n'est à l'heure actuelle pas urgent d'examiner des mesures supplémentaires devant être prises à court et à moyen terme pour augmenter les revenus et de présenter un rapport à ce sujet. Le Conseil-exécutif propose par conséquent le rejet du présent postulat.
Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. L'affaire 41 est aussi retirée. Nous en avons juste encore pour cinq minutes, je vous prierais donc encore d'attendre. Comme vous le savez, les affaires 40 et 41 de la Direction des finances ont été retirées. M. le conseiller d'Etat, merci et bonne rentrée. Nous arrivons donc à la fin de cette session de janvier 2015. Nous avons eu trois grosses affaires durant cette session et je pense que nous avons fait du bon travail, dans une atmosphère plus ou moins conviviale. J'aimerais remercier notre secrétariat, Mmes Oberer et Stähli du guichet, elles ont fait des kilomètres chaque fois qu'il y avait des nouvelles propositions, un grand merci à vous pour votre travail. *(Applaudissements)* Merci aussi aux interprètes, on vous oublie un peu derrière votre vitre foncée; on ne vous voit jamais en fait, mais on vous a toujours dans les oreilles. *(Applaudissements)* Un grand merci également à mes deux vice-présidents pour la bonne collaboration, c'est sympa de travailler avec vous. *(Applaudissements)* Je vous souhaite donc à tous une bonne rentrée, je me réjouis de la session de mars. La session est close.

Fin de la séance et de la session à 14 heures 24.

Les rédactrices :
Sara Ferraro (d)
Cathérine Graf-Lutz (f)

Annexe 1

Affaires de la session de janvier délibérées selon la procédure écrite

Affaire 2014.RRGR.942

Questions déposées par les membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif

Question 5

Marti Ursula, Berne (PS) - Admission d'un nombre supplémentaire de réfugiés en raison de la crise syrienne

La guerre en Syrie est devenue une crise humanitaire mondiale, la plus grave depuis des décennies. Les souffrances inimaginables des réfugiés appellent une aide rapide, également de la part de la Suisse. Le Conseil fédéral examine la possibilité, en collaboration avec d'autres cantons, d'admettre un plus grand nombre de réfugiés.
C'est ce qui me pousse à poser la question suivante :
– Le canton de Berne est-il prêt, en raison de cette crise extraordinaire, à accueillir un nombre supplémentaire de réfugiés ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

Le domaine de la migration et de l'asile est une tâche commune à la Confédération et aux cantons. C'est la Confédération qui statue sur le nombre de réfugiés admis en Suisse. En novembre 2012, le Conseil-exécutif a pris en charge, en collaboration étroite avec le Secrétariat d'État aux migrations, le premier contingent de réfugiés syriens attribué à la Suisse par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (cf. réponse au postulat 074-2014 Sancar). Le canton de Berne reste prêt à offrir de l'aide et, dans la mesure de ses possibilités et des moyens à sa disposition, à accueillir des réfugiés syriens.

Question 1

Kipfer-Guggisberg Vreni, Stettlen (PBD) - Système de bonus-malus des services sociaux

En octobre dernier, les premiers calculs de bonus-malus ont été publiés. Il en ressort que le canton verse en bonus des sommes plus élevées que les malus qu'il encaisse auprès de trois communes. La pression sur les services sociaux ne fait qu'augmenter et les économies sont inexistantes.
C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :
1. Combien le canton a-t-il versé de plus en bonus qu'il n'a encaissé en malus ?
2. L'argent est-il destiné à la caisse générale de la commune bénéficiaire ou plus spécifiquement à ses services sociaux ?
3. Quelles sont les charges administratives liées à ce système ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

1. Le total des bonus 2012-2013 s'élève à 1 646 000 francs, celui des malus à 379 000. Les malus ne sont pas encore entrés en force. La différence entre bonus et malus est imputée à la compensation des charges de l'aide sociale, assumée à égalité par le canton et les communes. L'objectif du législateur n'a jamais été que le total des bonus corresponde à celui des malus : le système de bonus-malus a pour but d'induire une réduction des coûts. En 2013, les dépenses du minimum vital n'ont pas augmenté. Cela profite aux communes et au canton. Le système de bonus-malus y a sûrement contribué. Il convient de mettre le coût du bonus-malus en relation avec le coût total : le minimum vital coûte de l'ordre de 450 millions de francs par an.
2. Le bonus est crédité aux communes par l'intermédiaire de la compensation des charges, dont la part diminue pour celles qui en obtiennent un. Les bonus ne sont pas versés matériellement. Toute commune obtenant un bonus est libre d'en faire l'usage qui lui convient.
3. Aucun poste n'a été créé à la SAP pour mettre en œuvre le système de bonus-malus. Les priorités ont simplement été réorganisées. Le système de bonus-malus a nécessité un investissement unique de 250 000 francs environ. La charge de personnel de la SAP a cependant été considérable pour sa mise en œuvre. Les communes ont posé une foule de questions. Et l'établissement des décisions et des recours a demandé énormément de travail. Les coûts en informatique et en personnel pour la SAP s'élèvent à environ 90 000 francs par an. Il faut les rapporter au coût total de 450 millions de francs par an pour le minimum vital.

Question 8

Herren-Brauen Anita, Rosshäusern (PBD) - Site hospitalier de Berne : son renforcement déjà dans l'impasse ?

C'était annoncé déjà il y a des années, le projet visant à renforcer le site hospitalier de Berne est dans une impasse. L'objectif déclaré de l'Hôpital de l'Ile, la maîtrise des prestations dans le système hospitalier public de la région bernoise, est loin d'avoir été atteint.
Au lieu de cela, les départs de médecins particulièrement compétents ont contribué au renforcement des hôpitaux privés. Un grand nombre de médecins ont perdu confiance. La plupart travaillent dans les hôpitaux privés, d'autres ont changé de CHR, la preuve qu'on ne peut pas leur reprocher d'avoir été poussés par des motifs financiers.
C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :
1. Le Conseil-exécutif est-il informé du départ de plus de 26 cadres du réseau Spital Netz Bern et des pertes de revenu qui en ont résulté ?
2. Quel sera le montant de cette perte de revenu par rapport aux budgets 2013 et 2014 de SpitalNetz Bern ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

1. Le Conseil-exécutif est informé de l'avancement du projet de renforcement du site médical bernois lors des entretiens périodiques qu'il mène avec la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et Spital Netz Bern AG. Le projet pose un défi de taille à toutes les personnes concernées des deux institutions. Il est compréhensible dans ce contexte que des cadres aient souhaité démissionner pour rejoindre un autre établissement, bien que cela soit regrettable. Selon les informations dont dispose le gouvernement, les médecins qui ont quitté leur poste ont pu être remplacés rapidement, ce qui a permis d'éviter un manque à gagner ou tout au moins de le limiter fortement.
2. Il incombe à la direction et au conseil d'administration de piloter l'entreprise et d'évaluer l'évolution du revenu par rapport au budget. Les écarts budgétaires peuvent avoir de multiples causes, dont les effets se renforcent ou se compensent mutuellement. Le Conseil-exécutif n'est pas en mesure de fournir d'indications quant à une perte de revenus qui serait liée à des fluctuations de personnel.

Question 6

Marti Ursula, Berne (PS) - Conséquences del'abrogation du cours plancher du franc suisse

La Banque nationale a abrogé le taux plancher du franc suisse par rapport à l'euro.
C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :
1. Quelles conséquences cette mesure pourrait-elle avoir pour les entreprises bernoises ?
2. Quelles sont les conséquences probables pour l'économie bernoise ?
3. Quelles mesures doivent être prises, selon le Conseil-exécutif ?

Réponse du Conseil-exécutif (ECO)

1. Comme toutes les autres entreprises suisses, les entreprises bernoises doivent endurer les effets de l'abrogation du taux plancher du franc suisse. Cette mesure touche non seulement les entreprises exportatrices mais aussi leurs fournisseurs. Dans le canton de Berne, l'industrie mécanique, l'industrie de précision ainsi que l'horlogerie et le tourisme sont les premiers concernés. Les répercussions concrètes se manifesteront dans les mois à venir.
2. L'économie publique bernoise subira les mêmes conséquences que le reste de la Suisse. Comme indiqué dans la réponse à la question 1, l'économie publique bernoise sera fortement touchée, vu son orientation vers l'exportation. L'impact de l'abrogation sur le produit intérieur brut, sur le chômage ou encore sur la consommation à l'intérieur du pays est difficilement prévisible à l'heure actuelle.
3. Le Conseil-exécutif analyse l'évolution de la situation en permanence. En sa qualité de président de la Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP), le conseiller d'Etat Andreas Rickenbacher a invité la Banque nationale suisse à la session de la CDEP qui sera tenue le 22 janvier 2015, afin que les cantons puissent obtenir des informations de première main. Il est en revanche trop tôt pour se prononcer sur les mesures à prendre par la Confédération ou le canton de Berne.

Question 7

Herren-Brauen Anita, Rosshäusern (PBD) - Problèmes de gestion du personnel à l'Office des poursuites de Berne Mittelland

Selon mes informations, l'Office des poursuites de Berne Mittelland est confronté depuis deux ans à de sérieux problèmes dans la gestion de son personnel, ce qui lui a valu 40 démissions et une ambiance délétère entre les collaborateurs et collaboratrices. La charge de travail est qualifiée de grande et complexe.
C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :
1. Le Conseil-exécutif a-t-il connaissance de ces problèmes ?
2. Dans l'affirmative, quelles mesures a-t-il prises pour y remédier ou qu'a-t-il décidé d'entreprendre ?
3. Dans la négative, que pense pouvoir faire le Conseil-exécutif pour résoudre la situation ?

Réponse du Conseil-exécutif (JCE)

1. La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE), qui surveille notamment, au nom du Conseil-exécutif, la conduite des offices des poursuites et des faillites (art. 10, al. 2 LiLP), connaît le taux de fluctuation du personnel élevé à l'Office des poursuites de Berne – Mittelland.
2. La JCE accompagne et soutient l'Office des poursuites de Berne – Mittelland dans le cadre de ses activités de surveillance et de controlling ainsi que, pour les questions relatives au personnel, dans le cadre des prestations de l'Office de gestion et de surveillance (OGS). Les problèmes existants font régulièrement l'objet de discussions. Celles-ci ont en général lieu lors des séances du directoire des offices des poursuites et des faillites; en outre, la JCE prend si nécessaire directement contact avec le chef de l'Office des poursuites de Berne – Mittelland.
   Les raisons de ce taux de fluctuation élevé sont diverses. Le changement de direction, intervenu au printemps 2014, constitue sans doute une raison importante. La recherche d'un successeur pour le poste qui se libérait s'est révélée plus difficile que prévu. L'annonce que le poste allait être repourvu au 1er janvier 2015 a cependant déjà permis d'apaiser les esprits au sein de l'office. Le taux de fluctuation élevé s'explique aussi par la modification de divers processus mal conçus. Ces changements étaient nécessaires à l'exploitation et avaient été convenus avec la JCE. Un certain nombre de collaborateurs collaboratrices se sont toutefois montrés réfractaires à la nouveauté. Enfin, il faut mentionner que les offices des

poursuites et des faillites (OPF) engagent souvent des personnes jeunes. Or, il n'est pas rare que la situation privée ou professionnelle des jeunes évolue; en ce sens, la politique d'engagement des OPF constitue un autre facteur qui explique le taux de fluctuation élevé.
La JCE a donc conscience des problèmes qui se posent et suit régulièrement l'évolution du taux de fluctuation et de la charge de travail. Elle est constamment en contact avec les services concernés, avec lesquels elle discute des mesures nécessaires et les met en œuvre.

3. Réponse non nécessaire.

Question 2

Haas Adrian, Berne (PLR) - Equilibrage de l'échelle des salaires

Lors de la révision de la loi sur le statut du corps enseignant (LSE), le gouvernement a invoqué l'existence de retards en termes de progression salariale dans certaines catégories de personnel comme étant le motif des mesures prises en politique salariale. Or on voit aujourd'hui que les moyens mis à disposition par le Grand Conseil pour le financement de ces mesures ont été pour l'essentiel consacrés à l'adaptation générale des salaires (2015 : 1,3 sur 1,5%).
C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes au Conseil-exécutif :

1. Pourquoi s'est-il départi de la motivation initiale des mesures décidées ?
2. Quand et de quelle manière se propose-t-il d'équilibrer la progression salariale des différentes catégories ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

Le Conseil-exécutif n'a jamais dit qu'il fallait la révision de la LSE et de la LPers, qui a consisté notamment à énoncer les principes de la politique salariale, pour qu'il soit possible d'équilibrer la progression des salaires dans les différentes catégories. Cette révision devait permettre surtout l'application du système BEREBE. Pour l'application de ce système, 1.5 pour cent de la masse salariale est chaque année consacré à l'augmentation individuelle des salaires du personnel cantonal et du corps enseignant. L'équilibrage de la progression salariale des différentes catégories demanderait des ressources supplémentaires, au-delà de ce 1.5 pour cent.

1. Par ACE n° 1423 « Mesures salariales de 2015. Décision de principe » du 3 décembre 2014, le Conseil-exécutif a arrêté le montant des fonds à disposition pour la progression salariale de 2015. Il a décidé dans ce contexte, dans la mise en œuvre de la révision LSE/LPers, de consacrer *1,5 pour cent* de la masse salariale aux *augmentations individuelles de salaire,* autrement dit à l'octroi individuel d'échelons de traitement. Cette part de 1,5 pour cent se compose de 0,9 pour cent de fonds inscrits au budget 2015 et de 0,6 pour cent pris sur les gains de rotation. Les gains de rotation se dégagent lors du départ d'employés plutôt âgés, qui sont remplacés par des employés plutôt jeunes touchant un salaire inférieur. Ces augmentations individuelles de salaire relèvent du système de rémunération BEREBE, chaque agent obtenant des échelons supplémentaires en fonction de ses performances. Il est par conséquent faux de dire que le Conseil-exécutif a consacré l'essentiel des moyens mis à disposition par le Grand Conseil à l'adaptation générale, indépendante des performances, des salaires.
Seulement *0,1 pour cent* de la masse salariale a été consacré à l'*augmentation générale des salaires,* autrement dit à la compensation du renchérissement (chiffre fondé sur les prévisions de septembre 2014 de l'Office fédéral de la statistique, qui prévoyait une inflation de 0,1%). Enfin, une part de *0,2 pour cent* de la masse salariale qui avait à l'origine aussi été budgétée pour 2015 à titre de compensation du renchérissement a été employée pour des *mesures de correction individuelles*, donc pour des agents dont le retard salarial est flagrant.
Il ressort donc bien de ces explications que le Conseil-exécutif ne s'est aucunement départi de sa motivation initiale.
2. La part de 0,2 pour cent affectée à des corrections dans la progression salariale de 2015 est une mesure immédiate visant à réduire les retards salariaux. Au cours de l'année 2015, la Direction des finances saisira le Conseil-exécutif d'un plan proposant les moyens de réduire l'écart à moyen ou à long terme.

Question 3

Haas Adrian, Berne (PLR) - Appréciation différente d'un seul et même marché immobilier ?

Dans le rapport EOS 2014, le Conseil-exécutif a relevé que pour l'heure, l'ajustement de la valeur officielle des biens immobiliers (adaptation que le Grand Conseil a ensuite refusée dans une déclaration de planification) ne se justifierait pas en considération de la faible augmentation des prix de l'immobilier dans le canton de Berne. Un tel ajustement pourrait être envisagé au plus tôt en 2019.
Or en référence à un recensement des loyers de 2012, déjà réalisé au moment du débat concernant le rapport EOS, 143 communes sur 356 (ensemble du territoire communal ou certaines parties) prévoient dans l'optique de l'année fiscale 2015 d'ajuster le facteur de valeur locative « aux conditions actuelles », en conséquence indirecte de l'augmentation des prix de ces mêmes biens immobiliers, et selon les cas, l'augmentation est même radicale.
C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Pourquoi le Conseil-exécutif n'a-t-il pas déjà annoncé ses intentions pour l'année fiscale 2015 au moment des délibérations du rapport EOS, dans le contexte de cette thématique ?
2. D'où vient que le même marché immobilier puisse faire l'objet d'appréciations aussi différentes ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

1. Le Grand Conseil a délibéré sur l'examen des offres et des structures (EOS 2014) lors de sa session de novembre 2013, le Conseil-exécutif ayant adopté le rapport à ce sujet fin juin 2013. Pour adapter les valeurs loca-

tives en 2015, l'Intendance des impôts s'est basée sur une étude des données de l'année 2012. A la date des débats du Grand Conseil, elle ne disposait pas encore des résultats de cette étude. Les études de ce type étant en outre réalisées en permanence, le Conseil-exécutif n'avait aucune raison particulière de signaler ces travaux courants de l'Intendance des impôts.

2. Le marché locatif n'est pas identique au marché de l'achat et de la vente de biens immobiliers. Il ne s'agit donc clairement pas du même marché. C'est d'ailleurs pourquoi les valeurs locatives ne peuvent être fixées directement à partir des valeurs officielles.

Question 4

Marti Ursula, Berne (PS) - Pertes fiscales résultant d'une initiative PDC

Le 8 mars, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur l'initiative PDC «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt». L'initiative a pour objet d'exempter d'impôts les allocations pour enfants et les allocations de formation aux niveaux de la Confédération, du canton et des communes.
C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :

1. Quel serait le montant approximatif des pertes fiscales pour le canton de Berne si l'initiative était adoptée ?
2. Quelles seraient les conséquences de l'initiative pour le canton de Berne ?
3. Quelle est la position du Conseil-exécutif sur cette initiative ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

Dans son communiqué de presse du 27 janvier 2015, le Conseil-exécutif a informé qu'il rejetait cette initiative populaire. Si l'initiative était adoptée, cela signifierait 58 millions de francs de recettes en moins par an pour le canton et 30 millions de francs de recettes en moins par an pour les communes. Pour des détails supplémentaires, voir le communiqué de presse correspondant (sous http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen.html).

Interpellations

Affaire 2014.RRGR.1128

N° de l'intervention:	211-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	16.11.2014
Déposée par:	Graber (La Neuveville, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1523/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	CHA

Accueil officiel à Moutier de M. Claude Hêche, futur président du Conseil des Etats

Le 24 novembre prochain, Monsieur Claude Hêche sera, selon toute vraisemblance, élu à la présidence du Conseil des Etats. Le programme officiel pour cette occasion vient d'être porté à la connaissance du public. Nous pouvons lire ceci sur le site officiel du canton du Jura : « Concrètement, M. Hêche sera donc reçu officiellement dans le Jura le mercredi 26 novembre. Un train spécial emmenant les représentants des Autorités et de l'Administration fédérales partira de Berne en début d'après-midi pour rejoindre la capitale jurassienne après un arrêt en gare de Moutier. » Le futur président du Conseil des Etats est un homme politique compétent, sympathique et parfaitement respectable. C'est aussi un honneur pour le canton du Jura de voir l'une de ses personnalités assumer pour la première fois la présidence de la Chambre haute de notre pays. Mais il est inélégant, contraire aux bons usages et attentatoire à la bonne entente entre les cantons que le train spécial qui emmène traditionnellement les invités aux festivités en l'honneur du nouveau président du Conseil des Etats s'arrête pour son premier arrêt officiel dans la localité d'un autre canton que celui d'où provient la personne honorée.
Vu ce qui précède, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment interprète-t-il ce geste?
2. En particulier, n'estime-t-il pas préjudiciable aux relations entre les cantons de Berne et du Jura le fait que le nouveau président jurassien du Conseil des Etats soit en premier lieu reçu à Moutier lors des célébrations en son honneur ?
3. A-t-il l'intention de réagir?

Réponse du Conseil-exécutif

1. et 2. Du fait des relations de voisinage, le canton du Jura est un partenaire important pour le canton de Berne. Le Conseil-exécutif est heureux des bonnes relations qui existent entre les deux cantons et qui sont aussi variées qu'étroites. Il voit dans la décision prise par le président du Conseil des Etats Claude Hêche de faire une halte dans le Jura bernois une manifestation de ces relations de bon voisinage entre les deux cantons.
3. Non, le Conseil-exécutif n'a pas l'intention de réagir.

Affaire 2014.RRGR.1065

N° de l'intervention:	204-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	24.10.2014
Déposée par:	Riem (Iffwil, PBD) (porte-parole) Frutiger (Oberhofen, PBD) Stähli (Gasel, PBD)
Cosignataires:	3
Urgence:	accordée le 20.11.2014
N° d'ACE:	1528/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	TTE

Crédit accordé pour la réalisation du projet Tram Region Bern: qu'en sera-t-il?

Le projet Tram Region Bern a été rejeté en votation populaire. Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles seront les répercussions financières de ce rejet dans les domaines suivants :
   a. compte des investissements,
   b. compte de fonctionnement 2014,
   c. budget 2015 et plan intégré mission-financement 2016-2018,
   d. planification de l'investissement,
   e. subventions fédérales,
   f. le cas échéant, d'autres domaines ?
2. Comment les moyens prélevés sur le Fonds des investissements pour la réalisation du projet seront-ils dépensés ? Qu'est-ce qui est prévu si les moyens ne sont pas utilisés ou ne le sont qu'en partie ?
3. Quels organes décident de l'utilisation des moyens non dépensés pour le projet ?
4. Comment le Grand Conseil sera-t-il associé à la suite de la planification mentionnée dans le communiqué du 14 octobre 2014 ? Faudra-t-il voter un nouveau crédit d'étude ?

Réponse du Conseil-exécutif

Après le non des communes d'Ostermundigen et de Köniz au tram, la délégation des autorités de Tram Region Bern a immédiatement stoppé le projet. Ce dernier ne sera pas réalisé et tous les travaux en cours seront interrompus dans les règles. Le crédit-cadre d'investissement pour les transports publics pour la période 2010-2013 prévoyait l'allocation de 107 millions et le crédit-cadre 2014-2017 de 96,5 millions de francs aux branches de tram en direction de Köniz et d'Ostermundigen. Cet argent aurait dû être dépensé durant la période 2015-2024. Les crédits d'objet pour la réalisation du Tram Region Bern en seront déduits (branche d'Ostermundigen) ou ne feront pas l'objet d'une procédure d'autorisation (branche Köniz). Les fonds prévus ne seront pas utilisés pour le projet. Un crédit de planification préalable pour un deuxième axe de tram au centre-ville de Berne sera également décompté. Le plan intégré mission-financement, ainsi que la planification des investissements seront adaptés en conséquence.

1. Les répercussions financières des résultats de la votation populaire sont les suivantes :
   a) Compte des investissements 2014 : réduction d'environ 7,5 millions de francs.
   b) Compte de fonctionnement 2014 : réduction d'environ 1 million de francs (amortissements)
   c) Budget 2015 et plan intégré mission-financement 2016-2018 : les montants ci-après, qui sont inscrits dans le compte des investissements, ne seront désormais plus nécessaires.

Budget 2015 :	CHF 18,5 millions
Plan intégré mission-financement 2016 :	CHF 35,8 millions
Plan intégré mission-financement 2017 :	CHF 39,9 millions
Plan intégré mission-financement 2018 :	CHF 42,6 millions

      En outre, les amortissements dans le compte de fonctionnement seront moins élevés. La planification sera adaptée.
   d) Planification de l'investissement jusqu'en 2024 : allégement d'un montant total de 218 millions.
   e) Subventions fédérales : les subventions promises par la Confédération resteront réservées pour les projets correspondants jusqu'à l'échéance du fonds d'infrastructure en 2027.
   f) Il n'y a pas d'autres répercussions financières directes connues.
2. Pour la période 2012–2014, le Grand Conseil a engagé un montant total de 13 millions de francs pour le Tram Region Bern à prélever sur le Fonds de couverture des pics d'investissement. Le montant effectivement prélevé dans le Fonds jusqu'en 2013 s'élève à 6,5 millions de francs et il s'agira de décider s'il est question d'utiliser les quatre millions engagés pour 2014 et si oui, dans quelle mesure. Cette décision sera prise sur la base des dépenses effectivement réalisées en 2014 pour ce projet de tram et du résultat de clôture de cette même année. Tous les fonds qui ont été engagés pour le Tram Region Bern et qui n'ont pas été utilisés sont donc libérés et le Grand Conseil pourra décider de leur engagement pour d'autres projets.
3. Le choix d'engager les montants alloués au projet qui devaient être prélevés sur le Fonds de couverture des pics d'investissement et qui ont été libérés relève de la compétence exclusive du Grand Conseil. Les fonds qui avaient été autorisés pour la réalisation des branches en direction de Köniz et d'Ostermundigen dans les crédits-cadres d'investissement pour les transports publics 2010–2013 et 2014–2017 ne sont pas utilisés et ne peuvent pas être utilisés d'une autre manière lors de la libération des deux crédits-cadres approuvés. Par ailleurs, les nouvelles autorisations de dépenses s'effectuent selon les compétences financières usuelles.
4. Dans le communiqué de presse du 14 octobre 2014, il a été fait référence de manière générale à la répartition des compétences pour la suite de la planification des transports publics après le rejet de Tram Region Bern. Pour l'instant, aucun nouveau crédit d'étude n'est nécessaire. Les fonds requis pour d'éventuels autres projets d'infrastructures dans le domaine des transports publics locaux devraient faire partie intégrante du crédit-cadre d'investissement pour les transports publics suivant. Le prochain crédit-cadre de ce type (2018–2021) devrait être traité en 2017 au Grand Conseil.

Affaire 2014.RRGR.494

N° de l'intervention:	100-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	25.04.2014
Déposée par:	Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1383/2014 du 19 novembre 2014
Direction:	TTE

Conséquences des changements climatiques dans le canton de Berne

Les humains émettent toujours plus de gaz à effet de serre chaque année. Les neuf années les plus chaudes depuis le début des mesures ont toutes été relevées après l'an 2000.[3] Le changement climatique poursuit son avancée et les solutions ne se profilent que dans un avenir lointain. La Suisse sera elle aussi confrontée à de graves conséquences. La limite de 2°C que s'est posée la communauté internationale devrait déjà être franchie en 2040. Avant la fin du siècle, l'augmentation de la température moyenne pourrait atteindre 6°C. Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), en zone alpine, l'augmentation de la température devrait être supérieure à la moyenne. Sécheresse estivale, problèmes d'approvisionnement en eau potable, multiplication des intempéries et inondations graves, éboulements dus à la fonte du pergélisol et recul des glaciers n'en sont que quelques conséquences.[4]

Le changement climatique s'accompagnera d'énormes coûts sociaux et économiques et représente par conséquent le plus gros problème environnemental mondial du XXI[e] siècle.

Les deuxième[5] et troisième[6] volets du cinquième rapport du GIEC ont paru il y a peu. Dans le deuxième volet, il est question des répercussions socio-économiques et écologiques du changement climatique et des stratégies d'adaptation possibles (adaptation). Le troisième volet traite des possibilités de prévention (mitigation).

Face à ces nouvelles inquiétantes, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la réaction du canton de Berne face aux constats inquiétants des deuxième et troisième volets du cinquième rapport du GIEC, parus récemment ?
2. Quels devraient être les effets du changement climatique dans le canton à court terme (dans 5 à 10 ans) et à plus long terme (dans plus de 10 ans) et à quels dangers faudra-t-il faire face ?
3. Comment le canton de Berne compte-t-il réagir à ces conséquences et à ces dangers?
   a. pour lutter contre les symptômes (adaption) ?
   b. à titre préventif (mitigation) ?
   c. Quelles sont les priorités du Conseil-exécutif ?
4. Quelles devraient être les conséquences financières du changement climatique pour le canton de Berne?

Réponse du Conseil-exécutif

Le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié en 2013/2014, confirme que le climat se modifie, et que ce changement est dû aux activités humaines. Depuis le milieu du siècle dernier, le système climatique connaît de multiples changements, dont la forme, l'ampleur et la rapidité sont vraisemblablement inédites.

Pour éviter que le réchauffement climatique ne dépasse la limite des 2°C d'ici à la fin du siècle, une nette réduction des émissions de gaz à effet de serre est nécessaire. Selon le rapport du GIEC, cet objectif peut encore être atteint. Cela demande toutefois des instruments et des mesures à tous les échelons et dans différents domaines de la politique.

Réponses aux questions posées :

1. Le Conseil-exécutif avait déjà réagi aux défis posés par le changement climatique avant la publication du cinquième rapport du GIEC. La réduction des émissions de gaz à effet de serre constitue en effet un objectif central de la stratégie énergétique 2006 (mitigation). La stratégie de mobilité globale 2008, l'aménagement du territoire et la politique agricole visent aussi notamment à réduire les émissions de CO_2.

   Dans le même temps, l'adaptation aux conséquences du changement climatique est aussi un thème important, dans différents domaines : gestion de l'eau et des dangers naturels, agriculture et économie forestière, énergie, tourisme, biodiversité, santé et aménagement du territoire, notamment. L'Office de la coordination environnementale et de l'énergie (OCEE) a publié à la fin 2010 un rapport de fond sur ce sujet, qui peut être consulté sur le site de la TTE sous Environnement > Protection du climat[7].
2. Dans le premier volet de sa stratégie d'adaptation aux changements climatiques en Suisse (publié en 2012), le Conseil fédéral a identifié les principaux défis suivants :
   - Accentuation des fortes chaleurs dans les agglomérations et les villes
   - Accroissement de la sécheresse estivale
   - Accroissement du risque de crues
   - Fragilisation des pentes et augmentation des mouvements de terrain
   - Elévation de la limite des chutes de neige / recul des glaciers
   - Dégradation de la qualité de l'eau, des sols et de l'air
   - Modification des milieux naturels, de la composition des espèces et des paysages
   - Propagation d'organismes nuisibles, de maladies et d'espèces exotiques

   Le canton de Berne se trouve à l'égard des effets et dangers du changement climatique dans une situation com-

[3] NASA & NOAA, Analysis of Temperature 2012, www.nasa.gov

[4] CH2011 (2011), Swiss Climate Change Scenarios CH2011, by C2SM, MeteoSwiss, ETH, NCCR Climate, and OcCC, Zurich

[5] Climate Change 2014:Impacts, Adaptation, and Vulnerability .IPCC Working Group II Contribution to AR5

[6] Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. IPCC Working Group III Contribution to AR5

[7] « Adaptionsstrategie Klimawandel im Kanton Bern, Grundlagenbericht », disponible en allemand à l'adresse suivante : http://www.bve.be.ch/bve/de/index/umwelt/umwelt/klima.html.

parable à celle du reste de la Suisse. L'élévation de la limite des chutes de neige et le recul des glaciers pourraient être particulièrement importants d'ici à 2035 environ ; dans les autres domaines, les principales modifications sont attendues seulement pour la deuxième moitié du siècle.

3. a. Le 9 avril 2014, le Conseil fédéral a adopté le « Plan d'action 2014-2019 », le second volet de sa stratégie d'adaptation au changement climatique. Sur cette base, l'OFEV et les cantons élaborent actuellement un rapport explicitant ce que cette stratégie signifie pour les cantons. Ce rapport doit paraître au début 2015. Dès qu'il sera disponible, le Conseil-exécutif fera le point de la situation et déterminera les priorités et la suite des actions à mener.
   Des mesures concrètes pour lutter contre les effets du changement climatique sont déjà en cours dans certains domaines. Dans l'Oberland bernois par exemple, des études sont actuellement menées pour mieux comprendre les dangers liés à la fonte des glaciers et à la déstabilisation du permafrost. Les ouvrages de protection contre les dangers naturels sont généralement dimensionnés largement, afin que même en cas d'événement de grande ampleur, ils ne fassent pas complètement défaut, et contribuent tout de même à limiter les dégâts.
   b. La Suisse s'est engagée à la fin 2012, avec l'UE et d'autres Etats, à réduire d'ici à 2020 ses émissions de gaz à effet de serre de 20 pour cent par rapport au niveau de 1990. La stratégie énergétique 2006 et la stratégie de mobilité globale 2008 constituent aux yeux du Conseil-exécutif des instruments essentiels pour atteindre cet objectif ambitieux.
   c. Sont prioritaires la réduction des émissions de CO2 dans le domaine des bâtiments et de la production d'énergie, d'une part, et d'autre part le développement des mesures et des instruments pour les adapter aux effets du changement climatique. L'accent est mis en l'occurrence sur des mesures qui resteraient également utiles même si le changement climatique devait être moins important que prévu.
4. Les conséquences financières du changement climatique font l'objet de différentes études. Leurs conclusions sont cependant en bonne partie conjecturales ; une quantification sérieuse des coûts directs et indirects à attendre pour ou dans le canton de Berne n'est pas possible pour l'instant.
   Selon le GIEC, le moment de la mise en œuvre de mesures efficaces de réduction des émissions et d'adaptation au changement climatique est tout à fait décisif quant aux coûts : plus cette mise en œuvre a lieu tardivement, moins les mesures seront efficaces, et il sera d'autant plus onéreux d'obtenir les mêmes résultats. Dans le même temps, les coûts pour remédier aux dommages déjà causés par le changement climatique augmentent.

Affaire 2014.RRGR.653

N° de l'intervention: 128-2014
Type d'intervention: Interpellation
Déposée le: 11.06.2014
Déposée par: Hügli (Biel/Bienne, PS) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1382/2014 du 19 novembre 2014
Direction: TTE

Conséquences de l'utilisation de radium et de son élimination

La découverte de radium sur le chantier de l'A5, à Bienne (sur le site de l'ancienne décharge du Chemin des Fléoles) montre qu'une substance interdite il y a des décennies et utilisée pour la production industrielle est aujourd'hui encore potentiellement dangereuse pour la population, et en l'occurrence pour les ouvriers et ouvrières. A partir de l'exemple de la décharge du Chemin des Fléoles, un site pollué nécessitant une surveillance, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Est-ce qu'un plan de surveillance a été établi pour le site du Chemin des Fléoles, classé pollué depuis 2006 ?
2. Quelles mesures ce plan de surveillance prévoit-il ?
3. Où en est la mise en œuvre de ces mesures de surveillance ?
4. Est-ce qu'on a procédé à de nouvelles analyses approfondies avant le démarrage du projet de construction de l'A5 ?
5. Est-ce qu'il existe un plan de surveillance pour chacun des sites pollués nécessitant une surveillance dans les arrondissements administratifs de Biel/Bienne et du Seeland ?
6. Sur quels autres sites a-t-on découvert la présence de radium depuis 1983 ?
7. Que sait-on des victimes du radium dans le canton de Berne (dans l'industrie horlogère notamment) ?
8. Est-il vraiment devenu impossible de savoir quelles entreprises (horlogères) ont utilisé du radium, et où elles ont ensuite éliminé leurs déchets ?
9. Serait-il possible de mettre en cause la responsabilité de ces entreprises pour les dommages subis par leurs employés et employées ou par la population (par exemple si un ouvrier développait un cancer dans quelques années après avoir été exposé au radium il y a un an) ?
10. Est-ce que le canton de Berne relève systématiquement toute multiplication localisée des cas de cancers avec mention de la cause présumée ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les matériaux contenant du radium ont été découverts dans la décharge du Chemin des Fléoles après le début des travaux de construction de l'A5. Leur élimination relève de la compétence de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Ce dernier a entretemps fait savoir que les traces de radium décelées ne constituaient pas un danger pour la population et qu'il n'en avait pas été détecté dans les eaux souterraines.

1. La décharge du chemin des Fléoles fait l'objet de contrôles et d'investigations depuis des années. En rapport

avec différents projets de construction sur le site (travaux pour l'échangeur de l'A5 aux Marais-de-Brügg, centre d'entretien et service des espaces verts de la ville de Bienne), il s'agissait avant toute chose d'évaluer la qualité du matériau d'excavation pollué à éliminer. Des investigations ont également été régulièrement menées sur les eaux souterraines afin d'enregistrer les éventuels effets des différentes mesures de construction sur la qualité de celles-ci. La situation sera réévaluée à la fin des travaux de l'A5. Si cela devait s'avérer nécessaire, un plan de surveillance sera mis en place pour les eaux souterraines.

2. Les mesures du plan de surveillance consistaient ou consistent principalement en des prélèvements réguliers d'échantillons d'eaux souterraines. Ils permettent d'une part d'enregistrer les concentrations de polluants et d'autre part d'utiliser les résultats des analyses comme base pour le traitement de l'eau pompée dans la fouille de chantier.
3. Les mesures de surveillance prises dans le cadre des gros projets de construction sont achevées. Une fois que les travaux de l'échangeur des Marais-de-Brügg seront terminés, il faudra décider sur la base de nouvelles analyses des eaux souterraines si une adaptation du plan de surveillance est nécessaire.
4. Oui. L'Office des eaux et des déchets qui est compétent en la matière exige qu'il soit procédé à des analyses spécifiques avant la réalisation de tout projet de construction sur des sites pollués. Cela a également été le cas avant la construction du nouveau centre d'entretien et du service des espaces verts de la ville de Bienne. Des analyses poussées (sous-sol, eaux souterraines) au sens de la législation en matière de sites pollués et de déchets ont en effet été réalisées entre 2008 et 2010 sur le site de la décharge du Chemin des Fléoles.
5. Oui. Il est d'ailleurs tenu compte des caractéristiques spécifiques à chaque site.
6. L'administration cantonale n'a connaissance d'aucun autre site pollué sur lequel du radium aurait été découvert depuis 1990. Selon l'ordonnance fédérale du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (ordonnance sur les sites contaminés, OSites), le radium ne fait cependant pas partie des paramètres déterminants pour la prise de décision. Afin de pouvoir détecter au plus vite les anomalies sur le plan de la radioactivité, il faut à l'avenir procéder à des mesures sur les sites pollués dans le sous-sol desquels la présence de matériaux radioactifs, notamment de déchets de l'industrie horlogère, est présumée.
7. Etant donné que jusqu'en 2013, les données sur les tumeurs ne faisaient pas l'objet d'un relevé systématique dans le canton de Berne, aucune information n'est disponible sur les répercussions des anciennes pratiques de l'industrie horlogère bernoise sur la santé.
8. L'utilisation de radium nécessite une autorisation de protection contre les radiations délivrée par l'OFSP. Seul ce dernier pourrait fournir des informations sur leur traçabilité éventuelle.
9. Le Conseil-exécutif ne peut pas s'exprimer sur d'éventuelles prétentions sur le plan civil. L'édiction du droit civil relève de la compétence de la Confédération et son application de celle des tribunaux civils.
10. Depuis 2013, le canton de Berne dispose d'un registre cantonal des tumeurs qui sera coordonné avec le futur registre national. Tous les médecins et toutes les institutions qui diagnostiquent un cancer chez un de leurs patients peuvent l'inscrire sous réserve de l'accord de ce dernier. Le registre contient pour chaque tumeur des indications sur l'anamnèse, et donc également des données sur les liens de causalité éventuels. Des cas qui seraient intervenus avant la création du registre peuvent également être saisis rétroactivement. Etant donné que le registre est très récent, il ne contient toutefois pas encore suffisamment de données pour émettre des affirmations fondées.

Affaire 2014.RRGR.664

N° de l'intervention:	138-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	11.06.2014
Déposée par:	Aeschlimann (Berthoud, PEV) (porte-parole) Bauen (Münsingen, Les Verts) Hofmann (Berne, PS)
Cosignataires:	11
Urgence:	refusée le 04.09.2014
N° d'ACE:	1329/2014 du 5 novembre 2014
Direction:	TTE

Forage de gaz de schiste à Ruppoldsried

On connaît depuis fin mai 2014 la volonté de la société SEAG de demander un permis cantonal d'exploration pour procéder à des forages de prospection. Dans sa réponse à la motion « Interdire les forages par fracturation hydraulique » (Bauen, Hofmann, Aeschlimann) adoptée par le Grand Conseil en mars 2014, le Conseil-exécutif déclarait que « l'inscription d'une interdiction dans la législation n'est toutefois pas urgente, car le droit en vigueur pose des exigences très élevées qu'un éventuel projet ne serait pas à même de remplir dans la pratique ». Il ajoutait que l'interdiction de la fracturation hydraulique serait inscrite dans la loi du 18 juin 2003 sur la régale des mines (LRéMi) dans le cadre de la prochaine révision. Lors du débat sur la motion, la conseillère d'Etat Barbara Egger-Jenzer avait jugé « très improbable le dépôt d'une demande dans un canton dont le parlement a débattu aussi longuement de la question de l'interdiction. Il ne doit pas y avoir de fracturation hydraulique dans le canton de Berne. La fracturation hydraulique n'est pas une option. » [trad.]

Et pourtant, des demandes de permis d'exploration ont maintenant été déposées qui, d'après les déclarations des responsables dans la presse, et selon l'issue des travaux de prospection, seront suivies de demandes de permis de forage par fracturation hydraulique, cette méthode si contestée. On peut craindre que les sociétés d'exploitation n'utilisent jusqu'au bout la marge de manœuvre juridique et tentent de placer les autorités devant le fait accompli.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. La motion mentionnée en introduction demande une modification de la loi dans le but d'interdire les forages par fracturation hydraulique pour trouver des sources d'énergie fossile non conventionnelles dans le canton de Berne. Quand la révision de la loi sur la régale des mines est-elle prévue ? Quel est le calendrier du projet ? Quand la première lecture aura-t-elle lieu ?
2. Le Conseil-exécutif pense-t-il comme moi que les annonces faites par le consortium pétrolier ont modifié la situation et qu'il faut maintenant mettre la motion rapidement en œuvre ?
3. Le forage en profondeur (3500 mètres environ) est-il susceptible d'être autorisé ou les exigences du droit en vigueur sont-elles si élevées que toute demande est vouée à l'échec, comme l'affirmait le Conseil-exécutif dans sa réponse à la motion ? Quelle procédure d'autorisation serait requise ? Une étude d'impact sur l'environnement serait-elle exigée ? La procédure d'autorisation tiendrait-elle compte également des risques sismiques ?
4. Quelle est la durée d'une procédure d'autorisation concernant des forages profonds ?
5. Comment faire pour empêcher que les forages de prospection ne débouchent fatalement sur des forages par fracturation hydraulique ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le forage de prospection prévu par le consortium SEAG/PEOS AG à Ruppoldsried (commune de Rapperswil) pour trouver du gaz naturel est un forage conventionnel, qui n'a rien à voir avec la fracturation hydraulique. Le nouveau projet doit remplacer celui de Hermrigen, abandonné par le même consortium. Le projet requiert un permis d'exploration selon la loi sur la régale des mines (LRéMI), dont l'octroi relève de la compétence de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE). A la mi-octobre 2014, la TTE n'avait encore reçu aucune demande officielle.

Le Conseil-exécutif n'autorisera aucun projet de fracturation hydraulique dans le canton de Berne, et la situation juridique est toujours telle que décrite dans la réponse à la motion « Interdire les forages par fracturation hydraulique » (Les Verts, PEV, PS-JS-PSA ; motion 274-2013). Il n'est pas à craindre qu'un projet puisse placer les autorités devant le fait accompli.

De plus, l'initiative « Stop fracking » a été déposée le 20 juin 2014. Si elle est acceptée, l'interdiction de la fracturation hydraulique sera même ancrée dans la Constitution cantonale.

Réponses aux questions posées :

1. Le dépôt de l'initiative « Stop fracking » ajourne la révision de la loi sur la régale des mines. Avant de déterminer la suite de la procédure, il convient tout d'abord d'attendre l'issue de la votation.
2. Non. Comme cela a été indiqué, le Conseil-exécutif, en s'appuyant sur le droit en vigueur, n'autorisera aucun projet de fracturation hydraulique.
3. Le permis d'exploration peut être octroyé si les conditions strictes imposées par la législation fédérale sur la protection de l'environnement et la protection des eaux, par la législation cantonale sur les constructions ainsi que par la loi sur la régale des mines sont respectées.
   La procédure d'autorisation est régie par la loi cantonale de coordination (LCoord). La procédure directrice est la procédure d'octroi du permis d'exploration selon la loi sur la régale des mines ; l'Office des eaux et des déchets est l'autorité directrice, et la décision globale revient à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.
   Le droit fédéral n'exige pas d'étude d'impact sur l'environnement pour les forages de prospection visant à trouver du gaz naturel, mais la demande de permis doit fournir des informations détaillées sur le projet, sur le déroulement du forage ainsi que sur ses éventuelles répercussions sur l'homme et sur l'environnement. Des garanties financières doivent également être apportées, de manière à pouvoir couvrir les coûts d'un éventuel accident majeur, ainsi que les coûts du démontage de l'infrastructure de forage et ceux de la remise en état du terrain.
   Les forages profonds effectués dans les années septante et huitante à Hermrigen, Ruppoldsried, Linden et Teuffenthal ont montré que pour les forages opérés de manière conventionnelle – et seul un tel forage serait susceptible d'être autorisé –, le risque sismique est quasiment nul.
4. La procédure d'autorisation devrait durer au moins quatre mois, à condition toutefois que le dossier de demande déposé soit complet et contienne toutes les indications et tous les documents nécessaires. Des oppositions ou des recours pourraient retarder la procédure.
5. Un forage de prospection vertical ne peut pas être utilisé pour l'extraction de gaz naturel non conventionnel comme le gaz de schiste. Si du gaz naturel devait effectivement être trouvé dans le sous-sol, son extraction nécessiterait au moins un nouveau forage, ainsi qu'une concession. Toute demande d'autorisation pour des forages prévoyant d'avoir recours à la technique de fracturation hydraulique serait rejetée.

Affaire 2014.RRGR.857

N° de l'intervention:	154-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	29.08.2014
Déposée par:	Graber (La Neuveville, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	refusée le 04.09.2014
N° d'ACE:	1480/2014 du 10 décembre 2014
Direction:	TTE

Entretien et maintien des points de vue le long des routes cantonales

Les routes cantonales bernoises offrent de splendides points de vue. Certains sont même aménagés à proximité immédiate de nos routes. Ces aménagements prennent parfois la forme de décrochements asphaltés qui permettent

aux automobilistes, aux motocyclistes ou aux cyclistes de quitter aisément et momentanément la route afin d'admirer un paysage grandiose. Ces nombreux et très beaux endroits font manifestement partie du patrimoine paysagiste de notre canton. Ils contribuent clairement à son attractivité touristique.
Il arrive malheureusement que les arbres et la végétation croissent à un degré tel qu'ils en viennent à restreindre fortement l'étendue et la magnificence des paysages qu'offrent ces points de vue que nous qualifierons de routiers.
Le Conseil-exécutif est prié de donner les renseignements suivants relativement à cette situation:

1. Qui aménage les points de vue aménagés qui jalonnent nos routes cantonales ?
2. Existe-il une obligation légale d'entretien et de maintien des points de vue routiers ?
3. Plus particulièrement, les propriétaires (canton, communes, bourgeoisies, privés individuels) des forêts qui se trouvent de part et d'autre et très souvent en contrebas de ces points de vue ont-ils l'obligation de préserver l'accès visuel au paysage en élaguant les branches qui obstruent progressivement la vue ?
4. Le gouvernement est-il disposé à prendre toute mesure opportune afin de préserver le plus possible les vues magnifiques qu'offrent nos points de vue routiers ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le canton n'exploite pas de points de vue le long des routes cantonales au sens entendu par l'auteure de l'interpellation, mais uniquement des décrochements pour les véhicules d'entretien des routes. Ces aménagements peuvent être utilisés aussi le cas échéant par des touristes, cette pratique étant tolérée par les inspections des routes. La législation sur les routes ne prévoit pas de points de vue que le canton serait tenu d'exploiter.
Une seule exception a été faite, et ce lors de la construction de la route du col du Susten, des points de vue ayant alors été aménagés à des fins touristiques. Ces derniers se trouvent cependant au-dessus de la limite de la forêt et il n'est donc pas nécessaire d'entretenir la végétation.

1. Comme cela a déjà été mentionné, l'Office des ponts et chaussées n'aménage pas de points de vue le long des routes cantonales.
2. Non.
3. Non.
4. Etant donné qu'il ne s'agit pas d'une tâche cantonale, il n'est pas possible d'aménager ni d'exploiter des décrochements le long des routes cantonales à des fins touristiques.

Affaire 2014.RRGR.916

N° de l'intervention:	185-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	04.09.2014
Déposée par:	Müller (Orvin, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	30
N° d'ACE:	1460/2014 du 10 décembre 2014
Direction:	POM

Exécution des peines: évolution des coûts et de la qualité

A en croire la presse, le coût de l'exécution des peines en Suisse a doublé en 20 ans. Il faut maintenant se poser des questions sur l'évolution des coûts dans le canton de Berne, bien entendu sans occulter la question de la qualité.
Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le coût annuel de l'exécution des peines dans le canton de Berne ?
2. Comment les chiffres ont-ils évolué ces dix dernières années ?
3. Quel est le coût journalier d'une personne détenue dans le canton de Berne ? Les chiffres devront être indiqués pour les établissements d'exécution des mesures et pour ceux d'exécution des peines.
4. Combien coûtent par jour les 10 détenus les plus onéreux et comment justifier les chiffres ?
5. Combien de personnes l'exécution des peines emploie-t-elle ?
6. Comment les chiffres ont-ils évolué ces dix dernières années ?
7. Comment les charges de personnel administratif employé dans l'exécution des peines ont-elles évolué ces dix dernières années ?
8. Quelle a été l'augmentation du coût de l'infrastructure et de la logistique dans l'exécution des peines ces dix dernières années ?
9. Quel est le taux d'occupation du foyer d'éducation de Prêles ?
10. Le canton de Berne a-t-il mené un contrôle de résultat concernant la qualité de l'exécution des peines ? Dans l'affirmative, quelles sont ses conclusions ?
11. Quelle est la proportion de personnes étrangères qui purgent des mesures et des peines (indiquer les chiffres par type de mesure ou de peine) ?
12. Comment la surface disponible par personne détenue a-t-elle évolué ces dix dernières années ?
13. Comment le nombre de personnes détenues a-t-il évolué ces dix dernières années ?
14. Que font les personnes détenues une fois qu'elles ont purgé leur peine ou leur mesure (donner les réponses par type de solution) ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. En 2013, les dépenses de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE) de la Direction de la police et des affaires militaires s'élevaient à 147,4 millions de francs. Ce montant est composé de charges de personnel (97,99 mio CHF), de charges de biens, services et marchandises (42,85 mio CHF), d'amortissements (2,47 mio CHF), de subventions accordées (2,97 mio CHF) et d'imputations internes (1,1 mio CHF). Les recettes, quant à elles, s'élevaient à 96,81 millions de francs.
2. Entre 2004 et 2013, les dépenses de l'OPLE ont augmenté de 130,2 à 147,4 millions de francs.
Le tableau suivant indique les dépenses annuelles par groupe de matières.

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
30	Charges de personnel	67,11	71,97	76,37	79,76	83,62	87,01	90,15	94,50	99,02	97,99
31	Biens, services et marchandises	37,31	37,92	39,16	37,98	38,95	39,79	40,85	41,01	42,02	42,85
33	Amortissements	0,07	0,57	0,96	1,04	1,13	1,24	1,41	1,78	2,19	2,47
35	Dédommagements à des collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01
36	Subventions accordées	1,20	1,21	1,20	1,21	1,09	1,06	1,43	1,98	2,15	2,97
39	Imputations internes	24,50	25,30	24,06	24,24	24,82	0,39	0,56	0,72	0,66	1,10
	Total des dépenses	**130,20**	**136,97**	**141,75**	**144,24**	**149,60**	**129,49**	**134,41**	**140,00**	**146,05**	**147,40**

Tableau 1: dépenses de l'OPLE en millions de francs

En ce qui concerne les imputations internes, il faut mentionner que l'OPLE ne procède plus à des facturations entre ses unités organisationnelles (secteurs d'activité) depuis 2009. Cela n'a pas d'effet sur le solde de l'OPLE, la seule différence étant que les dépenses et les recettes correspondantes ne sont plus précisées.

3. La liste des tarifs de l'exécution des peines et mesures dans les établissements bernois, qui peut être consultée en ligne[8], indique les « forfaits par cas » par régime d'exécution de peine ou de mesure. Elle détaille également le prix journalier des différentes prestations, permettant ainsi de calculer le montant des coûts pour l'exécution des peines et mesures. Cette liste peut être comparée aux forfaits par cas prévus notamment dans le secteur de la santé.

Dans le domaine de la privation de liberté, les forfaits sont examinés une fois par an, adaptés si nécessaire, et adoptés par le Concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures. Dans le canton de Berne, ces tarifs couvrent les frais à hauteur de 95 pour cent. Les cinq pour cent restants correspondent aux avantages économiques dont bénéficient les lieux où se trouvent les établissements pénitentiaires.

4. Selon la liste mentionnée plus haut, le régime d'exécution de peine ou de mesure le plus onéreux est celui en section A (haute sécurité) aux Établissements de Thorberg (650 CHF / jour). Le 30 septembre, date de la saisie des données, quatre personnes étaient détenues sous ce régime. Le deuxième régime le plus onéreux est celui en section A (haute sécurité) aux Établissements de Hindelbank (602 CHF / jour). Le jour de la saisie des données, une détenue se trouvait sous ce régime. Le troisième régime le plus onéreux est celui en milieu fermé avec accompagnement psychiatrique aux Établissements de Thorberg et de Hindelbank (575 CHF / par jour). Le jour de la saisie des données, 30 personnes se trouvaient sous ce régime (22 à Thorberg et 8 à Hindelbank).

À ces coûts s'ajoutent des frais journaliers supplémentaires de 14,80 francs (10 CHF pour le fonds de construction du Concordat de la Suisse du Nord-ouest et de la Suisse centrale, 2 CHF de cotisation au Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire, 1,85 CHF pour la formation au sein de l'exécution des peines et 0,95 pour l'assurance-accidents).

5 et 6. Fin 2013, l'OPLE comptabilisait 962 collaborateurs et collaboratrices (sans compter les personnes en stage ou en formation) occupant un total de 835 postes à plein temps.

Entre 2004 et 2013, 189 personnes supplémentaires ont été engagées, tandis que le nombre de postes équivalent plein temps a augmenté de 204,3 postes. Cette évolution est détaillée dans le tableau suivant.

[8] Cf. www.pom.be.ch > La Direction > Organisation > Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement > Publications

État au 31 décembre	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Effectif total	773	804	830	883	880	876	908	925	950	962
Postes équivalent plein temps	630,7	701,2	720,1	739,9	739,7	762,8	785,3	803,8	824,5	835,0

Tableau 2: personnel de l'OPLE

7. Le tableau ci-après détaille les charges de personnel pour les tâches administratives sur les cinq dernières années. Ces dernières comprennent les charges de personnel dans les domaines de l'informatique, des finances et de la comptabilité, mais aussi des ressources humaines et de la direction / administration des secteurs d'activité ainsi que les charges de personnel de la direction et de l'état-major.
En 2013, la part des charges de personnel pour les tâches administratives correspondait à 16,8 pour cent, soit 16,46 millions de francs par rapport à l'ensemble des frais de personnel de 97,99 millions de francs.

	2009	2010	2011	2012	2013
Charges de personnel pour l'administration	13,94	14,38	16,22	16,36	16,46

Tableau 3: charges de personnel pour l'administration en millions de francs

Au 1er janvier 2009, un nouveau décompte des coûts a été introduit à l'OPLE. Étant donné qu'avant cette date, le système de saisie des heures n'était pas encore utilisé par l'ensemble de l'administration cantonale et que, partant, les données des heures de travail des collaborateurs et collaboratrices ne figuraient pas au décompte des coûts, il n'existe pas de valeurs comparatives pour les années précédant 2009.
8. Les coûts pour l'infrastructure et la logistique sont mis à la charge de l'Office des immeubles et des constructions de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. En raison, d'une part, des solutions informatiques actuelles pour l'administration des biens fonciers et, d'autre part, du fait que ces dix dernières années, en sus des projets de construction de grande envergure, des centaines de mesures ont été prises dans le cadre du programme d'entretien annuel, il n'est pas possible de fournir des données exhaustives sur l'évolution des coûts.
9. Au premier semestre 2014 (janvier à juin), le Foyer d'éducation Prêles affichait un taux d'occupation moyen de 60 pour cent. Le tableau suivant donne un aperçu de l'évolution ces cinq dernières années.

	2009		2010		2011		2012		2013	
	Nbre de places	% d'occupation	Nbre de places	% d'occupation	Nbre de places	% d'occupation	Nbre de places	% d'occupation	Nbre de places	% d'occupation
Foyer d'éducation Prêles	62	86,9	50*	74,6	50*	82	44*	86,4	70	60,3

Tableau 4: évolution du taux d'occupation au Foyer d'éducation Prêles entre 2009 et 2013
(*transformation du Foyer entre 2010 et 2012)

10. L'OPLE a défini différents objectifs d'effet et de prestation, qui sont mesurés au moyen de quatre indicateurs de résultat et de six indicateurs clé de performance.
Des réunions sont organisées périodiquement entre la direction de l'OPLE, les responsables des unités organisationnelles et le directeur de la police et des affaires militaires afin de discuter de ces objectifs. À la fin de l'année, les indicateurs sont recensés, et les résultats sont publiés et commentés dans le rapport de gestion du canton de Berne.
11. Lors de la saisie des données, le 30 septembre 2014, les établissements pénitentiaires du canton de Berne comptabilisaient 1029 personnes détenues, dont 505 personnes étrangères, soit un pourcentage de 49,1. Le tableau suivant indique la répartition en fonction du régime d'exécution de peine ou de mesure et du type de détention.

	Nombre de personnes	Nationalité	
		suisse	étrangère
Exécution d'une peine privative de liberté	498	179	319
Exécution d'une mesure	150	126	24
Privation de liberté relevant du droit des étrangers (détention en vue du renvoi ou de l'expulsion)	62	0	62
Jeunes	72	37	35
Détention avant jugement	220	173	47
Arrêts domiciliaires	27	9	18
Total	1029	524	505

Tableau 5: part de personnes étrangères au 30 septembre 2014

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Journées d'occupation	340 164	359 420	364 500	359 143	361 136	365 032	367 913	350 555	367 947	391 247

Tableau 6: journées d'occupation par année

12. Le *Manuel des constructions dans le domaine de l'exécution des peines et mesures. Établissements Adultes*[9], élaboré par l'Office fédéral des constructions et de la logistique, définit les conditions relatives aux nouvelles constructions bénéficiant d'une subvention de la Confédération. Selon ce manuel, la surface habitable d'une cellule à un lit doit couvrir au moins dix mètres carrés sans les sanitaires, lesquels doivent mesurer au moins deux mètres carrés. Il y est précisé qu'en cas de transformation, il est possible de s'écarter des dimensions minimales prescrites dans la mesure où elles sont compensées par des locaux communs.
Les établissements d'exécution de peines et mesures sont régulièrement inspectés par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitement inhumains ou dégradants et par la Commission nationale de prévention de la torture. Aucune critique n'a été formulée de leur part ces dernières années en ce qui concerne la taille des cellules.
13. Au cours des dix dernières années, le nombre de journées d'occupation est passé de 340 164 en 2004 à 391 247, soit une hausse de 15 pour cent.
La forte hausse entre 2012 et 2013 s'explique par l'ouverture, fin 2012, du nouveau bâtiment de la Prison régionale de Berthoud, dont la capacité a augmenté de 80 places, passant de 29 en 2012 à 109 en 2013.
14. La préparation à la libération et l'encadrement à l'issue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure dépendent du régime de la libération; soit de telles mesures ne sont pas prévues, soit elles sont assurées par différentes autorités. Il n'existe donc pas de données homogènes à l'échelle cantonale ou nationale. La saisie de données est également compliquée du fait de l'organisation fédéraliste de l'exécution des peines et mesures. En effet, les condamnations des tribunaux ne sont pas uniquement exécutées au sein du canton de Berne mais également dans d'autres (environ 16 %). À l'inverse, des jugements extracantonaux sont aussi exécutés dans le canton de Berne.
Une grande partie des personnes détenues exécutent des peines privatives de liberté de courte durée. Partant, nombre d'entre elles sont libérées sans qu'un encadrement soit ordonné. En règle générale, ces personnes se retrouvent dans la même situation que celle prévalant avant leur mise en détention. Elles peuvent néanmoins faire appel à un service d'assistance sociale, que les cantons sont tenus de proposer en vertu de l'article 96 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0).
Dans le cas d'une libération conditionnelle, les autorités compétentes peuvent, au besoin, ordonner une assistance de probation. Des directives peuvent également être instaurées telles que le contrôle de l'abstinence de consommation de stupéfiants, l'obligation de séjourner dans un lieu précis, l'obligation de suivre régulièrement une thérapie, etc.
Environ 90 à 95 pour cent des personnes qui obtiennent une libération conditionnelle reçoivent une assistance de probation; celles qui doivent quitter la Suisse n'en bénéficient pas (environ 75 % de l'ensemble des cas). Le canton de Berne apporte le soutien nécessaire aux personnes qui ont exécuté leur peine ou mesure mais ne sont plus capables d'être indépendantes –ou seulement dans une certaine mesure – en raison de problèmes physiques ou souvent psychiques, en leur proposant des offres ciblées, notamment des conseils en matière de dépendance, un hébergement accompagné, un programme de travail et d'activités, etc.

Affaire 2014.RRGR.11127

N° de l'intervention:	123-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	04.06.2014
Déposée par:	Lüthi (Berthoud, PS) (porte-parole)

[9] www.bbl.admin.ch > Thèmes > Construire > Constructions subventionnées > Document dans la colonne de droite

Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1363/2014 du 12 novembre 2014
Direction: SAP

Protection juridique des bénéficiaires de l'aide sociale

L'aide sociale constitue le dernier filet de protection dans le système de sécurité sociale. En 2012, le taux d'aide sociale était de 5,03 pour cent dans le canton de Berne. Ce qui signifie que près de 50 000 personnes avaient besoin de l'aide sociale pour s'en sortir[10]. Les catégories de personnes les plus représentées parmi les bénéficiaires sont les enfants et les adolescents, les ménages d'une personne, les familles monoparentales, les travailleuses et travailleurs pauvres et les personnes sans formation.
L'aide sociale est de plus en plus menacée sous la pression de la classe politique et des difficultés financières du canton. On peut craindre que cette pression se reporte sur les bénéficiaires si des prestations prévues par la loi sont injustement réduites, voire refusées. Si l'effet suspensif au sens de l'article 68 de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA) est retiré, la sanction s'applique immédiatement, même si elle est injustifiée, et la personne concernée risque de se retrouver confrontée à de graves difficultés.
Il existe certes des voies de droit contre les décisions négatives et, dans certaines conditions, l'assistance judiciaire est accordée aux personnes sans ressources. Mais bien souvent, les bénéficiaires de l'aide sociale ne savent pas défendre leurs droits et ne sont pas en mesure de le faire.
Il n'existe aucun service de médiation ou de consultation qui puisse leur venir en aide.
Dans ces conditions et pour déterminer si, dans le canton de Berne, les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent se saisir des voies de droit, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien de cas de réduction des prestations de l'aide sociale à titre de sanction recense-t-on dans le canton de Berne (en chiffres absolus et en pour-cent du total) ?
   a. Parmi ces cas, combien de retraits de l'effet suspensif ont-ils été simultanément prononcés lorsque des voies de droit ont été saisies (en chiffres absolus et en pour-cent du total) ?
   b. Combien de recours ont-ils été formés à la préfecture contre les décisions de retrait de l'effet suspensif rendues par les services sociaux (en chiffres absolus et en pour-cent du total) ?
   c. Combien de recours ont-ils été formés à la préfecture contre les décisions des services sociaux concernant d'autres états de fait (réduction et refus des prestations) (en chiffres absolus et en pour-cent du total) ?
   d. Combien de cas d'admission totale ou partielle compte-t-on parmi les recours au sens des lettres b et c ?
2. Combien de décisions rendues par la préfecture ont-elles été contestées devant le Tribunal administratif (en chiffres absolus et en pour-cent du total) ? Combien de recours le Tribunal administratif a-t-il admis totalement ou partiellement ?
3. Combien de décisions rendues par le Tribunal administratif ont-elles été contestées devant le Tribunal fédéral (en chiffres absolus et en pour-cent du total) ? Combien de recours le Tribunal fédéral a-t-il admis totalement ou partiellement ?
4. Combien de requêtes d'assistance judiciaire recense-t-on et combien de cas d'admission ?
5. Combien de requêtes d'assistance juridique recense-t-on et combien de cas d'admission ?
6. Parmi les cas mentionnés précédemment, combien de recourants et recourantes étaient assistés d'un avocat ou d'une avocate (en chiffres absolus et en pour-cent du total) ?
7. Quel est le taux de réussite des cas dans lesquels les recourants et recourantes étaient assistés d'un avocat ou d'une avocate (admission totale ou partielle) ?
8. Comment se situent les chiffres demandés ci-dessus par rapport à d'autres domaines du droit (droit des assurances sociales p. ex.) ?

Réponse du Conseil-exécutif

La protection juridique des bénéficiaires de l'aide sociale constitue une tâche essentielle et fondamentale ; elle est réglée à l'article 52 de la loi sur l'aide sociale (LASoc ; RSB 860.1). L'interpellatrice souhaite savoir si ces personnes peuvent se saisir des voies de droit, et dans quelle mesure. Les réponses se fondent sur les données disponibles les plus récentes (2012).
Question 1
La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) ne procède pas à un relevé systématique des cas de réduction des prestations de l'aide sociale à titre de sanction. Pour tenter de répondre aux questions 1, 1a et 1b, un sondage a donc été mené auprès des huit services sociaux comptant le plus grand nombre de bénéficiaires, soit la moitié de toutes les personnes soutenues (Berne, Berthoud, Bienne, Köniz, Langenthal, Lyss, région du Jungfrau et Thoune).
Selon le rapport sur le contrôle des coûts de l'aide sociale individuelle en 2010, 2011 et 2012 de la SAP, le canton de Berne a recensé 23 295 bénéficiaires de l'aide sociale en 2012 dans ces huit services sociaux. 450 décisions de réduction des prestations y ont été rendues, ce qui signifie que 1,9% de ces personnes en ont reçu une en 2012.
Question 1a
Conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA ; RBS 155.21), le recours a un effet suspensif. Celui-ci peut être toutefois retiré pour de justes motifs, notamment un intérêt public exigeant l'exécution immédiate d'une décision imposant un devoir ou un intérêt privé à ce qu'une décision favorable prenne immédiatement effet. Le retrait de l'effet suspensif implique une pesée des intérêts au cas par cas et ne se fait pas sans motif. Le bénéficiaire de l'aide sociale peut demander à l'instance de re-

[10] Contrôle des coûts de l'aide sociale individuelle en 2010, 2011 et 2012, SAP http://www.gef.be.ch/gef/fr/index/soziales/soziales/publikationen/sozialhilfe.assetref/content/dam/documents/GEF/SOA/fr/Soziales/Publikationen/Bericht_Kostenkontrolle_2012_2011_2010_fr.pdf

cours que l'effet suspensif soit rétabli si la décision de retrait risque de lui causer un préjudice irréparable.
Il ressort du relevé statistique des huit services sociaux précités que dans 175 cas (39%), le retrait de l'effet suspensif a été prononcé lorsque des voies de droit ont été saisies.
Question 1b
Une enquête a en outre été menée auprès des préfectures pour répondre à cette question et aux suivantes.
En 2012, dans les quelque 175 cas susmentionnés, le retrait de l'effet suspensif a été prononcé simultanément lorsque les personnes concernées ont formé recours. Au total, pour les 68 services sociaux bernois, 14 décisions ont été attaquées devant le préfet.
Question 1c
258 recours ont été formés à la préfecture contre les décisions de l'ensemble des services sociaux du canton de Berne. Les décisions portaient notamment sur la réduction ou le refus des prestations, etc.
Question 1d
66 (25%) des 262 recours formés à la préfecture en 2012 ont été admis totalement ou partiellement.
Question 2
En 2012, 34 (13%) des décisions rendues par la préfecture ont été contestées devant le Tribunal administratif. Pendant cette période, celui-ci a rendu neuf jugements en faveur de bénéficiaires de l'aide sociale (admission totale ou partielle). 13 recours ont été rejetés, cinq ont été retirés et cinq décisions d'irrecevabilité ont été prononcées.
Question 3
Cinq (15%) des 34 jugements du Tribunal administratif ont été contestés devant le Tribunal fédéral. Quatre recours ont été rejetés et un admis.
Question 4
Le droit d'assistance judiciaire gratuite est inscrit dans la Constitution fédérale et cantonale. Ce droit permet aux personnes qui ne disposent pas de ressources financières suffisantes de se saisir des voies de droit.
Compte tenu de ce droit, il n'est pas perçu de frais de procédure dans le domaine de l'aide sociale dans la mesure où le recours n'est pas téméraire, et il n'est pas nécessaire de présenter une demande d'assistance judiciaire gratuite. Par conséquent, aucun recensement des requêtes d'assistance n'est disponible.
Question 5
En ce qui concerne les jugements du Tribunal administratif, l'assistance juridique a été accordée dans quatre cas en 2012. Il n'est pas possible de fournir des informations plus détaillées étant donné que le Tribunal administratif ne tient pas de statistiques pour les demandes rejetées.
Question 6
Comme mentionné dans la réponse précédente, aucuns chiffres absolus ne peuvent être indiqués. En 2012, l'assistance d'un avocat commis d'office a été accordée par le Tribunal administratif dans quatre cas.
Selon les déclarations orales du Tribunal administratif, les recourants et les recourantes sont assistés normalement d'un avocat ou d'une avocate
Question 7
Faute de données, aucune information ne peut être fournie au sujet du taux de réussite des cas dans lesquels les recourants et recourantes étaient assistés d'un avocat ou d'une avocate.
Question 8
D'après la statistique du Tribunal administratif du canton de Berne, quelque 1226 recours ont été déposés en matière de droit des assurances sociales et 34 recours (3%) présentés dans le domaine de l'aide sociale. Ces chiffres doivent être toutefois interprétés avec une certaine prudence. Dans certains cas portant sur l'aide sociale, le Tribunal administratif constitue en effet la deuxième instance, après la préfecture, alors qu'il représente la première pour de qui est des autres affaires relevant du droit des assurances sociales.
Le Tribunal administratif ne dispose pas d'autres chiffres comparables, notamment quant à l'assistance judiciaire gratuite ou au retrait de l'effet suspensif.

Affaire 2014.RRGR.611

N° de l'intervention:	121-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Aeschlimann (Berthoud, PEV) (porte-parole)
Cosignataires:	5
N° d'ACE:	1415/2014 du 26 novembre 2014
Direction:	INS

Regroupement des sites de la HES: qu'en est-il de Berthoud?

Dans un entretien accordé le 22 mai dernier à la *Berner Zeitung*, le président du Conseil de la Haute école spécialisée bernoise, Georges Bindschedler, a notamment déclaré au sujet du regroupement des sites de la HES :
« Berne est sans aucun doute plus attrayante que Berthoud et constitue bien plus un phare dans le paysage suisse. … Il est tout sauf idéal de déplacer un département entier à Berthoud … puisque le Grand Conseil s'est déclaré favorable au principe du regroupement de la HES sur les deux sites de Berne et de Bienne. » [trad.]
Le Grand Conseil a traité le rapport sur le regroupement des sites de la HES lors de la session de mars 2012. Il a adopté par 118 voix contre 26 une déclaration de planification selon laquelle « Berthoud reste un site de la Haute école spécialisée bernoise ». Or, plus de deux ans après ces décisions, le gouvernement n'a livré aucune information concernant les sites de la HES. On ne trouve rien non plus de précis dans le rapport concernant le crédit d'engagement pluriannuel pour l'édification du *Campus Biel*. Par contre, la direction de la HES se permet de faire des déclarations agaçantes à la presse. Voilà qui déstabilise les régions concernées.
Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
1. Le site de Berthoud est-il une option sérieuse pour le Conseil-exécutif ?
2. L'évaluation du site de Berthoud semble-t-elle encore crédible si le Conseil de l'école, l'organe de direction stratégique de la HES, déclare à la presse qu'on privilé-

gie la stratégie du regroupement sur les sites de Berne et de Bienne ?
3. Comment est-il prévu de procéder pour le choix définitif des sites ? A-t-on la garantie que la procédure sera équitable et que tous les éléments entrant dans le choix – prémisses, paramètres, conditions et conséquences – seront présentés de manière objective ? Les résultats de l'évaluation seront-ils rendus publics ?
4. Quand le Conseil-exécutif prévoit-il de prendre sa décision pour la seconde étape du regroupement des sites ?

Réponse du Conseil-exécutif

La déclaration de planification adoptée par le Grand Conseil en mars 2012 prévoit que les sites de la Haute école spécialisée bernoise Berne et Berthoud devront être examinés de manière complète et approfondie. Il y est en outre précisé que la restructuration et le regroupement des sites de la Haute école spécialisée bernoise HES devront être rapidement effectués au cours d'une seconde étape.
L'examen des sites de Berne et de Berthoud est effectué sous la houlette de la Direction de l'instruction publique (INS) en étroite collaboration avec la TTE et la HES dans le cadre d'une organisation de projet intégrant des parties externes. Un rapport sur l'examen des sites doit être soumis au Grand Conseil au plus tard au moment de la décision concernant le crédit de réalisation pour le campus technique de Bienne. Le projet a été lancé en août 2014.
Le Conseil-exécutif apporte les réponses suivantes à l'auteur de l'interpellation :
Question 1 :
En se fondant sur la déclaration de planification du Grand Conseil, le Conseil-exécutif examine différentes variantes pour les sites de Berne et Berthoud. En mars 2014, la ville de Berthoud a soumis une offre pour la construction d'un campus à Berthoud. Cette possibilité est actuellement à l'étude. Tant que les résultats de l'étude ne sont pas connus, Berne et Berthoud restent donc deux variantes possibles.
Question 2 :
La HES est une haute école autonome qui, en tant qu'institution concernée, est en droit d'exprimer publiquement son opinion. Les villes de Berne et de Berthoud, elles aussi concernées, se sont déjà exprimées dans les médias, où elles ont fait de la publicité pour leurs sites respectifs.
Question 3 :
Le projet d'examen des sites de Berne et de Berthoud est placé sous la conduite du Directeur de l'instruction publique, qui dirige le comité de pilotage ainsi que le groupe de suivi mis en place après l'octroi du crédit d'étude pour le campus technique de Bienne (été 2014). La faisabilité des différentes variantes est à l'étude, les avantages et inconvénients de chacune d'elles sont évalués selon des critères prédéfinis avec la participation d'une entreprise externe et du groupe de suivi, composé de représentants et représentantes des deux sites ainsi que de la sphère politique.
Question 4 :
Il est prévu que le rapport à l'intention du Grand Conseil soit adopté par le Conseil-exécutif à l'été 2015, afin qu'il puisse être soumis au Grand Conseil au second semestre 2015.

Affaire 2014.RRGR.615

N° de l'intervention:	122-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	03.06.2014
Déposée par:	Häsler (Burglauenen, Les Verts) (porte-parole) Fischer (Meiringen, UDC) Flück (Brienz, PLR)
Cosignataires:	26
N° d'ACE:	1416/2014 du 26 novembre 2014
Direction:	INS

Avenir du Musée de Ballenberg

C'est une balade à travers les siècles que nous propose le Musée de l'habitat rural de Ballenberg : plus de 100 maisons originales, vieilles de plusieurs centaines d'années, représentatives des différentes régions du pays, 250 animaux de ferme de races locales, des jardins et des champs entretenus comme autrefois, des démonstrations d'artisanat traditionnel et de nombreuses manifestations thématiques.
C'est cette diversité qui fait l'intérêt du musée, mais cette diversité représente aussi un défi de taille. Car la culture rurale doit elle aussi vivre avec son temps, exploiter les nouveaux moyens de communication et se présenter sous un jour moderne. C'est une tâche ambitieuse qui exige de l'argent. Car il en faut pour entretenir et préserver la centaine de maisons historiques d'une grande valeur culturelle. L'entretien, en particulier, pose des problèmes au musée qui n'est pas en mesure de constituer des provisions pour les travaux qui seront nécessaires.
Le musée a par ailleurs la mission, unique en son genre, de faire connaître la culture rurale, de préserver sa collection et de faire revivre les traditions. Il représente également un acteur économique important pour la région et le canton du fait de l'offre touristique et culturelle qu'il propose.
Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
1. Le Conseil-exécutif pense-t-il comme moi que le musée accomplit une mission importante pour la région et le canton (offre culturelle et touristique, gardien des traditions, conservation de la collection) et qu'il a de ce fait une grande valeur ?
2. Une motion intitulée « Augmenter l'aide financière en faveur du Musée de l'habitat rural Ballenberg dans le message culture 2016-2019 » est en suspens au Conseil des Etats. Le Conseil-exécutif voit-il un moyen de négocier avec la Confédération pour redéfinir le soutien financier du musée (subventions d'exploitation et subventions d'investissement pour l'entretien des bâtiments) ?
3. Quelles possibilités aurait le canton de Berne de préserver cette collection unique en son genre (entretien des bâtiments) et d'assurer un meilleur soutien au musée ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les auteurs de l'interpellation demandent au Conseil-exécutif de s'exprimer sur la valeur qu'il attribue au Musée de l'habitat rural Ballenberg (musée Ballenberg), sur la

motion déposée au niveau fédéral et sur les mesures qu'il entend prendre pour conserver la collection et assurer un meilleur soutien au musée.

Question 1

Le musée Ballenberg dans l'Oberland bernois est un des musées les plus connus de Suisse. Il abrite sur 660 000 m^2 plus de cent bâtiments originaux provenant de toutes les régions de Suisse et a pour mission de collectionner, de sauvegarder, d'étudier, de mettre en valeur et de faire découvrir le patrimoine culturel et les traditions rurales suisses. Selon les informations dont nous disposons (avant le subventionnement du musée par la Confédération et en ne tenant probablement pas suffisamment compte des dépenses liées à l'entretien des bâtiments), le financement de ces tâches est assuré à 90 pour cent par des fonds propres. Pour la période de 2012 à 2015, les subventions d'exploitation du canton de Berne s'élèvent à 625 000 francs par an. En 2012 et 2013, le canton a également financé divers objets en prélevant 92 860 francs sur la part du Fonds de loterie affectée aux monuments historiques. Le musée s'est par ailleurs vu attribuer pour la première fois une subvention d'exploitation de la Confédération pour les années 2014 et 2015. Chaque année, il accueille près de 250 000 visiteurs.

Le Conseil-exécutif partage entièrement l'avis des auteurs de l'interpellation. Le musée Ballenberg joue un rôle de tout premier plan pour la région et pour le canton de Berne. En sa qualité, d'une part, de musée historique remplissant une mission de collecte, d'étude et de médiation et, d'autre part, d'établissement constituant un atout touristique et économique de taille, il a une grande valeur non seulement à l'échelle régionale et cantonale, mais aussi à l'échelle nationale. Son encouragement par le canton est donc régi par la loi. Le Conseil-exécutif a ainsi placé le musée Ballenberg au rang d'« institution culturelle d'importance au moins nationale dotée d'une offre unique en Suisse » (art. 17 de la loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles [LEAC ; RSB 423.11] et art. 3 de l'ordonnance du 13 novembre 2013 sur l'encouragement des activités culturelles [OEAC ; RSB 423.411.1]).

Question 2

La motion déposée par le conseiller aux Etats Werner Luginbühl afin d'augmenter l'aide financière en faveur du musée Ballenberg dans le message culture 2016 – 2019 a été adoptée par le Conseil des Etats le 13 juin 2014. Suite à la décision préalable de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC), elle a toutefois été rejetée sans discussion par le Conseil national le 10 septembre 2014. La question d'une augmentation de l'aide fédérale au musée devrait toutefois être remise à l'ordre du jour des débats parlementaires à l'occasion du traitement du message culture 2016 – 2019 de la Confédération l'année prochaine.

Dans sa prise de position sur le message culture adressée au Conseil fédéral, le Conseil-exécutif a souhaité que la Confédération augmente sa participation aux charges d'exploitation et participe au financement des frais d'investissement du musée afin que la collection de celui-ci, unique en son genre, puisse être conservée et transmise aux générations futures. Dans sa réponse, il a insisté sur le fait qu'un plus grand soutien de la Confédération en faveur du musée ne devait pas se faire au détriment d'autres musées ou de collections de tiers.

Question 3

Entretemps, le musée Ballenberg a relativisé l'ampleur de ses besoins financiers. Le financement des besoins annoncés au printemps 2014 pour les années 2014 à 2023 (quelque 90 mio de francs) peut être réparti sur une durée plus longue que prévu, ce qui a surtout des répercussions sur l'aide financière publique. La Direction de l'instruction publique a donc demandé au président du musée de lui soumettre un nouveau projet de stratégie financière. Ce n'est en effet qu'en possession des chiffres consolidés que le canton pourra envisager de prendre des mesures concrètes. La Direction de l'instruction publique a par ailleurs proposé de participer, à titre consultatif, au remaniement des structures et de l'organisation du musée.

Le Conseil-exécutif est prêt, dès que la situation relative aux structures, aux finances et au personnel du musée aura été réglée, à intervenir auprès des cantons dont la culture rurale du bâti est représentée au musée Ballenberg afin d'obtenir une base de financement plus large. Il y a lieu notamment de couvrir les dépenses d'entretien des bâtiments. Les autorités fédérales et cantonales doivent se donner pour objectif de garantir le financement durable des activités d'entretien, de collecte, de médiation et d'exploitation du musée Ballenberg. Pour y parvenir, elles doivent définir la frontière entre, d'une part, ce qui relève de la nécessité et, d'autre part, ce qui relève de la contingence.

Affaire 2014.RRGR.622

N° de l'intervention:	124-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	04.06.2014
Déposée par:	Näf (Muri, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1374/2014 du 19 novembre 2014
Direction:	INS

Directeurs et directrices d'école: égalité salariale

Le 8 février dernier, le *Bund* a rapporté le cas d'un directeur d'école de Nidau qui tout d'un coup, a vu son salaire diminuer radicalement et qui a rageusement quitté son poste en plein milieu de l'année scolaire. L'égalité salariale devrait pourtant s'appliquer aussi aux directeurs et directrices d'école.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Existe-t-il dans le canton de Berne des écoles dont le directeur ou la directrice a la charge du degré primaire et du degré secondaire et touche un salaire différent pour les deux degrés ?
2. Recense-t-on des disparités entre les communes concernant la classe de salaire des directeurs et directrices d'écoles à plusieurs degrés ?
3. Pour quelle raison les directeurs et directrices d'école primaire sont-ils classés différemment que les directeurs et directrices d'école secondaire I ?

4. Quelles mesures le Conseil-exécutif envisage-t-il de prendre pour corriger cette inégalité choquante et selon quel calendrier ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de l'interpellation fait référence au cas concret du directeur d'une école située dans une grande commune qui gère plusieurs établissements scolaires. L'école en question abrite une école primaire et une école du degré secondaire I, mais ces deux écoles sont placées sous la responsabilité d'organismes différents. Le directeur de cette école exerçait donc sa fonction dans deux unités scolaires différentes.
Conformément à l'article 95, alinéa 1 et à l'annexe 2 de l'ordonnance sur le statut du corps enseignant (OSE), le classement des fonctions de direction est réglé comme suit :
- direction d'école enfantine ou d'école primaire : classe de traitement (CT) 12
- direction d'école du degré secondaire I : CT 15
- direction d'école combinant l'école enfantine, l'école primaire et le degré secondaire I ou l'école primaire et le degré secondaire I, tâches de direction exercées au degré secondaire I : CT 15
- direction d'école combinant l'école enfantine, l'école primaire et le degré secondaire I ou l'école primaire et le degré secondaire I, tâches de direction exercées à l'école enfantine ou à l'école primaire uniquement : CT 12

Point 1
Il faut établir une distinction entre les établissements scolaires dont le degré primaire et le degré secondaire I font partie d'une seule et même unité scolaire (un seul organisme responsable) et les établissements scolaires regroupés sur un même site mais relevant de deux unités scolaires différentes (plusieurs organismes responsables). Dans le cas où les degrés sont sous la responsabilité d'organismes différents, le classement d'un directeur ou d'une directrice qui exerce ses fonctions au degré primaire et au degré secondaire I varie en fonction du degré considéré et cette personne perçoit deux traitements différents. En revanche, dans le cas où les degrés sont sous la responsabilité d'un seul organisme, son classement sera identique pour les deux degrés (CT 15), conformément à l'annexe 2 et à l'article 95, alinéa 1 OSE. La personne percevra donc un salaire uniforme.
Point 2
Le classement des directions d'école est réglementé au niveau cantonal et effectué de manière centralisée par la Section du personnel (SPe) de la Direction de l'instruction publique du canton de Berne. Cependant, comme l'organisation des écoles (c.-à-d. la détermination de l'organisme responsable de chaque école) relève de la compétence des communes, celle-ci peut varier d'une école à l'autre, ce qui peut entraîner des disparités dans le classement des directions. Concrètement, cela signifie qu'une commune peut gérer une école primaire et une école du degré secondaire I sur un même site, mais que chaque degré peut être sous la responsabilité d'organismes différents (par ex. la commune est responsable du degré primaire et la communauté scolaire du degré secondaire I). Dans ce cas, la direction d'école est affectée à la classe de traitement 12 pour son engagement au degré primaire et à la classe de traitement 15 pour son engagement au degré secondaire I (cf. point 1).
Point 3
La dernière analyse des fonctions et de la charge de travail des directions d'école a été effectuée en l'an 2000 au moyen d'un questionnaire standardisé[11]. Elle a mis en évidence plusieurs facteurs agissant sur la charge de travail des directeurs et directrices d'école, tous degrés confondus. Il s'agit :
- du nombre d'élèves,
- du nombre de leçons dispensées (facteur indiquant la complexité de l'école),
- du nombre de personnes à diriger.

Dans le cadre de la révision de l'OSE de 2006, le Conseil-exécutif a mis en place un mode de calcul reposant sur une formule tenant compte de ces trois facteurs. Environ 72 pour cent des directeurs et directrices d'école ont alors bénéficié de ressources en temps supplémentaires.
L'analyse évoquée ci-dessus a également montré qu'une école primaire et une école du degré secondaire I de taille équivalente devaient consacrer autant de temps aux tâches de direction.
Point 4
En juin 2014, la Direction de l'instruction publique a chargé un groupe de projet d'examiner l'actuel régime salarial des directions des établissements de la scolarité obligatoire, de proposer de nouvelles variantes et de chiffrer leur coût pour le canton et les communes. La mise en œuvre de l'une de ces propositions entraînerait une nouvelle révision de l'OSE, qui ne pourrait pas avoir lieu avant 2016.

Affaire 2014.RRGR.750

N° de l'intervention:	148-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	15.07.2014
Déposée par:	Graber (La Neuveville, UDC) (porte-parole) Zuber (Moutier, PSA)
Cosignataires:	
N° d'ACE:	1331/2014 du 5 novembre 2014
Direction:	ECO

Etang de La Noz et grèbe castagneux

L'Etang de La Noz près de Bellelay et les tourbières environnantes représentent un site de grande importance pour la reproduction de nombreuses espèces dont le grèbe castagneux. Cet oiseau est mentionné sur la dernière liste rouge des oiseaux nicheurs (qui indique une probabilité d'extinction) mais aussi sur celle des espèces prioritaires au niveau national. Il présente comme caractéristique de mettre plus de temps que d'autres espèces à rendre ses poussins indépendants. C'est ainsi que lorsque la chasse

[11] *Funktions- und Beanspruchungsanalyse von Schulleitungen des Kindergartens, der Volksschule und der Sekundarstufe II im Kanton Bern*, Direction de l'instruction publique du canton de Berne, novembre 2000

débute le 1er septembre, les adultes sont poussés à quitter les lieux prématurément en abandonnant leurs petits incapables de survivre seuls. Face à cette situation, la Fédération des chasseurs, Pro Natura, La Libellule et l'Office de l'agriculture et de la nature du canton de Berne ont signé une convention prévoyant de retarder la chasse d'un mois. Ce moratoire est le résultat d'un compromis entre les différentes organisations concernées et l'Office de l'agriculture et de la nature. Aujourd'hui, il apparaît que cette convention n'est pas respectée de façon satisfaisante et que la situation du grèbe castagneux s'est encore dégradée. Au-delà du risque d'extinction de cette espèce, la souffrance inutile infligée aux poussins abandonnés par des parents paniqués et voués à une mort certaine est hautement regrettable.
Le Conseil-exécutif est prié de donner des renseignements sur cette affaire :

1. Est-il conscient du caractère alarmant de la situation de l'espèce susmentionnée sur le site de l'Etang de La Noz ?
2. En tant que cosignataire de la convention susmentionnée, l'Office de l'agriculture et de la nature veille-t-il à son respect?
3. Des mesures de protection supplémentaires sont-elles envisagées?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Le Conseil-exécutif est conscient que les riverains de Bellelay se montrent très critiques à l'égard de la chasse aux canards en raison de la proximité immédiate de la réserve naturelle aux abords du village. La population de grèbes castagneux est protégée dans la réserve. On ne peut pas affirmer clairement que la chasse aux colverts exerce un effet démontrable sur cette population.
2. Ces dernières années, seuls des colverts ont été abattus sur le territoire communal de Saicourt (4 canards en 2013, 5 en 2012 et 2 en 2011). On peut supposer que les animaux n'ont pas tous été tirés à l'«Etang de la Noz». Les gardes-faune rappellent chaque année aux associations de chasseurs l'existence d'une convention prévoyant que le début de la chasse est retardé d'un mois. Le petit nombre de colverts abattus permet de conclure que les personnes autorisées à chasser respectent cette convention.
3. Vu le nombre restreint d'animaux abattus, aucune mesure de protection supplémentaire par voie d'ordonnance ne s'impose pour le moment.

Annexe 2

Urgence des interventions parlementaires

Le Bureau a accordé l'urgence aux interventions suivantes :

255-2014 Motion financière Sollberger (Berne, pvl). Budget 2016 : garantir la formation postgrade en médecine
264-2014 Motion Müller (Orvin, UDC). Allocation des fonds de la compensation des charges dans les communes
279-2014 Motion CSoc (Zumstein, Bützberg). Initiative cantonale : évaluation des distorsions de la concurrence contraires à la LAMal
002-2015 Motion Knutti (Weissenburg, UDC). Plan directeur 2030 : limiter les dégâts pour les communes rurales et les communes de montagne
004-2015 Motion Sutter (Langnau i.E., UDC). Mettre un terme aux procédures de constatation de la nature forestière
010-2015 Motion Burren (Lanzenhäusern, UDC). Economie forestière et énergie éolienne : simplification de la procédure d'aménagement
014-2015 Interpellation Imboden (Berne, Les Verts). Cours du franc : conséquences de la décision de la BNS ?
018-2015 Interpellation Brand (Münchenbuchsee, UDC). Augmentation de la valeur locative : comment et pourquoi ?
019-2015 Interpellation Brand (Münchenbuchsee, UDC). Musée des Beaux-Arts de Berne : quelle suite pour la collection Gurlitt ?
021-2015 Motion Studer (Niederscherli, UDC). Obstétrique dans la région de Simmental-Pays de Gessenay : une prestation d'intérêt général
023-2015 Motion Näf (Muri, PS). Droits acquis des enseignants et enseignantes : solutions individuelles pour les cas de rigueur

L'urgence a été refusée aux interventions suivantes :

259-2014 Motion Hirschi (Moutier, PSA). Dispositions cantonales d'exécution de l'article 53 de la Constitution fédérale
281-2014 Interpellation Amstutz (Corgémont, Les Verts). Planification de la mise à l'arrêt de Mühleberg : quels montants seront à la charge du canton ?
003-2015 Motion Etter (Treiten, PBD). Troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) : répercussions pour le canton de Berne
005-2015 Motion Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Bus postaux, le paradoxe : vides en ville, supprimés à la campagne
008-2015 Motion PS-JS-PSA (Marti, Berne). Evaluation de la prise en charge des requérants et requérantes d'asile
016-2015 Interpellation Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC). Construction d'une galerie de service à l'Hôpital de l'Ile : pourquoi ce retard ?
020-2015 Motion Riem (Iffwil, PBD). Terminal d'autocars à Neufeld
022-2015 Motion Seiler (Trubschachen, Les Verts). Intervention de l'armée en cas d'accident de dimensionnement à la Centrale de Mühleberg
024-2015 Motion Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF). Regrouper l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) et l'Office des affaires sociales dans une même Direction

Affaires de Crédit

Affaires de Crédit de la session janvier 2015

Début de la session le 19 janvier 2015

Directions — Page

Commission des finances

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie 1
Direction de la police et des affaires militaires 4
Direction de l'instruction publique. 5

Commission des finances

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

1287 Gestion des immeubles Crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Le crédit demandé, de 3350000 francs (coût total de CHF 3445000, moins les dépenses déjà autorisées de CHF 95200), doit financer la mise en place d'un système de données et d'information moderne pour la gestion des immeubles à l'Office des immeubles et des constructions (OIC). Outre l'acquisition d'un outil informatique de gestion de l'entretien CAFM (Computer Aided Facility Management), qui inclura les surfaces des immeubles et les données sur le patrimoine ou l'architecture des bâtiments, il est prévu de créer un compte immobilier individuel en procédant à des extensions dans le système SAP déjà utilisé à l'heure actuelle. Il est par ailleurs envisagé de procéder à d'autres améliorations afin de pouvoir gérer de manière moderne le portefeuille immobilier et l'énergie.

2. Bases légales

- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (Ordonnance d'organisation TTE, OO TTE; RSB 152.221.191), articles 6, 12 et 14
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1), articles 136 ss

3. Coûts, dépenses nouvelles

Niveau des prix: indice suisse des prix à la consommation, base septembre 2014

Coût total (T.V.A. de 8% incluse)	**CHF 3445200.–**
Comprenant:	
– Analyse préliminaire	CHF 95200.–
– Implémentation	CHF 1825000.–
– Migration, interfaces	CHF 215000.–
– Licences pour les programmes	CHF 380000.–
– Adaptations de SAP pour le compte immobilier	CHF 200000.–
– Soutien externe (notamment direction de projet)	CHF 420000.–
– Introduction, formation	CHF 310000.–
Montant du crédit déterminant pour l'autorisation de dépenses selon les articles 141 ss OFP	**CHF 3445200.–**
./. dépenses déjà approuvées pour l'analyse préliminaire	– CHF 95200.–
Crédit à approuver	**CHF 3350000.–**

Il s'agit de dépenses nouvelles uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

4. Nature du crédit/compte/groupe de produits/exercice

Le crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP devrait en principe être relayé par les paiements suivants inscrits au budget 2015 et au plan financier 2016–2017:

Groupe de produits: 09.01.9100 Soutien aux fonctions de direction

Compte	Rubrique budgétaire	Exercice/Montant		
318810	Prestations de service de tiers	2014	CHF	95200.–
506800	Acquisition d'équipements informatiques	2015	CHF	2285000.–
318810	Prestations de service de tiers	2015	CHF	305000.–
506800	Acquisition d'équipements informatiques	2016	CHF	450000.–
318810	Prestations de service de tiers	2016	CHF	60000.–
506800	Acquisition d'équipements informatiques	2017	CHF	215000.–
318810	Prestations de service de tiers	2017	CHF	35000.–
				CHF 3445200.–

5. Conditions

La mise en place d'un compte immobilier dans le système SAP ne peut se faire qu'à condition d'augmenter l'autonomie partielle de l'OIC par rapport au système cantonal d'informations financières (SIF).

6. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative.

1259 BLS Schifffahrt Berner Oberland – Subvention cantonale pour le remplacement du hangar à bateaux de Thoune Crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Octroi, par le canton et les communes, d'une subvention d'investissement à fonds perdu d'un montant total de 12800000 francs, destinée à la société BLS Schifffahrt Berner Oberland pour le remplacement du hangar à bateaux de Thoune. Conformément à l'article 12 LCTP et à l'article 29 LPFC, les communes bernoises participent à l'investissement cantonal à hauteur d'un tiers du montant (CHF 4266700.–). Les dépenses nettes à la charge du canton de Berne s'élèvent à 8533300 francs.

2. Bases légales

- Loi du 16 septembre 1993 sur les transports publics (LCTP; RSB 762.4), articles 9, 12 et 14
- Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC; RSB 631.1), article 29
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss
- Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu; RSB 641.1), articles 20 ss
- «Bernische Schifffahrt: Abschluss der Umstrukturierungsphase 2005–2008 und zukünftige Unterstützungsbeiträge» (ACE 1880 du 12 novembre 2008)

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Subvention totale du canton et des communes pour le nouveau hangar à bateaux avec cale sèche à Thoune	CHF 12 800 000.–
./. Part des communes bernoises (art. 12 LCTP/art. 29 LPFC)	CHF 4 266 700.–
Participation nette du canton et crédit à approuver	**CHF 8 533 300.–**

Il s'agit en l'occurrence de dépenses nouvelles uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Les subventions d'investissement pour BLS Schifffahrt Berner Oberland sont octroyées à fonds perdu. Il n'y a pas de coûts induits.

4. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Le crédit demandé est un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera en principe relayé par les paiements ci-après, inscrits au budget 2015 et dans le plan intégré mission-financement de 2016 à 2018:

Groupe de produits 09.13.9100 – Transports publics

Compte	Unité d'imputation	Année	Montant (canton & communes)
564000	9171.01	2015	CHF 5 000 000.–
564000	9171.01	2016	CHF 7 500 000.–
564000	9171.01	2017	CHF 300 000.–
Total pour le canton de Berne			**CHF 12 800 000.–**

Les subventions communales à hauteur de 4 266 700 francs sont encaissées sur le compte 662000.

5. Conditions

- La subvention du canton de Berne est fixée à titre de plafond des coûts. Les coûts supplémentaires liés à la planification ou au renchérissement sont à la charge de BLS Schifffahrt Berner Oberland. Le canton de Berne ne participe pas aux frais d'entretien.
- La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie est habilitée à signer une convention d'investissement avec BLS Schifffahrt Berner Oberland.

6. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative.

1286 Université de Berne
Institut de médecine légale (IML) et Département de recherche clinique (DKF)
Construction d'un bâtiment Murtenstrasse 20–30, lot B, 1re étape
Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

1. Objet

Le crédit demandé, de 141 578 000 francs (coût total de CHF 154 320 240.–, déduction faite des dépenses déjà autorisées de CHF 12 742 240.– pour les frais de planification, l'achat d'immeubles et l'étude de projet), doit permettre de construire le nouveau bâtiment qui accueillera les laboratoires de l'Institut de médecine légale (IML) et du Département de recherche clinique (DKF) de l'Université de Berne à la Murtenstrasse 20–30.

Les unités de l'IML sont aujourd'hui réparties sur sept et celles du DKF, sur onze sites de la ville de Berne. Les postes de travail et les laboratoires ne sont plus conformes aux normes actuelles. Un aménagement du bâtiment principal de l'IML sis Bühlplatz et datant de 80 ans n'est pas possible du fait de sa vétusté. Le nouveau bâtiment permettra de mettre à disposition les surfaces supplémentaires requises et de créer les conditions propices au regroupement des sites.

La nouvelle construction est conforme au plan de quartier de la Murtenstrasse 10–66 à Berne daté du 9 juillet 2009. Le canton dispose du terrain requis.

Dans la mesure où les acquisitions de terrain nécessaires à la réalisation du projet n'ont pas encore été autorisées, les dépenses correspondantes figurent dans le présent crédit de réalisation.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités et la coopération dans le domaine des hautes écoles (Loi sur l'aide aux universités, LAU; RS 414.20)
- Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni; RSB 436.11), article 63, alinéas 1 et 2
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (Loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), article 33
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss

3. Coûts, dépenses nouvelles

Niveau des prix au 1er avril 2014, indice des prix de la construction dans l'Espace Mittelland, 124,1 points

Coût total

– Concours portant sur les études et la réalisation	CHF 6 200 000.–
– Réalisation par une entreprise totale	CHF 115 000 000.–
– Achats d'immeubles	CHF 6 792 240.–
– Adaptations de bâtiments voisins, remplacement d'arbres	CHF 2 400 000.–
– Part du canton pour l'équipement	CHF 6 400 000.–
– Frais de construction accessoires, art et construction, installation photovoltaïque	CHF 6 600 000.–
	CHF 143 392 240.–

En sus: réserves sur investissements (sans les achats d'immeubles)		
– Réserve de la direction générale du projet (2%)	CHF	2 732 000.–
– Réserve de l'OIC (2%)	CHF	2 732 000.–
– Réserve de la TTE (4%)	CHF	5 464 000.–
Coût total (y compris 8% de réserves)	**CHF**	**154 320 240.–**
./. dépenses pour les études préalables déjà approuvées (ACE 332/2010)	– CHF	1 000 000.–
Montant du crédit déterminant pour l'autorisation de dépenses au sens de l'article 143 OFP	**CHF**	**153 320 240.–**
– ./. coûts d'étude de projet autorisés (AGC 0333/2010)	– CHF	7 250 000.–
– ./. dépenses autorisées pour l'acquisition d'immeubles	– CHF	4 492 240.–
– (AGC 1830/2009, ACE 1914/2009, 1641/2010 et 1032/2011)		
Crédit de réalisation à approuver	**CHF**	**141 578 000.–**

Il s'agit de dépenses nouvelles uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

Des subventions fédérales seront allouées pour l'investissement global. Selon les indications du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) du 16 septembre 2013, on peut tabler sur une contribution estimée à environ 17 000 000 de francs.

4. Nature du crédit/Compte/Exercice comptable

Groupe de produits: Evolution du parc immobilier (n° 09.15.9120)

Il s'agit d'un crédit de réalisation et d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera relayé par les paiements ci-dessous. Ces paiements sont inscrits au budget et au plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. L'adoption des budgets annuels demeure réservée.

Dépenses:

Compte		Exercice/Montant		
4980 503100	Office des immeubles et des constructions Construction et transformation de biens-fonds du patrimoine administratif	jusqu'à 2013	CHF	7 991 961.–
		2014	CHF	3 400 000.–
		2015	CHF	21 500 000.–
		2016	CHF	25 000 000.–
		2017	CHF	38 000 000.–
		2018	CHF	44 000 000.–
		2019	CHF	3 500 000.–

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative.

1260 Münsingen/Nouveau centre d'entretien pour l'Office cantonal des ponts et chaussées Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

1. Résumé

Le crédit demandé, d'un montant de 9 480 000 francs (coût total de CHF 10 450 000.–, desquels sont déduits les coûts d'étude de projet déjà approuvés de CHF 970 000.–), doit permettre de construire sur le site de Münsingen un nouveau centre d'entretien pour l'Office cantonal des ponts et chaussées. Les trois sites actuels, Münsingen, Oberdiessbach et Worb, doivent être regroupés à Münsingen à partir de 2016.

2. Bases légales

- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA; RSB 152.01), article 33
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss
- Loi du 4 juin 2008 sur les routes (LR; RSB 732.11), articles 38 ss

3. Coûts, nouvelles dépenses

Niveau des prix: octobre 2013, indice des prix de la construction dans l'Espace Mittelland, 124,7 points

Coût total (y c. 8% de réserves)	CHF	10 450 000.–
Coûts de construction	CHF	9 790 000.–
– Etude de projet		
– Nouvelles constructions		
– Elargissement routier		
– Installation photovoltaïque		
Frais de location	CHF	60 000.–
– Frais de location uniques pour hébergement provisoire		
Coûts d'équipement	CHF	600 000.–
– Silo à sel		
– Aménagement de l'atelier		
– Equipement des bureaux et du vestiaire		
Montant déterminant en matière d'autorisation de dépenses selon l'article 143 OFP	**CHF**	**10 450 000.–**
./. dépenses déjà approuvées pour l'étude de projet (ACE n° 1316 du 16 octobre 2013)	– CHF	970 000.–
Crédit à approuver	**CHF**	**9 480 000.–**

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

4. Nature du crédit/Compte/Exercice comptable

Groupe de produits: Evolution du parc immobilier (n° 09.15.9120)

Il s'agit d'un crédit de réalisation et d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera relayé par les paiements ci-dessous. Ces paiements sont inscrits au budget et au plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. L'adoption des budgets annuels demeure réservée.

Comptes		Exercice/Montant		
4980 503100	Office des immeubles et des constructions, Construction et transformation de biens-fonds du patrimoine administratif	jusqu'à présent	CHF	800 000.–
		2015	CHF	4 270 000.–
		2016	CHF	4 720 000.–
4980 316000	Loyers	2015	CHF	30 000.–
		2016	CHF	30 000.–
4980 504000	Office des ponts et chaussées, Achat et vente de véhicules et d'équipements	2016	CHF	600 000.–

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

Direction de la police et des affaires militaires

1301 Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); prestations de psychiatrie médico-légale au sein des établissements d'exécution des peines et mesures
Crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019/ autorisation de dépenses/crédit d'objet

1. Objet

Le présent arrêté porte sur l'acquisition de prestations de psychiatrie médico-légale pour les établissements d'exécution des peines et mesures de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE), conformément au contrat passé le 28 février 2007 entre la Direction de la police et des affaires militaires et l'Université de Berne.

2. Bases légales

- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), article 30
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 10
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 47, 48, alinéa 1, lettre *a*, 49, 50, alinéa 3, et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136, 139 et 146
- Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0), article 372
- Loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM; RSB 341.1), articles 8 et suivants, articles 83 et suivants
- Ordonnance du 5 mai 2004 sur l'exécution des peines et mesures (OEPM; RSB 341.11), articles 16 et suivants, articles 138 et suivants
- Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal; RS 832.10), articles 39, 42, alinéa 1, 49, alinéa 1, et 49a

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense périodique nouvelle (art. 47 et 48, al. 1, lit. *a* LFP)

4. Montant déterminant

Crédit à autoriser **CHF 2 522 000**

Pour les prestations attendues du Service de psychiatrie forensique, la part des remboursements et les imputations, le calcul tient compte des éléments suivants.

Prestations à la clientèle	CHF 1 562 000
Prestations spéciales à la clientèle	CHF 350 000
Prestations aux institutions	CHF 300 000
Présentation de cas-type	CHF 150 000
Frais	CHF 160 000
Coût total annuel (plafond)	**CHF 2 522 000**
./. part à la charge de l'assurance-maladie et du mandataire externe	CHF 400 000
./. part traitée dans la compensation des charges de l'aide sociale (50%)	CHF 200 000
Dépenses à la charge du canton	**CHF 1 922 000**

Pour les prestations de psychiatrie médico-légale, l'OPLE doit donc disposer **d'un montant annuel brut de quelque 2 522 000 francs.**

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/ exercice

Crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019 (crédit d'objet)
Groupe de produits 06.06.9120 Privation de liberté et mesures d'encadrement
Compte COFI 318000 (prestations de tiers)

Les dépenses figurent au budget et au plan intégré mission-financement de la Direction de la police et des affaires militaires.

6. Coûts induits

Aucun

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et doit être publié dans la Feuille officielle.

1302 Police cantonale bernoise; contrat concernant le contrôle du stationnement en ville de Berne par l'entreprise GSD Gayret Security AG Autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019 (crédit d'objet)

1. Objet

Le présent arrêté porte sur un crédit d'engagement pluriannuel relatif au contrat concernant le contrôle du stationnement en ville de Berne par l'entreprise GSD Gayret Security AG.

2. Bases légales

- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 8
- Loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), articles 1, alinéa 1, lettre *d*, 2, 7 et 8
- Ordonnance du 17 octobre 2007 sur la police (OPol; RSB 551.111), article 3, alinéa 2
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 47, 48, alinéa 1, lettre *a*, 49, 50, alinéa 3, et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 146, 148, 151 et 152

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense périodique nouvelle (art. 47 et 48, al. 1, lit. *a* LFP)

4. Montant déterminant

Crédit déterminant (TVA incluse) CHF 535 000
Clause de renchérissement à compter du 1er janvier 2018: le prix se fonde sur l'indice national des prix à la consommation (base de décembre 2005 = 100 points), de 103,6 points. À partir du 1er janvier 2018, l'entreprise Gayret Security AG peut exiger une adaptation des prix convenus, pour autant qu'en juillet 2017, l'indice ait augmenté de deux points par rapport à l'indice de départ.

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/ exercice

Crédit d'objet; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019

Groupe de produits 06.02.9100 Police
4610 318000 Prestations de tiers

Le crédit est inscrit au budget 2015 et au plan intégré mission-financement 2016–2018 de la Police cantonale bernoise, sous le groupe de produits 06.02.9100 Police, centre de coûts Commandement.

6. Coûts induits

Aucun

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative. Il sera publié dans la Feuille officielle.

1303 Police cantonale bernoise; fonctionnement et entretien du système de mobilisation; autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 à 2019 et crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 et 2016 (crédit d'objet)

1. Objet

Crédit d'engagement pluriannuel pour le fonctionnement et l'entretien du système de mobilisation et crédit d'engagement pluriannuel pour les coûts de développement.

2. Bases légales

- Loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), article 6, alinéa 2
- Loi du 20 juin 1996 sur la Police cantonale (LPC; RSB 552.1), article 3, alinéa 1
- Ordonnance du 17 octobre 2007 sur la police (OPol; RSB 551.111), article 12
- Loi du 20 janvier 1994 sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP; RSB 871.11), articles 21 et 33
- Loi cantonale du 24 juin 2004 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi; RSB 521.1), articles 13 et 27
- Ordonnance du 27 octobre 2004 sur la protection de la population (OPP; RSB 521.10), article 19
- Ordonnance cantonale du 27 octobre 2004 sur la protection civile (OCPCi; RSB 521.11), article 10
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (Ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 8
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 45, alinéa 1, 46, 47, 48, alinéa 1, lettre *a*, 49, 50 et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 142, alinéas 1, 2, lettre *b* et 3, lettre *a*, 146, 148 et 152

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense nouvelle et périodique (art. 47, 48, al. 1, lit. *a* LFP)
Dépense nouvelle et unique (art. 46 et 48, al. 1, lit. *a* LFP)

4. Montant déterminant du crédit

4.1 Dépenses périodiques

Crédit à autoriser (y c. TVA)	**CHF 780 000**

4.2 Dépenses uniques

Crédit à autoriser (y c. TVA)	**CHF 512 708**
Coûts prévus pour le développement en 2015	CHF 320 000
Coûts prévus pour le développement en 2016	CHF 192 708

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/exercice

Crédit d'objet; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019 (périodique)

Crédit d'objet; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2016 (unique)

Groupe de produits 06.02.9100 Police

4610 318000 Prestations de tiers

4610 506800 Acquisition d'équipements informatiques

Les crédits sont inscrits au budget 2015 et au plan intégré mission-financement 2016–2018 de la Police cantonale bernoise, sous le groupe de produits 06.02.9100 Police, centre de coûts Commandement.

6. Coûts induits

Les coûts induits sont compris dans les dépenses périodiques.

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et sera publié dans la Feuille officielle.

Direction de l'instruction publique

1127 Autorisation de dépenses pour la formation continue des membres de directions d'école et du corps enseignant en vue de l'introduction du *Lehrplan 21*. Crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2016 à 2022

1. Objet

Depuis 2006, les cantons ont le mandat constitutionnel d'unifier leur système de formation. L'article 62 de la Constitution fédérale les oblige en effet à harmoniser la durée et les objectifs des niveaux d'enseignement. Le *Lehrplan 21* contribue à l'harmonisation de ces objectifs tout en préservant la souveraineté des cantons en matière d'école obligatoire et surtout de plans d'études. Une fois que le projet de plan d'études élaboré conjointement par les cantons germanophones sera terminé, il sera transmis à ces derniers en vue de sa mise en œuvre. L'autorité compétente de chaque canton décidera ensuite de son introduction en fonction des bases légales en vigueur dans ledit canton.

L'*Institut für Weiterbildung* (IWB) de la PHBern est chargé de soutenir les écoles lors du processus d'introduction du *Lehrplan 21*, en proposant des offres de formation continue efficaces, c'est-à-dire des offres qui prennent en compte la situation locale ainsi que les besoins et les objectifs individuels des participants et participantes. Ce processus d'introduction a pour but que les membres du corps enseignant et des directions d'école acquièrent les bases et compétences nécessaires afin de mettre en œuvre le plan d'études de manière autonome. Pour ce faire, il est important que ce processus s'étende sur plusieurs années, soit de 2015 à 2022. De concert avec la PHBern, la Direction de l'instruction publique a défini les conditions générales y afférentes dans une stratégie[1]. Les prestations que la PHBern doit fournir en matière de formation continue destinée aux membres du corps enseignant sont définies dans le mandat de prestations qui lui est confié tous les quatre ans par le Conseil-exécutif et dans un mandat de prestations détaillé qui lui est confié annuellement par la

[1] Voir annexe: *Stratégie relative à l'introduction du Lehrplan 21 en tant que processus pluriannuel de développement de l'école et de l'enseignement*

Direction de l'instruction publique. Pendant la période d'introduction du *Lehrplan 21*, la PHBern réduira son offre ordinaire de formation continue didactique au profit de la formation continue portant sur les disciplines du *Lehrplan 21.* Ces offres de formation continue spécifiques, internes aux écoles et régionales, dépassent cependant le mandat ordinaire de la PHBern. Il manque donc, pour les années 2016 à 2022, au maximum 0,7 million de francs par an dans le budget de l'Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (OECO) consacré à la formation continue. L'intégralité des coûts liés à la formation continue est prise en charge par le canton (art. 71 OSE).

2. Bases légales

- Articles 12 et 50 de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO; RSB 432.210)
- Article 17a de la loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE; RSB 430.250)
- Articles 59, 60, alinéa 2 et 71 de l'ordonnance du 28 mars 2007 sur le statut du corps enseignant (OSE; RSB 430.251.0)
- Article 5, alinéa 1 de la loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP; RSB 436.91)
- Chiffre 3.3 du mandat de prestations confié par le Conseil-exécutif à la Haute école pédagogique germanophone pour les années 2014 à 2017 (ACE 1686/2013 du 11 décembre 2013)
- Articles 46, 48, alinéa 2, lettre *a*, 49 et 50, alinéa 3 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0)

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense nouvelle et unique (art. 46 et art. 48, al. 2, lit. *a* LFP)

4. Montant déterminant du crédit

Un crédit d'engagement total de 3 000 000 de francs, TVA incluse, est octroyé pour les exercices 2016 à 2022.

5. Nature du crédit/Compte/Groupe de produits/ Exercice

Le crédit d'engagement pluriannuel, d'un montant de 3 000 000 de francs, est porté à la charge du compte 309000 (DF 10123, unité d'imputation 910020) et du groupe de produits 08.03.9110 «Ecole obligatoire et offres périscolaires».

Tranches de paiement prévisionnelles:

Exercice 2016 Compte 309000	CHF 500 000.–
Exercice 2017 Compte 309000	CHF 700 000.–
Exercice 2018 Compte 309000	CHF 700 000.–
Exercice 2019 Compte 309000	CHF 500 000.–
Exercice 2020 Compte 309000	CHF 300 000.–
Exercice 2021 Compte 309000	CHF 200 000.–
Exercice 2022 Compte 309000	CHF 100 000.–

Ces montants sont inscrits au budget 2016 et pris en compte dans les prochaines années de planification, ou peuvent être compensés au sein du budget et des plans financiers de l'OECO.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de la formation pour la seconde lecture

Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)

Direction de l'instruction publique

Annexe 2

Proposition du Conseil-exécutif

Loi 436.91
sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) est modifiée comme suit:

Art. 4 La Haute école pédagogique développe la qualité de la formation et accroît le potentiel de création de valeur ajoutée dans le canton grâce aux formations qu'elle propose, à ses activités de recherche et développement ainsi qu'à ses prestations de services.

Art. 5 [1 à 6]Inchangés.

[7] Elle apporte une contribution efficace au développement durable grâce à ses tâches fondamentales dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et développement ainsi que des services.

Art. 19 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de la formation

Loi 436.91
sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) est modifiée comme suit:

Art. 4 La Haute école pédagogique développe la qualité de la formation et accroît le potentiel de création de valeur ajoutée dans le canton grâce aux formations qu'elle propose, à ses activités de recherche et développement ainsi qu'à ses prestations de services.

Art. 5 [1 à 6]Inchangés.

[7] Elle apporte une contribution efficace au développement durable grâce à ses tâches fondamentales dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et développement ainsi que des services.

Art. 19 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

Résultat de la première lecture

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de la formation pour la seconde lecture

Loi 436.91
sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) est modifiée comme suit:

Art. 4 La Haute école pédagogique développe la qualité de la formation et accroît le potentiel de création de valeur ajoutée dans le canton grâce aux formations qu'elle propose, à ses activités de recherche et développement ainsi qu'à ses prestations de services.

Art. 5 [1 à 6]Inchangés.

[7] Elle apporte une contribution efficace au développement durable grâce à ses tâches fondamentales dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et développement ainsi que des services.

Art. 19 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

Art. 25 [1]Est admis aux études quiconque remplit les conditions prévues par la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE)[1)] ainsi que par les dispositions d'exécution de celle-ci.

[2] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

Art. 39 [1]Le recteur ou la rectrice
a à *i* inchangées;
k délivre et retire les titres de bachelor et de master ainsi que les diplômes de formation initiale;
l délivre et retire les diplômes de formation continue ainsi que les certificats et les autres attestations;
m et *n* anciennes lettres *l* et *m*.

[2] Il ou elle peut, par voie de règlement, déléguer aux membres de la direction d'école compétents en la matière tout ou partie de la compétence prévue à l'alinéa 1, lettres *f* et *l*.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 64 [1]Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

[2] Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école pédagogique contre les décisions rendues par d'autres organes de la Haute école pédagogique en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

[3] Inchangé.

[4] Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

[5] Ancien alinéa 4.

Art. 71 [1]Inchangé.

[2] Les directives et actes suivants du conseil de l'école sont applicables aux prestations convenues des institutions affiliées de formation du corps enseignant:
a règlements concernant la Haute école pédagogique dans son ensemble, à l'exception de ceux concernant les domaines des finances et de l'organisation,
b à *d* inchangées.

[1)] RS ■■■

Art. 25 [1]Est admis aux études quiconque remplit les conditions prévues par la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE)[1)] ainsi que par les dispositions d'exécution de celle-ci.

[2] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

Art. 39 [1]Le recteur ou la rectrice
a à *i* inchangées;
k délivre et retire les titres de bachelor et de master ainsi que les diplômes de formation initiale;
l délivre et retire les diplômes de formation continue ainsi que les certificats et les autres attestations;
m et *n* anciennes lettres *l* et *m*.

[2] Il ou elle peut, par voie de règlement, déléguer aux membres de la direction d'école compétents en la matière tout ou partie de la compétence prévue à l'alinéa 1, lettres *f* et *l*.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 64 [1]Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

[2] Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école pédagogique contre les décisions rendues par d'autres organes de la Haute école pédagogique en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

[3] Inchangé.

[4] Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

[5] Ancien alinéa 4.

Art. 71 [1]Inchangé.

[2] Les directives et actes suivants du conseil de l'école sont applicables aux prestations convenues des institutions affiliées de formation du corps enseignant:
a règlements concernant la Haute école pédagogique dans son ensemble, à l'exception de ceux concernant les domaines des finances et de l'organisation,
b à *d* inchangées.

[1)] RS ■■■

Art. 25 [1]Est admis aux études quiconque remplit les conditions prévues par la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE)[1)] ainsi que par les dispositions d'exécution de celle-ci.

[2] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

Art. 39 [1]Le recteur ou la rectrice
a à *i* inchangées;
k délivre et retire les titres de bachelor et de master ainsi que les diplômes de formation initiale;
l délivre et retire les diplômes de formation continue ainsi que les certificats et les autres attestations;
m et *n* anciennes lettres *l* et *m*.

[2] Il ou elle peut, par voie de règlement, déléguer aux membres de la direction d'école compétents en la matière tout ou partie de la compétence prévue à l'alinéa 1, lettres *f* et *l*.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 64 [1]Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

[2] Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école pédagogique contre les décisions rendues par d'autres organes de la Haute école pédagogique en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

[3] Inchangé.

[4] Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

[5] Ancien alinéa 4.

Art. 71 [1]Inchangé.

[2] Les directives et actes suivants du conseil de l'école sont applicables aux prestations convenues des institutions affiliées de formation du corps enseignant:
a règlements concernant la Haute école pédagogique dans son ensemble, à l'exception de ceux concernant les domaines des finances et de l'organisation,
b à *d* inchangées.

1) RS ■■■

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM):

Art. 21 [1]«en haute école spécialisée ou en école supérieure» est remplacé par «en haute école spécialisée, en haute école pédagogique ou en école supérieure».

[2 à 4]Inchangés.

2. Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB):

Art. 18 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour
a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

[3] Il peut déléguer au conseil de l'école la compétence de régler les compétences en matière d'engagement.

Art. 60 [1]Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

[2] Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école spécialisée bernoise contre les autres décisions rendues en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

[3] Inchangé.

[4] Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

[5 et 6]Anciens alinéas 4 et 5.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM):

Art. 21 [1]«en haute école spécialisée ou en école supérieure» est remplacé par «en haute école spécialisée, en haute école pédagogique ou en école supérieure».

[2 à 4]Inchangés.

2. Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB):

Art. 18 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour
a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

[3] Il peut déléguer au conseil de l'école la compétence de régler les compétences en matière d'engagement.

Art. 60 [1]Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

[2] Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école spécialisée bernoise contre les autres décisions rendues en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

[3] Inchangé.

[4] Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

[5 et 6]Anciens alinéas 4 et 5.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM):

Art. 21 [1]«en haute école spécialisée ou en école supérieure» est remplacé par «en haute école spécialisée, en haute école pédagogique ou en école supérieure».

[2 à 4]Inchangés.

2. Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB):

Art. 18 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour
a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

[3] Il peut déléguer au conseil de l'école la compétence de régler les compétences en matière d'engagement.

Art. 60 [1]Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

[2] Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école spécialisée bernoise contre les autres décisions rendues en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

[3] Inchangé.

[4] Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

[5 et 6]Anciens alinéas 4 et 5.

3. Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni):

Art. 18 [1 et 2]Inchangés.

[3] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités de recherche et d'enseignement, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour
a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

III.

1. La présente modification entre en vigueur le 1er août 2015 sous réserve du chiffre 2.
2. La modification de l'article 25 LHEP entre en vigueur en même temps que la LEHE, au plus tôt toutefois le 1er août 2015.

Berne, le 23 avril 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

3. Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni):

Art. 18 [1 et 2]Inchangés.

[3] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités de recherche et d'enseignement, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour
a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

III.

1. La présente modification entre en vigueur le 1er août 2015 sous réserve du chiffre 2.
2. La modification de l'article 25 LHEP entre en vigueur en même temps que la LEHE, au plus tôt toutefois le 1er août 2015.

Berne, le 13 août 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 17 juin 2014

Au nom de la Commission de la formation,

la présidente: *Zäch*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

3. Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni):

Art. 18 [1 et 2]Inchangés.

[3] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités de recherche et d'enseignement, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour
a la durée des rapports de travail,
b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

III.

1. La présente modification entre en vigueur le 1er août 2015 sous réserve du chiffre 2.
2. La modification de l'article 25 LHEP entre en vigueur en même temps que la LEHE, au plus tôt toutefois le 1er août 2015.

Berne, le 3 septembre 2014

Au nom du Grand Conseil,

la présidente: *Struchen*
le secrétaire général: *Trees*

Texte approuvé par la Commission de rédaction

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Berne, le 10 décembre 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 2 décembre 2014

Au nom de la Commission de la formation,

la présidente: *Zäch*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) (Modification)

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
3.	**Commentaire des articles**	3
4.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	7
5.	**Répercussions financières**	7
6.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	8
7.	**Répercussions sur les communes**	8
8.	**Répercussions sur l'économie**	8
9.	**Résultat de la procédure de consultation**	8
10.	**Proposition**	9

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la modification de la loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM)

1. Synthèse

Le Grand Conseil s'est prononcé, au cours de la session de novembre 2013, pour des coupes d'un montant total de 24,3 millions de francs dans le domaine de la réduction des primes pour l'année 2014 (mesures 10.1 et 10.1a). Avec la mise en œuvre de ces mesures, environ 42 000 personnes n'ont plus droit à la réduction des primes en 2014. L'objectif de prestation inscrit dans la loi, à savoir qu'une proportion de 25 à 45 pour cent de la population cantonale bénéficie de la réduction des primes, ne pourra probablement pas être atteint en 2014. Etant donné qu'il n'existe pas de lien direct entre la proportion de la population qui doit bénéficier de la réduction des primes conformément à l'objectif de prestation et les conditions économiques de la population, cet objectif doit être abrogé. Il est également procédé à des adaptations découlant de modifications apportées aux droits fédéral et cantonal ainsi qu'à des mises à jour.

2. Contexte

En 2013, les prévisions préoccupantes concernant les finances cantonales ont incité le Conseil-exécutif à lancer un examen des offres et des structures (EOS 2014) dans le but de rétablir durablement l'équilibre des finances du canton de Berne. Le gouvernement a proposé au Grand Conseil des coupes à hauteur de 20 millions de francs dans le domaine de la réduction des primes (mesure 10.1)[1]. Le Grand Conseil a décidé, au cours de la session de novembre 2013, d'économiser au total 24,3 millions de francs dans le domaine de la réduction des primes (mesures 10.1 et 10.1a)[2].

Dans le budget 2014, 395 millions de francs étaient consacrés à la réduction des primes. Il était prévu que le canton contribue à hauteur de 122 millions de francs environ et la Confédération, à hauteur de 273 millions de francs environ. Les coupes décidées par le Grand Conseil ne se répercutent que sur les dépenses consenties par le canton, le montant des subsides fédéraux étant fixé en fonction des coûts bruts de l'assurance-maladie obligatoire, de la population résidente et du nombre d'assurés par canton (art. 66, al. 2 et 3 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie [LAMal][3]). Le budget alloué à la réduction des primes pour 2014 est donc réduit à environ 371 millions de francs en raison des mesures d'économie.

Le Conseil-exécutif a mis en application les mesures décidées par le Grand Conseil dans l'ordonnance cantonale sur l'assurance-maladie (OCAMal)[4, 5] au 1er janvier et au 1er juillet 2014. La mise en œuvre de ces mesures a pour conséquence qu'environ 42 000 personnes perdent leur droit à la réduction des primes en 2014. L'objectif de prestation inscrit dans la loi, à savoir qu'une proportion de 25 à 45 pour cent de la population cantonale bénéficie de la réduction des primes (art. 14, al. 2 de la loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire [LiLAMAM][6]), ne pourra probablement pas être atteint en 2014. Par conséquent, l'article 14, alinéa 2 LiLAMAM doit être modifié.

En outre, il convient de procéder à des adaptations nécessaires en raison de certaines modifications apportées aux droits fédéral et cantonal ainsi qu'à des mises à jour.

3. Commentaire des articles

Article 3

Les cantons doivent informer en temps utile les personnes en provenance de l'étranger ainsi que les parents de nouveau-nés de l'obligation de s'assurer (art. 10, al. 1 de l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie [OAMal][7]). Dans le canton de Berne, cette tâche est déléguée aux communes (art. 3, al. 2). L'Office des assurances sociales (OAS) veille au respect de l'obligation de s'assurer (art. 1, al. 1). Il a constaté, dans ce cadre, qu'un certain nombre de personnes n'ont pas connaissance de l'obligation de contracter une assurance-maladie. Afin que tous les habitants du canton soient informés de l'obligation de s'assurer de manière systématique et uniforme, l'OAS met gratuitement à la disposition des communes une brochure sur l'obligation de s'assurer, qu'il tient régulièrement à jour. Toutes les communes n'utilisent pas cette brochure. Pour cette raison, il convient désormais d'exiger que les communes distribuent la brochure aux personnes qui doivent être informées de l'obligation de s'assurer *(art. 3)*. Cette exigence est inscrite dans la loi, car elle constitue la seule obligation qui incombe aux communes dans le cadre du régime de l'assurance-maladie obligatoire. Si l'obligation de distribuer la brochure était inscrite dans l'OCAMal, une norme de délégation au Conseil-excutif devrait être introduite dans la loi (art. 69 de la Constitution du canton de Berne [ConstC][8]).

[1] www.rr.be.ch → Dossiers → Examens des offres et des structures 2014 (EOS 2014) → Documentation → Sous Rapports, télécharger l'Examen des offres et des structures (EOS 2014) – Rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil du 26 juin 2013 → p. 84

[2] Journal du Grand Conseil, session de novembre 2013, p. 1468

[3] RS 832.10

[4] RSB 842.111.1

[5] ROB 13–96 et ROB 14–38

[6] RSB 842.11

[7] RS 832.102

[8] RSB 101.1

Article 4

Les droits et les modalités d'accès de l'OAS aux données qui lui sont nécessaires pour mettre en œuvre le régime de l'assurance obligatoire sont aujourd'hui réglés dans la législation sur l'harmonisation des registres officiels (art. 8, al. 1 et art. 14, al. 1, lit. *c* et *d* de la loi du 28 novembre 2006 sur l'harmonisation des registres officiels [LReg][9] ainsi qu'art. 14, al. 1, lit. *k* et art. 18, al. 2, lit. *d* de l'ordonnance du 12 mars 2008 sur l'harmonisation des registres officiels [OReg][10]). L'article 4 doit par conséquent être abrogé.

Article 14

Comme mentionné au chiffre 2, l'objectif de prestation inscrit dans la loi, à savoir qu'une proportion de 25 à 45 pour cent de la population cantonale bénéficie de la réduction des primes, ne pourra probablement pas être atteint en 2014 en raison de la mise en œuvre des mesures EOS. Dans le budget 2015, du fait de l'EOS et des mesures d'économie décidées par le Grand Conseil, il est prévu d'économiser 10,7 millions de francs de plus dans le domaine de la réduction des primes. Par conséquent, l'objectif de prestation inscrit dans la loi ne sera dans tous les cas pas atteint en 2015 – si ce n'est pas déjà le cas en 2014.

Etant donné qu'il n'existe pas de lien direct entre la proportion de la population qui doit bénéficier de la réduction des primes conformément à l'objectif de prestation et les conditions économiques de la population, le fait que, chaque année, un certain nombre de personnes reçoivent des montants au titre de la réduction des primes ne permet pas de garantir une diminution substantielle de la charge des primes de caisse-maladie pour les personnes de condition économique modeste. Ce sont plutôt les ressources à disposition pour la réduction des primes ainsi que la répartition de ces ressources entre les personnes de condition économique modeste qui sont déterminantes. Par conséquent, la première phrase de l'*alinéa 2* doit être abrogée.

Article 16

L'*alinéa 3* prévoit que les personnes dont la fortune brute dépasse un montant déterminé n'ont pas droit à la réduction des primes. Dans un jugement, le Tribunal administratif du canton de Berne a conclu que cette disposition était contraire au droit fédéral (jugement 200.2010.402.CM du 13 juin 2011). Selon lui, en raison du caractère absolu de l'article 16, alinéa 3, une personne perd dans tous les cas son droit à la réduction des primes lorsque sa fortune dépasse un certain montant. Du fait que seule la fortune brute est prise en considération lors de l'examen du droit à la réduction des primes, il n'est pas possible, selon le Tribunal administratif, de déterminer la situation économique réelle d'une personne (p. ex. dettes, chômage). L'alinéa 3 est par conséquent abrogé. Depuis le 1er janvier 2012, les personnes dont la fortune brute dépasse 750 000 francs, d'après leur taxation fiscale, doivent déposer une demande pour que leur droit à la réduction des primes soit examiné (art. 24, al. 2 LiLAMAM en relation avec l'art. 13, al. 2, lit. *l* OCAMal). De cette manière, leur situation économique réelle peut être examinée.

L'actuel *alinéa 4* établit que, pour la réduction des primes, les biens-fonds doivent être pris en compte à la valeur applicable à l'évaluation des immeubles dans les procédures de répartition intercantonale de l'impôt. Il s'agit de la valeur de répartition. L'alinéa 4 mentionne de manière erronée la «valeur vénale». Actuellement, pour la détermination du droit à la réduction des primes, la valeur de répartition est utilisée dans le cadre des procédures de répartition intercantonale de l'impôt et la valeur officielle, pour les biens-fonds dans le canton de Berne. La valeur de répartition et la valeur officielle sont aussi déterminantes pour la perception de l'impôt sur la fortune (art. 52, al. 3 de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts [LI][11], circulaire 22 de la Conférence suisse des impôts[12]). Ainsi, pour les biens-fonds, c'est toujours la valeur utilisée dans le droit fiscal qui est reprise au moment de calculer le droit à la réduction des primes. Il en va de même pour la fortune mobilière. C'est pourquoi l'alinéa 4 établit que la fortune nette est déterminée d'après les articles 48 à 63 LI, lesquels établissent notamment la valeur à laquelle doivent être prises en considération les fortunes mobilière et immobilière.

Article 17

La situation financière est en principe déterminée d'après la loi sur les impôts (art. 16 LiLAMAM, art. 6 OCAMal). Les données fiscales ne reflètent pas toujours de manière suffisante la situation financière d'une personne. Si d'autres données fiables sont disponibles, il est possible, conformément à l'*alinéa 1*, de déterminer la situation financière en dérogation à l'article 16. Il doit en être de même lorsque les données fiscales ne sont pas disponibles (p. ex. en cas d'arrivée de l'étranger). A l'heure actuelle, dans de tels cas, l'on se fonde déjà sur d'autres données fiables. L'alinéa 1 est complété en conséquence.

Article 18

Il n'est pas possible pour l'OAS d'examiner automatiquement le droit à la réduction des primes des personnes imposées à la source. Celles-ci doivent par conséquent déposer une demande de réduction des primes (art. 24, al. 2 LiLAMAM en relation avec l'art. 13, al. 2, lit. *a* OCAMal). Comme pour les personnes qui sont soumises à la taxation fiscale ordinaire, il est actuellement tenu compte non seulement des revenus, mais aussi de la fortune dans le cadre de l'examen du droit à la réduction des primes. L'article 18 doit par conséquent être complété.

Article 19

La situation économique des conjoints ou partenaires enregistrés change en cas de séparation en droit ou en fait. Par conséquent, leur droit à la réduction des primes doit être réexaminé séparément dès le début du mois suivant la séparation, après

[9] RSB 152.05
[10] RSB 152.051
[11] RSB 661.11
[12] www.steuerkonferenz.ch → Documents → Circulaires

que celle-ci a été annoncée à la commune et inscrite dans le système des registres communaux. Pour cette raison, un nouvel *alinéa 3* est introduit.

Article 20

Dans le cadre de la révision de la loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC)[13)], le Grand Conseil a décidé de limiter le droit des bénéficiaires d'aides sociales ou de prestations complémentaires (PC) à la réduction ordinaire maximale des primes (thèse 14)[14)]. Cette décision a été mise en œuvre dans l'alinéa 1 des articles 11 et 12 OCAMal. La base légale y relative (*al. 4*) doit par conséquent être modifiée.

Article 20a

Les rapports juridiques de droit public sont en principe réglés au moyen d'une décision rendue par l'autorité compétente. Des exceptions sont admissibles pour autant qu'elles soient expressément prévues dans une loi (art. 49 de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives [LPJA][15)]). La réduction des primes implique le traitement de très nombreux cas. Pour cette raison, l'OAS communique sa décision relative à la réduction des primes par écrit à l'ayant droit. Ce dernier peut en tout temps demander qu'une décision formelle soit rendue (art. 14 OCAMal). L'article 20a crée la base légale nécessaire à cette pratique.

Article 21

Depuis le 1er janvier 2012, les cantons sont tenus de verser les montants de la réduction des primes directement aux assureurs auprès desquels sont assurés les ayants droit (art. 65, al. 1 LAMal). Il en va de même pour les bénéficiaires d'une aide sociale. L'*alinéa 2* doit par conséquent être abrogé.

Article 22

L'actuel *alinéa 3* traite des échanges de données entre les assureurs et l'OAS (rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la LiLAMAM, Journal du Grand Conseil, session de février 2000, annexe 10, page 10). Avec l'obligation de verser les montants accordés au titre de la réduction des primes directement aux assureurs, la Confédération a aussi créé la base légale nécessaire à l'échange de données entre les cantons et les assureurs (art. 65, al. 1 et 2 LAMal, art. 106b ss OAMal). L'*alinéa 3* doit par conséquent être abrogé.

Article 23

L'accès de l'OAS aux données personnelles du registre de la gestion centrale des personnes (GCP) est non seulement réglé à l'*alinéa 1*, mais aussi à l'article 18, alinéa 2, lettre *d* OReg. Désormais, l'alinéa 1 prévoit explicitement que l'Intendance cantonale des impôts met à la disposition de l'OAS les données du système de taxation des personnes physiques nécessaires à la mise en œuvre de la réduction des primes.

Grâce au renvoi à l'obligation de garder le secret pour ce qui est des données fiscales (art. 153 LI), l'objet du secret fiscal ainsi que le cercle des personnes qui y sont soumises sont définis de manière plus claire et plus complète *(al. 3)*.

Article 24

L'actuel alinéa 3 établit qu'une demande de réduction des primes ne peut être formulée que pour l'année civile en cours. Quelque 14 000 demandes sont déposées chaque année auprès de l'OAS. Dans la pratique, on a constaté que, dans de nombreux cas, le découpage en année civile est peu opportun. En effet, depuis 2012, la taxation fiscale de l'avant-dernière période fiscale est déterminante pour la première moitié de l'année, alors que, pour la seconde moitié de l'année, c'est la taxation fiscale de la dernière période fiscale qui est déterminante (art. 7, al. 1 et 2 OCAMal). Ainsi, par exemple, pour les personnes arrivant de l'étranger, les données fiscales ne sont pas disponibles pour la première moitié de l'année suivant celle de leur arrivée car, au cours de l'avant-dernière période fiscale, ils vivaient encore à l'étranger. Par conséquent, ces personnes doivent déposer une demande non seulement pour l'année de leur arrivée (art. 13, al. 2 lit. *f* OCAMal), mais aussi pour l'année suivant leur arrivée (pour la première moitié). Etant donné que, pour plusieurs catégories de personnes, un autre découpage que l'année civile semble plus opportun, le Conseil-exécutif doit préciser par voie d'ordonnance les périodes pour lesquelles les différentes catégories de personnes peuvent déposer une demande de réduction des primes. A l'heure actuelle, les pratiques ont déjà été adaptées dans une large mesure. Les actuels alinéas 2 et 3 (2e phrase), qui contiennent également des normes de délégation, sont intégrés dans le nouvel *alinéa 2*, lettres *a* à *c*.

Article 25

A l'heure actuelle, c'est la législation fédérale qui règle de manière exhaustive le versement des montants accordés au titre de la réduction des primes directement aux assureurs (art. 65, al. 1 OAMal). Elle ne prévoit aucune exception. Les assureurs doivent quant à eux tenir compte de la réduction des primes au moment de la facturation (art. 65, al. 4bis LAMal). Par conséquent, l'article 25 doit être abrogé.

Article 27

Le droit à la réduction des primes est en principe constaté d'office sur la base des données fiscales (art. 16, al. 1 et art. 24, al. 1). Pour cette raison, l'OAS reçoit les données du système de taxation qui sont nécessaires à la réduction des primes (art. 23, al. 1). Dans ce cadre, l'Intendance cantonale des impôts lui transmet chaque

[13)] RSB 631.1

[14)] Journal du Grand Conseil, session de novembre 2010, annexe 32, page 15; rapport du 29 octobre 2008 présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil et intitulé «Optimisation de la répartition des tâches ainsi que de la péréquation financière et de la compensation des charges dans le canton de Berne (LPFC 2012)», pp 58 ss

[15)] RSB 155.21

année plusieurs centaines d'annonces de procédures de rappel d'impôt closes par une décision entrée en force. Une procédure de rappel d'impôt a lieu lorsque les autorités fiscales constatent que tous les revenus et éléments de fortune n'ont pas été déclarés correctement dans la déclaration d'impôts (art. 206, al. 1 LI). Une procédure pénale fiscale est presque toujours engagée parallèlement. Les informations relatives à la procédure pénale fiscale ne font pas partie des données fiscales reçues par l'OAS en vertu de l'article 23, alinéa 1.

Pour connaître le délai de prescription déterminant, l'OAS devrait, dans chaque cas, mener une enquête en vue de découvrir pour quelle infraction fiscale la personne concernée a été condamnée par un jugement entré en force. Cela aurait pour conséquence que l'OAS devrait, pour chaque cas particulier, commencer par obtenir une autorisation écrite de la personne concernée pour avoir le droit de consulter son dossier. Il devrait ensuite déposer une demande de consultation des dossiers auprès de l'Intendance des impôts (art. 153, al. 2, lit. *a* LI). Au vu des ressources en personnel actuellement disponibles, ni l'OAS, ni l'Intendance des impôts ne pourraient assumer une telle charge de travail. A cela s'ajoute le fait que le droit d'introduire une procédure de rappel d'impôt s'éteint dix ans après la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée, alors qu'elle aurait dû l'être, ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète (art. 207, al. 1 LI). Le délai de prescription pour les infractions pénales fiscales peut aller de quatre à 15 ans (art. 229 LI, art. 333, al. 6, lit. *a* à *c* du code pénal suisse du 21 décembre 1937 [CP][16] et ATF 134 IV 328 c. 2.1 p. 330 = JdT 2010 IV p. 164, 165). Toutefois, pour des raisons de protection des données, l'OAS efface les données collectées pour la mise en œuvre de la réduction des primes six ans après que le droit à la réduction des primes a pris fin (art. 24, lit. *a* OCAMal). Si les délais de prescription valables pour les infractions pénales fiscales étaient utilisés pour les prétentions en restitution de montants octroyés au titre de la réduction des primes, il arriverait fréquemment que les données nécessaires à la restitution ne soient plus disponibles.

S'il est constaté, dans le cadre d'une procédure de rappel d'impôt, que tous les revenus et/ou éléments de fortune n'ont pas été déclarés correctement dans la déclaration d'impôt, le revenu net et/ou la fortune nette sont augmentés a posteriori dans la taxation fiscale correspondante. Le droit à la réduction des primes pour la période pour laquelle cette taxation est déterminante doit alors être réexaminé (montants inférieurs ou pas de droit à la réduction des primes). Les procédures de rappel d'impôt ont lieu des mois voire des années après qu'une taxation fiscale est entrée en force. Le nouveau délai de prescription relatif pour la prétention en restitution découlant d'une procédure de rappel d'impôt est fixé à une année, et le délai de prescription absolu, à cinq ans (al. 3). Cela permet de garantir que l'OAS dispose encore des données personnelles nécessaires à la prétention en restitution. Ces délais de prescription sont ceux actuellement utilisés par l'OAS.

Si la prétention en restitution découle d'un acte punissable, les délais de prescription prévus par le droit pénal sont aujourd'hui déterminants (al. 2, 2e phrase). Si le délai de prescription pour une infraction est supérieur à six ans, l'OAS ne dispose plus, comme cela a déjà été mentionné, des données personnelles nécessaires à la prétention en restitution (art. 24, lit. *a* OCAMal). C'est la raison pour laquelle les mêmes délais de prescription doivent s'appliquer, que la prétention en restitution découle d'un acte punissable ou d'une procédure de rappel d'impôt *(al. 3)*.

Articles 28, 29 et 31a

Depuis le 1er janvier 2012, l'article 64a LAMal règle de manière exhaustive la compensation par les cantons des pertes des assureurs découlant de primes et de participations aux coûts que ces derniers n'ont pas pu recouvrer. Les dispositions cantonales à cet égard doivent par conséquent être abrogées *(art. 28, 29* et *31a)*.

Article 32

Les données nécessaires à l'examen du droit à la réduction des primes contenues dans le système de traitement des données ont changé depuis l'entrée en vigueur de la LiLAMAM. La liste des données contenues dans le système actuel *(al. 2)* a par conséquent été mise à jour (suppressions et ajouts).

Article 33

La LiLAMAM est entrée en vigueur le 1er janvier 2001 et la législation fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, deux ans plus tard. C'est pourquoi, depuis le 1er janvier 2003, les procédures relatives à l'application du régime obligatoire ainsi qu'aux exceptions de l'obligation de s'assurer sont régies par les dispositions de la législation précitée (art. 1, al. 1 LAMal). L'*alinéa 1* renvoie à ces dispositions.

Pour ce qui est des procédures relatives à la réduction des primes, ce sont les dispositions de la LPJA qui sont applicables (art. 1, al. 2, lit. *c* LAMal en relation avec l'art. 1, al. 1, lit. *a* LPJA). L'*alinéa 2* le mentionne désormais expressément.

Article 34

S'agissant des décisions relatives à l'application du régime obligatoire et à l'exception de l'obligation de s'assurer, l'opposition est réglée à l'article 52 de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA)[17]. Pour cette raison, il n'y a plus lieu de mentionner de telles décisions à l'article 34.

Article 35

Le droit fédéral supérieur (LAMal, loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents [LAA][18], loi du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire [LAM][19], LPGA) ainsi que la loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère

[16] RS 311.0

[17] RS 830.1
[18] RS 832.20
[19] RS 833.1

public (LOJM)[20] règlent de manière exhaustive l'organisation et les compétences du Tribunal administratif. L'*alinéa 1* doit par conséquent être abrogé.

L'article 128 LPJA, auquel renvoie l'*alinéa 2*, a été abrogé au 1er janvier 2011. Aujourd'hui, l'article 57, alinéa 4 LOJM établit que la législation peut attribuer des affaires à la compétence du ou de la juge unique. La référence de l'alinéa 2 doit donc être modifiée.

Article 37

Depuis le 1er janvier 2011, les frais de procédure pour les litiges portant sur les assurances complémentaires à l'assurance obligatoire des soins sont régis par les articles 113 à 115 du code de procédure civile suisse du 19 décembre 2008 (CPC)[21]. L'*alinéa 2* doit par conséquent être modifié.

Article 41

Le Tribunal arbitral, sur proposition d'un assureur ou d'une fédération d'assureurs, prononce des sanctions en vertu de l'article 59, alinéa 1 LAMal (art. 59, al. 2 LAMal). Il peut non seulement statuer sur les exclusions de fournisseurs de prestations de toute activité à la charge de l'assurance obligatoire de soins, mais aussi prononcer les autres sanctions mentionnées à l'article 59, alinéa 1 LAMal. C'est pourquoi la *lettre b* doit être modifiée.

Article 47

Depuis le 1er janvier 2011, les frais de procédure et les émoluments administratifs en cas de litige devant le Tribunal arbitral sont régis par les dispositions du décret du 24 mars 2010 concernant les frais de procédure et les émoluments administratifs des autorités judiciaires et du Ministère public (décret sur les frais de procédure, DFP)[22]. L'*alinéa 3* doit par conséquent être modifié.

Article 48

Les juges du Tribunal administratif qui sont membres du Tribunal arbitral des assurances sociales ne perçoivent pas d'indemnités pour leur travail au sein de ce dernier, car la juridiction arbitrale fait partie des tâches du Tribunal administratif (art. 54, al. 1, lit. *a* LOJM). Depuis le 1er janvier 2011, l'indemnisation des juges spécialisés du Tribunal arbitral est régie par les dispositions du décret du 9 juin 2010 sur l'indemnisation des juges à titre accessoire (DInJ)[23]. L'article 48 doit être adapté en conséquence.

Modification indirecte d'un acte législatif

Le Tribunal arbitral des assurances sociales est composé d'un membre du Tribunal administratif en qualité de président ou de présidente neutre et d'un représentant ou une représentante, respectivement, des assureurs et des fournisseurs de prestations concernés. Il statue en principe dans une composition de trois membres (art. 56, al. 4 LOJM). Le président ou la présidente neutre, en qualité de juge unique, approuve les transactions et connaît des requêtes ou actions qui ont été retirées, sont devenues sans objet ou sont manifestement irrecevables (art. 57, al. 7 LOJM). A l'heure actuelle, si les parties concluent de façon concordante à l'admission du recours ou de la demande, le Tribunal arbitral doit statuer dans une composition de trois membres. Pour accélérer la procédure et diminuer les frais pour les parties, il est justifié de prévoir la compétence du ou de la juge unique dans de tels cas *(al. 7, dernière phrase)*. Par ailleurs, une disposition similaire existe pour les litiges devant le Tribunal administratif: les membres du Tribunal administratif connaissent, en qualité de juges uniques, de toutes les affaires pour lesquelles les parties concluent de façon concordante à l'admission du recours ou de la demande (art. 57, al. 4 LOJM).

Dispositions transitoires

Les assureurs peuvent demander à l'OAS la compensation des primes et des participations aux coûts échues au 31 décembre 2011 qu'ils n'ont pas pu recouvrer (art. 28 et dispositions transitoires OCAMal[24]). Depuis le 1er janvier 2012, l'article 64a LAMal règle de manière exhaustive la compensation des pertes engendrées après le 1er janvier 2012. Le *chiffre 1* détermine jusqu'à quel moment les assureurs peuvent demander à l'OAS la compensation des pertes conformément à l'ancien droit cantonal. Les dispositions de l'article 28, alinéas 2 et 3, qui sont nécessaires pour la compensation, figurent désormais sous les *chiffres 2 et 3.*

4. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le Grand Conseil s'est prononcé, au cours de la session de novembre 2013, pour des coupes d'un montant total de 24,3 millions de francs. Avec la mise en œuvre de ces mesures d'économie, environ 42 000 personnes n'ont plus droit à la réduction des primes en 2014. Etant donné qu'il n'existe pas de lien direct entre la proportion de la population qui doit bénéficier de la réduction des primes conformément à l'objectif de prestation et les conditions économiques de la population, cet objectif doit être abrogé. Il est en outre procédé à diverses adaptations découlant de modifications apportées aux droits fédéral et cantonal ainsi qu'à des mises à jour. Le projet ne figure par conséquent pas dans le programme législatif du programme gouvernemental de législature 2011 à 2014.

5. Répercussions financières

Du fait que les communes sont tenues de distribuer la brochure sur l'obligation de s'assurer aux personnes arrivant de l'étranger ainsi qu'aux parents de nouveau-nés

[20] RSB 161.1
[21] RS 272
[22] RSB 161.21
[23] RSB 166.1
[24] ROB 11–106

(art. 3), les coûts de production annuels de la brochure augmenteront légèrement; ils resteront toutefois inférieurs à 10 000 francs.

La modification de l'*article 14, alinéa 2* n'a pas de répercussions financières directes. Il se pourrait toutefois que le nombre d'ayants droit change. Le montant des dépenses ne dépend cependant pas seulement du nombre d'ayants droit: il dépend aussi des barèmes. Les communes ne participent pas aux coûts de la réduction des primes.

6. Répercussions sur le personnel et l'organisation

La modification de l'*article 14, alinéa 2* n'a pas de répercussions directes sur le personnel ni sur l'organisation. Il se peut que le nombre d'ayants droit change. Toutefois, l'expérience des dernières années montre que le nombre de demandes de réduction des primes et la fréquence des contacts avec les personnes concernées restent élevés, indépendamment des mesures d'économie et des barèmes devenus plus stricts. Cela est dû au fait que, lorsque leur situation personnelle, familiale ou financière change, les personnes concernées demandent des renseignements sur leur droit à la réduction des primes, que ce soit par courrier ou par téléphone, au moyen d'une demande ou en se rendant au guichet. Il faut donc partir du principe que la modification de l'article 14, alinéa 2 n'a pas non plus de répercussions indirectes sur le personnel ni sur l'organisation.

L'*article 24, alinéa 2, lettre b* permet au Conseil-exécutif de fixer les périodes pour lesquelles une demande de réduction des primes peut être déposée. Dans la pratique, le droit à la réduction des primes est à l'heure actuelle souvent examiné pour une période ne coïncidant pas avec l'année civile. Si tel n'était pas le cas, le nombre de demandes déposées chaque année serait considérablement plus élevé. Si le Conseil-exécutif fait usage de sa compétence en vertu de l'article 24, alinéa 2, lettre *b*, on peut partir du principe que le nombre de demandes de réduction des primes restera à peu près inchangé. La modification de l'article 24, alinéa 2 n'a par conséquent pas de répercussions directes ni indirectes sur le personnel ni sur l'organisation.

7. Répercussions sur les communes

A l'heure actuelle, les communes sont déjà tenues d'informer les personnes provenant de l'étranger et les parents de nouveau-nés de leur obligation de s'assurer. La brochure de l'OAS soutient les communes dans l'accomplissement de cette tâche. Les coûts de production de la brochure continuant d'être assumés par l'OAS, la modification de l'*article 3* n'a pas de répercussions sur les communes.

La charge liée à l'assurance-maladie est, dans le canton de Berne, supérieure à la moyenne suisse. Avec la modification de l'*article 14, alinéa 2*, il se pourrait que le nombre d'ayants droit change. La question de savoir si les barèmes seront aussi modifiés, et de quelle manière, reste ouverte. Pour cette raison, il est difficile de prévoir si la modification de l'article 14, alinéa 2 engendrera des coûts supplémentaires dans le domaine de l'aide sociale et des prestations complémentaires et si les communes seront indirectement concernées du point de vue financier de par leur participation au système de compensation des charges. Il n'y aura toutefois pas de transfert de charges du canton vers les communes. En effet, si des personnes doivent bénéficier d'une aide sociale ou de prestations complémentaires du fait qu'elles n'ont plus droit à la réduction des primes (ou qu'elles se voient octroyer des montants moins élevés), elles peuvent prétendre à la réduction ordinaire maximale de leurs primes d'assurance obligatoire des soins (art. 11 et 12 OCAMal).

8. Répercussions sur l'économie

Les dépenses pour la réduction des primes sont destinées aux personnes de condition économique modeste. Elles soutiennent directement la consommation, car elles renforcent le pouvoir d'achat de couches de la population dont la tendance à l'épargne est assez faible. La question de savoir si la modification de l'*article 14, alinéa 2* a des répercussions sur l'économie est ouverte; en effet, les dépenses pour la réduction des primes dépendent non seulement du nombre d'ayants droit, mais aussi des barèmes.

9. Résultat de la procédure de consultation

Une procédure de consultation a eu lieu du 30 mai au 4 août 2014. 47 prises de position ont été envoyées.

Comme il fallait s'y attendre, les remarques des participants ont en particulier porté sur la suppression de l'objectif de prestation à l'*article 14, alinéa 2*. L'UDC a salué la modification de l'article 14 et souligné qu'il s'agissait d'un moyen efficace pour mettre en œuvre les coupes budgétaires. Le PLR, le PBD, le pvl et l'UDF se sont également déclarés favorables à la modification. Ils ont relevé l'inexistence d'un lien direct entre la proportion de la population qui doit bénéficier de la réduction des primes et l'objectif de prestation. Le PEV n'a quant à lui pas formulé d'objection contre la suppression de l'objectif de prestation. L'Union cantonale bernoise du commerce et de l'industrie, l'organisation d'employeurs PME bernoises, sept grandes communes et l'Association des paroisses du canton de Berne se sont elles aussi prononcées en faveur de cet abandon. Le PS et les Verts se sont en revanche déclarés défavorables à la modification de l'article 14, alinéa 2. Le PS a renvoyé à des rapports sociaux, à la stratégie de politique familiale et à d'autres bases cantonales qui montrent, selon lui, que le canton de Berne connaît, en comparaison avec les autres cantons, peu de prestations en amont de l'aide sociale. Du point de vue des Verts, le seuil fixé à 25 pour cent permet de garantir qu'au moins un quart de la population cantonale bénéficie de la réduction des primes. Selon eux, cet objectif social ainsi ancré dans la loi assure une certaine transparence: on peut partir du principe que le quartile inférieur de la population vit dans des «conditions économiques modestes». En cas de suppression de l'objectif de prestation, les Verts prévoient de présenter un projet alternatif qui consiste à introduire un objectif de prestation visant à ce qu'une proportion de 25 à 35 pour cent de la population cantonale

bénéficie de la réduction des primes. L'Union syndicale du canton de Berne, l'Organisation agricole bernoise et régions limitrophes, les communes de Berne et de Münsingen ainsi que l'Eglise nationale catholique romaine du canton de Berne déplorent également que l'on renonce à l'objectif de prestation. En résumé, la majorité des participants est favorable à la suppression de l'objectif de prestation de l'article 14, alinéa 2.

S'agissant des *répercussions sur le personnel et l'organisation*, l'UDC souhaite que les charges de personnel soient limitées autant que possible si les modifications de la loi devaient entraîner une baisse du nombre de demandes et, partant, du travail administratif. Le PBD est convaincu que les charges de personnel vont diminuer et demande que cette diminution soit répercutée sur le personnel de la JCE. Dans 95 pour cent des cas, le droit à la réduction des primes est déterminé automatiquement. Le travail administratif reste donc le même. Lorsque leur situation personnelle, familiale ou financière change, les personnes concernées demandent des renseignements sur leur droit à la réduction des primes, que ce soit par courrier ou par téléphone, au moyen d'une demande ou en se rendant au guichet. Par conséquent, au cours des dernières années, la charge de travail de l'OAS est restée élevée, indépendamment des mesures d'économie et des barèmes devenus plus stricts.

Pour ce qui est des *répercussions sur les communes*, les Verts, le PEV et la commune de Berne ont demandé une analyse plus détaillée des incidences financières de la modification de la LiLAMAM sur l'aide sociale, les prestations complémentaires et les communes. Les incidences financières sur l'aide sociale et les prestations complémentaires ne peuvent toutefois pas être chiffrées. L'OAS dispose des données fiscales dont il a besoin pour déterminer le droit à la réduction des primes (art. 23, al. 1) mais ne peut en principe pas utiliser ces données à d'autres fins (art. 5 de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données [LCPD][25]). Cependant, même si l'Intendance des impôts autorisait l'OAS à utiliser des données fiscales pour réaliser l'analyse demandée (art. 15 LCPD), il ne serait pas possible de chiffrer ces incidences financières. En effet, pour déterminer le droit à l'aide sociale ou à des prestations complémentaires, il convient de tenir compte des revenus et des dépenses; or ceux-ci ne peuvent être déduits des données fiscales. De plus, la décision doit se fonder sur le revenu et la fortune *actuels* – mais ceux-ci n'ont alors pas encore été déclarés à l'autorité fiscale.

Pour l'Association des communes bernoises (ACB), il est clair que la modification de la LiLAMAM entraînera un transfert de coûts vers les communes. C'est pourquoi elle exige que ces coûts soient pris en compte dans le bilan global (art. 29b LPFC). Selon elle, c'est le canton qui doit financer le transfert des charges. Il n'y aura pas de transfert de charges. En effet, les personnes qui, du fait qu'elles ne bénéficient plus de la réduction des primes (ou se voient octroyer des montants moins élevés), ont droit à l'aide sociale ou à des prestations complémentaires peuvent prétendre à la réduction ordinaire maximale de leurs primes (art. 11 et 12 OCAMal). Ainsi, le canton continue de financer la réduction des primes de ces personnes.

Le PS, le PEV, quatre grandes communes, l'ACB et la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte ont fait valoir que la détermination du droit à l'aide sociale et à la réduction des primes mobilise des ressources très importantes, tant au niveau administratif que sur le plan du personnel, et peut facilement générer des erreurs. La révision de la loi doit, selon eux, permettre d'éliminer des étapes et de simplifier la procédure. Du fait que l'OAS met en œuvre la réduction des primes et que les communes gèrent l'aide sociale, certaines étapes de la procédure ne peuvent pas être évitées. Contrairement à l'aide sociale, la réduction des primes n'est pas soumise à la compensation des charges. La procédure de détermination a été simplifiée autant que possible. La mise en œuvre de la réduction des primes pour les bénéficiaires de l'aide sociale ne peut pas être transférée aux services sociaux car, conformément à la législation fédérale, les montants octroyés au titre de la réduction des primes ne peuvent qu'être versés directement aux assureurs (art. 65, al. 1 LAMal). Dans chaque canton, un seul service est habilité à annoncer aux caisses maladie les assurés qui ont droit à la réduction des primes (art. 106b, al. 1 OAMal). Il n'est pas possible de faire une exception pour les bénéficiaires de l'aide sociale, et de financer complètement leurs primes par l'intermédiaire de l'aide sociale dans le but de simplifier la procédure relative à la réduction des primes. Les cantons sont tenus d'octroyer des montants au titre de la réduction des primes aux personnes de condition économique modeste (art. 65, al. 1 LAMal).

10. Proposition

La modification de la LiLAMAM consiste avant tout en des adaptations découlant de modifications apportées aux droits fédéral et cantonal ainsi qu'en des mises à jour. Le Conseil-exécutif propose par conséquent au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 15 octobre 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

[25] RSB 152.04

Proposition du Conseil-exécutif

Loi
portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) est modifiée comme suit:

Art. 3 Les communes informent les parents de nouveau-nés et les nouveaux arrivants de l'obligation de s'assurer. Elles utilisent dans ce but le matériel d'information du service compétent de la JCE.

Art. 4 Abrogé.

Art. 14 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif, lorsqu'il définit le droit à la réduction des primes, tient en particulier compte de la charge financière qui pèse sur les familles.

Art. 16 [1 et 2]Inchangés.

[3] Abrogé.

[4] La fortune nette au sens de l'alinéa 2, lettre *a* est déterminée d'après les articles 48 à 63 LI.

[5] Inchangé.

Art. 17 [1]Si les données fiscales font défaut ou ne reflètent qu'insuffisamment la situation financière d'une personne assurée en raison de circonstances particulières, la situation financière peut être déterminée en dérogation à l'article 16 au moyen d'autres données fiables.

[2] Inchangé.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi
portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) est modifiée comme suit:

Art. 3 Les communes informent les parents de nouveau-nés et les nouveaux arrivants de l'obligation de s'assurer. Elles utilisent dans ce but le matériel d'information du service compétent de la JCE.

Art. 4 Abrogé.

Art. 14 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif, lorsqu'il définit le droit à la réduction des primes, tient en particulier compte de la charge financière qui pèse sur les familles.

Art. 16 [1 et 2]Inchangés.

[3] Abrogé.

[4] La fortune nette au sens de l'alinéa 2, lettre *a* est déterminée d'après les articles 48 à 63 LI.

[5] Inchangé.

Art. 17 [1]Si les données fiscales font défaut ou ne reflètent qu'insuffisamment la situation financière d'une personne assurée en raison de circonstances particulières, la situation financière peut être déterminée en dérogation à l'article 16 au moyen d'autres données fiables.

[2] Inchangé.

Art. 18 «revenus bruts» est remplacé par «revenus bruts et éléments de fortune».

Art. 19 [1 et 2]Inchangés.

[3] Les conjoints ou partenaires enregistrés qui, en droit ou en fait, ne vivent pas en ménage commun ne sont plus considérés comme une famille dès le début du mois suivant la séparation, pour autant que celle-ci ait été annoncée à la commune.

[4] Ancien alinéa 3.

Art. 20 [1 à 3]Inchangés.

[4] Les bénéficiaires d'aides sociales ou de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI ont droit à la réduction ordinaire maximale des primes d'assurance obligatoire des soins.

[5] Inchangé.

Communication de la décision

Art. 20a (nouveau) Le service compétent de la JCE communique sa décision relative à la réduction des primes par écrit à la personne concernée. Sur demande, il rend une décision formelle.

Art. 21 La réduction des primes ressortit au service compétent de la JCE.

Participation de la Caisse de compensation, des autorités et des communes

Art. 22 La Caisse de compensation du canton de Berne, les autorités accordant des aides sociales et les communes communiquent au service compétent de la JCE le nom des bénéficiaires d'aides sociales ou de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

Art. 23 [1]L'Intendance cantonale des impôts met à la disposition du service compétent de la JCE les données du système de taxation des personnes physiques qui sont nécessaires à la mise en œuvre de la réduction des primes.

[2] Inchangé.

[3] Les personnes chargées de l'application de la présente loi ou qui y collaborent sont tenues au secret conformément à l'article 153 LI.

Art. 24 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif précise par voie d'ordonnance
a quelles sont les personnes dont le droit à la réduction des primes n'est constaté que sur demande;
b qui peut déposer une demande pour quelle période;
c qui peut déposer une demande au nom de la personne assurée.

[3] Abrogé.

Art. 18 «revenus bruts» est remplacé par «revenus bruts et éléments de fortune».

Art. 19 [1 et 2]Inchangés.

[3] Les conjoints ou partenaires enregistrés qui, en droit ou en fait, ne vivent pas en ménage commun ne sont plus considérés comme une famille dès le début du mois suivant la séparation, pour autant que celle-ci ait été annoncée à la commune.

[4] Ancien alinéa 3.

Art. 20 [1 à 3]Inchangés.

[4] Les bénéficiaires d'aides sociales ou de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI ont droit à la réduction ordinaire maximale des primes d'assurance obligatoire des soins.

[5] Inchangé.

Communication de la décision

Art. 20a (nouveau) Le service compétent de la JCE communique sa décision relative à la réduction des primes par écrit à la personne concernée. Sur demande, il rend une décision formelle.

Art. 21 La réduction des primes ressortit au service compétent de la JCE.

Participation de la Caisse de compensation, des autorités et des communes

Art. 22 La Caisse de compensation du canton de Berne, les autorités accordant des aides sociales et les communes communiquent au service compétent de la JCE le nom des bénéficiaires d'aides sociales ou de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

Art. 23 [1]L'Intendance cantonale des impôts met à la disposition du service compétent de la JCE les données du système de taxation des personnes physiques qui sont nécessaires à la mise en œuvre de la réduction des primes.

[2] Inchangé.

[3] Les personnes chargées de l'application de la présente loi ou qui y collaborent sont tenues au secret conformément à l'article 153 LI.

Art. 24 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif précise par voie d'ordonnance
a quelles sont les personnes dont le droit à la réduction des primes n'est constaté que sur demande;
b qui peut déposer une demande pour quelle période;
c qui peut déposer une demande au nom de la personne assurée.

[3] Abrogé.

Art. 25 Abrogé.

Art. 27 [1]Inchangé.

[2] La prétention en restitution se prescrit dans un délai d'un an à compter du moment où le service compétent de la JCE en a eu connaissance, mais au plus tard trois ans après le versement.

[3] Si la prétention en restitution découle d'une procédure de rappel d'impôt ou d'un acte punissable commis dans le cadre de la procédure de réduction des primes, elle se prescrit dans un délai d'un an à compter du moment où le service compétent de la JCE a eu connaissance de la décision rendue dans le cadre de la procédure de rappel d'impôt ou de la procédure pénale, mais au plus tard cinq ans après le versement.

[4] Ancien alinéa 3.

Art. 28 Abrogé.

Art. 29 Abrogé.

4a. Abrogé.

Art. 31a Abrogé.

Art. 32 [1]Inchangé.

[2] Ce système contient en particulier des données telles que
a le numéro d'identification personnel du canton,
b le numéro AVS,
c la date de naissance,
d le sexe,
e la structure familiale,
f le revenu et la fortune,
g le rapport d'assurance,
h la réduction des primes,
i le service chargé du versement,
k le début et la fin du versement de prestations d'aide sociale ou de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI,
l l'exécution de peines ou de mesures,
m les curatelles ainsi que les actes de défaut de biens relatifs aux arriérés de primes et aux participations aux coûts.

Art. 33 [1]Les procédures relatives à l'obligation de s'assurer ainsi qu'à l'exception de l'obligation de s'assurer sont régies par les dispositions de la législation fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales.

Art. 25 Abrogé.

Art. 27 [1]Inchangé.

[2] La prétention en restitution se prescrit dans un délai d'un an à compter du moment où le service compétent de la JCE en a eu connaissance, mais au plus tard trois ans après le versement.

[3] Si la prétention en restitution découle d'une procédure de rappel d'impôt ou d'un acte punissable commis dans le cadre de la procédure de réduction des primes, elle se prescrit dans un délai d'un an à compter du moment où le service compétent de la JCE a eu connaissance de la décision rendue dans le cadre de la procédure de rappel d'impôt ou de la procédure pénale, mais au plus tard cinq ans après le versement.

[4] Ancien alinéa 3.

Art. 28 Abrogé.

Art. 29 Abrogé.

4a. Abrogé.

Art. 31a Abrogé.

Art. 32 [1]Inchangé.

[2] Ce système contient en particulier des données telles que
a le numéro d'identification personnel du canton,
b le numéro AVS,
c la date de naissance,
d le sexe,
e la structure familiale,
f le revenu et la fortune,
g le rapport d'assurance,
h la réduction des primes,
i le service chargé du versement,
k le début et la fin du versement de prestations d'aide sociale ou de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI,
l l'exécution de peines ou de mesures,
m les curatelles ainsi que les actes de défaut de biens relatifs aux arriérés de primes et aux participations aux coûts.

Art. 33 [1]Les procédures relatives à l'obligation de s'assurer ainsi qu'à l'exception de l'obligation de s'assurer sont régies par les dispositions de la législation fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales.

2 Les procédures relatives à la réduction des primes ainsi qu'à la restitution de montants accordés au titre de la réduction des primes sont régies par les dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)[1)].

Art. 34 Les décisions relatives à la réduction des primes et à la restitution de montants versés au titre de la réduction des primes peuvent être attaquées par voie d'opposition.

Art. 35 Les membres du Tribunal administratif connaissent, en qualité de juges uniques (art. 57, al. 4 de la loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public [LOJM][2)]),
a des litiges concernant la réduction des primes d'assurance-maladie obligatoire,
b des litiges concernant l'obligation de s'assurer pour les soins en cas de maladie.

Art. 37 1Inchangé.

2 Les compétences et la procédure sont régies par les dispositions du code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC)[3)].

3 S'agissant des frais judiciaires, il convient de se référer aux dispositions spéciales régissant les frais des articles 113 à 115 CPC.

Art. 41 Dans les domaines de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents et de l'assurance militaire, le Tribunal arbitral des assurances sociales, en tant qu'instance unique,
a inchangée;
b prononce des sanctions à l'encontre des fournisseurs de prestations en vertu de l'article 59 LAMal;
c à *e* inchangées.

Art. 47 1 et 2Inchangés.

3 La perception des frais est régie par le décret du 24 mars 2010 concernant les frais de procédure et les émoluments administratifs des autorités judiciaires et du Ministère public (décret sur les frais de procédure, DFP)[4)].

1) RSB 155.21
2) RSB 161.1
3) RS 272
4) RSB 161.12

2 Les procédures relatives à la réduction des primes ainsi qu'à la restitution de montants accordés au titre de la réduction des primes sont régies par les dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)[1)].

Art. 34 Les décisions relatives à la réduction des primes et à la restitution de montants versés au titre de la réduction des primes peuvent être attaquées par voie d'opposition.

Art. 35 Les membres du Tribunal administratif connaissent, en qualité de juges uniques (art. 57, al. 4 de la loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public [LOJM][2)]),
a des litiges concernant la réduction des primes d'assurance-maladie obligatoire,
b des litiges concernant l'obligation de s'assurer pour les soins en cas de maladie.

Art. 37 1Inchangé.

2 Les compétences et la procédure sont régies par les dispositions du code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC)[3)].

3 S'agissant des frais judiciaires, il convient de se référer aux dispositions spéciales régissant les frais des articles 113 à 115 CPC.

Art. 41 Dans les domaines de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents et de l'assurance militaire, le Tribunal arbitral des assurances sociales, en tant qu'instance unique,
a inchangée;
b prononce des sanctions à l'encontre des fournisseurs de prestations en vertu de l'article 59 LAMal;
c à *e* inchangées.

Art. 47 1 et 2Inchangés.

3 La perception des frais est régie par le décret du 24 mars 2010 concernant les frais de procédure et les émoluments administratifs des autorités judiciaires et du Ministère public (décret sur les frais de procédure, DFP)[4)].

1) RSB 155.21
2) RSB 161.1
3) RS 272
4) RSB 161.12

Indemnisation

Art. 48 L'indemnisation des juges spécialisés du Tribunal arbitral des assurances sociales est régie par les dispositions du décret du 9 juin 2010 sur l'indemnisation des juges à titre accessoire (DInJ)[1)].

II.

La loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public (LOJM) est modifiée comme suit:

Art. 57 [1 à 6]Inchangés.

[7] Lors de litiges portés devant le Tribunal arbitral des assurances sociales, le président ou la présidente neutre approuve les transactions et connaît des requêtes ou actions qui ont été retirées, sont devenues sans objet ou sont manifestement irrecevables. Il ou elle connaît en outre des affaires pour lesquelles les parties concluent de façon concordante à l'admission du recours ou de la demande.

III.

Dispositions transitoires

1. Les assureurs peuvent, jusqu'au 31 décembre 2016, demander au service compétent de la JCE la compensation des primes et des participations aux coûts échues au 31 décembre 2011 qu'ils n'ont pas pu recouvrer s'ils subissent des pertes lors de l'encaissement des primes d'assurance obligatoire des soins alors qu'ils ont fait preuve de la diligence requise et que les assurés étaient domiciliés dans le canton de Berne au moment où ils ont contracté leur dette.
2. Les prétentions de l'assureur envers la personne assurée passent au canton lorsque ce dernier compense une perte conformément au chiffre 1. Les actes de défaut de biens sont transmis au service compétent de la JCE.
3. La compensation des pertes conformément au chiffre 2 est imputée sur les subsides au sens de l'article 66 LAMal.

[1)] RSB 166.1

Indemnisation

Art. 48 L'indemnisation des juges spécialisés du Tribunal arbitral des assurances sociales est régie par les dispositions du décret du 9 juin 2010 sur l'indemnisation des juges à titre accessoire (DInJ)[1)].

II.

La loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public (LOJM) est modifiée comme suit:

Art. 57 [1 à 6]Inchangés.

[7] Lors de litiges portés devant le Tribunal arbitral des assurances sociales, le président ou la présidente neutre approuve les transactions et connaît des requêtes ou actions qui ont été retirées, sont devenues sans objet ou sont manifestement irrecevables. Il ou elle connaît en outre des affaires pour lesquelles les parties concluent de façon concordante à l'admission du recours ou de la demande.

III.

Dispositions transitoires

1. Les assureurs peuvent, jusqu'au 31 décembre 2016, demander au service compétent de la JCE la compensation des primes et des participations aux coûts échues au 31 décembre 2011 qu'ils n'ont pas pu recouvrer s'ils subissent des pertes lors de l'encaissement des primes d'assurance obligatoire des soins alors qu'ils ont fait preuve de la diligence requise et que les assurés étaient domiciliés dans le canton de Berne au moment où ils ont contracté leur dette.
2. Les prétentions de l'assureur envers la personne assurée passent au canton lorsque ce dernier compense une perte conformément au chiffre 1. Les actes de défaut de biens sont transmis au service compétent de la JCE.
3. La compensation des pertes conformément au chiffre 2 est imputée sur les subsides au sens de l'article 66 LAMal.

[1)] RSB 166.1

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1er janvier 2016.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 15 octobre 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers et des huissières pendant la session.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1er janvier 2016.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 10 décembre 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 2 décembre 2014

Au nom de la commission,

la présidente: *Zumstein*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers et des huissières pendant la session.